



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

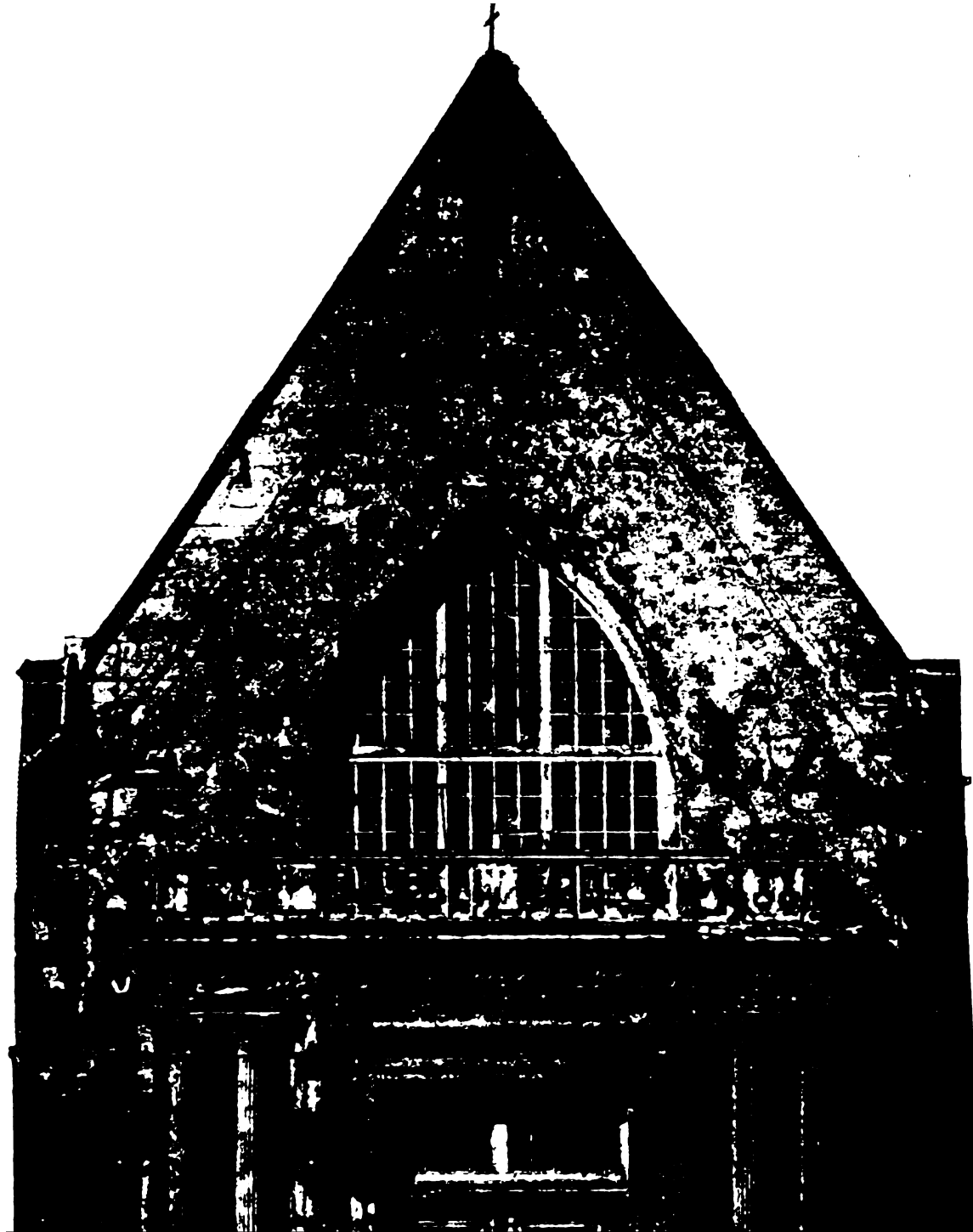
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



*Bulletin de la Société des
antiquaires de l'Ouest et des ...*

Société des antiquaires de l'Ouest (Poitiers, France)

Fr 41.6.2

Harvard College Library

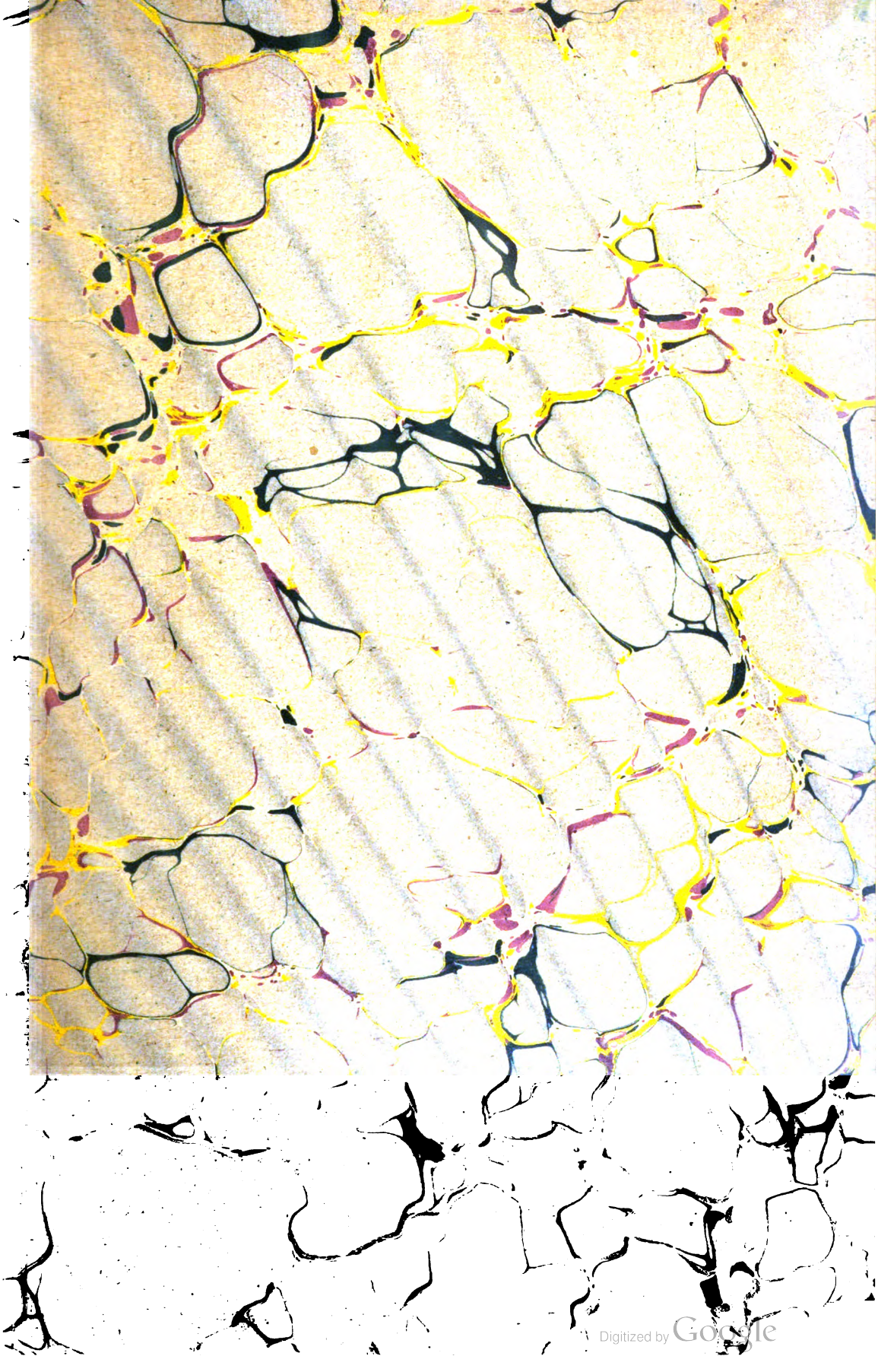


FROM THE GIFT OF
ARCHIBALD CARY COOLIDGE

(Class of 1887)

PROFESSOR OF HISTORY

FOR BOOKS ON FRENCH HISTORY



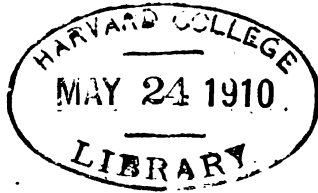
BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

BULLETINS
DE
LA SOCIÉTÉ
DES
ANTIQUAIRES DE L'OUEST

TOME SEPTIÈME
(2^e SÉRIE)
Années 1895-1896-1897

POITIERS
E. MARCHE, LIBRAIRE-ÉDITEUR, | **G. BONAMY, LIBRAIRE-ÉDITEUR,**
30, RUE GAMBETTA. | RUE DES CORDELIERS, 15 ET 17.
1898

Fr 41.6



Gift of
Prof. A. C. Coolidge



5.

POIGNARD CONTEMPORAIN DE SAINT-LOUIS

(Collection GAILLARD DE LA DIONNERIE)

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

PREMIER TRIMESTRE DE 1895

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. Henri CARRÉ, secrétaire.
 - II. — *Etablissement de paix entre les Chausserais et les Montaigu, document inédit relatif à l'assassinat de Philippe de Montaigu*. (Lu à la séance publique du 13 janvier) par M. de la MARSONNIÈRE.
 - III. — *La Bataille de Poitiers-Maupertuis* (19 septembre 1356), *d'après la chronique de Geoffroy le Baker de Swinbrook*, par le colonel BABINET.
 - IV. — *Cadran solaire du Musée des Augustins, simples notes pour aider à déterminer l'origine du cadran solaire, sur plaque de schiste noir, déposé au musée de Chièvres à Poitiers*, par M. le comte de CHASTIGNER.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers.

Dans le cours du premier trimestre de 1895 la Société s'est réunie le 14 janvier, le 17 janvier, le 21 février, le 7 mars, le 21 mars.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 14 JANVIER 1895

Le lundi, 14 janvier 1895, les membres de la société des Antiquaires de l'Ouest se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances à l'effet de procéder au renouvellement du Bureau et des membres du Conseil d'administration pour l'année 1895.

Il est tout d'abord procédé à un vote sur la présentation en qualité de membre titulaire résidant de M. Léon Lecointre, lieutenant au 125^e d'infanterie à Poitiers.

M. Léon Lecointre est admis en cette qualité.

Puis M. le Président annonce l'ouverture de divers scrutins.

Ont été élus :

Président. — M. le colonel Babinet.

Vice-Président. — M. de la Marsonnière.

Secrétaire. — M. Henri Carré, professeur à la faculté des Lettres.

Vice-Secrétaire. — M. Henri Gaillard de la Dionnerie, avocat à la Cour d'appel.

Questeur. — Le R. P. de la Croix.

Trésorier. — M. Alfred Barbier.

Bibliothécaire. — M. Ledain.

Membres du Conseil d'administration.

MM. Tornezy, abbé Bleau, comte Louis Lecointre et Poirault.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée,

SÉANCE DU 17 JANVIER 1895

La séance est présidée par M. l'Abbé Bleau. Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 20 décembre 1894, qui est adopté; il lit les procès-verbaux des séances des 13 et 14 janvier 1895 qui sont également adoptés.

M. le Président dépouille la correspondance : M. Moreau, commissaire-priseur à Poitiers, a remercié la Société de son élection récente ; M. le premier Président de la Cour d'appel, M. le Préfet de la Vienne, Mgr l'Evêque, M. le Recteur de l'Académie, M. le Maire de Poitiers, MM. les Généraux Muzeau et Vuilleminot se sont excusés de n'avoir pu assister à la dernière séance publique.

M. le Président fait part à la Société du décès de M. le baron Godet de Ribouillerie, et exprime les regrets que cause aux Antiquaires la mort de cet excellent confrère. — Il énumère ensuite les volumes reçus par lui depuis la dernière séance; on en trouvera la liste à la suite du présent procès-verbal. Enfin, après quelques mots de bienvenue à l'adresse de M. le colonel Babinet, président récemment élu, M. le Président Bleau quitte le fauteuil, et M. le Président Babinet, prononce l'allocution suivante :

« Messieurs et honorés confrères,

« Il y a dix ans, en prenant place dans ce fauteuil, je vous exprimais toute ma gratitude pour l'honneur que vous me faisiez, et,

pendant ma présidence, j'essayais d'être à la hauteur des fonctions que vous m'aviez confiées. Aujourd'hui, ma gratitude n'est pas moindre, ni moindres mon attachement à notre Société et mon désir de bien faire.

« Ma tâche sera, je le sais, singulièrement facilitée par la collaboration de mes éminents confrères du Bureau et du Conseil, et aussi, dans une certaine mesure, par la connaissance de notre règlement et de nos traditions, acquise par mon assiduité à nos séances mensuelles et à celles du Conseil dont j'ai longtemps fait partie.

« Mais si vos élus doivent assurer le bon fonctionnement de notre Société, c'est à vous, Messieurs et chers Confrères, qu'il appartient surtout de maintenir son bon renom scientifique par de nombreuses communications orales et écrites.

« Pour vous y stimuler, je ne saurais mieux faire que de rappeler ce que nous disait, en 1886, un de mes prédécesseurs, que je n'ai pas besoin de nommer, car vous le reconnaîtrez à son talent dans l'art de bien dire :

« J'exprime le vœu que, dans le cours de cette année, il n'y ait pas de séances sans lecture ; et pour atteindre ce but, je ne vois pas qu'un grand effort soit nécessaire. Il suffira, ce me semble, que chacune de nos abeilles prenne vis-à-vis d'elle-même l'engagement de ne point emporter une trop forte part de son miel en dehors de la ruche commune. Sans doute notre Société reconnaît à ses travailleurs le droit aux publications personnelles ou bien encore la liberté de collaborer à d'autres recueils ; mais c'est à la condition que chacun lui paiera sa dime, chaque année, sous la forme d'une notice ou d'un mémoire. C'est une recommandation que je ne saurais trop faire à ceux d'entre vous — et j'en pourrais citer plusieurs — à qui leur notoriété scientifique attire les sollicitations du dehors...

« A l'œuvre donc, Messieurs, et tâchons de faire de cette année une digne émule de ses devancières. »

« Que pourrais-je ajouter, Messieurs, à ce qui est si vrai et si finement dit, si ce n'est le proverbe : A bon entendeur, Salut !

« Avant de reprendre notre ordre du jour, je me fais votre interprète en exprimant les remerciements de la Société au Bureau et au Conseil sortants. »

M. le Président donne la parole à M. Barbier, trésorier, qui rend compte de la situation financière. Il montre clairement que la Société est prospère, avec ses deux cents membres résidants et non résidants : elle dispose d'un revenu qui dépasse 5.800 fr., et ses dépenses demeurent sensiblement au-dessous. En 1894, il y a eu progrès dans les recettes, et pourtant les dépenses ont diminué. L'amortissement de l'emprunt de 1878 se poursuit d'une façon régulière.

M. le Trésorier résume la comptabilité particulière du Musée des Augustins ; il rappelle le legs de 5.000 fr. de rente fait à la Société par M. de Chièvres, sous condition du paiement d'une rente viagère de 2.000 fr., au conservateur désigné par le testataire. Il rappelle l'emprunt de 6.000 fr. contracté en 1891, et déclare qu'à l'heure présente la moitié de cette somme est remboursée. En 1898 la Société sera complètement libérée, de ce chef ; c'est-à-dire que, dans la succession de Chièvres, elle aura la libre disposition de 3 000 fr. de rente ; et, si l'on évalue à 1.000 fr. les frais d'entretien du Musée, elle disposera là d'un revenu de 2.000 fr.

Le 31 décembre 1894, M. le Trésorier avait en caisse un reliquat disponible de 1.525 fr.

M. le Président a cru devoir exprimer à M. le Trésorier les remerciements de la Société, et a annoncé qu'il allait être procédé au tirage des obligations remboursables. Il est sorti deux obligations portant intérêts, deux autres sans intérêts ; ce sont les numéros 273, 131, 264 et 204.

Dons faits à la Société.

Le R. P. de la Croix a fait hommage, au Musée des Grandes-Ecoles, d'une statuette en bois, avec décoration en relief, qui lui semble représenter un franciscain, peut-être même St François, vêtu de la robe brune, portant le scapulaire, et ceint de la corde. Il estime que la statuette date de la fin du ^{xvii}^e siècle ; un trou pratiqué au revers de la tête l'amène à croire qu'elle fut primitivement nimbée. C'est à Poitiers même qu'il a pu l'acquérir. — M. l'abbé Bleau a fait remarquer que le personnage, étant déchaussé, représentait nécessairement un franciscain.

Le R. P. de la Croix a offert ensuite à la Société, encore pour le

Musée des Grandes Ecoles, et de la part de M. Alex. Chapelle, un petit bénitier en pierre blanche de l'époque de Louis XIII. Il provient des démolitions opérées à Poitiers, dans la rue des Filles-St-François, à peu près en face de la communauté du Bon-Pasteur.

Au nom de M. l'Abbé Gay, curé de la commune de Plaisance (à 12 kil. de Montmorillon), le P. de la Croix dépose enfin, devant ses confrères, cinq vases de terre cuite, remontant, croit-il, au moyen-âge, et dont il va être question dans les communications.

Communications.

La parole est donnée au R. P. de la Croix, pour exposer les résultats des voyages archéologiques faits par lui à Plaisance, le 12, le 26 et le 27 juillet 1894.

Dans le cimetière de Plaisance, il existe un tertre sur lequel s'élève un bloc de maçonnerie surmonté d'une croix de fer ^{xvii}^e siècle. Le bloc est de forme cubique, large de 1 mètre, haut de 1 m. 20 c. Il est irrégulièrement couronné de deux assises de pierres taillées qui, comme la croix, paraissent remonter au ^{xvii}^e siècle. Il est lui-même composé de « grands appareils » Moyen-Age ; et, d'après le style des moulures qu'il présente au nord-est et au sud-est, il aurait été construit vers la fin du ^{xiii}^e siècle. Il semble avoir primitivement servi de base à une « Lanterne des morts ».

Au pied de sa face occidentale apparaît une grande dalle en pierre dont les « champs » sont « chanfreinés », à la façon des tables que l'on plaçait d'ordinaire sur le côté ouest de ces monuments. Un peu en avant, une autre dalle, plus petite, présente une croix à pied, fort bien dessinée, et sans doute du ^{xiii}^e siècle ; d'après ses dimensions, elle n'a pas pu servir de couvercle à un sarcophage, mais elle semble, comme on va le voir, être là pour désigner l'emplacement de sépultures d'une importance particulière.

Le tertre qui supporte le bloc de maçonnerie et les deux dalles formait récemment un cercle d'un diamètre de cinq mètres, d'une élévation de 0 m. 90 c. On y accédait par des marches disposées sur son pourtour. Les administrateurs de la commune, jugeant le cimetière trop petit, résolurent de réduire le tertre à 3 m. 40 c. de diamètre. Ils en firent enlever les marches, pour les rapprocher de la partie centrale ; et, en dehors de la nouvelle enceinte ainsi formée

ils firent procéder à un travail de déblaiement. C'est alors que l'on découvrit un caveau en maçonnerie, recouvert de pierres plates.

Le caveau est composé de trois murs parallèles, orientés de l'ouest à l'est, et de deux autres murs orientés, du nord au sud, reliant les premiers par leurs extrémités. En réalité ce sont deux caveaux contigus qui mesurent chacun : 2 mètres en longueur, 0 m. 60 c. en largeur, 1 m. 20 c. en profondeur. A 0 m. 70 c. au-dessus du fond, des pierres plates, horizontalement posées, et encastrées dans les murs latéraux, forment quelque chose comme des lits à jour, qui partagent chaque caveau en deux compartiments inégaux ; celui du dessus moins vaste que l'autre. L'épaisseur des pierres plates varie entre 0 m. 12 c. et 0 m. 14 c., ce sont des pierres semblables, mais mobiles, qui constituent les couvercles des caveaux. Entre les couvercles et les fonds à jours on mesure environ 0 m. 32 c.

Ajoutons qu'à l'extrémité occidentale des cavités supérieures, l'espace de 0 m. 60 c. est restreint par la présence de deux pierres cubiques, placées de chaque côté, d'une épaisseur de 0 m. 18 c. environ, d'une hauteur de 0 m. 30 c.

Quand on ouvrit les caveaux, on trouva dans chacun un squelette d'adulte, le corps étendu sur les pierres plates, la tête posée entre les deux pierres cubiques. A côté des têtes, étaient des vases en terre cuite, destinés peut-être à recevoir de l'eau bénite. Dans les cavités inférieures, étaient des ossements humains mêlés à des débris de vases ; des ossements de personnages qui sans doute avaient eux-mêmes été couchés sur les pierres plates, mais avaient dû céder la place à de nouveaux venus. Le caveau placé du côté du nord contenait les restes de quatre adultes, l'un sur les dalles, les autres en dessous ; le caveau sud contenait cinq adultes, répartis de la même façon. Nulle part aucun ossement d'enfant.

Le R. P. de La Croix demande s'il ne lui est pas permis de penser que ces caveaux étranges furent, non des caveaux de famille, mais des caveaux destinés, soit à des prêtres, soit à des laïques que leur piété aurait rendu dignes d'y reposer.

Les caveaux sont aujourd'hui aménagés de façon à pouvoir être visités par les archéologues. Pour les étudier à loisir, il suffit de s'adresser à M. le curé de Plaisance.

Le P. de la Croix expose enfin à la Société que sur la route de

Montmorillon à Plaisance, au centre du bourg de Saulgé, et tout près de la façade nord de l'église subsistent les restes d'une chapelle de communauté religieuse, devenus propriété particulière. Les voutes, les colonnes, la partie architecturale décroative ont disparues mais on trouve encore deux chapiteaux attenants aux murs, et de style *xii^e* siècle. Ils sont à fleur de sculpture, n'ont jamais été peints, et représentent des personnages, avec des inscriptions très lisibles. Le P. de la Croix indique à la Société quelle serait, à son avis, la marche à suivre pour les acquérir.

M. Luguet, professeur à la Faculté des Lettres, ayant à son tour obtenu la parole, a décrit, devant la Société, un anneau d'or découvert par lui à Poitiers, bijou des plus curieux et d'une grande beauté.

Cet anneau, du poids de 3 grammes 75 centigr., est pur de tout alliage. Son diamètre intérieur est de 20 millimètres. Il est composé de plusieurs parties soudées entre elles.

On y distingue : 1° Une zone centrale, large de 5 millimètres, dépolie par des rainures à peine perceptibles, perpendiculaires à l'axe de l'anneau. Sur cette zone se déroulent des signes de haut relief ; 2° Deux zones extrêmes séparées de la première par une torsade faite à la lime. Ces deux zones, travaillées à l'échoppe simple et à l'échoppe à cannelures, sont larges de 3 millimètres chacune, et surajoutées à l'anneau, comme les cercles à chaque extrémité d'un tambour.

Le système d'ornementation, très simple et d'un bel effet, consiste dans un travail très délicat à l'échoppe cannelée sur tout le pourtour. Des coups d'échoppe simple marquent, sur chacune de ces zones, des compartiments séparés par des virgules creuses, dont le sommet est contigu à la bordure, tandis que la pointe est contiguë à la torsade limitrophe de la zone centrale.

Sur la bordure extrême de l'anneau, chaque petit compartiment a pour base un croissant taillé en biseau. A l'intérieur de chaque compartiment l'uniformité du pointillé obtenu par le maniement de l'échoppe cannelée et variée par de petites virgules orientées à l'opposé des grandes, c'est à dire que, partant de la torsade, elles vont vers le bord, sans l'atteindre, en s'amincissant.

Les signes détachés en haut relief sur la zone centrale sont formés

de lames soudées à la dite zone ; ils sont au nombre de douze ; ce chiffre et leur configuration font naturellement songer aux signes du Zodiaque ; ils se présentent dans l'ordre même indiqué par les vers mnémoniques :

Sunt Aries, Taurus, Gemini, Cancer, Leo, Virgo,
Libraque, Scorbius, Arcitenens, Capre, Amphora, Pisces.

On trouve une trace de soudure à l'intérieur de l'anneau répondant à l'intervalle qui sépare le Bélier du Taureau. On découvre une autre soudure, visible sur la torsade, à l'angle supérieur du signe des Gémeaux.

Le travail à la lime et à l'échoppe, datant de la plus haute antiquité, ne peut donner ici aucune indication chronologique. La physionomie générale de l'objet, d'un caractère oriental, nous invite à comparer entre eux les différents signes employés aux diverses époques pour représenter la même constellation. Peut être la constatation de certaines formes, peu ou point usitées, nous aiderait-elle à fixer une date au moins approximative.

Le bijou, dont M. Luguet est aujourd'hui possesseur, aurait été trouvé dans des fouilles, à l'île de Malte, par un marin anglais.

M. Luguet a dû se poser différentes questions. Avait-il découvert un bijou fait pour être porté au doigt ? Une simple virole détachée d'un piédouche ? Ou même une couronne de statuette ? Il n'a pas cru pouvoir se prononcer d'une façon positive. Il s'est contenté d'expliquer à la Société comment le haut relief des signes du Zodiaque représenté par des bandes métalliques, soudées de champ, lui paraissait capable de blesser les doigts voisins de celui où le bijou serait passé ; il a montré qu'elles ne pourraient pas résister à une pression énergique ; leur parfait état de conservation permet donc de croire que si le bijou est vraiment un anneau, il n'a pas du moins été porté.

M. le président a vivement remercié M. Luguet de sa très intéressante communication. Dans un des bulletins de la Société, M. Luguet la complètera bientôt par une étude accompagnée de planches à l'appui.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE

Publications Poitevines.

1. Le Mois Bibliographique ;
2. Revue Poitevine et Saintongeaise. — Suite de la discussion sur l'építaphe de Gunter à St-Hilaire de Poitiers, par l'abbé Largeault.

Publications de Paris.

1. Bull. Monumental ;
2. Bull. de la Soc. d'anthropologie ;
3. Revue Historique ;
4. Bull. Archéol. du Comité des Travaux histor. et scientif. ;
5. Revue des Questions Historiques ;
6. Journal des Savants. — Dans le n° de décembre 1894, art. de M. Haureau sur GILBERT DE LA PORRÉE, ÉVÊQUE DE POITIERS : thèse de doctorat par M. l'abbé Berthaud, prof. au collège de la Grand'Maison de Poitiers.

Publications départementales.

1. Bull. de la Diana ;
2. Bull. des Hautes-Alpes ;
3. Mém. de l'Acad. d'Angers ;
4. Le Monde des Plantes ;
5. Soc. Archéol. de Bordeaux ;
6. Bull. de la Soc. d'Émulation des Côtes-du-Nord ;
7. Revue Savoisienne ;
8. Bull. de la Morinie ;
9. Bull. de Saintonge et d'Aunis ;
10. Bull. de la Société de Pau.

Publications étrangères.

1. Mém. de la Société du Hainaut ;
2. Boletín de la Real. Acad. de la Historia ;
3. Bull. de l'Acad. d'Archéol. de Belgique.

Dons particuliers.

1. Orde liturgique et état du clergé du Diocèse de Poitiers pour l'année 1891. — Don de M. l'abbé Bleau ;

2. Le jurisconsulte Julien II Collardeau. — Don de l'auteur, M. René Vallette ;

3. Allocution prononcée le 15 déc. 1894, à la séance de rentrée des confér. du stage, par M. Tornézy, bâtonnier de l'ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Poitiers. — Don de l'auteur.

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1895.

La séance, ouverte à 8 h. 1/2, est présidée par M. le colonel Babinet.

M. le secrétaire étant absent, le vice-secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 17 janvier. Le procès-verbal est adopté.

Correspondance.

M. le président a reçu une lettre lui annonçant la mort de M. Louis-Jacques Allard, notaire honoraire; décédé à Parthenay.

M. Allard faisait partie de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à titre de membre titulaire, non résidant ; il suivait avec intérêt tous les travaux de la Société ; il était venu, à plusieurs reprises, faire de très intéressantes communications.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. le maire de Poitiers :

Le maire de la ville de Poitiers à M. le président de la Société des Antiquaires de l'Ouest.

Poitiers.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la lettre ci-après, que M. le Préfet de la Vienne m'a adressée, à la date du 24 janvier courant.

Monsieur le Maire,

« Les travaux exécutés, il y a une vingtaine d'années, sous la
« direction de M. Joly-Leterne, dans l'église de Saint-Savin, ont
« fait découvrir sous une dalle d'autel du XI^e siècle, dans le chœur,
« un vase de verre antique, d'un grand intérêt archéologique, qui
« avait servi de récipient à des reliques. M. l'abbé Lebrun, curé de

« Saint-Savin, à cette époque, à défaut d'une sacristie où cet objet
« pût être conservé, le transporta au presbytère, où M. l'inspecteur
« général Marcou a pu le voir au mois de septembre dernier.

« Aujourd'hui, le vase en question ne serait pas plus qu'autrefois
« en sûreté dans la sacristie et dans le presbytère; il ne serait vu
« de personne et son origine finirait par être oubliée. Le musée des
« Antiquaires de l'Ouest a paru à M. le Ministre de l'Instruction
« publique et des Beaux-Arts devoir être désigné pour le recevoir.

« En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier, conformément
« aux instructions qui me sont données, à ce sujet, par M. le Minis-
« tre, de vouloir bien inviter M. l'abbé Lebrun, qui l'a encore entre
« les mains, mais qui a pris sa retraite et qui habite Poitiers, rue
« Saint-Pierre-le-Puellier, n° 4, à le remettre entre les mains du
« conservateur du musée.

« Agrérez, M. le Maire... etc.

« *Le préfet de la Vienne.*

« Signé : JUILLET SAINT-LAGER. »

Pour me conformer au désir exprimé par M. le Préfet de la Vienne dans la lettre ci-dessus, j'ai immédiatement invité M. Lebrun à remettre entre les mains du conservateur de votre musée, le vase dont il est question ci-dessus.

Je vous serai obligé, M. le Président, de vouloir bien m'informer aussitôt de la remise de cet objet au Musée des Antiquaires de l'Ouest.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le Maire,

Signé : E. GAUDEAU :

2^e adjoint.

M. le Président dit combien la Société doit être reconnaissante et flattée de ce cadeau, dont elle sait toute la valeur. Il a tenu à faire transmettre, sans tarder, à M. le Ministre, au nom de la Société entière, ses vifs remerciements.

Dons.

1° Un vase offert par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Trouvé en 1866, par M. le chanoine Lebrun, alors curé de St-Savin, dans un autel à ventre du ^{xviii}^e siècle, que l'on démolissait pour le remplacer par un autre plus en harmonie avec le style de l'église, le vase est en verre et absolument intact. Il a contenu des reliques. Tout porte à croire que, conservées d'abord dans l'autel majeur du ^{xi}^e siècle, auquel succéda l'autel à ventre du ^{xviii}^e, ces reliques étaient celles de St Savin; elles se trouvent aujourd'hui dans le nouvel autel majeur, à côté de celles de Fidèle et de Boniface, que M^{sr} Pie y fit déposer le 2 avril 1876.

Le vase est en verre bleuâtre; il présente des ornements symétriques, en saillie; des filets et des boutons blancs émaillés, en barbotine. On le croit du ^{xi}^e siècle. La plaque qui fermait son orifice ne nous est pas parvenue.

Monseigneur Barbier de Montault, dont on connaît les remarquables publications sur les trésors des églises, veut bien se charger de faire un travail sur le vase de St-Savin. Ce travail, exclusivement réservé à la Société, sera accompagné d'une planche coloriée.

2^o M. le chanoine Lebrun fait don à la Société d'un fragment d'autel déjà décrit dans nos Bulletins par M^{sr} Barbier de Montault, (années 1880-1882, p. 55). — Il a été recueilli au milieu des décombres dans la crypte de St-Martin et provient d'un ancien autel de l'église St-Savin. C'est une cornière en pierre, dont un côté a 0,20 centimètres, et l'autre 0,16 centimètres. « Son ornementation fort « élémentaire, dit M^{sr} Barbier de Montault, offre, au rebord, un « filet, puis un glacis par lequel le filet rejoignait le fond évidé et « contourné encore à plat d'une autre bordure. Sur la tranche et la « bordure ultérieure sont des graphiques en majuscules romaines, « peu profondément gravés. »

Notre savant confrère y a lu le nom de Marin (Marinus). Il pense que ce fragment d'autel n'est pas antérieur au ^{vii}^e siècle, et que peut-être même il serait contemporain de la fondation de l'abbaye; on pourrait l'attribuer aux débuts du ^{viii}^e siècle. M^{sr} Barbier de Montault l'estime, en tous cas, moins ancien que notre autel de Vouneuil-sous-Biard.

Le R. P. de La Croix est d'avis que c'est là un débris d'autel mérovingien. D'après lui les graphiques ne sont pas en caractères

romains, mais en caractères mérovingiens. Il a l'intention d'en donner une reproduction.

3. M. le chanoine Lebrun offre encore deux fragments lapidaires qui sont romains. Ils ont été trouvés dans le gué de Sciaux sur la Gartempe. La ville de Poitiers a acheté pour son musée des débris de pierre provenant du même endroit. Les fragments offerts à la Société ont été étudiés par M. l'abbé Chevalier de Tours.

4. M. Gaillard de la Dionnerie, ancien conseiller à la Cour, offre un fragment d'épée qui provient d'une vieille chapelle de Notre-Dame-la-Grande, faisant suite à la chapelle de Ste-Anne, et ayant, comme elle, son ouverture dans l'église. Vers 1880, on a démoli cette chapelle, dont les vitraux ornent maintenant la salle des séances de la Société des Antiquaires. En creusant les fondations du mur qui devait clore l'église du côté où la chapelle apparaissait, on a découvert différents objets, parmi lesquels cette épée. Elle avait perdu sa trempe ; elle était repliée, mais on a pu la redresser à froid.

5. M. Fefand offre l'empreinte d'un sceau de Charles le Téméraire, découvert, il y a cinquante ans, par un paysan. Ce sceau est fort curieux, et M. le président pense que la Société pourrait en publier l'empreinte, si déjà ce n'est chose faite.

Communications.

Le R. P. de la Croix et M. Luguet, professeur à la Faculté des lettres, devaient faire à la Société différentes communications. M. le président constate, avec regret, que beaucoup de membres, assidus aux séances, ont été retenus chez eux par le mauvais temps. Il prie donc le R. P. de la Croix et M. Luguet de vouloir bien attendre la prochaine réunion.

Dons (ouvrages).

Mélanges de numismatique et d'histoire et recherches en Poitou par Charles Farcinet, ancien chef de bureau administratif des Décorations et Médailles au ministère de l'intérieur, officier de la Légion d'honneur et de l'instruction publique, etc. — Hommage de l'auteur. — L'abbé de Pigis, prieur de Savigny vers 1750, par M. Labbé (Extrait de la revue poitevine et saintongeaise).

Dans les mélanges de numismatique, etc., de M. Farcinet, M. le président signale les 2 articles intitulés :

1. Les monnaies féodales du Poitou ;
2. Une curieuse médaille de Geoffroy dit la Grand'Dent, de l'ancienne famille de Lusignan.

Le portrait romantique de Claude Vignon avait été reproduit d'après une mauvaise copie que M. le président offre à la Société dans un opuscule dû à un des membres fondateurs de notre Société et intitulé : « Mélusine ». Geoffroy à la Grand'Dent. Légendes poitevines, par M. Jérémie Babinet, président démissionnaire du tribunal civil des Sables-d'Olonne ; Paris, Téchener, 1847.

On trouve aussi dans ce même opuscule, à la page 82, le masque de Geoffroy, non romantique celui-là.

Publications poitevines.

1. Revue du Bas-Poitou, 7^e année, 4^e livraison. (M. Le président signale un article intitulé : Les monnaies féodales du Poitou, par M. Farcinet ; Les petits problèmes relatifs à Mélusine et à Geoffroy à la Grand'Dent, par le comte de Marty ; un article sur le regretté Léon Palustre, par M. Vallette ; et comme toujours une eau-forte de M. de Rechebrune ;
2. Recueil de la commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'Archéologie de Saintes, 4^e série, t. III, janvier 1895 ;
3. Bulletin de l'Association de St-Martin, 3^e année 1895, nos 3 et 4 ;
4. Revue poitevine et saintongeaise, 12^e année, n^o 534, le 15 février 1895. (M. le Président signale : quelques inscriptions et épitaphes poitevines pour la plupart inédites, par H. et P. Beauchet-Filleau) ;
5. Société académique d'Agriculture, etc., de Poitiers. Année 1894, n^o 349.

Publications de Paris.

1. Société française d'archéologie. Congrès archéologique de France, LVII^e session (M. le Président signale un article intitulé : De l'importance des livres de raison au point de vue archéologique, par M. Louis Guibert.) — LVIII^e session ;
2. Musée Guimet. Revue de l'Histoire des religions. Tome XXX,

n° 1, juillet-août 1894, et tome XXX, n° 2 (septembre-octobre) ;

3. Musée Guimet Annales. Tome XXVI^e, 1^{re} partie. La Corée, par le colonel Chaillé-Long-Bey ;

4. Ministère de l'Instruction publique. Bulletin archéologique. Année 1894. 1^{re} livraison. (M. le Président signale une communication de M. Alfred Richard sur les tombes mérovingiennes du Poitou.)

Publications des départements.

1. L'ancien Forez, 13^e année, décembre 1894, janvier 1895 ;

2. Bulletin, Société historique et archéologique du Périgord, tome XXI, 6^e livraison, novembre-décembre 1894 ;

3. Le Monde des Plantes, 4^e année, n° 56 et 57 ;

4. Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres, tome IV, n° 51, 1^{er} décembre 1894 ;

5. Société historique de Compiègne. Procès-verbaux, III, 1894 ;

6. Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, tome XVI, 4^e livraison, octobre-décembre 1894. M. le Président signale un article de M^{re} Barbier de Montault sur les Emaux champlevés du Musée de Poitiers.

7. Bulletin de la Société Dunoise, n° 103, janvier 1895 ;

8. Revue des Provinces de l'Ouest, décembre 1894, janvier 1895 ;

9. Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1894, n° 8 et 9, août-novembre ;

10. Bulletin de l'Académie du Var. Tome XVII (2^e fascicule), 1894 ;

11. Comité archéologique de Senlis. Tome VIII, année 1893 (M. le Président signale une note sur l'appréciation en valeur actuelle des sommes inscrites dans les anciens documents par A. Mertry) ;

12. Société Havraise d'Etudes diverses, 1894, 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres ;

13. Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des Diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers, 14^e année, 1894, 1^{re} à 6^e livraisons (90^e à 96^e) et 95^e livraison supplémentaire.

14. Bulletin de la Société archéologique, etc., du Vendômois. Tome XXXIII, 1894 ;

15. Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n° 211, janvier 1895.

16. Société archéologique d'Eure-et-Loir. Monographie de la Cathédrale de Chartres, n° 15, décembre 1894 ;

17. Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, 1894, n° 2 et n° 3 ;

18. Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, 4^e série, tome XI, 1894 ;

19. Académie d'Hippone, Fascicule trimestriel, p. XXXIII à XLVIII ;

20. Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe. 4^e trimestre 1894 ;

21. Société des Antiquaires de la Morinie, année 1894, 4^e fascicule ;

22. Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, bulletin n° 2 (12 février 1895) ;

23. Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, 4^e livraison, 1894 (octobre, novembre et décembre). (M. le Président signale un article intitulé : Reliquaires limousins (types, formes et décor) par M. Louis Guibert ;

24. Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome vingt-cinquième, 1894 ;

25. Journal de la Société d'archéologie Lorraine, etc., 43^e année, 1894 ;

26. Mémoires de la Société d'archéologie Lorraine, etc., tome XLIV (3^e série, XXII^e volume), 1894 ;

27. Bulletin archéologique et historique de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, 1895, tome XXII, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e trimestres. (M. le Président signale dans le 3^e trimestre un article de M^{sr} Barbier de Montault intitulé : Observations d'un spécialiste sur le parement d'autel de l'évêché de Montauban.)

Publications étrangères.

* Edouard Favre. Les études orientales à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 1838-1894.

Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, tome III, livraison 4.

Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, tome I, liv. 4.

Mittheilungen der Antiquarischen gesellschaft in Zürich. Band XXIII, Heft et Band XXIV, helf. 1. (M. le Président signale les

inscriptions chrétiennes de Suisse.) (Communications de la Société des Antiquaires de Zürich.) Volume XXIII, fascicule 7, et vol. XXIV, fascicule 1.

Académie d'archéologie de Belgique. Bulletin, 4^e série des annales, 2^e partie, XIX.

Boletín de la real academia de la historia. Tom. XXVI. Cuadernos 1 y 11. Enero y febrero 1895.

Id. Indice général alfabétique de les XXV primeros tomos. Madrid, 1895.

The numismata chronicle, 1894, part. IV.

SÉANCE DU 7 MARS 1895.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2 du soir, sous la présidence de M. le colonel Babinet.

Le procès-verbal de la séance du 21 février est lu et adopté.

M. le Président annonce la mort du marquis Aymer de la Chevalerie, fait l'éloge du défunt, et dit devoir transmettre à sa famille les sentiments de sympathie de la Société.

Il annonce la mort de M. Léon de La Sicotière, sénateur de l'Orne, membre de l'Institut. C'était un des correspondants de la Société des Antiquaires de l'Ouest, un des hommes les plus considérables de la science historique. M. B. Ledain prend la parole pour rendre hommage à M. de La Sicotière, comme à l'un de ceux qui ont paru les premiers dans les congrès archéologiques; M. de la Marsonnière signale sa présence au Congrès tenu à Poitiers en 1843; M. Henri Carré, secrétaire, dit avoir souvent approché M. de La Sicotière, et s'honorer de son amitié; il a pu apprécier tout ce qu'il y avait chez lui d'érudition, de largeur d'esprit, de finesse et de bonté. L'historien de L. de Frotté et des Insurrections normandes s'est montré d'une impartialité élevée parce qu'il fut un patriote, en même temps qu'un savant. Son œuvre est toute imprégnée du sentiment de la justice, et du regret de voir des Français user leur courage dans la guerre civile. On peut faire encore un autre éloge de M. de La Sicotière. Il fut homme public, et n'eut pas d'ennemis. Suivant sa volonté expresse, aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe;

mais ses adversaires politiques se sont unis à son parti pour lui apporter là le suprême témoignage de leur estime et de leur vénération.

M. le Président fait le dépouillement de la correspondance :

MM. Tranchant et Ducrocq acceptent de représenter leurs confrères au Congrès des Sociétés savantes ;

M. Mabillean, professeur à la Faculté des lettres de Caen, et correspondant de la Société, doit lui offrir sous peu diverses publications.

La Mélusine, la Société d'Art et d'Histoire de Liège, le Cercle historique, littéraire et artistique de Luxembourg font des demandes d'échange, sur lesquelles statuera le Conseil.

M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts avise M. le Président qu'une somme de 2.160 fr. est accordée, à titre de subvention, à M. Robuchon, auteur des *Paysages et Monuments du Poitou*. L'ordonnancement sera fait au nom du président des Antiquaires, qui tiendra les fonds à la disposition de M. Robuchon.

La Société archéologique du Limousin, sur le point de célébrer son cinquantième anniversaire, a fait parvenir le programme de ses fêtes fixées du 15 au 18 juin. Il y a lieu de désirer que la Société des Antiquaires de l'Ouest soit représentée à Limoges.

Dons.

M. le Président a reçu deux dons : Une notice sur le bréviaire d'Anne de Prye, offert par M^{gr} Barbier de Montault ; un numéro du *Monde Moderne* où se trouve un article de M. Henri Carré, intitulé : Une spéculation financière du Cardinal de Rohan.

M. de la Marsonnière offre à la Société la *Nouvelle méthode raisonnée du blason, pour l'apprendre d'une manière aisée, réduite en leçons, par demandes et par réponses*, par le R. P. Menestrier, de la Compagnie de Jésus, édition de 1696.

M. Tornezy offre, au nom de M. Louis Lecointre, un tableau de Brunet, destiné à figurer au musée des Augustins, dans la galerie des Artistes Poitevins.

M. l'abbé Bleau dépose sur le bureau, de la part de M^{me} Mariette, une monnaie trouvée sur le champ de bataille de Maupertuis. Elle est assez mutilée pour qu'on ne puisse pas en déterminer l'époque.

Communications.

Le R. P. de La Croix expose qu'à la dernière séance M. le Président a signalé, dans la première livraison du *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques* de 1894, le procès-verbal de la séance du 28 mars, comme intéressant un membre de la Société, M. Alfred Richard. Le P. de La Croix pense devoir, à ce sujet, fournir quelques explications.

M. Alfred Richard, archiviste de la Vienne, a lu, le 28 mars, une étude sur les tombes mérovingiennes du Poitou ; il y attirait l'attention sur certains signes dessinés, sur leurs couvercles, des figures à trois branches, des espèces de tridents ; il y voyait le symbole de la Trinité, quelque chose comme une protestation contre les doctrines ariennés. Or M. de Lasteyrie estime l'explication donnée par M. Richard téméraire. Il pense qu'il est superflu de chercher un sens à des signes tracés sur des tombes, aussi superflu que de vouloir interpréter des marques de tâcherons, sur d'anciens monuments ; il faudrait au moins, d'après lui, que M. Richard citât des inscriptions mérovingiennes faisant allusion au dogme de la Trinité.

Le R. P. de La Croix déclare qu'il partage l'opinion de M. Richard, et que M. Lièvre l'estime plausible.

Le P. de La Croix soutient que, dans l'Ouest de la France, tous les couvercles des tombes présentent trois bandes horizontales, reliées par une bande verticale. C'est là un phénomène de sculpture qui n'existe, ni dans le nord, ni dans le centre, ni dans le midi. Comment peut-on interdire aux archéologues de le rattacher au souvenir d'une grande influence régionale ? Or, aux yeux du P. de La Croix, cette influence est celle de saint Hilaire, qui a combattu pour le dogme de la Trinité, et en qui nous devons voir un des adversaires les plus intrépides de l'Arianisme.

Le P. de La Croix s'étonne que les savants parisiens refusent aux travailleurs des provinces le droit de produire autre chose que les analyses de leurs observations ; ils écartent d'office toute interprétation donnée par ceux-là même qui ont vu et touché ce dont ils parlent.

Au nom de M. Luguët, professeur à la Faculté des Lettres, le

R. P. de La Croix met sous les yeux de la Société une petite tête de cheval, en bronze, trouvée au Vieux Poitiers. Elle paraît offrir des rapports avec les têtes de chevaux de la colonne trajane. L'extrémité de la crinière, au toupet relevé sur le front, comme un Apex, se redresse par l'effet d'un sentiment violent, qu'expriment à leur manière les mâchoires ouvertes pour hennir et mordre, la contraction des muscles des différentes parties de la face, les rides des naseaux. Peut-être serait-ce la représentation de l'un des chevaux que l'on immolait au dieu Mars, peut-être serait-ce un ex-voto. La tête a les yeux d'argent, et semble appartenir à l'art gallo-romain du III^e siècle.

Après avoir dit qu'il se croyait en présence d'un ex-voto, le R. P. de La Croix, sur les observations de MM. Autelet et Tornezy, s'est rallié à une autre opinion ; la tête présentée à la Société par M. Luquet aurait simplement été détachée d'un petit cheval en bronze.

Le R. P. de La Croix fait une dernière communication. Il a récemment assisté, à Nantes, à diverses réunions archéologiques, et suivi les fouilles pratiquées dans l'ancien cimetière de St-Similien. Il a remarqué là des couvercles de tombes à trois bandes reliées entre elles par une traverse. Il a constaté que les dessins qui ornent les tombes sont les mêmes que dans le Poitou. Il est curieux d'apprendre que les pierres dont elles sont faites appartiennent, pour la plupart, à des calcaires du département de la Vienne ; et dans le cimetière de St-Similien, on peut reconnaître la pierre rose de Saint-Savin, la pierre de Chauvigny, la pierre de Chardonchamp, la pierre de l'ancienne carrière des Lourdines, voisine des carrières modernes de Château-Gaillard.

Le R. P. de La Croix conclut en disant que, vu les difficultés des transports, toutes ces pierres durent être travaillées sur place, et transportées ensuite, par radeaux, sur la Gartempe, le Clain, la Vienne et la Loire. A cette époque, les barrages n'existant pas, ces rivières étaient navigables d'une façon continue.

Lectures.

M. B. Ledain lit une note sur l'architecte de la cathédrale de Poitiers. Il y établit qu'il s'appelait Adam, et croit reconnaître en lui le personnage dont on a découvert le tombeau en 1642, au pied de

la cathédrale de Reims, avec cette inscription : Ci-gît Adam, maître de l'Œuvre. L'architecte Adam aurait d'abord travaillé à Poitiers, dans la seconde moitié du ^{xii}^e siècle ; il serait mort à Reims au début du ^{xiii}^e.

M. Ledain entre dans une discussion fort intéressante sur la construction de la cathédrale, et sur la lecture de l'inscription qui se trouve au chevet, au point de rencontre des nervures de la dernière travée de la grande nef.

Le R. P. de La Croix, en faisant l'éloge du travail de M. Ledain, déclare qu'il fournira à son savant confrère un fac-similé de l'inscription.

M. Emile Ginot donne lecture à la Société du contrat de mariage de François Brochard avec Jeanne Angélard, en date du 22 décembre 1523.

Dans cet acte, François Brochard et ses frères et sœur, Aimé, conservateur des privilèges royaux de l'Université, Pierre, procureur des aides en Poitou, et Prégente, veuve de P. Rasseteau, seigneur de Lesnié, sont désignés comme étant issus, non d'un Jean Brochard et d'une Marie Bellet, comme il est dit à l'article Brochard du dictionnaire de MM. Beauchet-Filleau, mais bien de Julien Brochard et de Radegonde Charlet.

De ce mariage naquit un fils, Pierre, seigneur de la Bordo et de Marigny, cité par MM. Beauchet-Filleau, et aussi une fille, ignorée d'eux, Renée, qui épousa, suivant contrat du 28 février 1548, Simon Jallais, plus tard conseiller au Présidial de Poitiers.

Radegonde Charlet était issue, ainsi que son frère Léon, non d'un Jacques Charlet, cité avec réserves par MM. Beauchet-Filleau, mais bien de Jehan Charlet, marié en premières noces à Guillemine Jacques. Ce premier mariage de Jean Charlet, ignoré de MM. Beauchet-Filleau, et des généalogistes qui se sont occupés avant eux de la famille Charlet, explique comment Léon Charlet fournit à Jeanne de Rochechouart, en date du 6 avril 1518, un dénombrement de la Clielle « tant pour luy que pour damoiselle Radegonde *Charlette*, sa sœur et les enfants de feu Achilles Jacques ». En effet, la Clielle, possédée par la famille Jacques, se divisa, en parage, entre les héritiers d'Achilles Jacques et ceux de Guillemine Jacques, sa sœur. Les droits de Guillemine Jacques, épouse de Jean Charlet, passèrent

à ses enfants Léon et Radegonde Charlet; puis, par suite du mariage de celle-ci avec Julien Brochard, à la famille Brochard. Cet état de choses se maintint jusqu'au dénombrement du 4 septembre 1625, rendu par « Isaïe Brochard, écuyer, seigneur, de la Clielle, tant pour luy que pour ses parageurs, enfants et héritiers de feu Joachim Jacques, écuyer, seigneur de la Maison Neufve ».

M. Compaing de la Tour-Girard offre à M. Ginot de mettre à sa disposition les documents qu'il possède sur la famille Brochard et qui lui viennent de Prégente Brochard et des Rasseteau dont il descend.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

SÉANCE DU 21 MARS 1895

La séance est ouverte à 8 h 1/2 du soir, sous la présidence de M. le colonel Babinet.

Le procès-verbal de la séance extraordinaire du 7 mars est lu et adopté.

Correspondance.

M. le Président rappelle les demandes d'échange communiquées par lui à la précédente séance, et annonce la décision prise par le Conseil : Les Antiquaires de l'Ouest enverront à la Société d'art et d'histoire de Liège leurs Mémoires et leurs Bulletins, à la Mélusine leurs seuls Bulletins.

M. le Président dit avoir été avisé que la ville d'Angers, organisant une exposition nationale, serait désireuse d'y voir figurer quelques belles pièces de nos Musées ; on lui affirme qu'une très large assurance serait prise pour nous indemniser en cas de sinistre. Il consulte ses confrères, mais trouve M. le conseiller Gaillard de La Dionnerie, et le R. P. de La Croix nettement opposés aux propositions faites : l'un parce qu'il y a toujours péril à faire voyager des objets précieux et fragiles, notamment des émaux ; l'autre parce que la Société des Antiquaires, en consentant des prêts aux expositions, court le risque de voir reproduire et publier, sans son agrément, des pièces uniques, qu'elle peut avoir l'orgueil de faire connaître elle-même.

Pour rassurer la Société sur le sort de ses émaux, M. Moreau offre de les porter à Angers, et de les rapporter à Poitiers. Mais M. le conseiller Gaillard, s'appuyant sur ce que les prêts sont consentis pour six mois environ, déclare qu'il est impossible de priver nos musées de leurs richesses pendant un temps aussi long. M. le Président ferme la discussion en disant que le Conseil décidera ; il tiendra compte des idées émises en séance.

Une lettre de M. Guibert, secrétaire général de la Société archéologique et historique du Limousin, est venue rappeler les préparatifs du cinquantenaire qui doit être célébré à Limoges, du 15 au 18 juin. M. Guibert a même fait parvenir au président des Antiquaires le programme des fêtes prochaines ; et les archéologues qui assisteront au cinquantenaire pourront visiter les vieux quartiers de Limoges, ses vieux monuments, ses collections artistiques, ses ateliers d'émaillieurs. Le R. P. de La Croix demande au président si l'on visitera l'atelier de M. Bourderie, qu'il estime un homme de premier ordre ; il demande si M. Bourderie fait partie du comité d'organisation ? M. le colonel Babinet répond que M. Bourderie tiendra, sans aucun doute, dans les fêtes du cinquantenaire, la place qu'il mérite ; mais les renseignements font encore défaut pour répondre avec précision aux questions posées.

La Société archéologique de la Loire-Inférieure a écrit pour signaler au Président les volumes des Mémoires et des Bulletins des Antiquaires de l'Ouest qui manquent à ses collections.

M. le Président soumet à ses confrères deux prospectus reçus par lui récemment : celui de la Revue des Universités du Midi ; celui de l'Association nationale des littérateurs français.

Dons.

Au nom de M. Charles Tranchant, M. le Président dépose sur le bureau un bulletin de la *Société de Législation comparée* contenant l'allocution prononcée par M. Tranchant, quand il a pris possession de la présidence de cette Société.

Au nom de M^{re} Barbier de Montault, il offre l'empreinte d'une intaille qui fut l'anneau pontifical de Pie VII, et un jeton des Comtes. L'intaille représente le Christ ; elle a été donnée, par M^{re} Dupanloup, au petit séminaire de La Chapelle, près d'Orléans. Le jeton repré-

sente Renée de France, duchesse de Ferrare ; M. Renaut, greffier à Menigoute, l'a remis à M^r Barbier de Montault pour la Société.

De la part de M. le Curé de Varennes, M. le Président offre encore quatre volumes, dont trois aux armes de Colbert.

M. le docteur Jablonski fait hommage d'une histoire de l'ancienne Faculté de Médecine de Poitiers, publiée par lui, en feuilleton, dans le *Républicain de la Vienne*. Le R. P. de La Croix et M. Alfred Barbier louent fort ce travail pour l'importance des documents qu'il met en valeur.

M. Bonvallet offre à la Société deux *nuclei* trouvés non loin de Poitiers, lors de la construction de la ligne de Paris à Bordeaux ; il offre un anneau brisé et une petite lampe recueillis aux environs de Melle.

M. le conseiller Gaillard de La Dionnerie annonce que M. Alfred Richard, ne pouvant assister à la séance, l'a chargé d'offrir deux brochures de M. Léo Desavire :

1° Les livres des Chateautiers à la bibliothèque de Niort ;

2° Germain Pichault de La Martinière, premier chirurgien de Louis XV et de Louis XVI (1697-1783).

M. Alfred Richard offre encore, au nom de M. Roger Drouault, deux brochures :

1° *Louis Trincant, procureur du roi du bailliage de Loudun : Abrégé des antiquités de Loudun et païs Loudunois (1626)*, manuscrit inédit publié avec une notice et des notes par M. Roger Drouault ;

2° *Théophraste Renaudot, sa vie et ses œuvres* ; publié par le comité pour l'érection dans sa ville natale d'un monument digne de cet homme de bien.

Au nom de M. Luguet, M. Henri Carré, secrétaire, fait hommage de deux ouvrages : *Une étude sur les notions d'espace d'après Descartes, Leibnitz et Kant* ; c'est la thèse de doctorat de M. Luguet ; un *Essai d'analyse et de critique sur le texte inédit du Traité de l'âme de Jean de la Rochelle*. Il semble que ce travail doive tout particulièrement intéresser la Société des Antiquaires de l'Ouest ; car Jean de la Rochelle appartient à la région dont ils ont fait leur territoire scientifique.

Communications.

M. le trésorier, ayant demandé et obtenu la parole, dit qu'il a remboursé les obligations, n° 131, 204 et 273, de l'emprunt 1879, sorties au tirage du 17 janvier dernier. Ces titres sont immédiatement détruits. Quant à l'obligation n° 264 (M. le duc des Cars), elle n'est pas remboursée, le titre n'ayant pas encore été produit.

M. Luguët prend alors la parole pour présenter à la Société un petit sphinx en bronze, trouvé à St-Savin.

La figurine mesure en hauteur, du sommet de la tête à la base, sept centimètres. Sa largeur d'épaules est de six centimètres. Sa longueur, depuis le bout du nez jusqu'à l'extrémité de la queue, est de douze centimètres. Son poids est de trois cent cinq grammes.

Le sphinx est réduit à une encolure surmontée d'une tête relevée en l'air. De l'encolure sortent deux ailes ouvertes et presque droites ; de là aussi part une queue en prisme quadrangulaire, à arêtes légèrement infléchies, marquées de stries perpendiculaires. L'une des arêtes naît à l'angle d'une petite surface en forme de triangle ; elle a pour base un trou rond, ouvert entre les deux ailes ; deux autres sont latérales ; la quatrième est au-dessous de l'appendice caudal, et sans stries. Cet appendice, recourbé vers le sol, va d'abord en se rétrécissant ; il s'élargit ensuite à son extrémité pour se terminer entre les deux oreilles d'une tête de canin sommairement figurée, avec mâchoires entr'ouvertes, avec gorge reposant sur un petit pied coudé. Le sphinx trouve son aplomb, en s'appuyant sur la queue, et sur les deux pieds de l'avant-train.

L'un des pieds est mutilé, mais l'autre est intact. Ce dernier forme avec le corps un angle tel que le centre de gravité de la figure devait passer par un triangle d'une surface relativement étendue. Le bronze est recouvert d'une patine qui fait songer à certaines figures du musée Campana.

La tête présente une face massive, un crâne peu développé. Les yeux, en amande, sont dirigés de haut en bas, à partir du sommet du nez, et surmontés d'un long bourrelet figurant les arcades sourcilières. Une bandelette sépare la face du crâne ; sa partie supérieure est très saillante ; elle est rayée de stries orientées selon les côtés d'un angle qui serait ouvert sur le front ; derrière des oreilles à

peine indiquées, et sous la gorgo, sa partie inférieure se prolonge en manière de bandage. L'os hyoïde est grossièrement indiqué par un bourrelet ; c'est le seul détail de la figure qui prétende reproduire une réalité anatomique.

A droite et à gauche du col descendent deux rainures qui divergent un peu ; une troisième marque la limite du poitrail. A gauche, la partie médiane avancée, entre l'aile et le bras, est marquée d'une virgule au burin. Chaque aile, à sa base d'insertion, se détache en relief au-dessus d'un sillon presque horizontal. L'intérieur de chaque aile, légèrement recourbée, se creuse en trois rainures, dont les deux plus rapprochées du col sont indépendantes, tandis que la plus éloignée va dessiner la grande penne rectrice, et sert de point de départ aux traits profonds qui figurent les autres penne, au nombre de quatre.

A tous ces caractères naïfs il convient de joindre l'aspect des membres rudimentaires, comparables à ceux d'un batracien ; et, de plus, la figure de l'extrémité de la queue : figure à peine indiquée par des traits qui sont de nature à laisser presque des doutes sur les intentions de l'artiste ; d'autres traits pourtant, comme le léger coup de burin au creux des oreilles, marquent une intention en quelque sorte hésitante, entre la représentation d'un être vivant, et l'exécution de thèmes décoratifs rattachés à la nature par le fil ténu, à peine saisissable, d'une réminiscence vague.

M. le conseiller Gaillard demande à M. Luguët quelle peut avoir été la destination de ce sphinx. D'après M. Luguët ce serait un des trois supports d'un candélabre ; d'après M. Gaillard, ce pourrait être le support unique d'un flambeau assez petit. Le R. P. de La Croix voit dans ce sphinx un produit de l'art gallo-romain.

M. Luguët cite à l'appui de son opinion l'exemple du musée Campana et il croit qu'un sphinx isolé n'a jamais servi de support à un flambeau ; les nécessités pratiques suffisent à l'expliquer.

M. le Président remercie M. Luguët de sa très intéressante communication ; il met en lumière le soin minutieux apporté par M. Luguët dans la description d'un objet des plus curieux et des plus rares.

Lectures.

M. le Président donne lecture d'un travail de M^{rs} Barbier de Montault sur trois reliures armoriées.

La première porte les armes de Colbert, avec la couronne de marquis, et les trois initiales J.-B. C. (Jean-Baptiste Colbert.) Elle recouvre 4 vol. in-12 intitulés : *Continuation des Essais de Morale*, Paris, 1687. Au titre figurent ces mots écrits à la main : De Seignelay, 1692. Comme il n'y eut que deux Colbert à porter le titre de marquis de Seignelay, le Contrôleur général des finances, mort en 1683, et son fils, le Secrétaire d'état de la marine, mort en 1690, la date de 1692 a surpris M^{rs} Barbier. Il pense que ces mots : De Seignelay, écrits deux ans après la mort du second marquis de Seignelay, indiqueraient simplement la provenance des livres.

La seconde reliure est celle d'un exemplaire de la *Nouvelle Bibliothèque des Auteurs ecclésiastiques* par Ellies du Pin (2^e édit., Paris, 1688, 17 vol. in-8), actuellement en la possession de M. le Curé de Charrais. Les armoiries, appliquées sur elle, sont celles du chancelier Louis Boucherat, seigneur de Compas, qui possédait une bibliothèque considérable et mourut le 2 sept. 1699.

La troisième reliure est celle d'une *Histoire du Vicomte de Turenne*, par l'abbé Raguenet, Paris, Nyon, 1744, 2 vol. in-12. On y voit les armes de Henri-Marie-Bernardin Rosset de Fleury, né en 1718 et mort archevêque de Cambrai, en 1781.

M. Luguët fait observer, à propos des volumes aux armes de Colbert, que les mots : de Seignelay, même s'ils étaient accompagnés d'une date antérieure à 1690, ne pourraient pas indiquer autre chose que la provenance. En aucun cas, dit-il, un marquis de Seignelay n'eût signé avec la particule, sans la faire précéder du nom de Colbert.

La prochaine séance devant tomber dans la semaine de Pâques, M. le Président estime nécessaire de la reporter à la semaine suivante.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA SÉANCE DE FÉVRIER

Publications poitevines.

Revue Poitovine et Saintongeaise, n° 135. — 15 mars 1895. A signaler : l'épithaphe de Gunter (suite) par M. l'abbé Largeault, et les articles nécrologiques sur M. L.-J. Allard et M. Henri Beauchet-Filleau. — Bulletin de Saint-Martin.

Publications de Paris.

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LV, 6^e livraison. Novembre-Décembre 1894. — Signaler : Article de M. L. Delisle sur le Cartulaire général de l'ordre des Hospitaliers de St-Jean de Jérusalem (1100-1310) par J. Delaville Le Roulx.

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1894, t. XXII. Bulletin de novembre-décembre. — Signaler : Fouilles de Delphes par M. Homolle.

Le Monde des Plantes, 4^e année, nos 58 et 59.

Ministère de l'Instruction publique. Revue historique, tome LVII^e, n° mars-avril 1895.

Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, 1894, n° 7, juillet-octobre ; n° 8, octobre-novembre.

Ministère de l'Instruction publique, etc. Bulletin historique et philologique. Année 1894, nos 1 et 2.

Revue des Etudes grecques, tome VII, nos 27-28, juillet-décembre 1894.

Revue des Provinces de l'Ouest, tome XV, février 1895. — A signaler : Notes pour servir à l'histoire du Théâtre en Poitou par M. Henri Clouzot.

Journal des Savants. Janvier 1895-Février 1895. — A signaler : un article macabre sur la forme entomologique des tombeaux par Emile Blanchard (février 1895).

Annuaire de la Société philotechnique. Année 1894, tome XXXV.

Nouveau Dictionnaire de géographie universelle. Vivien de Saint-Martin, 80^e fascicule : XERIAS — YON — NAN ; 81^e et dernier : YUN NAN — ZYZYN.

Publications des Départements.

1^o Procès-verbaux des séances de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, XVI (du 20 juin 1891 au 4 mai 1894) ;

2^o Bulletin de la Société des amis des sciences et arts de Rochecouart, tome IV, n^o 5 ;

3^o Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse. Neuvième série, tome VI, 1894 ;

4^o Bulletin de la Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts. Deuxième fascicule, 1894. — A signaler : Villa et bains de l'époque gallo-romaine à Mont, commune de Béart, par M. Lespinet ;

5^o Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, tome XVI, 1894, n^o 4, octobre-novembre-décembre ;

6^o Mémoires de la Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts du département de l'Oise, tome XV, 3^e partie :

7^o Revue historique et archéologique du Maine : année 1894, second semestre. — A signaler : Extrait des registres capitulaires de la collégiale de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers ;

8^o Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXII, 1^{re} livraison. Janvier-février, 1895 ;

9^o Société d'émulation des Côtes-du-Nord. Bulletin n^o 3, du mercredi 6 mars 1895 ;

10^o Bulletin de la Diana. Octobre-décembre 1894 ;

11^o Annales de l'Académie de Mâcon. 11^e série, tome X, 1893 ;

12^o L'ancien Forcz, 13^e annéc. Février 1895 ;

13^o Revue de Saintonge et d'Aunis, XV^e vol., 2^e liv., 1^{er} mars 1895. — A signaler : Les examens au xvii^e siècle, par M. Louis Audiat ;

14^o Bulletin de la Société des archives historiques. Revue de la Saintonge et de l'Aunis. Tables du tome XIV ;

15^o Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, tome XIII, 4^e bulletin ;

16^o Société de Borda. Dax (Landes). 19^e année (1894), 4^e trimestre. — A signaler : des Chapiteaux carlovingiens ;

17^o Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France, tome XV, 1^{re} livraison.

18^o Bulletin de la Société archéologique de Nantes. Année 1894,

1^{er} semestre. Réception du Père de La Croix. — Bains gallo-romains de Cléon ;

19^o Mémoires de l'académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, 4^e série, tome V, 1893 ;

20^o Le mois bibliographique. N^o 2, 1^{er} février 1895 ; n^o 3, 1^{er} mars 1895.

21^o Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir. N^o 213. mars 1895.

Publications de l'étranger.

Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège, tome VIII, 1^{re} partie ;

Boletin de la Real Academia de la Historia, tomo XXVI ; Cuaderno III ; merz, 1895.

Établissement de paix entre les Chausseraye et les Montaigu

DOCUMENT INÉDIT

RELATIF A L'ASSASSINAT DE PHILIPPE DE MONTAIGU

(Lu à la séance publique du 13 janvier)

Par M. de la MARSONNIÈRE

Mesdames, Messieurs,

La science historique a fait tant de progrès, durant ce siècle, qu'elle semble avoir dit son dernier mot. Aussi, beaucoup d'hommes d'étude, n'osant prétendre y rien ajouter de leur propre fond, se sont-ils retournés modestement vers la recherche de l'inédit. Or l'inédit, de la rencontre duquel le hasard a souvent seul le mérite, a droit à la faveur du public, non seulement lorsqu'il se rapporte à des événements historiques de premier ordre, mais encore même lorsque, n'étant que d'un intérêt secondaire, le document est cependant de nature à piquer la curiosité.

C'est à ce dernier genre d'inédit qu'appartient la pièce manuscrite qui va faire l'objet principal de cet entretien.

Vous vous rappelez peut-être, Messieurs, qu'à la séance du 20 juillet dernier j'eus l'honneur de vous lire une notice que vous avez publiée dans un de vos derniers bulletins (1) et où je vous signalais deux lettres inédites, l'une de l'épouse du grand Condé et l'autre du marquis de Sourdis, écrites dans des circonstances politiques qui leur donnaient un intérêt tout particulier. Ces lettres étaient adressées à Charles de Montaigu, seigneur de Boisdavid, membre d'une des familles les plus distinguées du Bas-Poitou, ami du duc de Retz et gouverneur du château de Belle-Isle (1).

Cette lecture et particulièrement le nom de Montaigu eurent pour effet de réveiller, chez notre confrère M. Ledain, des souvenirs dont la communication, qu'il nous donna séance tenante, m'a été particulièrement agréable et instructive.

(1) *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e trimestre 1894, page 44.

Elle m'expliquait, en effet, au dossier des Montaigu faisant partie d'archives privées dont je vous ai déjà fait connaître la provenance, la présence d'un curieux document dont, jusqu'alors, je n'avais pu retrouver la raison d'être et les origines.

En même temps, M. Ledain m'ouvrait, à la page 200, son livre sur Bressuire, me mettant sous les yeux l'intéressant récit d'un événement dont la révélation ne me laissait aucun doute sur les circonstances au milieu desquelles s'était produite la pièce inexpliquée dont grâce à notre confrère j'avais maintenant le secret.

Je ne saurais mieux faire que reproduire ici, *in extenso*, à titre d'introduction à mon travail, ce passage du livre de M. Ledain :

« En 1658, dit M. Ledain, un crime horrible ensanglanta les rues
« de Bressuire, et jeta la frayeur et l'indignation parmi les habitants.

« Dans la nuit du 18 au 19 juillet, Louis le Petit, seigneur de la
« Vergnaye, et Alexandre Le Petit, chevalier de Chausseraye, accompagnés de trois domestiques, assassinèrent Philippe de Montaigu,
« chevalier, seigneur de Boisdavid, et blessèrent gravement François Rondin, écuyer, seigneur du petit Appelvoisin, commissaire
« de l'artillerie, son compagnon. Ce forfait, dont on ne connaît pas
« le motif, fut commis devant le couvent des religieuses franciscaines, avec une fureur et une atrocité inouïes. Les meurtriers, non
« contents d'avoir tué leur victime à coups d'épée et de pistolets,
« l'insultèrent et la frappèrent sous les yeux mêmes des religieuses
« effrayées, parmi lesquelles le seigneur de Boisdavid avait des parents, et auxquelles ils ne craignirent pas de montrer leurs
« armes sanglantes. Son corps fut trouvé criblé de soixante-quatre
« blessures. La veuve de la victime, Françoise Soriau, leur fils
« Philippe, et François Rondin, qui n'avait pas succombé, demandèrent vengeance à la justice. Ils s'adressèrent surtout au duc de
« Thouars, Henri de la Trémouille, dans la juridiction duquel le
« crime avait été perpétré. Celui-ci en fut vivement ému. Son fils,
« le prince de Tarente, ami du malheureux Boisdavid, monta immédiatement à cheval et se mit à la poursuite des coupables avec
« les prévôts des maréchaux et ce qu'il put rassembler d'hommes.
« Ils écrivirent aussi, pour hâter le jugement, deux longues lettres
« qui respirèrent l'indignation la plus légitime, au maréchal d'Estrées

« et à M. de Brienne. Cependant, dès le 30 juillet, un décret de prise
« de corps avait été lancé contre messieurs de Chausseraye. Le
« même jour et le lendemain, des perquisitions furent opérées,
« mais sans amener aucun résultat, au château de Bressuire, au
« Daillon et à la Crillouère. Enfin, après les informations faites à la
« requête du procureur du roi, le prévôt provincial du duché de
« Thouars et Bas-Poitou, Pierre Drouineau, écuyer, seigneur de
« Brie, par jugement prévôtal et en dernier ressort, par l'avis de
« MM. les juges et officiers du siège présidial de Poitiers, pour ce
« assemblés en la Chambre du conseil, au nombre de l'ordonnance,
« rendit le 11 décembre 1638 la sentence suivante : Les meurtriers,
« déchus du titre de noblesse, feront amende honorable, tête et
« pieds nus, la corde au cou, une torche ardente à la main, devant
« la grande porte de Notre-Dame de Bressuire; puis ils seront rom-
« pus vifs sur une croix de S.-André, dressée sur la place publique
« de la ville, et leurs corps portés aux fourches patibulaires; si
« l'on ne parvient pas à s'emparer de leurs personnes, l'exécution
« aura lieu par effigie à Poitiers, Bressuire et Thouars. Ils paieront
« trois mille livres pour la construction d'une chapelle sur le lieu
« le plus rapproché du crime, vingt-cinq mille livres de réparation
« à la veuve du sieur de Boisdavid, partie civile et six mille livres
« au sieur François Rondin. Ce jugement, ajoute M. Ledain, n'était
« pas trop sévère assurément pour satisfaire l'opinion publique in-
« dignée. Mais les condamnés furent-ils pris et exécutés ? C'est ce
« que l'on ignore absolument. »

« Le seigneur de Chausseraye et de Bressuire, frère des cou-
« pables, continue M. Ledain, n'était guère moins violent qu'eux.
« Voici ce qu'en dit Colbert de Croissy, dans son rapport sur l'état
« du Poitou en 1664 : Le sieur de la Chausseraye-Petit, réside à la
« Chausseraye, a épousé une sœur de Madame la duchesse de la
« Meilleraye Cossé-Brissac, ce qui lui donne la protection du maré-
« chal. Il a acquis, depuis dix ans, la terre de Bressuire, 360.000
« livres à bon marché; mais il ne l'a pas payée et fait bien tout ce
« qu'il peut pour en jouir toute sa vie sans rien payer. Il est accusé
« de beaucoup de violences, vexations et usurpations dont nous
« avons pris des éclaircissements qui nous serviront au besoin.
« Il est probable que la puissante influence du maréchal, continue

« M. Ledain, avait protégé jusqu'à ce jour la famille de la Chausse-
« raye, malgré ses méfaits. »

Aux sombres couleurs de ce tableau M. Ledain oppose, par contraste la très honorable notoriété des Montaigu dans le bas Poitou.

Il cite particulièrement, comme l'un des plus dignes, Charles de Montaigu, seigneur de la Rousselière, Boisdavid, Cirières et la Bosse, qu'il suppose avoir été le proche parent, peut-être même *le frère* de la victime du guet-apens, et sur le compte duquel Colbert de Croissy rend le plus favorable témoignage (1).

Vous me pardonnerez, Messieurs, cette longue citation, non seulement en faveur de l'intérêt du récit de M. Ledain, mais encore, ainsi que je vous l'ai dit plus haut, parce que ce récit est une introduction nécessaire à la communication que je vais avoir l'honneur de vous faire.

Commençons par constater, avec le jugement prévôtal du 11 décembre 1658, cité par notre confrère, que la victime du guet-apens du 18 juillet de la même année se nommait Philippe de Montaigu.

Quel était ce Philippe ?

Les documents que j'ai sous les yeux, rapprochés de ceux signalés par M. Ledain, me permettent d'affirmer que ce Philippe était le fils aîné (2) de Charles de Montaigu, seigneur de Boisdavid, gouverneur de Bello-Isle, dont, ainsi que je vous le rappelais tout à l'heure, je vous ai entretenu à la séance du 18 juillet dernier.

Seulement vous verrez bientôt que, sur un ou deux points, j'aurai, non pas à rectifier, mais à compléter le récit de M. Ledain. Je n'ai pas besoin de dire qu'il n'en serait point ainsi, si, au moment où l'auteur de l'histoire de Bressuire écrivait son livre, il eût été en possession de sources généalogiques où il m'a été permis de puiser.

Le grand-père de notre Philippe, René de Montaigu, sieur de

(1) Charles de Montaigu, seigneur de la Rousselière, Boisdavid, Cirières et la Bosse, a longtemps servi à l'armée ; « gentilhomme qui a beaucoup de cœur et vit avec honneur dans le pays. » Colbert de Croissy en son rapport sur l'état du Poitou en 1664.

(2) Extrait des registres de la chambre établie par le roy pour la réformation de la noblesse du pays et duché de Bretagne par lettres patentes de sa majesté du mois de janvier 1668, et vérification par le parlement. — Acte de présentation dudit titre donné à Philippe de Montaigu (fils de la victime) par l'Intendant de la généralité de Tours, le 6 juin 1714. — Pièces du dossier Montaigu, n° 7 et 17.

Boisdavid, avait épousé, en 1587, Suzanne de la Noë. De ce mariage étaient issus deux fils : René et Charles (1).

L'ainé, René, deuxième du nom, était particulièrement connu sous la qualité de seigneur de la Rousselière-Boisdavid. Le 16 janvier 1614, il épousa Catherine Ogeron, fille de François, écuyer, seigneur de Moiré et de Cirières.

Le cadet, Charles de Montaigu de Boisdavid, que nous avons vu successivement attaché à la maison du duc de Retz, puis gouverneur de Belle-Isle, épousa, le 19 décembre 1628, Marguerite de Mayré.

Du mariage de René II, aîné de la famille, avec Catherine Ogeron naquirent trois fils : *Charles*, François et Claude.

De ces trois noms, nous ne retiendrons que celui de l'ainé. *Charles*, car c'est lui que nous verrons bientôt jouer un rôle important dans les incidents qui suivirent l'assassinat raconté par M. Ledain.

Revenons maintenant au gouverneur de Belle-Isle, Charles de Montaigu. De son mariage avec Marguerite de Mayré naquirent trois fils, dont l'ainé, nommé Philippe, fut, ainsi que je l'ai dit plus haut, victime de l'attentat des Chausserraye.

Charles de la Rousselière-Montaigu, fils de René II, n'était donc pas le frère de Philippe, ainsi que l'a supposé M. Ledain, mais son cousin germain.

Occupons-nous maintenant de Philippe.

Philippe, né vers 1630, était âgé d'environ 27 ans lorsqu'il épousa Françoise Soriau de Gizay. Ce mariage qui le fixait près de Bressuire promettait d'être heureux. Déjà, un premier gage lui avait été donné de cette promesse par la naissance d'un enfant. Le 16 février 1638, lui était né un fils, nommé Philippe comme lui; cinq mois après cette naissance, dans la nuit du 18 au 19 juillet, il était assassiné (2).

Quel fut le mobile de ce crime? M. Ledain déclare que la cause en est demeurée inconnue. Je n'oserais me dire mieux informé; mais les conjectures sont permises et l'époque de l'assassinat, si voisine du mariage et de son premier fruit, révélerait peut-être un de ces drames passionnels qui défrayent le roman aussi bien que la chronique judiciaire. Philippe de Montaigu, en épousant Françoise

(1) Ibidem.

(2) Pièce n° 7 précitée.

Soriau, avait-il été le rival heureux d'un des Chausserayo ? C'est une conjecture sur laquelle il est permis à l'imagination de se hasarder. Quoi qu'il en soit, les circonstances du crime et l'acharnement des assassins témoignent d'une de ces robustes haines dont la cause a dû être en proportion de son intensité.

Je n'aurais rien à raconter après M. Ledain, des circonstances du crime, de la fuite des coupables vainement recherchés, de leur disparition sans retour et de leur sentence de mort par contumace, sans un incident tout particulier, objet principal de ma communication.

Au moment de l'assassinat de Philippe, le gouverneur de Belle-Isle, son père, déjà vieux (1) et retenu au siège de son gouvernement par les attaches du devoir, ne put que pleurer son fils et dut laisser à plus jeunes et plus libres que lui le soin de poursuivre la vengeance du crime. De ses deux autres fils, Charles, le puîné, était dans les ordres et devenait quelques années après archidiacre de l'évêché de Luçon (2). Son autre fils, Paul (3), qui devait être plus tard capitaine major pour le roi de la ville de Condé, était à l'armée. Tous les deux étaient absents. Au contraire, Charles la Rousselière de Montaigu, chef de la branche aînée par la mort de son père et par conséquent chef de la famille, habitait la résidence patrimoniale en Bas-Poitou. Il était donc naturellement désigné pour s'associer à la plainte de la veuve de son cousin, ce qu'il fit en saisissant la justice. Disons en passant que, contrairement à ce qu'a cru M. Ledain, le fils de la victime, âgé de cinq mois seulement, ne put être, dans cette poursuite, qu'une partie absolument inconsciente.

Malheureusement l'action publique ne paraissait pouvoir offrir aux Montaigu que la perspective d'une satisfaction dérisoire. Cette action était, en effet, paralysée par la disparition des deux assassins, encouragée et facilitée par la complicité morale de leur frère aîné, le seigneur de Bressuire, qui, au témoignage de Colbert de Croissy, ne valait guère mieux qu'eux. Il bravait les poursuites dirigées contre ses frères, en usant des hautes influences qu'il trouvait dans

(1) Né en 1590, il était alors âgé de 68 ans.

(2) Pièce n° 7 du dossier.

(3) Ibidem.

la famille de sa femme. Disons en passant que ce triste seigneur fut le père de la charmante demoiselle de Chausseraye, dont notre confrère M. Tornézy a fait le si agréable portrait (1).

Il y avait, dans les intrigues du seigneur de Bressuire, de quoi exaspérer les Montaigu dont les *Chausseraye* devenaient les *Capulets*. Le plus irrité d'entre eux était le cousin de la victime, Charles de Montaigu la Rousselière, autour duquel s'étaient groupés, dans un commun esprit de vengeance, des parents et amis tels que Charles de Sainte-Maure, seigneur de Pugny, oncle maternel par alliance de la victime, François Sauvestre, seigneur de Clisson, et MM. de la Rochette, de Laudouynière et de la Vergne-Beauvais, qui avaient aussi contre les Chausseraye des griefs personnels (2).

Cette situation, étant donné l'état des esprits dans les deux camps adverses, était trop inquiétante, pour que l'autorité locale ne prît pas, autant qu'il était possible de le faire, des mesures préventives en vue d'éviter des collisions. A ces fins, il convenait d'imposer, ou tout au moins de conseiller aux deux familles ennemies, un *modus vivendi* à observer entre elles, ne fût-ce que jusqu'à la conclusion des poursuites judiciaires. C'est évidemment dans ce but que fut dressé par un personnage officiel, qui n'était autre probablement que le prévôt provincial du duché de Thouars, Pierre Drouineau, seigneur de Brie, une sorte de règlement de paix qui fut soumis aux parties adverses et consenti par elles.

Or j'ai trouvé, dans le dossier des Montaigu, une copie ou plutôt le *projet* de ce traité, pièce fort curieuse en tant qu'elle donne une fidèle esquisse des mœurs du temps et des rapports sociaux entre gentilshommes du xvii^e siècle. Ce projet ne porte pas de date ; mais la pièce est suffisamment datée premièrement par les caractères et par l'orthographe qui sont du temps, et, en second lieu, par le paraphe apposé au bas de chaque page par le personnage officiel rédacteur de l'écrit. Cette pièce ne porte pas de signature ; mais tout donne à croire que l'acte rédigé d'après elle, et remis sans doute entre les mains du prévôt, a été signé par les personnages qui y sont dénommés.

(1) Mademoiselle de Chausseraye, par M. Tornezy, Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest, tome XIV, 2^e série, page 275.

2. Pièce n° 8 du dossier.

Ce document est l'objet de la communication que j'ai dû faire précéder des explications dans lesquelles je suis entré.

Voici maintenant le texte de la pièce dont il s'agit (1) :

« Pour prévenir les malheurs qui pourroient ariver en conséquence de plusieurs sujets survenus entre MM. de Ste-Maure, de Rochette, de la Rousselière Boisdavid, de Laudouinière, de la Vergne Beauvais et de Clisson d'une part et M. de Chausserais, j'ay très humblement supplié tous ces MM. de m'entremettre pour le bien de la paix qu'ils m'ont octroyé et accordé ce qui s'ensuit avec promesse sur leur parole de l'observer;

« Que ny les uns ny les autres ne marcheront accompagnés à l'ordinaire que de trois ou quatre hommes à cheval et empescheront que les laquais de leur suite ne portent aucunes armes à feu tant visibles que cachées, comme aussy deffendront expressément à tous leurs vasletz de marcher à troupes à pied avec fusils et mousquetons si ce n'est au nombre de deux.

« Que, dans la rencontre qui se pourroit faire à la campagne des uns et des autres il ne sy commettra aucun acte d'hostilité ny mesme aucune demonstration tendante à s'entrechoquer, laissant au plus civil de commencer le salut qui sera rendu humblement, et en cas que ny les uns ny les autres ne s'entre saluent cela n'empeschera pas pour cela qu'ils ne passent sans se rien de-mander, comme est dit cy dessus.

« Si par hasard aucuns de ces MM. se trouvent en mesme visite, le dernier qui ariuera ostant son chapeau à la compagnie, le premier arivé osterà aussy son chapeau comme prenant part à la civilité générale qui aura été rendue.

« Il sera deffendu aux valets par leurs maistres de ne faire aucuns discours insolens ny de se brouiller et quereller entre eux sur peine de punitions exemplaire à celuy que lon justifiera en auoir usé autrement ou estre l'agresseur.

« Et dautant que la chasse est souvant une des causes qui aporte autant de trouble et de diuision il est dit que ces messieurs chasseront à l'ordinaire, et tous ainsy que la qualité de gentil-homme en donne liberté.

(1 Dossier Montaigu, pièce n° 8.

« Quant à l'information faite par messieurs de Sainte-Maure et de la Rousselière Boisdavid sur la mort de M. leur neveu et cousin « contre MM. de la Vergnays et Chevallier de Chausserais, il leur « sera permis d'y agir et leurs amis par toutes sortes de voyes « qu'ils jugeront bon estre tant contre iceux desnommés que tous « autres complices.

« Et M. de Chausserais pourra travailler de toute sa puissance et « ses amis pour la justification de MM. ses frères sans que cela « rompe ou annulle aucun des articles cy deuant spécifiés.

« Sera libre aux parties qui pourroient avoir quelque procès « d'agir les uns contre les autres en justice.

« Et affin que cet establissement de paix avec ces messieurs puisse « estre de durée, s'il arive contrauention en aucun de tous les « points ou quelque nouuau sujet qui peust en obliger aucun ny « estant pas préueu d'en venir à quelque extrémité, l'on aura « agréable de m'en aduertir pour y apporter l'ordre qui me sera « possible, ce que les parties m'ont promis faire. »

Tel fut le traité accepté par les parties. Fut-il fidèlement observé? Tout me porte à le croire. Il est probable cependant que l'observance en dut être pénible aux Montaigu et quo, plus d'une fois, ils purent être tentés d'y contrevenir si, comme cela est probable, la sentence du 11 décembre 1658 demeura sans effet.

Permettez-moi maintenant, Mesdames et Messieurs, avant de terminer cet entretien, de tirer une moralité du document qui vient d'en être le principal objet. A le bien considérer, chacun de ses paragraphes semble un article de la loi non écrite qui régissait les rapports entre gens de bonne compagnie. A cette loi, dont nous trouvons la codification dans notre document du ^{xvii}^e siècle, tout le monde obéissait, même les gens de médiocre aloi (tels que le Seigneur de Bressuire) qui s'y montraient assurément plus dociles qu'à l'observance des lois civiles et pénales.

N'est-ce pas là un trait saillant des mœurs de la vieille société du ^{xvii}^e siècle? Et, à ce propos, poserai-je la question de savoir si, en ce qui touche les relations des gens du monde, ces mœurs sociales valaient mieux ou moins que les nôtres? C'est là une question difficile à résoudre. Je me garderai bien de la trancher; car, en ma qualité d'antiquaire, naturellement amoureux du passé, je serais

suspect d'être, au détriment du présent, un *laudator temporis acti*.

C'est donc timidement que je vais poser cette question, laissant à chacun d'entre vous le soin de la résoudre à sa manière.

Sans doute, Mesdames et Messieurs, le crime raconté par M. Ledain est abominable et témoigne du peu de cas que faisaient alors les violents de la vie humaine. Mais cette vie est-elle plus respectée de nos jours? C'est une question à laquelle répondra douloureusement la statistique criminelle des trois années dont la dernière vient de se clore. Sans doute la répression telle que nous la voyons se produire dans la sentence prévôtale du 11 décembre 1658 est atroce et dépasse la mesure dans laquelle la société a le droit de se défendre et de punir. Mais la société moderne, en sens contraire, n'a-t-elle pas parfois à se plaindre, à juste titre, de l'énervement de la répression? Sans doute, au temps où fut écrit l'*établissement de paix* entre les Chausseraye et les Montaigu, les passions étaient violentes; mais les mœurs étaient courtoises. Notre document nous apprend, en effet, qu'à la fin du xvii^e siècle les gens du monde pouvaient bien se haïr, se battre et même s'entretuer, mais à la condition de commencer par s'ôter poliment leur chapeau. A ce compte, il ne me paraît pas qu'il y ait lieu d'exalter notre temps, un peu à l'américaine, au détriment de celui où vivaient mesdames de Sévigné, de Maintenon, des Houllières et de la Fayette. En somme, nous avons perdu quelque peu de la bonne grâce de nos ancêtres, tout en héritant, à certains égards, de quelques-uns de leurs défauts.

Poitiers, 13 janvier 1895.

LA BATAILLE DE POITIERS-MAUPERTUIS

(19 septembre 1356)

D'après la chronique de Geffrey le Baker de Swinbrook

Par le Colonel BABINET

Dans le bulletin du 3^e trimestre 1894, j'ai sommairement fait ressortir l'importance de la chronique de Baker. La partie de cette chronique où l'auteur raconte la bataille de Poitiers-Maupertuis intéresse tout particulièrement notre histoire locale, et m'a donné l'occasion de vérifier si mon hypothèse de 1883 sur la position des troupes anglaises sur le champ de bataille était infirmée ou confirmée par ce document nouveau pour moi. A mon sens, le récit de Baker confirme les conclusions que j'avais tirées de l'étude à laquelle je m'étais livré antérieurement et qui a été insérée dans les 3^e et 4^e bulletins trimestriels de 1883. Mais l'appréciation d'une œuvre par son auteur est nécessairement suspecte, et c'est non à lui, mais au lecteur à conclure. Je lui en fournis ici les moyens et dans ce but j'extrais du récit de Baker la description du champ de bataille et je fais suivre ce texte de la lettre que j'ai adressée le 15 juin 1894 au Révérend Herefort B. Georges, professeur d'histoire et de géographie militaires à New College (Oxford), qui a bien voulu m'envoyer la chronique de Baker en communication, en m'invitant à l'aider dans ses recherches sur la bataille de Poitiers en la commentant.

Ce texte est extrait de « Chronicon Galfridi le Baker de Swynebroke, edited with notes by Edward Maunde Thompson... Principal librarian (bibliothécaire en chef) of the British Museum. Oxford. At the Clarendon press. 1889 (1).

Texte de Baker (pp. 146 et s.)

Talia dicens (il s'agit de l'allocution du prince Noir aux archers

(1) Notre confrère M. Lièvre a fait acheter ce livre pour la bibliothèque de la ville de Poitiers.

anglais), prospexit quod erat e vicino lateraliter mons quidam sepi-
bus et fossis ad extra redimitus, ad intra vero distinctus, quippe ex
una parte pascuus et ibi dumis condensus, ex alia vero vineis con-
situs, et ex reliqua sacionalis; in cuius iugo sacionali coortem Fran-
corum perpendit residere. Inter nostros et montem erant ampla
profundaque vallis et mariscus, torrente quodam irriguus. Ad satis
angustum vadum principis turma cum cariagiis torrentem preterivit,
egressaque vallem trans sepes et fossas occupavit collem, ubi inter
virgulta faciliter occultabatur loci municione, hostibus alcior in-
cumbens. Campus in quo residebant nostra prima secundaque cus-
todia, distinguebatur a planicie quam occupavit exercitus Francus
sepe longa subterfossata, cuius alterum extremum declinavit in ma-
riscum prefatum. Declivum marisco incumbentem tenuit comes
Warewycensis, dux et moderator agminis primi. In superiori parte
sepis, a declivo bene remota, fuit temesis quedam patula vel hyatus,
quem bigarii fecerunt in autumpno, a quo remota iactu lapidis ste-
tit nostra tertia turma, cui comes Saresburiensis presidebat. Hostes,
videntes principis vexillum nuper manifestum set incipiens succes-
sive dimoveri obiectuque montis illorum oculis occultari, estima-
runt principis fugam, reclamantibus Dowglas Scoto et marescallo
de Claramonte non ita fore; set opinione sua deceptus marescallus
Dawdenam, ut insequeretur principis fugam putativam, et cum illo
Dowglas, ut promereretur nove milicie fulgidum nomen, set Cla-
romontanus, ut expurgaret blasfematam fidelitatem, veementer
progrediuntur; illis enim erat prima custodia deputata. Istos pre-
cesserunt, ut moris est, astiludiatu, quibus de prima custodia nos-
tra, sub declivo cui residerant, obviaverunt equites nostri ad has-
tiludia specialiter ordinati. Hastiludiorum finem visurus, suspendit
suum aggressum marescallus Dawdenam. Interim vero Claromon-
tanus, sperans progredi per temesim sepis et primam nostram coor-
tem a tergo circumvenire, obvium habuit comitem Sarum, qui,
prospiciens Claromontanum venientem, prudenter suspicatus est
eius intencionem, et ita qui posteriori nostre custodie presidebat, ut
temesim celeriter occuparet et hostes a transitu per illac artaret, pri-
mam ingruenciam belli sustinebat. Tunc armatorum oriebatur dirus
congressus lanceis, gladiis atque securibus dimicantium. Nec offi-
cia sua sagittarii pretermiserunt, set insistentes aggeri tuto supra

fossam et ultra sepem, coegerunt sagittas armis militaribus prevalere, quarellas quoque balistariorum crebrius et profusius evolare. Itaque nostri, tercia coorte superius ad temesim viriliter hostes mac tante, primaque classe subterius in declivo et juxta mariscum sub comite Warewici Gallos obvios prosternente, sagittarii prime coortis steterunt in marisco securi, ne invaderent eos equites, modicum tamen ibidem valuerunt. Equites enim, sicut tactum est, ad sagittarios conculcandos et suos a sagittis protegendos coordinati, stantes iuxta suos direxerunt sagittariis pectora laminis calibis et scutis nervinis ita solide contexta, quod sagitte directe aut in minucias ad durum obiectum fuerant protrite vel reflectebantur in Olimum, in exicium dubium hostis vel amici ruiture. Hoc perpendens, comes Oxonie descendit a principe et sagittarios ductos in obliquum iussit ad equorum posteriora sagittare; quo facto, saucii dextrarii calcitrarunt, insidentes eiis proruerunt, et, contra suos reversi, stragem non modicam intulerunt eorum dominis, alium tamen finem machinatis. Abactis itaque dextrariis, sagittarii, suo loco priori repetito, latera pugnancia Francorum directo iactu terebrarunt. Continuatur horrida Martis insania, decertantibus Warewicensi Saresburiensi-que leonibus, quis eorum profusiori sanguine Franco terram Pictavensem debriaret, armaque propria calido cruore gloriaretur maculari, etc., etc.

Au Révérend Herefort B. Georges, professeur d'histoire et de géographie militaires au New College. Oxford.

Monsieur le Professeur,

Vous avez visité les environs de la Cardinerie (autrefois Maupertuis) pour y étudier sur place la bataille du 19 septembre 1356, en prenant pour guide la chronique contemporaine de Le Baker de Swynebroke, rééditée en 1889 par le savant M. Maunde Thompson, bibliothécaire en chef du British Museum, et vous m'avez fait l'honneur de me demander mon avis au sujet des difficultés que vous avez pour appliquer au terrain le récit de Baker. Je viens d'étudier à mon tour cette chronique, qui est d'une grande importance, et que vous avez bien voulu m'envoyer en communication, et j'ai l'honneur de vous adresser le résultat de ce travail.

Ne fût-ce que pour mesurer le degré de confiance que mérite le chroniqueur, il me semble nécessaire de résumer d'après lui les événements depuis le 6 août 1356, jour où le prince Noir partit de Bergerac pour son expédition. Il avait laissé une partie notable des troupes anglaises pour défendre la Guyenne et se dirigea vers la Loire, où il se proposait d'opérer sa jonction avec le duc de Lancastre, venant de Bretagne. Son armée marchait et campait dans l'ordre le plus parfait. Ses éclaireurs étaient les célèbres Jean Chandos et James d'Audley. Bientôt il apprit que le roi de France réunissait une nombreuse armée autour d'Orléans pour le combattre (c'était en réalité aux environs de Chartres). Le roi Jean avait envoyé en éclaireurs d'une part Philippe de Chambly (Grismouton) et d'autre part Amaury de Craon avec Boucicaut. Le premier est mis en fuite par Chandos et Audley ; les seconds, défaits par le prince Noir, auquel ils ont tendu une embuscade, se réfugient à Romorantin, que celui-ci assiège et prend en faisant prisonniers les doux barons français.

Le prince apprend alors la marche vers Tours du roi Jean avec une grande armée. Il est si *avidus belli* qu'il veut traverser la Loire pour se mesurer avec les Français, mais les ponts sont coupés et une inondation empêche le fleuve d'être guéable. Le prince en suit la rive gauche jusqu'à Tours. Il reste quatre jours devant cette ville espérant être attaqué par le roi, qui n'est qu'à une lieue de là (una leuca distantem).

Le quatrième jour il apprend que Jean a traversé la Loire à dix lieues sur ses derrières, à Blois, et qu'il marche rapidement vers Poitiers (ad Blaviam X leucis a tergo principis preterioratus, per pontem duobus opidis munitissimis intersituram Ligerim transivit atque versus Pictavium properavit). Baker affirme que de son camp le prince apercevait pendant la nuit les feux du duc de Lancastre, quoique nous sachions que le duc n'a pas pu dépasser les Ponts-de-Cé.

Je n'ai pas de raisons pour mettre en doute la bonne foi de Baker, se figurant que, même après qu'il lui fallut renoncer à se réunir à Lancastre, le prince s'efforça de barrer le chemin au roi de France (intendens iter coronati preocupasse), mais l'histoire n'a cure du plus ou moins de patriotisme des chroniqueurs, et si l'on rétablit les

faits, la réputation militaire du prince Noir n'a rien à y perdre. Tant que celui-ci a conservé l'espoir d'opérer sa jonction avec le duc de Lancastre, il a poussé l'audace jusqu'à ses dernières limites en s'attardant sur la Loire, mais cet espoir évanoui, il sait que Jean a passé le fleuve à Blois et marche pour le couper de la Guyenne, il bat alors en retraite aussi vite que possible et par le chemin le plus court. Agir autrement eût été démente.

Baker, moins instructif que le moine de Malmesbury, ne consacre qu'une ligne à la retraite du prince : (*attamen viam transversam et ymaginacione viciniorem trans torrentes tres arripuit.*) Ces trois cours d'eau sont l'Indre, la Creuse et la Vienne, et je note, en passant, que si le prince avait eu à traverser le Cher, il y aurait eu sans doute dans le texte *torrentes quatuor* et non *tres*; ce qui me confirme dans mon opinion de 1883 que le prince devant Tours campait sur la rive gauche du Cher, assez près de Montbazou pour y arriver *bene mane* (moine de Malmesbury).

Quoi qu'il en soit, Baker dit que le samedi 17 septembre l'armée anglaise attaqua et fit prisonniers les comtes de Joigny et d'Auxerre, ainsi que le maréchal de Bourgogne. (*Caudam legionis hostilis ita violenter insequens occupavit, quod rapuit ab ipsa duos comites, etc...* Et *hec per diem sabbati, proximum diei belli sequentis, contigerunt.*) Nous savons par Barthélemy de Burghersh que cette escarmouche eut lieu près de la Chabotrie (*Chabutorie*, dit la lettre de Barthélemy « où le roi de France avoit couché la nuit devant »).

A partir de là la chronologie de Baker, identique d'ailleurs à celle du moine de Malmesbury, est tissée d'invéraisemblances.

La nuit tombe (nocte properante), les Anglais se reposent dans une forêt (*in quodam nemore*); le lendemain (*in crastino*), c'est donc le *Dimanche*, le prince s'avance sur le territoire de Poitiers et apprend par ses éclaireurs que le roi Jean se dispose à l'attaquer (*quod coronatus castris ordinatis se properavit ad bellum ineundum*). D'autres éclaireurs viennent annoncer que le roi approche (*asserentes alii discopertores coronatum promovisse castra versus nostros*) avec son armée. Ils conseillent au prince de choisir un champ de bataille et d'y ranger ses troupes. Aussitôt le prince (et je ne puis comprendre ceci qu'en admettant que le prince a déjà choisi le terrain et l'occupe) fait mettre pied à terre à ses cavaliers et tenir les che-

vaux en main à leur portée. Quelques cavaliers cependant chevauchent entre les deux armées prêts à jouter avec l'ennemi selon la coutume (*parati secundum morem hastiludii guerrarii*). Warwick et Oxford reçoivent le commandement de l'avant-garde, Salisbury et Suffolk celui de l'arrière-garde, le prince commande lui-même le centre.

L'armée anglaise se compose exactement (*in toto exercitu... precise*) de 4.000 chevaliers (*togati*) et de 2.000 archers. (Je renvoie pour abrégé à ma discussion en 1883 de l'effectif.)

L'orgueilleuse noblesse française approche, faisant peu de cas du petit nombre des Anglais. C'est une multitude : 8.000 hommes d'armes sous 87 bannières et d'innombrables *servientes*.

Les Anglais murmurent de ce qu'une grande partie de leur armée est restée en Gascogne pour la défendre. Je ne fais que mentionner l'épisode de Douglas. C'est par le conseil de l'Écossais, affirme Baker, que Jean fait mettre pied à terre aux siens, ce que le chroniqueur taxe de folie, et qu'il envoie ses chevaux à *Poitiers* (!) pour que personne ne puisse s'en servir pour fuir (*ne fuge velocitatem darent alicui. Inutile de réfuter*). Il ne garde à cheval que 500 cavaliers bardés de fer (*ferro contra sagittas coopertos*) contre les flèches, ayant l'ordre d'assaillir les archers et de les écraser sous les pieds de leurs chevaux.

Le dimanche au lever du jour (*aurora Dominica lucis rutilante*), les armées sont en bataille et le cardinal de Périgord arrive comme médiateur, mais il échoue dans ses efforts pour empêcher le conflit; ses négociations durent toute la journée et l'armée française s'accroît de 1.000 hommes d'armes, et d'une grande multitude d'autres gens.

Le lendemain (*in crastino scilicet die Lune*) lundi 19 septembre, dernière et non moins infructueuse démarche du cardinal. Le maréchal de Clermont s'est seul montré partisan d'une trêve à laquelle se sont opposés d'Audenham, Charny et Douglas et que Jean a refusée. Clermont, calomnié, à cause de son avis pacifique, notamment par d'Audenham qui le jalouse, sollicite l'honneur d'être le premier à attaquer. Il y a une altercation entre les deux maréchaux.

Pendant leur dispute, le prince apprend que le roi refuse tout ac-

cord, alors, *toujours le lundi matin*, il harangue ses troupes en terminant par les archers. L'éloquence de Baker se donne carrière. C'est seulement après les harangues que le prince fait occuper à ses troupes leurs postes de combat. C'était bien tard.

L'examen précédent du récit de Baker suffit, ce me semble, pour montrer toute l'in vraisemblance de cet emploi du temps du prince depuis le samedi matin, où il a fait prisonniers les grands barons français. Je crois avoir suffisamment rectifié le moine de Malmesbury et par suite Baker dans mon opusculé de 1883 pour n'avoir pas à y revenir.

Ce qui reste évident pour moi, c'est qu'immédiatement après l'escarmouche de la Chabotrie, le prince a marché au sud vers Maupertuis, et s'y est logé : « le samedi de haulte heure pour mieux aviser le pays et la place où il se pourrait combattre... Le roi fait retourner pour se loger sur les champs environ une grosse lieue de Poitiers, et le prince de Galles et ses gens étaient logés *tres l'heure de midi* entre vingnes et haies et en fort pays mallement, etc. » (Chron. abrégées de Froissart). C'est sur ce terrain que le prince a passé la nuit du samedi au dimanche, ayant en face de lui l'armée française, qui n'arriva dans ses positions que le samedi soir.

Je reprends l'étude de la chronique.

Elle présente dès lors un grand intérêt, car Baker décrit en détail l'emplacement des Anglais sur le terrain (*talia dicens, prospexit, etc.*, p. 146 de l'édition de M. Maunde Thompson.)

Vous avez, Monsieur le professeur, parcouru le terrain autour de la Cardinerie (Maupertuis) sans trouver ni le : « *mons quidam sepi-bus et fossis redimitus* », ni l' « *ampla profunda que vallis* », ni le *mariscus*, ni le *torrens* « *mariscus, torrente quodam irriguus* », ni par suite son gué assez étroit « *satis angustum vadum principis turma cum cariagiis torrentom preterivit* ».

C'est que Baker a tout décrit comme si tout avait été vu avec un verre grossissant. Essayons d'appliquer au terrain le récit du chroniqueur en le dépouillant des exagérations; nous trouverons la *petite* vallée, le *petit* cours d'eau, le marais et la colline.

Suivons la route actuelle de Poitiers à Nouaillé à partir du pont où elle traverse la voie ferrée non loin de ce bourg (voir la carte dressée par moi en 1883. Bulletin de la Société des Antiq. de l'Ouest);

avant d'arriver à la Cardinerie (Maupertuis) nous rencontrons une petite vallée, dont l'origine est à environ 800 mètres à notre gauche et qui aboutit au Miosson en laissant successivement à gauche : la Cardinerie, les hauteurs de Bernon (où j'ai figuré la position des Anglais) et le village des Bordes. Cette vallée est, pour moi, l'« ampla profunda que vallis » de Baker ; les hauteurs de Bernon (qui, comme je l'ai constaté, ressortent comme colline quand on s'approche) constituent le « mons quidam » ; je puis aussi retrouver le « torrens » et le « mariscus », toutes proportions rétablies.

Au ^{xiv}^e siècle, Maupertuis était un village, ruiné par la bataille du 19 septembre 1356 et sur l'emplacement duquel fut bâtie la ferme de la Cardinerie. Il lui fallait de l'eau, ses habitants creusèrent une très grande mare (presque un étang) comblée de nos jours, mais seulement en partie, par les terrassements du chemin de fer. Cette mare, connue sous le nom de *Mare-aux-Anglais* (où furent trouvés les armes et les fers à chevaux donnés en 1860 à lady Franklin), touche à la *Masse-aux-Anglais*, butte certainement formée par les terres extraites lors du creusement de la mare. Le trop plein de cette grande mare s'écoulait comme par un fossé de décharge le long de la petite vallée, qui recevait en même temps l'eau de pluie tombée sur les terrains environnants ; surtout après des averses (et elles sont assez fréquentes en septembre), il devait y avoir une sorte de ruisseau permanent, difficile à franchir par le carriage et qui n'est autre que le *torrens* de Baker. Cette eau, manquant d'écoulement au bas de la vallée, y restait stagnante formant le *mariscus*.

Les accidents de terrain autour de Bernon répondent bien à la description du chroniqueur : « ex una parte pascuus et ibi dumis condensus, ex alia vero vineis consitus et ex reliqua sacionalis. »

La position était forte par elle-même et son étendue médiocre bien en rapport avec le petit effectif de l'armée anglaise, qui faisait face au nord et avait sur son front la longue haie, « cujus alterum extremum declinavit in mariscum, » plantée sur le talus d'un fossé. Tous les champs dans cette partie du Poitou sont entourés de haies et de fossés. La gauche de cette position était forte par elle-même ; la droite, la plus attaquable, était couverte par les voitures parquées et qu'on avait entourées de fossés (tranchées) creusés pendant la journée du dimanche. Le prince, dit la chronique des quatre pre-

miers Valois, « prit une position très forte et se hourda (s'entoura) de son caroy ». — « A l'autre lès sus senestre (par rapport à eux, c'est-à-dire à droite par rapport aux Anglais), disent les quatre chevaliers français envoyés pour reconnaître la position des Anglais, « avoit ung petit plain, mès il l'avoient fortiffiet de fossés et de leur charroy, et ne leur pooit on porter nul dommaige de ce costet. »

La description des lieux par Baker, désenflée, si je puis m'exprimer ainsi, s'applique facilement à ce terrain. Je trouve aussi la « *temesis quedam patula vel hyatus* (la gap = l'ouverture), c'est *in superiori parte sepis* (à la partie la plus élevée de la haie), l'entrée du chemin rural (dont la direction est à très peu près nord-sud), qui, laissant Bernon un peu à droite et à l'ouest, passe à la *Croix-de-la-Garde* et franchit le Miosson au *Gué-de-l'homme* (ou mieux de l'oume, oulme, ulmus, ormeau). Son entrée était entre deux haies, limitant les champs à droite et à gauche (une de ces deux haies existe encore au moins comme emplacement). « Et n'avoit en toute cette haye (la longue haie E.-O. qui courait sur le front des anglais) qu'une seule entrée, dit Ribemont porte-parole des quatre chevaliers français en reconnaissance, où quatre hommes d'armes poroient chevaucier de fronc; et estoit ceste entrée trop bien gardée d'archiers et de gens à piet. »

Vous voyez, Monsieur le professeur, qu'après avoir étudié Baker, je persiste dans ma manière de voir de 1883 et que je ne puis pas me mettre d'accord avec M. Maunde Thompson, auquel je me permettrai même de chercher querelle au sujet du héraut Chandos. Je ne comprends pas, en effet, qu'il fasse si peu de cas d'une chronique qui constitue pour moi un document de tout premier ordre. Nul n'ignore que la profession de héraut impliquait des connaissances militaires étendues avec l'obligation d'enregistrer tous les faits d'armes. Chandos le héraut n'était pas plus que Baker témoin oculaire à la bataille de Poitiers-Maupertuis, mais il a si longtemps vécu dans la familiarité de Jean Chandos, et même du prince Noir, qu'il ne m'est pas possible d'admettre qu'il ait été mal renseigné. La simplicité de son récit, l'absence d'emphase, et j'ajouterai même d'imagination, le rendent plus digne de confiance que Baker. Je crois donc qu'il faut le prendre à la lettre quand il dit : « en celui jour. — Lui noble Prince de valour — Mettoit ses gentz en ordonnance. — Et volentiers,

à ma semblance. — Vousist la bataille excuser — Si le pooit avoïder, » et quand il fait dire par le prince au comte de Warwick : « Primers passerez le passage. — Et garderez le cariage » et quand il ajoute : « Et lui Prince se deslogea. -- A chivacher s'achimina ; — Car celui jour ne quidoit pas — Combattre, je ne vous ment pas ; — Mais il quidoit tres tout sans faille — Toutz jours excuser la bataille. »

Dans la lettre du prince de Galles à la corporation de Londres, il n'y a rien de contraire à ces affirmations du héraut si catégoriques, et le mouvement du prince en retraite m'explique bien pourquoi les Français, et notamment le maréchal d'Audenham, crurent que le prince et les Anglais fuyaient.

Vous paraissez penser, Monsieur le professeur, que Salisbury et Suffolk avec l'arrière-garde n'eussent pu, à cause de leur petit nombre, soutenir assez longtemps le choc des maréchaux pour permettre aux 2/3 de l'armée anglaise de revenir d'au delà du Miosson ; je suis d'un avis différent. D'ailleurs, suivant le héraut, l'avant-garde seule avait passé la rivière quand l'attaque eut lieu. « Le roman dist et lui acountes, — Entre lui et ses compagnons — Qui furent plus fiers que lions — Desconfirent les mareschalx, — Et trestouz les armés chivalx — Devant que poist estre tournée, — L'avant-garde et repassée — Car jà fut outre la rivière » — etc., etc ; il est de plus une chose qui me semble probable, c'est que tous les archers anglais (je ne parle pas des archers gascons) avaient été réunis pour combattre à l'arrière-garde. Si je ne suis pas tout à fait affirmatif, c'est que la chronique des quatre premiers Valois, est, je crois, la seule à l'affirmer : « et fit trois batailles, dont la première fut d'archers, » et que ce document n'a pas la valeur de la chronique de Chandos. Ce qui tendrait à confirmer cette hypothèse, c'est le rôle que Baker donne à Thomas Dofford, mais je n'oserais pas être, moi-même, plus affirmatif à ce sujet.

Vous paraissez, Monsieur le professeur, préoccupé de débarrasser le prince des *wagons*, et vous demandez ce qu'il en a fait. Je n'éprouve pas le même embarras. Les voitures qui suivaient l'armée anglaise étaient de deux sortes ; les unes, que j'appellerai indispensables, contenaient les *rechanges* et le double approvisionnement (comme on dirait de nos jours) en flèches, armes, armures, etc., et aussi les

vivres (victualia); les autres, qui n'étaient qu'un impedimentum, étaient bondées de butin et pillées elles-mêmes. Ce sont ces dernières qui avaient gêné le prince à son départ de Châtellerault (non habendo respectum ad carriagium suum, dit le moine de Malmesbury) avec lesquelles il fortifia son aile droite. Quant aux voitures indispensables, Warwick les emmenait avec l'avant-garde : « Primers passerez le passage — Et garderez le cariage, » dit le prince à ce comte, suivant le héraut Chandos.

Pour résumer le plus brièvement possible ce que je crois être vrai, j'admets donc que, lors de l'attaque des maréchaux, l'avant-garde sous Warwick, Oxford et les barons gascons avaient déjà traversé le Miosson au gué de l'Homme. (L'ancienneté du chemin qui y aboutit m'a été démontrée par l'existence d'un cimetière gallo-romain au lieu dit la Croix-de-la-Garde.) Cette avant-garde revint en toute hâte, le capital de Buch en tête, et celui-ci, prenant sur sa droite parce que le chemin était encombré, vint fêrir sur l'aile gauche du Dauphin attaqué en même temps de front par l'arrière-garde anglaise et le corps du prince Noir réunis.

Tout coutremont une montaigne,
Tant qu'ils mirent leur trahin.
A la bataille du Dauphin.

dit encore le héraut Chandos.

Cette attaque de flanc des Gascons, à qui, soit dit en passant, les chroniqueurs anglais ne font pas la part assez large dans la défaite des Français, ne contribua pas peu à celle du Dauphin. Ces Gascons, parmi lesquels Baker ne cite que le capital, aidèrent puissamment à triompher du roi Jean et la prise de Jacques de Bourbon dans la bataille du roi par le capital de Buch (Rymer, foedera) et d'autres gascons en donne la preuve.

Voilà donc, Monsieur le professeur, mon opinion au sujet du champ de bataille de Poitiers-Maupertuis; si vous la partagez, ce qui me flatterait beaucoup, j'essaierai de répondre aux autres objections que vous me feriez.

Quant à l'interprétation du récit de Baker par le savant M. Maunde Thompson et à son hypothèse au sujet de la position anglaise au commencement de la bataille figurée sur la carte de la

page 310, je me bornerai, me réservant de la discuter plus tard, s'il y a lieu, à dire qu'elle ne me semble pas admissible. Je ne puis y appliquer le récit de Baker, encore moins celui du héraut Chandos. Cette position n'est forte d'aucun côté. Le front, les ailes, les derrières ne sont protégés par rien ; pas de *torrens*, de *mariscus*, ni de *mons quidam* ; j'y cherche vainement le *gap vel hyatus* et le chemin aboutissant au Miosson du héraut Chandos.

Si M. Maunde Thompson eût, comme vous, Monsieur le professeur, parcouru le terrain, il eût, je n'en doute pas, changé d'avis.

Je vous remercie encore de m'avoir adressé la chronique de Baker, qui m'a extrêmement intéressé, et je suis,

avec une haute considération,
votre très humble et très obéissant serviteur,

COLONEL BABINET,

Ancien président de la Société des Antiquaires de l'Ouest.

15 Juin 1894.

CADRAN SOLAIRE DU MUSÉE DES AUGUSTINS

SIMPLES NOTES pour aider à déterminer l'origine du cadran solaire, sur plaque de schiste noir, déposé au musée de Chièvres, à Poitiers.

Par M. le Comte A. de CHASTEIGNER

Ce cadran, de forme octogone et de 53 centimètres de diamètre, n° 140 du catalogue, porte, au milieu d'un grand nombre d'ornements et d'inscriptions, deux écussons ovales accolés, surmontés d'une couronne de comte.

Celui de droite (du mari ?) de ? à trois têtes de corbeaux arrachées de ? posées 2 et 1.

A gauche (celui de la femme) de ?, au lion rampant de ?, au chef de ? chargé de 3 étoiles de ?

Les tailles n'étant pas tracées pour nous indiquer les métaux et les émaux, nous devons chercher à qui peuvent appartenir ces armoiries.

Nous avons cru les reconnaître, dans une visite faite en 1890 au musée. Et notre honoré confrère, le R. P. de la Croix, nous demanda de faire quelques recherches qui pussent l'aider à les déterminer pour la confection du catalogue de ce Musée.

Voilà les indications que nous avons recueillies, surtout dans des ouvrages manuscrits de ma bibliothèque, que plusieurs de nos confrères connaissent et ont pu consulter.

Dans le tome 1 d'un manuscrit, sans nom d'auteur, en 6 volumes in-8°, avec écussons coloriés à chaque page, intitulé : *Armorial des Maîtres des Requêtes*, donnant l'histoire abrégée des grands officiers du Parlement, conseillers d'État, Maîtres des Requêtes, nous trouvons, page 17 des Maîtres des Requêtes, un double écusson, surmonté d'une couronne de comte, ayant au-dessous l'inscription suivante :

« Guy Carré, seigneur de Montgeron, 1686 (n° 496. *sic*) a épousé
« Jeanne-Elisabeth Desraudy, de S. Diéry, fille du marquis de S. Diéry,
« maréchal des camps et armées du roy, et de Marguerite de Nangis. »

Les écussons sont ainsi blasonnés :

Celui de droite (Guy Carré) porte : écartelé au 1^{er} et 4^e d'argent à l'arbrisseau de sinople accosté de deux roses de gueules, au chef d'azur, chargé de 3 étoiles d'or ; au 2^e et 3^e d'argent à 3 têtes de corbeaux de sables ; posées 2 et 1.

Celui de gauche (Desraudy) ; d'azur, au lion rampant d'or, armé et lampassé de gueules, au chef de sable, chargé de 3 étoiles d'argent.

Voir le dessin fac-simile.

Nous trouvons dans les manuscrits ce nom de Desraudy sous trois formes différentes : « des Raudy, d'Esraudy et enfin Desraudy. »

Les armes des des Raudy répondent absolument à celles gravées sur le cadran, comme appartenant à la femme.

Quelles sont celles écartelées, dans notre manuscrit, sur l'écusson du mari ?

Elles sont faciles à déterminer : — 1 et 4, — l'arbrisseau, etc., appartiennent à la famille de Guy Carré. Les têtes de corbeaux. 2^e et 3^e, — appartiennent aux Machault, seule famille qui porte : « d'argent, à 3 têtes de corbeaux arrachées de sables, posées 2 et 1.

Le *Dictionnaire Héraldique* de M. Charles Grandmaison, publié par l'abbé Migne, in-4^e, Paris, 1852, dit : page 187, au mot corbeau : « *Machault*, d'argent, à 3 têtes de corbeaux de sables, arrachées de gueules. — *Ile de France*. »

Un manuscrit, in-folio, que je possède, d'un travail fait par M. François Godet de Soudé, Maître des Comptes, au mois de may 1676, intitulé : « Annoblissement extrait des registres de la chambre des comp^{tes} de Paris, contenant tous les annoblissements, depuis l'an 1350 jusqu'en 1660 », dit, page 375 : « *MACHAULT*, d'argent à 3 têtes de corbeaux arrachées de sables, posées 2 et 1. »

« Simon Machault, commissaire au Châtelet de Paris, ainsi qualifié par une sentence de prévost de Paris, du 16 janvier 1515. Et « Simon Machault auditeur des comptes, et qui mourut en 1555 et « gist au cimetière des Saints Innocents. »

Comment est venue l'alliance des Machault et des Carré ?

Deux autres beaux manuscrits, in-folio, de ma bibliothèque, nous l'apprendront.

Dans le premier, intitulé :

« Histoire des officiers du Parlement depuis 1600, » nous lisons, page 619, à l'article : *Louis de Machault* : « Louis de Machault S^{er} de Boursière, reçu conseiller au Parlement le 18 mai 1663, mourut en 1695, avait épousé Marie Carré, fille de Guy, S^{er} de Montgeron, greffier du conseil du roy, et d'Éléonore Danguéchin. »

Le second manuscrit intitulé :

« HISTOIRE DES MAÎTRES DES REQUÊTES DEPUIS 1575, » dit, pages 698 et 699, à l'article Guy-Carré :

« Guy Carré, seigneur de Montgeron, avocat général aux requêtes
« de l'Hôtel, pendant 5 ans, reçu conseiller au Grand Conseil,
« le 17 janvier 1680, maître des Requêtes en 1686, intendant à
« Bourges en 1705, à Limoges, en juin 1708, révoqué en avril 1710
« et maître des Requêtes honoraire. »

« Guy Carré de Genouilly, seigneur de Montgeron et de Verdilly,
« greffier du conseil, épousa Éléonore d'Anguechin, dont :

« 1^o N. Carré, seigneur de Genouilly;

« 2^o Guy, qui suit;

« 3^o N. Carré, mariée en premières noces à René Coi-
« caut (ou Coicant?), seigneur de Chevigny, conseiller au Parle-
« ment, et en secondes noces, à Jean Hay, marquis du Châtelet;

« 4^o Marie Carré, mariée à Louis de Machaut, seigneur de la
« Boursière, conseiller au Parlement.

« Guy Carré, maître des Requêtes, épousa, le 14 octobre 1684,
« Jeanne-Élisabeth des Raudy, veuve de Pierre d'Albertas, marquis
« de Véry, maître des Requêtes, et fille de Jean Desraudy, marquis
« de Saint-Diery, baron de Ludesse, de Montplaisir et de Solignac,
« maître de camp d'un régiment de cavalerie, maréchal des camps
« et armées du Roy, et de Marguerite de Maugis(1), morte en juillet
« 1690, inhumée, le 5, à Saint-André, dont :

« Louis Basile Carré, conseiller au Parlement en 1711. »

En marge de l'article du premier Guy Carré, cité ci-dessus, nous
lisons, page 698 du même manuscrit, son blasonné ainsi décrit :
« Porte 1 et 4, écartelé d'argent, à l'arbrisseau de sinople, accosté
« de deux roses de gueules, au chef d'azur, chargé de 3 étoiles d'or :
« aux 2 et 3, d'argent à 3 têtes de corbeaux de sable. »

Ce qui pourrait faire supposer que les Carré et les Machault
avaient déjà eu une alliance avant le mariage de Marie Carré
et de Louis de Machault, pour que les Carré aient pu porter ces
deux armoiries écartelées.

Les deux écussons gravés sur le cadran solaire donneraient donc

(1) Le manuscrit en 6 volumes aux armoiries coloriées, armorial des
maîtres des Requêtes, tome I^{er}, page 17, mot : *Nangis*.

les armoiries d'un Machault et d'une des Raudy, puisque celui du mari n'est plus écartelé de Carré et de Machault.

Quand cette alliance eut-elle lieu ? Nous n'avons pu le déterminer avec les ouvrages que nous avons à notre disposition.

C'est un problème que devra résoudre celui qui fera la description et l'histoire de cet intéressant petit monument, lequel porte la date de 1745.

Une autre hypothèse pourrait, peut-être, se présenter.

Au cours de nos recherches, nous avons trouvé qu'une autre famille, celle des *la Coussaye*, famille essentiellement Poitevine, possédait des armoiries semblables à celles des des Raudy, mais avec métaux et émaux différents. Ils portent : (Voir Ch. Poplineau, *la France héraldique*, tome III, page 166, et Beauchet-Filleau, *Dictionnaire historique et généalogique de l'ancien Poitou*, 1^{re} édition, tome I, page 714) :

« De gueules, au lion d'or, au chef d'argent, chargé de 3 étoiles, à 5 raies d'azur. »

Mais ni l'un, ni l'autre, de ces deux auteurs n'indique que le lion soit *rampant*, comme il l'est sur l'écusson du cadran.

Si les *la Coussaye* sont Poitevins, ainsi que le démontre le *Dictionnaire* de Beauchet-Filleau, le journal d'Antoine Denesde, marchand ferron à Poitiers, de 1628 à 1687, etc., le nom des Carré appartient, aussi, au Poitou et à la frontière de la Touraine, où il est encore très connu. Et l'un d'eux fut maire de Poitiers en 1639.

Si l'histoire de ce cadran venait à nous apprendre qu'il ne peut porter les armes d'une des Raudy, mais bien celles d'une *la Coussaye*, cela prouverait une alliance, dont ne parle pas le *Dictionnaire* de Beauchet-Filleau, entre cette famille et celle des Machault, dont l'écusson d'argent, aux 3 têtes de corbeaux arrachées 2 et 4, nous paraît indiscutable sur le cadran, et étant, à notre connaissance, *la seule* maison portant 3 têtes de corbeaux arrachées.

Dans un cas comme dans l'autre, qu'il s'agisse d'une des Raudy ou d'une *la Coussaye*, l'historien aurait encore à indiquer l'époque de son alliance avec les Machault, pour que leurs armoiries se trouvent accolées en 1745, sur le cadran solaire du Musée de Chièvres.

Novembre 1891.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

DEUXIEME TRIMESTRE DE 1895

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. Henri Carré, secrétaire.
 - II. — *Note sur une charte de 1372*, par M. Alfred Barbier.
 - III. — *Note sur l'architecte et la date de la cathédrale de Poitiers*, par M. B. Lédain.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers.

Dans le cours du deuxième trimestre de 1895, la Société s'est réunie le 25 avril, le 16 mai, le 20 juin.

SÉANCE DU 25 AVRIL 1895

La séance est ouverte à 8 h. 1/2. Elle est présidée par M. le colonel Babinet. Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 21 mars qui est adopté.

Distinction honorifique.

M. le président déclare que c'est pour sa présidence une bonne fortune d'avoir à féliciter M. Hild, récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur. Il est fier d'être l'interprète de confrères qui ont ce que vaut M. Hild, comme savant, et comme homme. M. Hild remercie le président, et reporte sur la Société des Antiquaires l'honneur qu'on lui fait ; c'est, dit-il, en travaillant pour elle, qu'il a pu acquérir quelque réputation à Poitiers ; c'est en partie par elle que son renom universitaire s'est accru.

M. le président félicite encore M. Poireau, devenu officier de l'Instruction publique, et M. R. Vallette, à qui sont données les palmes d'officier d'Académie.

Correspondance.

De nouvelles lettres sont venues rappeler l'exposition d'Angers, et les fêtes du Cinquantenaire de Limoges. D'Angers on a demandé si la Société des Antiquaires déléguerait plusieurs de ses membres, et si les délégués liraient quelques travaux. De Limoges on a écrit pour remercier les Antiquaires de leur adhésion ; et M. Guibert, secrétaire de la Société archéologique et historique du Limousin, a tenu à dire que les Antiquaires de l'Ouest étaient au premier rang de ceux dont la présence serait précieuse à ses confrères.

Acquisition.

M. le président rappelle l'acquisition du buste de M. Léon Palustre, œuvre de M. Robuchon.

Dons.

1° M^{sr} Barbier de Montault offre à la Société le fragment d'un incunable trouvé dans le Mirebalais. C'est un traité latin sur l'homme. Le filigrane représente un y minuscule gothique ; surmonté d'une croix ;

2° M^{sr} Barbier offre en outre un spécimen d'écriture ancienne (invitation du curé de Saint-Hilaire, 4 janvier 1827, à M. Garran de Balzan, conseiller, pour assister au service solennel de M^{sr} Dubois de Sanzay, archevêque de Bordeaux), et une lettre de change du 16 février 1683, signée Bouchet ;

3° M. Hild fait don du fascicule relatif à la rentrée solennelle des Facultés et de l'École de médecine et de Pharmacie de Poitiers (5 nov. 1894) ;

4° M. René Vallette offre son *Pro patria* à la mémoire des Fontenaisiens tués à l'ennemi, en Crimée, en Afrique, au Mexique, et durant la guerre de 1870 1871 ;

5° M. le baron de Bouglon, son livre intitulé : *les Reclus de Toulouse sous la Terreur* ;

6° M. Bonvallet son livre : *la Prévôté royale de Coiffy le chatel* (aujourd'hui Coiffy-le-Haut) ;

7° M. Labbé, de Châtellerault, fait hommage d'un cahier d'estampages, des fers à hosties, de l'arrondissement de Loudun. La collection a été recueillie à Loudun, en 1860, par M. Léon de La Tourette (15 planches) ;

8° M. l'abbé Tribert, curé-doyen de Mauzé, ayant fait don d'une pierre tombale et de deux vases antiques, a bien voulu y joindre un plan et une lettre explicative ; dans la lettre, on trouve de curieux détails sur la disposition intérieure des tombes de Mauzé ;

9° Une amphore, trouvée à Poitiers, rue de la Préfecture, en 1877, en face le Musée des Augustins, est offerte par M. L. Dupré, pour le musée des Grandes-Ecoles ;

10° Une médaille de Constantin, trouvée dans les fondations du Château de Cursay, au milieu de débris de poteries, est offerte par M. le Chamoine Briant ;

11° Trois photographes du portail des Augustins et de ses portes sont déposées sur le bureau : deux, au nom de M. Perlat ; une au nom de M. Tribot ;

12° M. le Conseiller Gaillard de la Dionnerie offre à la Société un côté de chapiteau romain, en marbre blanc, découvert il y a environ une dizaine d'années, commune de Naintré, dans les fondations d'une maison, au village dit : *les Bretons*. M. Gaillard offre aussi un fragment de corniche de 83 millimètres de haut, en marbre rouge, lie de vin, sans veines, également romain, trouvé dans une rue du même village ;

13° M. Alfred Barbier offre, de la part de M. Th. Ducrocq, membre du Comité des travaux historiques, correspondant de l'Institut, un rapport sur l'histoire d'une famille de la Chevalerie Lorraine, par M. le Comte de Ludres ; — un numéro du journal *l'Estafette*, du 2 avril 1895, contenant sur « la réforme du doctorat en droit » un article de fond du savant professeur ;

14° M. Hild, au nom de M. Poncin, répétiteur général au Lycée de Poitiers, fait don d'un parchemin relatif au Poitou. C'est une charte du roi Charles V, datée du mois de décembre 1372 ;

15° M. le Président attire enfin l'attention de la Société sur le don du portail et des portes de l'ancienne église des Augustins. Il rap-

pelle que son prédécesseur, M. l'abbé Bleau, a signalé le péril où la ville de Poitiers se trouvait de voir disparaître une de ses richesses artistiques, par le seul fait de la transformation du bazar des Augustins ; il pense que M. l'abbé Bleau ne s'est pas mépris sur la valeur archéologique du portail en pierre et des portes sculptées. M. le Président insiste sur les démarches du R. P. de La Croix auprès de MM. Parant, Goury et Cornet, propriétaires de l'immeuble des Augustins ; elles ont eu plein succès, et ces messieurs ont consenti à donner les portes aux Antiquaires de l'Ouest ; ils ne pouvaient pas disposer du portail, que des conventions antérieures avaient réservé à MM. Lévy et C^{ie}, leurs locataires ; mais MM. Lévy ayant consenti à en faire don, MM. Parant, Goury et Cornet ont demandé à M. le Président de les associer aux remerciements que la Société leur adressait à eux-mêmes. M. le Président a donc pensé devoir soumettre à la Société le texte d'une délibération dans ce sens, et la Société l'a adopté.

Passant aux mesures prises quant à la démolition, au transport, et à la réédification du portail et des portes, M. le Président a résumé les négociations ouvertes avec le Ministère des beaux-Arts, en vue d'obtenir de l'État qu'il participe aux dépenses jugées nécessaires. Il a donné un aperçu de ces dépenses, d'après le devis de l'architecte de l'État. Il a indiqué l'emplacement où le bureau et l'architecte croyaient devoir réédifier le portail. Le bureau et l'architecte voient en lui, non une porte ordinaire mais une pièce d'architecture destinée à dominer notre jardin des Augustins.

M. de La Bourlière ayant demandé s'il n'aurait pas été possible de placer le portail sur la rue Victor Hugo, et d'en faire l'entrée même de l'Hôtel de Chièvres, M. le conseiller Gaillard de la Dionnerie a pris la parole pour faire valoir les raisons qui, d'après lui, militent en faveur de cet emplacement. M. Gaillard n'ignore pas en présence de quelles difficultés il se trouve, quant à l'espace restreint dont la société dispose sur la rue ; il sait avoir contre lui les règlements relatifs à l'alignement. Mais il estime que la Société pourrait acquérir une partie d'un immeuble voisin ; il estime que la municipalité, rendant hommage au but artistique, poursuivi par les Antiquaires, pourrait, en leur faveur, déroger aux règlements. Dût-elle s'y refuser, M. le conseiller Gaillard admettrait que le portail des

Augustins fût établi sur la rue, même en retrait. Et d'ailleurs, ajoute M. Gaillard, la porte ainsi placée laisserait libre le fond du jardin, où l'on pourrait, dans l'avenir, construire des galeries. M. Gaillard serait favorable à la nomination d'une commission d'études.

M. le Président a opposé aux arguments de M. le conseiller Gaillard les complications qu'entraînerait la demande d'achat du terrain désigné, celles, plus grandes encore, d'une négociation avec l'administration municipale; il a fait valoir la compétence de l'architecte; il a invoqué l'opinion personnelle du questeur, le R. P. de la Croix, et insisté sur les dépenses excessives des projets qu'on oppose au conseil.

M. Hild, ayant obtenu la parole, s'est prononcé dans le même sens; mais il a soutenu, en outre, que l'assemblée n'était pas compétente pour prendre une décision; il pense que les critiques soulevées contre le projet adopté par le Conseil et l'architecte ne peuvent pas avoir de point d'appui solide, puisqu'elles ne reposent ni sur la connaissance des négociations poursuivies par le Conseil, ni sur les études faites par l'architecte. En tout cas, dit M. Hild, un projet a été étudié, et il a chance d'être agréé par l'Etat, qui suivra sans doute l'avis de son architecte. Un projet nouveau amènerait la Société à reprendre par la base toutes les études faites jusqu'ici.

M. Carré, secrétaire, fait remarquer que le monument sur lequel on discute n'est qu'un revêtement, et une sorte de placage architectural; il pourrait donc se faire qu'il ne produisit pas sur la rue, au milieu de constructions modernes, tout l'effet attendu; il ajoute qu'au moment où l'on demande le secours de l'Etat il est difficile d'écarter l'avis d'un architecte de l'Etat.

M. Hild, ayant proposé un ordre du jour par lequel l'assemblée s'en remet au conseil pour conduire au mieux l'affaire en cours, il est procédé à un vote, et la majorité se prononce dans ce sens.

Présentation.

M. Marcou, inspecteur général des monuments historiques, est présenté par MM. Ducrocq, Babinet et le R. P. de la Croix, en qualité de membre titulaire non résidant.

Élection.

M. de la Bernardie, directeur de l'enregistrement dans le département de la Vienne, et présenté à la dernière séance par MM. Gailard de la Dionnerie, Babinet et de la Marsonnière, est élu membre titulaire résidant.

Publications Poitevines.

Henry Filleau. Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou. Cinquième fascicule. COTH à CYR (don de M. Oudin).

Revue Poitevine et Saintongeaise, n° 136, 15 avril 1895 (à signaler : un gouverneur de Châtellerault par M. L'abbé; — un article bibliographique sur M. Henri Beauchet-Filleau).

Bulletin de Saint-Martin (de Ligugé) du 1^{er} mai 1895.

Publications de Paris.

Revue archéologique, 3^e série, tome XXVI. Janvier-février 1895. Ministère de l'Instruction publique.

Le monde des Plantes, n° 60, 15 mars 1895. — N° 61, 1^{er}-15 avril 1895.

Annuaire des bibliothèques et des archives pour 1895 (Ministère de l'Instruction publique).

Revue des questions historiques, 29^e année, 114^e livraison, 1^{er} avril 1895 (Achat) (à signaler : le Commandeur J.-B. de Rossi, par M. E. G. Ledos).

Bulletin monumental, 6^e série, tome neuvième, n° 5, 1894 (à signaler : Jules de Laurière et Léon Palustre, par M. le comte de Mars).

Le Mois bibliographique, 3^e année, n° 4, 1^{er} avril 1895.

Revue de l'histoire des Religieux, 15^e année, tome XXX, n° 3, novembre-décembre; — 16^e année, tome XXXI, n° 1. Janvier-février.

Revue des Provinces de l'Ouest, 11^e année, tome XV. Mars 1895 (à signaler : notes pour savoir l'histoire du Théâtre en Poitou; fin par M. Clouzot).

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1895. Bulletin de janvier-février.

Ministère, 8 volumes, savoir :

Catalogue général des Manuscrits des bibliothèques de France : Paris Bibliothèque de l'Arsenal. Table générale des archives de la Bastille, 2 vol.

Catalogue général des Manuscrits des bibliothèques de France : Départements, tomes XXIII, XXIV, XXV et XXVII, 4 vol. (à signaler le tome XXV. Poitiers-Valenciennes).

Lettres de Peiresc publiées par Philippe Tamisey de Larroque, correspondant de l'Institut, etc., 1610-1637. Tome cinquième.

Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny, formé par Auguste Bernard, complété, révisé et publié par Alexandre Bruel. Tome cinquième, 1091-1210.

Publications des Départements.

Revue Savoisienne, 36^e année, janvier-février-mars 1895.

L'ancien Forez, 14^e année, mars 1895.

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 1^{er} trimestre 1895 (à signaler : les Cadrans solaires dans le Briençonnais, par le docteur Raphaël Blanchard, p. 26).

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, janvier-mars 1895.

Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1894, n° 10, décembre.

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1893-1894, 20^e volume (Exécuteur des hautes-œuvres de Bourges).

Bulletin de la Société Danoise, n° 104, avril 1895.

Société d'Emulation des Côtes-du-Nord. Bulletin n° 4 du mardi 23 avril 1895.

Publications de l'Étranger.

Mémoires et publications de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut, 5^e série, tome VII^e, année 1894.

Académie d'Archéologie de Belgique. Bulletin, 4^e série des Annales, 2^e partie, XX.

Boletín de la Real Academia de la Historia, tomo XXVI. — Cuaderno IV, avril 1895.

Annales de la Société archéologique de Namur, tome XX^e, 1^{re} livraison.

SÉANCE DU 16 MAI 1895

La séance est ouverte à 8 h. 1/2. M. le colonel Babinet la préside, et invite le Secrétaire à donner lecture du procès-verbal de la séance du 25 avril. Le procès-verbal est lu et adopté. Toutefois M. le Conseiller Gaillard de la Dionnerie fait remarquer que, d'après le procès-verbal, un vote de l'Assemblée aurait remis au Conseil le soin de conduire au mieux l'affaire du portail des Augustins. Or, dit M. Gaillard, le résultat du vote a été contesté au moment même où on l'a proclamé, et la contestation devait être soumise à un nouveau vote de la Société.

M. le Président répond que le vote dont on parle ne pouvait modifier les attributions du Conseil. Le Conseil a l'administration des revenus annuels de la Société ; il est incapable d'engager l'avenir, et les assemblées ordinaires ne le peuvent pas d'ailleurs plus que lui. Comme les frais, exigés par la réédification du portail des Augustins, devront nécessairement se répartir entre plusieurs années, c'est à une Assemblée générale qu'il appartiendra de décider ce que la Société peut et doit faire.

M. le Président annonce le décès de M. Badou-Maubert, qui laisse parmi ses confrères le souvenir d'un homme affable et bon.

Quelques renseignements sont ensuite fournis à la Société au sujet du procès que lui a intenté M. Laurent, et dont l'issue lui est favorable.

La question du portail des Augustins préoccupant la Société à juste titre, M. le Président devait rendre compte de ses démarches auprès de MM. Marcou et Formigé, Inspecteurs généraux des monuments historiques.

M. Marcou a avisé le Président que la Commission des Monuments historiques accordait aux Antiquaires de l'Ouest une subvention de 4000 fr., en raison de l'initiative prise pour sauver de la destruction un monument d'art local. M. Formigé lui a exposé les vues de la Commission des Monuments historiques en matière de restaurations, et ses vues particulières sur le portail des Augustins. M. le Président résume les unes et les autres.

Diverses observations sont alors échangées entre MM. Henri Gaillard de la Dionnerie, Alfred Richard et Autelet.

M. Henri Gaillard estime que la subvention de l'Etat enlève à la Société la possibilité d'être en désaccord avec la Commission des monuments historiques et l'architecte de l'Etat. M. Alfred Richard est d'avis différent; et il n'est pas, dit-il, sans exemple que la Commission des Monuments historiques se soit ralliée à des projets que tout d'abord elle avait paru devoir écarter. — M. Autelet se demande enfin si l'on ne pourrait pas faire appel à la générosité de l'administration municipale; il montre dans les vieux monuments de Poitiers une des richesses de la ville et de la province; il voudrait voir la Société faire les plus grands efforts pour qu'un d'entre eux, si longtemps visible aux yeux de tous, ne devint pas simplement une pièce de musée.

Correspondance.

M. de la Bernardie, élu membre titulaire résidant, a écrit à M. le Président pour remercier la Société.

Dons.

M. de Rouméjoux a offert une brochure intitulée : *Septième excursion de la Société historique et archéologique au Périgord*, 2 et 26 juin 1894.

M. Tranchant, ancien conseiller d'État et notre confrère, nous a fait parvenir un rapport présenté à la section économique et sociale du Comité des travaux historiques et scientifiques; il a pour objet les Assemblées d'habitants de l'ancienne province du Berry, par M. Maurice Clément.

Dons faits en séance.

M. Moreau offre un petit volume, couvert en parchemin : *Psaumes de David*, mis en rimes françaises par Cl. Marot et Th. de Bèze. Lyon, Nicolas Perrineau, 1564. Petit in-8°; — il offre encore un volume divisé en trois parties : 1° Un calendrier auquel manquent les feuillets 1 et 2, et le mois de mai; chaque mois est précédé d'une vignette appropriée aux occupations du temps; — 2° des *Psaumes* accompagnés de musique; 3° *la forme des prières ecclésiastiques*.

M. de La Marsonnière offre une brochure intitulée : *Un favori du Régent*.

M. Alfred Richard annonce un don qui n'est qu'une restitution. Chez M. de Gennes, membre décédé de la Société des Antiquaires et ancien président, il a découvert un registre contenant la correspondance des présidents de la Société, depuis l'année 1841 jusqu'à l'année 1877. La disparition temporaire d'une collection de cette importance paraît devoir attirer l'attention du Conseil sur la nécessité d'établir un classement de nos archives, et d'exercer sur elles une surveillance rigoureuse.

Présentation.

M. Boissonnade, maître de conférences d'Histoire à la Faculté des Lettres de Poitiers, est présenté à la Société comme membre titulaire résidant, par MM. Babinet, Hild et Carré.

Elections.

M. le comte Armand de Mondion est élu membre titulaire non résidant.

M. Marcou, inspecteur en chef des monuments historiques, est élu membre titulaire non résidant.

Lectures.

M. Hild, inscrit pour une lecture, se fait excuser de ne pouvoir assister à la séance.

M. de La Bouralière commence la lecture d'un travail sur l'histoire de l'imprimerie dans le département de la Vienne, en dehors de Poitiers.

Publications Poitevines.

Le mois bibliographique, 3^e année, n^o 5, 1^{er} mai 1895.

Revue de Saintonge et d'Aunis, XV^e vol., 3^e livraison, 1^{er} mai 1895. — Voir : Faïences de St-Porchaire, page 152 ; — Dictionnaire des anciennes familles du Poitou, page 167 ; — Nouveaux documents sur les débuts de l'imprimerie à Poitiers, A. de la Bouralière, page 212.

Revue du Bas-Poitou, 8^e année, 1^{re} livraison. Voir : Les filles du président Rabateau par Henri Daniel Lacombe ; — Un dernier mot

et quelques documents sur Geoffroy de Lusignan, dit la Grand'Dent, par Charles Farcinet.

Bulletin de St-Martin, abbaye de Ligugé, 1^{re} mai 1895.

Publications étrangères.

1. Bull. de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège, tome VIII, deuxième partie ;

2. Boletín de la real academia de historia, tome XXVI, cuaderno V, mai 1895 ;

Annual report of the Board of Regent of the Smithsonian institution Showing the operations, expenditures, and condition of the institution to July 1893. Washington, 1894.

Publications de Paris.

1. Bull. du comité des travaux historiques et scientifiques, section des Sciences économiques et sociales, année 1895. Voir : Comptendu des séances du congrès des sociétés savantes, à la Sorbonne, ouvert le 27 mars 1894. — Voir : Divers rapports de M. Ch. Tranchant, notamment sur le *Mémorial*, manuscrit de Thibaudeau père, découvert par Ducrocq, et sur la publication de M. Ducrocq intitulée : *De la personnalité civile en France du St-Siège et des autres puissances étrangères*. Voir aussi : trois rapports de M. Ducrocq sur divers ouvrages ;

2. Revue de la Société des études historiques, 4^e série, tome XII (1894) ;

3. Revue historique, tome LVIII, mai-juin 1895. Voir : Récits de la chouannerie, par Ernest Daudet ;

4. Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France, année. 1894 ;

5. Mélusine, tome VIII, n^o 8, mars-avril 1895. Voir : trois chansons populaires de la Basse-Bretagne, traduites par M. Ernault, et la mention d'un jeu populaire de Poitiers et de Tréverec ;

6. Bull. de la Société d'Anthropologie de Paris, tome V, 4^e série, n^o 9, novembre-décembre 1894. Voir : Article sur les fouilles de Brassempouy ;

7. La Correspondance historique et archéologique, 2^e année, n^o 16, 23 avril 1895. C'est une demande d'adhésion ;

8. Journal des savants, mars et avril 1895. Voir : dans le numéro de mars se trouve un article de M. Haureau sur la partie du catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de province relative à Poitiers et à Valenciennes.

9. Revue des provinces de l'Ouest, avril 1895. Voir : *le Bréviaire d'Anne de Prie*, par M^{re} Barbier de Montault.

Publications départementales.

1. Mém. de la Société de Borda, XX^e année (1895), 1^{er} trimestre. Voir : *la couche éburnéenne de la grotte du pape à Brassempouy* (Landes).

2. Bull. hist. de la Soc. des Antiq. de la Morinie, tome IX, 1^{er} fascicule de l'année 1895 ;

3. Bull. hist. et scient. de l'Auvergne ; deuxième série, n^{os} 1 et 2. Janvier-février 1895 ;

4. Mém. de la Soc. d'agriculture, sciences et arts d'Angers, 4^e série, tome VIII (année 1894).

5. Bull. de la Soc. d'émulation des Côtes-du-Nord, n^o 5, du 9 mai 1895.

6. Le monde des plantes, tome IV, 1^{er}-15 mai 1895 ;

7. L'ancien Forez, 14^e année, avril 1895.

8. Recueil de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure de Saintes, quatrième série, tome III (2^e livraison), avril 1895 ;

9. Société hist. et arch. du Périgord, tome XXII, 2^e livraison ;

10. Bull. hist. et scient. de l'Auvergne, 1895, n^o 3, Mars 1895 ;

11. Bull. de la Société des Amis des sciences et arts de Rochecouart, tome IV, n^o 6, 1895. Janvier.

SÉANCE DU 20 JUIN 1895.

Présidée par M. le colonel Babinet, la séance s'ouvre à 8 h. 1/2. Le secrétaire donne lecture du procès-verbal du 16 mai, qui est adopté. Mais M. le conseiller Gaillard de la Dionnerie demande la parole, pour renouveler les protestations formulées aux séances du 25 avril et du 16 mai, par M. le vice-secrétaire et par lui. Il conteste la validité d'un vote effectué le 25 avril, sur une proposition de M. Hild.

M. le président répond que ce vote, valable ou non, est devenu sans intérêt. Le Conseil ne s'est pas cru investi par lui de pleins pouvoirs. Il appartiendra, dit-il, à la prochaine assemblée générale de se prononcer définitivement sur la question du portail des Augustins.

M. le conseiller Gaillard, ayant alors affirmé que toute assemblée ordinaire avait le droit de statuer sur un vote contesté, M. Alfred Richard et M. Henri Carré, secrétaire, sans s'élever contre l'assertion de M. Gaillard, font ressortir combien il serait difficile de rien décider sur un vote remontant à deux mois, et auquel tous les membres présents n'ont pas pris part.

L'ordre du jour appelle le dépouillement de la correspondance :

M. Marcou, Inspecteur général de beaux-arts, a écrit à M. le président une lettre flatteuse pour la Société des Antiquaires, qui vient de l'admettre parmi ses membres titulaires non résidents.

M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts a fait parvenir aux Antiquaires le programme du 34^e congrès des Sociétés savantes, dont la séance d'ouverture est fixée au 7 avril 1896.

M. le président signale une circulaire ministérielle relative à la vingtième réunion annuelle des Sociétés des Beaux-Arts des départements, qui se tiendra en 1896.

Dons faits en séance.

M^{sr} Barbier de Montault, au nom de M. Birot, de Parthenay, offre à la société un fragment de damas vert, et un fragment galon de soie jaune, du xviii^e siècle; au nom de M. d'Auzay, une gourde de faïence peinte, portant le mot Boy, trouvée à Chaumont, commune de Thurageau (Vienne).

M. B. Ledain fait hommage de treize vases, provenant du Loudunais et de la collection de La Tourette; ils remontent à différentes époques du moyen âge. M. Ledain y joint sept débris des vases romains.

Communications.

M. Alfred Barbier entretient la société de la Charte de 1372, offerte par M. Hild, au nom de M. Poncin, répétiteur général au lycée de Poitiers. C'est le *vidimus* des lettres patentes de sauvegarde

accordées par le roi Charles V, au maire, échevins et habitants de Poitiers. Le texte en a été imprimé dans le *RECUEIL DES ORDONNANCES DES ROIS DE FRANCE*, t. XV, p. 681. On le trouve encore, à l'état manuscrit, dans Dom Fonteneau, t. XI, p. 549, reproduit d'après une pièce du Chartrier de Saint-Hilaire-le-Grand.

L'intérêt que présente le parchemin donné à la Société est moins dans son texte, puisqu'il n'est pas inédit, que dans sa valeur matérielle. C'est un original disparu du trésor des Chartes du corps de ville de Poitiers. Sa disparition a été signalée par M. Redet (inv. des Arch. de la ville de Poitiers, p. 26, n° 28 ; p. 27, n° 27).

Dans le Manuscrit n° 385 du catalogue de MM. Lièvre et Molinier, on en voit l'analyse descriptive. On y voit des lettres, des chiffres recognitifs (A. XXXVII) et la signature du notaire royal Tabary, qui se retrouvent au dos de la pièce offerte par M. Poncin.

M. Richard demande à la Société si, avec l'agrément de MM. Hild et Poncin, elle ne pourrait pas prier l'Hôtel-de-Ville de recevoir dans ses archives la charte qui en est sortie ; M. le docteur Poupe-lard préférerait qu'un tel don se fit par voie d'échange. Il est arrêté que MM. Hild et Poncin seront consultés ; et la Société les remercie de leur empressement à servir la cause de l'érudition provinciale.

M. le conseiller Gaillard de la La Dionnerie communique à la Société un projet d'ordre du jour pour l'assemblée générale, qui doit incessamment être convoquée. Il voudrait que l'Assemblée fût réunie de jour dans les bâtiments du Musée des Augustins, afin que ses membres pussent mieux se rendre compte des emplacements proposés pour la réédification du portail. Il voudrait qu'il fût traité des quatre objets suivants :

- 1° Acceptation du monument ;
- 2° Choix d'un emplacement ;
- 3° Achat du terrain nécessaire à la construction sur la rue ;
- 4° Vote des sommes jugées indispensables pour l'exécution des travaux.

Une discussion s'élève alors sur les attributions de l'Assemblée ordinaire, sur celles du Président et du Conseil. Pour M. le Président c'est au conseil qu'il appartient de fixer le lieu de la convocation, et l'objet des délibérations d'une assemblée générale ; mais

le Conseil ne peut manquer de tenir grand compte des vœux de toute assemblée ordinaire. Et d'ailleurs, bien que le Conseil fixe l'objet des Assemblées générales, il serait impuissant à les empêcher de traiter d'une question quelconque, puisqu'elles sont souveraines.

M. Bonvallet estime que, pour le fait des convocations, le règlement cite le Président en première ligne : comme si la Société ne devait intervenir qu'à défaut du président.

M. Faure présente quelques observations au sujet du péril qu'il y aurait à modifier le règlement dans certaines conditions.

Aux yeux de M. Alfred Richard, le règlement gagnerait à être plus clair, et il serait peut-être utile qu'une Assemblée générale en revisât tel ou tel article. D'ailleurs, dit-il, pour fixer l'objet des délibérations d'une assemblée générale, n'y aurait-il pas lieu d'attendre encore? La Société sait-elle vraiment quelles sont les vues du ministère? Sait-elle quel écart présentent les devis des architectes?

M. le Président répond que les lettres de M. le ministre témoignent du désir de donner satisfaction à l'opinion ; mais il se prononce d'une façon précise pour un emplacement. Sa correspondance est d'ailleurs communiquée à la Société ; et le président annonce qu'une fois en possession du dernier devis de M. Formigé, il convoquera l'Assemblée générale. Il termine en disant qu'il vient d'assister aux fêtes du cinquantenaire de la Société archéologique et historique du Limousin, et qu'à la prochaine séance il rendra compte de son voyage à ses confrères.

Dons.

1° Discours du ministre de l'instruction publique, M. Poincaré, et de M. Moissan, de l'Institut, prononcés à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes, le 20 avril 1895 (Ministère).

2° Liste des membres du Comité des travaux historiques et scientifiques en 1895.

3° Geogenestische Beitrage von Dr Otto Kuntze (supplément au monde des Plantes du 15 juin 1895).

4° L'Arsenal de Rochefort par l'amiral X... et protestation du Conseil municipal de Rochefort contre la spécialisation du port militaire de Rochefort avec une carte.

5° Le mois bibliographique, bulletin catholique des livres et re-

vues, publié sous la direction des Bénédictins de la Congrégation de France, n° 6, 1^{er} juin 1895.

6° Un dernier mot et quelques documents sur Geoffroy de Lusignan, dit la Grand' Dent... par Charles Farcinet, officier de la légion d'honneur, ancien chef du personnel administratif au Ministère de l'intérieur, etc. (extrait de la Revue du Bas-Poitou).

7° La bataille de Poitiers-Maupertuis, d'après la chronique de Geoffroy le Baker de Swinbrook (tirage à part) par le colonel Babinet.

8° De l'avenir de la bibliothèque de Poitiers. A. Poitiers, Masson, 1895. Don de M. Lièvre.

9° Un favori du régent, par M. de la Marsonnière.

Publications des Départements.

1° Bulletin de la Société archéologique de Nantes, année 1894, 2^e semestre. — A signaler : de curieux inventaires extraits des titres de Rohan ;

2° Bulletin de La Diana, janvier-mars 1895 ;

3° Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, 1895, 1^{re} livraison, janvier-février-mars. Les vases eucharistiques exposés à Tulle, X. B. de Montault ;

4° Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 2^e série, 1895, n° 4. Avril 1895, la 1^{re} croisade au point de vue militaire, par M. le commandant d'Aurelle Montmorin ;

5° Mémoires de la Société des séances naturelles et archéologiques de la Creuse ; 2^e série, tome III, Deuxième bulletin ;

6° Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, tome XVII, année 1895, n° 4, janvier-février-mars. Les Etats-Unis et l'exposition de Chicago, par M. le marquis de Chasseloup-Laubat ;

7° Société d'Emulation et des Beaux-Arts du Bourbonnais. Bulletin, revue, 3^e livraison. Octobre 1894 ;

8° Société archéologique et historique de l'Orléanais. Bulletin, tome X, n° 154, 3^e et 4^e trimestres de 1894. Inauguration du nouveau musée de Jeanne-d'Arc, 6 mai 1894 ;

9° Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, tome XIV, 1^{er} et 2^e bulletins, 1895. L. de la Sicotière, par M. G. Le Vavas seur ;

10° Mémoires de la Société Eduenne, tome 22°, 1894. L'évêque de Telletrand, par M. Paul Montarlot;

11° Bulletin n° 6, du lundi 10 juin 1895, de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord;

12° Revue savoisiennne. Société florimontane, 36° année. Avril-mai.

Publications Poitevines.

1° Archives historiques du Poitou, XXV, 1895. — A signaler : Cartulaires et Chartes de l'abbaye de l'Absie, par M. Ledain ; Enquête ordonnée par le roi St Louis en 1247, en Poitou et en Saintonge, par M. Ledain.

2° Revue Poitevine et Saintongeaise, n° 137, 15 mai 1895. — N° 138, 15 juin. — De quelques inscriptions et épitaphes poitevines pour la plupart inédites, par MM. H. et P. Beauchet-Filleau (suite) ; L'épitaphe de Gauter (suite), par M. l'abbé Largeault.

Publications de Paris.

Revue archéologique, t. XXVI, mars-avril 1895. — A signaler : Les vases peints gallo-romains du musée de Roanne, par M. Joseph Déchelette.

Bibliothèque de l'école des Chartes, LVI, 1^{re} et 2^e livraisons. Janvier-avril, 1895. — Lire tout le volume;

Le monde des Plantes, 4^e année, tome IV, n° 63 et n° 64;

Bulletin monumental, 6^e série, tome IX, n° 6, 1894. — A signaler : Le Congrès archéologique de Saintes et de La Rochelle (suite);

Revue des Provinces de l'Ouest, mai 1895.

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 4^e série, tome XXIII. Bulletin de mars-avril. — Richard Lescot : Un nouveau chroniqueur et une nouvelle chronique de St-Denis (1268-1364), par M. J. Lemoine.

Publications de l'Étranger.

1° Smithsonian Institution. List of the publications of the bureau of Ethnology. — by Frederick Webb Hodge;

2° Smithsonian Institution. An Ancient Quarry in Indian territory by William Henry Holmes;

3° Annual report of the bureau of Ethnology. J. Powel Director, 1889-1890.

4° Annual report of the bureau of Ethnology. J. Powel Director, 1890-1891.

5° Département of the Interior. M. S. geographical and geological Survey of the Rocky morinain région. J. W. Powell in Charge. — Contributions to North American Ethnologie. Vol. 9. — Washington, 1893.

6° Académie d'archéologie de Belgique. Bulletin, 4^e série des Annales, 2^e partie, XXI.

NOTE SUR UNE CHARTE DE 1372

Par M. Alfred BARBIER.

Dans sa séance du 25 avril dernier, notre distingué confrère, M. Hild, a offert à la Société une charte de 1372 qui n'est autre chose que le *Vidimus* des lettres patentes de sauvegarde accordées par le roi Charles V aux maire, échevins et habitants de Poitiers.

Ces sortes de lettres, disent les anciens auteurs, sont celles que le souverain accorde aux personnes, qui appréhendent d'être opprimées par de plus puissants qu'elles et d'être troublées dans leurs biens et possession. — Ajoutons qu'elles n'étaient pas toujours efficaces !

Au moment où les habitants de Poitiers obtinrent cette sauvegarde, la province, occupée par les Anglais, était revenue en grande partie au roi de France. Et dans le but d'affermir la fidélité des Poitevins divers privilèges leur avaient été accordés : le 17 août 1372 un hôtel des monnaies ; au mois de décembre suivant, la charte objet de cette notice, en même temps que celle conférant la noblesse héréditaire aux maire et échevins.

Rien ne pouvait rattacher davantage les uns et les autres à la cause nationale. L'intérêt général ou privé ainsi que l'amour des distinctions nobiliaires sont des mobiles auxquels la royauté affaiblie s'adressait souvent et non sans succès.

Le texte des lettres de sauvegarde de 1372 a été imprimé dans le *Recueil des ordonnances des rois de France*, tome XV, p. 681 ; on le trouve également à l'état manuscrit dans *Dom Fonteneau*, tome XI, p. 549, copié sur une pièce du chartrier de Saint-Hilaire le-Grand.

L'*Inventaire des archives de la ville de Poitiers*, publié en 1883, nous apprend que cette charte a été reproduite et confirmée dans celles du 17 mars 1424, de Charles VII ; de Louis XI, de mai 1463 ; de Charles VIII, de juin 1483. Les bourgeois de Poitiers ne voulaient pas que leurs privilèges tombassent en surannation. — Autant leur en coûtait.

L'intérêt que présente le vieux parchemin offert à la Société est moins dans son texte, parce qu'il n'est pas inédit, que dans sa valeur matérielle. C'est un original perdu heureusement retrouvé. En effet, il faisait partie du trésor des chartes du Corps de ville de Poitiers et la disparition en avait été signalée par M. Redet, un savant à qui rien n'échappait. (*Inv. des arch. de la ville de Poitiers*, p. 26, n° 28; — p. 27, n° 32.)

En parcourant le manuscrit porté sous le n° 385 de l'excellent catalogue de MM. Lièvre et Molinier, on lit page 23, à la suite d'une explication préliminaire ainsi conçue : « Lettres de Charles V de l'an 1372 qui reçoit les habitants de Poitiers en son obéissance », l'analyse descriptive de la charte en question :

« *Item*, une lettre en parchemin donnée à Paris au chastel du Louvre, l'an mil trois cent soixante-douze, au mois de décembre, signée Tabary, faisant mention que les maire, bourgeois et échevins de la ville se soumirent en subjection et obéissance du Roy Charles, et que iceluy roy les mit en sa sauvegarde et protection, et est mandé de faire publier et signifier ladite sauvegarde comme appert par ladite lettre, *cottée au dos* : A — XXXVII. »

Ce sont exactement la lettre et les chiffres récongnitifs inscrits sur la pièce originale offerte à la Société par M. Hild. A son *verso* on lit : Par le roy en son conseil, J. Tabarin. r. (notaire royal). — Le *visa* y est apposé pour garantir l'authenticité du *vidimus*.

L'écriture de la charte émanée de la chancellerie royale est soignée et d'une lecture facile. — Le sceau manque.

Enfin, nous trouvons dans l'inventaire de 1883, p. 300, l'énumération chronologique des titres perdus depuis le seizième siècle (nos 1883 à 2077), ils excèdent le chiffre de sept cents dans la période comprise entre 1261 et 1606. Bien que l'intérêt de ces documents, dont on ne peut apprécier la valeur que par l'analyse sommaire qui en reste, soit variable, leur perte n'en est pas moins regrettable. Peut-on espérer les retrouver tous, non sans doute ; mais il est permis de dire que les détenteurs des chartes encore existantes ne sauraient en faire un meilleur usage que de les offrir soit à notre Société, soit aux dépôts publics. Là elles trouveraient un refuge assuré et fourniraient un nouvel et précieux aliment aux études des travailleurs qui s'occupent d'histoire locale.

Les lettres patentes de 1372 ayant été imprimées seulement dans le *Recueil des ordonnances des rois de France*, recueil qui n'est pas à la disposition de tout le monde, il nous a semblé que son texte serait bien placé dans les *Bulletins* de la Société appelés à vulgariser ces sortes de documents. — D'autant que la version publiée dans le susdit recueil d'après la charte confirmative de Charles VII donnée à Selles-en-Berry le 10 mars 1423 (v. s), contient quelques incorrections. Exemple : le copiste avait rajeuni d'un siècle les lettres de 1372, les reportant du règne de Charles V à celui de Louis XI.

TEXTE DE LA CHARTE

CHARLES, par la grâce de Dieu, Roy de France; SAVOIR faisons à tous présens et advenir, que nous, à la supplicacion de noz amez et feaulx les maire, eschevins, bourgoiz, conseillers jurez, et de toute la commune de nostre ville de Poitiers, les quelx comme noz bons, vraiz et loyaulz subgiez, se sont soubzmis de nouvel et libéralement à nostre subjection et obeysance, et ont volenté et entencion de y estre et perpétuellement demourer. Et par ainsi, considérans leur bonne et vraye affection, aïens inclinacion de nous condescendre à leur dicte supplicacion adfin que quant ilz se verront par nostre poissance estre gardez en leurs droiz et maintenuz en paix et tranquillité et préservez de toutes oppressions, ils aient plus grand désir de garder leur loyauté envers nous et de y tousjours fermement perseverer, iceulz maire, eschevins, bourgois, conseillers jurez, et tous autres qui sont où seront de ladicte commune, tant conjointement que dévisement, avons pris et mis, prenons et mettons, de nostre auctorité royal, certaine science et grâce especial, avecques tous les biens appartenans à ladicte commune et leurs autres biens particuliers, leur famille et autres choses et possessions quelconques estans en nostre Royaulme, à la conservation de leurs droitz tant seulement, en la protection et espécial sauve garde de nous et de noz successeurs à tous jours maiz par ces présentes, par la teneur des quelles nous mandons et comectons au sénéchal de Poitou, qui est ou sera pour le temps advenir ou à son lieutenans, que ausdiz maire, eschevins, bourgois et conseillers jurez, et tous autres dessusdiz, il députe, toutesfoiz que le cas advendra et qu'il en sera requis, un ou plusieurs de noz sergens qui soient leurs gardiens, ausquels gardiens et à chascun d'eulx nous mandons et comectons par ces mesmes présentes, que lesdiz maire, eschevins, bourgois et conseillers jurez et tous autres dessus ditz et chascun d'eulx, les biens de leur dicte commune, et autres biens particuliers, leur famille, possessions, et autres choses quelconques à eulx appartenans, defendent de toutes injures, violences, griefs, oppressions, molestacions.

force d'armes, puissance de laiz, et quelconques autres nouvelles indenes, et les gardent et maintiengnent en leurs justes possessions, libertez, franchises, usages, coustumes et saisines, esquelles ilz les treuveront estre et leurs prédécesseurs avoir esté paisiblement d'ancienneté, et ne permeçient à l'encontre de eulx, des biens de leur dicte commune et autres biens particuliers, leur famille, choses et possessions, aucunes injures ou violences indeue estre faictes, lesquelles se il les treuvent avoir esté ou estre faictes au contraire, au préjudice d'eulx et de nostre dicte sauvegarde, si les remectent ou facent remectre au premier estat et deu, et à nous et à partie, faire pour ce amende convenable, et de toutes les personnes desquelles ilz ou aucuns d'eulx requerront avoir asseurement, le leur facent donner bon et loyal selon la coustume du païs par ceulx à qui il appartiendra ; et signifient et publient nostre présente sauvegarde aus personnes et aus lieux, dont de par lesdiz maire, eschevins, bourgoiz et conseillers jurez et autres dessuzdiz et chascun d'eulx seront requis, et mettent noz penunciaux des lieux, maisons, biens et autres possessions d'eulx et de leur dicte commune, affin que aucuns ne se puissent de ignorance sur ces choses excuser ; et déffendent expressement de par nous à tous ceulz dont il seront requis par les dessus nommez et chascun d'eulx, sur certaines paines et amendes à appliquer à nous, que aus diz maire, eschevins, bourgoiz et conseillers jurez et autres dessuzdiz aus biens de leur dicte commune, à leurs autres biens particuliers, leur famille, et autres choses et possessions quelconques, ilz ne meffacent en aucune manière, et tous les désobéissans ou enfraignans nostre dicte sauvegarde, ou qui aus diz gardiens, ou à l'un deulz feroient injures ou violences ou aucunement en faisant leur office, et sur ce désobéiroient, adjournent, à certains jours et compétons, devant les juges à qui par raison la congnoissance en devra appartenir, en certiffiant iceulz juges desdiz adjournemens, et du tout ce que fait en auront sur ce ; ausquelx juges mandons par la teneur de ces présentes, que, sur les choses dessuzdictes, ilz facent, ainsi qu'il appartiendra, entre les parties, bon et brief acomplissement de justice. Et en oultre, avons donné et donnons ausdiz gardiens, et à chacun d'eulx pour soy, plain povoir, auctorité et mandement espécial, par ces présentes, de faire toutes autres choses touchans nostre présente sauvegarde, qui pevent ou dolvent appartenir à office de bon gardien : toutevoies nous ne voulons pas que eulx ou aucun d'eulx s'entremectent aucunement de chose qui requière congnoissance de cause, et aussi n'est pas nostre entencion que aucun de ladicte commune se puisse aidier ou joir de nostre présente sauvegarde contre nostre très ané frère le Duc de Berry et Conte de Poltiers, à présent leur seigneur senz moyen, et contre aucun autre d'icelle commune. Ordonnons en mandement à tous nos justiciables et subgiez, comme ausdiz gardiens et à chascun d'eulx en faisant les choses dessuzdictes et chascune d'icelles, obéissent et entendent diligemment, et prestent aide, conseil et confort, se mestier est et requis en sont ; et d'abun-

dant, en leur ampliant nostre dicte grâce, voulons et desclarons que au *vidimus* de ces présentes, fait et collationné soubz scel royal, soit adjoustée aussi plaine foy comme au propre original d'icelles. Et adfin que ce soit ferme chose et estable perpétuellement, nous avons fait mectre nostre scel à ces présentes lettres ; sauf en autres choses nostre droit, et l'autrui en toutes. DONNÉ à Paris, en nostre Chastel du Louvre, l'an de grâce mil trois cens soixante et douze et de nostre [règne] le neuviesme, on mois de décembre.

Note sur l'architecte et la date de la cathédrale de Poitiers

Par M. B. LEDAIN

On sait combien sont rares et incomplets les renseignements biographiques sur les architectes de ces grandioses cathédrales du moyen âge que l'on ne se lasse pas d'admirer. C'est à peine si les noms des plus célèbres sont parvenus jusqu'à nous ; et encore que d'incertitudes sur la part contributive prise par chacun d'eux à l'édification de ces monuments qui durait parfois plusieurs siècles ! L'oubli vraiment extraordinaire où sont tombés la plupart de ces artistes de génie afflige et décourage tous ceux qui étudient les origines et les influences diverses qui ont créé et fait progresser les styles d'architecture. Aussi c'est avec empressement que l'on recueille le moindre indice susceptible de jeter quelque lumière sur leur personnalité et sur leurs œuvres.

Le nom de l'architecte de notre immense et imposante cathédrale de Poitiers est un de ceux qui ont été conservés. Une brève inscription gravée sur la clef de voûte de la première travée du collatéral méridional au fond de l'église nous apprend qu'il s'appelait Adam. On ne peut guère douter que ce soit l'architecte qui ait été ainsi désigné. Mais c'est tout ce que l'on sait. D'où venait-il ? où avait-il puisé ses connaissances architecturales ? D'où apportait-il ce bel art gothique que le premier peut-être il introduisit en Poitou ? où avait-il trouvé l'idée de ce gigantesque chevet droit de notre cathédrale si rare partout ? Pas de réponses à ces questions.

Une inscription, depuis longtemps découverte à Reims mais remise en lumière récemment par M. Demaison dans une dissertation sur la magnifique cathédrale de cette ville, permettrait peut-être d'affirmer qu'Adam en est devenu ensuite l'un des premiers archi-

tectes (1). En 1642, on découvrit entre les contreforts de la cathédrale de Reims hors de l'édifice, vis-à-vis la chapelle du palais archiépiscopal, un tombeau sur 4 piliers sur lequel était gravée l'épithaphe suivante : *Cy gist maistre Adam qui fut maistre de l'ouvre*. On en conclut alors non sans grande vraisemblance qu'il était l'auteur de la construction du chœur parce qu'il était inhumé au pied même de ses murailles. M. Demaison, dans la lumineuse dissertation où il démontre d'une manière presque péremptoire et définitive l'ordre, la date et les noms des premiers constructeurs de la cathédrale de Reims, commencée en 1211, hésite beaucoup sur la place qui doit être assignée à maître Adam. S'il est vrai, comme il y a bien, on l'avouera, quelque raison de le supposer, que ce maître de l'œuvre enterré à Reims soit le même que celui dont le nom est inscrit à la voûte de la cathédrale de Poitiers, il faudra nécessairement le ranger parmi ceux qui prirent part aux premiers travaux de Reims et non pas le placer en 1290, comme le propose M. Demaison ; car Adam ayant commencé la cathédrale de Poitiers en 1162 environ, il est impossible qu'il ait travaillé à Reims en 1290. Il devait même être très avancé en âge en 1211, lorsque fut commencée la cathédrale de Reims. C'est ce qui explique, suivant nous, l'omission de son nom parmi ceux des quatre premiers architectes, constatée par M. Demaison. Il sera mort dès le commencement des travaux et on n'aura conservé que le souvenir de ceux qui y prirent une part réellement importante.

Les noms de ceux-ci, au nombre de quatre, Jean d'Orbais, Jean le Loup, Gaucher de Reims et Bernard de Soissons, qui travaillèrent à la cathédrale, de 1211 à 1290 environ, étaient inscrits avec leurs portraits dans le labyrinthe tracé autrefois sur le pavé. M. Demaison faisant justice des opinions confuses et contradictoires admises jusqu'ici, établit d'après ce précieux document que ce sont bien là les quatre premiers architectes et que le fameux Robert de Coucy, auquel on attribuait cette œuvre, n'y travailla que beaucoup plus tard puisqu'il mourut en 1311. Mais alors quelle place donner au maître de l'œuvre, Adam ? Sa sépulture au pied extérieur des murs semble bien démontrer qu'il y prit part. M. Amé, dans les *Annales archéo-*

(1) *Bulletin archéol. du Comité des trav. hist.*, 1894, 1^{re} livr.

logiques de Didron, xv, 218, a émis l'opinion que la chapelle basse de l'archevêché, construite vers 1196, et située en face du tombeau d'Adam, pourrait bien être l'œuvre de cet architecte. Ce n'est pas impossible, mais la situation du tombeau semble bien plutôt faire admettre sa coopération à la cathédrale. Pourquoi alors son nom ne figure-t-il pas avec les autres dans les inscriptions du labyrinthe? Parce qu'il mourut dès l'origine des travaux, vers 1214, ce qui ne doit pas surprendre si l'on admet son identité avec Adam, constructeur de la cathédrale de Poitiers, en 1162. M. Demaison, qui n'a pas songé au rapprochement que nous faisons aujourd'hui entre les deux Adam, déclare cette explication très plausible. Il n'avait alors aucune raison de reculer Adam à la fin du ^{xiii}^e siècle. Le caractère antique de son tombeau et de l'épithaphe, décrits par Cocquault, en 1642, le rapproche beaucoup plus des environs de l'an 1200. M. Demaison s'est demandé, sans l'admettre, si maître Adam n'aurait point travaillé aux importantes réparations de la vieille cathédrale carolingienne de Reims avant 1161, notamment à la reconstruction d'une certaine muraille droite mentionnée par le nécrologe du chapitre. Il n'y a, en effet, aucune apparence qu'il en soit l'auteur parce qu'il devait être alors trop jeune. Mais l'existence de cette muraille droite, dont le vrai caractère et la situation ne sont d'ailleurs nullement indiqués, nous a suggéré une hypothèse peut-être aventureuse que nous présentons pour ce qu'elle peut valoir. Si Adam, architecte de la cathédrale de Poitiers, était par hasard originaire de Reims ou du pays environnant, ne serait-ce pas là peut-être qu'il aurait pris, sans qu'il en fût l'auteur, le modèle de ce grand chevet droit dont nous parlions plus haut?

Quoi qu'il en soit, maître Adam, enseveli au pied de la cathédrale de Reims avec l'indication de sa qualité de maître de l'œuvre, nous semble devoir être le même que l'architecte de celle de Poitiers. En supposant qu'il eût une trentaine d'années vers 1162, lorsqu'il commença ce monument, il aurait atteint presque 80 ans en 1214. Il n'est donc pas surprenant qu'il n'ait pris qu'une faible part aux travaux de Reims et que son nom ait été omis dans la liste des architectes. Il était alors tout à fait à la fin de sa carrière et cette particularité est pour nous un motif de croire qu'il la commença à Poitiers où l'œuvre qu'il produisit fut tellement remarquable qu'elle

le fit appeler plus tard à Reims. Au surplus, quand bien même il n'aurait pris aucune part à cette cathédrale, son épitaphe et le lieu honorable de sa sépulture démontrent qu'il mourut à Reims dans l'exercice de sa profession d'architecte et entouré de l'estime générale, vers le commencement du ^{xiii}^e siècle. L'allusion que nous faisons tout à l'heure à son origine Rémoise pourrait bien être l'expression de la réalité si l'on songe que cet admirable art gothique a pris naissance dans les provinces du Nord et dans l'Ile de France, d'où il s'est ensuite répandu de toutes parts.

La question de la personnalité de l'architecte Adam ramène naturellement l'attention sur l'origine de la cathédrale de Poitiers, son œuvre. Il n'existe à cet égard dans les documents écrits aucun indice concluant. Bouchet a avancé sans preuves, et j'ajoute même sans aucune vraisemblance, que la construction de la cathédrale était due à la munificence de la reine Éléonore d'Aquitaine et de son deuxième époux, Henri II Plantagenet. Sans nier les aumônes que put faire pour cette œuvre la famille princière régnante, l'abbé Auber, dans son *Histoire de la cathédrale*, en attribue bien plus justement l'initiative et les principales dépenses au chapitre cathédral. Il fait remarquer à l'appui de son opinion l'apposition ancienne des armoiries du chapitre au sommet du pourtour extérieur de l'édifice. C'était d'ailleurs aux chapitres qu'incombait la charge de la construction et de l'entretien des cathédrales, quoique les évêques y contribuassent parfois dans une mesure plus ou moins grande. Les grands travaux exécutés par le célèbre Gilbert de la Porrée, évêque de Poitiers, pour la reconstruction des bâtiments épiscopaux et canoniaux ne s'étendirent point à la cathédrale du ^{xi}^e siècle qu'il se borna à embellir dans l'intérieur (1). Après sa mort, arrivée en 1154, ses deux successeurs Chalon et Laurent passèrent trop rapidement pour entreprendre quelque chose de sérieux. Ce fut seulement en 1162, après l'avènement de l'évêque Guillaume de Bellesme, que le chapitre ou l'évêque et peut-être tous deux concurremment firent commencer la nouvelle cathédrale. On ignore le motif déterminant de cette reconstruction. Était-ce la décrépitude

(1) *Placitus Laurentii decani Pictaviensis super morte Gilberti Pictaviensis episcopi.*

ou l'exiguïté de l'édifice ou sa destruction par un sinistre quelconque ? Peut-être doit-on la considérer comme la conséquence d'un projet général conçu par Gilbert de la Porrée, alors qu'il faisait faire les bâtiments dont parle son éloge funèbre. Mais ce ne sont là que des présomptions. La date de 1162 a été adoptée sans autre base. Disons cependant qu'elle doit être, à peu de chose près, l'expression de la vérité.

La vraie solution du problème se trouve dans l'inscription du millésime gravée sur la clef de voûte de la première travée du chœur, près de l'abside. Mais personne n'a pu encore la donner d'une manière satisfaisante. Nous ne reproduirons pas ici les lectures absolument fantaisistes de Besly et autres. Leurs erreurs proviennent de mauvaises reproductions de l'inscription. L'abbé Auber en a donné un dessin exact dans son *Histoire de la cathédrale*, mais il se dérobe devant l'explication. La meilleure interprétation est celle des bénédictins dans leur *Traité de diplomatique*, d'après les indications consciencieuses de dom Fonteneau. Voici en effet comment ils lisent cette mystérieuse inscription : *Anno Verbi millesimo septimo septuagesimo incarnati*. La lecture *anno Verbi incarnati* est admissible, quoiqu'elle ne soit pas certaine; elle présente un sens naturel, à la condition toutefois de ne pas employer pour former le mot *incarnati*, la lettre C renversée qui est gravée sur le tore d'une des nervures entre I et N, et que les bénédictins ont interprété par *carnati*, ce qui est absolument contraire aux règles des abréviations et inutile, parce que l'I et l'N suffisent pour donner en abrégé le mot *incarnati*. Pour nous le C a une tout autre signification. Les bénédictins ont lu ensuite sans difficulté *millesimo septimo septuagesimo* exprimé en chiffres romains gravés sur la même ligne. Disons d'abord qu'il y a une inexactitude, conséquence d'une légère inattention, car il faut lire *sexagesimo*. Mais comment n'ont-ils pas été frappés de cette singularité dans la manière de compter ? Est-ce qu'il est naturel d'écrire mil sept soixante pour exprimer l'année 1067 ? Et puis, chose bien plus grave, comment n'ont-ils pas vu que le millésime lu de cette manière était un grossier anachronisme, une opposition manifeste au caractère architectural de la cathédrale qui n'appartient en aucune partie au XI^e siècle ? Comment admettre qu'on ait inscrit 1067 sur un édifice du XII^e siècle ? Il y a là une impossibilité matérielle

qui aurait dû provoquer ou le silence ou une recherche plus minutieuse de la vérité.

Nous nous sommes donc livrés à une étude attentive de cette inscription énigmatique, et nous pensons qu'on doit l'interpréter de la manière suivante. L'impossibilité de se servir du C renversé, gravé entre l'I et l'N, pour en former ensemble le mot *incarnati* en abrégé, étant reconnue, il faut bien alors le rattacher à la ligne supérieure de l'inscription qui en est la partie vraiment importante parce qu'elle énonce le millésime. Or après avoir lu *millesimo* représenté par M surmonté d'un O, si nous utilisons ce C nous disons *centesimo*, puis nous prenons à la fin de la ligne centrale les lettres LX° qui donnent *sexagesimo*, et nous terminons par les lettres du centre de la clef de voûte, VII, qui signifient *septimo*. Cette lecture circulaire qui place les chiffres romains dans leur ordre logique et naturel donne donc la date 1167, qui est absolument d'accord avec le style du monument.

A V
M̄ VII LX°
I Ů N

La voûte de la première travée centrale a donc été posée en 1167 et les autres ont dû être construites après elle successivement et sans interruptions, notamment celle de la première travée du collatéral méridional où est gravé en caractères identiques le nom de l'architecte Adam. En outre, cette date concorde assez bien avec celle de 1162 assignée par la tradition au commencement des travaux. En effet, on peut très bien admettre que cinq ans ont suffi pour conduire cette partie de la cathédrale à la hauteur des voûtes. Les premiers travaux des cathédrales marchaient généralement avec rapidité à cause des nécessités du culte. On élevait d'abord soit le chœur, soit les nefs, puis le reste de l'édifice ne se poursuivait que lentement. A Poitiers, l'architecte Adam, auteur très probable du plan d'ensemble empreint d'une si grande unité, construisit en premier lieu le chœur et les transsepts, puis sans doute une partie des murs des nefs ; mais les voûtes de ces nefs et la façade sont des XIII^e et XIV^e siècles. La date du chœur avec son chevet droit et des transsepts est donc parfaitement établie. Les travaux étaient en

pleine activité en 1167, et si l'on considérait cette date comme étant trop rapprochée de celle de 1162, qui d'ailleurs n'est connue que par induction, il faudrait plutôt reculer l'origine de la construction, car la lecture de l'inscription nous semble incontestable. Ainsi, dès le commencement de la dernière moitié du ^{xii}^e siècle, l'art gothique vient modifier en Poitou l'art roman jusque-là dominant. On constate, en effet, dans la cathédrale, le mélange des deux styles. Or, comme il est certain que l'art gothique a pris naissance dans les provinces du Nord, nous en concluons que l'architecte Adam, qui l'a importé à Poitiers, doit être originaire de ces contrées et peut sans invraisemblance être identifié avec le maître de l'œuvre dont le tombeau fut autrefois découvert à Reims.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

TROISIÈME TRIMESTRE DE 1895

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. Henri CARRÉ, secrétaire.
 - II. — *Histoire d'une lettre de cachet et d'un aventurier poitevin (1785-1796)*, par M. Henri CARRÉ.
 - III. — *Procès-verbal de l'Assemblée générale du 8 juillet 1895.*
 - IV. — *Rapport lu à l'Assemblée générale*, par M. DE LA MARSONNIÈRE, vice-président.
 - V. — *Rapport lu à l'Assemblée générale*, par M. Alfred BARBIER, trésorier.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

SÉANCE DU 18 JUILLET 1895

La séance est présidée par M. le colonel Babinet.

M. le secrétaire lit le procès-verbal de la séance du 20 juin 1895 qui est adopté. — Obligé de se retirer, il est remplacé par M. le vice-secrétaire.

M. le Président prend alors la parole, pour signaler la mort de M. Alfred de Curzon, et rappeler que cet artiste poitevin a joui d'une célébrité méritée. Il fut chargé par l'Etat d'exécuter une série de tableaux qui, reproduits en mosaïque, ornent le péristyle du foyer de l'opéra. Les originaux ont été offerts à la ville de Poitiers qui doit encore à la générosité de l'artiste plusieurs de ses meilleures toiles. La Société des Antiquaires a reçu en don de M. de Curzon, une remarquable vue de l'acropole d'Athènes. — M. le Président a déjà exprimé à la famille de Curzon tous les regrets de la Société des Antiquaires ; le Poitou vient de perdre un homme de talent et un homme de bien.

Correspondance

M. le Président fait connaître la correspondance :

1. M. Boissonnade a remercié, en termes flatteurs, la Société de l'avoir admis parmi ses membres résidants.

2. M. Trélat, directeur de l'école spéciale d'architecture, a invité la Société des Antiquaires de l'Ouest, au nom de l'Association française pour l'avancement des sciences, qu'il préside cette année, à se rendre au congrès de Bordeaux, du 4 au 9 août.

3. La Revue du Haut-Poitou et des confins de la Touraine et de l'Anjou a fait parvenir son prospectus.

4. M^e Renaud a envoyé en communication un album intéressant la commune d'Apremont (Vendée), il voudrait qu'un délégué de la Société allât visiter cette intéressante région.

M. le Président passe aux ouvrages reçus depuis la dernière séance, dont on trouvera la liste à la fin du présent procès-verbal. Il fait ensuite connaître les dons offerts à la Société.

Dons

I. M. Tornezy offre : 1. Un tirage à part de son travail intitulé : *Bergeret et Fragonard, Journal inédit d'un voyage en Italie. 1773-1774*, précédé d'une étude sur la famille Bergeret. 2. Un tirage à part de son rapport sur les travaux de la Société des Antiquaires de l'Ouest, pendant l'année 1894.

II. M. Léo Desavire envoie à la Société une étude intitulée : *la Fontenelle à Niort*. (De la Fontenelle de Vaudoré, membre fondateur de notre Société.)

III. M. Henri Carré offre à la Société, au nom de M. Boissonnade, notre nouveau confrère, les deux ouvrages suivants :

1. *Histoire de la Réunion de la Navarre à la Castille* (thèse de doctorat ès lettres. Paris. 1893, in-8.)

2. *Histoire du Collège et du lycée d'Angoulême*. Angoulême, 1895, in-8.

IV. Le R. P. de la Croix a reçu pour la Société :

1. Un médaillon du xvi^e siècle provenant du château de Bonnavet et représentant en bas-relief le buste d'un personnage casqué. Cette très intéressante sculpture a son similaire dans la collection de M. le

conseiller Gaillard de la Dionnerie. Le médaillon mesure 0,26 de diamètre. Il a été offert à la Société, pour le musée des Grandes-Ecoles, par notre confrère M. le comte de Lastic-St-Jal.

2. Un petit « Ponneau », déformé par la cuisson, dont les parois sont faites avec une terre micacée extrêmement grossière. Il n'a plus aucun vernis et est de couleur rose. Ses dimensions sont les suivantes : diamètre moyen de l'intérieur 0 m. 39, et de l'extérieur 0 m. 43. Cet objet semble avoir été fait à la main.

3. Deux petits cruchons avec bec et anse, hauts de 0 m 12 à panses ; l'un est noirâtre, l'autre jaunâtre ; tous deux sont d'une terre grossière du pays. Le R. P. de la Croix estime qu'ils proviennent de sépultures et qu'ils ont dû contenir du charbon. Le « Ponneau » et les deux cruchons sont offerts à la Société par notre zélé confrère M. l'abbé Courteaud, curé d'Adilly.

4. Une vitre de petite fenêtre (xvi^e ou xvii^e siècle) en deux morceaux, provenant de Poitiers. Dimensions: 0 m 10 sur 0 m 23. Elle est en verre vert. Cet objet qui présente un certain intérêt est offert à la Société par notre confrère M. Moreau, commissaire-priseur.

V. M. le conseiller Gaillard de la Dionnerie est chargé, par le R. P. de la Croix, de présenter, au nom de MM. Lévy et Cie, pour le musée de Chièvres, les objets en pierre suivants, qui proviennent de l'ancienne église des Augustins :

1^o Deux bénitiers qui se trouvaient, à l'intérieur, adossés au portail. Les cuvettes ont été coupées à l'alignement de la muraille, mais les riches ornements d'une coquille sont intacts.

2^o Une tête de femme en pierre, plus grande que nature, trouvée dans les déblais de l'église.

Ces diverses pièces ont été données par leurs propriétaires au R. P. de la Croix avec faculté d'en disposer.

VI. Le marquis de Nettancourt, notre confrère, offre, pour le musée des Augustins, la photographie d'un certificat qui lui a été adressée de Clermont-Ferrand, à l'occasion du 8^e centenaire de la croisade de 1095. Ce certificat constate que *Dreux de Nettancourt*, l'un de ses ancêtres, s'était croisé en 1190 et se trouve inscrit au musée de Versailles.

Communications

M. le Président rend compte des fêtes et des excursions qui ont eu

lieu à Limoges, à l'occasion du cinquantenaire de la Société archéologique et historique du Limousin.

Il fait passer sous les yeux de la Société le programme illustré du banquet. Il parle de la visite faite le premier jour de la réunion à la curieuse église de Solignac et aux ruines du château de Châlusset. Il fait part des travaux lus à la séance du soir, sous la présidence de M. le chanoine Arbellot :

M. le baron de Verneilh a présenté une très intéressante étude sur *l'Influence du granit dans l'architecture limousine*. Il s'est appliqué à faire ressortir les caractères spéciaux qui doivent, à l'emploi exclusif du granit dans leur construction, les monuments religieux, civils et militaires du Limousin.

M. Louis Guibert a étudié : *les Différentes phases de l'histoire du consulat dans le Limousin*.

M. Bourderie a lu une étude sur *Léonard Limousin*, dans laquelle il démontre que le maître émailleur était un artiste complet, inventeur, dessinateur et coloriste.

M. Alfred Leroux a traité de *la Civilisation du Limousin, au moyen âge*.

Le troisième jour, dit M. le Président, on a visité l'Hôtel de Ville, les musées, les quartiers pittoresques et la cathédrale de Limoges, dont M. le chanoine Arbellot a fait ressortir toutes les beautés.

La Société archéologique du Limousin a vivement remercié M. le Président de la Société des Antiquaires de l'Ouest et M. Ledain d'avoir bien voulu assister aux fêtes de son cinquantenaire.

M. Ledain a pris part au congrès annuel de la Société française d'Archéologie, à Clermont-Ferrand, et rend compte, avec sa compétence ordinaire, des curiosités qui l'ont surtout frappé. Il passe en revue les différents monuments d'Auvergne, et les compare à ceux du Poitou. « Nos églises du Poitou, dit-il, ont des façades plus riches que les églises d'Auvergne, mais elles ont moins d'ampleur, moins de majesté. » M. Ledain a visité, sur le Puy-de-Dôme, le Temple de Mercure, cité par Grégoire de Tours et retrouvé en 1873. On a découvert dans les fouilles une plaque de bronze, ex-voto consacré à Mercure, qui devait accompagner une statue du dieu en métal doré, œuvre de Zénodore. M. Ledain dit, en terminant, avoir parcouru le plateau de Gergovie.

M. le Président remercie M. Ledain de son intéressante communication, et lit la note suivante :

Mes études sur la bataille de Poitiers-Maupertuis m'ont mis cette année en relation avec M. Francis Fletcher Vane, descendant de Sir Henry VANE, écuyer anglais, fait chevalier à cette bataille, en récompense de la part prise par lui à la capture du roi Jean.

Après la bataille, Sir Henry Vane resta quelques années en France et y épousa la fille unique et héritière d'un chevalier français, Sir Stéphan de la Lèche, dont les armoiries étaient : *de gueules au chef d'argent et sur le tout un lion rampant couronné or.*

De retour en Angleterre, vers 1370, Sir Henry habita son château dans la comté de Kent. Ses armoiries étaient : *d'azur à un gantelet d'or*, en souvenir du gantelet du roi Jean. Son fils fut haut schérif du comté où les Vane étaient établis.

Lorsqu'au commencement du xv^e siècle le roi Richard II créa le collège des armoiries, les hérauts apportèrent quelque changement aux armes des Vane, qui devinrent *d'azur à 3 gantelets d'or.*

M. Francis Fletcher-Vane, ancien officier aux Scots Guards, chevalier commandeur de l'ordre militaire du Christ et membre de la Société royale de Géographie, est né en 1861 ; il est le vingtième chevalier descendant de Sir Henry Vane, fait chevalier à Poitiers, et sera baronnet à la mort de Sir Henry Vane son oncle, baronnet of Hulton Cumberland, comte de Coleraine.

Il y a 2 autres branches de la famille Vane représentées l'une par lord Barnard (Henry Vane) de Raby Castle, l'autre par le comte de Westmoreland.

Deux autres familles anglaises possèdent dans leurs armoiries ce que j'appellerai des souvenirs de la prise de Jean-le-Bon, les Pelham, comtes de Chichester, qui ont la ceinture du roi, et les West Comtes Delaware, qui ont la couronne ; mais cette dernière est de ligne féminine.

La famille Vane conserve précieusement le gantelet du roi dont il m'a été promis une photographie.

Les armes des Vane sont ainsi décrites dans le Windsor Peerage pour 1894.

Armes. Azur — 3 gantelets gauches, 2 et 1, or cantonné de gueu-

les. Cimier. Un gantelet droit, dressé; tenant une épée, au pommeau et à la garde or.

(Arms : Az., Three Sinister gauntlets, two and one, or, a canton. gu. — Crest : A dexter gauntlet, erect, holding a sword, p. p. 2, pommel and hilt, or.)

Publications des départements

1. Bulletin de l'Académie Delphinale, 4^e série, tome VIII. 1894.
2. Société des Antiquaires de la Morinie. Les Chartes de Saint-Bertin, par M. l'abbé Bled, tome III, 3^e fascicule.
3. Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie. Année 1894, n^o 4.
4. Recueil des Notices et Mémoires de la Société archéologique du département de Constantine, 8^e vol. de la 3^e série, 1894. Suite du travail de M. Vars sur Cirta, et inscriptions inédites du même. — Fouilles par M. Goestchy.
5. Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze. Tome dix-septième, 2^e livraison, avril-juin 1895. Nouveau recueil de Registres domestiques par M. Louis Guibert. Enseigne de Saint-Mary par Mgr Barbier de Montault.
6. Bulletin de la Société archéologique de Touraine, 3^e et 4^e trimestres 1894. Fin d'une excursion à Montreuil-Bellay par M. Bosseboeuf.
7. Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 2^e trimestre 1895.
8. Société archéologique de Constantine; Comptes rendus des réunions en 1895.
9. Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord. Tome XXII, 3^e livraison, mai-juin 1895.
10. Société historique et archéologique du Périgord. Table analytique des bulletins de 1884 à 1893.
11. Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, 2^e livraison 1895, avril, mai, juin. Le suffrage de Saint-Joseph au xvi^e s. — X. B. de Montault.
12. Société d'Emulation des Côtes-du-Nord. Bulletin n^o 7, du mardi 9 juillet 1895.
13. Bulletin de la Société « les Amis des Sciences et Arts de Rochechouart ». 1895, mars.

14. Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique, 1895, 2^e fascicule.

15. Bulletin de la Société académique du Centre, 1^{re} année, n^o 1, janvier-mars 1895.

16. Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n^o 214, juillet 1895.

17. Recueil de la commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'archéologie de Saintes. Juillet 1895.

Publications de Paris

1. Revue de l'histoire des Religions, tome XXXI, n^o 2, mars-avril 1895.

2. Mélusine, tome VII, n^o 9, mai-juin 1895.

3. Le monde des Plantes, n^o 65, 1^{er} juillet 1895.

4. Revue archéologique, 3^e série, tome XXVI, mai-juin 1895. Les subdivisions de l'heure dans l'antiquité, par M. Paul Tannery.

5. Revue des Questions historiques, 30^e année, 115^e livraison, 1^{er} juillet 1895.

6. Société d'Anthropologie de Paris. Tome cinquième (IV^e série), n^o 40, décembre 1894.

Le Mois bibliographique, 3^e année, n^o 7, 1^{er} juillet 1895.

Publications de l'étranger

1. Boletín de la real academia de la historia, tomo XXVI, cuaderno VI, junio 1895.

2. Société d'archéologie de Bruxelles. Annuaire 1895, tome VI.

3. Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles. Tome neuvième, livraison 1, 1^{er} janvier 1895.

4. Bulletin des Commissions royales d'Art et d'Archéologie, 31^e année, 1892, 5 bulletins, et 32^e année 1893, 4 bulletins. Bruxelles.

Publications poitevines

1. Revue du Haut-Poitou, 1^{re} année, n^o 5, 1^{er} juillet (Revue mensuelle). Les postes du Loudunais par M. Roger Drouault. — Documents pour la biographie de Dumonstier de la Fond, historien

de Loudun et de Chinon par E. H. Tourlet. Du rôle des médecins dans le procès d'Urbain Grandier, par C. Ballu.

2. Revue poitevine et saintongeaise, n° 139, 15 juillet 1895. De quelques inscriptions et épitaphes poitevines pour la plupart inédites, par H. et P. Beauchet-Filleau (suite).—La Tour Chabot, par Louis Levesque.

HISTOIRE D'UNE LETTRE DE CACHET

Et d'un Aventurier poitevin (1785-1896)

Par M. Henri CARRÉ

Je vais conter ici les aventures d'un jeune homme sorti de notre école de droit en 1785, d'après une correspondance inédite mise à ma disposition par un habitant de Poitiers (1).

A coup sûr ce fut un des moins travailleurs de sa génération ; et, si l'on veut, un assez mauvais sujet. Mais sa vie n'en intéresse pas moins notre histoire locale, même l'histoire générale ; car il fut une des victimes de ces *Lettres de cachet*, dont on a tant parlé, et, au retour de longs voyages en Orient, il tomba sous le coup des lois rendues contre les Émigrés. Il fut bien de son temps, et vous en jugerez, à son langage intempérant et sentimental.

Il se nommait Louis-François Clergeau. Nous pouvons voire encore, rue de la Prévôté, n° 18, la maison où il fut élevé. Sa mère était restée veuve, avec trois fils et une fille. Il était l'ainé, et fut, de tous points, un enfant gâté. De quinze à vingt ans, au lieu d'apprendre la procédure chez son oncle, M. Conneau-Desfontennes, procureur au siège présidial, et de fréquenter assidûment l'école de droit, il mena joyeuse vie, et fit des dettes. Il eut alors pour camarades des jeunes gens qui devaient jouer un rôle dans la Révolution, MM. Sabourain et Clément, MM. Chauvin et Thibaudeau, de futurs conventionnels (2). Un de ses frères, vicaire du Vigean, près l'Isle-Jourdain, abjura la prêtrise, et s'engagea, en 1794, dans une légion qui opérait en Vendée ; l'autre fut guillotiné, comme complice du fameux évêque d'Agra ; et cet aventurier lui-même, connu sous le nom de Guillot de Folleville, était parent des Clergeau. On sait comment l'ancien prêtre, jacobin fervent, partit de Poitiers

(1) M. Jolly-Guignard père est le détenteur des papiers Clergeau. Ils lui ont été légués par un ami, M. Vantage, neveu de Louis-François Clergeau, dont il est ici question. Je suis heureux de témoigner à M. Jolly-Guignard toute ma reconnaissance, pour avoir bien voulu me prêter plus de cent quarante lettres.

(2) Correspondance Clergeau. Lettre de Port-Louis, 29 janvier 1789.

pour la Vendée, dans les rangs des Volontaires, et se donna aux insurgés comme un envoyé du Pape.

La Correspondance de Louis Clergeau commence en 1785, au moment où il quitte Poitiers. Sa mère et son oncle avaient rêvé de le voir un jour avocat ou magistrat, mais ils prennent le parti héroïque de faire de lui un commis des Aides; et le voilà surnuméraire à La Rochelle, à Saint-Jean-d'Angély, à Fontenay-le Comte, désolé d'être soumis à des chefs, et honteux d'un métier où l'on prend, dit-il, « un cœur de bronze », où l'on « verbaliserait », même contre son père. Ses chefs sont pour lui des « Infâmes », et ses collègues les plus zélés, autant de gredins (1). D'ailleurs, il est vaniteux, et les commis des Aides ne sont guère estimés. Ases yeux, « il n'est pas d'artisan, quelque malheureux qu'il soit, qui veuille « changer sa condition contre celle d'un commis (2) ».

Et, à vrai dire, à peine éloigné d'une famille aisée, Clergeau tombe dans un milieu vulgaire et besoigneux. Je le vois à Fontenay, partageant sa chambre avec des garçons tailleurs; mangeant avec les premiers venus, des artisans ou des colporteurs. Sa pension lui coûte trente livres par mois, et c'est, dit-il, une « gargote » que les « honnêtes gens » ne peuvent fréquenter (3).

Il se prend à songer combien le Barreau lui conviendrait mieux que les Aides. Il l'écrit à son oncle, implore son pardon (4), et M. Conneau-Desfontennes est sur le point de se rendre à ses raisons, quand un événement imprévu vient l'en détourner. Tout en méprisant les commis des Aides, Clergeau s'était fait initier à leurs plaisirs; et, pour emprunter l'expression d'un procureur de Saint-Jean-d'Angély, il se partageait, comme eux, entre les grisettes et le billard. Bien vite il se montra aussi prodigue qu'à Poitiers. Assez joli garçon, il avait legoût de la toilette, aimait les vêtements neufs, les souliers fins, les bas de soie; il faisait de la dépense chez le perruquier, achetait, d'un coup, pour six francs de poudre à poudrer. Bref, il se lia avec un jeune libertin qui menait grande vie, et donna un jour vingt-cinq louis à une actrice. Pour cacher cette dé-

(1) Corr. Clergeau, 26 mai 1785.

(2) Ibid., 12 avril, 19 et 21 juin.

(3) Ibid., 15 août.

(4) Ibid., 26 mai.

pense insolite, notre homme accusa Clergeau de l'avoir volé. L'affaire fit bruit à Fontenay, fut connue à Poitiers, et la famille Clergeau crut le temps venu de retirer du monde le dissipateur qui pouvait la déshonorer (1).

Elle ne songea pas d'abord à solliciter du Roi une lettre de cachet, mais estima qu'un mauvais surnuméraire pouvait avoir l'étoffe d'un bénédictin ; elle espéra que la vie du cloître éteindrait chez lui les passions ; elle l'enferma dans l'abbaye de Saint-Maixent.

Or, Clergeau, caractère assez faible d'ordinaire, devait se montrer là plein d'énergie, dès qu'il fut question de lui couper les cheveux. Il est comique de l'entendre répéter à satiété qu'on ne le tondra point. Perdre ses cheveux serait pour lui une honte, une sorte de supplice. Et, sans doute, il les portait comme les élégants du temps, relevés et tressés, à la façon de ce volontaire de l'Argonne, qui fut plus tard le général Thiébault, et qui pouvait dérouler les siens jusqu'à ses pieds (2).

Clergeau ne nie pas que sa famille ait le droit de le mettre sous clef, chez des Religieux. Il confesse volontiers ses fautes ; il consent même à pratiquer, pour un temps, ce qu'il appelle « les grimaces monacales ». Mais il se refuse à prononcer des vœux, parce que son cœur, dit-il, « brûle pour le monde » ; il se refuse à revêtir un « uniforme » dont il ferait risée, après l'avoir quitté. Et c'est, à ses yeux, chose indigne que d'entreprendre sur sa volonté ; il compare les Bénédictins, ses persécuteurs, aux peuples les plus féroces de l'histoire, aux Mexicains qui sacrifiaient, dit-il, leurs filles au culte du soleil.

On conçoit que cet étrange novice ait scandalisé l'abbaye de Saint-Maixent, même le prieur, qui fut pourtant un mondain (3). Un jour, il entre dans la chambre de Clergeau, tenant en main une robe de son ordre ; il l'invite à s'en revêtir sur-le-champ, et, sur son refus, le met à la porte de l'abbaye (4).

M. Conneau-Desfontennes, averti, avait déjà pris ses mesures

(1) Corr. Clergeau, 30 mai, 12 août, et autre lettre d'août 1785.

(2) Mémoires du général Thiébault.

(3) M. Alfred Richard, archiviste de la Vienne, est possesseur d'une correspondance qui montre ce prieur sous un aspect des plus galants. Il a bien voulu nous en donner communication et nous lui adressons nos remerciements.

(4) Correspondance Clergeau, lettres du 18, du 29 et du 26 nov. 1785.

pour enfermer son neveu dans une autre maison, au couvent de la Rallerie, sorte d'établissement de correction, à dix lieues de Poitiers, paroisse de Queaux. A en croire le gardien du couvent, les jeunes gens qu'on lui confie sont surveillés de très près, et, le soir, on les séquestre dans des chambres hautes. A en croire Clergeau, écrivant à des amis, ils peuvent au contraire se sauver la nuit, et courir les bals dans les châteaux environnants. J'admettrais volontiers que Clergeau dit vrai, tant sont grandes ses précautions pour se faire envoyer par un ami des bas de soie et un habit de gala (1).

Au bout de quelques mois, M^{me} Clergeau et son beau-frère se risquent à mettre leur prisonnier en liberté, et tentent de nouveau pour lui le métier des Aides. Cette fois il se rend à Saumur ; mais, à peine arrivé, il fait des dettes plus grosses que jamais. Il souscrit un billet de quatre cent soixante livres, sans pouvoir le payer ; il se fait accuser d'indélicatesse vis-à-vis d'un de ses chefs ; il emprunte, je crois, de toutes mains, sans trop se demander comment rembourser ses créanciers ; et, pour se soustraire à leurs atteintes, il part subitement de Saumur, prend la route de Paris.

Les Saumurois crient à l'escroquerie ; il est un instant question de « décréter » le surnuméraire en fuite ; mais M. Desfontennes intervient, promet de tout payer, et le scandale est étouffé.

Il était dans les usages du temps que l'administration, en pareilles circonstances, intervint auprès des familles. Le subdélégué de Saumur, le sous-préfet d'alors, entretint donc correspondance avec M. Desfontennes. Il lui laissa entendre qu'il pouvait solliciter contre son neveu une lettre de cachet, et obtenir son incarcération dans une maison de force. Pour faire taire les scrupules du procureur, il lui écrivit cette lettre curieuse : « Vous avez eu tort, Mon-
« sieur, de n'avoir pas engagé votre neveu à venir me voir. J'au-
« rais pu concourir à changer ce jeune étourdi par des procédés
« qui auraient touché son cœur... Il y a trois ans, Monsieur, un
« jeune homme arriva ici, et vendit des bijoux. Je le fis venir ; je
« fus mécontent de ses réponses ; et le ciel m'inspira en le faisant
« empoigner. Il avait commis des vols ; il appartenait à une famille
« distinguée, avait des frères officiers dans l'armée. J'évitai les voies

(1) Corr. Clergeau, lettres des 3 et 9 décembre 1785 ; du 3 janvier 1786.

« criminelles ; je traitai l'affaire avec M. Amelot (1) ; et il intervint
« une lettre de cachet. Rien de plus touchant que la correspon-
« dance du père et de la mère qui habitaient une province éloi-
« gnée (2). »

Le subdélégué parut à M. Desfontennes un homme de grand sens. Pour éviter à son neveu des fautes plus graves, il prit le parti de la lettre de cachet, et y gagna sa belle-sœur, M^{me} Clergeau.

De notre temps, les familles françaises ne croient pas que leur honneur ait beaucoup à souffrir des débordements de quelqu'un de leurs membres. Au siècle dernier, il n'était pas jusqu'aux oncles, aux cousins, aux amis même, qui ne se crussent parfois le droit de réprimer un prodigue, ou un libertin ; de demander l'arrestation d'un jeune homme, d'un homme marié, d'une maîtresse, d'une femme légitime. Et, pour plus de détails, je me permets de renvoyer mes lecteurs à la savante étude publiée, il y a trois ans, dans la *Revue des Deux-Mondes*, par M. Frantz Funck Brentano (3). Le système des lettres de cachet, tant de fois flétri, passait, aux yeux de beaucoup de gens, pour la garantie suprême de l'honneur des familles. Les lettres de cachet, disait-on, n'ont pas l'appareil infamant dont use la justice criminelle ; le Roi y suspend la liberté d'individus qui peuvent mal finir ; et les maisons de force donnent une sécurité légitime aux honnêtes gens. N'oublions pas que la requête présentée en vue d'obtenir une lettre de cachet était rédigée par le père du coupable ; en l'absence du père, par la mère, et, à défaut de la mère par les frères, ou les autres parents suivant le degré de parenté.

Quand il arriva à Paris, Clergeau ne soupçonnait pas qu'on songeât à l'emprisonner. Il pensait tout au plus qu'il pût être question de l'embarquer pour l'Amérique ; et il voulait d'ailleurs faire un dernier effort pour se pousser vers le Barreau. Il alla donc tout droit chez une tante. M^{me} de Fréville, femme d'un procureur au Châtelet, et la supplia de lui chercher une place de clerc, afin qu'il pût, disait-il, en gagnant sa pension, continuer ses études. Mais

(1) Il s'agit probablement de Jean-Jacques Amelot de Chaillou, qui fut successivement maître des requêtes, intendant des finances, secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et mourut en 1749.

(2) Corr. Clergeau, lettre du 15 novembre 1786.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1892.

M^{me} de Fréville consulta un ami de M. Desfontennes, M. Camus, procureur comme lui, et son correspondant à Paris. M. Camus jugea Clergeau du même oeil que le subdélégué de Saumur, et, croyant rendre service à une famille amie, il dressa tout de suite ses batteries contre lui.

Sans souffler mot de la lettre de cachet, qu'il savait arrivée à Poitiers, il l'entretint de son embarquement « pour les Isles ». Il projetait de le faire passer à l'île de France, comme un négociant d'espèce particulière, qui, même au-delà des mers, resterait sous la main des siens. Si Clergeau partait libre, écrit M. Camus, il rentrerait en France, aussitôt sa pacotille dévorée. Il faut donc s'armer contre lui de fermeté, comme s'il ne devait jamais revenir au bien (1).

M. Camus alla voir M. Le Chauve, premier commis du bureau de police, où l'ont traitait les lettres de cachet, et il l'interrogea sur les moyens d'envoyer Clergeau « aux Isles ». On peut, répondit cet administrateur, lui faire contracter un engagement pour les colonies, et, dans ce cas, on aurait l'œil sur lui, durant neuf ans : on peut encore décider avec lui un embarquement de gré à gré, mais il faudrait alors le munir d'une pacotille ; il en ferait ce qu'il voudrait, et ce ne serait peut-être pas chose aisée que de le retenir au lieu de son exil. M. Camus, convaincu que la famille Clergeau n'aurait pas le courage d'exiger un engagement de neuf ans, jugea convenable d'user tout de suite d'une maison de force, dût-on plus tard revenir à l'idée de l'embarquement.

M. Le Chauve lui cita donc, en province, la prison de Saint-Yon (2), et à Paris, Saint-Lazare. Saint-Lazare, dit-il, a « quelque chose d'avilissant » ; et le dissipateur qu'on y enferme ne peut pas facilement, s'il revient au bien, occuper certaines charges ; mais Saint-Yon a l'inconvénient de coûter, « pour la capture et la conduite seules », de six à sept cents livres. Saint-Lazare ne revient, de ce chef, qu'à cinquante ou soixante livres. Si la famille Clergeau, ajouta M. Le Chauve, envoie à M. Camus sa lettre de cachet, M^{me} Clergeau devra lui écrire en même temps, car la police exigera une lettre d'elle. Si M^{me} Clergeau, regrettant d'avoir demandé l'in-

(1) Corr. Clergeau, lettres des 9, 15 et 16 décembre 1786.

(2) *Ibid.*, lettre du 19 décembre 1786.

carcération de son fils, refuse d'écrire, il faudra faire parvenir la lettre de cachet à M. de Nanteuil, intendant de Poitiers, en le priant de l'adresser au lieutenant général de police. Et, deux jours après, « l'ordre du Roi » sera exécuté.

Le procureur Camus opta pour Saint-Lazare. Il fit bon marché de la flétrissure imprimée par cette prison ; et cependant il avait des scrupules ; il ne voulait, à aucun prix, que Clergeau fût arrêté chez lui, ou chez M^{me} de Fréville. Il fit savoir à un inspecteur de police qu'il enverrait ce pauvre garçon à la comédie, pour qu'on le prit au corps, dès qu'il en sortirait (1).

Il est probable qu'à Poitiers M^{me} Clergeau se désespérait à l'idée de voir son fils à Saint-Lazare, et elle faisait traîner les choses en longueur. A la fin de janvier 1787, ni M. de Nanteuil, en ce moment à Paris, ni M. Camus n'étaient encore en possession de la lettre de cachet. Et cependant Clergeau paraissait reprendre ses habitudes de dissipation. M^{me} de Fréville répand des larmes, à l'idée que son neveu sera bientôt à Saint-Lazare, mais elle ne l'en surveille pas moins, et de très près : Elle apprend qu'il emprunte aux clercs de son mari, tantôt une chemise, tantôt une veste ; peut-être même revêt-il leurs costumes, sans songer à les avertir. Elle en est scandalisée, fouille partout dans sa chambre, et y découvre un mouchoir démarqué, appartenant, croit-elle, au Procureur Camus ! — Juste à ce moment, M. Camus lui-même est informé que le beau Clergeau a endoctriné un tailleur, du nom d'Ernest, pour se faire donner à crédit un vêtement complet. La mesure n'est-elle pas comble ? Et ne peut-on pas prédire aux gens de Poitiers que de nouveaux scandales vont éclater ? Il est temps de « purger famille et patrie » du mauvais sujet qui les déshonore (2).

C'est alors que M^{me} Clergeau révèle à son fils le complot de la lettre de cachet, celui de la relégation à l'Île de France, celui de Saint-Lazare. Et l'on imagine aisément quelles scènes il fait à sa tante et à M. Camus, des misérables qui ont violé, dit-il, « les droits de l'hospitalité ». M. Camus, pris de peur, écrit au plus vite à son confrère Desfontennes : « J'exige que vous brûliez mes lettres ; il est inutile « de m'exposer plus longtemps aux yeux de ce jeune homme. Ja-

(1) Corr. Clergeau, lettres des 16, 19 et 23 décembre 1786.

(2) *Ibid.*, lettre du 3 février 1787.

« mais il ne m'arrivera d'aider des amis en pareil cas ; il faut être
« parent, pour se mêler de telles affaires (1). »

Clergeau n'était pourtant pas à redouter. Il courut chez l'intendant de Nanteuil, chez M. de Breteuil, ministre de Paris, et leur demanda vainement la levée de sa lettre de cachet ; il revint chez sa tante, désolé, résigné, prêt à entrer même à Saint-Lazare, suppliant seulement qu'on lui épargnât la honte d'être arrêté. Il écrivait à M^{lle} Desfontennes, sa tante : « Je me soumettrai à tout, jusqu'à l'em-
« barquement. Assignez-moi le lieu où je dois me rendre. J'irai seul,
« ou accompagné d'un ami, mais gardez la lettre de cachet (2) ! »

Cette lettre si redoutée fut pourtant expédiée de Poitiers à Paris ; elle était valable pour deux ans ; et M. Camus, ne voulant plus prêter la main à son exécution, ce fut M^{me} de Fréville qui se chargea de la corvée. En personne, elle conduisit son neveu dans la maison de force.

Une fois à Saint-Lazare, Clergeau perdit sa résignation. Il prit à partie M^{me} de Fréville et la rendit responsable de son malheur. Assurément elle l'aimait peu, le traitait de drôle, et voyait en lui un prodigue, presque un escroc. De là une certaine dureté à son endroit, et l'ordre donné au préfet de Saint-Lazare d'avoir à le surveiller d'une façon particulière (3). — On lui interdit toute correspondance avec sa mère et son oncle, dont il invoque l'intervention auprès du préfet ; on lui mesure parcimonieusement la chandelle et le bois ; on s'inquiète si peu de sa garde-robe qu'il demeure, dans sa prison, avec des culottes percées (4). Et il en suffoque de colère, écrivant à sa tante en propres termes : « Votre fureur contre moi
« ne se ralentira donc jamais ? Vous voulez donc me forcer d'atten-
« ter à ma vie ? » Il accuse sa tante de trahison pour avoir dénoncé
« un digne prêtre » qui emportait en secret les lettres des prison-
niers ; elle a fait plus, elle a soudoyé le préfet, son complice, pour
faire tomber Clergeau dans un piège, et rendre sa captivité encore
plus abominable.

Voici le fait raconté par Clergeau lui-même : « J'étais le voisin de

(1) Corr. Clergeau, lettre du 9 février 1787.

(2) *Ibid.*, autre lettre du 9 février.

(3) *Ibid.*, lettres des 11 avril, 4^{re} et 5 mai 1787.

(4) *Ibid.*, lettres des 5 et 19 mai.

« chambre de M. le marquis de La Vallée, homme connu dans la
« république des lettres, qui, comme tous les malheureux détenus
« de Saint-Lazare, avait les plus grands griefs contre le préfet. On me
« permit de manger avec lui. J'avais au moins l'agrément de m'en-
« tretenir avec une personne de premier génie ; je m'instruisais ; je
« m'endormais sur mes propres maux. Or M. de La Vallée a trouvé
« le moyen de faire passer des *Mémoires* aux ministres, contre la
« maison, et contre le préfet ; il en a fait passer à son correspon-
« dant, M. Morande, auteur du *Courrier de l'Europe*. Le préfet a
« prétendu que, voisin de M. La Vallée, je l'avais engagé à faire ses
« *Mémoires* ; et, sans autre forme de procès, il m'a fait mettre dans
« le cachot le plus obscur (1). »

Conclure, d'après cela, que les prisonniers de Saint-Lazare aient
été soumis à une détention très étroite serait certes assez hasardeux.
Clergeau se dit « enseveli dans un tombeau », et impuissant à cor-
respondre avec ses proches ; mais il ne cesse de leur écrire des
lettres interminables, qui arrivent à destination. D'ailleurs, par une
contradiction étrange, il s'en glorifie auprès de M^{me} de Fréville
elle-même (2).

Dans ses plaintes, il a parfois de singulières audaces. Entré à
Saint-Lazare, sans un sou, il accuse le préfet de lui avoir volé un
billet de caisse de deux cents livres. On veut savoir d'où lui venait
ce billet : D'un camarade de Poitiers, répond-il, de M. Ginot, qui a
porté ma montre au Mont-de-Piété, et en a tiré quatre-vingts livres ;
il a pris ensuite cent seize livres dans sa poche, et m'a acheté un
billet de caisse. — Survient, juste à point, le jeune Ginot, qui se
dit créancier de Clergeau, pour cent cinquante livres, et présente
un billet signé de lui. Ginot, pressé de questions, avoue que Cler-
geau lui doit seulement trente-six livres ; le billet une fois payé, il
devait lui faire passer la différence (3).

A la grande joie de Clergeau, le préfet, son ennemi, quitta Saint-
Lazare et fut remplacé par un M. Rouyer, qui lui témoigna de la
sympathie (4). Pour M^{me} de Fréville, M. Rouyer est un niais, à qui

(1) Corr. Clergeau, lettre du 5 mai.

(2) Ibid., lettre du 14 mai.

(3) Ibid., lettre du 18 juin 1787.

(4) Ibid., lettre non datée.

Clergeau sait en imposer ; et, de fait, notre Poitevin lui joua bien vite le plus mauvais tour. Il s'évada, se réfugia au Temple, et écrivit à sa tante de venir l'y trouver. M^{me} de Fréville, à cette nouvelle, fut prise de crampes d'estomac, mais courut furieuse au Temple : — Où avez-vous déjeuné ? dit-elle à son gredin de neveu. — Chez M^{me} de Bussi, répondit-il. — Eh bien, Monsieur, allez-y coucher. — Et la tante planta là le fugitif, qui fut réduit à passer deux nuits sur les escaliers du Temple. Il est vrai qu'on était au mois d'août (1). Le surlendemain M^{me} de Fréville revint, dans la crainte que Clergeau ne fit quelque mauvais coup ; elle le prit dans sa voiture, et le reconduisit à Saint-Lazare, où elle fit grand tapage, indignée qu'on l'eût laissé s'évader. Elle était hors d'elle-même, et lui refusa jusqu'à des vêtements. — Pour m'enfuir, disait ce malheureux, j'ai dû emprunter le caleçon, la culotte et les bas d'un ami ; sans quoi j'étais tout nu ! — Quand on reste dans sa chambre, ripostait la tante, il n'est pas nécessaire d'être si couvert ! — Et, durant plusieurs semaines, Clergeau fut réduit à se promener pieds nus ; il soutient qu'il est resté deux mois sans aller à la messe, parce qu'il n'avait pas de quoi se vêtir (2).

Rentré à Saint-Lazare, il parut quelque temps d'esprit assez rassis. Il écrivit à son oncle des lettres qui nous font connaître le régime de sa prison. On y voit que la pension dite « pension du roi » était de sept cents livres ; mais que Clergeau, qui ne buvait pas de vin, obtenait un rabais de cent cinquante livres. Sa chambre coûtait cinquante livres à sa famille ; mais les Lazaristes, n'ayant pas le droit d'inscrire de chambres sur leurs mémoires, en retiraient cependant la location, en élevant le prix de diverses fournitures, du savon, du sucre, de la poudre à poudrer, etc. — Clergeau nous apprend qu'il y a trois façons d'être à Saint-Lazare. Il distingue entre le cachot, la détention ordinaire, et « la grande liberté ». Remarquez cette expression originale : « la grande liberté de Saint-Lazare (3) ». Au cachot vont les détenus les plus insubordonnés ; les détenus ordinaires ont des chambres, dont ils ne sortent que pour se rendre aux offices, d'ailleurs très fréquents. La « grande

(1) Corr. Clergeau, lettres des 24 et 25 août.

(2) Ibid., lettre du 25 août.

(3) Ibid., lettre du 8 sept. 1787.

liberté », c'est la possibilité de circuler dans tout l'enclos de la maison de force, et aussi de s'enfuir, à peu près quand bon vous semble.

Pendant les derniers mois de 1787, Clergeau ne rêve que la « grande liberté », et il la demande à son oncle avec supplications. Il voyait venir le temps où on l'embarquerait, et se sentait trop faible pour naviguer. Il s'étiolait, disait-il, dans sa maudite chambre, et pouvait bien, un jour, mourir de ce régime. Sa mort arrangerait sans doute beaucoup de gens, mais n'y avait-il pas de la cruauté à le faire périr ainsi ? Qu'on lui donne donc « la grande liberté », et qu'on l'embarque ensuite au plus tôt. Il ira, même aux Grandes-Indes, à trois ou quatre mille lieues des siens. « Tous les pays lui « seront bons, car il n'en est pas qui ne soit préférable à celui des « lettres de cachet (1). »

Clergeau se conduisit pourtant de manière à se voir refuser « la grande liberté ». Installé dans une chambre, dont la fenêtre s'ouvrait sur la cour d'entrée, il apostrophait les passants, criait à tue-tête, ou blasphémait tout le jour. On eût dit qu'il s'était promis de faire damner les Lazaristes. Apprenant qu'un détenu était mort de la « fièvre putride », il imagina d'écrire à la police que « ces gueux » l'avaient assassiné. Ils tuent, disait-il, les gens dont ils sont las, et je crains, moi-même, à toute heure, pour ma vie. Une enquête fut faite, et le médecin, comme le confesseur du défunt, affirmèrent la fausseté des allégations de Clergeau.

Une fois, pour bien montrer qu'il pouvait limer les grilles, il donna des limes à son garçon de chambre. Les Lazaristes effrayés le firent mettre au cachot. Et, de nouveau, il se lamenta. « L'eau « coule des murs », écrivit-il à son oncle, « et je ne vois le jour que « pendant deux heures tout au plus. J'implore ton indulgence ; « j'embrasse tes genoux ; je te conjure, à mains jointes, de chan- « ger ma situation ». Les Lazaristes étaient pour lui seuls coupables ; ils avaient forgé, de toutes pièces, un complot d'évasion, afin d'empêcher plusieurs détenus d'obtenir la « grande liberté (2) ».

(1) Corr. Clergeau, lettre du 8 sept. 1787.

(2) *Ibid.*, lettres du 23 septembre et du 18 octobre 1787. Les Lazaristes res- sentaient-ils des craintes excessives ? Jugeons-en par une lettre du préfet à M. Conneau-Desfontaines : « J'ai promis à M. Clergeau de ne pas m'opposer « à la liberté qu'on lui accorderait par autorité ; mais je ne puis m'empêcher

Clergeau ne l'en obtint pas moins ; et, dès la première heure, il en fut tout fier. Il se qualifia « pensionnaire libre », et exulta à la pensée que M^{me} de Fréville allait jeter feu et flamme. Sa joie ne fut pas de longue durée, car son imagination entra de nouveau en campagne, et la « liberté du clos » de Saint-Lazare lui parut bien vite insuffisante. Il trembla que son départ pour les Indes ne fût ajourné ; il trembla d'avoir à passer un an de plus dans la maison de force. « Pour partir, dit-il, je ferai tous les sacrifices, dussè-je « même demeurer sous les liens de ma lettre de cachet, et porter « avec moi mes fers sous un autre ciel. »

Ne semble-t-il pas que Clergeau était mûr pour l'évasion ? Un jour, il se tenait sous les fenêtres de ses anciens voisins de captivité, et l'en vit deux qui le suppliaient « à mains jointes » de le faire évader. Il s'empara des clefs du portier, les leur donna, et ils s'enfuirent. Mais la police les reprit ; ils étaient encore porteurs des clefs, et eurent la lâcheté de dénoncer Clergeau. Un maître de musique et un abbé, qui venaient tous les jours à Saint-Lazare, avertirent Clergeau de l'événement, et lui dirent que sûrement on le mettrait au cachot, pour l'y laisser peut-être dix ans, sans que sa famille pût l'en retirer. Clergeau n'hésita pas, et s'enfuit à son tour.

Il courut s'engager dans la marine ; mais, ayant dit qu'il était de Poitiers, il se vit conduire devant le comte de Nieuil lui aussi Poitevin, et inspecteur en chef de la marine. Et, pour ne pas affliger une famille de son pays, ce grand personnage annula l'engagement de Clergeau. Jeté sur le pavé de Paris, notre fugitif retourna chez le maître de musique, dont il avait suivi le conseil, en s'évadant, lui emprunta de l'argent, et prit une place dans la diligence de Poitiers (1). Une fois auprès de sa mère, et de son oncle, il obtint

« de vous représenter les inconvénients qui en résultent. Nous ne répondons « plus des pensionnaires qui jouissent de la grande liberté, et je vous observe « qu'il leur est très facile de s'évader, ce qui arrive souvent. M. Clergeau pro- « met beaucoup et est séduisant. Dans ses demandes, il prêche, et un bon « cœur a peine à s'y refuser. Depuis quelques jours, je suis assez content de « lui ; je désire de la persévérance de sa part ; mais quelle tête ! » Et quinze jours plus tard, le même préfet dit encore : « J'aimerais autant qu'on accor- « dât à M. Clergeau son entière liberté, parce qu'il lui sera très aisé de s'é- « vader. Il promet beaucoup ; mais tiendra-t-il ? J'en doute très fort, ou plu- « tôt j'ai de fortes raisons de croire qu'il abusera. » (Corr. Clergeau, lettres du 18 octobre et du 5 novembre 1787).

(1) Corr. Clergeau, lettre de Clergeau à sa mère, non datée.

que la lettre de cachet, toujours valable, ne serait invoquée contre lui que pour son embarquement, et sa relégation à l'Île de France. Et comme l'époque était proche, où les navires partaient pour les Grandes Indes, M. Desfontennes retint une place pour son neveu, sur un navire marchand de Bordeaux, et la paya cent livres ; et à Bordeaux encore, il forma une pacotille, dont le transport devait lui coûter cent cinquante livres par tonneau. C'étaient des vins de Graves, des vins rouges de Bordeaux, en fûts et en bouteilles, des eaux-de-vie et des liqueurs ; ou encore des chapeaux d'hommes, de la faïence, des gobelets, des bas de soie, de la coutellerie, des chaînes de montres et des breloques (1).

Au mois d'avril 1788, Louis Clergeau envoya cet adieu à sa mère : « Que nos cœurs, ma chère bonne maman, restent unis. « N'allez point vous affliger par mille chimères. Pensez à moi, « mais n'y pensez que dans l'espérance de me revoir. Tout exige le « sacrifice que je fais (2). » Et il partit de Bordeaux, voguant vers les côtes portugaises, toujours sous le coup de sa lettre de cachet.

On était à la veille d'une révolution qui devait proclamer la liberté civile et supprimer les incarcérations arbitraires. Et ce grand garçon de vingt-quatre ans ne songeait pas à protester contre le droit que s'arrogeait sa famille. Comme il était entré à Saint-Lazare, il passait aux colonies. Tant il est vrai que les lettres de cachet, dites « de famille », étaient le produit naturel des mœurs du temps. Elles faisaient partie du fonds moral d'une société où l'autorité des chefs de famille rappelait vraiment celle des « pères » de l'ancienne Rome.

Les voyages de Louis Clergeau sont intéressants à bien des points de vue ; ils nous éclairent sur l'état de nos colonies de la mer des Indes, sur celui de l'Orient, vers 1789. Le trajet de Bordeaux à Port-Louis de l'Île-de-France se fait alors en quatre mois et demi. Les correspondances de l'Île-de-France avec la métropole passent par Bordeaux, La Rochelle, Nantes et Lorient ; elles sont portées par des navires de toute provenance, qui font, paraît-il, assez souvent naufrage ; en sorte que les gens de précaution écrivent deux exemplaires de toutes leurs lettres, et expédient chacun sur un vaisseau

(1) Corr. Clergeau, lettres de M. Varailhon de Laborie, et notes diverses.

(2) *Ibid.*, lettre du 2 avril 1788.

différent. Cela s'appelle : Ecrire « par duplicata (1) ». Cet usage n'est point particulier aux colons de la mer des Indes ; il me paraît avoir été général au siècle dernier, pour les correspondances d'outre mer, car je le vois encore signalé dans des lettres inédites dont je suis détenteur, dans une correspondance de Français passés en Amérique, au temps de l'émigration.

Il est une lettre de Clergeau, qui nous renseigne sur l'état économique de l'Île-de-France. Les capitaux y sont rares, et l'on peut y placer de l'argent à 42 0 0. Le prix du café est assez élevé, car la balle de cent livres coûte cent quarante francs. Clergeau envoie pourtant deux balles de moka à M. Desfontennes, mais l'invite à ne boire ce café que les jours de fêtes. Il offre en même temps à sa sœur des robes de mousseline brodée, du Bengale, qui ne lui coûtent que fort peu de chose, mais vaudraient en France, chacune plus de quinze cents livres ; il les expédie par occasion particulière, car c'est marchandise de contrebande (2).

La vie est fort chère à Port-Louis, et Clergeau ne trouve pas de pension au-dessous de trois mille francs l'an. Et pourtant les menus laissent fort à désirer pour un palais français : tous les jours du chevreuil au safran, ou du pigeon aux piments. Les fruits, comme la mangue ou l'ananas, sont du moins excellents (3).

Les objets manufacturés sont hors de prix, à moins que les navires qui les apportent n'arrivent en grand nombre à la fois. Les chaussures surtout désolent notre compatriote, qui prend le parti de commander les siennes à Poitiers ; il les fait faire en peau de chèvre, garnies de peau blanche en dedans, avec la pièce haute, les talons bas, et deux rangs de pointes.

Même aux colonies, Clergeau ne put se faire avocat, car là aussi, pour paraître au Barreau, il fallait justifier d'un diplôme. Il projeta donc de devenir officier de marine, c'est-à-dire d'entrer dans les bureaux de la marine ; et c'est merveille de voir comme il sollicita des recommandations auprès du gouverneur, M. d'Entrecasteaux, et de l'intendant, M. Motais de Narbonne. Point du tout timide, fort entreprenant même, il écrivit en France à tous ceux qu'il es-

(3) Corr. Clergeau, lettres du 12 avril, du 6 mai et du 15 juin 1788.

(1) *Ibid.*, lettres des 27 août, 15 septembre, 12 et 30 novembre.

(2) *Ibid.*, lettre du 15 septembre 1788, des 15 et 26 février 1789.

timait pouvoir le servir, tandis qu'à Port-Louis il serra de près chaque personnage influent. Il obtint enfin son brevet d'officier d'administration, mais n'en profita guère que quelques mois (1).

Ayant vendu sa pacotille, il s'était mis au commerce, et réalisait des bénéfices. Dès le début de 1789, il se dit en bonne situation. Il est, selon ses expressions, « libre comme le Roi », et son « maître absolu ». Il a acheté des domestiques noirs, et calcule qu'au bout de quatre ans il aura de quoi vivre honorablement à Poitiers. Ses lettres deviennent d'ailleurs beaucoup moins longues ; et, dans chacune, lui autrefois si prolixe, il s'excuse de n'avoir pas le temps d'écrire (2). Quand il quitta l'Ile-de-France, en 1790, il était en possession d'une espèce de fortune, car il fit un testament où il légua à sa sœur tous ses biens meubles et immeubles, acquis à l'Ile-de-France, tous les billets de commerce ou de banque, toutes les sommes enfin, qui pourraient, sa mort survenant, se trouver chez ses commettants, européens ou autres (3).

Il était impossible que ce personnage mobile et ardent n'eût pas à l'Ile-de-France quelque aventure extraordinaire. Il se prit de querelle avec les officiers du régiment de Walsh, et leur tint tête jusqu'à vouloir tirer l'épée contre tout venant. Il avait grandi dans une ville où la passion des duels était très commune ; car, à la fin de l'ancien régime, Poitiers vit souvent ses étudiants roturiers se battre avec les officiers nobles. Si les étudiants avaient perdu leur privilège du port des armes, ils n'en avaient pas moins une forte organisation ; ils se choisissaient des chefs, un prévôt, un lieutenant de prévôt et forçaient parfois les régiments à quitter la ville (4). On voit dans vos archives municipales qu'ils fréquentaient assidûment la salle d'un sieur Marset, fondateur de l'Académie d'armes de Poitiers. Pourvu d'un brevet et privilège du duc de Chartres, gouverneur et lieutenant-général du Poitou, ce Marset s'était fait envoyer, par les capitouls de Toulouse, une copie des statuts qui régissaient chez eux les concours d'escrime ; et, dans la salle des Jacobins, en présence des officiers municipaux, ils donnaient des fêtes où les

(1) Corr. Clergeau, lettre de septembre 1788.

(2) *Ibid.*, lettres des 29 janvier, 10 juillet 1789, etc.

(3) *Ibid.*, lettre du 10 juillet 1790.

(4) Thibaudeau, *Mes Mémoires*, p. 61.

étudiants se disputaient des épées à garde d'or ou d'argent (1).

Il est probable que Louis Clergeau avait pratiqué l'escrime chez Marset, et mit à profit ses leçons à l'Île-de-France. Il croisa le fer avec trois officiers, et donna un coup d'épée à chacun, sans être lui-même blessé. Un des vaincus portait le nom de Mac-Mahon. Le régiment, dit Clergeau, se sentit couvert de honte, et les duels auraient continué, si l'intendant de la colonie n'eût envoyé son subordonné à l'Île Bourbon, pour y attendre le départ du régiment ce qui d'ailleurs fut affaire de quelques mois (2).

S'il eut des ennemis aux colonies de la mer des Indes, Clergeau y compta aussi des amis. Nombre de gens aujourd'hui inconnus, MM. de Virieu, Cardon, de Vidampierre, de Besnard, ou Duché; puis un homme devenu célèbre, Beurnonville, commandant des milices à l'Île Bourbon, général en 1792, et ministre de la guerre l'année suivante. Clergeau, dont nous connaissons l'ardeur à se pousser dans le monde, traitait Beurnonville d'intrigant. Plus pratique, en tout cas, que notre aventurier poitevin, ce soldat, au lieu d'aller, comme lui, courir l'Inde ou la Chine, quand une révolution éclatait en France, revint tout droit dans la mère patrie, et sur-le-champ il sut s'y faire place.

C'est par question de sentiment, et pour se distraire d'une grande douleur, que Clergeau passa de l'Île-de-France en Inde. Il avait laissé à Poitiers une jeune fille dont il était fort épris, peut-être une fiancée; il apprit sa mort en 1790, et se désola de telle façon que ses larmes, dit-il, coulaient « sans qu'il pût les arrêter (3) ».

Il partit donc pour le Malabar, mais, à peine débarqué, tomba aux mains des Marattes, qui le réduisirent en esclavage. Il s'enfuit, gagna le Coromandel, et, bien que dépourvu de tout, il parcourut le Bengale et les États du Mogol, vivant on ne sait comment. Je le trouve malade à Calicut, où il séjourne deux mois, chez le patriarche portugais; je le trouve au service de Tippoo-Sahib, qui le comble d'honneurs et de présents; il partage les malheurs de ce grand prince, tombe aux mains des Anglais, qui le mènent à Bombay, et

(1) Bibliothèque de Poitiers, Mss. 313, 41, D, 16 juillet 1783, 22 octobre 1784, Archives de Poitiers, Délibérations du corps municipal, 23 juin 1788.

(2) Corr. Clergeau, lettre du 29 décembre 1789 et du 25 octobre 1790.

(3) *Ibid.*, lettre du 7 novembre 1790.

le relâchent sur parole. Il s'embarque alors pour Macao, et visite la Chine. Par l'Asie centrale, il gagne la mer Caspienne et la Perse. Il parcourt le Khorassan, en compagnie d'un consul anglais de Bassora chez qui il va se reposer de ses fatigues. Il séjourne à Babylone, auprès d'un M. Rousseau, consul de France, franchit le désert de Syrie, arrive enfin à Alexandrette où il s'embarque pour Chypre.

On était en 1792, et les événements de France ne paraissaient pas l'inquiéter. Il tombe malade à Lemnos, et est bientôt en tel péril que des Anglais, qui vont à Bassora, annoncent sa mort au consul son ami. Sur-le-champ ce personnage, du nom de William Jhoon, écrit au vice-consul de Lemnos de faire ériger, à ses frais, un mausolée pour Louis-François Clergeau. Il en rédige l'épithaphe, que le vice-consul donne en riant au voyageur français. Elle subsiste dans la correspondance Clergeau, et, par quelques traits, mérite d'être connue (1).

Une fois remis sur pied, notre Poitevin endiablé a visité Alexandrie et Le Caire, Athènes et Constantinople. Il a traversé la Tran-

(1) Voici l'épithaphe de Louis Clergeau.

EXPECTAT HIC RESURRECTIONEM
CLARUS AC DOCTUS LUDOVICUS CLERGEAU, GALLUS
PICTAVIENSIS,
QUI LINGUAM INDICAM, MALABARICAM,
TURCAM, ARABICAM, CŒTERASQUE OLIM
LOCUTUS, NUNC SILET.
FUIT DEI PIISSIMUS VINDEK,
BARBAROS AC INFIDELES MULTOTIES,
DEBELLAVIT;
ORBEM VISITAVIT.
NUNC MISSUM AD TRAVACORENSEM REGEM
PERACTA NEGOTIATIONE. TIPPOO-SAIB
IMPERATOR,
HONORIBUS, MAXIMISQUE MUNERIBUS
ILLUSTRAVIT
HING DISCE, VIATOR, SAPIENTIAM PIETATEMQUE,
QUIBUS VIVET AD POSTEROS.
REVERTENDO AD PATRIAM E VIVIS RECESSIT
IN INSULA LEMNOS,
DIE..... ÆTATIS OCTO
SUPRA VIGENTI
AMIGUS VERO WILLIAM JHOON,
ANGLICUS, IN PERSIA CONSUL,
EI DEVOTISSIMUS,
HUNC LAPIDEM PONERE JUSSIT.

Et Louis Clergeau a écrit, au bas de ce document, une note supplémentaire : « Hunc absolute spoliaverunt Marattæ. »

sylvanie, la Pologne et la Russie. Il s'est rendu à Saint-Pétersbourg, et vous ne trouverez pas surprenant qu'il se soit fait présenter à l'Impératrice Catherine, qu'il ait obtenu d'elle un brevet de capitaine « *ad honores* », c'est-à-dire sans traitement. En lui donnant un grade militaire, on le mettait simplement à portée de paraître à la Cour.

On saisit de singuliers contrastes dans la vie de cet homme. D'une nature impétueuse et fantaisiste, et d'un tempérament d'aventurier, il est tenu en laisse par sa famille, durant plusieurs années. Il passe du couvent dans la maison de correction, de celle-ci dans la maison de force, et de Saint-Lazare à l'Île de France, où, durant un an, on le surveille encore. Un beau jour il part, semble pris du vertige de l'indépendance, et parcourt presque tout l'ancien continent. Mais, au fond du cœur, il garde le souvenir des siens; il aime toujours cette vieille ville tortueuse où s'est écoulée son enfance, et tout à coup, il est pris de l'impérieux désir de la revoir. Il refuse le grade de major russe, passe au Danemark, gagne Hambourg, Francfort et la Suisse, se trouve enfin aux portes de la France avec l'idée fixe d'y rentrer, et pourtant dans l'impossibilité de le faire.

Parti de France, dans les liens d'une lettre de cachet, il se voit, sept ans plus tard, assimilé aux émigrés. Il est resté hors de France, après les délais fixés par la loi. D'Allemagne et de Suisse, il écrit lettre sur lettre à ses parents et ne reçoit aucune réponse, il demande un passeport aux autorités constituées de Poitiers, qui par prudence, sans doute, demeurent muettes. Et irrité de vivre au milieu d'émigrés, dont il ne partage pas les passions, il reprend la route de l'est, voyage en Valachie, avec un secrétaire de l'empire ottoman, le grec Persiani. Mais le mal du pays le ressaisit plus violent que jamais, et il accourt à Londres; les Anglais lui refusent tout passeport; il va à Douvres, se jette dans une barque, gagne, à force de rames, un navire américain, et débarque à Calais (1).

A peine avait-il mis le pied sur le territoire français qu'il se présentait devant la municipalité du lieu, et sollicitait du Comité de sûreté générale l'autorisation de se rendre à Poitiers. Transféré à la

(1). Cor. Clergeau, lettres du 28 mai 1791, du 29 mai, du 14 octobre, du 10 novembre 1793, du 14 janvier 1794.

Conciergerie, traduit devant le tribunal criminel de la Seine, et devant celui de la Vienne, en conformité de l'article 6, titre V, de la loi du 25 brumaire, il est renvoyé devant le Directoire de son département, pour faire valoir les exceptions en sa faveur. Le département déclare qu'on ne peut le considérer comme coupable d'émigration ; mais le ministre de la police générale fait reprendre son affaire, et il est condamné à la déportation (1796).

On lui reprochait d'avoir négligé de rentrer quand il devait le faire, d'avoir pris du service à l'étranger, d'être passé en Angleterre, pays ennemi, peut-être même encore d'appartenir à une famille compromise par les folies de l'évêque d'Agra. Je ne trouve point d'indices qu'il ait été déporté ; mais j'ai eu en main un mémoire d'avocat suppliant les Citoyens Directeurs de le gracier, une lettre de sa mère suppliant le ministre de la police de faire commuer sa peine en détention jusqu'à la paix. Il me paraît probable que Clergeau fut mis en liberté, car il se maria en Poitou vers 1798. Il ne trouva pas de calme dans son ménage, et sa vie continua d'être agitée pendant de longues années, non plus par les voyages, mais par ses querelles avec sa femme (1).

Il avait trente-un ans quand il rentra en France, et c'est à cet âge que nous pouvons le voir, en miniature, dans une des plus belles collections d'objets d'art qui soit à Poitiers (2). Il fut peint à la Conciergerie de Paris par M^{me} Prévost, en octobre 1795. Il était blond, et portait les cheveux sur les épaules. Sa physionomie fine et douce n'a rien qui rappelle l'existence accidentée que je viens de décrire. Cravate blanche, gilet jaune à pois bleus, redingote brune, à col bleu retombant, voilà son costume ; une pensée et un lys dans la main droite, voilà les emblèmes dont j'oserai donner une inter-

(1) Extrait de l'arrêté de l'administration du département de la Vienne du 22 nivôse an IV ; — Supplique de M^{me} veuve Clergeau, du 14 fructidor an IV. Mémoire pour Clergeau, daté de l'an V, etc. Louis-François Clergeau est mort à Poitiers le 22 mars 1832, à l'âge de soixante-sept ans. Sur le registre municipal où est signalé son décès, on le qualifie ancien officier de marine.

(2) Le portrait de Louis-François Clergeau appartient à M. le Conseiller Gaillard de Dionnerie, qui l'a acquis le 21 février 1878. Il provenait de la vente Bonsergent. Le 10 décembre 1852, M. Bonsergent l'avait acheté lui-même, comme venant de la vente Duché. (Note fournie fort aimablement par M. Gaillard.) Il convient de constater que le nom de Duché se retrouve dans la correspondance Clergeau, où il désigne un des amis de notre Poitevin à l'île de France.

prétation à la mode du temps, et dans le style du temps. La pensée signifie qu'au bout du monde Clergeau se souvenait de sa patrie ; le lys exprime la pureté de cœur et la franchise de cet homme qui ne voulut avoir rien de commun avec l'émigration. Sur ce même portrait, Clergeau est assis devant une table où l'on a déployé une carte d'Asie.

Puisse la vie de Louis-François Clergeau ne pas laisser seulement le souvenir d'aventures bizarres. Puisse-t-elle permettre de mesurer la distance qui nous sépare de l'ancien régime, de ses idées, de ses mœurs, de son gouvernement. On nous dit parfois que la puissance de l'État va grandissant et menace de tout absorber, notre indépendance, comme nos propriétés. Et cependant, combien sommes-nous plus libres vis-à-vis de l'État et de nos familles, qu'au temps des lettres de cachet ! Nous accroissons tous les jours les forces matérielles de l'État en multipliant les services publics, mais nous ne lui abandonnons ni le soin de nos intérêts particuliers, ni celui de notre honneur. Nos pères suppliaient ses agents de pénétrer dans leur vie intime, de décider, par voie administrative, sur leurs querelles de famille. J'imagine que MM. les Préfets et MM. les Sous-Préfets seraient aujourd'hui bien surpris, et peut-être débordés, si la plupart des parents mécontents de leur fils, des maris jaloux ou des femmes trompées, accouraient dans leurs bureaux solliciter des « ordres » qui pussent mettre fin à leurs malheurs.

Je veux conclure ici sur cette autre pensée. Chez bien des collectionneurs dorment des correspondances capables d'éclairer notre histoire locale, et même l'histoire générale. On ne les dédaigne pas, mais on les garde à titre de curiosité inutile. Pourquoi n'en pas tirer, quand on le peut, quelque objet d'étude ; pourquoi ne pas les mettre à la disposition de travailleurs, en qui l'on a confiance ? Dans les deux cas, on rendrait service à la science, on prouverait son attachement à sa province ou à sa cité.

HENRI CARRÉ.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 8 JUILLET 1895

La séance est ouverte à 4 h. 1/2 sous la présidence de M. le Colonel Babinet.

Les membres présents signent au registre, et M. le Président donne la parole à M. de la Marsonnière, vice-président.

M. de La Marsonnière lit, au nom du Conseil, un rapport, où il résume les négociations poursuivies au sujet du portail des Augustins. Il dit ensuite que deux projets sont en présence pour la réédification de ce monument. L'un fait de lui une pièce de musée, appuyée sur un mur du jardin, en face de la rue Victor-Hugo ; l'autre en fait l'entrée même de l'hôtel de Chièvres. D'après les devis de M. l'architecte Formigé, inspecteur général des monuments historiques, le premier projet n'entraînerait qu'une dépense de 3.481 fr. 77 c. ; le second coûterait 8.084 fr.

Le Conseil a d'abord été séduit par l'idée de la réédification sur la rue ; mais il a bientôt jugé plus sage de se prononcer pour le devis le moins élevé. D'ailleurs, au dernier moment, le projet de construction sur la rue paraît devenir irréalisable, vu le refus que fait M. Domage, propriétaire voisin, de vendre 3 m. 50 de terrain, dont la Société a besoin pour placer le portail.

M. Alfred Barbier, trésorier, prend alors la parole pour montrer à la Société de quelles ressources elle dispose. Il distingue nettement entre ses deux catégories de revenus, entre ses deux caisses des Grandes-Écoles, et des Augustins. Ce sont, dit-il, les seuls revenus disponibles du musée des Augustins qui peuvent être attribués aux travaux projetés ; et pendant trois ans encore ils ne dépasseront pas 810 fr. Si le projet le moins coûteux est adopté, les entrepreneurs consentiront à n'être payés qu'en trois ans. La Société pourra s'acquitter envers eux, en ajoutant une somme de 2.400 fr. aux mille francs de subvention donnés par l'État.

M. le Conseiller Gaillard de La Dionnerie demande la parole pour combattre les rapports de MM. de La Marsonnière et Barbier. Il estime qu'une Assemblée générale aurait dû être convoquée plus tôt, et que la question présentée aux délibérations de la Société n'est, à

vrai dire, plus entière. Toutefois il veut surtout montrer en quoi l'avis du Conseil sur l'emplacement du monument lui paraît devoir être écarté.

Il y aurait, dit-il, imprudence grave à appuyer le portail des Augustins sur le mur désigné par le Conseil, car la Société s'interdirait de construire là, plus tard, des galeries ; et c'est là seulement qu'il y a, pour elle, possibilité d'en construire. — M. Gaillard ajoute qu'à une certaine hauteur le mur cesse d'être mitoyen ; et que la partie supérieure du monument reposerait, d'après les vues du Conseil, sur un édifice susceptible d'être démoli. Il y a plus, le Conseil renonce à tirer parti de la zone de terrain comprise entre le mur et la rue Victor-Hugo ; il y renonce, puisque l'accès d'un monument classé doit nécessairement rester libre. Et, comme les terrains se vendent, au cœur de la ville, sur le pied de 130 fr. le mètre, il s'agit ici d'une valeur de 50.000 fr. environ. Le président et le Conseil proposent à la Société d'en faire le sacrifice. Enfin M. le Conseiller Gaillard prie l'Assemblée de remarquer que le mur destiné à soutenir le portail n'est pas parallèle à la Rue Victor-Hugo ; et il craint que le portail, apparaissant de biais, ne soit, dans l'ensemble, d'un très mauvais effet.

M. Gaillard passe aux moyens qui, d'après lui, auraient pu aboutir à la reconstruction du portail sur la rue. Il en voit trois principaux :

1^o Demander à la municipalité l'autorisation d'empiéter sur le trottoir ;

2^o Demander à M. Domage la vente du terrain dont avait besoin la Société pour placer le portail sur la rue ;

3^o Réédifier le portail en retrait, si M. Domage refusait toute vente ; et se réserver de demander à nouveau dans la suite, s'il y a lieu, l'acquisition d'une partie de l'immeuble Domage.

M. Gaillard ne croit pas que le Conseil ait fait toutes les démarches voulues pour assurer ou préparer la reconstruction sur la rue ; il ne croit pas non plus que la Société soit absolument liée avec l'État, par le classement. Elle reste libre de faire ce que bon lui semble ; et M. le Ministre des Beaux-Arts ne peut rien lui imposer.

M. Gaillard entame alors une discussion sur le devis de 8.084 fr., dressé par M. l'Inspecteur général Formigé. Il en trouve les chiffres

tellement élevés qu'il propose des modifications tendant à opérer des économies assez considérables. Il croit pouvoir substituer au mur en pierre de taille avec moulure en retour, en pierre de Lavoux, un simple mur en moellons c'est-à-dire payer le mètre cube 12 fr. au lieu de 90 fr. Il croit pouvoir utiliser les pierres de taille formant les piliers de la porte actuelle du Musée ; il croit que la grille en fer, devenue inutile, est d'un certain prix, et doit être vendue. D'après ses calculs le travail de reconstruction sur la rue ne devrait guère coûter que 3.544 fr. 82, et, si l'on tient compte de l'imprévu, tout au plus 3.899 fr. 30.

M. l'abbé Bleau intervient alors pour dire que les galeries futures du Musée des Augustins trouveraient un développement suffisant à l'est du monument, si on leur rattachait la cuisine de l'hôtel, en ce moment inoccupée. Il s'étonne que M. le conseiller Gaillard ait ajourné une dépense attribuée par M. Formigé à la réfection de l'imposte du portail ; il y aurait à ses yeux quelque péril à ne pas fermer l'imposte, car des malfaiteurs pourraient, par là, pénétrer dans le jardin du Musée. M. Gaillard répond que l'imposte dépasse en élévation les murs voisins, et qu'il y a lieu d'écarter la crainte des malfaiteurs.

M. Henri Gaillard de La Dionnerie demande d'ailleurs la parole, pour signaler une destination naturelle de l'imposte restée libre. On y pourra placer une inscription rappelant le legs de M. de Chièvres. M. le Président Babinet fait alors remarquer que le portail doit déjà porter une autre inscription ; il a été donné à la Société sous la condition que le nom des donateurs y serait inscrit.

M. Tornezy fait alors à M. le Conseiller Gaillard cette objection : Il est certain que la porte est classée parmi les monuments historiques ; je suppose donc que vous entriez en discussion avec M. Formigé et que M. Formigé ne consente pas à modifier son devis. Que ferez-vous ?

M. Gaillard répond que la Société n'a jamais aliéné sa liberté d'action, et fera ce qu'elle voudra.

M. Henri Carré, secrétaire, demande à la Société si M. le Conseiller Gaillard n'a pas fait une évaluation fictive en attribuant une valeur de 50.000 fr. au terrain que le projet du Conseil rend inutilisable. La Société ne peut pas aliéner son immeuble. Attribuer une valeur

quelconque à des parcelles de cet immeuble, n'est-ce pas faire œuvre spéculative où la fantaisie peut jouer un rôle ?

M. Chambourdon ayant affirmé que la valeur artistique du monument ne saurait être contestée, divers membres font aussitôt certaines restrictions.

M. Hild demande la parole pour émettre quelques idées sur l'ensemble des faits mis en discussion. D'un côté, dit-il, il se trouve en présence de devis précis, et de l'autre il ne voit que pures hypothèses. Il regrette que le Conseil ait accepté un don onéreux ; mais le Conseil, investi de la confiance de la Société, a agi au mieux pour justifier cette confiance. D'ailleurs la Société possède le portail, et doit en tirer parti. On critique le devis de M. Formigé ; mais M. Hild se demande quel intérêt M. Formigé pourrait avoir à exagérer les chiffres d'un devis, qu'il aimerait mieux ne pas avoir à faire exécuter. On a invoqué un mouvement de l'opinion publique, mais M. Hild doute fort qu'elle ait grand souci des questions d'archéologie. Les articles publiés dans divers journaux paraissent avoir, à peu de chose près, même origine, et sont peu faits pour émouvoir qui que ce soit. Ne faut-il pas d'ailleurs déplorer toute polémique engagée dans les journaux sur des sujets qui intéressent exclusivement la Société des Antiquaires ? M. Hild conclut en disant qu'il ne peut être question de modifier les devis soumis à la Société. Il faut simplement choisir entre eux. Et si la Société se décide pour le moins coûteux, elle pourra toujours, dans l'avenir, placer le portail où bon lui semblera.

M. le Président lit alors les questions sur lesquelles le Conseil invite la Société à se prononcer. Différentes observations sont échangées sur l'ordre des votes, et sur le mode de votation. L'Assemblée se prononce pour le scrutin secret, et M. le Président fait voter sur la première question. La Société accepte-t-elle le don que lui ont fait MM. Parent, Goury, Cornet et Lévy ?

Par 35 voix sur 43 la Société accepte le don (2 bulletins contraires et 6 bulletins blancs.)

M. le Président lit le texte de la seconde question :

— La Société veut-elle que le portail soit appliqué sur la muraille qui fait face à la rue Victor-Hugo ?

Par 25 voix sur 43 la Société déclare qu'elle ne le veut pas. (16 voix pour et 2 bulletins blancs.)

Comme il paraît impossible à la plupart des membres de prendre dès lors une décision définitive, M. de La Bouralière propose la nomination d'une Commission de six membres, qui sera chargée d'étudier les moyens d'édifier le portail sur la rue.

Le scrutin est ouvert, et 29 membres y prennent part.

Sont nommés membres de la Commission :

MM. Le Conseiller Gaillard de La Dionnerie;

Sureau ;

Martineau ;

Henri Gaillard de La Dionnerie ;

Richard ;

Docteur Poupelard.

M. le Président lève la séance à 4 h. 45.

RAPPORT LU A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Par M. de la MARSONNIÈRE, vice-président

MESSIEURS

Le conseil d'administration m'a fait l'honneur de me confier le soin de vous exposer, en son nom, les précédents de l'affaire sur laquelle vous avez à délibérer. J'ai accepté d'autant plus volontiers ce mandat et je me suis senti d'autant plus à l'aise en l'acceptant, que mon rapport a pour objet, non de peser sur la discussion, mais simplement de l'éclairer.

Il faut, en effet, que vous soyez fixés très exactement sur les circonstances dans lesquelles nous a été fait et a été accepté le don du portail des Augustins. Après cette information, la discussion pourra s'ouvrir et les opinions se manifester. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, s'il s'en produit de contradictoires, chacune d'elles aura les mêmes droits au respect, car il n'en sera pas une, j'en suis sûr, qui ne soit inspirée par le désir de servir au mieux les intérêts de la Société.

Vous savez, Messieurs, que, par suite du bail du bazar dit des Augustins, consenti à MM. Lévy et C^{ie} par MM. Parent, Goury et Cornet, propriétaires, des aménagements nouveaux, projetés par les locataires, condamnaient à la destruction le portail de cette ancienne église.

Ceci se passait vers la fin de l'année 1894. M. l'abbé Bleau, alors président de la Société, en fut informé et s'en émut. Il s'empressa de voir M. Cornet et lui demanda s'il consentirait à se dessaisir, au profit de la Société, de ce portail des Augustins qui trouverait naturellement sa place dans un immeuble ayant appartenu lui-même aux religieux de ce nom. La réponse de M. Cornet fut favorable, mais sous réserve, bien entendu, de l'assentiment de ses deux copropriétaires, MM. Parent et Goury. Cette réponse fut portée par M. l'abbé Bleau à la connaissance de la Société qui approuva la démarche de son président et l'encouragea à y donner suite. Il va

de soi que la communication de M. l'abbé Bleau ne fut pas mentionnée au procès-verbal de la séance où elle avait été faite, car, tant qu'une transaction n'est encore qu'à l'état d'élaboration, il est inutile, il peut même être nuisible de l'ébruiter.

Le don du portail des Augustins n'était donc encore qu'incertain, lorsqu'à la présidence de M. l'abbé Bleau succéda celle de M. le colonel Babinet. Les encouragements donnés par la Société à la démarche du président sortant dictaient à son successeur sa conduite et lui prescrivaient de poursuivre les négociations commencées. Je dois ajouter qu'entre temps le R. P. de la Croix, en sa qualité de questeur, n'avait cessé d'agir, en ce sens, auprès des propriétaires MM. Parent, Cornet et Goury, ces deux derniers représentant leurs femmes, belles-filles de M. Parent.

Malgré tout, la question n'était point encore résolue, et il importait d'être enfin fixé sur la solution qu'entendaient lui donner les propriétaires du bazar. M. le colonel Babinet, après avoir pris l'avis du conseil, écrivit, à cet effet, à M. Cornet une lettre qui, demeurée sans réponse, le laissait dans l'incertitude, sinon sur les intentions de ce dernier, du moins sur celles de MM. Parent et Goury.

Cependant une communication de notre confrère, M. Martineau, architecte de MM. Lévy et C^{ie}, donna lieu de penser qu'une solution favorable était prochaine. Il prévenait, en effet, notre président qu'à raison des engagements pris par lui, vis-à-vis de ses clients, il était obligé de commencer le premier mai les travaux d'aménagement projetés. En conséquence, il nous mettait formellement en demeure de faire procéder de suite à la démolition du portail ainsi qu'à l'enlèvement et au transport de ses matériaux.

Cette invitation était pressante ; mais il était alors impossible d'y accéder, le don du portail étant encore incertain ; heureusement la démarche de M. Martineau fut immédiatement suivie de la ratification des promesses de M. Cornet. Le 15 avril, MM. Parent, Cornet et Goury, qui s'étaient assurés de l'assentiment de leurs locataires, souscrivirent un acte sous seing privé, revêtu de l'acceptation de notre président, autorisé à cet effet par le conseil, acte par lequel le portail des Augustins était donné à la Société.

Le conseil, auquel cet acte avait été communiqué, se trouva en face d'un cas d'urgence qui s'imposait irrésistiblement à lui. L'in-

timation de M. Martineau ne laissait au conseil que 24 heures de réflexion, car le terrain occupé par le portail devant se trouver libre le 1^{er} mai, et les travaux de démolition et de transport ne pouvant durer moins de 15 jours, ainsi que l'événement l'a prouvé, il fallait ou bien renoncer au don du portail, ou bien prendre la responsabilité d'ordonner ces travaux. On en était, en effet, au 15 avril et ce n'était pas en 24 heures que le conseil eût pu convoquer et réunir la Société en assemblée générale. Le Conseil n'avait donc qu'à obéir à la loi de la nécessité et c'est ce qu'il fit en prenant la mesure qui devait assurer à la Société la possession de l'œuvre attribuée à Girouard.

Les travaux de démolition et de transport furent donc exécutés sous la haute direction de M. Boudoin, notre confrère, qui représente à Poitiers le Comité des monuments historiques.

Cette possession étant désormais acquise, il ne restait plus au Président et au Conseil qu'à résoudre ou plutôt à préparer la solution d'une question dont il ne se dissimulait pas les difficultés. Quelle place choisirait-on, dans l'immeuble de la rue Victor-Hugo, pour y réédifier le portail? Nous n'hésitons pas à reconnaître, Messieurs, que la plupart d'entre nous furent tout d'abord séduits par la pensée de donner au portail des Augustins une destination analogue à celle qu'il avait reçue jusqu'alors en le plaçant sur la rue comme porte d'entrée de l'hôtel de Chièvres. Mais certaines objections s'élevaient contre ce projet séduisant. Ici, je m'empresse de dire que je ne prends parti pour aucune d'elles, entendant ne pas sortir de mon rôle de rapporteur. Seulement, je dois vous les faire connaître, car, si je les passais sous silence, ce rapport serait incomplet.

La première objection se fondait sur la raison édilitaire qui paraissait interdire l'espoir d'empiéter sur la voie publique pour donner tout son relief au monument; d'autre part, on disait que, même en plaçant le portail en retraite on se trouverait en présence de l'insuffisance du terrain, difficulté qui ne pouvait être conjurée que par l'acquisition d'un certain nombre de mètres d'un jardin voisin, acquisition encore incertaine, les intentions du propriétaire n'étant point alors connues. Il y avait aussi, au point de vue de l'art, certaines objections tirées des lois de la perspective qui, disait-on, ne seraient pas suffisamment respectées si le portail était placé sur la

rue. Enfin la grosse objection était celle tirée de la question d'argent, le monument ne pouvant figurer, disait-on, sur la rue qu'à la condition d'une restauration complète.

Ces considérations conduisirent naturellement à la recherche d'un autre emplacement qui, tout en laissant le monument accessible aux regards du dehors, répondît cependant aux préoccupations que la question d'argent devait nécessairement faire naître chez les administrateurs de vos finances. On pensa qu'à l'instar de ce qui s'était fait à Cluny il serait possible de placer le portail à l'intérieur contre le mur qui fait face à la porte d'entrée de l'hôtel, en vue des passants, projet qui paraissait offrir, sur le premier, l'avantage d'une notable économie. C'est pour cette raison que le conseil émit un avis favorable au projet de devis que fit, en ce sens, M. Boudoin, notre confrère, et qui s'élevait à la somme de 3.238 francs.

Mais le conseil n'avait, à cet égard, qu'à exprimer un avis, la question ne pouvant être définitivement résolue que par la Société réunie en assemblée générale. Seulement, quel que dût être l'emplacement choisi par la Société et quels que fussent, en plus ou en moins, les sacrifices que lui imposerait ce choix, il est évident que, dans l'une et l'autre hypothèse, ces sacrifices dépasseraient la mesure dans laquelle la Société pourrait engager ses finances. Le devoir du conseil était donc de faire le nécessaire pour alléger ces sacrifices en demandant à l'État une subvention. Or, cette subvention ne pouvait être accordée qu'à la condition du classement du portail comme monument historique.

C'est pour obéir à ce devoir que le conseil autorisa le président à faire auprès du ministre une démarche en ce sens.

Notre confrère, M. Boudoin, à l'obligeance et au dévouement duquel nous ne saurions trop rendre hommage, est, comme vous le savez, le représentant à Poitiers du Comité des monuments historiques : en cette qualité il voulut bien indiquer au président la marche à suivre réglementairement pour le succès de la demande projetée. Nous devons envoyer au ministre : 1^o l'acte sous seing privé qui donnait le portail à la Société ; 2^o la photographie du monument ; 3^o le devis de l'architecte en chef établissant les dépenses devant résulter de la reconstruction du portail à l'intérieur du jardin. Ce devis ne comprenant que la dépense prévue des travaux à effectuer,

(2.944 fr. 42) et la valeur pour imprévu (294 fr. 44), soit au total 3.238 fr. 85, s'augmentait naturellement des honoraires de l'architecte en chef (5 p. 100) et de l'architecte inspecteur (2 1/2 p. 100) se montant ensemble à 242 fr. 90, ce qui portait le total du devis à 3.481 francs 77. Ce devis fut dressé et signé par M. Formigé, qui prêta son entremise tant à l'envoi du dossier qu'à celui de la lettre du président de la Société au ministre. Par cette lettre, M. le président demandait au ministre le classement du monument et une subvention de 1.738 fr. 86, la Société ne pouvant, sans se gêner, disposer d'une somme supérieure à quinze cents francs.

Peu de temps après, le conseil fut informé officieusement que le portail était classé et qu'une subvention de mille francs était accordée à la Société.

Si bienveillante que fût la décision du ministre, le conseil n'en éprouvait pas moins une déception, car, la subvention n'étant que de mille francs au lieu des 1.738 fr. 86 demandés, la part contributive de la Société se trouvait élevée de 1.500 francs à 2.500 francs environ. Malgré tout, après avoir pris l'avis de M. le trésorier, le conseil reconnut que la Société pouvait faire face à la dépense sans s'obérer, M. Boudoin ayant obtenu de l'entrepreneur des monuments historiques que le paiement de la somme lui fût fait en trois annuités. En même temps, le conseil ordonna la convocation en assemblée générale, pour le 30 juin, à l'effet de statuer sur les questions à résoudre.

Cette convocation venait d'être lancée le 24 mai, lorsque le lendemain une lettre du ministre, également datée du vingt-quatre mai, parvint au président. Voici la teneur de cette lettre :

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer qu'après avoir pris
« l'avis de la commission des monuments historiques j'ai classé la
« porte de l'ancienne église des Augustins de Poitiers dont vous
« avez obtenu la cession et que vous vous proposez de transporter
« au musée des Augustins. J'alloue, sur le crédit des monuments
« historiques, une somme de 1000 francs pour vous aider dans le
« paiement de la dépense devant résulter de cette opération laquelle
« sera effectuée sous la direction de mon administration. Il me pa-
« rait toutefois qu'au lieu de placer cette porte dans la cour du mu-

« sée, comme vous l'avez projeté, il y aurait avantage à la placer
« extérieurement sur la rue Victor-Hugo, où elle serait vue de tout
« le monde. J'invite M. l'architecte Formigé à modifier son projet
« dans ce sens. Je vous félicite de l'initiative que vous avez prise en
« cette circonstance et je vous remercie du concours que vous ap-
« portez à mon administration pour la conservation des monuments
« historiques. »

Recevez, etc.

P. M. le Ministre

Le Directeur des beaux-arts.

Signé : ROUJON.

Comme vous le voyez, Messieurs, M. le ministre, ému sans doute des informations reçues de la presse locale, inclinait pour la réédification du portail sur la voie publique. Seulement vous verrez qu'au moment où cette lettre était écrite le ministre ignorait que l'exécution de ce projet dût imposer à la Société des sacrifices plus grands que ceux acceptés déjà par votre Conseil d'administration.

Aussi, dans sa réponse à cette lettre, réponse concertée avec le conseil, M. le président crut-il devoir mettre sous les yeux du ministre l'écart considérable existant entre les dépenses de l'un et l'autre des deux projets.

Cette réponse, datée du 28 mai, est ainsi conçue :

« M. le ministre, votre lettre du 24 mai 1895 me fait connaître
« que, sur l'avis de la commission des monuments historiques, vous
« avez bien voulu classer la porte de l'ancienne église des Augustins de Poitiers et que vous allouez à la Société des Antiquaires de
« l'Ouest une somme de mille francs pour l'aider dans le paiement
« de la dépense devant résulter du transport de cette porte à son mu-
« sée des Augustins. Le conseil de la Société vous remercie de cette
« libéralité et de la bienveillance avec laquelle vous appréciez son
« initiative dans cette circonstance. Votre Excellence lui fait savoir
« qu'elle invite M. l'architecte en chef Formigé à modifier son projet
« primitif de manière à placer la porte extérieurement, sur la rue
« Victor-Hugo, où elle serait mieux en vue de tout le monde que
« si elle était réédifiée à l'emplacement primitivement choisi. Cette

« solution qui nous avait tout d'abord séduits, nous l'avions écartée
« à cause de l'excédent de dépenses (7.000 francs environ au lieu de
« 3.500 environ), résultant : 1° de la nécessité d'acheter quelques
« mètres de terrain sur la rue, 2° de ce que le portail ne serait plus
« adossé à un mur, 3° de ce qu'il faudrait le réparer plus coûteu-
« sement, 4° de ce qu'il faudrait étudier et établir un dispositif
« entièrement nouveau pour entrer dans notre musée. Ces difficul-
« tés subsistent et le conseil craint que la société ne soit entraînée
« à des dépenses tout à fait hors de proportion avec ses ressources.
« Il a le devoir de vous exprimer cette crainte dès à présent, avant
« que le nouveau devis lui soit entièrement connu et que la Société,
« réunie en assemblée générale, soit appelée à prendre une décision.
« Je me borne, M. le Ministre, sans me livrer à une discussion
« prématurée, à appeler votre attention, au nom du conseil, sur
« les conséquences que le nouveau projet doit forcément entraîner
« au point de vue pécuniaire. »

Le président n'avait plus qu'à attendre le résultat des instructions données par le Ministre à M. Formigé, lorsqu'il reçut, par l'entremise de M. le maire de Poitiers, le 8 juin seulement, la copie d'une lettre adressée par le ministre à M. le préfet de la Vienne. Cette lettre, datée du même jour que celle à laquelle le colonel Babinet répondait dans les termes que nous venons de relater, était ainsi conçue :

« Palais-Royal, le 24 mai 1895.

« Monsieur le préfet, j'ai l'honneur de vous informer que, sur
« la proposition de la commission des monuments historiques,
« j'ai classé la porte de l'ancienne église des Augustins de Poitiers
« et que j'ai autorisé la Société des Antiquaires de l'Ouest, qui en a
« obtenu la cession, à la placer à l'entrée du musée des Augustins
« de cette ville.

« J'ai alloué, à cet effet, une somme de mille francs sur le crédit
« des monuments historiques pour aider la Société dans le paiement
« de la dépense de 3481 fr. 77 devant résulter de cette opération qui
« sera effectuée sous la direction de mon administration. »

Recevez, etc.

Il résulte donc de cette lettre que, le 24 mai, alors que le ministre, classant le monument, accordait la subvention de mille francs et optait pour la reconstruction sur la rue, il admettait que la dépense de ce projet ne serait que de 3.481 77.

Nous verrons bientôt que cette prévision fut dépassée de plus de moitié par le devis qui, en conformité des ordres du ministre, fut dressé par M. Formigé ; mais, avant de mettre ce devis sous vos yeux, il convient que je vous rappelle les motifs de l'ajournement de la réunion en assemblée générale, et de la seconde convocation qui vous a été adressée.

Après la réception de la lettre du ministre, annonçant une nouvelle information, il n'était plus possible de saisir utilement de l'affaire l'assemblée générale sans être à même de lui communiquer le devis qu'allait dresser M. Formigé en vue de la reconstruction sur la rue. Le conseil jugea donc qu'il devait ajourner l'assemblée générale jusqu'à ce que ce nouveau devis lui fût connu. Tel est le motif du retard apporté à la réunion de ce jour où vous pourrez maintenant prendre un parti en pleine connaissance de cause.

Le devis de M. Formigé, dressé en vue de la reconstruction du portail sur la rue, s'élève à la somme de 8.084 fr. 87.

Il y a donc entre le chiffre 3.481 fr. (reconstruction du portail à l'intérieur du jardin) et celui de 8.084 fr. (reconstruction du portail sur la rue) un écart constituant un excédent de dépense de 4.603 francs.

Vous vous demandez, sans doute, Messieurs, d'où peut provenir cet écart entre les deux dépenses ? Il me sera facile de vous le faire connaître en vous signalant, dans le devis de M. Formigé, les travaux particulièrement affectés à la reconstruction sur la rue.

Et d'abord, le projet comporte l'entière réfection du parement du côté du jardin, avec retour de moulures, fourniture et pose de pierre de Lavoux, taille unie et moulurée, rejointement, cube évalué à 27 mètres 20, au prix de 90 fr., soit au total une somme de..... 2.448 fr.

A l'extérieur la démolition du mur de façade, rue Victor Hugo..... 45 »

A reporter..... 2.493 »

<i>Report</i>	2.493 fr.
La dépose de la grille.....	5 »
Du côté de la rue le portail doit être accoté d'angles arrondis, pierre de taille et glacis, cubé, 4 mètres 50 au prix de 90 fr. l'un.....	405 »
Deux grilles en fer forgé à droite et à gauche de la porte.....	70 »
Réparations à la porte en bois, savoir :	
1 ^o Réfection de l'imposte, 4 mètres 50 à 30 fr.....	135 »
2 ^o Réfection de sculptures à la dite porte sur 9 mètres à 15 francs l'un.....	145 »
3 ^o Mise en état de la porte et huile.....	100 »
Nécessité d'acheter 3 mètres 50 de terrain sur l'immeuble voisin appartenant à M. Domage, notre terrain sur la rue Victor-Hugo étant insuffisant pour la largeur du monument ; à 100 fr. le mètre.....	350 »
Travaux nécessaires pour l'aménagement des cabinets d'aisance de la maison Domage sur lesquelles empiéterait cette acquisition de terrain.....	300 »
Total	3.983 »

Je dois faire remarquer aussi qu'à cet excédent de dépense il convient d'ajouter la différence à signaler sur deux articles, dont le calcul est proportionnel à la dépense prévue pour les travaux portés à l'un et à l'autre des devis. Je veux parler de la somme à valoir pour imprévu, et des honoraires de l'architecte en chef et de l'architecte inspecteur. En effet, les travaux à effectuer pour le projet sur la rue étant de 6.287 francs, il s'ensuit que la somme à valoir pour imprévu a été fixée à 628 et celle pour honoraires des deux architectes à 518 fr., soit au total 1.146. Si au contraire nous calculons sur le chiffre de 3.238, montant tant des dépenses prévues que de celles imprévues portées au devis de la reconstruction à l'intérieur, nous n'avons à y ajouter que les honoraires des architectes se montant à 242 fr. 95. Or en déduisant de 1.146 fr. la somme de 242 fr. 95, nous arrivons à conclure que le projet de reconstruction sur la rue présente, de ce chef, un excédent de dépense de 904 fr.

En ajoutant cette somme de 904 fr. à celle de 3.983, nous arrivons à reconnaître que la reconstruction sur la rue coûterait quatre

mille huit cent quatre-vingt-sept francs de plus que celle dans l'intérieur du jardin.

Vous avez donc à choisir entre la reconstruction sur la rue, 8.080 fr., et celle à l'intérieur du jardin 3.481 francs. Je dois vous faire observer ici que, quel que soit celui des deux projets sur lequel portera votre choix, vous devrez, autant qu'il m'est possible de le conjecturer, l'accepter tout entier. Il est certain, en effet, que les devis relatifs à des monuments classés ne sauraient être susceptibles de modifications qu'avec l'assentiment du Comité des monuments historiques.

Je venais de terminer ce rapport, que je me suis attaché à rendre absolument impersonnel, lorsque m'a été communiqué par M. le président un document qui ajoute aux difficultés de la reconstruction sur la rue. Ainsi que je vous l'ai déjà dit, ce projet, tel qu'il a été étudié par M. Formigé, comporte la nécessité de l'achat de quelques mètres de terrain contigu à notre immeuble et appartenant à M. Domage. M. le président, pour satisfaire au vœu des partisans de la reconstruction sur la rue, a écrit à M. Domage la lettre que voici :

« 23 juin 1895,

« Monsieur, vous n'ignorez pas que la Société des Antiquaires
« de l'Ouest, pour conserver à l'art poitevin le portail des Augustins,
« l'a fait relever et se propose de le reconstruire dans son musée
« des Augustins, rue Victor-Hugo. Par l'ordre du ministre (le
« monument ayant été classé comme monument historique) un
« projet de reconstruction a été étudié en façade sur la rue Victor-
« Hugo, et la Société a à se prononcer après l'avoir examiné. Ce
« projet nécessite la cession amiable par vous de 3 mètres 50 de
« votre terrain dans l'angle de votre petit jardin. Je vous prie de
« me faire connaître à quel prix vous consentiriez à nous céder ces
« trois mètres de terrain. Il est bien entendu que, dans l'acte qui
« interviendrait, je m'engagerais, au nom de la Société, à faire
« opérer à ses frais la réfection des fosses d'aisances et à aménager
« les cabinets. M. Boudoin est notre architecte et le vôtre la bonne
« exécution de ce travail est certaine.

« La Société, en sus des mille francs alloués par M. le Ministre;

« aurait à faire une dépense de 7.084 fr. 87 d'après le devis de
« M. l'architecte en chef des monuments historiques. Ses ressources
« sont limitées. Permettez-moi d'espérer que cette considération
« sera de quelque poids sur votre décision pour la fixation du prix.

« Je vous prie de me faire connaître cette décision le plus tôt
« possible, et au plus tard le 10 juillet, veille du jour fixé pour la
« réunion de la Société en assemblée générale :

« Veuillez agréer, etc. »

A cette lettre, qui donnait à M. Domage plus de 10 jours pour
faire ses réflexions et envoyer sa réponse, M. Domage, le 3 juillet,
répondit par la lettre suivante :

« Petit château Brudoy (Seine-et-Oise)

« Monsieur le colonel Babinet, président de la Société des Anti-
« quaires de l'Ouest.

« Par suite de considérations de famille d'un ordre tout à fait
« intime, nous nous voyons, ma famille et moi, réduits à l'impos-
« sibilité de vous céder le terrain rue Victor-Hugo, à Poitiers, que
« vous me demandez et nécessaire, nous dites-vous, pour l'édifi-
« cation du portail de l'ancienne église des Augustins. Croyez bien,
« Monsieur, à notre grand regret de ne pouvoir vous donner la
« satisfaction sur ce point.

« Je vous prie d'agréer,

« Signé : DOMAGE. »

Telle est la réponse de M. Domage. La résolution exprimée par
elle est conçue en termes si péremptoires que toute insistance pour
obtenir une réponse plus satisfaisante paraît devoir être inutile.

J'ai terminé l'exposé de cette affaire. Vous êtes maintenant fixés,
Messieurs, sur les faits qui servirent de base à la discussion qui
va s'ouvrir et à la suite de laquelle vous aurez à statuer sur deux
questions qui, pour être diverses, n'en sont pas moins intimement
liées l'une à l'autre : 1° la question d'emplacement du monument,
2° la question financière sur laquelle va maintenant s'expliquer
M. le trésorier de la Société.

RAPPORT LU A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Par M. Alfred BARBIER, trésorier

MESSIEURS,

L'examen des intérêts de la Société, dans une circonstance qui soulèvera une question financière grave et délicate, vous réunit aujourd'hui en vertu des statuts de notre compagnie.

La convocation que vous avez reçue le 26 juin dernier indique assez le but de cette assemblée générale :

1^o Statuer sur l'acceptation définitive du don fait à la Société et reçu à titre conservatoire par le Président. — Ce n'est là qu'une simple formalité ;

2^o Fixer l'emplacement du portail des Augustins ;

3^o Autoriser la dépense nécessaire à la restitution du monument, dans les proportions nécessitées par le projet que vous croirez devoir admettre.

Deux devis ont été dressés par les architectes du gouvernement. L'un s'applique aux travaux à faire dans l'hypothèse où le portail serait réédifié à l'intérieur de la cour de l'hôtel des Augustins, il s'élève à 3.641. 77 ; — l'autre suppose que le vieux monument sera élevé en façade sur la rue Victor-Hugo, servant ainsi d'entrée monumentale à votre Musée. Ce second devis est de 8.084 fr. 87. — Différence entre les deux projets 4.443 fr. 10.

Là se trouve la difficulté, se montre le point obscur sur lequel je me permets d'appeler votre attention, d'après le désir qui m'en a été exprimé par votre conseil d'administration.

Dans cette affaire, le rôle du trésorier, qui n'a d'autre parti pris que celui des intérêts de la Société, est bien simple. Son devoir lui impose la tâche facile de vous exposer encore une fois quelle est la situation financière actuelle, envisagée dans son ensemble au moyen de considérations générales s'appliquant à l'un et à l'autre de vos musées, puis d'en détacher les chiffres particuliers à l'hôtel des Augustins, c'est-à-dire les recettes, les dépenses et les obligations qui for-

ment les éléments de son budget et en constituent le mécanisme normal.

J'essaierai de faire parler les chiffres et j'espère qu'après en avoir retenu l'essence et apprécié les résultats, vous serez en mesure de prendre une résolution sage et définitive qui, s'appuyant sur la possibilité et l'intérêt commun dont vous êtes les seuls représentants autorisés, effacera aussi bien les divergences de vue qui se sont produites ici que les préoccupations extérieures de l'opinion publique.

J'aurais voulu ne pas revenir sur mes rapports précédents, mais il me serait impossible de faire un exposé clair, net, facilement compréhensible et s'appliquant au cas spécial qui se présente aujourd'hui sans insister sur les lignes principales de ces rapports dont le fond reste le même.

C'est dans cette voie que je m'engage et je vous prie, Messieurs, de m'y suivre avec la bienveillante attention que mérite un exposé sincère et dénué de tout artifice.

Sans remonter trop haut, je puis vous dire que la Société des Antiquaires de l'Ouest, par son but scientifique et les travaux intellectuels qu'elle produit est une et indivisible. Et cependant elle se partage en deux tronçons bien distincts, quand il s'agit de ses intérêts matériels, issus d'une origine différente. Elle a deux hôtels, et autant de musées, les uns rue des Grandes-Écoles, les autres rue Victor-Hugo. Elle doit veiller à leur entretien, payer les contributions, supporter les charges qui s'imposent à tout propriétaire et jusqu'à ce jour, elle a administré ses immeubles en bon père de famille proportionnant ses dépenses à ses recettes. Ce qu'elle a toujours fait elle voudra sans doute continuer à le faire.

De ces motifs ressort l'obligation étroite d'avoir deux caisses indépendantes l'une de l'autre et ne pouvant, quoi qu'il arrive, se prêter un mutuel appui.

Voyons rapidement quelles sont les ressources et les charges de chacune d'elles.

Les dépenses des Grandes-Ecoles consistent surtout en frais d'impression et de gravures pour la publication de nos travaux littéraires, et ces dépenses se justifient par le but principal de vulgarisation archéologique et historique que se propose toute association de

même nature. Elles sont en corrélation intime avec les recettes créées par le versement annuel que chacun de vous opère dans un intérêt commun. Ainsi se trouve atteint l'objectif auquel tend votre Compagnie qui a acquis dans le monde savant une place digne d'elle.

Les dépenses du Musée des Augustins ont eu, surtout jusqu'à ce jour, pour cause l'amortissement d'un emprunt appliqué à l'installation du musée, tâche accomplie par le R. P. de la Croix, avec autant d'intelligence artistique que de dévouement personnel. Je reviendrai tout à l'heure sur cet emprunt en parlant des autres dépenses afférentes au susdit Musée. Les recettes correspondant aux charges qu'il supporte proviennent, vous le savez tous, du legs de Chièvres consistant en une rente annuelle de 5000 fr. qui nous est versée depuis 1891. Mais nous sommes loin de l'absorber tout entière à notre profit, ainsi qu'il sera exposé dans les développements qui vont suivre.

Les détails dans lesquels je suis entré sur la particularisation des deux caisses de la Société et, je le répète, sur leur indépendance absolue ont un corollaire pratique, sans quoi ils seraient presque inutiles. J'ai voulu établir que dans les discussions qui pourront s'élever ici ou dans toute autre circonstance, il ne faut pas songer à emprunter sur la caisse des Grandes-Ecoles pour grossir les recettes des Augustins et *vice versa*. Ces sortes de virements sont irréguliers et de plus ils seraient impraticables, attendu que chaque musée absorbe annuellement les ressources qui lui sont propres en même temps qu'indispensables.

Et, s'il en est ainsi, il faut examiner, maintenant, quel serait le chiffre de la somme qui pourrait être prélevée sur la caisse de Chièvres pour aider à la réédification du portail des Augustins, sans jeter un trouble irréparable dans nos finances.

Je ne saurais trop le répéter, le legs de 5.000 fr. est la seule et unique recette dont vous disposez. Rien de plus, rien de moins. Nous l'encaissons au mois d'août (1), de telle sorte que l'exercice financier commencerait à cette époque, du moins pour la facilité des paiements à effectuer à l'entrepreneur des travaux.

Je passe aux dépenses.

La première et la plus importante résulte d'une obligation insérée

(1) Le 20.

dans le testament de Chièvres, aux termes de laquelle nous devons verser chaque année au conservateur qui est désigné un traitement de 2.000 fr., ci..... 2.000 fr.

La seconde consiste dans l'amortissement d'un emprunt de 6.000 fr. à 4 1/2 p. 100 contracté le 29 janvier 1891 et dont la moitié, 3000 fr., a déjà été payée... ci pour l'annuité de 1895 qui est la quatrième.....		1.000 »
Intérêts à 4 1/2 0/0 sur 3.000 fr.....		135 »
Frais d'administration.....		100 »
Traitement du concierge.....		250 »
Impôts foncier, mobilier et de main-morte.....		483 66
Assurances.....		30 55
Concession d'eau.....		40 »
Entretien du jardin et des bâtiments.....		150 »
		4.189 21

Si on retranche cette somme des recettes, 5.000 fr., on constate un reliquat disponible de 810.79 c. — Et encore il n'y a dans ces dépenses rien pour les cas imprévus, et le crédit inscrit pour l'entretien des bâtiments pourrait-il être insuffisant à un moment donné.

Et si quelques-uns d'entre vous songeaient à recourir à un nouvel emprunt, alors que nous en avons déjà deux à amortir, il ne faudrait pas oublier qu'une disposition formelle du contrat intervenu entre la Société et son prêteur nous enlève cette faculté. Autrement nous serions exposés à rembourser la somme restant due au prêteur, c'est-à-dire 3.000 fr. Notre crédit repose sur nos revenus, ils ne doivent donc être engagés qu'avec une extrême prudence et pour un temps très limité.

Telle est la situation exacte de la caisse des Augustins. La conséquence à en tirer est celle-ci, car avant tout il faut être pratique, la somme libre dont vous pourrez disposer pendant les trois années qui s'écouleront jusqu'en 1897, époque à laquelle l'emprunt de 1891 serait éteint, ne peut s'élever beaucoup au-dessus de 800 fr. et encore faut-il supposer qu'en 1895, 1896 et 1897, les dépenses ordinaires qui, vous le savez, ont un caractère obligatoire puisqu'elles sont le nerf de notre vie sociale, resteront stationnaires. A plus forte raison vous sera-t-il interdit d'en projeter de nouvelles. Voilà

le cercle étroit dans lequel nous sommes enserrés et dont il est interdit de sortir sans commettre une imprudence.

Ce résultat me semble se dégager nettement des chiffres ci-dessus produits et je voudrais bien que ce fût aussi votre conviction dans le seul intérêt et pour l'avenir du Musée des Augustins qui est une de vos principales richesses.

Nous examinerons maintenant la situation qui serait faite à la Société par chacun des deux projets mis à l'étude, et ce qui naturellement frappera le plus votre esprit est la différence qui existe entre eux. Elle est considérable.

Commençons par le devis qui a pour objet la reconstruction du portail sur la rue Victor-Hugo à la place de la grille en fer actuelle.

Il s'élève à 8.084 fr. 67 c. Je ne discute ni ne critique les détails qui justifient cette grosse somme; ce n'est pas le rôle de votre trésorier, lequel suppose que les architectes du gouvernement chargés de préparer les devis, puisque l'édifice est classé, y ont donné tous leurs soins, appliqué les règles de la plus stricte économie. — Mais ces considérations ne modifient pas les chiffres.

De la somme de 8.000 fr., en chiffres ronds, il faudrait retrancher une subvention de 1.000 fr. accordée par le Ministre des beaux-arts, il resterait donc à la charge de la caisse des Augustins la somme respectable de 7.000 fr. et en supposant même que le Ministre doublât sa subvention nous aurions encore une surcharge de 6.000 fr. Eh bien, je ne crois pas que nous soyons en mesure de souscrire à de pareilles exigences sans recourir à un nouvel emprunt qui nous est interdit, à des souscriptions qui seraient aléatoires et fort minces, ou à d'autres moyens que je me permettrai d'appeler des expédients. — Cela mérite qu'on y réfléchisse.

On'a soutenu avec des arguments qui ne manquaient ni de justesse ni de force que le portail des Augustins avait son emplacement naturel sur la voie publique où il se montrerait dans toute son ampleur architecturale aux regards des curieux. Je n'y contredis pas et je serais volontiers de cet avis si la restitution du monument sur la rue ne s'élevait, pour notre part, bien entendu qu'à une dépense maximum de 3.000 fr. Mais alors le Ministère aurait à nous octroyer la différence 5.000 fr. Entre nous soit dit, je crois bien qu'il ne voudra jamais y consentir.

L'examen approfondi d'un projet qui ne manque pas de grandeur ne peut que faire ressortir notre impuissance financière à l'entreprendre. Elle est manifeste. Si on découvre le moyen de résoudre ce problème d'argent sans compromettre le présent et l'avenir nous sommes prêts à nous y rallier. Dans tous les cas, il aura fatalement une incidence grave puisqu'il arrêtera pendant bien des années pour un seul objet, qui en définitive n'est pas d'une valeur primordiale, l'augmentation successive et normale d'un musée laquelle était dans la pensée de notre généreux donateur. Vous y réfléchirez, Messieurs. Votre prudence et votre dévouement à la Société feront le reste.

Dans le cas où le projet primitif serait admis, celui qui consiste à réédifier le monument dans l'intérieur de la cour de votre hôtel, en le plaquant sur le grand mur qui est en face de la grille d'entrée, le chiffre du devis s'élèverait, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous l'exposer, à 3.641 fr. 77 dont il faudrait déduire la subvention ministérielle de 1.000 fr. et il resterait par conséquent à la charge de la société 2.641 fr. 77 qu'elle est en mesure, d'après l'exposé qui précède, de solder en trois annuités à l'entrepreneur des travaux qui a bien voulu se prêter à cette combinaison; — mais on ne saurait le faire attendre davantage, aussi bien dans son intérêt que dans le vôtre.

Ces trois annuités seraient ainsi réparties :

Le 10 septembre 1895.....	866 fr.
Le 10 septembre 1896.....	866 »
Le 10 septembre 1897.....	866 »
Total.....	2598 »

Dans ces conditions, nous continuerons à remplir nos engagements vis-à-vis de notre prêteur, la marche des services du musée serait assurée et en 1898 vous auriez les dépenses obligatoires couvertes, une disponibilité annuelle de 16 à 1.800 francs qui vous permettrait d'enrichir nos collections dans cette large mesure qui nous a été interdite jusqu'à présent. Il serait sage, je crois, de s'arrêter à ce dernier parti.

Un mot sur les effets du classement de l'édifice pris en charge par la Société. Rien n'est inutile quand il s'agit d'éclairer les questions auxquelles vous vous intéressez.

Beaucoup d'entre vous connaissent les dispositions de la loi du 30 mars 1887 relative à la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique, ainsi que celles du règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée.

De ces deux documents, je n'extraurai que les textes ayant pour nous un effet pratique et immédiat.

L'art. 4 de la loi du 30 mars 1887 dispose que « L'immeuble classé ne peut être détruit, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque si le Ministre de l'instruction publique et des beaux arts n'y a donné son consentement ».

Puis l'article 9 du règlement d'administration publique est ainsi conçu : « Le classement d'un immeuble et l'exécution par l'État de travaux de restauration ou de réparation n'impliquent pas la participation de l'État *dans les charges des travaux d'entretien proprement dits.* »

En bon français, cela veut dire que si, dans l'avenir, une fois le portail réédifié il subit des dégradations, c'est vous qui paierez les frais d'entretien.

Et il est inutile de spécifier où le monument sera le plus exposé aux intempéries des saisons et aux attaques stupides de gens inconscients ou malfaisants.

J'en ai fini avec ce trop long rapport. Vous connaissez maintenant la situation financière du Musée des Augustins. C'est à vous qu'il appartient de prendre un parti définitif en assemblée générale, après quoi il en sera référé à l'administration supérieure en vue de la prompt exécution des travaux.

Dans tous les cas, vous aurez à ratifier préalablement l'acceptation du don reçu par votre président à titre conservatoire, le tout en vertu de l'article 10 des statuts approuvés par le décret du 15 juillet 1875.

ERRATA

DU

BULLETIN PRÉCÉDENT

Page 58, ligne	4,	<i>lire</i>	Poirault	<i>au lieu de</i>	Poireau.
Page 59, —	4, —		estampages de fers	—	... des fers.
— —	16, —		Chanoine	—	Chanoine.
Page 62, —	8, —		Labbé	—	L'abbé.
— —	22, —		Marsy	—	Mars.
— —	24, —		Religions	—	religieux.
— —	27, —		Servir à	—	savoir.
Page 63, —	24, —		Dunoise	—	Danoise.
Page 64. —	35, —		Autellet	—	Autelet.
Page 67, —	8, —		Smithsonian	—	Smithsonean.
— —	16, —		M. Ducrocq	—	Ducroq.
Page 69, —	23, —		fragment de galon	—	fragment galon.
Page 73, —	14, —		Gunter	—	Gauter.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 1895

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. Henri Carré, secrétaire.
 - II. — *Procès-verbal de l'Assemblée générale du 13 août 1895.*
 - III. — *Rapport lu à l'Assemblée générale du 13 août 1895*, par M. DE LA MARSONNIÈRE.
 - IV. — *Procès-verbal de l'Assemblée générale, du 16 décembre 1895.*
 - V. — *Le couvent des Augustins de Poitiers*, par M. B. LEDAIN.
 - VI. — *Notice sur le conseil supérieur de Poitiers, 1771-1774*, par M. Ch. BABINET, conseiller à la Cour de cassation.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

SÉANCE DU 17 OCTOBRE 1895

La séance est ouverte sous la présidence de M. le colonel Babinet.
Le procès-verbal de la séance du 18 juillet est lu et adopté.

M. le Président dépouille ensuite la correspondance qui comprend :

1. Une lettre de M. le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, qui a trait à la réfection du portail des Augustins. M. le Président fait connaître la réponse qu'il a envoyée à M. le ministre, et il expose à la société la cause des lenteurs dont bien des membres commencent à s'inquiéter. MM. Lisch et Formigé ont promis une très prompte solution, et il espère que les travaux pourront être exécutés avant la mauvaise saison.

2. Une lettre de M^e Bonnet, avoué. M^e Bonnet renvoie les pièces qui lui ont été fournies pour la défense du procès intenté par M. Laurent et il indique les frais qui incombent à la société. Ces frais, ajoute M. le Président, ont été immédiatement réglés par notre trésorier.

3. Une lettre de M. Peters, président de la section des sciences historiques de l'institut grand-ducal de Luxembourg, invitant M. le Président de la Société des Antiquaires aux fêtes qui seront célébrées par l'institut, le trois septembre, à l'occasion du cinquantenaire de sa fondation.

Dons.

1. Livre de raison d'une famille châtelleraudaise, deux volumes in-4 (1617-1793) par M. Ernest Godard, ancien maire de Châtellerault. Ce don est fait par M. Labbé, notre confrère, au nom de la famille de M. Godard, décédé.

M. Barbier dit que l'ouvrage de M. Godard est des plus curieux. Tous les faits énoncés, tous les documents cités sont exacts. La forme de récit adoptée : *Livre de Raison* a dû faire supposer quelques noms pour faciliter la mise en scène des mémoires, ainsi que le dit M. Godard lui-même dans son avant-propos. M. Barbier, qui a étudié tout spécialement l'histoire du Châtelleraudais, estime que l'œuvre de M. Godard est indispensable à toute personne qui veut avoir une connaissance complète de l'histoire du Poitou.

2° La tactique et les idées de l'opposition parlementaire, d'après la correspondance inédite de Cortot et Godard (1788-1789) par M. Henri Carré (Extrait de la Révolution Française, août 1895). Don de l'auteur.

3° La vérité sur Geoffroy la Grand-Dent, fascicule extrait de la chronique du Bas-Poitou (2° trimestre 1893). Don de M. Farcinet.

4° Compte-rendu des fêtes du cinquantenaire de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.

5° Exposition rétrospective de Reims : Catalogue du musée lapidaire rémois. — Catalogue des objets d'art et de curiosité (2° édition avec supplément.) Offerts par le comité.

6° Fouilles de la tour de Vésone (avril 1894). Don de l'auteur, M. de Rouméjoux.

7° Catalogue de la bibliothèque de la ville de Poitiers, par notre confrère M. Lièvre. Ce volume comprend : L'inventaire des Incunables. — Bibliologie — Polygraphie — Théologie. Don de la ville de Poitiers.

8° Compte-rendu des travaux lus à la Société de l'Alliance française pour l'avancement des sciences, réunie en congrès à Caen. 2 vol. par M. le général Segretain.

9° Les deux dames de Joyeuse. — Léon de la Sicotière. — Ouvrage offert par M. Louis Duval.

Dons faits en séance.

I. M. le conseiller Gaillard de la Dionnerie offre à la Société, au nom de M. l'abbé Courtaud, curé d'Adilly :

1° Un beau denier en argent de Louis le Débonnaire, avec la légende *Christiana Religio* ; trouvé à Azay-sur-Thouet ;

2° Un denier tournois de Charles VI, trouvé dans les fouilles de l'église de Viennay ;

3° Une maille tournois de Louis XI, trouvée à Adilly ;

4° Un denier de Geoffroy, comte d'Anjou, trouvé à Adilly ;

5° Une fiole pharmaceutique du XVII^e siècle, trouvé dans le chevet de l'église de Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres).

II. M. Alfred Barbier offre à la Société, de la part du R. Père de la Croix, un fragment de pierre tombale trouvé aux abords de la Caserne dite de passage et provenant de quelque église voisine aujourd'hui disparue, soit de Saint-Didier, soit de Saint-Germain.

L'inscription qui couvre cette pierre, à laquelle il manque un fragment à gauche, indique qu'elle se rapporte à Mario-Catherine de Brilhac, fille aînée de Louis de Brilhac, écuyer, seigneur de Piloué, et de Marie Le Poultre, femme d'un trésorier de France au bureau des finances de Poitiers. Marie-Catherine, baptisée le 4 juillet 1706 et mariée le 30 avril 1725 à Paul Bonaventure, marquis de la Messelière, est décédée le 18 octobre 1755, à l'âge de 49 ans.

Nous espérons, ajoute M. Richard, pouvoir rétablir l'inscription telle qu'elle était avant la mutilation de la pierre et la communiquer à la Société dans une de ses prochaines séances.

III. M. Poirault offre, au nom de notre confrère M. Perlat, une photographie des statues qui ornent la partie de la tour Maubergeon, située derrière le bazar de la rue Notre-Dame.

IV. M. Ledain, au nom de M. le Comte de Marsy, directeur de la Société française d'archéologie, offre le compte rendu du 3^e congrès

scientifique international des catholiques, réuni à Bruxelles du 3 au 7 août 1894.

Lectures.

1. M. Barbier donne lecture d'un travail de M. Champeval de Vyers intitulé : Quelques ensaisinements de siefs en Poitou. Ce travail très curieux sera publié dans les bulletins de la Société.

2. M. Ledain lit des fragments d'une étude très complète sur l'ancienne église et le couvent des Augustins.

Notre savant confrère fait l'historique du couvent depuis sa fondation. Il détermine l'emplacement exact qu'il occupait avec ses dépendances ; il énumère les noms des notables qui ont été enterrés dans son église, dresse la liste des donateurs et fait connaître le chiffre et la nature des offrandes. Une des plus importantes fut celle de M. du Chaffaud, qui, en 1670, légua, par testament, au couvent 3.600 livres pour qu'il fit édifier à l'entrée de l'église un portail monumental.

M. Ledain démontre enfin que ce portail, tout récemment offert à la Société des Antiquaires, ne saurait être l'œuvre du célèbre Girouard qui était sculpteur et non architecte ; mais peut-être les statues de la Ste Vierge, de Ste Monique et de St-Augustin, qui le surmontaient, étaient-elles de lui.

Le travail de M. Ledain, dont cette courte analyse indique l'importance et l'intérêt, sera imprimé in extenso dans les publications de la Société.

Publications des départements.

1^o Société archéologique du Midi de la France : séances du 27 novembre 1894 au 12 mars 1895 inclus.

2^o Bulletins et mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1894. — Une cachette d'objets en bronze trouvée à Venet.

3^o Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. Années 1895 et 1896, 1^{er} fascicule.

4^o Bulletin de la Société Dunoise, n^o 105, juillet 1895. — Parenté du poète Alfred de Musset avec Jeanne d'Arc (page 256).

6^o Bulletin de la Société académique du Centre, n^o 2, avril-juillet 1895.

7° Revue de Saintonge et d'Aunis. Bulletin de la Société des archives historiques, 1^{er} juillet 1895.

8° Pièce analytique des travaux de l'Académie de Rouen pendant l'année 1893-1894.

9° Le Monde des Plantes, n° 66, 15 juillet 1895, n° 67, 1^{er} août 1895, n° 68, 15 août 1895, n° 69, 1^{er} septembre, n° 70, 15 septembre n° 71, 1^{er} octobre.

10° Revue Savoisienne, 36^e année, juin-juillet 1895.

11° Bulletin de la Société Belfortaise d'Emulation, n° 44, 1895.

12° Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, tome XIV, 3^e bulletin 1895.

13° Mémoires de la Société archéologique de Rambouillet. Procès-verbaux des réunions pendant les années 1890, 1891, 1892 et 1893, et notices diverses, série in-octavo, tome X. — Quelques mots sur l'architecture militaire du Moyen-Age à propos du château de Dourdan, par M. de Dion, président de la Société, p. 78.

14° Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1895, n° 5 et 6, mai-juin.

15° Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Beaux-Arts de Cholet, 1894. — Les bords de la Moine à l'âge de pierre, par le docteur Atgior. Etude des monuments mégalithiques.

16° Mémoires de la Société historique, littéraire et scientifique du Cher (1894-95), 4^e série, 10^e volume. Le maréchal Claude de la Chatre, par M. Beaudoin-Lelondre (suite et fin).

17° Mémoires de la Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise, tome XVIII^e, 1894.

18° Mémoires de l'académie de Stanislas, 1894, 5^e série, t. XII.

19° Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXII, 4^e livraison, juillet-août 1895.

20° Société historique et archéologique du Périgord, table analytique de 1874 à 1893.

21° Bulletin de la Société des amis des sciences et arts de Rochecouart, 1895, mai.

22° Bulletin de la Société archéologique de Touraine, 1^{er} trimestre de 1895. 2^e trimestre de 1895. — Notice nécrologique sur Léon Palustre, p. 13.

23° Annales de la Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-

Lettres du département d'Indre-et-Loire, tome LXXIV, 1894, n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6, tomes LXXV, 1895, n° 1, 2, 3 et 4, 5 et 6.

21° Société archéologique d'Eure-et-Loir. Bulletin n° 215, août 1895, procès-verbaux.

25° Société de Borda, 1895, 2° trimestre.

26° Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie. Monuments religieux de l'architecture romaine et de transition dans la région picarde, par C. Enlart. Anciens diocèses d'Amiens et de Boulogne, 1895. — Publication splendide et des plus intéressantes.

27° Société des Antiquaires de Picardie, Album archéologique, 10° fascicule, 1895.

28° Revue de Saintonge et d'Aunis, XV° vol, 5° livraison, 1^{er} septembre 1895. — M. Audiat sait donner à cette revue un intérêt tout spécial.

29° Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome XLIV, 1895. — C'est le bulletin du cinquantenaire. Y remarquer surtout les lectures de M. L. Guibert, p. CLIII, et de M. Bourderie, p. CLXIII. — M. A. Leroux.

30° Bulletin de l'Académie d'Hippone (1894), n° 27.

31° Académie d'Hippone. Comptes-rendus des réunions. Année 1894.

32° Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille, tome XVIII^e, 3^e partie 1895. — Les ordres chevaleresques, par le chanoine Adrien Pascal (p. 389).

33° Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, 3^e livraison 1895, juillet-août-septembre.

34° Société d'émulation des Côtes-du-Nord, bulletin n° 8 du 5 octobre 1895.

35° Bulletin de la Société d'agriculture et du commerce de Caen. Année 1895.

36° Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, juillet-septembre 1895, 3^e livraison. — Le coffret émaillé de l'église de Vaumier, par M^{re} Barbier de Montault.]

37° Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n° 216, septembre 1895.

38° Mémoires de la Société d'agriculture, Sciences et Arts du département du Nord, séant à Douai, tome IV, 1891-92.

39° Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1893, n° 1.

40° Bulletins et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XXIV. Cette société a célébré son cinquantenaire. — La Chalotais jugé par ses compatriotes, par M. L. de Villiers.

Publications de Paris.

1° Revue historique. — Tome cinquante-huitième, juillet-août 1893.

2° Revue des provinces de l'Ouest, juillet-août 1893, septembre 1893.

3° Revue historique, tome LIX°, septembre-octobre 1893.

4° Revue des provinces de l'Ouest, juin 1893 : — Continuation de la chronique de B. du Guesclin, par J. Chappée. — Un artiste Vendéen (J. Robuchon) par H. de Thiais, juillet-août. Notes pour servir à l'établissement de l'ancien théâtre en Poitou, par Henri Clouzot.

5° Journal des Savants, mai 1893, juin 1893, juillet 1893, août 1893.

6° Le mois bibliographique, 3^e année, n° 8, 1^{er} août 1893, — n° 9, 1^{er} septembre 1893, — n° 10, 1^{er} octobre 1893.

7° Ministère : Comité des travaux historiques et scientifiques. Bulletin historique et philologique, année 1894, n° 3 et 4.

8° Académie des inscriptions et belles-lettres; comptes rendus, tome XXIII. — Bulletin de mai-juin 1893.

9° Mélusine, tome VII, n° 10, juillet-août 1893.

10° Bibliothèque de l'école des Chartes, LVI, 3^e et 4^e livraisons, mai-août 1893.

11° Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, 1893, fascicule 1 et fascicule 2.

12° Revue archéologique, tome XXVII, juillet-août 1893.

13° Bulletin monumental, 5^e série, tome X, 1893.

14° Revue des questions historiques, 116^e livraison, 1^{er} octobre 1893.

Publications de l'étranger.

1° Académie d'archéologie de Belgique. — Bulletin, 4^e série des Annales, 2^e partie, tomes XXII et XXIII.

2° Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, tome IX, livraison 11, 1^{re} avril 1893.

3° Annales du cercle archéologique de Mons, tome XXIV, 1893.

4° Boletín de la real academia de la Historia, tome XXVII, cuadernos, I-III, julio-septiembre 1893.

5° Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège, tome IX, 1^{re} partie.

Publications poitevines.

1° Revue poitevine et saintongeaise, n° 140, 15 août 1893, — n° 141, 15 septembre, — n° 142, 15 octobre.

A signaler : dans le n° 140 la fin des inscriptions et épitaphes poitevines par MM. H. et P. Beauchet-Filleau. Dans le n° 141. Cachette d'objets en bronze découverte à Véné : J. George et G. Chauvet. Compte-rendu par M. Lièvre. Dans le n° 142, note sur les imprimeurs de Thouars par M. de la Bourlière. Inscriptions de la ville de Saint-Maixent du x^e au xix^e siècle, par X. Barbier de Montault, etc., etc.

2° Revue du Haut-Poitou, 1^{re} année, n° 2, 1^{er} août.

3° Revue du Bas-Poitou, 8^e année, 2^e livraison

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1893

La séance est ouverte à 8 h. 1/2 du soir, sous la présidence de M. le colonel Babinet.

M. le vice-secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 17 octobre, qui est adopté.

M. le Président annonce à la Société que M. Renaud, de la commune d'Apremont (Vendée), lui a écrit de nouveau, offrant aux Antiquaires de leur envoyer des notes sur la commanderie des Habites. M. le Président ne pouvait qu'accepter cette proposition. M. Ledain déclare qu'il existe aux Archives de la Vienne des documents nombreux sur les Habites ; mais, à son avis, personne ne peut entreprendre de se substituer à M. Renaud, pour les dépouiller. — M. Tranchant, notre confrère, se trouvant présent à la séance, rappelle qu'il a

donné dans les publications de la Société la transcription du procès-verbal constatant la remise, en 1313, de maisons diverses des Templiers en Poitou aux Chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem.

M. le Président parle ensuite de la visite d'un Anglais qui étudie spécialement les monuments mégalithiques de France, M. Baring-Gould; il a reçu de lui la promesse que son travail serait offert à la Société des Antiquaires.

Vient alors l'énumération des publications reçues depuis la dernière séance.

Après avoir parlé du Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques et sociales, M. le Président donne la parole à M. Tranchant, qui montre comment le Comité a cru devoir, cette année, scinder ses publications, et isoler ce qui a trait au Congrès. Il ne croit pas qu'il ait quelque chose à signaler dans l'ordre d'idées intéressant la Société.

A propos du numéro de novembre de la Revue poitevine et saintongeaise, M. le Président signale un article intitulé : Conflit entre le musée de Niort et la Société des Antiquaires de l'Ouest. Il y est dit que M. Bouneault, conservateur d'archéologie du Musée de Niort, s'étant présenté chez M. le colonel Babinet, président des Antiquaires, se serait vu refuser l'autorisation de dessiner la tombe gravée de l'abbé Jean du Chilleau, provenant de l'abbaye des Châtelliers. M. le Président établit que M. Bouneault ne voulait pas simplement dessiner, mais estamper cette tombe. Or, tout estampage doit être fait sous les yeux du questeur, et, en principe, on ne peut estamper que les objets déjà publiés. D'ailleurs les frais qu'a faits la Société des Antiquaires, pour faciliter les fouilles des Châtelliers, lui donnent bien quelques droits sur une pierre, dont la Revue Poitevine et Saintongeaise dit qu'elle fut autrefois « un monument public ».

M. le Président n'a pas cependant refusé à M. Bouneault l'autorisation d'estamper la tombe de Jean du Chilleau; mais il l'a invité à se mettre en relations avec le questeur, et c'est sur cette invitation que M. Bouneault a cru devoir se retirer.

M. le conseiller Gaillard de la Dionnerie, ayant obtenu la parole, fait remarquer que les Antiquaires peuvent se réserver de publier certains objets conservés dans leurs musées; et il rappelle comment le moulage d'une tête de Christ, fait pour l'exposition du Trocadéro,

a détérioré la dorure de cet objet d'art. M. Gaillard est d'avis qu'aucun estampage ne se puisse faire, sans autorisation spéciale du Président et du Conseil. M. le Président répond à M. Gaillard que le Conseil partage sa façon de voir.

M. B. Ledain rappelle enfin à la Société que la tombe de l'abbé Jean du Chilleau lui a été donnée par son propriétaire, M. Garran de Balzan.

Dons.

La Société a reçu de M. Clément-Simon, membre correspondant :

1° Une page ignorée de l'histoire de Tulle ; la prise de Tulle par Jean de La Roche, capitaine de routiers, le 30 mai 1426.

2° Un capitaine de routiers sous Charles VII. — Jean de la Roche.

MM. de la Bourlière et Boissonnade font remarquer qu'il s'agit ici d'un La Rochefoucauld, S^r de Verteuil et de Barbezieux.

M. Bruant, vice-président de la Société académique d'Agriculture, offre le premier numéro de *l'Horticulture poitevine*, revue dont il est le fondateur.

Le R. P. de la Croix, questeur, ne pouvant assister à la séance, fait offrir les objets suivants :

1° Un lot de journaux, almanachs, brochures et titres divers se rapportant à diverses localités du Poitou, et de plus une statuette en bois ; le tout, au nom de M. Robert, ancien receveur-buraliste à Poitiers.

2° Deux inscriptions lapidaires incomplètes, trouvées dans les travaux d'aménagement de la caserne de passage sise à Poitiers, boulevard du Grand-Cerf.

3° Une médaille du XIII^e siècle, en laiton, portant sur la face un cavalier, avec l'exergue PRELIO TERRIBILIS, et, sur le revers, la lettre K, au centre d'un trophée entouré de lauriers, avec la légende OMNIBUS TROPHEOS LARGITUR GALLIA VITRIS ; don de M. Gustave Merlet, de Raslay, par Trois-Moutiers.

4° Une pièce de dix centimes, de Louis-Philippe, frappée pour les colonies, portant sur une face ces mots : Louis-Philippe I^{er}, roi des Français, et, sur le revers, ceux-ci : Colonies françaises, 1848. — Cette pièce n'est pas commune ; elle est offerte par M. Blais, père, de Poitiers.

5° Une sorte de médaille montrant d'un côté les armes d'Angleterre, et, de l'autre, celles de la ville de Paris ; — une médaille de Louis XV, très altérée ; — trois monnaies de peu d'intérêt ; le tout offert par MM. Chartier, de Thézenay, et Frédéric Guillebaud, de Barroux (Deux-Sèvres).

6° Une hache en pierre polie, donnée par M. Morin, de Poitiers (rue des Vieilles-Boucheries, n° 8.)

7° Une médaille de concours agricole, en bronze, grand module, gravée par « Caquée, graveur de Sa Majesté l'Empereur ». Sur la face est la tête de Napoléon III ; sur le revers une couronne composée d'attributs d'agriculture, avec la légende : comice agricole de l'Isle-Jourdain sur Vienne.

8° Une clef de voûte du xiv^e siècle, avec blason, provenant de l'abbaye des Alleuds (Deux-Sèvres). C'est un don du Père de La Croix.

M. Ch. Tranchant offre à la Société, au nom de M. l'abbé Catineau, curé-doyen de Saint-Pierre de Chauvigny, un petit volume intitulé, *Heures royales du courtisan céleste*, par F. Tristan l'Hermitte, in-32, Paris, J.-B. Loyson, MDCLXXII ; il attire l'attention sur la reliure de soie brodée, extrêmement élégante, et donne quelques détails au sujet de l'auteur. Il rappelle notamment que, dans un séjour à Poitiers, F. Tristan l'Hermitte a été quelque temps le collaborateur de Scévole de Sainte-Marthe.

M. Tranchant place ensuite sous les yeux des membres de la Société un fragment important de coffre qui a été trouvé récemment à Chauvigny, par M. Delphin Étève, dans une écurie où il se trouvait depuis longtemps, sans qu'on connût son origine. — Le coffre, d'après les détails de sa riche ornementation, paraît dater du xv^e siècle.

M. Tranchant présente enfin une serrure qu'on lui a envoyée de Chauvigny, sans lui donner aucun détail ; elle paraît remonter à l'époque du coffre.

M. le chanoine Briand offre à la fois à la société :

1° Un blason contenant des armoiries sur lesquelles il n'a aucune donnée.

2° Le blason des clefs de voûtes du bas côté de l'église de Lizant (Vienne).

3° L'inscription d'une cloche baptisée en 1731. .

4° Le décalque de l'inscription d'une cloche de Lizant, fondue en 1509.

M. l'abbé Bleau offre, de la part de M. le chanoine Lebrun, deux œuvres de M. Lebrun, ancien curé de Saint-Savin :

1° Un curé de Poitiers (1748-1849), in-12, 1885.

2° L'abbaye et l'église de Saint-Savin, in-12, 1888.

M. l'abbé Bleau, en son nom personnel, fait hommage d'une médaille présentant, des deux côtés, l'Angelus de F. Millet, et d'une pièce trouvée à Châtellerault, où l'on déchiffre le nom d'Urbain VIII, et la date de 1631.

Avant de passer aux communications M. le Président croit devoir, au nom de la Société, offrir à tous les donateurs ses remerciements pour la générosité et le zèle dont ils viennent, une fois de plus, de donner des preuves.

Communication.

M. le commandant Marais a fait à la Société des Antiquaires une intéressante communication au sujet d'un manuscrit latin des Commentaires de César, qui appartenait autrefois à un chanoine de l'église St-Hilaire de Poitiers, et se trouve aujourd'hui à la bibliothèque nationale, où M. Marais a pu l'étudier.

Le manuscrit est du ^{xiii}e siècle et porte le n° 5766. Sur le recto du premier feuillet se trouvent les inscriptions suivantes : A Monsieur Biton, chanoine de l'église Saint-Hilaire de Poitiers.

COD. COLB. 1873

REGIUS

4938

3

JAC. AUG. THUANI

Le manuscrit a donc appartenu successivement au chanoine Biton, à Jacques-Auguste de Thou et à Colbert. La collection des manuscrits de Thou ayant été achetée par Colbert et celle de Colbert ayant passé à la bibliothèque royale, il paraît évident que le chanoine Biton a possédé le manuscrit 5766, avant de Thou.

Quel était donc ce chanoine, possesseur d'un manuscrit qui devait attirer l'attention de l'illustre bibliophile de Thou ? M. Rédet, dans ses Documents pour servir à l'Histoire de l'Église de Saint-Hilaire de Poitiers (Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest, t. XV, pp. 183 et 243), a signalé deux chanoines de St-Hilaire, portant le nom de Biton. L'un, « vénérable personne, maistre Georges Biton, chanoine prébendé en l'Église Monseigneur Saint Hilaire le Grant du dict Poitiers, et curé de l'église parrochiale de Saint Didier du dict Poitiers », figure sur un acte du 13 avril 1506; l'autre, désigné simplement par son nom de famille, est mentionné dans un document de 1564.

Ces deux chanoines existant avant 1617, date de la mort de de Thou, il est vraisemblable que l'un d'eux fut le possesseur du manuscrit 5766. Mais l'inscription relative au chanoine Biton étant d'une écriture qui rappelle la fin du xvi^e siècle, M. le commandant Marais incline à croire que le possesseur du manuscrit fut le chanoine dont le document de 1564 a révélé l'existence.

M. Marais termine en disant que ses renseignements, relatifs aux inscriptions relevées sur le manuscrit 5766, lui ont été fournis par son confrère M. Ernault, qui les tenait lui-même de M. Holder, le savant éditeur de César. Il saisit l'occasion d'adresser ses remerciements à M. Ernault.

A la suite de la communication de M. Marais, M. Tranchant a rappelé que, dans sa notice sur Chauvigny (Annexe n° VIII), il avait fourni quelques indications sur Georges Biton, mentionné dans les registres capitulaires de Saint-Pierre de Chauvigny comme chantre (chef de chapitre) de cette église, chanoine de St-Hilaire et de Notre-Dame-la-Grande, chancelier de l'Université de Poitiers.

Lecture.

M. le Président a donné lecture d'un travail fort curieux de notre confrère, M. Charles Babinet, conseiller à la Cour de cassation. Il est intitulé : les Echevins de Poitiers, de 1372 à 1675, ou le livre d'or de la Bourgeoisie poitevine.

L'abondance des mémoires, qui doivent être lus en séance, a déterminé le président et le Conseil à proposer pour le 5 décembre

une séance extraordinaire, qui serait exclusivement consacrée aux lectures. La Société décide de se réunir le 5 décembre.

A dix heures le président a levé la séance.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA SÉANCE D'OCTOBRE.

Départements.

1° Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir. Octobre 1895.

2° Société archéologique et historique de l'Orléanais. Bulletin : 1^{er} et 2^e trimestres 1895. — L'âge de Jeanne d'Arc à l'époque du siège d'Orléans, par M. Guerrier ; il conclut que Jeanne, née le 6 janvier 1412, délivra Orléans à 17 ans et 4 mois. Cela confirme l'opinion de MM. Henri Martin, Quicherat, Guizot et Wallon.

3° Bulletin de la Société : les Amis des Sciences et Arts de Rochouart, tome V, n° 3.

4° Travaux de l'Académie nationale de Reims. Année 1892-1893, tome II.

5° Revue historique et archéologique du Maine. Année 1895, 1^{er} semestre.

6° Annales de la Société d'Emulation du département des Vosges, LXXI^e année, 1895.

7° Recueil de la commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'Archéologie de Saintes. Octobre 1895.

8° Bulletin de la société d'études des Hautes-Alpes, 3^e trimestre 1895.

9° Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc, troisième série, t. IV, 1895.

10° Bulletin de la Société historique de Compiègne, t. VIII, 1895.

11° Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXII, 5^e livraison.

12° Bulletin de la Société académique du Centre, 1^{re} année, n° 3, août-septembre 1895.

13° Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1895, n° 7 et 8, juillet-août.

14° Revue de Saintonge et d'Aunis, XV^e volume, 6^e livre, 1^{er} novembre 1895.

15° Société d'émulation des Côtes-du-Nord. Bulletin n° 9 du 12 novembre 1895.

16° Société de Borda. 20° année, 1895, troisième trimestre.

17° Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau. 1893-1894, 11° série, t. XX. — Origine des Aquitains, Dr Léon Sorbets.

18° Bulletin de la Société Dunoise, octobre 1895. — Alfred de Vigny en Béarn, par M. Paul Lafond.

Publications de Paris.

1. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes rendus des séances. Bulletin de juillet-août 1895. — Lettre du R. P. Delattre sur les fouilles de Carthage. — Le temple d'Apollon (Note de M. Homolle.)

2. Revue des Etudes grecques, n° 30, mai-juin 1895.

3. Ministère de l'Instruction publique. Annales du Musée Guimet. Voyage dans le Laos, tome 1^{er}.

4. Annales du Musée Guimet. Le Bois Sec fleuri. Roman Coréen.

5. Annales du Musée Guimet. Revue de l'Histoire des Religions, 16^e année, t. XXI, n° 3, et t. XXII, n° 5.

6. Le Monde des Plantes, n° 72, 1^{er} novembre 1895.

7. Revue historique, tome 59^e, novembre-décembre 1895.

8. Journal des Savants, septembre 1895, octobre 1895.

9. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés savantes de 1895.

10. Revue archéologique, tome XXVI, septembre-octobre 1895.

11. Le mois bibliographique, 3^e année, n° II, 1^{er} novembre 1895.

Publications de l'étranger.

1. Bulletin de la Réal Acadèmia de la Historia, tome XXVII. Cuaderno IV, octobre 1895. — Cuaderno V, novembre 1895.

2. Smithsonian Institution, bureau of Ethnologie : J. W. Powell, director : 1° Chinook Texts, by Franz Boas. 2° The Siouan Tribes of the East by James Mooney. 3° Archéologie investigations in James and Potomac Valleys by Gérard Fowke.

3. Publications de la section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg, volumes XLII, XLIII et XLIV.

4. The numismatic Chronicle, 1895, part. III.

Publications Poitevines.

1. Revue Poitevine et Saintongeaise, 15 novembre 1895. — L'épitaphe de Gunter, par l'abbé A. Largeault (Suite).

Inscriptions de la ville de Saint-Maixent, par M. Louis Lévêque. Chronique archéologique. Conflit entre le Musée de Niort, etc.

Bibliographie poitevine. Le grand Routier de Mer, par M. A. de la Bouralière.

2. Revue du Bas-Poitou. 8^e année 1895, 3^e livraison. — Campagne archéologique de la Lyère : A la conquête d'une cheminée, par O. de Rochebrune.

Etablissement de paix entre les Chausseraye et les Montaigu, document inédit relatif à l'assassinat de Phil. de Montaigu, par M. de la Marsonnière.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1895

La séance est ouverte à 8 heures sous la présidence de M. le colonel Babinet.

Le procès-verbal de la séance du 21 novembre 1895 est lu et adopté.

M. le Président fait ensuite connaître la correspondance qui comprend :

1^o Une lettre où M. Morel, comptable à l'Ile-Jourdain, offre à la Société de lui vendre une collection de haches et de silex taillés, provenant du Poitou. M. Morel se propose, s'il ne trouve pas acquéreur pour la totalité de sa collection, de la diviser en dix lots qu'il céderait séparément.

M. le Président rappelle que la Société des Antiquaires possède une très riche collection d'objets similaires. En conséquence la commission a jugé de nouvelles acquisitions inopportunes ; mais elle a invité M. le Président à faire connaître les prétentions de M. Morel aux membres de la Société qui auraient chance de trouver, chez

cet amateur, des pièces curieuses pour leurs collections particulières.

2° Une Circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, rappelant que l'ouverture de la 20^e session des sociétés des Beaux-Arts des départements est fixée au mardi 7 avril 1896. Les séances auront lieu du mardi 7 au vendredi 10 avril; la séance générale, le 11 avril. Les manuscrits seront reçus à la direction des Beaux-arts, rue de Valois, n° 3, jusqu'au 31 janvier 1896 inclusivement. Passé ce délai aucun travail ne pourra être soumis à l'examen du comité.

Dons.

M. le commandant Marais offre à la Société un factum de l'avocat Cochin relatif à des familles du Poitou. Il porte le titre suivant : Procès à la chambre des enquêtes. Pour messire Eutrope, Alexis, Catheigner, chevalier, marquis de Saint-Georges; dame Éléonore de Megrigny, son épouse; messire Benjamin-Louis-Marie Fortier, chevalier, comte de la Coste-Messelière, mestre de cavalerie, cornette des cheveu-légers de la garde du roi; dame Marie-Marguerite-Radegonde de Megrigny, son épouse; et dame Éléonore de Megrigny, comtesse de Poitiers.

Contre messire Jean-Baptiste, comte de Rochechouart de Mortemart, curateur de dame Marie-Gabrielle de Rochechouart, veuve de messire Jules-Armand Colbert, marquis de Blainville, lieutenant général des armées du roi.

Lectures.

1° M. le colonel Babinet donne lecture d'un travail de M. Babinet, conseiller à la Cour de cassation, qui a pour titre : Notice sur le Conseil supérieur de Poitiers, 1771-1774.

2° M. de la Marsonnière lit une notice intitulée : La navigation du Clain.

3° M. de la Marsonnière, au nom de M. l'abbé Bleau, qui s'est fait excuser, présente une étude sur : le Pape Honorius IV et le diocèse de Poitiers.

M. le Président remercie les auteurs de ces intéressants travaux qui paraîtront dans les publications de la Société.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1895.

La séance s'ouvre à 8 h. 1/4 du soir, sous la présidence de M. le Colonel Babinet.

M. le vice-secrétaire lit le procès-verbal de la séance du 5 décembre, qui est adopté.

M. le Président procède au dépouillement de la correspondance.

1^o M. le Ministre des Beaux-Arts a envoyé à la Société des Antiquaires le programme du 34^e Congrès des Sociétés savantes. A propos de ce document, M. Henri Carré, secrétaire, entretient la Société d'une communication qu'il est dans l'intention de faire au Congrès sur l'Affaire du Scioto, c'est-à-dire sur un essai de colonisation française aux États-Unis, formé en 1790. C'est du Havre que partaient les émigrants.

2^o M. Labbé a adressé à M. le Président une lettre rectificative, au sujet du précédent procès-verbal, et du Livre de Raison d'une famille châtelleraudaise.

3^o M^{re} Barbier de Montault a avisé M. le Président que son travail sur le vase de St-Savin serait définitivement prêt en janvier.

M. le Président énumère les ouvrages reçus depuis la dernière séance. La liste en est donnée à la suite du présent procès-verbal.

M. le Président relève dans la correspondance historique et archéologique un article de M. Funck-Brentano, consacré à M. Henri Carré, secrétaire de la Société, et en particulier à son ouvrage sur La Chalotais, et à une étude plus récente sur la tactique et les idées du parti parlementaire d'après la correspondance inédite de Cortot et de Godard. Il signale, en même temps, un article du journal des débats, rendant compte d'un travail publié par M. Henri Carré, dans le Monde moderne, sur Necker et la presse d'opposition.

Dons.

M. le Président annonce qu'il a reçu en don, de M. P. Boissonnade, une brochure intitulée : Les comtes d'Angoulême, les ligues féodales, Richard Cœur de Lion et les poésies de Bertrand de Born (1176-1194). Extrait des Annales du midi, t. VII, année 1895.

M. Labbé offre aux Antiquaires deux pierres sculptées, qu'il désire voir placer à l'intérieur de leur musée lapidaire, car elles

portent des traces de salpêtre, et pourraient tomber en poussière, si elles demeuraient en plein air.

M. de la Marsonnière annonce avoir reçu pour la Société une brochure de M. le Comte de Fontaine de Resbecq : *L'Ame de l'école neutre*. Ce travail est précédé d'une lettre de M. Jules Simon ; c'est un extrait du Bulletin de la Société d'Education.

M. l'abbé Coudreau dépose sur le bureau :

1° Trois volumes ayant pour titre : *Explications des ouvrages de peinture, sculpture, architecture, gravure et lithographie des artistes vivants, exposés au palais des Champs-Élysées, année 1864-65-80*.

2° Une brochure, du même titre, publiée à l'occasion de l'exposition nationale des Beaux-Arts, de la ville de Nantes, année 1861.

3° Le Bulletin historique et monumental de l'Anjou. Années 1859-60-61-62-63 (les numéros 11 et 12 de cette dernière année manquent).

M. le Président entretient la Société de sa séance publique annuelle ; il est décidé que cette séance aura lieu le dimanche, 12 janvier, à 8 h. du soir ; le lendemain, à la même heure, il sera procédé aux élections.

Communications.

M. de La Marsonnière dit avoir reçu de M. René Vallette l'avis qu'il était dans l'intention de transformer sa Revue ; de trimestrielle elle deviendrait mensuelle.

M. le Président dit qu'à Saint-Florent-le-Viel M. Caudrelier aurait chanté, dans un banquet, une chanson intitulée : *GRAND'MESSE A LA CATHÉDRALE DE POITIERS*. *La Revue des Provinces de l'Ouest* a reproduit la pièce. M. le Président en donne lecture, et rectifie le texte de M. Caudrelier.

La chanson dont il s'agit commence par ces mots *In jor, en au-bant de Nuville*. Elle compte au moins neuf couplets. Aussi n'y-a-t-il pas lieu de s'étonner qu'elle soit restée incomplète et fort défigurée, dans les mémoires locales. Elle date du commencement du XVIII^e siècle. Le texte donné par M. Babinet est celui de M. Favre. La meilleure édition qui en ait été donnée se trouve dans la notice du patois vendéen de Lareveillière-Lepeaux, publiée par Dugast-

Matifeux, à Niort, en 1868. Bien qu'elle ait été publiée comme étant en idiome vendéen, elle n'a aucun rapport avec le patois de Montaigu, pays de Lareveillièrre, qui a dû en avoir reçu communication de Piorry, son collègue à la Convention. Piorry fit paraître en 1774 une plaquette, dont voici le titre exact: *Entretien d'un Breger avec son ami, sus différents oubjets de la Ville de Poitiers, et sretout sur le catafalque eregi dans l'Eglise cathédrale, le 30 juillet 1774, par Perrot Franceillon Piorry, écoulier de Philosophie.*

A Poeters,

*Chez Lizet Brand, amprimour de l'Université et do Coulège —
Prez lez Cordelers, in 4. de 7 pages.*

Piorry, dans la description du catafalque et de la cérémonie s'est fortement inspiré de la chanson poitevine: *In jor, en aubant de Nuville.*

M. Alfred Richard demande la parole pour communiquer à l'Assemblée une lettre où M. l'Archiviste honoraire de Grand-Maison se déclare en désaccord avec M. le Président Babinet, sur la marche du prince Noir, entre Tours et Poitiers. D'après M. de Grandmaison, le prince Noir aurait campé, non à Grammont, comme le veulent M. Babinet et M. Lecointre-Dupont, mais à Montlouis, sur la Loire.

M. Alfred Richard communique à la Société le texte de la délibération prise par le corps de ville de Poitiers, le 9 juillet 1670, sur le Couvent des Augustins; il montre que, le 16 août 1671, le Conseil donna audience au père prieur, qui venait inviter le maire à poser la première pierre du portail de son église. Le maire se rendit à cette invitation, et, selon la coutume, il jeta dans les fondations quelques pièces d'or.

Lectures.

M. Ledain commence la lecture de la Chronologie des maires de Poitiers, où il essaie de vérifier la série des maires, depuis l'an 1200, et d'attribuer à chacun une notice complète.

M. Lièvre lit quelques parties d'un travail sur les Toiphales du Poitou, où il relève, chemin faisant, de nombreuses inadvertances, échappées à M. Longnon.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

LISTE DES OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA
DERNIÈRE SEANCE

Publications de Paris.

1^o Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes. Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements, 19^e session, 1895. — Je signale, à cause des noms des auteurs et de leur intérêt, les deux lectures suivantes : « Ce que coûtait au xiv^e siècle le tombeau d'un cardinal, par M. Louis Guibert, » et « Buste de Ronsard, d'après celui qui ornait son tombeau à Saint-Cosme, près Tours, par M. Charles de Grandmaison ».

2^o Bulletin monumental. Sixième série, tome dixième, 1895, n^o 2.

3^o Mélusine, tome VII, n^o 11, septembre-octobre 1895. — Chansons populaires de la Basse-Bretagne, par M. Ernault, avec 4 mélodies bretonnes.

4^o Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, 1895, fascicule 3 et fascicule 4.

5^o Revue des provinces de l'Ouest, octobre 1895. — Une grand' messe à la cathédrale de Poitiers (Caudrelier).

6^o Bibliothèque de l'Ecole des Chartes. LVI. Cinquième livraison, septembre-octobre 1895.

7^o Le Monde des Plantes, n^o 73, 1^{er} décembre 1895.

8^o Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des Séances. Bulletin de septembre-octobre 1895. — La glyptique à l'époque mérovingienne et carlovingienne, par M. Ernest Babelon.

9^o Le mois bibliographique, 3^e année, n^o 12, 1^{er} décembre 1895.

10^o Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Bulletin archéologique, 1894, 2^e livraison.

Publications des Départements.

1^o Bulletin de la Diana. Janvier-mars 1895 (supplément). — Excursion archéologique de la Société de la Diana. Compte-rendu par M. l'abbé Reure.

2^o Revue Savoisienne, 36^e année, 1895, août-septembre-octobre.

3^o Société havraise d'études diverses. Recueil des publications, 1895, 1^{er}, 2^e et 4^e trimestres.

4° Société havraise d'études diverses. Centenaire de Ancelot, le 9 janvier 1894.

5° Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne. Année 1894.

6° Bulletin de la Société de géographie de Rochefort. Année 1895. n° 2, avril-mai-juin.

7° Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1894, 48° volume; année 1895, 49° vol. — Les Le Rouge de Chablis, dynastie de calligraphes, dessinateurs, miniaturistes et graveurs, avec de nombreux spécimens de leur œuvre.

8° Bulletin de la commission des antiquités de la Seine-Inférieure, tome X, 1^{re} livraison, 1895.

9° Mémoire de l'Académie de Nîmes, VII^e série, tome XVII^e, année 1894.

10° Société d'émulation des Côtes-du-Nord. Bulletin n° 10 du 10 déc. 1895.

11° Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France, série in-8 n° 16.

12° Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône, tome VIII, 1^{re} partie.

13° Société archéologique de Bordeaux, tome XIX, 1^{er}, 2^e et 3 trimestres.

Publications Poitevines.

1° Bulletin de Saint-Martin. 1895, 3^e année, n° 9, 1^{er} juillet; — n° 10, 1^{er} août; — 4^e année, n° 1, 1^{er} novembre 1895.

2° Revue Poitevine et Saintongeaise, n° 144, 15 décembre 1895. — Le maire de Bessines devant Napoléon I^{er}, par Alphonse Farant.

Publications de l'Etranger.

1° Annales de la Société archéologique de Namur, tome XXI, 1^{re} livraison.

2° Documents et rapports de la Société paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroy, tome XX, 1^{re} livraison, 1894.

3° Boletín de la real Academia de la historia, tomo XXVIII. Cuaderno VI, décembre 1895.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 13 AOÛT 1895

La séance est ouverte à 2 h. 1/2 sous la présidence de M. le colonel Babinet.

M. le Président dit avoir reçu des lettres de MM. Tornézy, Hild et Sureau qui s'excusent de ne pouvoir assister à l'Assemblée générale. Il donne lecture d'un passage de la lettre de M. Hild. M. Hild regrette vivement que la Société ait été convoquée en assemblée générale à l'époque des vacances ; la plupart des membres se trouvant ainsi dans l'impossibilité d'assister à la réunion.

M. le Président fait observer que les regrets de M. Hild ne sauraient être pris en considération. Il était indispensable que la Société, dans l'intérêt de la conservation du monument qui lui a été offert, prit une rapide détermination.

La parole est ensuite donnée à M. de la Marsonnière, qui présente à la société un rapport, résumant les travaux de la commission nommée pour étudier les voies et moyens de réédification du portail des Augustins, en façade sur la rue Victor-Hugo.

Trois projets se trouvaient en présence :

Le 1^{er} avait pour but d'établir le portail, en saillie sur la rue ;

Le 2^e en alignement ;

Le 3^e en retrait, et parallèlement à la rue.

Les 2 premiers projets doivent être, de l'avis de la commission, momentanément écartés, puisque M. Domage refuse de céder une parcelle de terrain, indispensable pour l'exécution des travaux. M. le rapporteur croit que, dans l'état actuel des choses, le 3^e projet seul peut être adopté.

M. le Président fait alors remarquer à la société qu'elle peut rejeter à sa volonté le 3^e projet. Les autres seront alors mis au voix. Et si l'un d'eux est adopté, la commission fera auprès de M. Domage une nouvelle démarche.

M. le rapporteur termine son travail en demandant à M. le Président de poser à la société les 3 questions suivantes ;

1^o Ya-t-il lieu d'établir le portail en retrait sur la rue et parallèlement à elle ?

Le vote a lieu au scrutin secret. 24 membres y prennent part.

19 se prononcent pour l'affirmative,

3 pour la négative

2 ont mis dans l'urne un bulletin blanc.

La 1^{re} question étant adoptée, M. le Président met aux voix la seconde, ainsi conçue :

2^o Y a-t-il lieu de demander au département des beaux-arts une réduction au devis officiel qui a été envoyé ?

La majorité se prononce pour l'affirmative.

3^o Y a-t-il lieu de faire un emprunt afin de payer l'entrepreneur immédiatement après l'exécution des travaux ?

M. le trésorier demande à présenter quelques observations, avant la mise aux voix.

Un emprunt, dit-il, n'est pas indispensable. Les seules ressources de la société suffiront à éteindre promptement notre dette. Voici de quelle façon.

En 1892, la société a emprunté une somme de 6.000 fr., qui doit être remboursée dans le délai de 7 années. Or, depuis 1892 (sans comprendre l'année 1895) la société a remboursé 3.000 francs, à raison de 1.000 francs par an. 3.000 francs restent à verser et nous avons devant nous 5 années pour nous acquitter. En continuant le mode de paiement adopté jusqu'à ce jour, nous aurions éteint notre dette à la fin de l'année 1897, devançant ainsi de 2 années le délai qui nous a été fixé.

Nous pouvons donc pendant 2 années (et rien dans notre contrat ne s'y oppose) attribuer aux travaux de reconstruction du portail cette somme de 1.000 francs qui, jointe aux ressources dont notre budget dispose, sera suffisante pour nous libérer sans que nous soyons obligé de contracter un nouvel emprunt.

L'Assemblée consultée adopte à l'unanimité l'ingénieuse combinaison de M. le trésorier.

M. le docteur Poupelard propose que l'on écrive à MM. les membres du comité des monuments historiques qui font partie de la Société des Antiquaires afin qu'ils apprécient la demande de la société. Une solution rapide est urgente, si l'on veut commencer les travaux avant la mauvaise saison.

La proposition de M. le docteur Poupelard est adoptée.

La séance est levée à 4 heures.

RAPPORT

Présenté à la Société des Antiquaires de l'Ouest, réunie en Assemblée générale, par M. de la Marsonnière, président de la commission chargée d'étudier la question de l'emplacement du portail des Augustins à l'hôtel de Chièvres.

MESSIEURS,

A votre réunion du 8 juillet dernier, vous avez été appelés à délibérer en assemblée générale, sur les trois questions ci-après :

1^{re} question : y a-t-il lieu de confirmer l'acceptation, faite par votre Président, du don du portail des Augustins offert par MM. Parent, Goury et Cornet et par MM. Lévy et compagnie ?

2^e question : La reconstruction de ce portail devra-t-elle être faite à l'intérieur du jardin de l'hôtel de Chièvres le long du mur faisant face à l'entrée, opération dont la dépense serait de 3.500 fr. environ ?

3^e question : Cette réédification devra-t-elle au contraire être exécutée sur la rue Victor-Hugo, en remplacement de la porte d'entrée actuelle, opération dont la dépense serait, d'après un devis officiel, supérieure de plus de moitié à celle du précédent projet ?

A la première question, vous avez répondu affirmativement, approuvant et confirmant ainsi l'acceptation faite du don par votre Président.

A une grande majorité, vous avez résolu la seconde question par le refus d'établir le portail à l'intérieur du jardin.

En ce qui touche l'établissement de ce portail sur la rue, vous avez ajourné votre réponse, vous bornant à nommer une commission chargée d'étudier la question de l'emplacement et de formuler, dans un rapport, les propositions qui lui seraient suggérées par cette étude.

Vos suffrages se sont portés, pour la composition de cette commission, sur six membres de la Société, savoir : MM. Gaillard de la Dionnerie, ancien conseiller, Martineau et Sureau, architectes, le docteur Poupelard, Alfred Richard, archiviste du département, et Henri Gaillard de la Dionnerie, avocat. La présidence des commissions appartenant au Président de la Société, celle-ci revenait à

M. le colonel Babinet qui, devant s'absenter, m'a prié de le remplacer.

Ainsi constituée, la commission a tenu sa première séance, le 13 juillet. Son programme était tout tracé par le vote de l'assemblée générale qui, excluant le projet d'établissement du portail à l'intérieur du jardin, ne laissait plus subsister que celui de reconstruction sur la rue, projet recommandé d'ailleurs par dépêche de M. le ministre des beaux-arts. En effet, bien que l'assemblée générale n'eût émis formellement aucun vote en faveur de ce projet, elle le désignait cependant, sinon expressément du moins implicitement, à l'étude de la commission.

A sa première séance, c'est-à-dire le 13 juillet, la commission eut à examiner la proposition faite par l'un de ses membres de placer le portail en avancement sur la rue. Ce projet avait l'avantage d'offrir toute liberté à l'entier développement du monument sur la voie publique. Mais on fit observer à son auteur que, la rue Victor-Hugo étant consacrée, sur chacun de ses côtés, aux baraquements des marchands forains pendant toute la durée des foires, l'envahissement d'une notable partie du trottoir par un monument de l'importance de ce portail ne serait pas toléré par l'autorité administrative.

Ce projet étant écarté, la commission eut à s'occuper de l'emplacement en alignement sur la rue.

Seulement ce projet se heurtait à deux obstacles dont voici le premier :

L'espace dont la société peut disposer en alignement sur la rue étant insuffisant pour l'installation du portail, le plan dressé par les ordres du ministre exigeait une emprise de 3 mètres 50, en superficie, sur le terrain contigu de M. Damage. Or, notre voisin, pressenti à ce sujet, se refusait absolument à la cession de cette parcelle.

L'autre obstacle était que le devis dressé en vue de ce plan évaluait la dépense à 8.084 francs, somme dépassant, de plus de moitié, celle pour laquelle la société pouvait raisonnablement s'engager.

L'objectif à atteindre pour répondre au double vœu du ministre et de la société était donc, d'une part, de rendre possible un retour de M. Damage sur son refus, et, d'autre part, d'arriver au moyen de supprimer ou d'ajourner certains travaux compris au devis primi-

tif, de manière à réduire la dépense à environ 4.000 francs, soit à 3.000 francs à la charge de la société, déduction faite de la subvention.

Dans ce but, la commission pria l'un de ses membres, M. Martineau, de vouloir bien dresser, sur une grande échelle, trois plans : l'un figuratif de l'état actuel de la façade du jardin sur la rue ; l'autre, représentant, en alignement sur la voie publique, l'emplacement nécessaire au développement du portail avec *moindre emprise* sur le terrain Domage ; et le troisième, à fins subsidiaires, pour le cas où un nouveau refus de M. Domage imposerait la nécessité de bâtir en retrait, parallèlement à la voie publique.

Quelques jours après, M. Martineau m'envoyait ces trois plans qu'il offrait gracieusement à la société.

Je m'empressai aussitôt de convoquer la commission pour le 23 juillet.

A cette seconde réunion, la commission prit connaissance des trois plans ci-dessus et porta particulièrement son attention sur celui qui répondait au projet d'installation du monument en alignement sur la rue. Vous savez, Messieurs, que le plan officiel exerçait, sur le terrain Domage, une emprise de 3 mètres 50 en superficie et englobait, en tout ou en partie, les lieux d'aisance de notre voisin. Or le nouveau plan soumis à la commission réduisait à 2 mètres environ cette emprise, respectant absolument l'espace occupé par les cabinets.

Il nous sembla que, devant ces réductions, les objections qui avaient motivé le refus de M. Domage devaient disparaître et, en conséquence, je fus prié, par les membres de la commission, de lui écrire pour renouveler, auprès de lui, des démarches qui, dans ces conditions nouvelles, paraissaient devoir être favorablement accueillies.

Le lendemain, 24 juillet, j'écrivis à M. Domage la lettre que voici :

« Monsieur,

« Permettez-moi de vous renouveler, *dans des conditions qui je*
« *espère vous paraîtront plus acceptables*, les propositions auxquelles
« les vous avez répondu négativement par votre lettre du 3 de ce
« mois. Mais auparavant, je crois devoir vous exposer les incidents

« qui se sont succédé depuis le don du portail des Augustins et
« qui mettent aujourd'hui la Société dans la nécessité de faire un
« nouvel appel à votre obligeance.

« Lors du don du portail, chacun eut la pensée d'en faire, pour
« le musée de Chièvres, une porte d'entrée, conservant ainsi au pu-
« blic la jouissance de ce monument de l'art poitevin. Mais lorsqu'on
« eût mesuré l'espace propre à recevoir ce portail, on reconnut que
« le terrain dont nous pouvions disposer était insuffisant et qu'il
« faudrait recourir à une emprise sur la pointe de votre terrain
« contigu à celui de la Société.

« En présence de cette difficulté, le conseil d'administration re-
« nonça à ce projet et opta pour la reconstruction du portail à l'inté-
« rieur du jardin, le long du mur qui fait face à la porte d'entrée.

« Ce projet fut étudié ; un devis fut dressé. Mais aussitôt un *tolle*
« s'éleva contre un plan dont le résultat serait, disait-on, de sous-
« traire au public la vue d'un monument qu'il avait, jusque-là,
« considéré comme sien. Un courant d'opinion se forma, à la faveur
« de la presse locale, qui plaida chaleureusement pour la reconstruc-
« tion sur la rue. M. le Ministre des beaux-arts s'en émut et, le 24
« mai dernier, écrivit au Président de la Société pour lui annoncer
« le classement du monument et lui exprimer l'intention qu'il
« fût reconstruit, non à l'intérieur du jardin, mais sur la rue Vic-
« tor-Hugo ; en même temps l'architecte en chef du comité des monu-
« ments historiques était chargé par le ministre de faire, en vue de
« ce projet, un plan et un devis. Ce plan et ce devis furent dressés
« et comportaient, en superficie, une emprise de 3 mètres et demi
« sur la partie extrême de votre jardin. Les lieux d'aisance de votre
« maison se trouvaient ainsi compris, en tout ou en partie, dans
« cette emprise.

« Tout était ainsi remis en question. Le conseil d'administration,
« qui n'avait délibéré jusque-là qu'à titre provisoire, et sous réserve
« de l'approbation de la société, dut la convoquer en assemblée
« générale.

« Mais auparavant il était indispensable que le président s'enquit,
« auprès de vous, de vos intentions. C'est ce qu'il fit par sa lettre du
« 22 juin. »

« Votre réponse du 3 juillet, par des motifs d'un ordre intime qui

« ne pouvaient être accueillis par nous qu'avec un sentiment respectueux, refusait la vente de ce terrain relativement importante pour vous, étant données les convenances d'une respectable parente.

« C'est sur ces entrefaites que, le 8 juillet, la société s'est réunie en assemblée générale. A une grande majorité, elle repoussa le projet de reconstruction à l'intérieur du jardin. Par cela seul, la question de l'emplacement sur la rue était implicitement résolue et une commission de 7 membres, y compris le Président de la société, président de droit, fut nommée pour aviser aux voies et moyens de réaliser ce projet. M. le président Babinet, s'absentant durant cette saison, j'ai dû, en ma qualité de vice-président, le suppléer comme président de cette commission.

« Désireuse de concilier vos intentions avec celles de M. le ministre des Beaux-Arts et avec le vœu du public, la commission a prié l'un de ses membres d'exécuter un plan qui, sans vous demander le sacrifice auquel vous vous êtes refusé, permet cependant de trouver l'emplacement nécessaire à l'installation du portail sur la rue. Le devis, en vue duquel M. Babinet vous avait écrit le 23 juin, vous demandait 3 mètres 50 de votre terrain en superficie et englobait, en tout ou en partie, les lieux d'aisance de votre maison. Au contraire, les dispositions prises dans le plan de la commission ne vous demanderont qu'un peu moins de deux mètres, ce qui laisse un certain espace entre l'emprise et vos lieux d'aisance, auxquels il ne sera point touché. Ce ne serait donc que la pointe aiguë de votre terrain qui serait distraite et, dans ces conditions, j'estime que la vente de cette parcelle ne vous causerait aucun préjudice à vous et à votre locataire.

« A l'appui de ce que j'avance, j'ai l'honneur de vous adresser, par le même courrier, à titre de papiers d'affaires, deux plans, l'un figuratif de l'état actuel des lieux, l'autre représentant leur état futur si vous voulez bien consentir à la vente. »

« Une seule objection subsisterait peut-être, celle de l'ennui que pourrait causer à votre locataire la présence d'ouvriers ayant accès sur sa cour. Mais cette objection disparaîtrait par ce fait que, autant qu'on en peut juger du dehors, l'angle formé par la pointe de votre terrain semble hermétiquement fermé par le mur posté-

« rieur de vos lieux d'aisance. En fût-il autrement, que l'objection
« tomberait encore devant l'engagement que nous prenons de ne
« pas laisser ouverte plus de quelques heures la brèche résultant de
« la démolition des murs formant l'angle par lequel votre propriété
« se termine. Le mur transversal qui doit clore les deux propriétés
« serait achevé dans la même journée que celle où aura eu lieu la
« démolition. Vous en avez pour garantie les bons soins de M. Bou-
« doin qui est, à la fois, votre architecte et le nôtre.

« J'ose espérer, Monsieur, que, dans ces conditions nouvelles, il
« vous sera possible de revenir sur votre refus et d'accorder ainsi
« satisfaction au ministre des Beaux-Arts, à la Société des Antiquai-
« res de l'Ouest et au public poitevin qui s'émeut vivement de cette
« affaire .

« Agréez. »

A cette lettre sur laquelle je fondais l'espoir d'une réponse favora-
ble, M. Domage m'a répondu, le 28 juillet, dans les termes suivants :

« Monsieur,

« Les raisons qui m'ont fait opposer une fin de non recevoir à
« votre demande du mois dernier subsistent toujours. Malgré tout
« mon désir de vous être agréable, nous ne voulons, à aucun prix,
« distraire la moindre parcelle de notre propriété de la rue Victor-
« Hugo.

« Agréez. »

Je m'empressai de convoquer la commission qui, réunie le
31 juillet, reçut de moi communication de cette lettre.

En présence de ce refus, il n'était plus possible de donner suite à
l'idée d'établir le portail en alignement sur la rue. D'un autre côté,
par son vote du 8 juillet, l'assemblée générale avait rejeté le projet
d'établissement du portail à l'intérieur du jardin. La commission
n'avait donc plus qu'à s'occuper du projet subsidiaire, c'est-à-dire
celui de la reconstruction en retraite sur la rue.

Assurément, Messieurs, ce projet n'est pas précisément notre idéal.
On ne saurait nier, en effet, que, vue de face, une certaine partie du
monument, ainsi placée, sera masquée, à sa base, par la pointe
aiguë de la propriété de M. Domage dont le mur s'avancera en forme
d'écran. Mais il faut remarquer que le mur de M. Domage n'a que

quatre mètres d'élévation et que les deux colonnes de droite, dont la base seule sera exposée à cet inconvénient seront parfaitement apparentes dans la majeure partie de leur fût, puisque le massif sur lequel elles doivent reposer sera d'une hauteur de près de deux mètres, laquelle n'est pas de beaucoup inférieure à celle du mur de M. Domage. D'ailleurs, toute la partie supérieure du monument, c'est-à-dire tout ce qui est intéressant en sculpture sera aussi apparent que si le portail était en alignement sur la rue. D'un autre côté, est-il impossible d'espérer que, une fois le monument placé là, M. Domage, cédant au vœu du public dont il ne voudra pas gêner la vue, ne prendra pas lui-même, tôt ou tard, selon les circonstances, l'initiative de la destruction d'un petit pan de mur et de l'abandon d'une mince parcelle de terre dont la valeur est insignifiante?

J'ai ouï signaler aussi, par quelques personnes, un autre inconvénient à l'édification du portail ainsi. Elles ont exprimé la crainte que, placé en retraite, le portail n'envahit, en tout ou en partie, le terrain occupé par la conciergerie.

Disons tout de suite que cette crainte est mal fondée, si le plan de la commission est adopté. Il résulte, en effet, de ce plan que, placé en retraite, le portail laisserait encore entre lui et la conciergerie la distance de 75 centimètres.

Enfin l'édification du portail en retraite n'a rien d'insolite. On pourrait citer de nombreux exemples de monuments du même genre et de même importance placés dans les mêmes conditions. La nécessité est, dans tous les cas, une loi à laquelle il faut bien se soumettre.

Par toutes ces considérations, la commission s'est décidée à vous proposer d'ériger le portail en retraite parallèlement à la rue, en recul d'environ un mètre.

Mais la question d'emplacement n'est pas la seule qu'ait eu à étudier votre commission. Il en est une autre plus grave et en même temps plus délicate sur laquelle était appelée toute sa sollicitude. Je veux parler de celle de la dépense.

Messieurs, nous n'avons pas le plan qui a dû être dressé par les ordres du ministre, le 15 juin 1893, en même temps que le devis qui y est corrélatif, mais nous possédons ce devis et par lui nous pouvons juger de l'ornementation dont la partie postérieure faisant

face au jardin serait revêtue. La haute compétence de notre éminent confrère M. Formigé nous garantit que cette façade intérieure aurait un caractère vraiment monumental.

Mais, malheureusement, il est une raison de premier ordre, une raison péremptoire qui s'oppose à la réalisation totale de ce projet. C'est la raison d'argent qui se dresse contre le chiffre auquel la dépense est portée. Il ne s'agit pas en effet de moins de huit mille quatre-vingt-quatre francs. Or il est impossible à la caisse du musée de Chièvres de payer cette somme sans que ses modestes disponibilités soient immobilisées pour huit ou même dix années. Devant cette considération qui prime toutes les autres, il faut opter entre la renonciation au don du portail, et la modification du devis. Or, pour son honneur, je ne saurais conseiller à la société de prendre le premier parti. Le plus sage est donc d'adopter le second. Il semblerait facile, en effet, de supprimer du devis certains travaux que j'appellerai *somptuaires*, suppression qui réduirait la dépense à environ 4.000 fr., ce qui, déduction faite des mille francs de subvention, ne laisserait plus à la charge de la société qu'environ 3.000 francs à payer.

C'est aux moyens d'arriver à ce résultat que votre commission s'est particulièrement appliquée.

Et d'abord, commençons par constater une économie qui s'impose par la force même des choses. En effet, l'édification en retraite à laquelle nous contrainst le refus de M. Domage fait disparaître du devis les 650 francs, auxquels est évalué le prix d'acquisition du terrain de ce dernier.

De ce chef le montant de la dépense descendrait de 8.084, 87 à 7.434 fr. 87.

Abordons maintenant la partie du devis officiel relative aux travaux à exécuter.

La commission s'est surtout préoccupée de l'article 10 du devis dont le libellé est ainsi conçu :

« Réfection de la porte côté cour, avec retour de moulures, fournitures et pose pierre de Lavoux ; partie unie et moulurée, rejointements, cube évalué, d'après détail, à 27 mètres 20 au prix de 90 fr. l'un, total 2.448 francs. »

Tout en s'inclinant, au point de vue de l'art, devant cet article du

devis, la commission a pensé que l'exécution des travaux auxquels il correspond n'est pas absolument nécessaire et pourrait même contredire à la destination qui, dans la pensée de certains membres de la société, pourrait, tôt ou tard, être donnée à ce portail.

Je m'explique.

Le portail des Augustins n'a eu jusqu'ici d'autre destination que celle de servir de porte d'entrée à un monument principal auquel il était accolé. Or, c'est cette même destination que lui réservent plusieurs membres de la société qui ont conçu l'idée de construire, sur le jardin, une vaste galerie, s'étendant de la rue jusqu'au mur lui faisant face, galerie à laquelle le portail des Augustins servirait de porte d'entrée. Ce projet n'est pas d'une réalisation immédiate; mais il convient d'en réserver l'avenir et c'est précisément pour cela que, le 8 juillet, l'assemblée générale s'est refusée à ce que le portail fût réédifié le long du mur sis au fond du jardin. Or le jour où les ressources de la société lui permettraient de réaliser ce projet, n'aurait-on pas à regretter les 2.448 fr. dépensés à donner un aspect monumental à la face intérieure du portail, ainsi destinée à disparaître.

Etant donnée cette situation, il semble rationnel d'opter pour la proposition de notre confrère M. Gaillard de la Dionnerie qui remplacerait la luxueuse réfection intérieure de 2.448 francs par une maçonnerie en moellons avec angles en pierre de taille prise dans les piliers actuels de la porte d'entrée qui, aux prix fixés au devis lui même, ne coûteraient que 326 fr. 40.

Ou bien encore, au lieu de cette maçonnerie en moellon, ne pourrait-on pas revêtir la face intérieure du portail d'un parement en pierre de taille très simple et de moindre cubage qui, au dire de l'un des membres de la commission, ne coûterait pas beaucoup plus que le mur en moellon ?

Enfin, à quoi bon les ornements à l'intérieur, retours, moulures, proposés par le devis officiel? Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'état actuel des lieux pour se convaincre que, du moment où l'édification doit être en retrait l'un des angles du portail serait masqué à l'intérieur par le mur de la conciergerie. De ce côté, les ornements seraient inutiles parce qu'elles ne paraîtraient pas.

Par tous ces motifs, la commission vous propose de modifier en

ce sens l'art. 19 du devis et de réduire ainsi à 326 francs la dépense relative à cet article. L'économie résultant de cette réduction serait de 2.121 fr. 60, ce qui n'est pas à dédaigner. Par suite de cette économie, la somme totale à dépenser pour l'ensemble des travaux serait réduite à 5.312 fr. 87.

Mais ce n'est pas la seule économie que la commission vous propose. Son attention s'est également portée sur l'article 20 du devis officiel ainsi conçu : « angles arrondis, pierre de taille et glais. 405 fr. »

La commission a pensé que des angles arrondis en pierre de taille, qui doivent encadrer le monument du côté de la rue, pourraient être, sans inconvénient, remplacés par des angles arrondis en moellon qui ne coûteraient que 54 fr. au lieu de 405.

Il y aurait encore de ce côté une économie de 351 fr. réduisant la dépense à 4.961 fr.

Enfin la commission propose d'ajourner la réfection de l'imposte de la porte en bois, celle qui existe déjà pouvant être encore utilisée, d'où une économie de 135 fr. réduisant la dépense à 4.816 fr.

Mais, remarquez bien, Messieurs, que, dans ce chiffre, sont compris non seulement le prix des travaux proprement dits qui ne serait plus alors que de 3.681 fr., mais les sommes affectées, dans le devis officiel, soit à l'imprévu soit aux honoraires des architectes. Or, ces imprévus et ces honoraires étant proportionnels au montant du devis des travaux et ce montant étant de 6.287 francs dans le devis officiel, il s'ensuit que, proportionnellement à cette somme, l'imprévu a été porté à 628 et les honoraires à 518, soit au total 1.146 francs.

Si donc, par suite de la suppression ou de l'ajournement de certains travaux portés au devis officiel, la somme affectée au paiement de l'entrepreneur ne s'élève plus qu'à 3.681 francs, l'imprévu ne sera plus que de 368, et les honoraires, que de 276, soit au total 644 fr. à déduire des 1.146 fr. portés, au même titre, au devis primitif.

Le chiffre total des dépenses se trouverait ainsi réduit à 4.314 fr. d'où il faudrait encore déduire la somme de 180 francs, à laquelle est évalué le prix de vente de la porte d'entrée actuelle du jardin de l'hôtel. La dépense se trouverait ainsi réduite à 4.264 francs.

En conséquence, Messieurs, la commission vous propose de décider

que votre Président se mettra en instance auprès du département des Beaux-Arts pour arriver à une entente sur les réductions qui s'imposent par toutes les raisons que nous venons d'avoir l'honneur de vous présenter.

Cette entente si désirable est d'autant plus à espérer qu'elle entrerait absolument dans les vues de M. le Ministre des Beaux-Arts qui, dans sa lettre du 24 mai, exprime à la fois le désir que le portail soit placé sur la rue et la pensée que la dépense ne s'élèvera pas à plus de 3.491 fr.

Voici maintenant, Messieurs, les questions auxquelles vous allez avoir à répondre :

1° Y a-t-il lieu d'établir le portail en retraite parallèlement à la rue ?

2° Y a-t-il lieu de négocier auprès du département des Beaux-Arts en vue de la suppression et de l'ajournement des travaux signalés en ce sens au présent rapport et par suite la réduction du chiffre du devis officiel à la somme de 4.264 fr. ?

3° Y a-t-il lieu de contracter un emprunt en vue d'effectuer, aussitôt après l'exécution des travaux, le paiement intégral des sommes dues à l'entrepreneur et d'obtenir, par ce moyen, une réduction sur les prix.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 16 DÉCEMBRE 1895.

La séance s'ouvre à 8 heures et demie du soir, présidée par M. le colonel Babinet. Le secrétaire lit le procès-verbal de l'assemblée générale du 8 juillet 1895; quelques observations sont échangées, et le procès verbal est adopté.

Le procès-verbal de l'Assemblée générale du 13 août est lu par le vice-secrétaire; il est également adopté.

M. le Président fait connaître les noms des membres qui se sont excusés de ne pouvoir assister à la séance: MM. Tornézy, de Larclause, de Mondion et de Châteignier.

M. le Président a écrit à M. le ministre des Beaux-Arts: le Conseil, a-t-il dit, s'est montré opposé à la réédification du portail des Augustins, sur la rue Victor-Hugo, en raison des dépenses qu'elle lui paraissait devoir entraîner; mais la Société des Antiquaires, réunie en Assemblée générale, s'est prononcée en sens contraire. Le conseil n'ayant pas pu obtenir d'un propriétaire voisin, M. Domage, la vente du terrain nécessaire pour placer le portail dans l'alignement de la rue, M. le Président prie M. le Ministre d'approuver la réédification en retrait. Il ajoute que la Société, ne pouvant pas dépenser plus de 3.500 fr., l'assemblée générale a dû renoncer à toutes les décorations du parement intérieur du monument. Et il conclut en disant combien il est urgent que les travaux soient commencés.

M. le Ministre a répondu le 11 septembre; en donnant son approbation aux décisions de l'Assemblée générale, il a prié M. le Président de se mettre en rapport avec M. Formigé.

Le 14 septembre, à l'issue d'une séance du Conseil, M. le Président a écrit à M. Formigé; il l'a mis au courant des réductions opérées sur les devis primitifs par une commission compétente; il lui a fait savoir de quelle somme pouvait, au maximum, disposer la société.

M. Lisch, inspecteur général des monuments historiques, et M. Formigé, architecte en chef, ont alors pris rendez-vous avec M. le Président. Le 14 octobre, ils se sont rencontrés à Poitiers, avec

lui et M. de la Marsonnière. M. Lisch a fait espérer à nos confrères que le portail serait réédifié avant l'hiver ; et il a pris l'engagement formel de ne pas entraîner la Société des Antiquaires à des dépenses excédant la somme totale de 3.500 francs.

Toutefois, c'est seulement le 15 novembre que M. le Président a reçu de M. Formigé un projet de reconstruction en retrait ; et le 2 décembre, il en a reçu un autre qui, inspiré par M. Lisch, modifie le premier, de façon à donner à la disposition des murs, qui accompagneraient le portail, une courbe plus accentuée, et plus gracieuse.

Le conseil a pensé qu'il appartenait à l'Assemblée générale de se prononcer sur ces deux projets.

Le second projet comporte des frais un peu plus considérables. Mais, d'après les déclarations de MM. Lisch et Formigé, il est bien entendu que la société ne devra, en aucun cas, dépenser plus de 3.500 fr. M. le Président a même annoncé que, les travaux étant ajournés au printemps, les matériaux du portail ont dû être mis à l'abri des intempéries, mais que les frais de bûchage ne seront pas à la charge de la société.

Reste toujours à résoudre la question Damage. Pour dégager le portail réédifié d'après les données du deuxième projet, il faudrait obtenir la cession de 6 m 45, tandis qu'avec le premier projet 2 m 20 suffiraient.

Une discussion s'est donc engagée où MM. Gaillard de la Dionnerie, de la Marsonnière, Ledain, Babinet, Henri Carré, de la Bouralière ont émis des vues qui, pour être parfois différentes, n'en ont pas moins présenté toutes cette préoccupation constante : Assurer le dégagement du portail ; c'est-à-dire reprendre les négociations avec M. Damage, sur des bases nouvelles, lui proposer par exemple un échange de terrain, de façon à ne pas restreindre sa cour déjà très étroite.

On s'est demandé s'il était opportun de choisir tout de suite entre les deux projets ; s'il ne vaudrait pas mieux négocier à nouveau, en attendant le printemps, époque avant laquelle il ne saurait être question de relever le portail. — L'Assemblée s'est enfin décidée à voter sur les projets proposés, de façon que MM. les Architectes ne

pussent avoir aucun doute sur le désir où est la Société de les voir commencer les travaux pour le mois prochain.

M. le Président a mis aux voix le deuxième projet, que l'assemblée générale a adopté à l'unanimité.

L'Assemblée a décidé que le procès-verbal de cette séance serait soumis à l'assemblée annuelle, réunie le 13 janvier, en vue des élections.

M. le Président a levé la séance à 10 heures.

Notice sur l'ancien couvent des Augustins de Poitiers

Par M. BÉLISAIRE LEDAIN

La transformation, ou plutôt la destruction de l'ancienne église des Augustins, dont la belle porte du ^{xvii}^e siècle faisait l'ornement de la place d'armes, a provoqué tout naturellement l'attention des antiquaires poitevins sur ce monument. Grâce à des démarches heureuses, il ne disparaîtra pas tout entier. La porte, généreusement offerte par les propriétaires de l'église à la Société des Antiquaires de l'Ouest, sera reconstruite par ses soins avec une subvention du ministère des beaux-arts dans le jardin de son hôtel, don de M. de Chièvres, qui occupe l'emplacement même du couvent des Augustins. Il n'est pas sans intérêt, pensons-nous, de retracer à cette occasion l'histoire de cet établissement religieux.

Le couvent des Augustins doit sa fondation à Herbert Berland, chevalier, seigneur des Halles de Poitiers, qui, par donation du 14 août 1345, affecta pour sa construction un terrain contenant un arpent situé sur la place du Marché Vieux, auquel il ajouta des vignes s'étendant par derrière (1). L'année suivante, Herbert Berland se distingua dans la défense de Poitiers contre l'invasion anglaise du comte Derby (7 octobre 1346). Fait prisonnier par l'ennemi il fut condamné à payer une rançon ruineuse de trois mille livres. Le roi Philippe de Valois, voulant le récompenser et l'indemniser, lui concéda, le 16 décembre 1347, le transport de la foire d'octobre dite de la Pierre-Levée, dans son hôtel des Halles où sa famille jouissait déjà depuis 1188 des profits de la foire de la Mi-Carême. Par son testament du 18 septembre 1356, Herbert Berland donna aux Augustins pour l'achèvement de leur église une somme de 140 livres et choisit sa sépulture dans la dite église, devant le grand autel. Il déchargea par le même acte leur terrain d'une rente de neuf livres formant une portion de la dotation d'une chapellenie fondée autre-

(1) Arch. de la Vienne, fonds des Augustins, l. I. — Mémoire sur les Halles de Poitiers par Rédet.

fois à Saint-Porchaire par son père défunt. Enfin il leur donna une dotation de 56 livres de rente assise sur les halles, pour célébrer trois messes chaque semaine pour le repos de son âme. Il mourut peu de temps après et fut enseveli dans le chœur des Augustins, ainsi qu'il l'avait demandé. On lui éleva un tombeau d'une certaine importance sur lequel était étendue sa statue en costume de chevalier (1).

Son fils du même nom, Herbert Berland, donna au couvent des Augustins, par son testament du 8 octobre 1422, une vigne située dans son clos des Halles. Mais antérieurement les religieux avaient reçu de diverses personnes des terrains de la valeur d'un demi-arpent en deux parties dont l'une touchait aux murs de leur église du côté par où l'on entre, devant le marché Vieux et le long de la maison de Jean Trouillon, couturier, et dont l'autre était située le long de la dite église du côté par où l'on entre au cloître, devant le marché Vieux et le long de la maison de Jean Champaigno, appelée la Côte de la Baleine. Le prieur et ses religieux obtinrent du duc de Berry, comte de Poitou, au mois de décembre 1384, l'amortissement pour les donations de ces terrains (2).

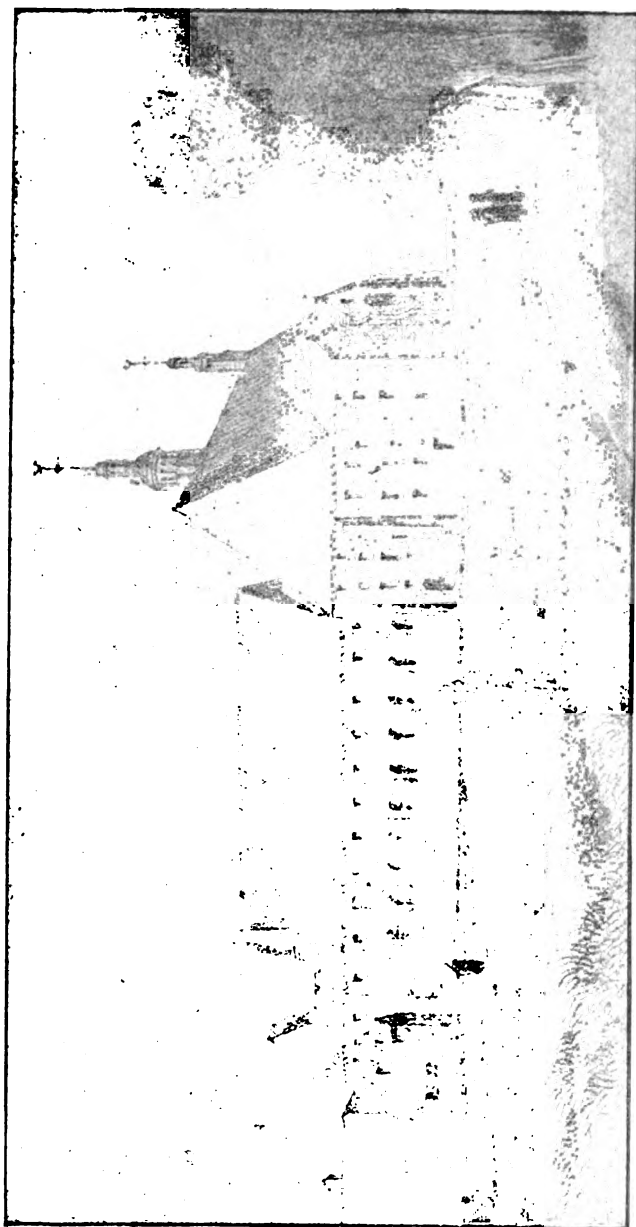
Un peu plus tard, le maire de Poitiers et un certain Jean Grain cédèrent aux Augustins ce qu'ils possédaient sur un terrain *maisons et fondeiz* situés le long du chemin du marché Vieux à S.-Ladre d'une part, le long du chemin de St-Porchaire à St-Hilaire d'autre part, et près des maisons et vergers des dits religieux, d'autre part. Les donateurs stipulèrent de la part des donataires la célébration d'un anniversaire annuel pour le repos de leurs âmes. En outre, les religieux achetèrent d'André Mauvesin, bourgeois, la part qu'il avait dans le susdit terrain, d'une étendue de 200 toises carrées. Cette acquisition était faite dans le but de construire de nouveaux édifices pour l'augmentation du couvent. Le duc de Berry, sollicité par eux, les confirma dans ces nouvelles possessions et leur fit remise du droit d'amortissement, à la charge de dire une messe tous les jours à son intention durant tout le cours de sa vie (février 1399) (3).

Les Augustins afin de compléter l'enclos de leur couvent obtinrent

(1) Arch. de la Vienne, fonds des Augustins, l. I. — *Mém. sur les Halles.*

(2) Arch. de la Vienne, f. des Augustins, l. I.

(3) *Idem.*



Le couvent des Augustins en 1659, vu du côté de l'Occident.

le 6 mars 1399, de la commune de Poitiers représentée par son procureur Pierre Chartren et de l'aumônerie de l'Échovinage représentée par Étienne Guischart, bourgeois, la concession, moyennant la rente perpétuelle de 30 sols, de la maison de la Côte du Baleine appartenant à la dite aumônerie depuis le ^{xiii}^e siècle. Cette maison était située, dit l'acte, à Losme Landain qui fait le coin des chemins de St-Porchaire à St-Hilaire et du Marché Vieux à St-Ladro et tenant à la longue allée qui est devant la maison et d'autre part aux maison et verger qui furent à Jean Grain (1).

Dès le milieu du ^{xiv}^e siècle, les Augustins bâtiront, sur leur terrain devant la place du Marché Vieux, des maisons qu'ils concéderont à cens (2).

Durant la même période, les Augustins obtinrent un privilège d'une grande importance. Le 2 septembre 1377, le souverain pontife les exempta de la juridiction de l'ordinaire (3).

Vers le milieu du ^{xv}^e siècle, ils reconstruisirent presque toute leur église, notamment le chœur. L'évêque de Noyon, Michel, consacra le nouveau monument le 15 avril 1448. Une indulgence de 40 jours fut accordée à cette occasion aux pénitents qui visiteraient cette église chaque année le jour anniversaire de sa dédicace. Les travaux de reconstruction ayant causé la ruine du tombeau du fondateur Herbert Berland, les religieux l'avaient placé au niveau du pavé. Mais Jean Méricion, successeur des Berland dans la seigneurie des Halles, s'en plaignit vivement et les poursuivit. Comme son droit était certain, les religieux ne purent alléguer à leur décharge que l'accident survenu pendant les travaux. Ils transigèrent donc le 4 janvier 1456, reconnaissant à Méricion la faculté de relever, quand il le voudrait, le tombeau du fondateur son ancêtre, dans le même lieu et dans la même forme qu'auparavant, ainsi que de rétablir la litre seigneuriale autour de l'église. Jean Méricion, conseiller du roi, père de celui-ci, avait gratifié autrefois le couvent d'une somme de mille livres (4).

Jean Berland, seigneur de Lié, par son testament du 15 novem-

(1) Arch. de la Vienne, fonds des Augustins, l. 7.

(2) *Idem*, l. 2.

(3) *Idem*, l. 1.

(4) *Idem*, l. 1.

bre 1466, fit élection de sépulture en l'église des Augustins, dans le tombeau du fondateur Herbert Berland son aïeul et de Jean Berland son père, et fit un don de 6 écus d'or aux religieux (1).

Dans le but de régulariser leur enclos, les Augustins conclurent avec le prieur de St-Porchaire, Pierre de Montfort, un échange de vignes par acte du 30 juin 1467. Le dit prieur leur cédait une pièce de treilles ou vignes, de dix journaux, située le long du mur de leur jardin d'une part, le long de la rue de St-Porchaire à St-Hilaire d'autre part, le long de la vigne du dit prieur derrière la maison de feu maître Germer d'autre part. Les religieux lui donnaient en contre-échange deux vignes, l'une près de la Chandelière et d'une vigne de St-Hilaire, l'autre le long de la rue de St-Porchaire à la Chandelière, près de la vigne cédée par le dit prieur (2).

Un échevin de Poitiers, Guillaume Macé, appartenant à une notable et ancienne famille municipale, fit, par son testament du 16 novembre 1491, une fondation de messes d'anniversaire dans l'église les Augustins où il choisit en même temps le lieu de sa sépulture entre les autels de St-Éloi et de St-Nicolas de Tolentino (3).

Le 25 septembre 1501, Olivier Mérichon, fils de Jean, fonde une messe au grand autel, dans la même église, pour la dotation de laquelle il donne une rente de 40 livres assise sur sa maison des Anges et autres, près des Halles. Une autre messe est fondée dans la chapelle de Notre-Dame de Pitié, le 1^{er} avril 1531, par Louis de Montbron, s^r d'Auxances et des Halles de Poitiers. Le 10 juin 1532, le couvent des Augustins est gratifié d'une treille de sept journaux par Robert Irland, dit M. l'Escossais, treille qu'il tenait par échange du prieur de St-Porchaire (4).

Le 24 novembre 1550, le lieutenant général de la sénéchaussée, François Doyneau, autorisa les religieux à comprendre dans leur ancien clos de vignes une autre vigne qu'ils possédaient derrière le logis de la Monnaie, en laissant entre leur muraille et la dite maison une petite rue de sept pieds de large communiquant à la rue de Geffe appelée plus tard des Hautes-Treilles. Il les autorisa en outre

(1) Arch. de la Vienne, fonds des Augustins, l. I.

(2) *Idem*, l. I.

(3) Arch. de la Vienne, fonds des Augustins, l. I. — Guillaume Macé institue comme son héritier son fils Hilaire.

(4) *Idem*, l. 2.

à vendre un jardin sis en la dite rue de Geffe, près de la maison de François Poupet, à la charge par l'acquéreur d'y bâtir dans le délai d'un an (1).

Un échange de terrains fut conclu, le 7 mars 1551, entre Hector Amon, prieur des Augustins docteur en théologie, et Joachim de la Croix, éc., s' des Brétinières. Par cet acte, Joachim de la Croix céda aux religieux une vigne de 7 toises de long, sise près de leur vigne et de la sienne, non loin de la rue de Geffe. Ceux-ci lui cédaient une vigne de 22 toises, près de la sienne et tenant au sentier qui débouchait dans la rue Geffe (2). Ces divers contrats qui, malgré les détails des délimitations qu'ils contiennent, ne peuvent donner une idée suffisamment nette de l'état ancien des lieux aujourd'hui si transformés, avaient pour but de régulariser l'enclosure du couvent.

En 1559, les Augustins, autorisés par les officiers royaux, arrentèrent divers terrains pour y construire des maisons, afin de se créer des revenus. Le 18 août ils concédaient ainsi l'emplacement où était le portail et la sacristie avec conditions de placer l'entrée où se trouvait la sacristie qui serait transférée dans une chapelle commencée. Le 2 septembre ils faisaient adjuger cinq emplacements sur la rue des Hautes-Treilles, à Pierre Cotereau, Laurent Dreux, Jean David et Jean du Pays. Ce dernier emplacement était contigu à la porte charretière du couvent qui aboutissait près du puits. Il passa en 1577 à Jean Pamphile sergent royal et plus tard à M. Cytois apothicaire. En 1565, ils arrentèrent à François Clabat, avocat, un logis le long de la même rue des Hautes-Treilles, qui passa plus tard à Claude Bonneau de Beauregard (3).

En 1561, le couvent fut victime d'une invasion violente et inattendue de la part des protestants qui, depuis plusieurs jours, cherchaient à s'emparer d'une église de la ville pour y exercer leur culte. Malgré les représentations faites à leur ministre par les officiers royaux et refusant de se soumettre à l'édit royal du mois d'août 1561, ils s'assemblèrent en grand nombre, le samedi 14 octobre, devant la porte des Augustins qu'ils ébranlèrent avec fureur, apostrophant les religieux et leur criant : ouvrez vos portes. Pendant ce

(1) Arch. de la V., f. des Aug., l. 7.

(2) *Idem*, l. 7.

(3) *Idem*, l. 2.

temps-là un autre groupe de gens, la plupart inconnus et masqués, attaquaient la porte de derrière dite porte charretière qu'ils firent sauter au moyen de leviers et de gros marteaux. Parvenus dans les cloîtres ils s'emparèrent des clefs, ouvrirent les autres portes et forcèrent les religieux à se retirer dans leurs chambres. Le lendemain dimanche et jours suivants le ministre prêcha la nouvelle doctrine dans l'église et s'y installa comme si elle lui appartenait. Le président du Présidial, Aubert, le lieutenant général, de la Haye, et le lieutenant criminel, de Brilhac, impuissants devant l'émeute, car ils n'avaient aucunes forces à leur disposition, informèrent immédiatement le roi de la rébellion des protestants, en prévirent également le sénéchal, Montpezat, et ouvrirent une enquête. Le roi envoya ses instructions le 30 octobre. Il ordonnait au gouverneur du Poitou, comte du Lude, et au sénéchal de se transporter à Poitiers, d'enjoindre aux protestants d'évacuer le couvent et de le restituer à ses légitimes propriétaires. En cas de refus il leur proscrivait d'employer la force. Il leur recommandait aussi de rechercher les plus coupables et de les livrer à la justice (1).

Les officiers royaux réussirent à remettre aux Augustins leur monastère. Mais un plus grand malheur ne devait pas tarder à fondre sur ces religieux. Les horribles pillages et violences de toutes sortes commis à Poitiers, au mois de mai 1562, par les bandes protestantes de Grammont et de Sainte-Gemme ne pouvaient manquer de les atteindre. Les autels et tout le mobilier de l'église et du couvent furent complètement détruits (2).

Réduits à la plus extrême misère par suite de ces désastres, les Augustins cherchaient tous les moyens susceptibles de leur procurer quelque ressource. Le 27 janvier 1574, leur prieur, Etienne Serpet, arrentait l'infirmerie du couvent, moyennant 12 livres. Le 23 juillet suivant, le prieur Christophe Gérardy arrentait, moyennant 30 livres, à Antoine Dapvril, hôtellier, l'ancien logis de la Baleine qui passa plus tard, en 1579, à Joachim d'Arnault (3).

La restauration des ruines eut lieu lentement et péniblement.

(1) Fonds Français 15875, pp. 356, 355, 369. Lettre des officiers de Poitiers à Catherine de Médicis. Instructions du roi pour MM. du Lude et de Montpezat.

(2) Arch. de la V., f. des Augustins, 1. 2.

(3) *Idem*, 1. 7.

L'administration du R. P. Étienne Rabâche, prieur en 1602, réformateur de l'ordre, décédé plus tard à Angers en odeur de sainteté, remit un peu d'ordre dans la maison. Le grand autel de l'église orné de six colonnes fut rebâti et reculé vers le fond avec la sacristie par derrière. La séparation de la nef et du chœur fut enlevée. Trois nouveaux autels furent consacrés, le 16 novembre 1603, par Geoffroy de Saint-Belin, évêque de Poitiers (1).

En 1612, les Augustins reconstruisirent le grand pignon du chevet, du côté de la place du Marché Vieux, là où devait s'ouvrir plus tard la grande porte. Le conseil des échevins craignant un empiétement de la nouvelle construction sur la voie publique, fit signifier au prieur et à l'entrepreneur de maintenir le pignon sur l'emplacement qu'il occupait auparavant. Ceux-ci lui donnerent l'assurance qu'il ne serait en rien innové à l'état ancien (2 et 30 avril 1612) (2).

Cependant des désordres, résultat inévitable du relâchement de toute autorité au milieu des longues et cruelles discordes à peine terminées, s'étaient introduits dans le couvent. Affligés de ce spectacle, les habitants de Poitiers demandèrent aux augustins de Bourges, qui venaient d'être réformés, d'envoyer à Poitiers quelques-uns de leurs religieux pour y apporter le même bienfait. C'est, en effet, ce qui eut lieu. La vie commune y fut rétablie et la piété refit son apparition, à l'honneur de Dieu et confusion des hérétiques. Aussi, lorsque certains mauvais esprits manifestèrent l'intention perfide de changer les nouveaux règlements, le conseil de l'échevinage, par décision du 24 avril 1620, supplia-t-il les supérieurs ecclésiastiques de maintenir la réforme au couvent (3).

La régularité intérieure étant rétablie et le nombre des professions religieuses augmentant, on sentit la nécessité de reconstruire et agrandir le couvent. Grâce aux secours accordés par le trésor royal, on éleva un bâtiment contenant vingt cellules basses et vingt cellules hautes, un dortoir et une partie de l'infirmerie. La réception des travaux fut faite, le 19 octobre 1635, sur procès-verbal d'un sieur Poussineau, par les trésoriers généraux de France à Poitiers,

(1) *Idem*, l. 2.

(2) Rég. 67 des délibérations du corps de ville pp. 127, 133, 140. Le conseil avait donné aux Augustins la somme de 9 livres pour contribuer à leurs réparations.

(3) *Idem*, l. 2.

grands voyers en ladite généralité. Mais, comme la dépense, qui s'était élevée à 4.100 livres, dépassait le devis primitif des travaux porté à 3.150 livres, les Augustins demandèrent au roi de vouloir bien payer l'excédent sur les dépenses des ponts et chaussées pour l'année suivante(1). Plus tard, en 1660, ils ajoutèrent plusieurs chapelles à leur église sur la façade du nord, le long de l'allée conduisant de la place du Marché Vieux au couvent (2).

Un curieux dessin contenu dans un ouvrage intitulé *orbis augustinianus*, édité à Paris en 1659, chez Pierre Baudouin, et existant autrefois dans la bibliothèque des Augustins de Poitiers, représente ce couvent vu du côté de l'occident, c'est-à-dire des jardins. On aperçoit l'église avec sa haute toiture surmontée de deux petits clochers en bois, l'un sur la nef, l'autre sur le chevet. Au nord s'étend un long bâtiment percé de dix fenêtres. C'est celui bâti en 1635, dont une grande partie, transformée à notre époque, forme aujourd'hui l'hôtel de Chièvres donné à la Société des Antiquaires. La rue Victor-Hugo, ci-devant de la préfecture, ouverte en 1869, a emporté la partie antérieure de l'église et traversé les anciens jardins du couvent.

Les Augustins avaient conquis une grande influence et une profonde considération dans le public religieux de Poitiers. Un grand nombre de personnes de tout rang et de toutes conditions tenaient à se faire ensevelir dans leur église et se recommandaient à leurs prières au moyen des fondations de messes qu'ils instituaient par leurs testaments. Une ordonnance de M. de la Rochepozay, évêque de Poitiers, du 3 avril 1645, confirmée par arrêt du parlement de 1646, régla d'une manière équitable, dans le but de sauvegarder les droits des curés de paroisses, tous les détails des cérémonies funèbres quand, par ordre des défunts, elles devaient avoir lieu dans les églises des couvents. Une autre ordonnance du même évêque du 24 sept. 1649 permit aux Augustins d'exposer le Saint Sacrement tous les jeudis(3).

La lecture des testaments des personnes ensevelies dans leur église, testaments d'ailleurs semblables à tous ceux de cette époque, est véritablement édifiante. Elle démontre de la manière la plus sûre et la plus vraie, la vivacité, la sincérité de la foi religieuse des anciennes

(1) Arch. de la V. f., des Augustins, l. 2.

(2) *Idem*, l. 3.

(3) Arch. de la V. f. des Aug., l. 3.

génération. La première préoccupation des testateurs, c'est le salut de leurs âmes. Ils fondent des messes et des anniversaires, chacun dans la mesure de ses moyens, règlent minutieusement les détails des cérémonies, le nombre et la nature des prières, le lieu où leurs corps seront déposés, les jours où les religieux iront y prier pour leur salut. Les termes mêmes qu'ils emploient pour prescrire leurs dernières volontés sont d'une simplicité et d'une piété vraiment touchantes.

Rappelons ici les noms d'un certain nombre de ces personnages oubliés dont les descendants existent encore sans doute dans la cité Poitevine.

1601. — DE LA RUELLE.

1614. — DU VIGNAUT.

1617. — MARIE THUBERT; don de 300 livres.

1621. — BERTRANDE ALLONNEAU; don d'une rente de 100 livres.

1623, 7 octobre. — MARIE THOREAU, veuve de Jean de Villeret; don d'une rente de 40 sacs, assise sur sa maison près du cimetière de Saint-Porchaire, sur la rue de l'Arsenal.

1624. — ADAM, chanoine de Saint-Pierre-le-Puellier; don de 25 livres de rente.

1625. — PILLOT, procureur; don de 300 livres.

1631. — CALIXTE ENGAIGNE; don de 2.000 livres.

1641. — LELET et CATHERINE FROTTIER.

1644. — SUZANNE THUBERT; don de 150 livres.

1645, 21 décembre. MARIE JAUDONNET, veuve de JEAN de MESCHINET, éc., s' des JOUSTEAUX, gouverneur de la ville et château de Bressuire, exempt des gardes du corps du roi, fonde des messes pour son mari enseveli aux Augustins en la chapelle de Notre-Dame.

1648, 15 octobre. — Bernard PATRIARCHE, fils de feu Joachim Patriarche, en son vivant lieutenant au régiment de Navarre, natif de Metz, sur le point de faire profession religieuse aux Augustins de Poitiers, institue sa sœur pour son héritière universelle, à la charge de donner 800 livres au dit couvent.

1649, 28 septembre. — Jeanne RAT, demeurant rue des Hautes-Treilles, près des Augustins, choisit par son testament sa sépulture dans leur église et leur lègue une rente.

1650, 5 novembre.— Georges CHESSE, éc., sr d'Anzec, demeurant au Marché Vieux, fait un testament semblable.

1652, 3 août.— Renée SICARD, veuve de Louis Garnier, éc., sr de la Pommeraye, choisit sa sépulture dans la même église.

1652. — François CYTOIS, doyen de la faculté de médecine.

1653. — DE CHATEAUNEUF.

1654. — BOURGEOIS.

1655. — Françoise DE NICOLAI.

1657. — Richard DE LA ROCHE DE BRAN.

1658. — CAILLET DE VÉRINES.

1660. — Catherine MORISSET donne 1.000 livres.

1662, 28 juillet.— Anne GOMBAUT, sœur de Charles Gombaut, éc., sr de Méré qu'elle institue son exécuteur testamentaire, demeurant au Marché Vieux, élit sa sépulture dans la chapelle Saint-Sébastien.

1665, 24 juin. — Hilaire DE L'AGE DU RIVAUT lègue aux Augustins 2.700 livres pour fondation de messes.

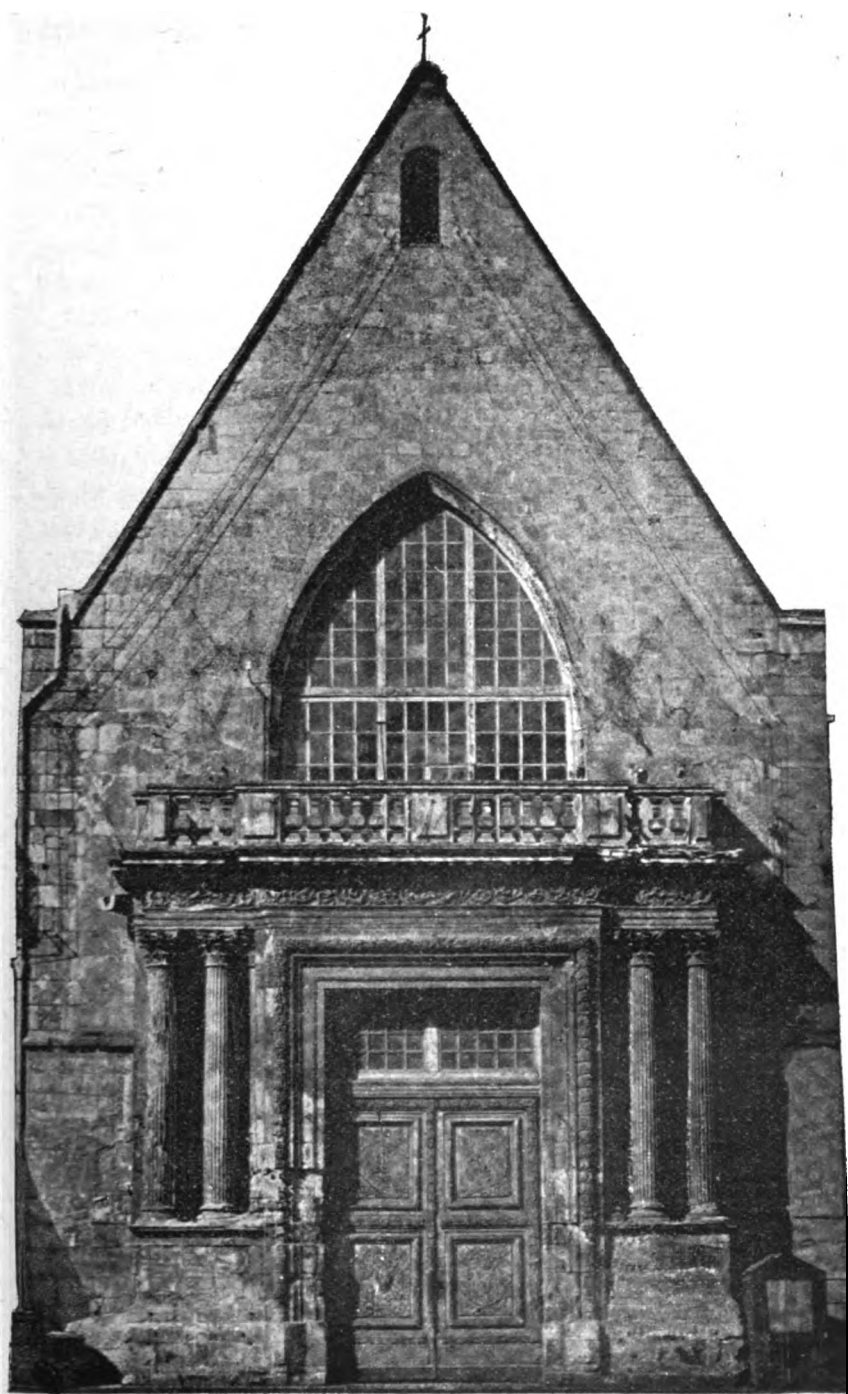
1666, 19 août. — Jeanne MERCELET, veuve de Jacques GIRAUD, sr de Boisrond, leur lègue une rente de 83 livres.

1666, 23 janvier. — Le sr de MONTPOMMERY, condamné à mort pour assassinats et exécuté à Poitiers, fut enseveli aux Augustins (*Journal de Denesde*, p. 200).

1666, 27 décembre. — Charlotte de JOUSSERAND, épouse de Charles Chasteigner, marquis de la Rochepozay, demeurant au château de Rouilly, paroisse de Cramart, leur lègue 4.000 livres pour fondation de messes et élit sa sépulture dans la chapelle de l'Ange-Gardien où elle fut, en effet, ensevelie. Elle était morte à Rouilly le 15 janvier 1667.

1668, 24 février. — Philippe BERLAND, éc., sr du Plessis, fils de Jacques Berland, qui par testament du 30 mai 1639 avait élu sa sépulture dans le caveau des Berland, ses ancêtres, fondateurs du couvent et avait légué aux religieux une rente de 25 livres pour fondation d'une messe, constitue cette rente par acte spécial en exécution des volontés de son père.

1670. — Jean PINET, receveur des tailles, condamné à mort et pendu le 16 mai, pour crime de concussion, est enseveli aux Augustins. (*Hist. du Poit.*, par Thib., III, 429. Arch. mun., rég. 18, l. 43.)



Portail de l'église construite en 1671.

1671. — Geneviève THOMAS, veuve de Louis de Fontenettes, docteur en la faculté de médecine de Poitiers, élit sa sépulture aux Augustins, près de celle de son mari, et lègue 300 livres pour fondation de messes.

1679, 8 juillet. — Marguerite THUAU, dame de Vaux, élit sa sépulture dans la chapelle St-Thomas de Villeneuve et lègue 375 livres.

1698. — Charlotte ENGAIGNE DE ST-GERMIER lègue 200 livres.

1690. — Jacques DE GENNES lègue une rente de 50 livres.

1706, 12 janvier. — Anne BARBIER, épouse de Coutineau, avocat, donne 160 livres pour fondation de messes.

1705, 26 décembre. — Marie PAULTE, veuve de Claude, marquis de Ste-Maure, dame d'Augé, demeurant à Poitiers, choisit sa sépulture dans la chapelle de Notre-Dame et lègue 72 livres.

1710. — LAILLAUD.

1720. — DE LA FÈRE.

1749, 5 septembre. — Jacques DU LUC, chevalier de St-Louis, commandant du régiment du comte d'Eu, est enterré aux Augustins (1).

L'un des bienfaiteurs du couvent qui mérite une mention spéciale c'est le donateur de la belle porte récemment démontée et donnée à la Société des Antiquaires pour être reconstruite dans son hôtel. Le 29 juin 1669, Claude du Chaffaut, sr de la Sénardière, paroisse de Bouferré près Montaigu, se trouvant malade à Poitiers dans la maison de François le Berthon, procureur, rédigea son testament par lequel, choisissant sa sépulture aux Augustins, il leur légua une somme de 3.600 livres, destinée à la construction d'un portail dans le pignon de leur église devant la place du Marché Vieux qui devait un peu plus tard prendre le nom de place Royale. Il faisait ce don, disait-il, pour des raisons particulières et pour l'acquit et le repos de sa conscience (2). Le terrain nécessaire à l'édification de cette porte, d'une largeur de cinq pieds, fut concédé aux Augustins par l'autorité municipale, au mois de juin 1670, à condition de rétablir à leurs frais autant de pavé sur le Marché Vieux qu'ils en prendraient de celui de la rue et de n'employer le dit terrain à aucune autre

(1) Arch. de la V., f. des Augustins, l. 3, 4, 5, 6.

(2) *Idem*, l. 4.

destination. La première pierre du monument fut posée avec solennité le 12 août 1671 par le maire Jean Gabriau et les échevins qui en avaient été priés par le prieur des Augustins. Ils jetèrent, suivant l'usage, quelques pièces d'argent dans les fondations(1).

Cette nouvelle porte changea complètement l'aspect extérieur et la disposition intérieure de l'église. En effet, elle fut placée sur le chevet, à la place d'une grande fenêtre dont on a pu facilement reconnaître les traces lors de sa récente démolition. Elle était accompagnée de chaque côté de deux belles colonnes cannelées, placées sur un soubassement, surmontées de chapiteaux d'ordre composite bien fouillés, supportant une architrave avec une frise sculptée et un fronton orné des statues de la Ste vierge, de St Augustin et de Ste Monique. Le fronton et les statues avaient été remplacés au commencement de ce siècle par un balcon disgracieux (2). Tout en donnant un accès plus facile à l'église, elle embellissait la place du Marché Vieux par ses élégantes et heureuses proportions. On a attribué la construction de la porte des Augustins à Jean Girouard, artiste poitevin dont la maison se trouvait non loin de là, près des Halles. Mais Girouard, qui revint de Paris vers 1680 et qui sculpta la statue de Louis XIV érigée sur la place du Marché Vieux en 1687, était bien jeune en 1670 lors de l'édification de cette porte. D'ailleurs, il n'était que sculpteur et non pas architecte (3). Il semble bien plus vraisemblable d'attribuer cette œuvre à l'architecte François Leduc dit Toscane, qui construisit en 1660 la chapelle des carmélites de Poitiers et qui fit d'autres grands travaux à St-Cyprien de Poitiers, à St-Maixent et à l'abbaye de Celles. Il mourut à St-Maixent en 1698.

Naguère, en 1633, René Brochard, écuyer, seigneur des Fontaines, conseiller au Présidial avait contesté judiciairement à Philippe Berland, chev., sr de la Guitonière, les droits et les prérogatives honorifiques de fondateur du couvent des Augustins. Mais un arrêt du parlement du 10 juillet 1638 y avait maintenu ce dernier et ses successeurs en qualité de descendants d'Herbert Berland. En vertu de cette décision,

(1) *Idem.* — Rég. 121 des délib. du corps de ville.

(2) *Souvenirs du Poitiers d'avant 1789*, par de la Liborlière, p. 9.

(3) *Bull. de la soc. des Antiq. de l'Ouest*, t. III, IV. — Arch. de la V. G. 7, 143.

Françoise Berland, fille aînée de Philippe et épouse de François Thibault de la Carte, demeurant à Poitiers, paroisse de St-Porchaire, se transporta avec son mari, le 30 mars 1673, aux Augustins qu'elle somma de les reconnaître pour fondateurs (1).

Les Augustins, parmi lesquels il y eut souvent des docteurs et professeurs en théologie, étaient affiliés à l'université de Poitiers. Celle-ci, par un acte du 7 mars 1665, leur avait conféré, sous certaines conditions, divers droits et privilèges, notamment la soutenance d'actes et de disputes publiques dans leur couvent. Or, en 1683, les Augustins avaient contrevenu à ces conditions. L'université, par un décret du 24 mai, supprima les privilèges accordés en 1665. Les Augustins reconnurent leurs torts et demandèrent une réconciliation. Leur prieur Claude Liger et leur procureur Mathurin Bourgault conclurent, le 4 mai 1688, un accord avec quatre délégués de l'université, Pierre de la Borde, archidiacre de Poitiers, docteur en théologie; Charles Chaubier, conseiller du roi, docteur régent ès droits; André Denesde docteur régent en médecine; le P. Louis Le Jay, docteur ès arts, religieux de la compagnie de Jésus. Les délégués recevant les excuses et les regrets des Augustins s'engagèrent à faire rendre dans huitaine par l'université un décret les rétablissant dans leurs privilèges de 1665, à condition qu'ils appelleraient les recteur et docteurs pour assister et présider à tous les actes et disputes publiques qui auraient lieu dans leur couvent; qu'ils prendraient jour de l'université pour soutenir les dits actes; qu'ils rendraient tous les honneurs dus par les ordonnances royales; qu'ils seraient soumis à tous ses statuts et qu'ils assisteraient à la procession annuelle de la fête de St-Thomas, qui avait lieu depuis l'église de St-Pierre jusqu'aux Jacobins (2).

Un autre conflit éclata entre les Augustins et la municipalité, en 1728, à l'occasion d'une de leurs maisons contiguë au couvent où l'on avait caserné une partie du régiment de Richelieu. Malgré l'offre spontanée qu'ils en avaient faite à la mairie dès l'année 1720, ils n'avaient pas tardé à le regretter, car le voisinage des soldats troublait de la manière la plus inconvenante le recuoillement et les exercices religieux de leur couvent. Ils supplièrent donc l'intendant

(1) Arch. de la V., f. des Augustins, l. 4.

(2) Arch. de la V., f. des Aug., l. 5.

de la province de vouloir bien y remédier. Le maire et les échevins s'y opposèrent par le motif qu'ils n'avaient transformé cette maison en caserne que par nécessité et à cause de la modicité du loyer. Les Augustins se pourvurent de nouveau auprès de l'intendant, puis du ministre, protestant que la ville n'avait pas le droit de disposer de cette maison. Nous ignorons si leur plainte fut écoutée (1).

Depuis la construction de la grande porte, en 1670, il ne semble pas que le couvent ait été l'objet de grandes modifications. Cependant une inscription trouvée en 1867 et relative à la pose d'une première pierre par Ferdinand Frère, prieur du monastère en 1752, indiquerait l'exécution de travaux sur lesquels d'autres renseignements manquent. Elle est ainsi conçue :

Primum hunc lapidem posuit.
R. P. Ferdinand Frère sacr. theol.
profess. hujusce prior conventus, anno.
Dom. M^oVCCLII, Benedic. XIV pont.
Ludov. XV regnante (2).

L'ancien dessin de 1659, représentant l'aspect du couvent à cette époque, indique, nous l'avons vu, l'existence de deux clochers sur l'église. Celui qui était placé sur le chevet et par conséquent sur la nouvelle porte de 1670, se trouvait donc en même temps au bord de la rue et de la place royale. En 1760 son état de vétusté l'avait rendu menaçant pour la sécurité des passants sur lesquels on craignait qu'il ne s'écroulât. Le bureau des finances, en qualité de grand voyer de la généralité, ordonna aux Augustins, le 27 novembre, de le démolir (3). Nous ignorons lequel des deux clochers contenait l'horloge. Cependant nous pensons qu'elle était placée dans celui qui s'élevait sur le chœur, car le journal de Denesde nous apprend que, dans la nuit du 28 au 29 janvier 1645, un ouragan avait renversé la grande croix du dome de l'horloge des Augustins (4). Or la gravure de 1659 représente un clocher muni d'un dome sur le chœur.

Le couvent des Augustins demeura florissant jusqu'à la fin de son

(1) Arch. de la V., f. des Augustins, l. 6.

(2) Bull. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest, XI, 515. L'original de l'inscription est au musée lapidaire des Antiquaires.

(3) Arch. de la V., f. des Augustins, l. 6.

(4) Journal de Denesde, p. 129.

existence. En 1703, on y constatait la présence de seize religieux. L'église, enrichie de faveurs spirituelles par les papes et les évêques, était très fréquentée par les fidèles. C'était là où, pendant la dernière moitié du XVIII^e siècle, se célébrait le dimanche la messe militaire de midi à laquelle assistait le régiment en garnison à Poitiers. En sortant de la cérémonie, le régiment allait faire la parade sur la place Royale, au son de la musique et des tambours, à la grande satisfaction des promeneurs poitevins, toujours si friands de ce spectacle (1).

Confisqué par la Révolution, le couvent des Augustins devint le siège de la société des amis de la constitution, sous la direction d'Antoine Thibaudau, le futur conventionnel, qui la transféra bientôt aux Jacobins (2). Il fut alors vendu nationalement et converti plus tard en magasin de fers, puis en bazar de toutes sortes de marchandises. Un nouvel établissement du même genre qu'une compagnie juive vient d'y installer a fait disparaître de cette église les dernières traces de son ancienne destination religieuse.

Non seulement l'intéressante porte du XVII^e siècle et le pignon ont été remplacés par une façade de style commercial, peut-être remarquable en son genre; mais l'intérieur, d'ailleurs déjà bien dénaturé, a été si complètement remanié qu'on ne pourrait jamais se douter qu'il y eut là un édifice religieux. Les morts eux-mêmes, couchés en si grand nombre sous ce sol sacré, en ont été arrachés et leurs ossements mêlés aux décombres ont été dispersés au loin (3). Gardiens respectueux des traditions et de la mémoire des ancêtres, aussi bien que de leurs monuments, les Antiquaires doivent flétrir cette profanation. La précieuse épave archéologique qu'ils ont recueillie conservera le souvenir matériel de cet ancien asile de la prière et de la mort transformé en temple du lucre, de même que ces quelques pages, nous l'espérons, préserveront de l'oubli la mémoire de ses fondateurs, des Poitevins qui y avaient choisi leur dernière demeure et des religieux chargés de prier pour le repos de leurs âmes.

(1) *Souvenirs du Poitiers d'avant 1789*, par M. de la Liborlière, pp. 6, 7.

(2) *Mémoires de A. Thibaudau*, p. 120. Paris et Niort, 1875.

(3) Disons cependant que durant le cours des travaux, quelques réclamations ayant été faites contre ces profanations, plusieurs ossements furent transportés au cimetière de Chilvert.

Noms de quelques prieurs des Augustins.

Hector AMON, docteur en théologie.	1551
Etienne SERPET. janvier	1574
Christophe GÉRARDY. juillet	1574
Etienne RABACHE, réformateur de l'ordre.	1602
Claude LIGER.	1688
Pierre COLLOT.	1699
DAUPHIN.	1703
Ange FAVEROT.	1707-1708
Pierre COLLOT.	1713-1715
BARON.	1718
Antoine CONSTANT.	1722
TRIDON.	1728
Charles ROBIN.	1733
Ferdinand FRÈRE, professeur en théologie.	1752
Joseph-Félix FÉRON.	1766
AUGIER.	1789

Notice sur le conseil supérieur de Poitiers. (1771-1774)

Par M. BABINET, conseiller à la Cour de cassation

Exclusivement préoccupé de notre histoire locale, je n'ai pas à insister sur la révolution causée dans l'ordre judiciaire au siècle dernier par la création des conseils supérieurs en 1771. Le démembrement du Parlement de Paris ne nous intéresse plus. Il serait facile de faire ressortir l'inconséquence de certains auteurs qui semblent épouser les rancunes des parlementaires parisiens contre le *parlement Maupeou* et les Conseils, tout en reprochant au Gouvernement royal sa résistance à des réformes qui n'étaient pas mieux justifiées que celle-là. C'est sur les conseils supérieurs qu'ont été calquées les cours d'appel qui fonctionnent aujourd'hui. Ce n'était pas sans raison que, dans le préambule de l'édit de 1771, le garde des sceaux insistait sur les inconvénients de l'étendue excessive du ressort du parlement de Paris, et qu'il préconisait le principe de la gratuité de l'institution des magistrats comparé à la vénalité des charges judiciaires.

Il est vrai que, si le Roi se réservait la nomination directe des membres des Conseils, il cédait aux habitudes du temps en constituant à titre d'offices achetés, et transmissibles moyennant finances, toutes les fonctions accessoires, y compris celle de greffier; mais personne ne voyait là une contradiction choquante, — et cette pratique subsiste encore aujourd'hui.

L'édit du 22 février 1771, enregistré en Parlement le 23, créait six conseils à Arras, Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon et Poitiers. En ce qui concerne le Poitou, c'était la réalisation tardive d'une promesse faite par le Roi en 1451, sous la mairie d'Hugues de Conzay, aux députés envoyés en Guyenne pour réclamer une chambre souveraine à raison de la distance excessive de Paris. Cette promesse avait été réitérée en 1486 et 1496. Notre conseil comprenait les ressorts judiciaires d'Angoulême, Bellac, Châtellerault, Civray, Cognac, Le Dorat, Fontenay-le-Comte, La Rochelle, Lusignan, Montmorillon, Niort, Rochefort, Saint-Maixent, Vouvant. Un second

édit de mars, enregistré le 17 avril, plaça expressément sous la juridiction du Conseil supérieur la Sénéchaussée, le Présidial et la Cour conservatoire de Poitiers, le bailliage de Loudun distrait du présidial de Tours et la Sénéchaussée de Saumur distraite du présidial d'Angers, ainsi que les justices des Seigneurs du Poitou qui ressortissaient nûment du Parlement de Paris.

Enfin il ne faut pas oublier que l'édit d'avril 1771, enregistré au Parlement le 13 de ce mois et supprimant la Cour des Aides, enrichissait la juridiction du Conseil de toutes les affaires portées devant les élections, les greniers à sel, les juges des traites et ceux des fers spécifiés.

Le salaire était suffisant pour l'époque. On allouait au premier président 6.000 livres, aux autres présidents et au Procureur général 4.000 livres, 3.000 aux avocats généraux, 1.000 aux substitués, enfin 2.000 aux conseillers. Aucun droit ne pouvait être perçu à titre de vacation, d'épices ou autrement. Pour assurer l'assiduité des membres, l'ensemble de leurs gages était divisé en autant de parts qu'il y avait de jours d'audience. Sauf le cas de maladie ou d'empêchement légitime, la part des absents devait accroître aux présents d'après les constatations du registre de présence visé par le président à la fin de chaque séance.

Le costume, la tenue des audiences, la procédure furent réglés par lettres patentes du 1^{er} juillet 1771, enregistrées au Conseil le 9 août suivant. Il serait sans intérêt de s'y arrêter.

Un mot des *prérogatives*. Indépendamment du rang supérieur aux autres magistrats relevant désormais du Conseil, ses membres devaient jouir de la noblesse personnelle, dont la transmission à leur postérité était subordonnée à une condition qui ne se réalisait pour personne : c'était que le père et le fils eussent rempli successivement un des offices, chacun pendant 20 ans ou fussent morts en exercice avant les 20 ans révolus.

Un édit du 16 août 1771 leur attribua le privilège de *committimus* dans la sénéchaussée du lieu de leur résidence.

Voilà pour les généralités. Examinons de plus près ce qui regarde le conseil supérieur de Poitiers. Nos renseignements ont été puisés aux sources, c'est-à-dire avant tout aux Archives nationales, où sont déposés dans des cartons les registres, les plumitifs, les pièces

enregistrées et tous les documents recueillis aux deux greffes du Conseil (Voir série X^{1B}, n° 9775 à 9787, et série X^{2B}, n° 1503 à 1504).

On y voit, indépendamment des affaires civiles et criminelles jugées au fond, que le conseil était substitué au Parlement pour l'enregistrement de toutes les provisions d'offices des sièges relevant de son ressort, et l'on y trouve ainsi des renseignements précieux sur les magistrats de tout ordre institués de 1771 à 1774.

Composition du Conseil supérieur.

L'édit de création lui avait attribué un premier Président, deux autres présidents, un procureur général, deux substituts, un avocat général, 20 conseillers, un greffier civil, un greffier criminel, 24 procureurs et 12 huissiers. Une charge de second avocat général fut ajoutée le 4 décembre 1773 par faveur spéciale pour le fils du 1^{er} président.

Il fut procédé à la constitution du conseil de la manière suivante.

Le 12 mars 1771, le 1^{er} président présenta requête au lieutenant général de la sénéchaussée, M. Constant, quiregistra ses provisions, et reçut en chambre du conseil à onze heures du matin son serment de « bien et fidèlement servir le Roy et exercer l'état et « office de 1^{er} président, garder les ordonnances, rendre la justice « aux pauvres comme aux riches, tenir les délibérations du conseil « closes et secrètes, et en tout se comporter comme bon, sage, « vertueux et notable 1^{er} président de conseil supérieur. »

Le 14 mars le 1^{er} président reçut lui-même le serment du procureur général ainsi conçu : « Exercer l'état et office de procureur « général et garde du Trésor des Chartres, titres, papiers et registres de la couronne, garder les ordonnances, et se comporter « comme un bon et fidèle procureur général doit faire. »

A partir du 15 mars, sur les réquisitions du procureur général, les autres membres du conseil furent installés successivement.

Leur liste est fournie par les enregistrements contenus aux cartons n° 9775 à 9779 série X^{1B} des archives, complétés par les mentions des registres qualifiés plunitifs (n° V. 5577, carton 9785. X^{1B} et n° V. 5585 et 5586, carton 9787. X^{1B}). J'y ai joint de rares détails provenant d'autres sources sur leur état civil.

Premier Président.

12 mars 1771, serment. Provisions d'office du 25 février. De la Bourdonnaye Paul-Esprit-Marie, chevalier, comte de Blossac, marquis de Timeur, conseiller du roy en ses conseils, maître des requêtes honoraire de l'hôtel du Roy, intendant de Justice, police et finances de la généralité. •

Second Président.

16 mars 1771, serment (pareil à celui du 1^{er} président, sauf le mot *notable*). Constant Pierre, chevalier, seigneur de la Foujassière, lieutenant général de la sénéchaussée et présidial de Poitiers. Provisions du 25 février, et dispenses du degré de parenté avec le troisième président, son gendre. Magistrat depuis 1740.

Troisième Président.

13 mars 1771, serment, Irland François-Hubert, chevalier, seigneur de Bazoges, lieutenant criminel au présidial depuis 1748, et lieutenant général en survivance en la sénéchaussée suivant lettres du 26 mars 1766. Provisions du 25 février contenant lettres de compatibilité avec ses deux offices actuels, et aussi dispenses d'alliance avec Constant, sous la réserve que, si les votes du beau-père et du gendre étaient conformes, ils ne compteraient que pour un.

Conseillers.

1. 13 mars 1771, serment. Du Tiers, François Charles, écuyer, assesseur criminel au présidial depuis 1733. Provisions du 25 février. Lettres de compatibilité avec ses fonctions d'assesseur qu'il céda le 7 juillet 1773 à André Baguenard pour devenir assesseur honoraire. Doyen du Conseil.

2. 13 mars 1771, serment. Nicolas Julien-Joseph-Nestor, conseiller au présidial depuis janvier 1752. Provisions du 25 février et lettres de compatibilité. Reprit en 1775 son office au présidial qu'il n'avait pas cédé.

3. 13 mars 1771, serment. Tourneporte François Marie, prêtre, conseiller au présidial depuis juillet 1760. Provisions du 25 février avec lettres de compatibilité en vertu desquelles il céda le 5 août 1772 à René de Lamarque. Il rentra au présidial le 30 mai 1776, en perdant son rang, et à titre de conseiller clerc en remplacement de Philippe Légier.

4. 13 mai 1771, serment. Turquand d'Auzay, Philippe, conseiller au présidial depuis juin 1762. Provisions du 25 février, avec

lettres de compatibilité qui lui permirent de reprendre en 1775 son office non cédé.

5. 15 mars 1771, serment. Brumauld de Beauregard Jean-Emmanuel, conseiller au présidial de mai 1768. Provisions du 25 février et lettres de compatibilité.

6. 15 mars 1771, serment. Normand du Fief ou du Fié, Jacques-Alexandre, seigneur de Purnault et de Passais, procureur du roi en l'élection de Poitiers. Provisions du 25 février. Dispenses de parenté avec son oncle le Procureur général Filleau qui fut remplacé pour la réquisition par l'avocat du roi Drouault. Mort le 8 juillet 1779 à 60 ans. Il avait épousé en secondes nocces, le 31 janvier 1775, à Saint-Paul, Madeleine-Suzanne Blondé, qui mourut à 51 ans, le 13 janvier 1781.

7. 15 mars 1771, serment. Brumauld de Saint-Georges Charles. Provisions du 25 février. Information de bonnes vie et mœurs. Profession inconnue.

8. 15 mars 1771, serment. De Garoste Jean-Charles. Provisions du 25 février. Information de bonnes vie et mœurs. Profession inconnue.

9. 11 avril 1771, serment. Degennes René-Pierre, né le 14 août 1730, prêtre, juge promoteur du diocèse. Provisions du 25 février, mais autorisé par lettres patentes du 5 mars à subir l'examen nécessaire aux degrés de bachelier et licencié en droit civil et canonique. Était docteur de la faculté de Théologie.

10. 11 avril, serment. Texier de la Baraudière Jean-Jacques, conseiller au présidial depuis 1733. Provisions du 18 mars.

11. 11 avril 1771, serment. Corbin Antoine-Alexis, trésorier de France au bureau des finances de Poitiers. Provisions du 18 mars et lettres de compatibilité.

12. 15 avril 1771, serment. Fradin de Bellabre Charles-François-Marie, lieutenant général de la sénéchaussée de Civray. Provisions du 24 mars, et lettres de compatibilité.

13. 25 avril 1771, serment. Daviault du Bois de Sauzay François-Xavier, né en 1743. Provisions du 20 mars ou du 20 avril. Des lettres du 26 mars l'avaient dispensé du temps d'études pour se faire recevoir bachelier et licencié en droit civil et canonique à Poitiers.

14. 11 mai 1771, serment. Duchilleau Gabriel-Louis, lieutenant général de la Sénéchaussée de Châtellerault. Provisions du 24 mars.

10. 10 juin 1771, serment. Augron Jacques-François, écuyer, avocat au conseil. Provisions du 31 mai.

16. 13 novembre 1771, serment. De Jousserant Etienne, chevalier, seign. de Pureau, avocat au conseil. Provisions du 12 octobre.

17. 26 novembre 1771, serment. De Mallevaud, écuyer, seign. de Marigny, François-Antoine, lieutenant général au siège du Dorat. Provisions du 5 novembre et lettres de compatibilité.

18. 24 janvier 1772, serment. De Rabilhac de Ponthalié François, trésorier de France au bureau des finances de Poitiers. Provisions du 14 novembre, et lettres de compatibilité.

19. 19 août 1772, serment. Babinet Jacques-Louis, né le 12 octobre 1723 à Beaumont, conseiller au présidial depuis 1751. Provisions du 22 décembre 1771, avec lettres de compatibilité. Céda son office au présidial le 10 février 1773 à François Dutillet de Fonclaire. Rentra à titre de conseiller honoraire, suivant lettres du 30 mai 1775, au présidial, où il fit un service actif jusqu'en 1789. Mort le 24 juin 1798.

20. 13 avril 1774, serment. Thévet de Combedieu Pierre-François, conseiller au présidial d'Angoumois. Provisions du 18 février avec lettres de compatibilité.

Gens du Roi.

Procureur général. — 14 mars 1771, serment. Filleau François-René-Remi, chevalier, seign. des Touches, Né le 30 août 1701. Avocat du Roi en la sénéchaussée de 1725 à 1755. Honoraire. Mort 2 mai 1779.

Avocats du Roi.

1. 15 mars 1771, serment. Drouault des Bretinières Anselme Joseph-Louis, avocat du Roi au présidial depuis 1763. Provisions du 25 février 1771, et lettres de compatibilité. Il fit serment de « garder les ordonnances et de se comporter comme bon et fidèle « avocat du roy doit faire ». Le 6 avril 1774, il céda sa charge au présidial à Léonard Rogues de Chabanne Judaud.

2. 24 décembre 1773, serment. De La Bourdonnaye Charles-Esprit-Marie, fils du 1^{er} président, avocat au conseil du 22 décembre

1773. Provisions du 4 décembre 1773 en vertu de l'édit de création de cet office de décembre 1773. Lettres de dispense de parenté, et de dispense d'âge, étant né le 28 août 1753, paroisse Saint-Didier.

Substituts du procureur général.

1. 11 avril 1771, serment. Regnault de Beauvallon François-Joseph, avocat en parlement. Provisions du 18 mars et dispenses de parenté avec son oncle le procureur général Filleau.

2. 2 janvier 1772, serment, Gaschet Jacques-Joseph, né le 3 février 1725 à Poitiers, avocat au parlement. Provisions du 22 décembre 1771.

En étudiant la liste qui précède, on y constate la présence d'un bon nombre de magistrats rompus aux affaires et d'une expérience attestée par la durée de leurs fonctions dans les présidiaux ou dans des juridictions importantes, mais à côté d'eux se placent des fonctionnaires étrangers à l'ordre judiciaire et que leur âge ne semblait pas désigner pour siéger dans une cour supérieure. Il faut se rappeler que ces anomalies étonnaient moins à une époque où les fonctions publiques étaient le plus souvent transmises comme une propriété privée. Le parlement de Paris avait souvent compté des membres fort jeunes et inexpérimentés. Est-il bien certain que de nos jours on n'ait jamais eu à critiquer des avancements au moins prématurés ?

Pour le fonctionnement des services du Conseil supérieur des offices accessoires étaient indispensables.

Greffiers.

Le 15 mars 1771, vu la nécessité, et sur réquisitions du Procureur général, le 1^{er} président nomma provisoirement Pierre Venet greffier civil et Jean-Baptiste Gaultier, greffier criminel et de Tournelle.

Le 10 janvier 1772, suivant provisions du 31 décembre 1771, furent installés comme greffiers définitifs en titre :

1^o Au civil Fradin Pierre-Olivier, né le 19 juin 1716, à Savigny en Gençay; 2^o au criminel Gaultier Jean-Baptiste, né le 7 juin 1723, paroisse Saint-Savin à Poitiers.

Tous deux, lors de la suppression du Conseil, se plaignirent amèrement de leur ruine; Fradin, père de dix enfants, y perdait dix mille écus. (V. procès-verbaux du 27 au 30 mars 1775 de remise des minutes et pièces des greffes. Archives, carton 9781, série X¹⁸.)

Suivant décision du garde des Sceaux du 13 juin 1772 (Dom Fonteneau, t. LXXIV) les greffiers portaient dans les cérémonies publiques la robe noire ordinaire et marchaient après les huissiers devant le 1^{er} président.

Huissiers. Le conseil en avait provisoirement délégué neuf pour son service, mais lorsque trois charges, sur les douze prévues par l'Edit, eurent été levées par les sieurs Jean Barbault, Hilaire-Germain Véron et François Cherbonnier, le Conseil leur attribua, le 28 novembre 1772, privilège, sauf aux neuf précédents à lever aussi des charges.

Procureurs. L'édit en admettait 24, et le conseil au début en désigna provisoirement 15. Ce ne fut que le 3 mars 1773, que 23 sur les 24, pourvus d'offices en date du 27 janvier 1773, furent reçus en audience. Le 26 avril 1773 le conseil fit défense aux procureurs du présidial d'exercer devant lui sous le nom d'un confrère titulaire.

Il nous a paru sans utilité de relever les noms de tous ces officiers ministériels.

Chancellerie.

L'édit de création n'en parlait pas, mais, le 22 mars 1771, le conseil supérieur y pourvut en nommant à titre provisoire son doyen le conseiller François-Charles Du Tiers chancelier, et comme commis expéditionnaire Jean Thibault, qui prêta serment le lendemain entre les mains de Du Tiers.

Pendant un édit du 8 mars, qui ne fut enregistré au Parlement que le 23 avril, créa auprès des conseils des chancelleries complètes, avec fixation des tarifs. Celle de Poitiers eut beaucoup de peine à se constituer, et ne fut pourvue de tous ses titulaires qu'à la veille de l'édit de suppression. Cela se comprend. Les offices supérieurs, investis de prérogatives, comme la noblesse et la prestation de serment aux mains du garde des sceaux lui-même, n'étaient accordés que moyennant versement préalable d'une finance assez considérable (40 mille livres) pour la survivance et le droit de présenter un successeur. Les candidats ne se présentèrent que tardivement lorsque trois ans écoulés eurent inspiré une confiance, qui devait être bientôt déçue, dans la durée de l'institution.

Aussi les petits offices, de coût modéré et, en même temps, indispensables, furent seuls remplis assez vite.

Le 11 octobre 1771, fut installé comme conseiller trésorier receveur des émoluments du sceau de la chancellerie, Hémet Charles-Louis-François selon provisions du 29 août 1771.

Le 16 novembre 1771, Babault de l'Epine Pierre fut installé comme greffier garde-minutes expéditionnaire, suivant provisions du 30 octobre (finance = 3.000 livres).

Le 24 avril 1773, Dupesseau Adrien Robert-André fut reçu *Scelleur* de la chancellerie. Provisions du 22 mars (finance = 1.500 livres).

Deux conseillers référendaires sont reçus :

1° le 22 novembre 1771, Prévôt du Las Antoine, avocat au conseil. Provisions du 7 octobre.

2° le 22 février 1772 de Chantaloup Jean-François-Augustin, aussi avocat. Provisions du 12 février.

L'année 1774 voit installer trois secrétaires du Roy, maison et couronne de France audienciers en la Chancellerie (offices conférant la noblesse). Ce furent :

1° le 26 mars 1774, Landrières Desbordes Jean-Marie, commissaire de la marine. Provisions du 15 février.

2° Le 29 avril 1774, Pinon Pierre, sieur du Coudray. Provisions du 6 avril.

3° Le 6 juillet 1774, Perthuis Joseph, ancien conseiller, puis procureur général au conseil souverain du Canada. Provisions du 7 avril.

Pour couronner l'œuvre, le garde des sceaux titulaire de la chancellerie fut enfin nommé par provisions du 29 juin 1774 et se fit installer le 11 juillet (carton n° 9779) ou le 20 août (reg. V, n° 5385, carton 9787). C'était Philippe Condoneau du Jacquelein, président depuis 13 ans en l'élection de Poitiers, né le 23 août 1736.

Le conseil supérieur fut pour ainsi dire nomade et sans domicile fixe dans la ville de Poitiers. Il n'avait pas dépossédé le présidial de son palais de justice, et le tome LXXIV de dom Fonteneau est plein de réclamations, de projets, de plans, qui n'aboutirent pas, pour l'établissement définitif dans des locaux convenables, et par exemple dans le collège de Sainte-Marthe.

Le conseil supérieur avait prononcé son premier arrêt contradictoire le 12 juin 1771. Jusque-là il avait rendu de simples décisions d'admission à l'appel pour cause d'incompétence. Entré en vacances

normales du 25 août 1774 au 1^{er} mercredi après la St-Martin, il fut supprimé par édit de novembre 1774.

Son existence éphémère ne lui a pas permis de se signaler par des services éclatants, et nous comprenons que les antiquaires s'en soient peu occupés jusqu'ici, d'autant que tous les registres, et jusqu'aux sacs des procès qui lui avaient été déférés, ont été dès 1775 transportés à Paris. Dans le Poitou les familles de ses membres en ont conservé le souvenir avec un certain orgueil. Les pensions accordées aux conseillers en retrait d'emploi, avec la noblesse personnelle et viagère, contribuèrent à nourrir ce sentiment.

NOTE. — M. Flammermont (le Chancelier Maupeou et les parlements) a consacré quelques lignes à Poitiers dans son chapitre (Des conseils supérieurs). On comprendra que je ne pouvais rien emprunter à cet auteur. Pour lui le choix de notre ville, qui *s'imposait* pour ainsi dire, a été dû à l'influence des Jésuites. « Les membres du bailliage (lisez Présidial) en recherchèrent avidement les places, tandis que la majorité vint du dehors... Et ils *racolèrent* eux-mêmes les confrères nécessaires pour compléter le nombre. » Ces mots méprisants sont fort déplacés quand il s'agit par exemple d'hommes comme les Filleau, les Constant, les Irland, qui par leur science, leurs ouvrages et leur éloquence, ont été l'honneur de notre magistrature poitevine.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

PREMIER TRIMESTRE DE 1896

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. TORNÉZY, secrétaire.
 - II. — *La navigation du Clain*, par M. de la MARSONNIÈRE.
 - III. — *Réponse à la seconde note de M. Ch. de Grandmaison sur un point de l'itinéraire du prince Noir avant la bataille de Poitiers*, par M. le colonel BABINET.
 - IV. — *Note sur un crochet en bronze, d'origine romaine, donné par M. le Dr Poupelard*, par M. le commandant d'artillerie MARAIS.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

SÉANCE DU 13 JANVIER 1896

La séance s'est ouverte à huit heures et demie du soir, sous la présidence de M. le colonel Babinet.

M. le Secrétaire a lu le procès-verbal de l'assemblée générale du 16 décembre 1895. Le procès-verbal a été adopté.

M. le Président a invité la Société à procéder au renouvellement de son bureau et du conseil d'administration. Voici les membres élus dans les différents scrutins :

Président : M. Levieil de la Marsonnière, ancien procureur général.

Vice-président : M. Henri CARRÉ, professeur à la Faculté des lettres.

Secrétaire : M. TORNEZY, bâtonnier de l'Ordre des avocats.

Vice-secrétaire : M. CLÉMENT.

Questeur : Le R. P. DE LA CROIX, correspondant du Ministère de l'Instruction publique.

Trésorier : M. ALFRÉD BARBIER, ancien vice-président du Conseil de préfecture de la Vienne.

Bibliothécaire-archiviste : M. LEDAIN, correspondant du ministère de l'Instruction publique.

Conseil d'administration :

MM.

Comte LOUIS LECOINTRE, ancien député de la Vienne ;

ALFRED RICHARD, archiviste de la Vienne ;

BABINET, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite.

POIRAULT, professeur à l'École de pharmacie.

La séance est levée à 9 heures 40.

SÉANCE DU 16 JANVIER 1896

La séance est ouverte à 8 h. 1/2 sous la présidence de M. le colonel Babinet.

Le président fait connaître à la Société le récent décès de l'un de nos confrères, M. Jules Richard, ancien magistrat. Il retrace en quelques mots, auxquels s'associent tous ceux qui ont connu M. Richard, les qualités de cœur de cet homme excellent, dont les œuvres littéraires et les études scientifiques méritaient vraiment l'attention ; il rappelle la série des malheurs de famille qui sont venus le frapper coup sur coup et demande que l'expression de nos regrets soit insérée au procès-verbal. MM. Ledain et de la Marsonnière prononcent eux aussi quelques paroles à l'éloge du défunt.

Le Président dépouille ensuite la correspondance, qui comprend :

1° Une lettre de M. Rivière, receveur de l'Enregistrement à Vouillé, auquel il a répondu, qui demande s'il existe une notice historique sur cette commune et en particulier sur l'ancienne abbaye. Il décrit à cette occasion une excavation, donnant accès à des galeries d'une certaine étendue, qui vient d'être découverte par un cultivateur au pied des deux tours en ruines que l'on suppose être les seuls restes de l'abbaye. Le président fait remarquer qu'il n'y a jamais eu d'abbaye à Vouillé et qu'il y a là une erreur de fait de M. Rivière.

2° Une lettre de M. Ducrocq, qui offre à la Société une héliogravure grand format du portrait de son beau-père, M. Bourbeau.

3° Une lettre de M. Labbé, qui fait don à la Société d'une brochure dont il est l'auteur intitulée : Les tours du pont de Châtelerault.

Dons.

Le Président fait ensuite connaître les dons qui lui ont été adressés depuis la dernière séance qui consistent, en dehors de ceux faits par MM. Ducrocq et Labbé, en :

1^o Une brochure de M. Léo Desaiivre, intitulée : Les cimetières de Niort.

2^o Une brochure de M. Sauzé, intitulée : Les conférences de la Mothe-Sainte-Héraye.

Enfin, il donne l'énumération et fait le compte rendu des ouvrages reçus depuis la dernière réunion. La liste détaillée figure à la fin du présent procès-verbal.

Puis, il annonce en ces termes la fin de son année de Présidence :

Messieurs et chers Confrères,

En quittant le fauteuil de la présidence, je vous prie de vouloir bien agréer tous mes remerciements pour l'honneur que vous m'avez fait en m'y appelant.

Je remercie en particulier mes confrères du bureau et du conseil, avec lesquels je n'ai cessé de marcher entièrement d'accord dans les diverses décisions à prendre pour l'intérêt de notre chère société.

Je déclare installés le nouveau bureau et le nouveau conseil et je prie M. de la Marsonnière de vouloir bien achever de présider la séance.

M. de la Marsonnière, après avoir pris place au fauteuil de la présidence, prononce l'allocution suivante :

Messieurs,

C'est pour la sixième fois, depuis l'année 1858, que j'ai dû à votre confiance et à celle de vos devanciers l'honneur de présider votre compagnie. Je suis profondément touché de ce bienveillant témoignage et je ne saurais trop vous dire que l'étendue de ma gratitude se mesure sur cette longue fidélité de vos suffrages.

J'en suis d'autant plus fier que, chaque année, la Société des Antiquaires de l'Ouest grandit en popularité dans cette ville de Poitiers, non seulement par le dévouement qu'elle apporte à la conservation de ses monuments, mais encore par les sacrifices qu'elle

sait s'imposer dans l'exercice de cette mission tutélaire. Je n'ai besoin, pour justifier ces paroles, que de citer un exemple récent. En accédant au vœu populaire, qui sollicitait de la Société un choix onéreux pour la place à donner dans son hôtel au portail des Augustins, elle a prouvé que, pour être agréable à la cité, elle ne craignait pas d'aller jusqu'à dépasser la mesure de ses disponibilités budgétaires.

Cet effort fait par la Société est d'autant plus méritoire que, d'un autre côté, sa sollicitude était appelée sur son immeuble de la rue des Grandes-Écoles, dont les toitures ont réclamé d'urgence une notable réfection. Mais nos finances sont en des mains si dévouées, si habiles et si sages que nous ne devons concevoir aucune inquiétude de ce surcroît de dépenses qui nous est momentanément imposé.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, nous ne devons pas nous dissimuler que, cette année, il faut nous interdire tout ce qui, dans notre budget, dépasserait la mesure dans laquelle la sagesse nous invite à nous restreindre. Il importe donc plus que jamais, pour l'unité de direction dans l'administration de nos finances, que tout travail ou toute acquisition pouvant entraîner une dépense soient préalablement concertés entre le trésorier et le questeur ou le bibliothécaire pour être soumis ensuite au conseil d'administration qui statuera en dernier ressort. C'est là une règle de bonne administration qui, étant donnée la situation présente, devra être rigoureusement observée.

Cependant, Messieurs, il est un point sur lequel une trop stricte économie serait plus funeste qu'utile. Je veux parler de nos publications qui, pour l'honneur de la Société, doivent se maintenir au rang qu'elles ont toujours occupé ! Nous devons même, sur ce point, nous montrer d'autant plus larges que, grâce à l'activité de quelques-uns d'entre nous, notre portefeuille va offrir plus ample matière à nos publications de 1896. Le grand travail de M. Ledain sur la chronologie des maires de Poitiers, celui de M. Lièvre sur les Téifales, ceux sur l'échevinage et le conseil supérieur dont M. le conseiller Babinet a voulu faire honneur à la présidence de son frère et d'autres encore, déjà lus ou en cours d'élaboration, nous promettent un volume de mémoires dont le texte, à la différence des deux précédents, sera exclusivement personnel.

Toutefois, Messieurs, n'allez pas conclure de la richesse de notre portefeuille à l'inutilité d'y ajouter encore de nouveaux travaux. Dieu merci, il est assez large pour donner l'hospitalité à d'autres œuvres pour lesquelles je fais appel à votre activité. Le temps, je l'espère bien, ne nous manquera pas, cette année, pour les lectures. Nous en avons fini, grâce à Dieu, avec les questions purement administratives qui, l'an dernier, ont trop souvent pris la place des études et des communications scientifiques qui sont le véritable objet de notre institution.

Il est encore, Messieurs, d'autres desiderata que j'en ose exprimer qu'avec une certaine réserve. Voici le premier.

Nous avons deux musées, Messieurs, et nous en devons la belle ordonnance à un questeur dont les inspirations sont aussi savantes et aussi artistiques que ses mains sont habiles. Seulement, depuis une couple d'années, ses travaux au temple St-Jean, travaux d'où sont sortis des chefs-d'œuvre, ne lui ont pas laissé le temps de continuer à nos musées, qui sont un peu aussi ses enfants, les soins paternels qu'ils réclament de lui. Un certain nombre d'objets acquis ou offerts depuis ce temps sont en souffrance dans nos lieux de dépôt et demandent leur classement. Oserai-je exprimer le vœu que le temple Saint-Jean consente à nous céder un peu du temps du révérend et savant artiste qui sera heureux, j'en suis sûr, d'acquiescer de nouveaux titres à notre reconnaissance?

Mon second vœu, Messieurs, serait de voir réalisée la promesse que, depuis longtemps, nous faisons au public de lui donner les catalogues de nos musées. Un musée sans catalogue, c'est, pour le gros du public, ce que serait pour un lecteur un livre écrit en une langue qui lui serait étrangère, et dont il réclamerait vainement la traduction, pour mieux comprendre. Le catalogue si souvent annoncé par nous n'est pas seulement nécessaire pour le public ; il l'est aussi pour nous-mêmes, car il est un des plus sûrs moyens de nous garantir la conservation de nos richesses. Mais, me dira-t-on, il y a la question d'argent. J'en conviens ; mais cette question est forcément ajournée au moment, encore éloigné, où ces catalogues seront sur le papier, à l'état de manuscrits. Or nos catalogues n'en sont encore qu'à l'élaboration. Eh bien ! Messieurs, serait-ce trop demander au dévouement de ceux de nos confrères qui ont compé-

tence, de se reconstituer en commission et de se remettre courageusement à l'œuvre de manière à pouvoir, à la fin de l'année qui commence, faire à la Société le don précieux du catalogue manuscrit, soit des deux musées, soit même seulement de l'un d'entre eux. La question d'impression se posera alors et sera résolue dans le sens que nous permettra l'état de nos finances. Mais le premier pas sera fait et ce sera déjà quelque chose pour notre honneur.

Messieurs, l'année 1895 s'est tristement close pour nous. Un de nos plus chers confrères, au sein duquel la douleur avait tari les sources de la vie, a suivi, dans une tombe à peine fermée, trois êtres chers, sa mère, sa femme et son fils, dont les deuils se sont succédé, coup sur coup, dans le court espace de deux années.

Jules Richard était un grand cœur et fut un digne magistrat. Il adorait sa profession où son talent lui permettait d'entrevoir les perspectives de la haute carrière. Or, un jour arriva où la tâche que lui imposait la politique vint se heurter contre ses convictions ; il n'hésita pas. Il fit à sa conscience le sacrifice de sa carrière ! Ce fut un grand déchirement, n'importe, il démissionna.

Richard était heureusement doué par l'esprit, autant que par le cœur. Sa vaste intelligence, que décelait son large front, était remarquable par la diversité de ses aptitudes. Juriste distingué, botaniste érudit, historien et archéologue, il était avant tout et surtout un poète charmant.

Une circonstance me permet de me compter au nombre des plus accrédités pour rendre hommage à son talent de poète. En 1889, le directeur de la Revue Poitevine et Saintongeaise m'écrivit pour me demander un article sur l'œuvre poétique de Jules Richard.

J'acceptai avec empressement et mon article parut dans le n° de cette revue de février 1889.

Permettez-moi de citer le passage où je résume mes impressions sur le talent poétique de notre confrère :

« Disons tout d'abord, au grand éloge de M. Richard, que ses
« poésies se recommandent aux familles par leur irréprochable mo-
« ralité. Ce n'est pas un petit mérite que celui-là dans un temps où
« la morale littéraire n'a plus d'orientation et où l'oubli de toute
« croyance et de toute pudeur est devenu un article de librairie.

« M. Richard écrit avec une grande facilité et sous sa plume, les

« vers semblent couler comme de source, c'est une qualité qui
« pourrait être un défaut si M. Richard n'était, pour sa plume, un
« maître sévère. Ses vers, soigneusement disciplinés et assouplis
« aux règles de l'art classique, sont remarquables par leur correc-
« tion autant que par leur solidité, l'oreille se plait à la cadence
« de leur rythme et à l'irréprochable consonnance de leurs ri-
« mes.

« Le genre descriptif est celui où le talent de M. Richard paraît
« atteindre son maximum d'intensité poétique, son tempérament de
« naturaliste et d'observateur studieux des choses donne à ses des-
« criptions la forte saveur d'un réalisme qu'il sait concilier à mer-
« veille avec la sévérité de la forme classique.

« M. Richard se surpasse également dans l'expression de tout ce
« qui est bon et honnête. On excelle à bien dire ce que l'on ressent
« fortement. A ce titre, on peut affirmer que la poésie de M. Jules
« Richard est bien M. Jules Richard lui-même. »

Je n'ai rien à retrancher de ce que j'écrivais ainsi, sous l'impression de la lecture des poésies de Jules Richard et particulièrement de ses deux grands poèmes : la Pluralité des Mondes, le roman d'Islande et de sa belle tragédie d'Œdipe roi.

Voilà, Messieurs, pour le poète. Que dirai-je maintenant de l'homme privé et du confrère ? Je n'en dirai qu'un mot, et ce mot, c'est tout dire : tous ceux qui l'ont connu l'ont aimé.

Veillez m'excuser, Messieurs, si j'introduis ces paroles de deuil dans un discours qui devait être exclusivement consacré à l'expression de ma gratitude envers vous. Mais j'ai pensé qu'unis par un sentiment commun vous m'approuveriez de saisir, au début de ma présidence, l'occasion d'honorer la mémoire de l'excellent confrère que nous avons perdu.

Je termine cette allocution, Messieurs, en exprimant, au nom de tous, nos remerciements au bureau dont les pouvoirs viennent d'expirer et notamment à M. le colonel Babinet, dont la présidence a été particulièrement laborieuse.

Dons offerts en séance

M. l'abbé Bleau offre l'Ordo du diocèse de Poitiers pour

l'année 1895. Il indique en quelques mots quel est l'intérêt de cet ouvrage au point de vue de l'histoire du diocèse de Poitiers.

M. Poirault fait don d'une brochure intitulée : *Mémoire sur la captivité de la duchesse de Berri*, par M. de Châteaubriant.

Le R. P. de la Croix, à propos du désir exprimé tout à l'heure par M. de la Marsonnière de voir terminer promptement le catalogue de nos musées, rappelle qu'au musée des Augustins il reste à peine trois ou quatre cents fiches à faire pour qu'il soit complet : il fait connaître qu'il a les notes suffisantes pour cataloguer les 92 objets nouveaux entrés au musée lapidaire ; qu'il possède les fiches de tous les objets gallo-romains compris dans le musée de l'hôtel de la rue des Grandes-Écoles, et que les objets d'art proprement dits ne présentent aucune difficulté de détermination.

Quant aux fonds qui seraient nécessaires pour mener à fin ce travail, le R. P. pense qu'il serait possible de trouver des ressources suffisantes dans la vente des monnaies et médailles que nous possédons en double et quelquefois en triple exemplaire.

Communications

M. le commandant Marais lit une note relative à l'objet en bronze, d'origine romaine, donné à notre musée en 1892 par M. le docteur Poupelard. Cette note figurera dans l'un des prochains bulletins de la Société.

M. le colonel Babinet donne lecture d'une réponse à la seconde note de M. Ch. de Grandmaison sur un point de l'itinéraire du prince Noir avant la bataille de Poitiers, qui sera également insérée dans les bulletins.

M. Alfred Barbier, trésorier de la Société, demande qu'il soit procédé au tirage au sort de quatre obligations de l'emprunt contracté par la Société en 1878.

De cette opération, aussitôt accomplie, il résulte que les obligations sorties de l'urne et remboursables sont celles de MM. :

Le comte Pierre Lecointre, n° 65 et 66.

Le comte Arsène Lecointre, n° 33.

Madame veuve de Rogier, n° 179.

M. le trésorier expose ensuite la situation financière des deux établissements de la Société pendant l'année 1895 : les Grandes

Écoles et le musée des Augustins. — Elle continue, dit-il, à être satisfaisante pour chacun d'eux.

En ce qui concerne les publications de la Société, Bulletins et Mémoires, il a été fait, sur les ressources dont elle dispose, une plus large part pour l'exécution des gravures et dessins destinés à illustrer les textes. C'était répondre au désir légitime souvent exprimé par plusieurs de ses membres.

Relativement au portail de l'église des Augustins, les frais de démolition et de transport rue Victor-Hugo ont été liquidés, et la Société est en mesure, dès à présent, de solder cette année et en 1897 le contingent fixe qu'elle a pris à son compte, étant bien entendu que le surplus restera à la charge du service des Monuments historiques. — A bref délai les architectes du gouvernement auront à s'occuper de la réédification sur la rue du susdit portail. L'opinion publique à laquelle la Société n'est pas indifférente sera ainsi satisfaite.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 h. 1/2.

LISTE DES OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA DERNIÈRE SÉANCE

1^o Des Départements

1^o Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers, 3^e série, tome I. 1^{re} livraison.

2^o Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique. Année 1895, 3^e fascicule.

3^o Recueil de Mémoires et documents sur le Forez publiés par la Société de la Diana, tome XI.

4^o Revue de Saintonge et d'Aunis, xvi^e vol., 1^{er} janvier 1896. — Le peintre Gauffier, né à Poitiers, a eu Rochefort pour partie adoptive. La revue de Saintonge et d'Aunis abonde dans ses avis et nouvelles et renseignements pleins d'intérêt.

5^o Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochecouart, tome V, n^o IV.

6^o Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, années 1895 et 1896, 2^e fascicule, 4^e trimestre 1895.

7^o Bulletin de la Société académique de Brest, 1894-1895. — La

querelle de l'Artillerie. Des effets de la peur chez le combattant et des feux d'infanterie, par M. Lelabin, colonel d'infanterie de Marine.

8° Bulletin de la Diana. Avril-septembre 1895. — Pierre l'Ermite, par M. Jeannez.

9° Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes. 4° trimestre 1895. — Origine des noms géographiques de notre région, par M. Nicollet.

10° Bulletin n° 11, du 27 septembre 1895, de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord.

11° Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, tome XXXIII (1895). — La Chalotais et le parlement de Bretagne, par M. Barthélemy Pocquet.

12° Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXII, 6° livraison. Novembre-décembre 1895.

13° Bulletin de la Société académique du Centre, 1^{re} année, n° 3. Octobre-décembre 1895.

De Paris

1° Revue des Etudes grecques, n° 31, juillet-septembre 1895.

2° Nouvelles archives des Missions scientifiques et littéraires. Choix de rapports et instructions publiés sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, tome VI, 1895. — Conseil aux voyageurs naturalistes par M. H. Filhal.

2° Revue des Questions historiques. 117° livraison 1^{er} janvier 1896.

4° Le monde des Plantes, n° 74, 1^{er} janvier 1896.

5° Revue des provinces de l'Ouest. Novembre-décembre 1895. — Châteaubriand. Conférence de M. Ferdinand Brunetière (à Rennes).

6° Mélusine, tome VII, n° 12. Novembre-décembre 1895.

7° Revue archéologique, tome XXVII, novembre-décembre 1895.

8° Journal des Savants, novembre 1895-décembre 1895. — Dans le n° de décembre 1895. Sur les armes homériques par M. Georges Perrot.

9° Revue historique, tome soixantième, I, janvier-février 1896.

De l'Étranger

1° Historischen vereines für Steiermark, XLIII Heft, Graz 1895.

2^o Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, tome neuvième, livraison III, 1^{er} juillet 1895. — La vérité sur le Goedendag, par M. Jean Van Melderghem.

Publications poitevines

- 1^o Bulletin de St-Martin, Abbaye de Ligugé, 1^{er} janvier 1896.
- 2^o Association générale des Etudiants, Poitiers universitaire, n^o 1, 15 janvier 1895.
- 3^o Bulletin de la Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts de Poitiers, n^o 321, avril-mai-juin 1895.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1896.

La séance est ouverte à huit heures du soir, sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente qui est adopté, puis M. le Président dépouille la correspondance qui comprend :

1. Une lettre de M. le Comte Charles de Beaumont, exprimant le désir d'être admis en qualité de membre titulaire non résidant.

2. Une lettre de M. Labbé, de Châtellerault, offrant à la Société une pierre sculptée, dans laquelle il indique que cette pierre et celle dont il a déjà fait don proviennent vraisemblablement du château de Richelieu.

3. Un prospectus de la maison Chéri Rousseau de Paris, relatif à ses impressions photo-mécaniques ; puis le Président fait l'énumération des ouvrages reçus depuis la dernière séance ; la liste en sera publiée à la suite du présent procès-verbal.

Dons

1. Une pierre sculptée, en forme de mascaron, offerte par M. Labbé.

2. Le tome I, années 1877-78, des Mémoires de la Société Académique Indo-Chinoise, offert par M. Ducrocq, délégué de cette société pour le département de la Vienne.

3. Hiatus et lacunes, ouvrage offert à la Société par M. Piette, extrait des Bulletins de la Société d'Anthropologie de Paris devant

laquelle il a été lu à la séance du 18 avril 1895. Dans cet ouvrage, M. Piette combat la doctrine du Hiatus préconisée par M. Cartailhac, qui prétend qu'entre la période paléolithique et l'époque néolithique il y a eu dans la nature, en Europe, un abîme où a disparu la race humaine.

M. Piette soutient au contraire que cet hiatus n'existe pas et qu'entre la période paléolithique et la période néolithique il y a eu simplement dans l'art une époque de transition dont il a trouvé des vestiges dans les Pyrénées. Il signale notamment la découverte de cailloux colorés trouvés par lui dans une couche appartenant à cette période de transition.

4. Une brochure intitulée : *Architectural Record* offerte par son auteur, M. Barr Ferré de New-York. Cette brochure est ornée de cinquante planches représentant les principaux monuments religieux du monde.

5. Un beau volume in-folio offert par le comte Henri de Lastic St-Jal. Il est intitulé *L. annæi flori rerum romanarum libri duo priores*.

Cet ouvrage a été mis en ordre, remanié et publié en 1704 par Laurentius Begerus, conseiller du roi de Prusse et chef des antiquités de la bibliothèque royale.

Cette publication eut lieu par ordre et aux frais du roi de Prusse, électeur du Brandebourg, à l'usage du prince héritier.

L'impression eut lieu à Berlin en 1704, par Ulrich Liebert, typographe du roi.

La reliure est luxueuse et porte les armes de la famille de la Cor-tina.

Cet ouvrage a fait partie de la bibliothèque du marquis de Morante, dont il porte l'ex-libris au plat intérieur du volume.

Communications

M. le Trésorier dit avoir remboursé deux des quatre obligations sorties au tirage de janvier dernier. Elles portent les n^{os} 33 et 179. Il est procédé immédiatement à leur incinération.

M. le Président annonce à la Société que M. Bonvallet, l'un de ses membres les plus dévoués, vient d'être l'objet d'une distinction dont il le félicite au nom de tous : M. Bonvallet vient d'obtenir une

somme de 500 fr. sur le prix de 1.000 fr. institué par la Société archéologique de Langres pour récompenser le meilleur travail historique. Les membres présents joignent leurs félicitations à celles de M. le Président.

Le R. P. de la Croix rappelle qu'à l'occasion des explorations archéologiques qu'il a faites récemment à Antigny et à Vouzailles il a publié dans les journaux de Poitiers un compte-rendu du résultat de ces visites. Il exprime le désir que cet article soit reproduit dans les bulletins.

Antigny et Vouzailles (Vienne)

Il y a quelques jours la presse poitevine signalait deux découvertes archéologiques faites dans notre département, l'une sur la commune d'Antigny près St-Savin, l'autre à une certaine distance de Vouzailles, dans le canton de Mirebeau.

Comme bien on le pense, au premier moment libre, je me suis rendu dans ces localités, et c'est ainsi que le 4 de ce mois je débarquais à St-Savin ; le lendemain, après m'être arrêté à la station d'Ayron, je gagnais Vouzailles.

Voici le résultat des études que j'ai faites sur place :

ANTIGNY (Vienne) (1)

Un mot d'abord sur cette localité afin de pouvoir mieux faire comprendre ensuite un de ses points extrêmes, celui sur lequel se sont opérées les fouilles dont nous allons parler.

Antigny est une commune limitrophe de son chef-lieu de canton, St-Savin (arrondissement de Montmorillon). Sa population est de 1023 habitants. Les *Bulletins et mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest* en ont fait souvent mention depuis 1834 jusqu'à ces temps derniers.

La grande voie romaine de Poitiers à Argenton se dirigeant vers le Berry traverse Antigny et franchit plus loin la *Gartempe*, au gué de Sciaux, au centre d'un village appelé St-Cyprien. Des deux côtés

(1) Je dis *Vienne*, parce que j'ai commencé et vais poursuivre des recherches archéologiques à Antigny (*Vendée*), d'après une indication fournie par le *Petit journal*. Les Antigny sont donc destinés à nous donner des renseignements sur le passé ! Une note sur les découvertes d'Antigny (*Vendée*) va paraître incessamment dans la *Revue du Bas Poitou*.

du gué, mes devanciers avaient cru reconnaître, sans pratiquer de fouilles, l'existence d'une Mansion Romaine.

Dans le cours des années 1884-85, m'occupant du cimetière mérovingien d'Antigny, qui entourait la très curieuse Lanterne des morts (xiii^e siècle) placée au centre du bourg, j'eus occasion d'opérer de sérieuses fouilles dans les terrains avoisinant le gué. Les résultats encore visibles de mes recherches vinrent pleinement confirmer les prévisions de mes collègues. L'existence de la Mansion est donc irrévocablement acquise (1).

Cela dit, il me reste à expliquer comment s'est effectuée la dernière découverte. Un brave cultivateur du village de Villiers, sachant que ses terrains renfermaient d'anciennes substructions dont l'existence lui avait été révélée par de nombreux débris de tuiles, terres noires, vieux mortiers, résolut de les utiliser comme engrais. Il se mit à l'œuvre et commença par niveler une butte inculte. Cette opération terminée, il s'aperçut que sous l'arasement du sol se trouvaient encore de nombreux débris de matériaux, ce qui l'engagea à continuer son déblaiement. Il ne tarda pas à mettre à jour une cavité maçonnée ayant la forme d'une pyramide tronquée à côtés réguliers.

La profondeur totale de cette cavité est de 3 m. 70, depuis la superficie du sol jusqu'au béton du fond apparent. Les quatre murs sont arasés à 0 m. 50 cent. en dessous du sol cultivé ; chacun de leurs quatre côtés à 3 m. 60 de longueur comptés à la hauteur de leur arasement, et 3 m. 20 de longueur mesurés sur le béton de fond. Ces quatre murs ayant 0 m. 70 c. d'épaisseur en haut ont donc en bas 0,90 c., ce qui constitue un fruit de 0,20 cent. Le fond en gros béton est recouvert, ainsi que les quatre murs, d'un enduit épais semblable à celui employé par les Romains dans les piscines et les réservoirs d'eau. On remarque que sous le radier apparent un autre plus ancien existe. Cette cavité n'a jamais été voûtée.

Nous nous trouvons donc en présence d'une citerne romaine pouvant contenir environ 37 mètres cubes d'eau, depuis son second aménagement. On a retiré, mélangés à des débris de mortiers et à

(1) On appelle *Mansions* ou stations les grands établissements placés comme relais sur les voies romaines. Ces établissements fournissaient également des chevaux et équipements militaires aux légions.

des moellons : le tambour d'une colonne avec sa base moulurée (haut. 0,95, diamètre du fût 0,33 cent.), des fragments d'autres colonnes (0,40 cent. de diamètre), des bases et des chapiteaux sans sculpture mais avec moulures ; des tuiles courbes de dimensions variées ; des os, des cornes de cerf, des tessons de poterie et divers objets en fer tel que : marteau, masse, bédane, clous, crochets, etc. ; enfin des monnaies de la seconde moitié du III^e siècle.

Etant donné son mode de construction, on ne peut douter que la cavité qui nous occupe ait été une citerne romaine. J'ajouterai même qu'il me semble probable que, n'ayant pas de voûte, elle était couverte par une charpente posée sur des petites colonnes de 0,30 cent. dont on a retrouvé un tambour et d'autres fragments.

Les quelques indications qui vont suivre me paraissent indispensables à fournir pour arriver à une détermination vraisemblable de cette citerne et des constructions qui s'élèvent à côté.

1^o Environ deux hectares étaient occupés par des constructions romaines dont la disposition n'accuse pas des habitations luxueuses.

2^o Ces deux hectares font partie d'un plateau dans lequel on ne voit ni source ni puits.

3^o Ces constructions étaient situées à 200 mètres environ de la voie romaine ; à 500 mètres du petit village de Villiers ; à 2 kil. 500 du gué de Sciaux et par là même à égale distance de la Mansion ; enfin à 4 kil. 500 de St-Savin.

De l'ensemble de ces observations, je serais porté à croire que citerne et substructions auraient constitué une sorte de *villa agraria* destinée à approvisionner la Mansion du gué de Sciaux du fourrage et des céréales indispensables à ces grands établissements.

D'après les monnaies qui ont été trouvées dans la citerne, on pourrait supposer que la destruction de ces divers établissements date de la grande révolte des Bagaudes qui éclata en 270 et se prolongea jusqu'en 276 ; mais si on en juge d'après la céramique elle n'aurait eu lieu que de 436 à 439, époque de la seconde révolte des Bagaudes. D'ailleurs il se pourrait que des monnaies des IV^e et V^e siècles aient été trouvées dans la citerne, car un lot important avait été vendu avant mon arrivée.

Je serais donc porté à croire que la destruction a eu lieu de 436 à 439.

VOUZAILLES

Voici en quelques mots ce qu'il en est de la découverte de Vouzailles.

Elle consiste en un souterrain rencontré fortuitement dans un terrain situé à l'ouest, à 850 mètres du petit village de Nouzières, et distant de trois kilomètres de la commune de Vouzailles.

Ce souterrain n'est rien autre qu'une carrière de moellons en calcaire clivé, anciennement exploitée. Elle se compose de deux galeries qui n'ont jamais été habitées. Je n'ai donc rien à en dire, si ce n'est de donner le conseil aux cultivateurs qui travailleront sur le sol qui recouvre ces galeries de se méfier d'un effondrement.

En terminant, je ne saurais trop engager les personnes qui font des découvertes archéologiques de ne pas négliger de les signaler à la Presse. Il peut y avoir non seulement profit pour elles, mais encore pour la science.

Le P. de la Croix rend ensuite compte d'une excursion archéologique qu'il a faite à Yzeures, bourg du département d'Indre-et-Loire, sur les bords de la Creuse, aux confins de ce département et de celui de la Vienne. Sa première visite est des 29 et 30 novembre ; il y est retourné deux fois encore depuis, le 3, puis les 14 et 15 février. Ayant constaté la première fois qu'on avait mis à jour, pour les travaux de reconstruction de l'église, des fragments qui avaient fait partie d'un monument payen, d'une importance archéologique et artistique qui semblait exceptionnelle, il a obtenu du conseil municipal de continuer les fouilles à ses frais. Depuis lors, une équipe de six ouvriers a considérablement ajouté aux premières découvertes. On ne connaissait encore que dix tables ou fragments, dont il a été question dans le *Journal d'Indre-et-Loire* (Nos du 14 novembre et du 2 décembre 1895) ; les nouvelles exhumations portent ce chiffre à 60 et ce n'est pas fini.

M. Hild, demandant la parole, rectifie les erreurs commises dans certaines publications précipitées, soit pour l'interprétation d'une inscription fragmentaire, soit pour l'explication mythologique des débris de sculpture mis à jour. Les croquis, que le P. de la Croix lui a communiqués, se rapportent pour la plupart à une giganto-

machie, dont le motif principal représente la lutte de Minerve contre deux géants à pieds en forme de serpents ; l'un est certainement Encelade. (V. dans le DICTIONNAIRE DES ANTIQUITÉS GRECQUES ET ROMAINES, par Daremberg et Saglio, l'article GIGANTES, fasc. XXI, p. 1557, dont M. Hild est précisément l'auteur). C'est jusqu'à présent le seul exemplaire de la représentation de cet épisode mythologique qui ait été découvert dans les provinces occidentales de l'Empire Romain. Les détails d'une exécution soignée et l'harmonie de l'ensemble témoignent en faveur d'une bonne époque. L'inscription, telle qu'elle est actuellement connue, est sculptée sur trois tables ; l'une a déjà été publiée, mais inexactement dans le journal cité et dans la CORRESPONDANCE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU 25 janvier 1896 (p. 25).

AVGVSTORVM
MINERVÆ
... NILLI FILI

Une seconde table, exhumée depuis lors par le P. de la Croix et entièrement inédite, porte :

DEM CVM S
S QVAM PATER PI
ERAT D S P C

Depuis, le P. de la Croix a découvert une troisième table où on lit :

NVMINIBVS
ET DEAE
M. PETRONI

Il en manque une quatrième ; mais il est dès à présent possible de compléter et d'interpréter par conjecture. Voici l'assemblage proposé par M. Hild.

NVMINIBVS AVGVSTORVM
ET DEAE MINERVAE
M. PETRONI..... NILLI FILI
(Aras et Ae) DEM CVM SVIS
(Ornamenti) S QVAM PATER PI (e)
(Dedicav) ERAT D. S. P. C.

ce qui veut dire : AUX DIVINITÉS DES EMPEREURS ET A LA Déesse MINERVE LES FILS DE PETRONIUS (le cognomen en nillus reste douteux) CES AUTELS (il y en a deux), ET CE TEMPLE AVEC SES SCULPTURES, QUE LEUR PÈRE PIEUSEMENT AVAIT DÉDIÉS, DE LEUR ARGENT ONT CONSACRÉS.

Les lettres, très belles, ont 0 m. 10 de hauteur et portent encore les traces de la couleur rouge qui les faisait ressortir. Chacune des tables a 1 m. 05 de large sur 0,58 de haut, ce qui donne un rectangle de 2 m. 10 sur 1 m. 20 environ.

Les restitutions ont été faites en tenant compte de la place et du texte d'autres inscriptions similaires. (V. le recueil d'Orelli-Henzen, 2015 et 2067 ; et deux inscriptions du Musée de Munich, Catal, t. IV, n° 758 et 762). Une double cassure a mutilé le commencement du COGNOMEN qui finit en NILLUS ; il y a la place de cinq lettres au moins, de six au plus.

Il s'agit d'un temple monumental, analogue à celui dont parle Pline le Jeune (Ep. IX, 39), voué par des particuliers à la divinité des Augustes et à Minerve. Le pluriel AUGUSTORUM oblige de mettre cette construction au plus tôt sous le règne de Marc-Aurèle et de L. Verus, où il fut pour la première fois en usage. C'est aussi à la fin du II^e siècle après J.-C. que l'on peut rapporter le monument, si l'on tient compte de l'architecture, des détails soit de sculpture, soit d'ornementation.

M. Hild estime que cette exhumation est des plus intéressantes, que même elle doit compter parmi les plus curieuses qui aient été faites en France, dans le domaine des antiquités classiques, depuis 20 ans. Il est heureux que le P. de la Croix ait bien voulu lui demander son concours pour l'interprétation mythologique et épigraphique du monument d'Yzeures et promet de tenir la Société au courant, comme aussi de hâter le travail complet qu'il compte publier en collaboration avec son confrère.

Enfin, M. le commandant Marais, complétant la communication qu'il a faite à la dernière séance au sujet du crochet gallo-romain donné à la Société par M. le docteur Poupelard, dit qu'il a eu récemment l'occasion de consulter sur cet objet MM. Saglio et Babe-lon, qui lui ont déclaré n'avoir jamais vu le semblable. Il y a des raisons sérieuses de regarder ce crochet comme un objet unique,

ayant servi vraisemblablement aux sacrifices antiques. Le fait que le long manche de ce crochet a été doré ne permet pas de supposer qu'il ait pu servir à un usage profane. Il ajoute qu'il a recueilli à Paris l'assurance que le médaillier de la Société des Antiquaires de l'Ouest était un des plus riches et des plus importants de la province.

Dons offerts en séance

1. M. le Conseiller Gaillard de la Dionnerie offre, de la part de M. de Nettancourt : 1^o la photographie d'un coupe-tête des féticheurs du Haut-Congo Français. Cet instrument, d'une longueur de 56 centimètres et du poids de 800 grammes, lui a été donné par Mgr Augouard, évêque de Sinita. Il est spécial aux féticheurs qui, seuls, ont le droit de le posséder et d'en faire usage et il est regardé comme sacré par tous les cannibales de ces régions africaines. 2^o la photographie d'un poignard de guerre des Bondjos, d'une longueur de 39 centimètres et du poids de 205 grammes. Cette arme, moins rare que la précédente, est portée habituellement par les hommes et les femmes de cette tribu, chez laquelle le cannibalisme est encore en usage. Elle est elle aussi un don de Mgr Augouard. M. de Nettancourt a fait faire un carton destiné à contenir ces deux photographies. .

2. Le R. P. de la Croix fait don à la Société d'une pierre portant une inscription gallo-romaine découverte au Peu Berland, près le Blanc. M. Hild, prenant la parole, déclare que cette découverte est une des plus importantes que l'archéologie ait faite depuis un quart de siècle. Cette inscription faisait partie d'un autel votif circulaire dédié à une divinité gauloise jusqu'ici inconnue et qu'il dit être : APOLLON ATEPOMARUS. Il a rédigé à l'occasion de cette inscription un article qui figure au mot ARA, dans le dictionnaire de Daremberg et Saglio ; il espère le voir reproduire dans les Bulletins de la Société.

3. De la part de notre confrère M. Ernault, le R. P. de la Croix offre un exemplaire d'une brochure intitulée : LE TEMPS PASSÉ, traduit de BARZAZ BREITZ.

4. De la part de M. de Champchevrier, le R. P. fait don à la Société d'un calendrier, de divers opuscules et d'un certain nombre de papiers intéressant le Poitou.

Lectures

M. de la Marsonnière donne lecture d'un travail de Mgr Barbier de Montault, relatif à une statuette de St-François de Paule, donnée au Musée par le R. P. de la Croix.

M. Alfred Barbier lit une partie de son travail intitulé : **TROIS MÉDECINS POITEVINS AU XVI^e SIÈCLE**, ou les origines Châtelleraudaises de la famille de René Descartes.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Publications de Paris

1^o Les numéros du CORRESPONDANT des 25 janvier et 16 février 1895.

2^o L'alliance scientifique, organe de l'association internationale de France, n^{os} 98 et 99, septembre et novembre 1895.

3^o La revue des Provinces de l'Ouest, tome XVIII, n^o de janvier 1896.

4^o Bulletin monumental, sixième série, tome X. Dans ce volume est publié un article de Monseigneur Barbier de Montault sur la chaire de Notre-Dame de Niort, transférée aujourd'hui dans l'église de Château-Larcher (Vienne).

5^o Académie des inscriptions et belles-lettres : compte rendu de ses séances de l'année 1895 pendant les mois de novembre et de décembre. On y lit l'éloge du commandant de Rossi par M. Wallon, secrétaire perpétuel de cette académie.

6^o Bibliothèque de l'école des Chartes, tome LVI, sixième livraison, novembre-décembre 1895.

7^o Les premier et deuxième fascicules du supplément au dictionnaire de M. Vivien de St-Martin (lettre A) accompagnés d'un prospectus expliquant les motifs de cette publication supplémentaire.

Publications des départements

1^o Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, tome XVII, 4^e livraison. A lire l'article émouvant de MM. Martel et Rupins sur leur naufrage dans les eaux souterraines des grottes de Padilloc.

2^o Bulletins de la Société archéologique de Touraine, tome X, troisième et quatrième trimestres. A signaler : 1^o le journal d'un

habitant de Tours au xviii^e siècle; 2^o l'organisation par cette Société, dans son ressort, d'une inspection cantonale.

3^o Le recueil de la commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure, 4^e série, tome III, cinquième livraison.

4^o Revue Savoisienne, 2^e série, tome XI, fascicules de novembre et décembre 1895.

5^o Société historique de Compiègne : 1^o un volume intitulé : Compiègne pendant l'invasion espagnole (1630 à 1660); ouvrage publié sous les auspices de cette Société par M. A. Bazin; 2^o un numéro du journal de l'Oise où est publié le rapport sur les travaux de cette Société, publié par M. le comte de Marsy, son secrétaire, à la séance du 16 janvier 1896.

6. Société de géographie de Rochefort : son bulletin du troisième trimestre 1895. A lire un intéressant compte-rendu par M. E. Robin, sous-commissaire de la Marine, d'une mission dans l'océan Indien et particulièrement à Madagascar.

7^o Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, son bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, n^o 9 et 10, novembre-décembre.

8. Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 4^e livraison, 1895, de son bulletin, à signaler : 1^o le nobiliaire de la généralité des Limarges, par M. Leclerc, 2^o l'oraison de Ste-Syre par M^{re} Barbier de Montault.

9. Société archéologique d'Eure-et-Loir, le premier fascicule de ses mémoires pour l'année 1897.

10^o Le monde des plantes, n^o du 1^{er} février 1896.

11^o Société d'émulation des Côtes-du-Nord, supplément du Bulletin n^o 1 de l'année 1896.

12^o Société de Borda, son bulletin du 4^e trimestre 1895. — A signaler, à la page 215, la description du tombeau de Ste Quitterie, martyre, dans la crypte du mas d'Aire ». (Rapprocher de cette description la communication faite par M. Richard à la séance du 19 octobre 1893, bulletin du 4^e trimestre 1893, page 322).

13^o Société des antiquaires de la Morinie. Le cartulaire de Saint-Barthélemy de Béthune précédé d'une introduction par le comte de Loisne.

14^o Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie des dio-

cèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers, n° 97, 98, 99, 100, 101, 102 et 103.

15° Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts de l'Oise, tome XVI, 1^{re} partie. A citer un rapport de M. Vuilhorgue sur le cimetière mérovingien de Martincourt (Oise) (Riche mobilier).

16° Société archéologique de Sens, les tomes XVI et XVII de ses bulletins.

17° Revue historique et archéologique du Maine, tome XXXVIII, second semestre.

18° Société des antiquaires de Picardie, ses bulletins de 1895, n° 2 et 3.

19° Comptes rendus des réunions de l'Académie d'Hippone des 30 et 31 septembre 1895.

Publications venant de l'étranger

1° Boletín de la real academia de la historia, tome XXVIII, premier et deuxième numéros, janvier et février 1896.

2° Académie d'archéologie de Belgique. Ses bulletins numéros 23, 24 et 25.

3° Société des antiquaires de Zurich, tome XXIV, deuxième fascicule. A lire un mémoire de M. Stuckelberg sur les reliquaires du canton de Zurich, orné d'une remarquable planche.

Publications poitevines

1° Le mois bibliographique. Bulletin catholique des livres et des revues, publié sous la direction des bénédictins de la congrégation de France, n° du 1^{er} janvier 1896.

2° L'horticulteur poitevin, par M. Bruant, 1^{er} trimestre 1896.

3° Revue poitevine de la Touraine et de l'Anjou, n° 1 de l'année 1896. A lire : 1° un article de M. Berthelé intitulé : NÉCROLOGIE CAMPANAIRE ; 2° un article sur les archives départementales de la Vienne, avec appréciation élogieuse de l'administration de M. Richard.

4° Bulletin de l'association de Saint-Martin de Ligugé, quatrième année n° 4.

5° Revue du Bas-Poitou, 1^{re} livraison de l'année 1896. A signaler :

1° le cimetière mérovingien d'Antigny (Vendée) par le R. P. de la Croix ; 2° le château du Hyère Baudoin, très belle eau-forte de M. de Rochebrune.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 MARS 1896

La séance est ouverte à huit heures du soir, sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté, puis le Président dépouille la correspondance qui comprend :

1° Une lettre de M. Formigé, architecte du Comité des monuments historiques, relative à la réédification du portail des Augustins. A l'occasion de cette lettre, le Président entre dans quelques explications sur l'état actuel de la question. Il constate qu'elle n'est point encore résolue, mais que le Conseil d'administration s'occupe de trouver une solution qu'il s'empressera de communiquer à la Société.

2° Une lettre de M. Magnan, notaire à Limalonge (Deux-Sèvres), relative à l'état actuel du dolmen de la Pierre-Pèse dont la Société est propriétaire. M. Magnan déclare sans objet les préoccupations qu'avait fait naître le passage près de ce monument du tramway récemment établi.

Le Président fait ensuite l'énumération des ouvrages reçus depuis la dernière séance ; on en trouvera la liste à la fin du présent procès verbal.

Dons

1° L'Hôte de Jeanne d'Arc à Poitiers, par M. Daniel Lacombe, offert par l'auteur.

2° Etablissement de paix entre les Chausseraie et les Montaigu, par M. de la Marsonnière, offert par l'auteur.

3° Un cahier de poésies de Guillaume IX d'Aquitaine provenant des papiers de M. Palustre, offert par Mgr Barbier de Montault de la part de M^{me} Palustre.

4° Un cahier de notes sur la langue romane provenant également des papiers de M. Palustre, offert par les mêmes.

2° Les dessins de Jean et de Joseph Richie de la collection Bonneau par M. Léon Germain. — Hommage de l'auteur.

6° Bibliographie : Jeanne d'Arc champenoise par M. Léon Germain. Hommage de l'auteur. — Dans cette brochure est combattue comme dans le Journal de l'Académie Lorraine, la thèse de M. Misset.

7° Allocution de M. Charles Tranchant, comme président de la Société de législation comparée. — Don de l'auteur.

Communications

M. le Président annonce à la Société que le catalogue du Musée de Chievres sera prochainement terminé et qu'il pourra vraisemblablement être imprimé dans l'un des bulletins de cette année. Il indique également qu'instruit par M. Carré de la visite que devait faire au même musée M. André Theuriet, le romancier bien connu, il a convoqué les membres du conseil d'administration pour le recevoir. M. André Theuriet désirait entrer en relations avec la Société des antiquaires de l'Ouest dans le but d'obtenir le prêt d'objets anciens d'origine poitevine, destinés à figurer à l'exposition d'ethnographie qui doit être organisée cette année à Niort.

M. Boissonnade, l'un de nos confrères, a consenti à aller à Niort faire une conférence sur les métiers poitevins, pendant la tenue du congrès d'ethnographie.

Dons faits en séance

Le R. P. de la Croix, au nom du R. P. Mercier, fait don d'un exemplaire de l'ouvrage de ce dernier intitulé : Jeanne d'Arc à Poitiers. A cette occasion, le R. Père renouvelle le vœu que la Société prenne l'initiative de l'érection à Poitiers d'un monument à Jeanne d'Arc. Il lui est répondu que M. Ledain a déjà émis la même pensée à l'une des séances de l'année dernière ; la Société le prie de vouloir bien étudier de nouveau la question et de l'en entretenir à l'une de ses séances.

Elections

Il est ensuite procédé au vote sur la présentation en qualité de membres titulaires non résidants de MM. le comte Joseph Galband du Fort, le comte Charles de Beaumont, et le baron Godet de la Ribouillerie.

Tous les trois sont élus en ladite qualité.

Le R. P. de la Croix fait savoir à la Société qu'à la suite de la découverte archéologique qui a été faite récemment à Yzeures (Indre-et-Loire) il s'est transporté dans cette commune pour y faire pratiquer des fouilles et arriver à la reconstitution et à la détermination exacte du monument ainsi découvert. Il a été surpris de s'entendre traiter d'ÉTRANGER par les membres d'une Société savante voisine ; cependant, le ressort de la Société des antiquaires de l'Ouest s'étendant, aux termes mêmes de ses statuts, approuvés par l'autorité administrative et consacrés par le décret qui lui confère la personnalité civile, entre la LOIRE ET LA DORDOGNE, il demande à la Société de revendiquer pour ses membres le droit de faire des fouilles dans tous les départements de son ressort.

M. Gaillard de la Dionnerie constate, comme conséquence des termes mêmes des statuts, la légitimité de l'observation du P. de la Croix et déclare qu'il y a lieu de maintenir les droits de la Société dans toute l'étendue de son ressort territorial.

A l'occasion de la découverte d'Yzeures, le R. P. de la Croix communique une nouvelle lecture de l'inscription. Cette lecture, due à la collaboration de MM. Hild et Ernault, nos deux confrères, est ainsi conçue :

NUMINIBUS AUGUSTORUM
ET DEÆ MINERVÆ
M. PETRONI VARENILLI FILI
HANC AEDEM CUM SIGNIS
ET ARIS QUAM PATER PIUS(OU PRIDEM)
VOVERAT D. S. P. C.

Lectures

M. l'abbé Collon donne lecture d'un travail intitulé : Les reliques de Sainte-Victoire Marause conservées au Trésor de la cathédrale de Poitiers.

M. Luguet, après avoir exprimé le regret que les séances ne soient pas consacrées aux lectures et aux discussions savantes, expose en quelques mots les raisons qui, suivant lui, doivent différencier les deux expressions *Cippe* et *Stelle*, trop souvent prises l'une pour l'autre. Cette étude fera l'objet d'une communication que M. Luguet se propose de faire au Congrès des Sociétés savantes.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance :

Publications régionales

1° Le bulletin catholique des Bénédictins de la congrégation de France, année 1896, n° 2.

2° Le bulletin de St-Martin, 4^e année, n° 5.

3° La revue poitevine et des confins de la Touraine et de l'Anjou, 1896, n° 2 et 3. Dans ce dernier bulletin, M. Hild a publié un article sur l'inscription du *Peu Berland*, *Apollo Atepomarus*.

4° Les archives historiques du Poitou, tome XXVII. Ce volume est entièrement consacré à la publication d'un recueil de documents concernant le Poitou, et puisés par M. Paul Guérin dans les registres de la Chancellerie de France. Ce recueil est composé en majeure partie de lettres de rémission comprises dans la période 1403 à 1430.

5° Revue de Saintonge et d'Aunis, 2^e livraison de son 46^e volume.

6° Table de 15 volumes de cette revue.

Publications de Paris

1° Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année, 1895, n° 1 et 2.

2° Le Correspondant, n° du 28 février et du 10 mars 1896.

3° La Revue des provinces de l'Ouest, février 1896. A signaler les notes pour servir à l'histoire de l'ancien théâtre en Poitou, par M. Henri Clouzot.

4° La revue des études grecques, n° 32 octobre-décembre 1895. A lire le bulletin archéologique par M. Henri Lechat.

5° Mélusine, tome VIII, n° 1, janvier-février 1896.

6° Journal des savants, n° de janvier et février 1896. — Au n° de

janvier se trouve un compte rendu des nouveaux documents sur les débuts de l'imprimerie à Poitiers, publiés par M. de la Bouralière.

7° Revue archéologique, janvier-février 1896.

8° Annuaire de la Société philotechnique pour l'année 1895, tome 54. — Ce volume débute par la séance publique donnée à l'occasion du centenaire de cette Société, et présidée par son nouveau secrétaire perpétuel, M. Camoin de Vence, avocat général à Poitiers sous le second empire.

9° Revue historique, tome soixantième, mars-avril 1896.

Publications des départements.

1° Procès-verbaux de la Société historique de Compiègne, année 1895.

2° Mémoires de la Société historique et archéologique de l'Orléanais, tome XI, entièrement consacré à une étude sur les ponts au moyen-âge, œuvre posthume de M. Collin, inspecteur général des ponts et chaussées. Ce volume est accompagné d'un Atlas.

3° Table des mémoires et bulletins de la même Société pour la période 1848 à 1894.

4° Bulletin de la Diana, tome VIII, n° 4.

5° Bulletin de la Société historique d'Eure-et-Loir, n° 219.

6° Mémoires de la Société d'archéologie Lorraine, tome XLV (3^e série, XXIII^e volume). A lire le rapport de M. Léopold Quintard sur les fouilles du vieil Aitte, cimetière mérovingien, avec 7 planches (bijoux, armes et poteries).

7° Journal de la même Société, année 1895. A lire un article de M. Ch. Guyot, qui conteste la nationalité de Champenoise donnée à Jeanne-d'Arc, par M. Misset, dans un livre récent et revendique pour elle avec raison le titre de la bonne Lorraine.

8° Bulletin de la Société historique du Limousin, tomes XLIII et XLIV (2^e livraison). A signaler dans le tome XLIII : 1° un article sur les manuscrits de St-Martial ; 2° des observations critiques adressées par M. l'abbé Arbellot à M. l'abbé Duchesne, sur les origines chrétiennes de la Gaule et sur l'apostolat de St Martial ; 3° un mémoire de M. Louis Guibert, sur les anciennes confréries de la basilique de St-Martial.

9° Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord, n° 2, 1895 et février 1896.

10° Bulletin de la Société des amis des sciences de Rochechouard, tome II, n° 5.

11° Bulletin de la Société archéologique du Vendomois, tome XXXIV. A lire un mémoire sur les seigneuries de Renoy, où se trouvent des détails biographiques et généalogiques sur une famille Guischard, branche de Payré, originaire du Poitou et signalée dans le dictionnaire des familles de Beauchet-Filleau.

12° Le monde des plantes, n° 96, 1^{er} mars 1896.

13° Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, n° 1, 1896.

14° Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXIII, 1^{re} livraison.

15° Bulletin revue de la Société d'émulation et des beaux-arts du Bourbonnais, numéros 1 à 12 inclusivement de l'année 1895.

16° Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, tome XIV, n° 4. A lire dans le rapport des travaux annuels de cette Société, un hommage rendu à la mémoire de M. de la Sicotière.

17° Table des matières des 12 premiers volumes du bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

18° Bulletin de la Société nivernaise des lettres, sciences et arts, 3^e série, tome VI, 3^e fascicule.

19° Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard, XXV^e volume, 1^{er} fascicule. — A signaler les découvertes de sculptures gallo-romaines faites à Mandeure et à Mathay (Doubs), parmi lesquelles une statuette en bronze dont le visage, d'une grande beauté, représenterait le dieu Mars.

Publications étrangères.

The numismatic chronicle, 1895, fascicule 2.

LA NAVIGATION DU CLAIN

Par M. de la MARSONNIÈRE

I

Le 7 janvier 1773, parut, à Poitiers, le premier numéro des *Affiches du Poitou*, journal hebdomadaire fondé par Jouyneau-des-Loges.

C'était l'avènement du journalisme à Poitiers, fort en retard, de ce point, sur les autres grandes villes de province.

La feuille de Jouyneau-des-Loges n'a pas seulement satisfait aux besoins locaux et à la curiosité des lecteurs ; elle a aussi servi l'histoire en fixant, pour la postérité, le souvenir des hommes et des choses ayant marqué leur passage en Poitou, durant les dix-sept années à l'issue desquelles la vieille société française sombra dans la tourmente révolutionnaire.

Mais ce n'est pas par son côté social et politique que je me propose de prendre aujourd'hui la feuille de Jouyneau-des-Loges. Ce journal présente, en effet, plus d'un aspect et plus d'un genre d'intérêt. Du terre à terre de l'annonce, à laquelle ce périodique était particulièrement consacré, émergent çà et là des articles de fond traitant de questions économiques. Or, au premier rang de ces questions, était alors celle de la navigation du Clain, qui n'a cessé d'être posée durant cinq siècles. C'est de cette question, à laquelle MM. de Blossac et Jouyneau-des-Loges et, plus tard, Thibaudeau, Boncenne, Rédet et Longuemar se sont intéressés, que nous allons entretenir le lecteur.

Mais avant de raconter la campagne dont les étapes sont marquées dans les affiches du Poitou, il convient que je remonte au quinzième siècle pour rendre compte des premiers efforts tentés pour la réalisation de cette grande entreprise. J'en conduirai l'historique jusqu'à la fin du dix-huitième siècle seulement, bien qu'elle ait occupé beaucoup de bons esprits durant la première moitié du dix-neuvième. Cette dernière phase de la question ap-

partient en effet à l'histoire contemporaine et je ne puis, en ce qui la concerne, que m'en référer aux pages éloquentes que l'illustre Boncenne écrivit sur elle en 1807 (1).

Ceci dit, j'entre en matière.

II

De 1429 à 1461.

L'affection que le roi Charles VII portait à la ville de Poitiers pour sa fidélité dans les jours d'épreuves lui donna l'idée de la récompenser par le double don de la vie universitaire et de la vie commerciale. Le 11 avril 1431, il créait l'université de Poitiers et, dès 1429, par une autre ordonnance, il avait décidé que le Clain serait canalisé et rendu propre à la navigation depuis Poitiers jusqu'à la Vienne (2).

L'étude de ce projet fut confiée à un ingénieur du nom de Pierre Garnier. On lit, en effet, dans le rôle des dépenses de la ville de Poitiers au quinzième siècle publié par M. Redet (3), qu'en l'an 1429 : « Maistro Pierre Garnier fut payé de cinq escus d'or pour le « mandement de faire porter vaisseaux sur la rivière du Clain. »

Ainsi, c'est en 1429, en cette année célèbre qu'illustra le séjour de Jeanne d'Arc à Poitiers, que le roi conçut et mit en œuvre son généreux projet.

Les comptes dont nous venons de parler attestent que les travaux commencèrent aussitôt et qu'au mois d'octobre 1430, les portes et bouchauts, destinés à rendre la rivière navigable, étaient établis depuis Poitiers jusqu'à Beaumont, c'est-à-dire à quatre lieues et quart seulement de Châtellerault (4).

Mais l'œuvre était longue et les finances courtes, si bien que, faute d'argent, il fallut non seulement suspendre les travaux, mais encore négliger l'entretien de ceux déjà faits.

(1) De la navigation du Clain. Rapport présenté au conseil général de la Vienne en 1807, par M. Boncenne.

(2) Annales d'Aquitaine de Jehan Bouchet, 1^{re} édition de l'imprimerie des Bouchet à Poitiers, 4^e partie, p. 142.

(3) Comptes et dépenses de la ville de Poitiers au xv^e siècle, publiés par M. Redet aux mémoires de la Société des Antiq. de l'Ouest, 1^{re} partie, tome VII, page 423. Archives municipales. Comptes.

(4) *Ibidem*, page 424.

Donc, à la fin de l'année 1430, il ne fut plus question de la canalisation du Clain, sinon à titre de conversation et de vaines démarches ; et ce ne fut qu'en 1460, c'est-à-dire après trente ans d'inter ruption, qu'il fut question, non de continuer les travaux, mais de faire de nouvelles études, à raison des difficultés de l'entreprise. En effet, la déception et le découragement avaient été si grands, depuis 1430, qu'on en était venu à douter de la possibilité même de rendre le Clain navigable. C'est ce dont témoigne la mission dont furent chargés deux échevins, les sieurs Jamet Gervain et Guillaume Resty, ainsi que Guillaume Lorier, expert charpentier (1), qui reçurent mandat de visiter le Loir, le Maine et la Sarthe nouvellement rendus navigables et d'étudier, par la comparaison, s'il serait possible d'en faire autant du Clain.

La ville de Poitiers, voulant agir prudemment dans cette grave affaire, ne se contenta pas des informations qui lui furent données par le rapport de ces trois experts. Pour ne rien entreprendre qu'à coup sûr, elle appela de Montrichard et de Chinon, villes situées sur deux rivières navigables, deux nautonniers, les sieurs Jehan de Mairant et Jehan Bretonnier (2), leur donnant mandat d'explorer les rives et le lit du Clain et de donner leur avis tant sur l'aptitude de cette rivière à la navigation que sur les moyens de l'y rendre propre : ce n'est pas tout. Les deux échevins Jamet Gervain et Guillaume Resty déjà chargés, ainsi que nous l'avons vu, d'une première mission, furent envoyés à Orléans pour s'y mettre en rapport avec l'assemblée des marchands fréquentant la Loire et ses affluents navigables. Le but de cette démarche était d'obtenir de ces marchands l'association de la ville de Poitiers à leur *boîte commune* (sic), et à ces fins, de soumettre à leur assemblée la question de la navigabilité du Clain. L'assemblée se réunit à Orléans, le 8 mai 1461. MM. Gervain et Resty furent entendus et il fut décidé que deux des membres de l'assemblée, accompagnés de quatre nautonniers, seraient envoyés à Poitiers pour une sérieuse étude de la canalisation du Clain, de Vivonne à la Vienne (3).

Cette visite eut lieu durant les derniers jours de juin 1461 et il

(1) *Ibidem*, page 425.

(2) Comptes et dépenses ci-dessus (Redet), pages 424 et 425.

(3) *Ibidem*, page 427.

est manifeste que les conclusions de la commission furent favorables au projet, car un article des comptes ci-dessus nous apprend que, le 10 août 1461, les travaux avaient été poursuivis jusqu'à Naintré, c'est-à-dire à 2 lieues et demie avant Châtellerault (1).

Mais ce nouvel essai eut le sort du premier. A partir de 1461, il ne fut plus question de la navigation du Clain et ce ne fut que plus de soixante ans après, en l'année 1537, que l'attention royale fut appelée de nouveau sur l'avenir de cette rivière.

III

De 1540 à 1596.

L'entrevue d'Aiguemortes venait enfin de clore les dix-sept années de lutte entre François I^{er} et Charles-Quint. La France commençait à se ressaisir et l'heure semblait enfin venue de faire revivre les projets propres à concourir à la prospérité nationale.

La ville de Poitiers ne manqua pas cette occasion de reprendre celui de la navigation du Clain et, sur sa demande, le roi, par lettres du 6 juin 1539 (2), ordonna une enquête qu'il confia aux soins de François Doyneau, lieutenant général de la sénéchaussée. Ce haut fonctionnaire chargea des travaux graphiques à l'appui de cette enquête un ingénieur expert en navigation, le sieur J.-B. de Mairine, florentin.

Cet ingénieur se mit à l'œuvre, étudiant la rivière du Clain depuis Vivonne jusqu'à Châtellerault et accompagna son rapport d'un plan figuratif. Ce plan, qu'on appelait alors *figure et portrait*, reproduisait, sur tout le cours du Clain, les accidents de terrain à supprimer et les nombreux établissements industriels qui, jouissant de ses eaux, devaient, sinon tous, du moins quelques-uns, être sacrifiés à la canalisation.

Pour subvenir à la dépense que nécessitait l'exécution de ce plan, le roi, par deux lettres, l'une du 6 janvier 1540 et l'autre

(1) Comptes et dépenses au xv^e siècle. Redet, pages 428 à 429. — Thibaudeau, tome II. — Ledain, introduction aux paysages et monuments du Poitou, page 57.

(2) Enquête de 1587 sur la navigation du Clain. Lettres sur la navigation du Clain par François I^{er}, du 6 juin 1539. Thibaudeau II. Ledain, *loc. cit.* — La navigation du Clain, 1807, par Boncenne, page 5.

du 7 avril 1541, autorisa la ville à lever, sur ses habitants, premièrement une somme de 3.000 livres, et, en second lieu, celle de 17.000 livres (1).

Les travaux commencèrent en amont de la rivière entre Vivonne et Poitiers, et sur ce parcours il ne restait plus qu'une porte à construire à St-Benoit, lorsque certaines difficultés financières (2), et surtout certaines complications politiques, vinrent déjouer les espérances que le commerce de Poitiers avait fondées sur ce troisième essai de canalisation. En effet, de 1538 à 1543, la situation internationale avait changé du tout au tout. Lorsqu'un an après l'entrevue d'Aiguemortes, avait eu lieu à Poitiers la *fête de la paix* (car c'est ainsi qu'on peut nommer l'accueil fait à Charles-Quint à son passage), on avait compté, pour la paix, sur la bonne foi d'un ancien ennemi avec une crédulité que déjoua bientôt le madré politique. Dès 1542, la situation devenait tendue, et en 1543, on en était à la guerre. Ce n'était donc plus l'heure des travaux de la paix, et l'on comprend à merveille la résistance de certains contribuables à continuer une entreprise qui ne pouvait être menée à bien que dans un temps de sécurité (2).

Sous les règnes suivants, les dissensions religieuses et civiles qui bouleversèrent la France ne pouvaient, plus que ne l'avait fait la guerre étrangère, laisser place aux travaux de la paix. Ce ne fut qu'en 1596, alors que la France commençait à respirer et à jouir de la tranquillité que lui assurait la main à la fois douce et ferme de Henri IV, que furent repris enfin les projets de navigation en général et, en particulier, celui qui intéressait la rivière du Clain.

Le 17 mars 1596, le roi adressait aux trésoriers de France et au corps municipal de Poitiers des lettres patentes, « pour le fait, y est-il dit, de la construction du navigage du Clain depuis la ville

(1) Dans l'introduction historique de M. Ledain aux *Paysages et monuments du Poitou*, on lit ce qui suit : « Il n'y avait plus qu'une porte à mettre à St-Benoit ; mais l'argent manquait. Le roi permit alors à la ville, le 7 avril 1541, la levée d'un nouvel impôt de 17000 livres, page 57.

(2) Puis M. Ledain continue : une assemblée générale eut lieu le 6 septembre 1542 sous la présidence du Maire. Mais le corps de ville y rencontra une opposition égoïste et tenace de la part des députés du clergé qui ne voulurent rien accorder avant de s'être concertés entr'eux. De son côté le maire déclara qu'il en référerait au roi. L'entreprise se trouva donc encore une fois ajournée définitivement. (*Ibidem.*)

« de Vivonne jusqu'à Poitiers et dudit lieu jusqu'à Châtelleraud et
« de la commodité et incommodité dudit navigage (1). »

Les présidents et trésoriers de France s'empressèrent de répondre à l'ordre royal en déléguant, pour son exécution, l'un d'entr'eux, le sieur Goguet, seigneur de la Rochegratton. De son côté, le corps de ville délégua deux de ses membres, les sieurs Banchereau, seigneur des Griffonnières, échevin, et Guillaume Vaslet, bourgeois de la ville, pour procéder, avec le trésorier de France désigné, à l'instruction de cette affaire.

Leur mission était non seulement d'explorer la rivière du Clain et d'étudier, au point de vue technique, la question de navigation, mais encore d'aviser aux moyens de pourvoir aux frais et dépenses à ce nécessaires. Ils devaient en outre procéder à une enquête *de commodo et incommodo*, et, à cet effet, appeler devant eux, pour recevoir ses observations, la population intéressée.

Le trésorier délégué et ses deux assesseurs requièrent pour les assister à titre d'experts, Vincent Bernier, maître des œuvres de maçons de la ville, et Jean Clément, maître charpentier. Puis, le 23 avril 1506, ils partirent se rendant à Vivonne.

Les habitants de cette ville et des lieux circonvoisins, convoqués pour être entendus sur l'opportunité du projet, s'empressèrent de se rendre à l'invitation de la commission (2).

Leur approbation fut unanime et formulée, ainsi qu'il suit, dans le procès-verbal qui fut dressé de la séance :

« Unaniment, ils auraient déclaré que, ce navigage étant, ce
« serait la plus belle décoration qui ait jamais été faite dans la pro-
« vince pour l'utilité du trafic public, — étant le lieu de Vivonne
« proche des rivières de Charente et Saivre, portant bateaux, qui
« tombent en la mer du côté de Saintonge et Aunis, desquels et de
« l'Angoumois, Limousin, et Périgord, on peut tirer, départir et fa-
« briquer beaucoup de fortes marchandises, pour les faire entrer et
« distribuer par toutes les provinces voisines comme l'Anjou, Tou-

(1) Ce procès-verbal, du 17 mars 1596, est publié dans les affiches du Poitou, n°s des 9, 16, 23, 30 août, 6, 13, 20, 27 septembre, 4, 11, 18-25 octobre, 1, 8, 15 et 22 novembre 1781. — Ce procès-verbal, qui se trouvait au bureau des finances, a été publié par Jouyneau-des-Loges sur une copie trouvée dans le cabinet de M. Texier de la Baraudière, ancien conseiller au présidial.

(2) Procès-verbal d'enquête de 1596, Affiches du Poitou, n° du 9 août 1781.

« raine et autres où y a descente de rivière. Par le moyen de ce
« navigage, ladite rivière du Clain, tombant avec la Vienne en celle
« de Loire, les terres labourables des deux pays ne demeureront
« infertiles, comme la plupart le sont, par le moyen que les labou-
« reurs desdits pays emploient plus de temps à charroyer qu'à
« labourer. »

Abordant ensuite la question des voies et moyens pour réunir les fonds nécessaires à la dépense, les habitants, dans un élan généreux, déclaraient se soumettre d'avance à une contribution et levée générale et suppliaient les délégués de procéder sans retard à l'exécution de leur commission.

Après de tels encouragements, les commissaires purent, en toute liberté d'esprit, se mettre à l'œuvre, ce qu'ils firent le lendemain 24 avril.

Nous allons les suivre, jour par jour, et ce ne sera pas sans quelque étonnement peut-être que l'on verra combien, à cette époque déjà lointaine, étaient nombreux, sur les rives du Clain, les établissements industriels.

La première journée, celle du 24 avril, fut consacrée à la visite de la partie du cours du Clain qui, depuis Vivonne jusqu'à Poitiers, traverse ou longe les paroisses d'Iteuil, d'Andillé, de Smarves, de Ligugé et de Saint-Benoit. Ajoutons que, dans cette exploration, ils avaient pour vade-mecum le *portrait et figure* de 1540, que leur avait remis le corps de ville et à l'aide duquel ils purent constater, pas à pas, soit la conservation de certains travaux respectés par le temps et les hommes, soit au contraire les changements subis par le Clain, depuis les soixante ans écoulés (1).

Sur cet assez long parcours la commission reconnut la présence de douze moulins savoir : quatre dans la paroisse d'Iteuil, le moulin du port de Lavéré, celui de la Gruzalière, celui d'Aignes (2) et le moulin Poupault, ou Papault, devenu aujourd'hui une importante usine, consacrée à la fabrication du papier ; — un, dans la paroisse d'Andillé, le moulin Gautreau ; — deux dans la paroisse de Smarves, celui de Pons et celui de Moulins (3) ; — un dans la paroisse

(1) Procès-verbal de 1896. — Affiches du Poitou, n° du 16 août 1787.

(2) Ibidem, n° du 23 août 1781.

(3) Ibidem, n° du 30 août et du 6 septembre 1781.

de Ligugé, converti de nos jours en une considérable manufacture de tissus ; — deux dans la paroisse de Saint-Benoit, dont l'un à blé, l'autre à papier ; enfin la commission termina cette première journée, à l'entrée de Poitiers, par l'examen du cours d'eau desservant les moulins de Tison et de Saint-Cyprien (1).

De ces douze usines quatre paraissent avoir été condamnées à la suppression, celles de la Gruzalière et d'Aignes dans la paroisse d'Iteuil, celle de Gautreau dans la paroisse d'Andillé et celle de Ligugé dont on était loin de prévoir les futures et brillantes destinées.

Les huit autres étaient conservées, au moyen de travaux d'art qui, tout en leur laissant l'eau nécessaire à leur service, attribuaient à la navigation le grand cours qui devait lui appartenir.

La commission coucha à Poitiers et le 25 continua ses opérations.

Son programme, pour cette journée, était premièrement d'étudier l'hémicycle que décrit le Clain en embrassant la ville depuis le pont Saint-Cyprien jusqu'au moulin de Chasseigne ; deuxièmement de pousser son exploration jusqu'à la paroisse de Chasseneuil.

Nous avons dit que, la veille, les délégués avaient visité les moulins de Tison et de Saint-Cyprien. Il leur restait donc à descendre le cours de la rivière pour se rendre compte des obstacles que la navigation pouvait y rencontrer et aviser aux moyens de les surmonter. Sur ce parcours, se trouvaient le pont Saint-Cyprien, le pont Joubert, le pont de Rochereuil et puis les moulins de la Celle, ceux de Sainte-croix, puis un moulin à drap, un moulin à poudre et enfin à l'autre extrémité de la ville les moulins de Chasseigne (2).

Deux de ces usines seulement devaient disparaître, le moulin à drap et le moulin à poudre.

N'oublions pas de dire que la commission, redoutant, pour le passage des bateaux, l'étroitesse et le peu de hauteur des arches du pont St-Cyprien, réclamait l'exhaussement et l'élargissement de l'arche principale de ce pont (3).

Enfin elle concluait à ce que le gué qui ne permettait pas le libre

(1) Procès-verbal de 1796. — Affiches du Poitou, n° du 13 septembre 1781.

(2) Ibidem. — Affiches du Poitou, n° du 20 septembre 1781.

(3) Procès-verbal de 1796. — Affiches du Poitou, n° du 20 septembre 1781.

passage au-dessous du château de la ville fût creusé de manière à être suffisamment canalisé ; c'est non loin de là, ainsi que nous le verrons bientôt, que dut s'ouvrir au commerce le port à créer sur le Clain.

De là, suivant la rivière dans la direction de Châtelleraut, la commission se rendit aux deux moulins de Charruyau, aujourd'hui Moulin-Parent qui, l'un et l'autre, d'après le rapport, étaient destinés à disparaître. Puis, on se porta sur le moulin de Lessart, paroisse de Buxerolles, et sur celui de Bonnillet, paroisse de Chasseneuil.

C'est là que se termina la journée (1).

Le lendemain 26 avril fut consacré à l'exploration du tronçon compris entre Chasseneuil et Beaumont, passant par les paroisses de St-George, de Jaunay et de Dissais. Les moulins rencontrés furent au nombre de treize savoir : le moulin de Chasseneuil ; le moulin à Lochon ; le moulin de Vesre, paroisse de St-George, le moulin de Jaunay, et cinq moulins dans la paroisse de Dissais, celui de Daillé, celui de la Grève, celui de la Guichière, celui de la Gelée, et celui du Puygarreau (2).

De ces treize moulins, un seul, celui de la Guichière, était condamné par la commission.

Le lendemain 27 avril, la visite fut terminée par le relevé du cours du Clain depuis Dissais jusqu'à la Vienne.

Sur ce parcours se trouvaient vingt-cinq moulins savoir : trois dans la paroisse de Beaumont, celui de Suplize, celui de Moussay, et celui de Clervaux ; seize dans la seule paroisse de Naintré, le moulin de Doumine, ceux de Décombes, au nombre de trois, dont deux à draps et un à tan ; le moulin de l'archidiacre ; les moulins des Bretons, tous à draps, au nombre de deux (3) ; ceux de Souché dont un à blé et l'autre à draps ; ceux de Chezelles, au nombre de deux ; ceux de Bouchaut marin, dont un à draps et l'autre à tan (4) ; ceux des Bordes, au nombre de trois dont deux à draps. Enfin,

(1) Ibidem, n° du 27 septembre 1781.

(2) Ibidem, n° du 4 octobre 1781.

(3) Ibid., Affiches du Poitou du 11 octobre 1781.

(4) Ibid., Affiches du Poitou du 18 octobre 1781.

dans la paroisse de St-Cyr se trouvaient les moulins de Maulay, au nombre de trois, dont deux moulins à draps (1).

Comme on le voit l'industrie du tissage et celle de la fabrication du tan tenaient une large place sur cette partie de la rivière du Clain. Or, c'est pour l'une et pour l'autre de ces deux industries que la commission de 1596 se montra vraiment impitoyable ; car, sur ces 25 moulins, quinze furent supprimés et, de ce nombre, douze étaient particulièrement consacrés à la fabrication du drap et du tan (2).

La visite de la commission étant ainsi terminée le 27 avril, il ne lui restait plus qu'à dresser un état général des travaux d'art à exécuter et à en évaluer la dépense.

Le 29 avril, après un jour de repos, elle se réunit pour délibérer sur ces deux questions.

Il nous suffira, pour faire juger de l'importance des travaux, de signaler, entr'autres matériaux nécessaires, quinze cents arbres de 35 à 40 pieds de long sur un pied de diamètre ; 200 pipes de chaux ; deux mille cinq cents charretées de moëllons et 1200 quartiers de pierres de taille de deux pieds de long sur un pied de large (3).

Mais il ne suffisait pas à la commission d'évaluer le matériel nécessaire aux constructions. Son principal soin devait être d'éclairer ses commettants sur la dépense et, dans cette estimation, il fallait compter avec les imprévus qui, par leur importance, prennent souvent le pas sur le principal ; tâche difficile pour des experts peu familiers avec ces sortes d'entreprises. La question n'en fut pas moins posée à maîtres Vincent Bernier et Jehan Clément auxquels la commission déféra le serment, *après les avoir*, dit le rapport, *dûment admonestés*.

Les experts prêtèrent ce serment, ce qui n'était pas bien difficile, mais, sur la question de dépense, il en fut autrement, et ils déclinaient toute compétence, disant :

« Ne s'être fait oncques de pareil ouvrage en cette province et
« n'y avoir autres ouvriers qui le puissent entreprendre, s'il ne leur

(1) Ibid., Affiches du Poitou du 25 octobre 1781.

(2) Ibid., n° des 11, 18 et 25 octobre 1781.

(3) Ibidem, Affiches du Poitou, n° du 1^{er} novembre 1781.

(4) Ibidem, Affiches du Poitou, n° du 22 novembre 1781.

« est montré et commencé par autres qui sont accoutumés à faire
« de semblables ouvrages sur les autres rivières navigables. »

L'insuffisance de cette réponse compliquait la situation et exigeait apparemment un supplément d'information. Mais il ne fut procédé à l'estimation des travaux qu'après leur exécution terminée en 1605, ainsi que le constate un procès-verbal du 12 octobre 1609 dressé par MM. René Rousseau et Gautier-de-Ste-Marthe, trésoriers généraux (1).

IV

De 1596 à 1670.

Voilà donc qu'après deux siècles de vains efforts la navigation du Clain est un fait accompli. N'oublions pas que grâce en sont dues au bon roi Henri qui, oublieux de certains griefs (2), dotait les Poitevins de ce que n'avait pu faire encore pour eux aucun de ses prédécesseurs.

Cette navigation ou ce *navigage*, comme on disait alors, était en pleine activité sous Louis XIII, ainsi que l'attestent des rapports d'experts des 4 et 7 mai 1627 et un arrêt du Conseil du roi du 4 décembre de la même année. Ces rapports et arrêt ont été faits et rendus dans les circonstances que nous allons faire connaître (3).

Nous avons parlé plus haut des moulins de *Suplize* et de *Moussay*, sis dans la paroisse de Beaumont. Ces moulins, au nombre de trois, ayant été supprimés lors ou depuis la canalisation, les eaux que les écluses et les portes de ces moulins avaient jusque-là retenues ne l'étaient plus ; d'où il résultait que, dans la saison sèche, il se produisait un abaissement considérable du volume d'eau nécessaire à la navigation. Les marchands qui fréquentaient le Clain supportèrent assez longtemps les ennuis de cet état de choses ; mais ils finirent par perdre patience, disant : « Qu'il y avait beaucoup
« d'inconvénients, périls et pertes de bateaux et marchandises qui

(1) Archives municipales. — Extrait publié par Boncenne dans son rapport au Conseil général de 1807, page 35.

(2) Lettre de Henri IV au duc de la Force, en date du 17 mai 1602, où il se plaint des Poitevins.

(3) Affiches du Poitou du 29 juillet 1773.

« se font bien souvent par faute d'eau qui manquent audit Suplize (1). »

Suplize était, en effet, en amont des deux autres moulins qui, comme lui, avaient été supprimés.

Les marchands se décidèrent donc à porter leurs doléances auprès du Seigneur du lieu, messire François de Tusseau, Seigneur de Maisontiers et de la tour Savary (2), qui résolut de leur donner satisfaction.

Mais il ne pouvait le faire qu'à la condition d'y être autorisé par le roi. En conséquence, il présenta au roi, en son conseil d'État, une requête tendant à la reconstruction, à ses frais, des dits moulins qu'il munirait de portes et autres travaux d'art nécessaires pour retenir les eaux et restituer ainsi, au lieu dit de Suplize, le cours d'eau suffisant pour une navigation permanente.

Avant de statuer sur cette requête, le conseil d'État ordonna une expertise et une enquête. Les deux rapports d'experts des 2 et 4 mai 1627 confirmèrent les dires de M. de Tusseau, ainsi que les doléances des marchands navigateurs qui, bénissant le seigneur du lieu, disaient de lui : « Le dit seigneur de Maisontiers, faisant ce que « dessus, les marchands navigateurs prieront Dieu pour lui. »

Par arrêt du 4 décembre suivant, le conseil d'État accueillit favorablement la requête de M. de Tusseau-Maisontiers. Mais ce ne fut qu'en 1635 que le projet de ce dernier fut exécuté, ainsi que l'atteste le marché fait, à ces fins, entre un entrepreneur de Dissais et madame de Maisontiers (3).

Il résulte donc de tout ceci qu'en 1635 la navigation du Clain de Poitiers à Châtellerault n'avait cessé d'être en activité depuis le commencement du siècle.

Nous avons maintenant à rechercher à quelle époque a cessé cette navigation du Clain à laquelle nous venons de reconnaître déjà environ trente ans d'existence. C'est là une question à laquelle nous ne pouvons répondre avec une entière précision, nos notions sur ce point étant purement conjecturales.

(1) Procès-verbal de l'enquête de 1627, — Affiches du Poitou, n° du 27 juillet 1773.

(2) Dictionnaire des familles du Poitou, ancienne édition, tome II, page 168.

(3) Affiches du Poitou, n° du 27 juillet 1773.

Cependant nous trouvons aux n^{os} des Affiches du Poitou du 18 octobre 1773 et du 27 octobre 1774 des lettres affirmant qu'en 1670 cette navigation n'était pas encore interrompue. Des titres signalés par ces deux correspondants de Jouyneau-des-Loges fournissent à cet égard des renseignements positifs, confirmés d'ailleurs par les récits de vieillards ayant raconté qu'à la même époque ils avaient encore vu, à Poitiers, près de la porte de Paris, au lieu dit *li port*, des boucles de fer auxquelles on amarrait les barques (1).

Boncenne, dans son rapport de 1807 au conseil général, explique comment, après une durée de soixante et quelques années, fut ruinée la canalisation du Clain : « les écluses, dit-il, furent négligées, les « portes tombèrent ; les riverains hâtèrent les ruines, pour profiter « des démolitions ; des seigneurs firent rentrer sous leur domination le cours de la rivière, lui firent une chaîne de chaussées et « rebâtirent leurs moulins sur la passe des bateaux (2). »

C'est donc vers la fin du xvii^e siècle que la navigation du Clain de Poitiers à Châtellerault a cessé son existence presque centenaire.

V

Au dix-huitième siècle.

Par quel concours de circonstances cette navigation, qui avait été si utile et qui avait donné aux communications entre Poitiers et Châtellerault une si féconde activité, a-t-elle été réduite à néant par l'abandon de l'État et par la rapacité des riverains ?

Ce désastre n'est que trop expliqué par l'appauvrissement du pays qui, à la fin du dix-septième siècle, concourut à la suppression des organes qui, à Poitiers comme ailleurs, alimentaient le commerce et en développaient l'activité. C'est en 1670 que la navigation du Clain commence à périliter ; or, c'est de 1668 que date la série non interrompue des 29 ans de guerre qui coûtèrent douze cent mille hommes à nos armées et quinze cent millions à nos finances.

Mais le commerce du Poitou n'en demeura pas moins fidèle au souvenir des bienfaits qu'il avait dus à la navigation du Clain et

(1) Affiches du Poitou, numéros du 18 octobre 1773 et 27 octobre 1774, lettre de M. de Mayré, notaire royal à Jaunay.

(2) Rapport de Boncenne au conseil général, en 1807, page 11.

presque aussitôt après sa suppression se hâta d'en demander le rétablissement.

Le premier appel auquel le gouvernement eut à répondre émanait d'une voix qu'on ne s'attendait guère à voir s'élever en cette affaire. C'était la supérieure de l'union chrétienne de Luçon qui, possédant apparemment des domaines sur les bords du Clain, adressait, en 1707, au conseil du roi, une requête tendant à ce que la navigation du Clain fût rétablie de Vivonne à Châtellerault, offrant de le faire à ses frais, moyennant l'abandon du droit de péage au profit de sa communauté (1).

Le conseil d'État fit droit à cette requête et, par arrêt du 8 février 1707, commit le sieur Doujat, intendant du Poitou, pour faire procéder à une visite et à une enquête (2). Cette opération fut confiée par l'intendant aux soins de MM. Secrétaire de la Rémondière et Pierre Chollet, experts architectes qui, sur ordonnance de l'intendant du 21 septembre 1707, assignèrent à comparaître devant eux tous les seigneurs et curés des paroisses comprises dans le parcours de Vivonne à Châtellerault ainsi que tous les propriétaires de chaussées et moulins intéressés à cette affaire.

Les intimés ne comparurent pas.

Nouvelle ordonnance du 30 juillet 1707 et nouvelles assignations des 8 et 10 août de la même année. Personne ne comparut encore. Bref, la pauvre supérieure en fut pour ses frais et la victoire fut acquise à la force d'inertie.

Ce premier échec ne déconcerta point les partisans du rétablissement de la navigation du Clain; seulement, pour répondre à l'objection tirée de ce que cette navigation n'avait qu'un intérêt de particularisme, ils s'ingénierent à trouver un moyen de généraliser cet intérêt en élargissant le cercle dans lequel les provinces voisines pourraient effectuer le mouvement de leurs produits.

Voici l'un de ces projets, tel qu'il fut présenté au conseil d'État dans deux mémoires, l'un de 1723, l'autre de 1724. Mais avant de m'expliquer sur ce projet, il convient de connaître son auteur.

(1) Histoire de France d'Anquetil, tome IV, page 191.

(2) Affiches du Poitou, n° du 23 décembre 1773.

(3) Affiches du Poitou, n° du 23 décembre 1773, avis de M. Doujat du 15 décembre 1707, publié dans le rapport de 1807, présenté par Boncenne au conseil général, page 39.

La famille de la Guéronnière est bien connue en Poitou, tant par son honorabilité que par l'éclat donné à son nom, sous le second empire, par un illustre écrivain.

Louis Bernard du Breuil Héliou, seigneur de Combes, la Guéronnière, Villègue et Lusigny (1), après avoir été page de la grande écurie du roi, s'était marié et s'était fixé à son château de la Guéronnière. Il s'occupait beaucoup d'agriculture et, à ce titre, il était un peu homme à projets. Or voici celui qu'il imagina.

On sait que la Vienne n'est navigable qu'à partir de Châtellerault jusqu'à la Loire, mais qu'en amont jusqu'à sa source, sa navigabilité est rendue impossible par d'insurmontables obstacles. Or, c'est surtout à Chabanais, petite ville et chef-lieu de canton du département de la Charente, que ces obstacles sont invincibles, opposés qu'ils sont par d'énormes roches qui hérissent le lit de la Vienne et font rouler ses eaux en cascade.

Cela étant, M. de la Guéronnière se dit : pourquoi ne pas faire communiquer la Vienne Limousine avec la Vienne Poitevine au moyen de la canalisation du Clain ? et dans ce but, voici le projet qu'il imagina.

À Chabanais, dit-il, on pourrait, au-dessus des rochers qui barrent la rivière, pratiquer une saignée dans son lit et détourner ainsi les eaux nécessaires pour l'alimentation d'un canal qui, à quelques lieues de là, à Usson-du-Poitou, s'aboucherait à la petite rivière de la Clouère.

Cette rivière, suivant lui, offrait d'autant plus de ressources à la navigation qu'elle a, communément, dix pieds de profondeur et que les sources y abondent, fournissant assez d'eau pour porter des bateaux jusqu'à son embouchure dans le Clain près Vivonne. Il ajoutait que le cours de la Clouère n'est qu'un marais glaiseux où le dragage est facile et où la suppression des inégalités du lit pourrait s'opérer aisément et sans grands frais. Cela fait et le Clain, de son côté, étant rendu à son ancienne navigabilité, le problème serait résolu et la communication de la Vienne de Chabanais et de la Vienne de Châtellerault deviendrait un fait accompli.

Puis M. de la Guéronnière insistait, avec un certain enthousiasme,

(1) Dictionnaire des familles de Beauchet-Filleau, 1re édition. I, v° Dubreuil Héliou, page 446.

sur les avantages que trouveraient huit provinces à la réalisation de son projet.

« Le canal projeté, dit-il, aurait environ 32 lieues de cours et « aurait, en tout temps, autant et plus d'eau que la rivière de Seino « n'en a après sa jonction avec la Marne. Plus de la moitié du « terrain que ce canal traverserait est inculte dans la longueur de « plus de seize lieues sur quatre de largeur, ce qui suffirait pour « composer une province qui aurait autant d'étendue que l'Isle de « France. Tout ce grand terrain inculte serait immanquablement « cultivé dès qu'un canal navigable le traverserait par la facilité « du transport des denrées qu'il produirait ; ce canal ne serait « pas seulement utile à la province du Poitou mais aussi à celles du « Limousin, du Périgord, de l'Angoumois, de la Marche, de la « Saintonge, de la Touraine et du Berry, qui toutes pourraient pro-
« fiter de cette navigation (1). »

Ce projet, présenté dès l'année 1716, se heurta contre une sérieuse objection.

A raison de la différence du niveau des rivières à mettre en communication, il était indispensable que la prise d'eau à exercer à Chabonais sur la Vienne fût portée à une élévation de 25 pieds. Or comment, par quel procédé atteindre ce résultat, sans lequel cependant la réalisation du projet en question demeurait impossible ?

M. de la Guéronnière n'avait pas attendu cette objection pour prendre les informations propres à y répondre. Il s'était entendu déjà avec un ingénieur, le S. Boisson, inventeur d'une machine dont la puissance motrice élevait les eaux à soixante-quinze pieds de hauteur. L'auteur du projet pouvait donc faire à l'objection une réponse victorieuse, ce qu'il fit en publiant deux mémoires l'un de 1723 et l'autre de 1724 (2).

Ce fut alors que se forma, entre MM. de la Guéronnière, Boisson, Hardisson Niel et Bridou de Belleville (ce dernier acquéreur du privilège accordé en 1707 à la supérieure de l'union chrétienne de Luçon), une association qui donnait au projet un développement considérable. Il s'agissait, en effet, d'établir la navigation depuis

(1) Ce mémoire est rapporté dans les n^{os} des Affiches du Poitou des 18 novembre et 9 décembre 1773.

(2) Affiches du Poitou, n^{os} des 18 novembre et 9 décembre 1773.

St-Leonard en Limousin jusqu'à la Loire, en passant par Limoges, Chabanais, Vivonne, Poitiers et Châtelleraud et de la conduire à la mer en retournant, de Poitiers à Lusignan, St-Maixent, Niort et Marans (1).

C'était beaucoup embrasser et par conséquent s'exposer à mal-étreindre. La dépense d'une telle entreprise devait, en effet, dépasser de beaucoup les deux millions dont les associés demandaient au Gouvernement d'autoriser l'emprunt. Il y avait donc là de quoi donner beaucoup à réfléchir, car si l'opinion ne refusait pas son approbation au projet, il était à craindre que le capital ne se montrât plus récalcitrant.

De tout cela résultèrent pour les associés des hésitations, puis des contestations soulevées par M. de la Guéronnière qui s'en tenait apparemment à son projet pur et simple tel qu'il l'avait conçu.

Le différend fut porté devant le Châtelet de Paris, qui rendit une sentence par laquelle il était décidé que la convention entre les associés produirait tous ses effets.

M. de la Guéronnière fit appel de cette sentence et présenta au roi une requête tendant à ce que le procès fût évoqué au Conseil, demandant, « à être chargé par privilège de l'exécution du canal du « Clain à faire depuis St-Léonard de Limoges, passant par la saignée de la rivière de Vienne en environs de Chabanais, pour être « conduit dans les rivières du Clain et de Cloire, passant par Vivonne par Poitiers et Châtelleraud ».

L'affaire dura plusieurs années et ne se termina que le 1^{er} avril 1732 par un arrêt qui donna gain de cause à M. de la Guéronnière (2).

Mais celui-ci, qui en avait assez de son procès et qui se tenait pour satisfait d'être débarrassé de ses associés, s'en tint là et renonça à l'entreprise.

Et voilà comment il en fut du projet du gentilhomme poitevin, ce qu'il en avait été en 1707 des réclamations de la supérieure de l'union chrétienne.

Les choses en étaient là, lorsque M. de Blossac prit possession de son intendance et que, plus tard, M. Jouyneau-des-Loges commença la publication de son Journal.

(1) Navigation du Clain, par Boncenne, rapport déjà cité page 13.

(2) Les pièces de ce procès sont aux archives nationales à Paris.

Jouyneau-des-Loges avait besoin de collaborateurs. Aussi son premier soin fut-il d'ouvrir largement ses colonnes à quiconque se sentait la démangeaison d'écrire. Il s'ensuivit, à ses bureaux, un déluge de lettres et de mémoires, tant la tentation de paraître fut grande pour les lettrés poitevins qui, jusque-là, avaient ignoré la joie de voir figurer leur prose dans un journal.

Parmi les communications que reçut ainsi le *Journaliste*, les plus intéressantes portaient sur des questions économiques.

Or, au premier rang, se reproduisait l'éternelle question de la navigation du Clain.

Cette question était d'autant plus à l'ordre du jour que d'autres rivières régionales, dont l'importance ne dépassait pas celle du Clain, paraissaient devoir être traitées plus favorablement que lui. Ainsi, en Berry, on venait de décider l'exécution d'un canal qui, de Châteauroux à Celles, mettrait en communication les deux rivières de l'Indre et du Cher (1). Dans l'Angoumois, on se proposait, à la suite d'un arrêt du conseil d'État, de faire remonter jusqu'à Civray la navigabilité de la Charente (2). On parlait aussi beaucoup de rendre le Thouet navigable jusqu'à la Loire (3), et de mettre la Dive en communication avec le Thouet (4). Enfin, en bas Poitou, il était question de canaliser jusqu'à la mer la petite rivière du Lay (5).

Cette inégalité, dont le Clain portait la peine, était d'autant plus choquante qu'en fait sa navigation jusqu'à la Vienne était d'un intérêt aussi grand que celui auquel pouvaient prétendre les rivières auxquelles on faisait prendre le pas sur lui. Pour en donner une idée, il suffira de faire connaître l'importance du mouvement de la navigation de Châtelleraut à la Loire.

Il résulte du relevé mensuel publié dans les *Affiches du Poitou* qu'en moyenne, durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, les sorties de bateaux marchands du port de Châtelleraut étaient de

(1) *Affiches du Poitou*, n° du 23 décembre 1773.

(2) *Ibidem*, n° du 16 novembre 1773.

(3) *Ibidem*, n° du 29 août 1776.

(4) *Ibidem*, n° du 13 février 1774.

(5) *Ibid.*, n° du 20 janvier 1774.

259 et les entrées de 158 par année, soit au total un mouvement commercial de 417 bateaux (1).

Les bateaux exportateurs portaient leurs chargements à Angers, Nantes, Orléans, etc. Ces chargements étaient généralement de céréales, de vins, d'eaux-de-vie, de pruneaux (car, en ceci, le haut Poitou faisait alors concurrence à Tours), et surtout de pierres meulières, celles du Poitou étant particulièrement renommées; les bateaux importateurs venaient d'Ingrande en Bretagne, chargés de houille; d'Angers, chargés d'ardoises; de Nantes et d'Orléans apportant une grande diversité de denrées et particulièrement la résine, ce luminaire des campagnes, et l'écorce d'arbres, matière première de l'industrie des moulins à tan.

Le transit de Châtellerault avait donc une importance qui méritait d'être prise en considération. Aussi trouvons-nous, dans les Affiches du Poitou, d'intéressantes lettres de commerçants de Châtellerault qui prient Jouyneau-des-Loges de continuer, avec un redoublement de zèle, la campagne commencée par lui en faveur du Clain. Dans ces lettres, on ne manque pas de donner, pour principale raison de cette insistance, que, pendant les cruelles années de 1767, 1768 et 1769, sans le port de Châtellerault et ses arrivages de grains, le généreux intendant du Poitou, M. de Blossac, n'eût pu conjurer, comme il l'a fait, les souffrances populaires dont Poitiers était menacé par le fléau de la disette (2).

De 1773 à 1777, on peut compter jusqu'à vingt, dans les Affiches du Poitou, les lettres ou articles relatifs à la navigation du Clain (3). Les communications arrivaient de partout, affirmant la généralité de l'intérêt. Elles venaient non seulement de Poitiers, de Châte-le-

(1) Affiches du Poitou, n° des 4 janvier, 22 février, 16 mai, 15 août 17 septembre, 28 septembre, 17 octobre, 9 novembre, 14 novembre 1776. — 9 janvier, 30 janvier, 20 février, 27 mars, 29 mai, 24 juillet, 28 août, 27 novembre, 18 décembre 1777. — 26 février, 12 mars, 16 avril, 15 mai, 18 juin, 27 juillet, 20 août, 17 septembre, 19 novembre, 17 décembre 1778, 14 janvier, 18 mars, 15 avril, 29 juillet, 23 décembre 1779. — 17 février, 23 mars, 11 mai, 3 août, 21 décembre, 28 décembre 1780.

(2) Lettre de M. de La-Haye, négociant et échevin à Châtellerault, Affiches du Poitou, n° du 24 janvier 1774. — Lettres d'un négociant de Châtellerault, Affiches du Poitou, n° du 7 mars 1776.

(3) Affiches du Poitou, n° des 22 avril, 29 juillet, 18 novembre, 9 décembre 1773. — 13 janvier, 20 janvier, 24 janvier, 31 mars, 27 octobre 1774. — 25 mai, 13 juillet-16 novembre 1775. — 29 février, 7 mars, 28 mars, 20 août, 26 décembre 1776.

rault et de leurs environs, mais encore du bas Poitou, de l'Angoumois et de la Saintonge. Au nombre des plus intéressantes étaient celle du marquis de Palignys, grand sénéchal du Poitou et l'un des plus assidus correspondants de Jouyneau-des-Loges.

A ce propos, il n'est pas indifférent de constater que ces communications, bien que visant l'intérêt général, n'étaient pas toujours sans s'inspirer d'un peu d'intérêt particulier, ce qui, après tout, n'avait rien que de très légitime. Il est certain qu'il en était alors, pour les canaux d'intérêt local, ce qu'il en est aujourd'hui des lignes vicinales de chemins de fer et de tramways. De même qu'aujourd'hui chaque commune veut avoir son train et chaque propriétaire influent le voisinage de sa gare, de même aussi, dans l'ancien temps, chaque paroisse et chaque seigneur de village voulait avoir son petit canal. Nous nous rappelons le projet de M. de la Guéronnière qui faisait passer par Usson son canal de jonction de la haute et de la basse Vienne. Nous allons voir maintenant le marquis de Palignys imaginer un projet qui, dans sa visée, n'était pas non plus précisément impersonnel.

A Champigny-le-Sec, prend sa source la petite rivière de la *Palud* la bien nommée, englobant ses eaux et ses crues dans le vaste marais, également dit la *Palud*, au grand détriment des terres riveraines, tourmentées par ses inondations. Or, disait M. de Palignys, en desséchant ce marais *qui ne produit que des grenouilles et des roseaux*, on canaliserait la rivière qui, devenue navigable, passerait près de Mirebeau (et par conséquent près du château du Ry) (1) et finirait au-dessous de Dissais par s'emboucher dans la rivière du Clain redevenue navigable (2).

Je pourrais multiplier mes citations et trouver dans la correspondance des Affiches du Poitou d'autres projets également marqués au coin d'une étroite vicinalité. Il me suffira de dire que, loin de concourir au but proposé, la multiplicité de ces projets était un obstacle à l'atteindre ; car si l'on voulait obtenir la canalisation du Clain, il fallait en simplifier le projet et non le compliquer par des revendications accessoires.

(1) Propriété de M. de Palignys.

(2) Lettre du marquis de Palignys, du 2 janvier 1774. Affiches du Poitou, n° du 20 janvier 1774.

Voici donc que, de siècle en siècle, nous sommes arrivés à la fin du XVIII^e, c'est-à-dire aux approches d'une révolution qui semblerait avoir dû donner aux faiseurs de projets d'autres préoccupations que celle de la navigation du Clain. Cependant la question n'en demeura pas moins pendante et passionna l'opinion plus encore peut-être qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors. En 1791, la société des amis de la constitution à la Rochelle publia, dit Boncenne dans le rapport déjà cité (1), un projet de navigation de la Rochelle à Paris en réunissant le Clain à la Sèvre Niortaise.

En 1793, sur le rapport de l'ingénieur des ponts et chaussées de la Vienne, l'administration présenta au Ministre de l'intérieur un projet de navigation de Poitiers à Châtellerauld. Le Ministre approuva, et mit à la disposition du département 70,000 assignats. On sait ce que devinrent les assignats et, par suite, ce qu'il en fut du projet (2).

En 1807, nouvelle tentative. Cette fois il s'agissait de rétablir la navigation du Clain de Châtellerauld à Poitiers et de la prolonger jusqu'à la mer par la Charente et la Sèvre. Saisi de ce projet pendant sa session de 1807, le conseil général de la Vienne chargea le plus éloquent de ses membres (3), M. Boncenne, de faire un rapport sur cette affaire. Le rapport fut publié la même année et transmis, ainsi que le vœu du conseil général, au gouvernement de l'empereur. Mais le gouvernement de l'empereur avait autre chose à penser qu'à la navigation du Clain. Car, dans les huit années qui devaient s'écouler entre Eylau et Waterloo, ne devait cesser d'être ouvert le terrible gouffre de la guerre où s'engloutirent tant de vies et tant d'or.

Depuis Boncenne, M. de Longuemar a aussi traité la question, mais sans application pratique et à titre purement théorique.

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis les tentatives faites pour rétablir la navigation du Clain. Le moment serait-il venu, étant données les conditions économiques de notre fin de siècle, de renouveler, en faveur du commerce du Clain, la vieille revendication d'autrefois ?

(1) Rapport au Conseil général, par M. Boncenne, p. 14.

(2) Page 14

(3) Page 29.

A cette question, ma première pensée avait été de répondre négativement, tant les difficultés matérielles à surmonter et la concurrence des transports par voie de fer me semblaient rendre douteuse une rémunération suffisante du capital à dépenser. J'avoue aussi que ma prédilection pour les beautés de notre chère vallée du Clain me faisait redouter, pour ses rives fleuries, l'outrage du chemin de halage.

Mais l'objection disparaîtrait, ce semble, si la navigabilité du Clain devait se souder à un projet d'ensemble qui, embrassant tout le bassin de la Loire, serait de ce grand fleuve l'artère où affluerait le mouvement commercial du centre de la France. Or, c'est ce qui résulterait aujourd'hui des dires de M. Louis Audoin, auteur d'un nouveau système de barrages mobiles pour rendre la Loire navigable. Entr'autres avantages, ce projet aurait celui de n'entraîner qu'une dépense insignifiante étant donnée l'importance des résultats à obtenir. Aussi les chambres de commerce d'Orléans, Nantes, Tours et Angers, d'accord avec les ingénieurs de la Loire, ont-elles exprimé, pour la réalisation de ce projet, des vœux auxquels tout porte à croire que le gouvernement ne semontrera point insensible.

Ces vœux ont donné l'éveil aux villes des affluents de la Loire et notamment à celles qui sont sises sur la Vienne et sur le Clain. Les chambres de commerce de Poitiers et de Châtellerauld ont associé leurs délibérations à celles prises par les cités riveraines de la Loire.

Voici donc à l'ordre du jour le projet de canalisation du Clain qui, depuis 467 ans, a été l'objet de tant de revendications et dont la réalisation durant près d'un siècle a momentanément répondu à tant de vœux et à tant d'espérances. Je dois ajouter qu'après la délibération prise par la chambre de commerce de Poitiers et à la suite d'une agréable conférence de M. le professeur Audoin, fils de l'auteur de la brochure intitulée *la Loire navigable*, un comité d'action a été constitué en vue d'une propagande en faveur du projet.

En présence d'un tel concert, nous ne pouvons, en bon citoyen, que nous associer à un vœu qui paraît général.

SECONDE NOTE

Sur un point de l'itinéraire du prince de Galles

AVANT LA BATAILLE DE POITIERS

Par M. Ch. de GRANDMAISON

Correspondant de l'Institut, Archiviste honoraire d'Indre-et-Loire.

Dans le premier trimestre de nos Bulletins de 1895, M. le Colonel Babinet, à propos de la Chronique de Le Baker de Swinbrook, revient sur cette funeste bataille de Maupertuis près Poitiers qu'il a si bien étudiée. Il montre, très justement je crois, que cette chronique confirme les conclusions auxquelles il s'était arrêté sur les mouvements des deux armées pendant cette célèbre journée. Je me permettrai seulement une observation sur un passage de sa lettre au R. Hereford B. Georges où il s'exprime ainsi p. 45 du bulletin : « Baker; moins instructif que le Moine de Malmesbury, ne consacre qu'une ligne à la retraite du prince (*attamen viam transversam et ymaginacione viciniorem tres torrentes arripuit*). Ces 3 cours d'eau sont l'Indre, la Creuse et la Vienne, et je note en passant que si le prince avait eu à traverser le Cher, il y aurait eu sans doute dans le texte *torrentes quatuor* et non *tres*, ce qui me confirme dans mon hypothèse de 1883, que le Prince, devant Tours, campait sur la rive gauche du Cher, assez près de Montbazou pour y arriver *bene mane*. »

Il s'agit, à la fin de ce passage, de la localité désignée par le moine de Malmesbury par le nom d'Aumunk super Leyr et au sujet de laquelle j'ai eu, il y a quelques années, avec M. le Colonel Babinet une légère controverse, où a bien voulu intervenir le vénéré et regretté M. Lecointre-Dupont. Ce dernier partagea, mais avec une certaine hésitation, l'opinion de M. Babinet voyant dans Aumunk super Leyr le prieuré de Grandmont près Tours, bien qu'il soit placé sur la rive gauche du Cher et non sur la Loire.

Comme on le voit par la citation qui précède, la lecture de

Le Baker a confirmé le savant colonel dans son opinion de 1883. J'avoue que pour moi le texte invoqué par lui a une tout autre signification et prouve que le lieu où le prince Noir séjourna du 7 au 10 septembre 1356 ne saurait être Grandmont.

En effet Le Baker dit formellement que pour se rendre de ce lieu à Châtellerault le général anglais eut à traverser avec son armée trois rivières grossies par les pluies (torrentes). M. Babinet voit dans les 3 rivières l'Indre, la Creuse et la Vienne, et pense que si l'armée anglaise eût été campée sur la Loire il faudrait y joindre le Cher, ce qui ferait *quatre* rivières et non *trois*, comme le porte le texte. En raisonnant ainsi, mon honorable et savant contradicteur suppose évidemment que pour entrer à Châtellerault, en venant des environs de Tours, il fallait traverser la Vienne. Or c'est là une erreur absolue.

Aujourd'hui, il est vrai, la ville de Châtellerault est à peu près à cheval sur les deux rives de la Vienne, mais les plans et les cartes du *xvii^e* siècle nous montrent qu'à cette époque et *à fortiori* au *xiv^e* siècle, elle était sur la rive droite. Le prince ne traversa donc pas la Vienne pour entrer dans la ville, et s'il était venu de la rive gauche du Cher, où est situé Grandmont, il n'eût trouvé sur son passage que deux rivières, l'Indre et la Creuse. Puisqu'il en franchit trois, il faut à ces dernières ajouter le Cher. C'est donc sur la Loire et non sur le Cher qu'on doit chercher la localité appelée par le moine de Malmesbury Aumunk super Leyr, d'autant même que Jehan Lebel, cité par M. Lecoindre, dit positivement qu'en quittant Romorantin le prince se dirigea vers Amboise qui est bien sur la Loire, et que le Baker nous le montre dans sa marche sur Tours suivant la rive de cette même Loire: *Princeps vero Ligerim sequens lateraliter* (p. 542).

Lorsque je combattais pour la première fois l'identification faite par M. Babinet d'Aumunk sur Loire avec Grandmont, un nom de lieu s'est souvent présenté à moi, mais je n'osais l'écrire dans la crainte d'être démenti quelque jour par la découverte d'un texte positif. J'ai vu depuis, dans la note ajoutée par M. Lecoindre à celle de M. Babinet, que le même nom s'était également présenté à la pensée du premier. Encouragé par cette coïncidence, j'ai repris mon idée et je suis arrivé à être persuadé que par Aumunk sur Loire le

Moine de Malmesbury a voulu désigner Mont-Louis. Voici mes raisons :

En quittant Romorantin pour se diriger vers Tours, le prince Noir dut, à partir de Thésée, suivre l'ancienne voie romaine, qui allait de Bourges à Tours et qui venait se souder à Montlouis avec celle d'Amboise à Tours. Le moyen âge n'a pas construit de grandes routes, il s'est borné à utiliser celles que l'on devait aux Romains, et l'armée du prince, quoique peu considérable, étant chargée de butin et embarrassée de nombreux chariots, avait besoin d'une grande route pour cheminer aisément. Or Montlouis était à cette époque une place forte occupée par les Anglais, puisque nous voyons quelques années plus tard dans les registres municipaux de Tours le frère de du Guesclin aller les en débusquer et la ville faire démolir les fortifications de cette place dont le voisinage était pour elle si gênant (1). Il est donc tout naturel que le prince anglais soit venu se reposer et se rafraîchir dans cette forteresse anglaise. Tours était du reste bien plus attaquable de ce côté que de tout autre et c'est par là qu'étaient venus les gens du Berry, et au ^xⁱ Geoffroy Martel qui enleva la Touraine à la maison de Blois.

Une des raisons qui paraissent avoir empêché M. Lecoindre d'adopter Montlouis est l'éloignement de cette place de la petite ville de Montbazou où le prince se rendit en une matinée. Mais entre ces deux localités la carte de l'état-major donne à peine une vingtaine de kilomètres, ce qui n'est pas une distance que ne puisse franchir d'une traite une troupe depuis longtemps en campagne et habituée à des marches forcées. Il est très probable d'ailleurs que si le prince se trouvait de sa personne à Montlouis, le gros de son armée s'était avancé jusqu'à l'extrémité occidentale du coteau de Rochepinard, qui domine la vallée de la Loire et du Cher, en face Tours, ce qui diminuait de quelques kilomètres la distance à franchir pour joindre Montbazou.

En résumé, nous nous trouvons en présence d'une altération de nom de lieu, faite par un écrivain étranger, ce qui la rend d'autant plus explicable. Cet écrivain avait retenu deux choses : que ce lieu était sur une élévation et le long du cours de la Loire ; c'est ce

(1) Registre des Comptes municipaux de la ville de Tours publiés par M. De la ville de Roux. Paris. Picard 1878, T. I, pp. 73. 74 et 329.

qu'il a rendu par **Aumuuk** sur Loire, appellation si naturelle et si bien en rapport avec la situation de Montlouis que lorsqu'à la fin du siècle dernier cette localité fut débaptisée, le mot *Louis* paraissant sans doute entaché de royalisme, elle reçut le nom de **Mont-Loire** qu'elle a porté pendant plusieurs années.

J'ose donc penser que si le vénérable M. Lecointre-Dupont était encore de ce monde, il se rallierait à cette opinion comme étant en tout cas beaucoup plus probable que celle qui place à Grandmont sur le Cher l'étape du prince Noir auprès de Tours.

Réponse à la seconde note de M. Ch. de Grandmaison

*Sur un point de l'itinéraire du prince Noir avant la bataille
de Poitiers*

Dans cette réponse comme dans la *seconde note*, on s'appuiera sur les textes de la chronique du moine de Malmesbury et sur celui de la chronique de Le Baker de Swinbrook ; il semble nécessaire de les rappeler tout d'abord.

1^o Texte du moine :

« Dominica sequenti (le dimanche qui suivit la prise du château de Romorantin) qui fuit quartus dies septembris (1356) princeps quievit et homines herna sua parare jussit. Die lunæ sequenti venit princeps ad terram quæ fuit de dominio comitis de Bisser et Burgilloun. Die Martis venit princeps ad unum castrum de comitatu de Bloys, quod est super amnem de Cher. Die Mercurii venit princeps ad Aumounk' super Lœyr juxta Tours in Turonia, nobilis civitas et perpulchra ; ibi moratus est per dies Jovis, Veneris et Sabbati, in quibus fecerunt homines principis pulchras dietas. Die Dominica, qui fuit XI dies mensis septembris, princeps movit exercitum suum et bene mane transivit unam aquam periculosam valde, quæ vocatur Yndre, et progrediens venit ad villam de Montbazon et ibi pernoctavit juxta unum castrum forte. »

2^o Texte de Le Baker :

« Princeps vero Ligerim sequens, lateraliter versus orientem (erreur manifeste pour occidentem) progressus, fixit tentoria juxta Turoniam, ubi, expectans quatuor diebus, sperans coronatum una leuca distantem preliaturum. Ubi dispositis domino Bartholomeo Bourghasche et aliis ad incendendum suburbium Turonie, quolibet trium dierum, post incepti itineris clarum tempus et quietum, incepit tonare... intellexit (princeps) quarto die quod coronatus, ad Blaviam X. leucis a tergo principis preterioratus, per pontem duobus opidis munitissimis intersituatum Ligerim transivit atque versus Pictavium properavit.

« Ea coronati declinatione principi comperta, princeps revertebatur

festinanter, intendens iter coronati preoccupasse ; quod non fecit. Attamen viam transversam et ymaginacione viciniorem trans torrentes tres arripuit, et caudam legionis hostilis ita violenter insequens occupavit, quod rapuit ab ipsa duos comites, scilicet de Juyny et de Waucerre, atque marescallum Burgonie, etc. »

Ces deux textes mis sous les yeux du lecteur, je discute la seconde note de M. Ch. de Grandmaison, notre honorable confrère.

Tout d'abord je le remercie de sa courtoisie à mon égard et je suis justement fier qu'il émette l'opinion que la chronique de le Baker confirme les conclusions auxquelles je m'étais arrêté sur les mouvements des deux armées pendant la bataille de Poitiers-Maupertuis, et, on me le pardonnera peut-être, me complaisant dans cet éloge, je me permettrai d'y ajouter l'appréciation sur mon travail de 1883 du Rev. Hereford B. Georges, en citant ce qu'il veut bien en dire dans son remarquable livre « Battles of English History » en racontant la bataille.

« Je dois ces détails, excepté ce que j'ai pu observer moi-même, au Colonel Babinet, officier supérieur français en retraite, demeurant à Poitiers, qui a publié dans les Bulletins des Antiquaires de l'Ouest un mémoire très complet sur la bataille auquel il a bien voulu ajouter des lettres particulières. Son étude de la topographie est des plus exactes et ses conclusions, autant que j'en puis juger, sont parfaitement judicieuses. Si l'on rencontrait beaucoup d'investigateurs aussi patients et aussi soigneux, les historiens éprouveraient moins de perplexité au sujet de maintes batailles. Tous ceux qui cherchent à comprendre la bataille de Poitiers doivent être reconnaissants au Colonel Babinet, même s'ils n'adoptent pas toutes les vues de cet officier quant au cours des événements (1). »

Quoi qu'il en soit, je continue l'examen de la note de mon savant contradicteur M. de Grandmaison.

Ce qui la motive, c'est la phrase suivante de ma lettre au R^d Hereford B. Georges insérée dans le 1^{er} trimestre de nos bulletins de 1895.

(1) I am indebted for these details, etc., to Colonel Babinet. His Study of the topography has been most minute, and his conclusions about it, so far as I can judge, are entirely sound, etc., etc. (Battles of english history. Methuen et Co. London. 1895, p. 71, n.)

« Baker, moins instructif que le Moine de Malmesbury, ne consacre qu'une ligne à la retraite du prince (*attamen viam transversam et ymaginacione viciniorem tres torrentes arripuit*). Ces trois cours d'eau sont l'Indre, la Creuse et la Vienne et je note en passant que si le prince avait eu à traverser le Cher, il y aurait eu sans doute dans le texte *torrentes quatuor* et non *tres*, ce qui me confirme dans mon hypothèse de 1883, que le Prince, devant Tours, campait *sur la rive gauche du Cher*, assez près de Montbazou pour y arriver *bene mane*. »

M. de Grandmaison, qui persiste à penser que le Prince Noir, devant Tours, campait sur la rive droite du Cher, tire une conclusion conforme à son opinion du récit de le Baker. Mais en cela il commet une erreur absolue, ce qu'il sera facile de démontrer.

Dans les trois cours d'eau franchis il voit le Cher, l'Indre et la Creuse parce qu'il suppose que le Baker fait arriver le prince à Châtellerault alors qu'il le mène jusqu'à la Chaboterie, lieu situé sur la route de Chauvigny à Poitiers, où eut lieu l'escarmouche entre l'armée anglaise et les trois barons français, et où ceux-ci furent faits prisonniers le samedi matin avant-veille de la bataille. Pour y parvenir, il fallait traverser la Vienne. Son hypothèse tombe donc devant le texte de le Baker, et il nous importe peu de discuter sur ce que Châtellerault était sur la rive droite de la Vienne, et le faubourg de Châteauneuf sur la rive gauche, ce que nous n'ignorons pas. Donc les trois torrents de Baker sont bien l'Indre, la Creuse et la Vienne, c'est indéniable et le savant commentateur de la chronique de Baker, Sir Maunde Thompson, le déclare comme nous. Nous sommes en droit d'ajouter, en nous reportant à la chronique du Moine : *Die dominica, etc., bene mane transivit unam aquam periculosam valde, quæ vocatur Indre, etc.*, de penser que si, ce jour-là, l'armée anglaise eût traversé en sus le Cher, le Moine n'eût pas omis de dire *quatuor* (*torrentes*) au lieu de *tres*.

Puisque depuis Tours jusqu'à la Chaboterie Baker ne fait franchir au prince Noir que *tres torrentes*, M. de Grandmaison n'a plus le droit de chercher Aumouk'super Leyr sur la rive droite du Cher, tout au moins en s'appuyant sur la chronique de celui-ci.

Il n'a pas le droit non plus de supposer qu'il y ait eu la moindre divergence d'opinion entre mon vénérable ami M. Lecointre-Dupont et moi au sujet de cette question. C'est à M. Lecointre qu'ap-

partenait l'hypothèse de Grandmont, mais aussi prudents l'un que l'autre, et notre réponse à la 1^{re} lettre de M. de Grandmaison le prouve, nous ne nous emballions ni l'un ni l'autre (qu'on me permette cette trivialité) et ce que nous écrivions alors le prouve.

Pour moi, le dernier survivant, je suis prêt à renoncer à assimiler Aumouk'super Leyr avec Grandmont, mais les arguments de M. de Grandmaison pour y substituer Montlouis ne me persuadent pas encore.

C'est quelque chose qu'il y ait eu une route romaine de Romorantin à Montlouis ou plutôt de Thésée à Montlouis, mais veuillez me trouver sur cette route le castrum de comitatu de Bloys qui est super amnem de Cher et même la terre quæ fuit de dominio comitis de Bisser et Burgilloun (voir itinéraire du moine). Je suis plus exigeant : je voudrais qu'on me dit par où on passait en quittant Montlouis pour arriver avec une armée *bene mane* à Montbazou le même jour, en traversant et le Cher et l'Indre, cette dernière rivière *periculosam valde*.

Tant que ces détails ne seront pas élucidés je persisterai non pas à affirmer que le prince venait de Grandmont, mais que devant Tours il campait sur la rive gauche du Cher.

Et je compte comme en 1884 sur le savoir de mon honorable confrère M. de Grandmaison, pour préciser l'itinéraire du prince Noir dans l'Indre-et-Loire. M. Lecointre-Dupont avant lui avait songé à Montlouis, mais il avait renoncé à cette hypothèse parce que de Montlouis pour aller passer l'Indre de bon matin (*bene mane*) il fallait d'abord traverser le Cher, s'élever sur les hauteurs qui le dominent et parcourir au moins 18 kilom. pour arriver en face de Montbazou...

Et il était ramené à l'hypothèse de Grandmont, qui lui appartenait, mais il ne s'entêtait pas plus que je ne le fais, dans notre opinion, en la regardant comme indiscutable.

Janvier 1896.

Colonel BABINET.

NOTE

Au sujet d'un crochet en bronze appartenant à la Société
(DON DE M. LE DOCTEUR POUPELARD)

Par M. le commandant MARAIS

(Pl. I et II.)

Le procès-verbal de la séance de la société en date du 17 juillet 1891 contient la mention suivante;

« M. le docteur Poupelard fait don d'un objet en bronze, trouvé
« au lieu dit Thorigné (1), dans le Marais près de la Grange, com-
« mune de Coulon (Deux-Sèvres).

« Cette très intéressante pièce, dont le donateur ne peut déterminer
« l'usage, mais que plusieurs membres de la société font remonter
« à l'époque gallo-romaine, mesure environ 75 centimètres de hau-
« teur et présente à l'une de ses extrémités deux pointes recourbées
« et très affilées (2). »

Quoique, malheureusement, il n'y ait pas de procès-verbal des fouilles qui ont fait découvrir ce crochet, je puis toutefois ajouter qu'il a été trouvé, vers 1883, à 1^m environ au-dessous du sol, avec des débris de poteries gallo-romaines. J'ignore ce que ces poteries sont devenues. La trouvaille a été faite sur la propriété de M. Faribaud demeurant à La Grange (3). C'est de M. Faribaud que M. le docteur Poupelard tient le crochet qu'il a généreusement offert à la société.

Cet instrument, représenté sur la planche I (4), se compose essentiellement d'une tête, d'un manche et d'une poignée.

(1) Sur le bord de la Sèvre Niortaise (rive droite).

(2) *Bull. de la Soc.*, 1891, p. 494.

(3) Je dois ces renseignements complémentaires aux démarches que M. le conseiller Gaillard de la Dionnerie et M. Ledain ont bien voulu, avec leur complaisance habituelle, faire auprès de M. le docteur Poupelard et de M. Maudet (de Niort). Ce dernier accompagnait M. le docteur Poupelard lorsqu'il a obtenu de M. Faribaud ce curieux objet. — Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que M. Roy (qui a été conservateur du Musée archéologique de Niort) a trouvé au gué de Mauropas, à 500 mètres de Thorigné, une barque, des armes et autres objets de l'époque gallo-romaine; il a rédigé, au sujet de cette découverte, un Mémoire qu'il a déposé aux Archives de la société de Statistique des Deux-Sèvres.

(4) La société est redevable à M. Perlat des photographies qui ont servi à faire cette planche.

La tête, en forme de T, a été obtenue par fusion ; elle porte 3 rondelles, venues de fonte, une à chaque extrémité du T. Sur la partie terminale du montant se trouvent des cannelures transversales. Les 2 griffes, à section carrée, sont engagées dans la traverse, à laquelle elles adhèrent solidement. La tige du T est évidée en forme de douille pour recevoir le manche.

Le manche est composé de 3 baguettes, juxtaposées de manière que la forme générale de la section transversale présente 3 cercles tangents deux à deux. Ces baguettes, dont une est sensiblement moins grosse que les autres, présentent des cannelures hélicoïdales, qui paraissent avoir été obtenues par la torsion d'une tige carrée. Les baguettes s'amincissent à leurs extrémités pour s'engager dans la tête et dans la poignée.

La poignée, fondue comme la tête, est munie de rondelles à ses extrémités. Elle est traversée, dans toute sa longueur, par les baguettes dont les extrémités, très amincies, font légèrement saillie sur la rondelle terminale. Il semble qu'il devait y avoir une garniture entre les rondelles.

L'adhérence entre le manche et la tête a été obtenue, je crois, de la manière suivante : les extrémités des baguettes étant placées dans le moule, la tête a été coulée sur le manche. Ce procédé aurait aussi été employé pour la réunion du manche avec la poignée et des griffes avec la tête.

La manière dont le manche est formé montre que ce crochet était fait pour résister à un effort suivant la longueur bien plus qu'à un effort transversal.

Le manche et les griffes portent des traces de *dorure* (1). La tête et la poignée ne paraissent pas avoir été dorées.

La destination de cet instrument n'ayant pas été déterminée, il m'a semblé que l'on pourrait trouver quelques indications en le comparant aux crochets antiques qui nous sont parvenus, en particulier à ceux qui ont été représentés par Raoul-Rochette dans son *Troisième Mémoire sur les Antiquités chrétiennes des Catacombes* (2)

(1) M. Métayer, que sa profession rend particulièrement expert en pareille matière, a bien voulu examiner avec le plus grand soin, ce crochet. Il estime qu'il y a sur le manche et sur les griffes des traces incontestables de dorure.

(2) *Mém. de l'Ac. des Insc. et B.-Lett.*, t. XIII (1838), pl. VII, fig. 1, 2, 3 et 4.

et qui sont reproduits sur la planche II jointe à cette Note. Ces crochets ont été trouvés dans les tombes étrusques de Vulci. Déjà, au siècle dernier, l'attention de Gori s'était portée sur le crochet représenté fig. 1, « dont la forme, dit Raoul-Rochette, lui parut nouvelle « et extraordinaire, sans qu'il pût en deviner l'usage. Il supposa « pourtant, de l'avis du plus grand nombre des antiquaires de son « temps, que ce pouvait être un instrument à l'aide duquel les « aruspices toscans observaient les intestins des victimes, et je « serais aussi de cet avis (1). »

M. Helbig (2) a particulièrement étudié le crochet, dont la forme paraissait si extraordinaire à Gori, et les autres instruments de ce genre, parvenus jusqu'à nous, ayant tantôt 5 dents, tantôt 7. Il estime que ces fourchettes (c'est ainsi qu'il les appelle), nous donnent une idée très exacte des *περπωδολα* (ou fourchettes à 5 branches), dont il est question dans Homère; le *pempobolon* était employé pour la cuisine ou dans les sacrifices. Ces fourchettes ont été trouvées en grand nombre dans l'Étrurie proprement dite. « Les cicéroni italiens, « ajoute M. Helbig, prétendent que ces ustensiles, qui ne manquent « dans aucune collection tant soit peu complète de bronzes antiques, « avaient servi d'instruments de supplice avec lesquels les païens « auraient déchiré les chairs des martyrs chrétiens. Nous n'avons « même pas besoin de réfuter cette explication. L'opinion d'Alessandro Castellani ne nous paraît pas plus plausible. Il fait observer que les pêcheurs napolitains emploient encore de nos jours « des fourchettes semblables pour pêcher la nuit à la lumière ; ils « mettent de l'étoupe dans les vides compris entre les griffes et l'alument (3). » M. Helbig fait en outre remarquer qu'on a toujours trouvé ces fourchettes à côté d'ustensiles de ménage tout à fait usuels, comme grils, pelles, pincettes, etc. (4).

(1) Raoul-Rochette, *op. l.*, p. 559.

(2) Helbig, *l'Épopée Homérique*, traduction Trawinski, pp. 454-460.

(3) Helbig, *op. l.*, p. 456.

(4) On peut citer comme monuments figurés représentant l'emploi, pour la cuisine, de ces fourchettes ou crochets :

1° Un vase du musée de Berlin, où l'on voit Médée tenant un *pempobolon* à la main (V. Helbig, *op. l.*, p. 459, fig. 172);

2° Une ciste trouvée à Préneste (j'ignore où elle se trouve actuellement) sur laquelle se trouve représentée une cuisine en pleine activité. Un des cuisiniers, tenant à la main un crochet à 7 branches, retire d'un chaudron, sous

Enfin MM. Babelon et Blanchet, dans leur remarquable *Catalogue des Bronzes antiques de la Bibliothèque nationale*, ont décrit sous les n^{os} 1496-1499 des crochets semblables à ceux qui ont été publiés par Raoul Rochette, en employant pour les désigner les mots *crochet* et *harpago*. Cette description est suivie de la note suivante : « Le « *harpago* servait dans la cuisine et dans les sacrifices. »

Cette destination me paraît pouvoir être attribuée au crochet de la Société, d'autant plus qu'il présente bien, par la forme de ses griffes, les caractères d'un crochet à viande. Toutefois, à cause des traces de dorure qui existent encore sur l'instrument, je penso qu'il n'a pas dû servir pour la cuisine et qu'il devait être uniquement employé dans les sacrifices.

Quant à l'origine du crochet, son apparence et les conditions dans lesquelles il a été trouvé s'accordent pour le faire considérer comme gallo-romain.

En résumé, le crochet offert à la société par M. le Docteur Poupelard me paraît être un instrument de sacrifice, d'origine gallo-romaine.

Je crois devoir faire observer que je ne présente cette conclusion que comme une simple conjecture, n'oubliant pas que je n'ai, pour l'appuyer, ni texte, ni monument figuré, se rapportant directement au crochet, objet de la présente note. Que si, malgré ces réserves, l'on m'accuse de témérité, je rappellerai, pour me justifier, ces conseils que Letronne adressait aux antiquaires :

« Je les invite à ne pas craindre, plus que jo ne l'ai fait, de « s'écarter de l'opinion commune, et de proposer les conjectures « qui leur sembleraient probables, dussent-elles ne pas se vérifier « plus tard. Dans une matière presque neuve, quand on a l'analogie pour soi, il ne faut pas se laisser arrêter par la crainte de « ne pas rencontrer juste (1). »

lequel on voit flamber le feu, des morceaux (de viande vraisemblablement), pour les placer sur un plateau. La scène gravée sur cette ciste a d'abord été publiée dans le tome VI (année 1890) des *Mélanges d'Archéologie* de l'Ecole Française de Rome et dans le *Jahrbuch des kaiserlich deutschen archäologischen Instituts*, t. VI, p. 174.

(1) Letronne, *Œuvres choisies*, 3^e Série, t. II, p. 103.

P. S. — Cette note était à l'impression, lorsque j'ai reçu de M. Salomon Reinach une lettre très intéressante et très documentée, dans laquelle il donne son approbation à la destination que j'ai attribuée au crochet de la Société, et me signale les crochets suivants, dont les griffes (au nombre de deux) ressemblent beaucoup à celles de l'instrument que je viens d'étudier :

1^o Crochet trouvé en Irlande vers 1829, actuellement au musée Britannique (ce crochet sera publié prochainement dans l'*Anthropologie* par M. Salomon Reinach);

2^o Crochet également trouvé en Irlande en 1851, mentionné par Evans;

3^o Fragment de crochet découvert dans un lot de bronzes recueilli à Eaton près de Norwich.

M. Salomon Reinach me dit qu'il n'existe aucun instrument de ce genre dans les musées continentaux qu'il a visités. Il pense qu'il y avait un type particulier de crochet double, à long manche, usité en pays celtique et destiné à la célébration des sacrifices.

Je ferai remarquer que, par une coïncidence bizarre, sur les 4 crochets à 2 griffes, mentionnés dans cette note, 3 ont été trouvés dans des marais.

J'exprime toute ma gratitude à M. Salomon Reinach pour la courtoise obligeance avec laquelle il a bien voulu répondre à ma demande de renseignements (1).

(1) J'acquitte une dette de reconnaissance en adressant mes très sincères remerciements au R. P. de la Croix et à M. Richard, qui ont bien voulu me donner leur assistance bienveillante pour l'étude du curieux crochet de la Société.

ERRATUM

Dans la liste des membres résidants de la Société des Antiquaires de l'Ouest, publiée en tête du volume des mémoires de l'année 1895, le nom de M. Hild, doyen de la faculté des Lettres de Poitiers, a été omis. C'est une erreur qu'il importe de rectifier. M. Hild, ancien Président de la Société, est, depuis longtemps déjà, l'un des membres les plus dévoués et les plus compétents en science archéologique.



Fig. 1 (1/3)



Fig. 2 (1/3)

Crochet en bronze

Offert à la Société des Antiquaires de l'Ouest, par M. le Docteur Poufeland.

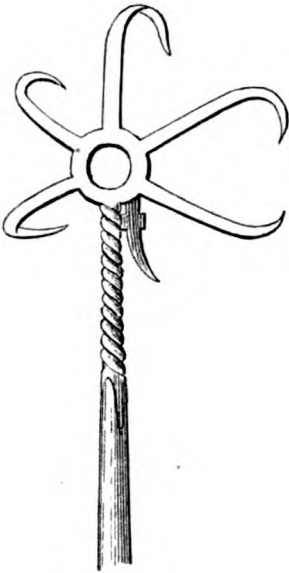


Fig. 1

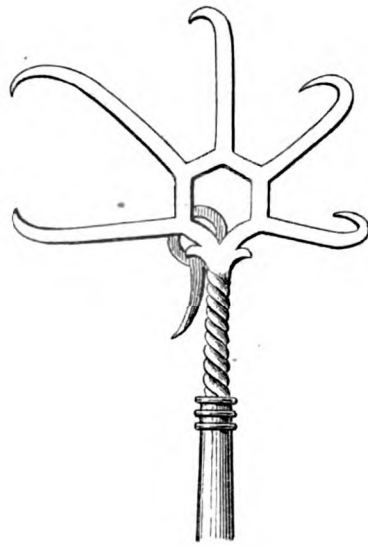


Fig. 2

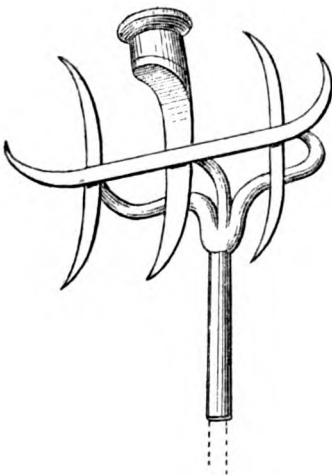


Fig. 3

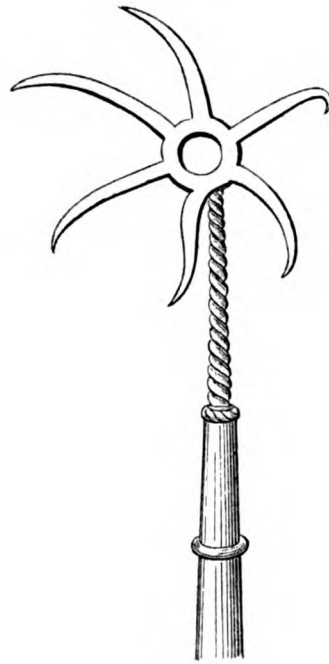


Fig. 4

Crochets en bronze

*Trouvés en Italie, publiés par Raoul-Rochette
(Mém. de l'Ac. des Insc. et B. Lett., t. XIII, pl. VII).*

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1896

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. TONNÉZY, secrétaire.
- II. — *Trois ordonnances inédites de François I^{er}, relatives aux privilèges de la ville de Poitiers*, par M. Alfred BARDIER.
- III. — *Trois documents sur la pyramide de Saint-Hilaire*, par M. l'abbé COLLON.

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

Pendant le cours du second trimestre de l'année 1896, la Société s'est réunie en séance ordinaire les 16 avril, 21 mai et 17 juin.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1896

La séance est ouverte à huit heures du soir, sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 19 mars qui est adopté.

Puis le président dépouille la correspondance qui comprend :

1. Une lettre de Mademoiselle Thomé de Gamond, remerciant la Société de l'envoi qui lui a été fait de 25 exemplaires de la publication des mémoires de son bisaïeul Thibaudeau, faite dans le dernier volume de mémoires par M. Ducrocq.

2. Une lettre de notre confrère M. Charles Tranchant, qui rend compte sommairement des travaux lus par les membres de la Société au Congrès des Sociétés savantes.

3. Une lettre de M. le Comte du Fort, qui remercie la Société de l'avoir admis parmi ses membres.

4. Une lettre de M. le Comte de Beaumont, écrite dans le même but.

5. Deux lettres de son Excellence Lord Dufferin et Ava, ambassadeur d'Angleterre en France, sollicitant du Président des renseignements sur l'état de conservation du monument élevé à Mazerolles, sur l'endroit où tomba blessé Jean Chandos en 1369, sur la dépense que nécessiterait sa restauration et remerciant le Président des détails qu'il lui a fournis.

6. Enfin, une lettre de M. Formigé, relative à la réédification du portail des Augustins, accompagnée du devis qu'il a établi à la demande du Conseil d'administration. A l'occasion de cette lettre, M. le président donne connaissance à la Société des démarches qu'il a faites auprès du ministre, de M. Lich, de M. Formigé et d'autres personnes, dans le but d'activer la solution de cette affaire qui depuis trop longtemps préoccupe les membres de la Société.

Le président fait ensuite connaître les ouvrages qu'il a reçus depuis la séance dernière, dont la liste est transcrite à la suite du présent procès-verbal, puis il énumère les dons qui lui ont été adressés.

Dons

1. Mémoires de Thibaudeau avec introduction par M. Ducrocq, tirage à part du tome XVIII des mémoires de la Société, offert par M. Ducrocq.

2. L'horticulture poitevine, par M. Bruant, don de l'auteur.

3. Le trésor des reliques de la Cathédrale de Poitiers, reliques de Sainte Antonine, par M. l'abbé Collon, don de l'auteur.

4. Grands et petits chevaux de Lorraine par M. Léon Germain, offert par l'auteur.

5. Un autre exemplaire du même ouvrage, offert par M^r Barbier de Montault.

6. Les anciennes cloches de Fontaines, par M. Léon Germain, offert par M^r Barbier de Montault.

7. Galerie contemporaine des provinces de l'ouest, par M. Michelin, offert par l'auteur.

8. Une liasse volumineuse de notes de M. Palustre en vue de la

continuation de son histoire de Guillaume IX d'Aquitaine, offerte par M^r Barbier de Montault, au nom de M^{me} Palustre.

9. Une pièce manuscrite ancienne mais non datée, concernant divers actes relatifs à la fondation et aux miracles de l'abbaye de Déols en Berry, offerte par M^r Barbier de Montault, au nom de M^{me} Palustre.

10. Par M. l'abbé Courteaud, curé d'Adilly, 3 haches et marteaux celtiques trouvés à Adilly et à Amailloux et un vieux bénitier de l'église d'Adilly.

11. Sceau du xiv^e siècle, représentant la Vierge, entre S. Pierre et S. Jean-Baptiste ; au-dessous l'archidiaque de Laon, agenouillé et priant. Légende : s p' d' ROSETO AUCHIDIACONI LAVDVNEN (Sigillum Petri de Roseto, archidiaconi Laudunensis). Don de M. le curé de Chiché.

M^r Barbier de Montault en fera l'objet d'une note, quand il aura reçu les renseignements demandés à Laon.

12. Empreinte du sceau armorié de René de Daillon, abbé de Charroux, au xvi^e siècle. (La matrice appartient à M. Jolly-Guignard, rue de la Prévôté, à Poitiers), offert par M^r Barbier de Montault.

13. Par M. le commandant Marais, au nom de M. Perlat, la photographie du crochet en bronze donné à la Société par M. le docteur Poupelard.

14. Enfin par M. Tornezy au nom de M. Ducrocq deux brochures, tirages à part de rapports par lui présentés au Comité des travaux historiques et scientifiques, le premier sur un ouvrage intitulé la Turquie d'Asie, de M. Vital Cuinet, le second sur la vie de Berryer, œuvre de M. Ch. de Lacombe. Dans ce rapport, M. Ducrocq répare l'omission qui a été commise par M. de Lacombe, relativement au gendre de Boncenne, Abel Pervinquière, qui, bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Poitiers en 1861, fut chargé de prendre la parole au nom de tous les barreaux de province à la célébration à Paris du cinquantenaire de l'Inscription de Berryer au tableau des avocats.

Dons faits en séance.

1^o M. Alfred Barbier offre à la Société, de la part de M. Rougé

Bienvenu, une photographie intéressante de la pile dite de Cinq Mars sur les bords de la Loire.

Ce monument antique paraît devoir être classé dans la catégorie des Fana, sur lesquels un de nos confrères, M. Lièvre, s'est expliqué au congrès des Sociétés savantes tenu à la Sorbonne le 7 de ce mois.

2^o M. de la Bourlière, au nom de M. le comte Héliou de Villeneuve Esclapon, fait don de l'original trouvé dans les papiers de M. Bonnamy de Bellefontaine, dernier maître des eaux et forêts à Fontenay-le-Comte, d'un procès-verbal dressé le 28 octobre 1715 par Charles Moriceau, sénéchal civil et criminel, maître particulier de la maîtrise des eaux et forêts de Fontenay, contre le sieur De-
« monfort, prêtre habitué de la maison de St-Sulpice de Paris, em-
« ployé depuis plus de vingt-cinq ans aux missions pour l'instruc-
« tion des nouveaux convertis et anciens catholiques dans plusieurs
« diocèses du Royaume, — lequel s'estoit pratiqué un lieu de soli-
« tude dans une petite grotte de circuit de deux toises, creusé na-
« turellement dans un rocher appelé la roche au fons dépendant de
« la forêt de Vouvans, appartenant à sa Majesté. » Il s'agissait d'ap-
précier à combien s'élevait le préjudice occasionné au roi par l'u-
surpation du père de Montfort, et il fut estimé à la huitième partie
d'un arpent. Personne n'ignore que le père de Montfort, déclaré
Bienheureux, est aujourd'hui l'objet d'une vénération particulière
de la part des catholiques des diocèses de l'Ouest de la France.

3^o M. Gaillard de la Dionnerie offre, au nom de la Société civile des Ecoles chrétiennes de St-Pierre et Ste-Radegonde, une pierre sculptée qui faisait partie du portail de l'hôtel de Brie, sur la rue des Carmes. Les sculptures consistent en un écusson supporté par deux anges, le tout très fruste.

4^o M. Poirault, de la part de M. le vicomte du Hamel, fait don d'un polissoir en grès trouvé non loin du Grand-Pressigny et, de la part de MM. Jules et Léonce de Beauregard, de l'inventaire des archives du château de Ste-Verge près Thouars.

5^o M. l'abbé Bleau offre à la Société, de la part de madame Chartist, veuve d'un médecin-principal des ambulances tunisiennes, les objets suivants, trouvés dans les ruines de Carthage :

1^o Une lampe chrétienne en terre cuite, presque intacte, représentant, au milieu du disque supérieur, une croix latine ornée de

dessins délicats, aux branches de laquelle deux colombes viennent becqueter. En bordure, la lampe porte des ornements divers en forme de cœurs, de cercles concentriques, et de petits carrés. Cette lampe reproduit à peu près le type décrit sous le n° 21 par le P. Delattre, dans sa brochure sur les Lampes chrétiennes de Carthage.

2° Autre lampe, également mutilée, représentant sur le disque le monogramme cruciforme du Christ, et portant en bordure deux colombes et quatre cœurs. D'après le type décrit par le P. Delattre sous le n° 18.

3° Autre lampe, à moitié brisée, mais où l'on reconnaît encore aisément l'image d'un tigre, emblème chrétien des premiers siècles. Type décrit par le P. Delattre sous le n° 2.

4° Autre lampe, également à-demi brisée, mais où l'on voit aux trois quarts une croix latine, décorée de petites figures symboliques d'agneaux et de colombes. La bordure porte des cœurs, des pointes de lance, des cercles et des carrés. Type décrit par le P. Delattre sous le n° 21.

5° Débris de lampe, où l'on distingue seulement en bordure une branche d'arbuste.

6° Débris de statuette en terre cuite, depuis le cou jusqu'à la ceinture.

7° Débris de statuette en marbre blanc représentant une main repliée.

8° Débris de statuette de femme nue en marbre blanc, représentant l'abdomen et les cuisses.

9° Débris de statue en marbre blanc, représentant un coude.

10° Petit vase en terre cuite, à base et goulot étroits et à panse très arrondie.

11° Débris de pavé en mosaïque.

12° Plusieurs autres débris de verre et de poteries.

Communications.

M. le trésorier fait connaître à la Société qu'il a remboursé les obligations n° 63 et 66 de l'emprunt de 1879, que, par conséquent, il y a lieu de procéder à l'incinération des titres. Cette opération est immédiatement accomplie.

Il est ensuite procédé au vote sur la présentation, comme membre titulaire non résidant, de M. Francis P. Fletcher-Vane de Hutton, commandeur de l'ordre royal et militaire du Christ, membre de la Société royale de géographie.

M. Francis Vane est admis en cette qualité.

Le R. P. de la Croix entretient la Société de la part qu'il a prise au Congrès de la Sorbonne et de la discussion dont a fait l'objet la récente découverte d'Yzeures. A cette occasion le R. P. fait savoir qu'il a livré à la presse locale la lecture par lui faite au Congrès des sociétés savantes, et demande qu'elle soit reproduite dans nos Bulletins. Il rappelle que huit membres de la Société des Antiquaires de l'Ouest se sont transportés à Yzeures et ont apprécié la haute importance de cette découverte.

Les Monuments Gallo-Romains d'Yzeures

Après la communication qui vient d'être faite par M. le Président de la Société archéologique de Touraine sur la découverte d'Yzeures, permettez-moi d'ajouter quelques observations. J'ai peut-être un peu ce droit, puisque c'est à mes frais et sous ma direction qu'ont été extraites la presque totalité des pierres sculptées dont on vous entretenait tout à l'heure. Voici, d'ailleurs, comment j'ai été amené à entreprendre cet important travail :

Vers la fin du mois de novembre dernier, j'apprenais que dix pierres portant des bas-reliefs datant de l'époque gallo-romaine avaient été mises à jour par les ouvriers qui creusaient les fondations de la nouvelle église d'Yzeures (Indre-et-Loire). Je me rendis sur place pour examiner la découverte. Là, l'entrepreneur, qui avait fait extraire les blocs sculptés, de sa propre initiative, m'informa qu'il y en avait d'autres dans la terre et me demanda si j'étais disposé à les faire retirer, avant qu'il ne commençât les travaux de maçonnerie. Je lui répondis que je verrais à prendre une décision à cet égard si aucun archéologue ne se présentait pour fouiller le terrain.

Trois mois plus tard, en février 1896, le même entrepreneur m'avisait qu'il allait reprendre son chantier sous quelques jours, et me priait de lui faire savoir si j'étais décidé à faire opérer des fouilles, personne n'étant venu se livrer à des recherches archéologiques.

Ne voulant pas laisser dans le sol, d'où il fût devenu impossible de les retirer, des pierres qui pouvaient permettre de reconstituer un des plus curieux monuments gallo-romains, je fis pratiquer des tranchées dans la nef de l'Eglise et le long de la façade. Le travail des terrassiers que j'avais embauchés me fit découvrir quatre-vingt-cinq blocs de pierres dont la plupart portant des bas-reliefs extrêmement intéressants. Ces blocs étaient posés en forme de parallélogramme et avaient servi à asseoir les fondations de l'Eglise mérovingienne qui fut élevée à Yzeures par les soins d'Eustache, cinquième évêque de Tours, vers le milieu du ^v^e siècle. Cette Eglise n'avait pas été construite sur l'emplacement d'un temple païen, comme le rapporte une légende locale, mais bien à proximité d'un temple dont les fondations restent encore à trouver.

Lorsque j'eus examiné attentivement les pierres sculptées que j'avais fait extraire, que je les eus dessinées et photographiées, je me rendis compte qu'elles avaient appartenu à trois monuments différents : un temple et son autel central, et deux autels votifs. Certains détails d'architecture m'ont permis de constater que le temple et son autel étaient de forme octogonale, tandis que les deux autels votifs affectaient la forme d'un parallélogramme.

Les bas-reliefs qui décoraient ces monuments sont d'un haut intérêt. La partie ornementale de la sculpture est traitée avec beaucoup de soins ; elle est d'un bon dessin et d'un effet grandiose. Les personnages, sculptés en haut relief, tout en étant d'une belle allure, bien mouvementés et suffisamment modelés, n'ont pas toujours les formes anatomiques régulières et manquent parfois de proportion.

L'ensemble de la sculpture se rapportant à la mythologie, je priai mon éminent collègue, M. Hild, doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers, et rédacteur de toute la partie mythologique du dictionnaire de Darenberg et Saglio, de vouloir bien déterminer les scènes et sujets représentés par le bas-relief.

M. Hild les étudia et en fit une communication à la Société des Antiquaires de l'Ouest dans la séance du 20 février 1896. Je rapporte ci-dessous l'extrait du procès-verbal relatif à cette communication.

« M. Hild, demandant la parole, rectifie les erreurs commises dans certaines publications du département d'Indre-et-Loire, soit

pour l'interprétation d'une inscription fragmentaire, soit pour l'explication mythologique des débris de sculpture mis à jour. Les croquis, que le P. de la Croix lui a communiqués, se rapportent pour la plupart à une gigantomachie, dont le motif principal représente la lutte de Minerve contre deux géants à pieds en forme de serpents; l'un est certainement Encelade (V. dans le *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*, par Darenberg et Saglio, l'article *Gigantes*, fasc. XXI, p. 1557, dont M. Hild est précisément l'auteur). C'est jusqu'à présent le seul exemplaire de la représentation de cet épisode mythologique qui ait été découvert dans les provinces occidentales de l'Empire Romain. Les détails d'une exécution soignée et l'harmonie de l'ensemble témoignent en faveur d'une bonne époque. L'inscription, telle qu'elle est actuellement connue, est sculptée sur trois tables; l'une a déjà été publiée, mais inexactement, dans le journal cité et dans la *Correspondance historique et archéologique* du 25 janvier 1896 (p. 25).

AVGVSTORVM

MINERVAE

...MILLI FILI

Une seconde table, exhumée depuis lors par le P. de la Croix et entièrement inédite, porte :

DEM CVM S

S QVAM PATER PI

ERAT D S P G

Depuis, le P. de Croix a découvert une troisième table où on lit :

NVMINIBVS

ET DEAE

M. PETRONI

Il en manque une quatrième; mais il est dès à présent possible de compléter et d'interpréter par conjecture. Voici l'assemblage proposé par M. Hild :

NVMINIBVS AVGVSTORVM

ET DEAE MINERVAE

M. PETRONI.....MILLI FILI

(Aras et Ae) DEM CVM SVIS

(Ornamenti) S QVAM PATER PI (e)

(Dedicav) ERAT D. S. P. C.

Ce qui veut dire : *Aux Divinités des Empereurs et à la Déesse Minerve les fils de M. Petronius (le cognomen en millus reste douteux) ces autels (il y en a deux) et ce temple avec ses sculptures, que leur père pieusement avait dédié, de leur argent ont consacré.*

Les lettres, très belles, ont 0m 10 de hauteur et portent encore les traces de la couleur rouge qui les faisait ressortir. Chacune des tables a 1 m. 03 de large sur 0.58 de haut, ce qui donne un rectangle de 2 m.10 sur 1m 20 environ.

Les restitutions ont été faites en tenant compte de la place et du texte d'autres inscriptions similaires. (V. le recueil d'Orelli-Henzen, 2015 et 2067; et deux inscriptions du Musée de Munich, Catal. T. IV, n° 758 et 762). Une double cassure a mutilé le commencement du *cognomen* qui finit en *Millus*; il y a la place de cinq lettres au moins, de six au plus.

Il s'agit d'un temple monumental, analogue à celui dont parle Pline le Jeune (Ep. IX, 36), voué par des particuliers à la divinité des Augustes et à Minerve. Le pluriel *Augustorum* oblige de mettre cette construction au plus tôt sous le règne de Marc-Aurèle et de L. Verus, où il fut pour la première fois en usage. C'est aussi à la fin du II^e siècle après J.-C. que l'on peut rapporter le monument, si l'on tient compte de l'architecture, des détails soit de sculpture, soit d'ornementation.

M. Hild estime que cette exhumation est des plus intéressantes, que même elle doit compter parmi les plus curieuses qui aient été faites en France, dans le domaine des antiquités classiques, depuis 20 ans. Il est heureux que le P. de la Croix ait bien voulu lui demander son concours pour l'interprétation mythologique et épigraphique du monument d'Yzeures et promet de tenir la Société au courant, comme aussi de hâter le travail complet qu'il compte publier en collaboration avec son confrère.

Vous le voyez, Messieurs, M. Hild compte publier en collaboration avec moi un travail complet sur la découverte d'Yzeures. Pour cela de longues et minutieuses études sont nécessaires. Nous estimons l'un et l'autre que ce n'est pas en quelques jours qu'on peut déter-

miner et reconstituer des monuments de l'importance de ceux qui nous occupent.

Dès aujourd'hui toutes mes mesures sont prises pour faire connaître au monde savant les édifices d'Yzeures. J'ai en ma possession plus de cent clichés photographiques et autant de dessins rétablissant la partie architecturale et la partie décorative.

Mais il reste encore d'importantes fouilles à opérer. Je connais les endroits où gisent d'autres blocs de pierre en assez grand nombre. Je crois également avoir retrouvé l'emplacement occupé par le temple. Si on ne me suscite pas de nouvelles difficultés ; si on me laisse terminer l'œuvre que j'ai commencée, j'espère être avant peu en mesure de réédifier ces monuments gallo-romains dont nous ne possédons qu'une bien faible portion. Pour retrouver le reste, je ferai tout ce qu'il sera en mon pouvoir et j'espère réussir, si toutefois on veut bien m'en faciliter les moyens.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la séance dernière.

Publications de Paris

1° Annales du Musée Guimet, tome XXV-II, 1^{re} partie. — Magnifique volume intitulé le Siam ancien, orné de nombreux plans, cartes et planches consacrés à la géographie, à l'architecture, à l'icônographie et à l'épigraphie de l'Indo-Chine antique.

2° Annales du musée Guimet. La Saga de Nial, traduite de l'islandais par M. Rodolphe Dareste, de l'Institut.

3° Annales du musée Guimet, revue de l'histoire des religions, tome XXXII, nos 2 et 3, 1895.

4° Le Correspondant, nos du 25 mars et du 10 avril 1896.

5° Annales de l'Alliance scientifique, nos des 25 janvier et 25 mars 1896.

6° Dictionnaire de géographie universelle de Vivien Saint-Martin. Supplément, 3^e fascicule. — Appingadam. — Balkans.

7° La photo-revue, journal des photographes et des amateurs, n° du 1^{er} avril 1896. Spécimen.

8° Bulletin de l'académie des inscriptions et belles-lettres, janvier-février 1896.

9° Bulletin archéologique du comité des monuments historiques et scientifiques, année 1895, 1^{re} et 2^e livraisons. — A lire le compte rendu de la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne en avril 1895, où il est question de communications, du R. P. de la Croix : l'une sur une croix de cimetière et un caveau funéraire du xiii^e siècle à Plaisance; l'autre sur des fibules émaillées trouvées à Sanxay, une troisième sur l'anneau d'or orné des signes du Zodiaque appartenant à M. Luguet, une quatrième sur les squilles et sur les tombeaux de Saint-Similien.

10° Revue des questions historiques, 118^e livraison, 1^{er} avril 1896.

11° Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques.

12° Paysages et monuments de Bretagne, par M. Robuchon, 28^e, 29^e et 30^e livraisons, St-Malo.

Publications provenant des départements

1° Revue savoisiennne, 37^e année, janvier-février.

2° Bulletin historique de la Société des antiquaires de la Morinie, année 1895, 4^e fascicule.

3° Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres, tome IV, 1^{er} février 1896, et rapport de la commission de lecture sur les ouvrages présentés au concours Barotte. A lire la partie de ce rapport relative à la prévôté royale de Coiffy le Châtel, par M. Bonvalet, ouvrage couronné par cette Société.

4° Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, neuvième série, tome VII.

5° Comptes rendus et mémoires du comité archéologique de Senlis, tome IX, année 1894.

6° Annales de l'académie de Mâcon, 11^e série, tome XI.

7° Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, mars 1896.

8° La Picardie historique et monumentale, fascicule entièrement consacré aux monuments de la ville d'Amiens, publié par la Société des Antiquaires de Picardie, et orné de très belles planches.

9° Album archéologique, 2^e fascicule de la Société des Antiquaires de Picardie, même format que l'ouvrage précédent et même luxe d'illustration.

10° Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre (1895).
Table des volumes XI à XX.

11° Le monde des plantes, n° du 1^{er} avril 1896.

12° Bulletin de la Société d'études des Hautes Alpes, 1^{er} trimestre 1896.

13° Tables des matières des dix premières années de cette Société de 1882 à 1891.

14° Bulletin de l'Académie du Var, tome XVIII.

15° Bulletin de la Société scientifique et archéologique de la Corrèze, tome XVIII, 1^{re} livraison.

16° Bulletin n° 3 de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord.

Publications régionale

1° Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, tome XVII, n° 4, année 1895.

2° Bulletin de la Société académique des belles-lettres, sciences et arts de Poitiers, novembre-décembre 1895 et janvier 1896.

3° Le mois bibliographique, bulletin catholique des livres et revues, 1^{er} avril 1896.

Publications provenant de l'étranger

1° Boletín de la real academia de la historia à Madrid, mars 1896.

2° Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège, tome IX, deuxième partie.

3° Annales de la Société archéologique de Namur, tome XXII, 2^e livraison.

SÉANCE DU 21 MAI 1896.

La séance est ouverte à huit heures du soir sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 16 avril qui est adopté.

Puis M. le Président fait part à la Société des décès de M. le docteur Petiteau des Sables-d'Olonne qui, pendant de longues années, a été l'un de ses membres, et de M. le comte Fernand de Montesquiou, décédé à Paris le 22 avril dernier. Notre confrère M. Charles Tran-

chant, qui a été l'ami et le collègue au conseil d'Etat de M. le comte de Montesquiou, a adressé au Président la notice suivante que la Société est heureuse d'insérer dans son procès-verbal comme témoignage des regrets que lui cause la perte de son regretté confrère.

« M. Fernand de Montesquiou était né à Paris, le 29 juillet 1821.
« Il était fils du comte Henri de Montesquiou et se rattachait, par sa
« mère, à la famille de Mornay. Il a passé une grande partie de sa
« vie dans l'administration publique qu'il a traversée de la manière
« la plus honorable.

« Après de brillantes études faites au Collège royal St-Louis, il
« fut nommé auditeur de 2^e classe au Conseil d'Etat, le 11 mai 1843.
« Il était auditeur de 1^{re} classe, depuis quelque temps déjà, quand
« éclata la Révolution de 1848 ; il reconquit par la voie du concours
« sa position dans le Conseil d'Etat, reconstitué en vertu de la loi
« du 13 janvier 1849.

« Après les événements de décembre 1851, qui amenèrent une
« nouvelle reconstitution du Conseil et une rénovation étendue dans
« son personnel, M. Fernand de Montesquiou fut nommé maître des
« requêtes, mais il donna sa démission. Le 8 avril 1871, il fut nommé
« préfet de la Meurthe. L'année suivante, quand le Conseil d'É-
« tat fut réorganisé en vertu de la loi du 24 mai 1872, il fut élu
« conseiller d'État par l'Assemblée nationale : en 1873, le Conseil
« d'Etat le délégua dans les fonctions de membre du Conseil supé-
« rieur de l'Instruction publique.

« M. de Montesquiou quitta le Conseil d'Etat en 1879. Il résidait
« à Paris et, pendant une partie de l'année, au château de Longpont,
« dans l'Aisne ; mais il tenait au Poitou par son mariage avec ma-
« demoiselle de Goyon, dont la famille possédait le château de Pur-
« non, dans le canton de Monts-sur-Guesne. A certaine époque, il
« avait souvent habité la Vienne, et y avait été même candidat à la
« députation en 1863, lors d'une élection qui a marqué ; c'était un
« homme de grande distinction, très attaché à ses devoirs, d'un es-
« prit très droit et du commerce le plus agréable. J'ai passé avec lui
« de longues années au Conseil d'Etat ; je conserverai toujours de
« nos relations le meilleur et le plus cordial souvenir.

« M. le comte Fernand de Montesquiou appartenait à la seconde
« branche de la très ancienne et illustre famille de Montesquiou-Fé-

« zensac, la branche d'Artagnan, dont sont sortis les maréchaux de France, de Montluc et de Montesquiou. »

M. de la Bourlière ajoute à cette note de M. Charles Tranchant quelques mots de condoléance ; il rappelle à la Société que M. le comte de Montesquiou avait le goût des beaux arts et avait réuni dans son château de Longpont une superbe collection d'objets anciens qu'il laissait volontiers visiter.

Le Président fait ensuite connaître la correspondance qui comprend :

1° Une lettre de M. Francis P. Fletcher Vane, qui remercie la Société de l'avoir admis en qualité de membre titulaire non résidant.

2° Une lettre de M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres qui annonce, à l'occasion du centenaire de l'Institut, l'envoi à la bibliothèque de la Société de 57 volumes de ses mémoires.

Puis il fait l'énumération des ouvrages reçus depuis la dernière séance. On en trouvera la liste à la suite du présent procès-verbal.

Dons

1° Un volume in-4 de M. Clément Pallu de Lessert, intitulé *Fastes des provinces africaines sous la domination romaine*, publié par le ministère de l'instruction publique. — Don de l'auteur.

2° Une plaquette intitulée *les Fleurs et notre littérature contemporaine* par M. Gabriel Viault, publiée et offerte par M. Bruant.

3° *L'Horticulture poitevine*, revue trimestrielle illustrée, n° du 1^{er} avril 1896. Don de M. Bruant.

4° *Le port des anneaux dans l'antiquité romaine et dans les premiers temps du moyen-âge*, par M. Delaitre, extrait des mémoires de l'académie des inscriptions et belles-lettres, tome XXXV, 2^e partie. — Don de l'auteur.

5° Cinquante-sept volumes des mémoires de l'Académie des des inscriptions et belles-lettres — savoir : 13 volumes formant les tomes II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X, plus 44 volumes formant les tomes XIV, 1^{re} et 2^e parties ; XV, 1^{re} et 2^e parties ; tome XVI, 1^{re} et 2^e parties ; tome XVII, 1^{re} et 2^e parties ; tome XVIII, 1^{re} et 2^e parties ; tome XIX, 1^{re} et 2^e parties ; tome XX, 1^{re} et 2^e parties ; tome XXI, 1^{re} et 2^e parties ; tome XXII,

table des matières; tome XXIII, 1^{re}, 2^e et 3^e parties, supplément; tome XXIV, 1^{re} et 2^e parties; tome XXV, 1^{re} et 2^e parties; tome XXVI, 1^{re} et 2^e parties; tome XXVII, 1^{re} et 2^e parties; tome XXVIII, 1^{re} et 2^e parties; tome XXIX, 1^{re} et 2^e parties; tome XXX, 1^{re} et 2^e parties; tome XXXI, 1^{re} et 2^e parties; tome XXXII, 1^{re} et 2^e parties, la première accompagnée en supplément d'un atlas de planches pour le mémoire de M. Léopold Delisle sur d'anciens sacramentaires; tome XXXIII, 1^{re} et 2^e parties; tome XXXIV, 1^{re} et 2^e parties; tome XXXV, 1^{re} partie, — offerts par l'Académie des inscriptions et belles-lettres à l'occasion de son centenaire.

6^e *L'Annuaire des bibliothèques et des archives pour 1896*, publié sous les auspices du ministère de l'instruction publique. Don du ministre.

Dons offerts en séance

1^o M. de la Bourlière fait don à la bibliothèque du tirage à part de son travail sur *les Imprimeurs et les libraires du département de la Vienne*.

2^o M. Poirault offre à la Société le portrait lithographié de M. de La Liborlière, ancien recteur de l'Académie de Poitiers.

3^o M. Moreau fait don d'un registre manuscrit en papier recouvert de parchemin qui est ainsi décrit par M. Alfred Richard, archiviste :

« Procès-verbal de la vente des meubles d'Anne de Saintot, veuve de Claude Ridel, président des trésoriers de France, au bureau des finances à Paris, faite dans la maison où elle était décédée, sise rue du Foin, à Paris, à la requête de son fils, Charles Ridel, seigneur de Plaine Savatte et de Pierre Fumée, ci-devant conseiller au grand Conseil de Paris, veuf de Claude Ridel, du 26 juillet au 6 août 1676 »

On remarque parmi les objets énumérés dans l'acte de vente des tapisseries, des tableaux et des meubles de valeur. La vente produisit la somme de 13.340 livres 2 sous 6 deniers.

Communications

M. le commandant Marais donne lecture de la lettre suivante, qui lui a été adressée par M. Salomon Reinach, au sujet du crochet en bronze donné à la Société par M. le Dr Poupelard et qui a fait

l'objet d'une notice insérée dans le bulletin du 1^{er} trimestre de cette année :

« Il existe à ma connaissance deux objets présentant de l'analogie avec ceux qui vous occupent : le premier a été découvert en Irlande dans un marais, à Bally Monet (comté d'Antrim), vers 1829. Il a 0 m. 60 de long et se trouve aujourd'hui au Musée Britannique. La seule publication est celle des *Transactions of the Kilkenny archæological Society*, 1854-55, t. III, p. 65. J'ai fait un calque de l'original qui paraîtra prochainement dans l'*anthropologie*, où j'ai été amené à m'en occuper à cause de la décoration formée de canards.

« L'objet se compose d'un tube, en trois sections qui se raccordent, contenant à l'intérieur un gros fil de cuivre. Les ringes sont fixés à des goupilles qui traversent le tube et sont arrêtées à l'extrémité opposée par des anneaux.

« Un second instrument analogue a été découvert dans un marais irlandais en 1851, mais il ne présente ni anneaux ni oiseaux. Par suite, il ressemble beaucoup plus à vos deux Crochets. Il est mentionné par *Evans, Bronze Ornaments*, 1881, p. 406.

« Un fragment identique a été découvert dans un lot de bronzes recueillis à Eaton près de Norwich (*Society of Antiquaries*, 17 décembre 1885; *Proceedings*, 2^{me} série, t. XI, p. 42.)

« Il n'y a rien d'analogue ni à St-Germain, ni à Carlsruhe, ni, en général, dans aucun musée continental que j'aie visité.

« Maintenant, la décoration du spécimen irlandais contribue, avec la dorure des vôtres, à confirmer votre première impression : à savoir qu'il s'agit d'objets de culte et non d'objets de cuisine. Mais, dans l'antiquité, le culte et la cuisine ont quelques points de contact; je fais allusion à l'usage des sacrifices. On trouve sur tout en Italie mais aussi en Grèce des objets du type (crochet à cinq pointes). On a écrit autrefois à leur sujet des hypothèses absurdes. C'étaient des instruments de torture ! Aujourd'hui, (*Jonbuch of instituts*, 1891, p. 173) on sait que ce sont des ustensiles dits :

Κρεαγχα, Λυκος, ἀρπάγη, εξαυστής.

« qui servirent à retirer les morceaux de viande du chaudron où

« on les faisait cuire. Accessoirement on s'en servait pour retirer
« des citernes les objets du dehors qui y étaient tombés. On les em-
« ployait aussi dans les sacrifices pour retirer les morceaux de viande
« au moment de la cuisson. Il me semble que des crochets peuvent
« répondre à des usages divers, tout comme des pincettes; mais il
« paraît établi qu'il y avait un type particulier de crochets doubles
« à long manche, usités en pays celtique, qui trouvèrent leur emploi
« dans la célébration des sacrifices. Vous êtes donc dans le vrai;
« ce qui prouve qu'on peut arriver à préciser la destination d'un
« objet alors même qu'on n'en connaît pas de similaires. »

2. M. de la Bouralière donne lecture d'une lettre qui lui a été adressée par M. Adolphe Laporte, architecte et membre de la Société française d'archéologie, rue Fléchier, n° 7, à Clermont-Ferrand, relative aux similitudes qui existent entre le roman d'Auvergne et le roman de l'église Saint-Hilaire de Poitiers. Elle est ainsi conçue :

« Permettez-moi de vous remercier de l'envoi que vous avez bien
« voulu me faire de votre très intéressante étude sur l'église de
« Poitiers, Saint-Hilaire-le-Grand. J'ai été d'autant plus heureux de
« connaître ce remarquable édifice qu'il a beaucoup de détails com-
« muns avec nos églises romanes d'Auvergne. Je me suis souvenu,
« en lisant votre description si complète de Saint-Hilaire, de plu-
« sieurs particularités qui m'avaient frappé. C'est ainsi que la re-
« tombée des arêtes des voûtes des nefs latérales, soutenues par
« des colonnes, se retrouve dans une chapelle érigée au Puy-en-
« Velay, sur un rocher nommé Saint-Michel d'Aiguilhé et qui est
« très ancienne. Si je vous donne ce détail, c'est parce que cet
« exemple est le seul que je connaisse en Auvergne où presque
« toutes les voûtes des églises romanes sont en berceau, assez sou-
« vent même sans arcs doubleaux. Cette analogie de construction
« tendrait aussi à prouver que ce n'est pas seulement la cathédrale
« du Puy qui aurait influé sur Saint-Hilaire-le-Grand, mais plu-
« sieurs monuments romans de cette ville. Les monuments du Puy,
« d'autre part, diffèrent un peu de ce que l'on est convenu d'appe-
« ler l'Ecole auvergnate qui a pour type, Notre-Dame-du-Port, à
« Clermont, Saint-Paul à Issoire, les églises d'Orcival et de Saint-
« Nectaire, toutes construites sur le même plan. Ce plan n'est pas
« tout à fait le même que celui de Saint-Hilaire. Les nefs latérales

« sont absolument dans la prolongation des bas-côtés du chœur, et
« elles sont toujours peu larges, quelquefois même elles ressemblent
« à de véritables couloirs. Les bras du transept font une à beaucoup
« plus grande saillie que ceux de Saint-Hilaire. Une autre différence
« aussi que je crois devoir signaler, c'est que les églises romanes
« auvergnates n'ont pas de clochers latéraux. Il y en a une seule
« dans laquelle je connais cette disposition spéciale, c'est l'église
« gallo-romaine (à ce que l'on prétend) de Chamalières entre Cler-
« mont et Royat. Ce monument, du reste, a beaucoup de détails
« semblables à ceux de Saint-Hilaire. Le chevet, qui date de l'époque
« mérovingienne ou carlovingienne, a des chapiteaux tout à fait
« du même style que ceux de la partie basse du clocher de Saint-
« Hilaire, et le tailloir est orné des mêmes moulures avec cette dif-
« férence que la plate-bande du haut ne porte point d'ornementa-
« tion comme on en voit dans les chapiteaux carlovingiens de la
« planche I de votre Saint-Hilaire. Le narthex de la même église est
« formé d'une double arcade supportée en son milieu par une co-
« lonne de marbre vert surmontée d'un chapiteau gallo-romain.
« Cette partie est du reste, d'après l'avis de M. de Fayolles, entière-
« ment gallo-romaine. Les arceaux sont, comme à St-Hilaire, for-
« més d'une double rangée de claveaux superposés. — Vous me
« permettrez de relever ce que je crois une légère erreur de M. J. Ber-
« thelé, qui établit que les chapelles absidales, en nombre pair,
« sont un des caractères de l'école Auvergnate. J'ignore si ce point
« est vrai pour le Velay, mais je puis vous dire que ni N.-D. du-
« Port, ni St-Paul d'Issoire, ni N.-D. d'Orcival n'ont des chapelles
« absidales en nombre pair. A Issoire même, la chapelle qui ter-
« mine le chevet (et qui remplace la fenêtre avec colonnettes qui
« existe à St-Hilaire) est carrée. Je vous cite ces monuments parce
« qu'ils passent pour les modèles du roman dans notre pays.

« J'espère que vous ne m'en voudrez point trop d'émettre un avis
« contraire à celui de M. Berthélé ! Je ne me le serais pas permis
« s'il ne se fût agi d'une hypothèse ou d'une opinion : mais mon dire
« repose sur un fait matériel. A l'appui, je pourrais même citer un
« passage d'un très intéressant ouvrage sur l'Eglise d'Auvergne de
« M. le Comte de Raisie, où il est dit que ce fait de retrouver les
« chapelles ou les fenêtres d'une église au nombre de trois ou de

« sept provient du symbolisme chrétien qui figurait par là la Ste-
« Trinité ou les sept jours de la Semaine. Un autre détail peu im-
« portant que j'oubliais : c'est que sur l'Eglise d'Issoire, extérieure-
« ment, les signes du Zodiaque sont reproduits comme sur les murs
« de Saint-Hilaire. »

A l'occasion de cette lettre et des similitudes nombreuses qu'elle constate entre les églises romanes d'Auvergne, surtout entre les monuments du Puy-en-Velay et Saint-Hilaire, M. l'abbé Coillon fait remarquer que :

Au nombre des causes qui expliqueraient la similitude d'architecture existant entre la cathédrale du Puy et l'Eglise Saint-Hilaire, M. de la Bourlière, citant Berthelé, a rappelé les relations créées entre le Poitou et le Velay, par le transfert au Puy des reliques de Saint Hilaire.

A cette explication d'ailleurs très acceptable on pourrait ajouter que de 880, époque approximative de l'arrivée de ces reliques, jusqu'à 915, le siège épiscopal du Puy était occupé par Norbert de Poitiers, fils de Bernard, comte de Poitou, puis d'Auvergne, lequel Norbert était frère du comte Ranulphe I, et oncle de Ranulphe II. Cette particularité, qui dut rendre plus fréquentes et plus étroites les relations signalées plus haut, est tirée d'une notice très érudite sur Norbert de Poitiers, par l'abbé H. Fraisse, publiée dans les Tablettes historiques du Velay, 4^e année 1873-1874 pp. 370 et 371.

3^e M. l'abbé Collon donne lecture d'une note intitulée : Trois documents sur la Pyramide de Saint-Hilaire.

A la suite de cette lecture, le R. P. de la Croix fait connaître à la Société qu'il est propriétaire, en vertu d'une donation régulière, de la pierre du miracle de St-Hilaire; que c'est par une délibération du Conseil municipal qu'il a été autorisé à l'encastrier dans le monument qu'il a érigé rue Bourbeau, où elle est actuellement, mais que, désireux d'assurer la conservation de ce souvenir d'un événement poitevin, il va prendre les mesures nécessaires pour transférer à la Société des Antiquaires de l'Ouest la pleine propriété de ce monument. Le président, au nom de la Société, exprime au R. P. de la Croix sa reconnaissance pour ce don important.

Il est ensuite procédé au vote sur la présentation comme membre titulaire résidant de M. Viau, ancien officier, ancien percepteur à

Poitiers, chevalier de la Légion d'honneur, qui est admis en cette qualité et, sur celle, comme membre titulaire non résidant, de M. Mongruel, architecte à Jaulnay, qui est également admis en la dite qualité.

Lectures

M. Ledain continue la lecture de son travail intitulé : *Chronologie historique des maires de Poitiers* .

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la liste des volumes reçus depuis la dernière séance.

Publications des départements

1° Bulletin de la Diana, tome XVIII, n° 4.

2° Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, par l'académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, 1896, n° 2 février-mars.

3° Mémoires de la Société des Antiquaires de la Morinie, tome XXIII.

4° Catalogue du musée de la commission du département de la Côte-d'Or. Magnifique volume orné de 22 planches.

5° Travaux de l'Académie nationale de Reims, année 1893-1894, tome I^{er}. — Une partie de ce volume est occupée par le catalogue du musée lapidaire de Reims.

7° Bulletin de la soc. historique et archéologique du Périgord, tome XXIII, 3^e livraison.

8° Bulletins et mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente. A signaler : une communication faite par M. Chauvet de la découverte des ossements d'un *elephas antiquus* dans les ballastières de Tilloux, près Jarnac.

9° Comptes rendus de la réunion de l'académie d'Hippone, du 31 mars 1896.

10° Bulletin de la Société dunoise, n° 107, janvier 1896.

11° Bulletin de la Société polymathique du Morbihan, année 1893, 1^{er} et second semestres et année 1894.

12° Bulletin de la soc. d'émulation des Côtes-du-Nord.

13° Bulletin de la Société des amis des [sciences et des arts de Rochechouart, tome V, n° VI. A lire : 1° les fouilles de sépultures

mérovingiennes à St-Germain, commune de St-Front (Charente) par M. Tarnaud ; 2° le dieu gaulois de Chassemer, par M. Joubert.

14° Le monde des plantes, n° du 1^{er} mai 1896.

15° Bulletin archéologique et historique de Tarn-et-Garonne, les quatre trimestres de l'année 1895, tome XXIII.

16° Mémoires de l'Académie des belles-lettres, sciences et arts de Lyon, 3^e série, tome III.

17° Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze. A signaler : une notice de M^{re} Barbier de Montault sur la châsse émaillée de l'église de St-Pierre à Tulle.

18° Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, avril 1886.

Publications de Paris

1° Le bulletin monumental, sixième série, tome X. A signaler : 1° le compte rendu de l'exposition rétrospective de Bordeaux, dont le comte de Chasteigner a été l'un des organisateurs ; 2° le compte rendu du Congrès de Clermont-Ferrand.

2° Revue des provinces de l'Ouest, avril 1896. A citer : la continuation des notes pour servir à l'histoire du théâtre en Poitou par M. Henri Clouzot.

3° Bibliothèque de l'école des Chartes, tome LVII, première livraison, janvier-février 1896.

4° Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1895, numéros 3 et 4.

5° Le Journal des Savants, numéros de mars et d'avril 1896. A lire, dans ces deux fascicules, un article intéressant de M. Georges Perrat, sur le costume homérique.

6° Revue historique, tome soixante et unième, numéro 1, mai-juin 1896. A lire un article de M. Imbart, sur les paroisses rurales dans l'ancienne France, du iv^e au vi^e siècle.

7° Revue des études grecques, tome IX, janvier-mars 1896.

8° Revue de la Société des études historiques, quatrième série, tome XIII, année 1885.

9° Revue archéologique, mars-avril 1890. A signaler : un article de M. de Villenois, sur la patine du bronze antique.

10° Le Correspondant, numéros des 25 avril et 10 mai 1896.

11° L'Alliance scientifique, numéro du 25 juillet 1895.

12° La Mélusine, tome VIII, numéro 2, mars-avril 1896.

Publications régionales

1° Revue poitevine et des confins de la Touraine. et de l'Anjou, n°s 4, 15 avril 1896, et 5, 15 mai 1896. A signaler : notice sur Bonnevau, œuvre publiée par M. Léon Palustre.

2° Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des archives historiques de la Charente-Inférieure, XVI^e volume, 3^e livraison. On y rend compte de la part prise à la session des Sociétés savantes à la Sorbonne par MM. Luguët, Georges Musset et Lièvre. On y cite aussi avec éloges, à l'article bibliographique, les brochures de M. de la Bouralière sur les imprimeurs de Thouars, et sur les imprimeurs et les libraires du département de la Vienne, hors Poitiers.

3° Bulletin de Saint-Martin, 4^e année, n° 7, 1^{er} mai 1896.

4° Recueil de la commission des arts et monuments historiques de la Charente, et Société d'archéologie de Saintes, 4^e série, tome III, avril 1896.

5° Le mois bibliographique, bulletin catholique des livres et revues. Notice du 1^{er} mai 1896.

6° Revue du Bas Poitou, 9^e année, 1^{re} livraison. A lire : un article de M. Trébucq, sur la chanson populaire en Poitou.

Publications venant de l'étranger

1° Boletín de la real academia de la historia de Madrid, tome XVIII, avril et mai 1896.

2° Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique, quatrième série, 2^e partie, tome XXVI. A lire : un compte-rendu d'une notice, lue par M. le comte Charles de Beaumont à la réunion des Sociétés des beaux arts à Paris, sur une tapisserie Flamande du xvi^e siècle.

3° Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles, tomes IX et X.

4° Annales du cercle archéologique d'Enghien, tome IV, 4^e livraison.

SÉANCE DU 17 JUIN 1896.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4 sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente, qui est adopté, puis le président fait connaître la correspondance qui comprend :

1° Une lettre de M. le directeur [des Beaux-Arts au ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, relative à la 21^e session des Sociétés des Beaux-Arts des départements qui s'ouvrira le 20 avril 1897 en même temps que la réunion des Sociétés savantes.

2° Une lettre de M. Mongruel, qui remercie la Société de l'avoir admis parmi ses membres titulaires non résidents.

Le président fait connaître l'énumération et l'analyse des publications qui lui ont été adressées dans le cours de ce mois ; cette énumération est reportée à la fin du présent procès-verbal, puis il indique les dons qui lui sont parvenus.

Dons

1° Carthage : l'antique chapelle souterraine de la colline de Saint-Louis, par le R. P. Delattre. Don de l'auteur.

2° Starohrvatska prosvjeta glaselo Hivrakoga Starinarskoo Drutza nknini.

3° La Rochejaquelein, par M. René Vallette, offert par l'auteur.

4° 51 volumes et mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, plus trois atlas qui, ajoutés aux 57 volumes déjà reçus, portent à 108 volumes l'importance du don qui nous est adressé par le Ministère, à l'occasion du centenaire de l'Institut.

Le R. P. de la Croix demande qu'il soit fait un inventaire détaillé des volumes et des bulletins de cette très importante collection, afin qu'elle puisse être utilement consultée par les membres de la Société. Il sollicite également l'exhaussement des travées de la bibliothèque, et l'acquisition d'une échelle roulante, seul procédé pratique, pour atteindre et consulter commodément les volumes. La Société s'associe en principe au vœu exprimé par le P. de la

Croix, et s'en remet au conseil d'administration, pour prendre les mesures nécessaires à sa réalisation.

Le Président fait part à la Société du décès de deux de ses membres : M. Duret et M. Jules Simon, et prononce à cette occasion l'allocution suivante :

Messieurs,

Le mois qui vient de s'écouler a été attristé par des deuils.

La mort nous a enlevé non seulement M. Duret, membre titulaire non résidant, mais encore l'illustre académicien auquel, en 1893, nous avons décerné le titre de membre d'honneur.

M. Léon Duret, ancien conseiller à la cour de Rennes, fut un aimable poète aussi bien qu'un savant et distingué magistrat. J'ai eu, plus que beaucoup d'autres, l'occasion d'apprécier son mérite, car il fut le chef de service sous lequel je fis mes débuts dans la carrière de la magistrature.

Que vous dirai-je de M. Jules Simon, après tous les hommages rendus, à la tribune et dans la presse, à l'admirable auteur de tant d'œuvres maîtresses qui le placèrent aux premiers rangs de la hiérarchie littéraire. S'il nous est interdit, à bon droit, de faire ici de la politique, il nous est du moins permis de louer l'éloquence de l'orateur et l'esprit de modération dont fut toujours animé l'ancien ministre des cultes. C'est cet esprit dont, en ces derniers temps surtout, s'inspirèrent tant d'éloquents plaidoyers en faveur de la liberté de croire et de prier.

Pour avoir appartenu aux plus hautes sphères du monde politique et littéraire, M. Jules Simon n'en est pas moins demeuré un fidèle et chaleureux ami de la province. Nous pouvons même dire qu'il est des nôtres, car, en l'année 1893, il a acquis chez nous droit de cité.

Vous vous rappelez, Messieurs, cette séance du 4 juin 1893 où, présidant la société d'encouragement au bien dont il était le fondateur, M. Jules Simon annonçait à la Société des antiquaires de l'Ouest l'honorable et exceptionnelle récompense décernée à ses travaux. A la médaille d'honneur que nous reçûmes de ses mains, nous répondîmes par le seul tribut que pussent lui payer notre gratitude et notre courtoisie; et c'est ainsi que le nom de M. Jules Si-

mon se trouve en tête de notre liste, comme membre d'honneur.

Un des meilleurs souvenirs de ce mois de juin 1893 est celui de la réception que nous fîmes à M. Jules Simon dans notre musée des Augustins qui parut l'intéresser vivement. Quelques temps après, il nous rappelait, en termes flatteurs, ses impressions de cette visite, dans une lettre charmante, comme il savait en écrire.

M. Jules Simon est mort octogénaire. Si nombreuses que soient les années qu'a comptées dans sa carrière l'éminent académicien, il y avait, en sa belle intelligence, une vigueur de sève qui promettait encore de nouveaux fruits. Sa mort est donc une double perte pour la science et pour les lettres, et par suite une double cause de regrets.

Dons faits en séance.

M. le commandant Marais offre à la Société un exemplaire du tirage à part de son étude sur le crochet gallo-romain, donné par M. le docteur Poupelard, ainsi que des épreuves des photographies de statuettes gallo-romaines, appartenant à la Société, envoyées par lui à M. Salomon Reinach ; il donne lecture d'une lettre qui lui a été adressée par ce savant qui discute les attributions de certaines de ces statuettes.

Voici les principales observations de M. Reinach.

1. Musée de la ville, vitrine de Sanxay. — Statuette désignée sous le nom de Pâris, attribution donnée par M. Rayet lorsque le P. de la Croix a présenté cette statuette à la Société des Antiquaires de France : « Plutôt un phrygien du cortège de Mithra que Pâris, auquel la bipenne, hache de sacrifice, ne convient guère. »

2. Musée des Antiquaires de l'Ouest. Minerve. — La jambe gauche est nue, la robe étant relevée. M. le commandant Marais avait fait remarquer à M. Reinach que cela ne paraissait pas convenir à la chaste Minerve. « Il existe, répond M. Reinach, un type remontant au VI^e ou au V^e siècle qui est celui d'Athéna-Niké. On a souvent confondu plus tard les types d'Athéna et de la Victoire. Or, la jambe droite nue est un caractère fréquent des figures de la Victoire à l'époque hellénistique. Nous avons donc ici un type mixte très intéressant ; jamais un faussaire n'aurait songé à cela. »

3. Même musée. — Statuette désignée sous le nom de Harpocrate.

« Je connais plusieurs figurines analogues, mais la désignation d'Harpocrate est arbitraire. Dans mon répertoire, ces statuettes seront simplement qualifiées d'HOMMES DRAPÉS.

Relativement au crochet gallo-romain, M. l'abbé Bleau ajoute aux autorités sur lesquelles s'est appuyé M. le commandant Marais, celle de la Bible et lit la note suivante :

Dans la note de M. le commandant Marais, au sujet d'un crochet en bronze appartenant à la Société, note insérée dans notre Bulletin du 1er trimestre 1896, l'auteur, s'appuyant sur les témoignages de M. Raoul-Rochette, de M. Helbig, de MM. Babelon et Blanchet, et de M. Salomon Reinach, incline très justement à penser que ledit crochet était un instrument de sacrifice.

Or, à tous les témoignages déjà cités par M. le commandant Marais je dois en ajouter un autre d'une réelle valeur, qui confirme les précédents : c'est le témoignage même de la Bible.

Au premier livre des Rois, chap. II, v. 13, la Bible, racontant les rapines commises dans le temple de Jérusalem par les fils du grand-prêtre Héli, s'exprime en ces termes :

« Quicumque immolasset victimam, veniebat puer sacerdotis, dum coquerentur carnes, et habebat fuscinulam tridentem in manu sua; et mittebat eam in lebetem, vel in caldarium, aut in ollam, sive in cacabrum et omne quod levabat fuscinula, tollebat sacerdos sibi. » (Lib. Prim. Reg., cap. II, v. 13 et 14).

Traduction : « Dès que quelqu'un avait immolé une victime, le serviteur du prêtre arrivait, pendant qu'on faisait cuire les viandes du sacrifice ; et tenant à la main une fourchette à trois dents, il la plongeait dans la chaudière ou dans le chaudron, dans la marmite ou dans le vase, et tout ce qu'il pouvait enlever avec la fourchette était attribué au prêtre ».

Comme on le voit, ce texte confirme pleinement la conclusion adoptée par notre distingué confrère, relativement à l'usage auquel était destiné le curieux crochet de bronze offert à la Société des Antiquaires par M. le docteur Poupelard.

Ce crochet serait donc identique à la fuscinula dont nous parle la vieille Bible des Hébreux, et qui était déjà en usage au temps des grands-prêtres Héli et Samuel, c'est-à-dire environ 1080 ans avant Jésus-Christ.

C'est précisément à la même époque que remontent les crochets ou fourchettes à cinq branches, signalés par M. Helbig dans le texte également d'Homère et qui servaient pour les sacrifices.

Ainsi tous ces témoignages convergent unanimement vers la conclusion proposée à la Société par notre honorable et savant confrère.

M. Le Président, au nom de Madame Palustre, fait don du cliché du dessus du pupitre de Sainte-Radegonde.

M. l'abbé Bleau offre, de la part d'un élève du Lycée qui l'a trouvée dans une maison située rue Carnot, une monnaie gauloise qui doit être déterminée par M. Alfred Richard.

Il est ensuite procédé à un vote sur la présentation, en qualité de membre titulaire non résidant, de M. Jules Machet de la Martinière demeurant à Paris.

M. de la Martinière est admis en cette qualité.

M. Luguët présente ensuite les intéressantes observations suivantes :

NOTE SUR L'ÉGLISE ST-HILAIRE DE POITIERS

Le principe de la classification naturelle en architecture impose l'examen des membres principaux et des membres secondaires des édifices. Il faut étudier, à part, les conditions mathématiques et géométriques de la construction, qui donnent les traits essentiels d'une Ecole. C'est d'après les caractères de la voûte par exemple que l'on peut à coup sûr rattacher à l'école d'Auvergne et au roman auvergnat certaines églises bien connues du Poitou et de la Saintonge. Quelques particularités tenant plutôt à la partie esthétique et au système d'ornementation, méritent également d'être prises en sérieuse considération. C'est à ce titre que nous signalerons la présence à l'église St-Hilaire de Poitiers du médaillon dit en copeau. Cet humble détail a son importance, en ce qu'il apporte un argument de plus à la thèse des partisans de l'évolution en architecture. Il figure en effet un chevron à l'extrémité d'une poutrelle, chevron orné tout d'abord par les copeaux frisés sous l'action d'un instrument tranchant. La tradition s'est conservée, et nous voyons reproduits sur la pierre ces frisures qui n'avaient primitivement leur raison d'être qu'avec les poutrelles de bois.

NOTE SUR UNE HACHETTE DE MÉTAL

L'objet que j'ai l'honneur de soumettre à l'examen de la Société n'est pas unique. Il en existe un exemplaire au musée d'artillerie à Paris, un autre chez l'un de nos collègues, un autre chez un marchand de la Rochelle, et un autre chez un marchand de Poitiers.

Les quatre premiers sont en fer doux; le cinquième est en bronze. Ces objets diffèrent tous par le poids, les dimensions et les ornements. Leur bas prix dans le commerce écarte tout soupçon de fraude.

La hachette présentée par M. Luguët mesure 0 m. 11 dans sa plus grande hauteur ; la partie tranchante est de 0. m. 08.

Quoique rien ne puisse remplacer une photographie ou un dessin on aura une idée de cette hache par les quelques traits suivants. L'œil est supporté par une tête fantastique reposant sur la croupe d'un lion héraldique accroupi sur la bande formant le tranchant, et retourné pour regarder la tête. Ces deux figures sont ainsi disposées sous le manche. A l'opposé, et par conséquent sur l'extrémité du manche, un personnage nu, d'un aspect grotesque, tenant des deux mains une forme ronde sur son ventre proéminent, est debout, adossé à la grosse tête. Derrière sa nuque, ses cuisses et ses mollets, cette statuette est ajourée par rapport à l'aile de la hache. Le lion est découpé à jour dans la partie supérieure, inférieure et postérieure du corps.

Le système d'ornementation de chaque côté extérieur de l'œil reproduit des motifs qui rappellent le xiii^e siècle, par comparaison avec les sculptures de cette époque.

L'une de ces haches appartenant à l'un de nos collègues porte sur la partie supérieure de l'œil une face barbue.

Le menton de la grande figure est relié par un petit bonhomme nu couché sur le dos, à la gueule du lion qui semble vouloir l'avaler.

Aucun de ces objets ne paraît avoir été une arme. La nature du métal, les dimensions exigües de la hachette, dont le poids et la force de propulsion et de résistance sont diminués encore par les ornements ajourés, ne permettent pas de lui attribuer un usage pratique dans un combat.

D'un autre côté elle a un caractère trop sérieux pour être un jouet.

Resterait une troisième hypothèse que nous émettons avec ré-

serve ; peut-être était-ce un insigne de corporation, un emblème porté dans les cérémonies et les fêtes d'apparat. C'est dans cette voie que nous dirigeons nos recherches afin d'aboutir à une conclusion.

En attendant, nous constaterons que la question a passé par différentes phases au musée d'artillerie. Désigné d'abord sous le nom de hachette d'un duc de Bretagne, l'objet analogue qui s'y trouve a été catalogué depuis sous le titre de : hachette d'origine scandinave. Reste toujours à savoir l'usage qu'on pouvait en faire.

A la prochaine séance, M. Luguët se propose d'entretenir la Société sur deux sujets, dont l'un est relatif aux vieux airs poitevins, qu'il désire étudier devant elle.

Il est décidé par la Société que, cette année comme les précédentes, la séance mensuelle prochaine aura lieu le jeudi 9 juillet à 2 heures de l'après-midi.

Lecture

M. l'abbé Bleau donne lecture d'un travail ainsi intitulé :

Nicolas IV et le diocèse de Poitiers.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance, autres que ceux mentionnés parmi les dons.

Publications provenant des départements

1° Bulletin de la Société de Borda, 21^e année, 1896, 1^{er} trimestre.

2° Revue Savoisienne, mars-avril 1896.

3° Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux, tome XIX,

4^e fascicule, et tome XX, 1^{er} et 2^e fascicules.

4° Le monde des plantes, 1^{er} juin 1896.

5° Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, tome XV, 1^{er} bulletin.

6° Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n° 221, juin 1896.

7° Bulletin historique de la Société des antiquaires de la Morinie, année 1896, 1^{er} fascicule.

Publications régionales

1° Bulletin de St-Martin, n° du 1^{er} juin 1896.

2° Le mois bibliographique, bulletin catholique des livres et revues, 1^{er} juin 1896.

3° Revue poitevine et des confins de la Touraine et de l'Anjou, n° du 15 juin 1896. — A lire : le compte rendu du congrès de la Société d'ethnographie à Niort et du mémoire de M. de la Bouralière sur les imprimeurs et les libraires du département de la Vienne.

Publications étrangères

1° Boletín de la real academia de la historia, juin 1896.

2° Numismatic chronicle, 1896, n° 1.

Publications provenant de Paris

1° L'alliance scientifique, 10 mai 1896.

2° Bulletin de la Société des Antiquaires de France, année 1896. —

A signaler : 1° le rapport de M. de Barthélemy sur le travail de M. Lièvre sur les puits dits funéraires où, sans trancher la question, l'éminent archéologue appelle l'attention des savants sur ce travail ; 2° l'admission de M. Bonvallet comme associé correspondant national ; 3° l'admission au même titre de M. le comte Charles de Beaumont.

3° Mémoires de la Société des Antiquaires de France pour l'année 1893. — A signaler : la publication, par M. Paul Durrieu, de l'acte original de la ligue de Gien, en date du 15 avril 1410, dont le principal signataire fut Jean de France, duc de Berry, comte de Poitou. Une planche reproduit le fac-simile de cet acte et de la signature de Jean de Berry.

4° Table alphabétique des publications de l'Académie celtique et de la Société des antiquaires de France pour la période 1807 à 1889.

5° Bulletin de la Société d'agriculture et de commerce de Caen. Juillet-décembre 1893.

6° Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, 1^{er} et 2^e semestres de l'année 1893. — A signaler : le procès-verbal de la séance du 2 avril 1893, où il est rendu compte de la réception du Père de la Croix et des observations de ce dernier sur les fouilles de Saint-Similien, à Nantes.

7° Le bulletin monumental, sixième série, tome X.

8° Nouveau dictionnaire de géographie universelle de M. Vivien Saint-Martin, supplément, 4^e fascicule — Balkang-Berlin.

9° Le Correspondant, n° 9 des 25 mai et 10 juin.

TROIS ORDONNANCES INÉDITES DE FRANÇOIS I^{ER}

Relatives aux privilèges de la ville de Poitiers

Par M. Alfred BARBIER

J'ai déjà publié, soit dans les *Mémoires*, soit dans les *Bulletins* de notre société, divers actes inédits du roi François I^{er}, tirés d'archives privées ou de celles de la ville de Poitiers. De nouvelles recherches m'ayant permis de constater qu'il existait d'autres documents de cette nature, je crois utile de les faire paraître; telles sont les ordonnances de mai 1515, donnée à Blois, du 14 juin 1534, à Paris, du 22 mai 1541, signée à Châtellerault.

A propos de cette dernière, Giry, dans ses *Etablissements de Rouen*, a émis un doute sur son existence, n'en ayant, dit-il, trouvé aucune trace, bien qu'elle ait été signalée dans l'ancien inventaire des archives municipales de Poitiers (M. S. 144 de la bibliothèque). Cette incertitude doit cesser aujourd'hui attendu que l'ordonnance dont il s'agit est transcrite tout au long dans le registre n° 23 des délibérations du corps de ville, pp. 294 et suivantes. Elle est donc authentique.

Sur le but de ces trois ordonnances, il y a lieu de faire remarquer que la première (mai 1515) et la dernière (22 mai 1541) confirment en termes généraux les privilèges accordés à la ville par Louis XII, beau-père de François I^{er} et par ses prédécesseurs. La seconde (14 juin 1534) a un objet spécial : elle dispense les maire, bourgeois, échevins et habitants de Poitiers de comparaître aux bans et arrière-bans, lourde charge imposée en vue de la défense nationale, mais en les astreignant à un service plus doux, celui de « conserver la ville en bonne et grande sécurité ». Dans l'espèce, le sénéchal du Poitou avait été chargé de l'exécution de l'ordonnance qui provoqua les réclamations des habitants de la ville. Rappelons en quelques mots que ce sénéchal était Antoine des Prez, seigneur de Montpezat et du Fou, gentilhomme de la chambre du roi. Ce personnage, qui a marqué dans notre histoire locale, avait reçu, dès le 15 août 1532, les provisions des offices de sénéchal de Poitou et de capitaine du

château de Poitiers. Son fils Melchior hérita de ces offices, mais étant trop jeune pour les remplir, son père continua de les exercer quelque temps. Les Montpezat étaient fort bien en cour et très appréciés du roi. Le catalogue des *Actes de François I^{er}*, nous en révèle des preuves irrécusables.

Constatons ici, sans entrer dans de plus amples détails, que la ville de Poitiers a obtenu des rois de France auxquels elle à presque toujours été fidèle de nombreux privilèges se rapportant à des objets divers. Ceux auxquels elle attachait le plus grand prix remontent au règne de Charles V (décembre 1372) conférant la noblesse héréditaire aux maire, échevins et conseillers jurés de la vieille et catholique cité. Confirmés à diverses époques, puis contestés par les Généraux des finances, les Elus ou la Cour des comptes, l'échevinage composé de l'élite de la bourgeoisie et des marchands que les titres nobiliaires flattaient particulièrement se sentait toujours menacé dans ses aspirations les plus chères. Les uns voulaient rester en possession de leurs privilèges déjà bien payés, les autres espéraient en user dans l'avenir et s'élever à une position sociale enviée de tous. Aussi, dès l'avènement de François I^{er} au trône et plus tard lorsque ce roi fastueux et dépensier vint à Châtellerault, en mai 1541, marier sa nièce Jeanne d'Albret avec le duc de Clèves l'échevinage s'empressa-t-il de saisir l'occasion qui lui semblait favorable d'obtenir une nouvelle confirmation qui devait être aussi éphémère que les précédentes (4). Deux notables du conseil de ville, René Berthelot et James de Lauzon, furent chargés de négocier cette importante affaire qui s'accomplit sous le mairat de Pierre Prévost. Les ambassadeurs municipaux réussirent dans leurs démarches, et moyennant finance, bien entendu, le roi signa à Châtellerault les lettres-patentes qui furent remises quelques jours après à l'échevinage.

Après ces explications nécessaires, il ne nous reste qu'à donner le texte des trois ordonnances en question.

(4) François I^{er} fit de fréquents séjours à Châtellerault en 1519, 1520, 1526, 1530, 1536 et 1541.

May 1515. — FRANÇOIS 1^{er}.

« FRANÇOIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE, savoir faisons a tous pns et advenir nous avoir receu humble supplicacion de noz chers et bien amez les mayre, eschevins, bourgeois, manans et habitans de nre ville de Poitiers, contenant que par noz prédécesseurs de bonne mémoire les roys de France, que Dieu absoille (*sic*) pour plusieurs bonnes, justes et raisonnables causes et considérations que à ce les ont meuz, leur a esté donné et octroyé, conservé et confirmé plusieurs beaux privilèges, prérogatives, préheminences, franchises, exemptions et libertez, et mesment par feu nre très cher seigneur et beau père le Roy derrenier déceddē que Dieu absoille (1) qui sur ce leur en a octroyé ses lres en forme de charte, lesquelles leur ont esté bien et deuement vérifiées et expédiées dont ilz ont joy et usé, joyssent et usent encores de pnt deuement et paisiblement, maiz ilz doubtent que au moyen du trespas denred. feu seigneur et beau père aucuns noz officiers ou autres les vouldissent en ce aucunement empescher s'ilz n'en avoient confirmacion en nous humblement requérir icelle et sur ce leur impartir notre grâce et libéralité. Pourquoy nous, les choses dessusd. considérées et même la bonne foy et loyauté dont lesd. suppts ont tousiours entièrement usé envers noz prédécesseurs et la Couronne de France, espérans qu'ilz feront encore nous le semblable, voulans par ce les entretenir en leurs privilèges, franchises et libertez et en tous leurs faiz et affaires les humainement et favorablement traicter de tout nre pouvoir, ausd. suppts, mayre, eschevins, bourgeois, manans et habitans de lad. ville de Poitiers, pour ces causes et autres à ce mouvans, tous et chuns les privilèges, prérogatives, préheminences, franchises, libertez, exemptions à eulx donnez, octroyez, continuez et confirmez par nosd. prédécesseurs, mesmement par notred. feu seigneur et beau père, ainsi qu'ilz sont au long contenuz, spécifiez et déclairez es lectres à eulx sur ce octroyées dont ils feront apparoir quant besoing sera, avons louez, ratifiés, confirmez et approuvez, et par la teneur de ces présentes de notre grâce espal, plaine puissance et auctorité, louons, confirmons, ratifions et approuvons, et voulons et nous plaist qu'ilz en jouissent et usent tout ainsi par la forme et manière par la forme qu'il est coutume en leurd. lres et si avant qu'ilz et leurs prédécesseurs en ont par cydevant deuement et justement joy et usé, joissent et usent à pns paisiblement comme dit est, jaça ce que iceulx privilèges, franchises, libertez et exemptions ne soient cy autrement spécifiez et déclairez. Ordonnons en mandement par ces mesmes putes à noz amés et feaulx les gnaulx, conseillers par nous ordonnez sur le fait et gouvernement de nos finances, de la justice de noz aydes à Paris, aux senéchal de

(1) Louis XII, mort en 1515.

Poictou, esleuz sur le fait de nos aides et tailles ond. pays et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans présens et advenir et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra que noz pns grace, confirmation, ratification et choses dessusd., ilz facent sousfrent et laissent lesd. supplians joyr et user plainement et paisiblement sans leur frè mecre ou donner ne souffrir estre faict mis ou donné ore ne pour le temps advenir aucun destourbier ne empêchement au contraire, maiz tout ce que fait ou mis leur aurait esté le mecent ou facent mecre à plaine délivrance et au premier estat et deu. Et pour ce que de ces présentes on pourra avoir à faire en plusieurs lieux, nous voulons que à ce vidimus d'icelles fait soubz scel royal foy soit adjoustée comme à ce présent original et affin que ce soit chose ferme et estable à tousiours, nous avons fait mecre notre scel à cesd. présentes, saufrent autres choses notre droit, et l'autrui en toutes. Donné à Bloys, on moys de may, l'an de grâce mil cinq cens et quinze. »

Sur le repli on lit : Par le Roy Dutillet visa. — Contentor : Guyot.

(Archives de la ville de Poitiers, carton 2, A, 35.)

14 juin 1534. — FRANÇOIS 1^{er}.

FRANÇOIS PAR LA GRACE DE DIEU, à tous ceulx que ces présentes lettres verront, salut, reçu avons humble supplicacion de noz chiers et bien amez les maire, bourgeois, eschevins et habitans de nostre ville et cité de Poictiers contenant que nous et nos prédécesseurs considérans la bonne grande loyauté et vraye obéissance que lesd. supplians et leurs prédécesseurs ont touzours eue envers nous et les nostres et pour touzours tenir et conserver ladicte ville en bonne et grande seureté, leur ont donné et octroyé plusieurs beaulx previllèges, franchises et libertez et entre autres qu'ilz ne sont tenuz aller ne comparoir aux ban et arrière ban qui sont par nous mandez et ordonnez ne pour ce desemparer nostred. ville de Poictiers, ains tenuz icelle garder en nostred. obeissance, des quelz previllèges et exemptions ilz ont touzours joy paisiblement et joissent de présent, néanmoins, soubz umbre que les nobles et autres subgectz à nostred. ban et arrière ban de nostred. conté de Poictou ont esté mandez pour comparoir au jour et heure assigné par devant nostre ami et féal conseiller le seigneur de Montpezat, sénéchal de Poictou au pénultième jour de juing prouchainement venant exemptz et non exemptz, previllégiez et non previllégiez, lesd. supplians doubtent que l'on leur vouldist enfreindre leurd. previllèges, exemptions, franchises et libertez combien que lesd. commandemens soient en termes généraulx et que en iceulx ne en lettres par nous sur ce décernées ne soit faicte aucune mencion desd. previllèges, exemptions, franchises et libertez par nous et noz prédécesseurs à eulx concédez, nous humblement requérans sur ce leur pourveoir de nostre grâce provision et remède convenable, pour ce est il que nous ces choses considérées, désirant favorablement traicter lesd. maire, bourgeois, eschevins, manans et habitans à ce qu'ilz soient plus tenuz et en-

clins continuer envers nous et nos successeurs en grande loyauté et vraye obelissance, avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons que ce n'est nostre plaisir, vouloir ne intencion que au moien de sesd. commandemens ainsi faiz de par nous généralement en nostre d. conté de Poictou pour le fait de nosd. ban et arrière ban, lesd. previllèges, exemptions, franchises et libertez par nous et nos prédécesseurs octroyez et confirmez ausd. maires, eschevins, bourgeois, manans et habitants ne soient aucunement arrompuz ne enfirmez, ains que dud. affranchissement et exemption et aux charges contenues en leursd. previllèges, ils joissent et usent sans fraulde paisiblement, tant et si avant qu'ilz en ont pardevant joy et usé et qu'ilz en joissent de présent et pourveu touttefoys que iceulx subjectz à noz ban et arrière ban, habitants en ladicte ville seront tenuz faire leurs monstres devant led. sénéchal de Poictou ou son lieutenant dedans six sepmaines prochainement veneus, montez, armez et en l'estat deu et convenable pour la garde et deffence de ladicte ville. Si donnons en mandement par cesd. présentes aud. sénéchal de Poictou ou à son lieutenant ou autres qui ont esté ou seront par nous commis sur le fait de nosd. ban et arrière ban, et à tous nos autres justiciers, officiers et subjectz ou à leurs lieutenans que nostred. présente déclaration ils entretiennent, gardent et observent, facent entretenir, garder et observer et du contenu en icelle lesd. supplians et leurs successeurs joyr et user pleinement et paisiblement, sans leur mectre ou donner ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun destourbier ne empeschement, lequel si fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, ils leur mectent ou facent mectre incontinant et sans delay à plaine et entière délivrance, car ainsi nous plaist il estre faict nonobstant comme dessus et quelzconques lettres subreptices impectrées ou à impectrer à ce contraires.

En tesmoing de ce nous avons faict mectre nostre scel à cesd. présentes. Donné à Paris le XIII^e jour de juing, l'an de grâce mil cinq cens trente quatre et de nostre règne le vingtiesme.

Sur le repli on lit :

« Par le Roy en son Conseil.

BOCHETEL. »

(Arch. de la Ville de Poitiers, carton 3. A. 37.)

30 mai 1544. — FRANÇOIS I^{er}.

« Monsieur le maire a remis sur le tablier les lettres patentes du roi pour la confirmacion des privilèges delad. maison de céans données à Châtellerault le XXII^e jour de may, l'an mil cinq cens quarante ung et du règne dud. seigneur le XXVII^e, signées, par le Roy, maistre Lazaire de Baÿf, maistre des requestes ordinaire de l'houstel, présent, Bayard, et scellées du grand sceau des quelles la teneur sensuyt : »

— Six sceaulx.

« FRANÇOIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE, à nos amez et féaulx les généraulx conseillers sur le fait de la justice de nos aydes à Paris, salut et dillection. De la partye de nos amez et féaulx les mayre, eschevyns, consellyers, bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Poitiers, nous a esté humblement expousé que dès longtemps par nos prédécesseurs Roys de France et pour bonnes et justes causes et considérations, ausd. expousans ont été donnez plusieurs privilliges desquels eulx et leurs prédécesseurs auroient tousjours joÿ paisiblement et les quelz auroient esté par nous et nos prédécesseurs confirmez et lesd. confirmacions, veues, leues et consenties par les généraulx de nos finances, sénéchal du Poictou ou son lieutenant et les esleuz dud. pays auxquels auroit esté mandé faire souffrir et laisser joÿr lesd. expousans de leursdits privilliges et confirmation. Or que bien que par nos lettres de confirmation (1) et celles de nostre feu très cher et beau père le Roy Loys douziesme (2) que Dieu absolve, vous cust été mandé les en souffrir et laisser joÿr. Toutesfois lesd. expousans ayans esgard à l'antiquité de leurs privilliges et ad ce que par avant la confirmation d'iceux faicte par nostre très cher et beau père n'avoit esté mandé les vérisfier par devant vous et qu'ilz avoient esté par avant vérisfiez leuz et publiez et enregistrez en nostre chambre des comptes dès le XXVIII^e jour de janvier, l'an mil troy^e soixante et douze (3), et ad ce que depuys la confirmation par nous faicte, nostre ordonnance auroit esté publyée, n'auroient par devant vous requils lecture, publication ne verification en estre faicte que naguyeres nostre personne et nostre court se seroit parti auparavant delad. publicacion et verifiscacion faicte par lesd. esleuz. A l'occasion de quoy doubtant sur ce les expousans que vous ou nostred. personne les voulliez empescher en la joyssance de leursd. privilliges et que fissiez difficulté sur lesd. privilliges et confirmation d'iceux, faire lysre, publier et enregistrer et vérisfier pardavant vous comme seroit la totale ruïne et désolacion de lad. ville parce que au moyen desd. privilliges elle est habitée, entretenue et conservée de plusieurs personnes qui sans lesd. privilliges ne se y tiendroient, qui font nostre grand dommaige et [à] nostre républicque. Pour ce est il que nous ces choses considerans ayant esgard à la parfaicte et insigne fidélité que lesd. expousans et leurs prédécesseurs ont tousiours heu et ont à nous et à la couronne de France à laquelle ils sont inséparablement uniz désirant favorablement les traicter et entretenyr en leurs privilliges, franchises et immunittez et l'entretienement et accroissement delad. ville et pour plu-

(1) Données à Blois en mai 1515. Original, archives communales de Poitiers, carton 2, A 35. — Cat. des actes de François I^{er}, n^o 227.

(2) Confirmées par Louis XII, à Soissons, juin 1498. François I^{er} avait épousé Claude de France, fille de Louis XII, et d'Anne de Bretagne.

(3) Il s'agit des lettres de décembre 1373, enregistrées le 28 janvier 1373 (n. s.), par lesquelles Charles V accorde la noblesse héréditaire aux maire et échevins de Poitiers.

sieurs bonnes et grandes considérations ad ce nous mouvans, vous mandons et expressement enjoignons en qu'autant par si besoing est par ces présentes que lesd. privillegies et confirmacions d'iceux vous lesiez liere, publier et registrer et verisfier en vostre court suyvant nostre ordonnance, nonobstant le laps de temps requis, ne ayant requis par devers vous comme il estoit mandé par ainsi que dessus et requis par nostre ordonnance, et que par nosd. lettres de confirmation ils eussent donné à entendre lesd. privillegies avoir esté duhment verifiez et expédiez. Comme ne leur voulons nuyre ne préjudicier en aucune manière, ains en tant que besoing serait; de nostre certaine science, playne puissance et auctorité royale, les en avons relevé et relevons de grâce espediale par ces présentes, car ainsi nous plaist il estre fait, et aussi nonobstant led. appel ainsi interprété par nostred. personne de lad. lecture, publication et verisfication faicte par lead. esleux et relevé, comme dict est. Auquel nostred. personne nous avons impousé et impousons perpétuelle scelleure, nonobstant rigueur de droit et quelconques lettres subreptices ou obreptices impétrées ou à impétrer à ce contraires. — Donné à Châtellerault, le XXIJ^e jour de may, l'an de grâce mil cinq cens quarante et ung et de nostre règne le XXVIJ^e, ainsi signé : Par le Roy, Me Lazare de Baÿf, maistre des requeste ordinaire de l'ostel présent (1), Bayard, et scellé de cire jaulne du grands sceau à simple queue. »

(*Arch. de la ville de Poitiers. Reg. 23 des délibérations du corps de ville, pp. 294 et s.*)

(1) Ambassadeur de François I^{er} auprès de la république de Venise en 1530; conseiller au Parlement de Paris, abbé commendataire des abbayes de la Grainetière et de Charroux, 1533, 1536, 1540 et 1543. Il mourut en 1545.

Son fils naturel, Jean Antoine, législateur français, naquit à Venise en 1522.

Trois documents sur la pyramide de St-Hilaire

Par M. l'abbé COLLON

La présente communication concerne la pyramide qui surmonte le monument élevé sur la place du Lycée aux combattants de 1870. Récemment une publication de M. l'abbé Rosière (1) faisait connaître au public l'histoire de ce marbre, et l'auteur a bien voulu nous adresser un exemplaire de sa brochure. Mais ce qui suffit au public pouvant paraître insuffisant pour une société savante, je crois qu'il y a quelque raison de signaler à notre compagnie, trois documents relatifs à l'origine de la pyramide.

« Le monument, dit M. Rosière, p. 3, fut élevé en haut de la rue « *Neuve de la Pyramide*, en face de l'échevinage, l'an 1615, sous la « mairie de Pierre Pidoux de Malaguet. Or, je dis que cette pyra- « mide de marbre rose est bien celle qui nous intéresse et dont nous « recherchons l'origine. Elle a son histoire. Golnitz, écrivain hollan- « dais, en parle dans un récit de voyages qu'il fit en Gaule et en « Belgique, l'an de grâce 1631. » Suit le texte de Golnitz qui se contente de noter l'existence de la Pyramide, sans parler davantage de son origine. Tout le monde sait qu'elle faisait partie du monument élevé en souvenir d'un miracle opéré par S. Hilaire, lors de son retour d'exil.

Le monument primitif, dit miracle de S. Hilaire, que le R. P. de la Croix a fait replacer au n° 21 de la rue Bourbeau, faisait face à l'hôtel de ville et il était adossé à une maison appartenant au roi (sans doute en raison de sa tour de Maubergeon), qui en fit don à la ville, ainsi que le relate la délibération du conseil ordinaire du 6 juillet 1628 (78° registre des délibérations du corps de ville, pp. 290, 291).

« Maître Vincent Barbier chapelain de Notre Dame de Fougères « dépendant de St Cyprien, demande le paiement de 11 années « d'arrérages d'une rente foncière de 40 sols établie sur la maison « et jardins qui estoit appelée la maison du miracle saint-Hilaire,

(1) *Historique de la Pyramide*, etc... Poitiers, Oudin, 1896.

« ou est de présent la pyramide davant l'hostel de ville, donnée
« par le roy à la dite maison commune pour y faire la dite ruhe et le
« minage, etc... » Or, quand il s'agit d'embrancher la rue Neuve sur
la rue St-Porchaire, il fallut abattre le groupe de maisons dont faisait
partie le logis ci-dessus indiqué.

La ville ne devant probablement utiliser qu'une partie de l'im-
meuble royal vendit le reste à un sieur Brunet, procureur de la maison
commune (?), à la charge, pour l'acquéreur, de réédifier à ses frais
le monument commémoratif du miracle. Mais le temps se passait,
et comme la reconstruction n'avait pas encore eu lieu en 1616, un
généreux anonyme offrit alors de s'en charger. Voici la délibération
« du lundy ix^e de may 1616 » qui indique ces deux particularités.
« M. le maire a dict y avoir une personne d'honneur lequel est en
« volonté faire faire une pyramide pour mettre une croix et en
« icelle poser le miracle St-Hillaire, et ce au lieu ou est de présent
« la rue neufve, davant la maison de ville, et y avoir, ainsi qu'a ouy
« dire M. le maire, feu mond. s. Brunet, lequel a prins et achapté le
« lieu et maison ou estoit led. miracle, estre tenu faire faire une
« croix ou perrier pour poser et mettre la pierre dud. miracle, et
« partant qu'il seroit à propos veyr le marché dud. feu Brunet et
« pour cest effect parler à sa vuefve.... » (70^e rég. des délibérations,
p. 176.)

L'enquête ordonnée avait-elle abouti à un arrangement quelcon-
que ? Le registre n'en parle point, mais le maire fut autorisé, par
délibération du 23 mai, à accepter l'offre proposée : « Monsieur le
« mayre est prié accepter l'offro qu'il a rapporté luy avoir esté faite
« par certain personnage, scavoir qu'il feroit par dévociion, metre
« construire et eslever une pyramide ou sera enclos les pierres
« esquelles est engravé le miracle de M. St-Hillaire, qui ont esté
« tirées de la maison qui a esté démolie devant ceste maison com-
« mune pour y faire une ruhe... et de faire que led. personnage
« exécute sond. offre, et que à ceste fin monsieur le mayre luy
« monstre l'endroit ou il sera à propos placer lad. pyramide, et
« que ce soyt au droict du lieu dont lesd. pierres dud. miracle ont
« esté ostées, et à la moindre incommodité du public pour le pas-
« sage de lad. ruhe neufve que faire se pourra... »

Telle est l'origine de cette pyramide élevée en 1616, sous la mairie

de Pierre Pidoux, sieur de Malaguet. Et maintenant le généreux donateur conserva-t-il toujours l'anonyme ? Une délibération du 13 mai 1628, rég. 76, p. 167, relative à l'aliénation des terrains avoisinant la place appelée de la Pyramide, indique que le personnage d'honneur, qui par dévotion s'engageait à rétablir le monument détruit, n'était autre que l'évêque de Poitiers. On lit en effet :
« Led. sieur maire a proposé de faire oster la piramide du lieu ou
« elle est, en cas qu'elle incommode la ruhe et la ranger en un
« couing proche le logis de M. Vidard sr de St-Clair eschevin du
« consentement de monsieur de Poitiers qui l'y a faict mettre, au-
« quel led. s. maire en a communiqué. »

Il résulte de ce texte que la pyramide en question doit être attribuée à Henri Chasteigner de la Roche Pozay, alors évêque de Poitiers.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

TROISIÈME TRIMESTRE DE 1896

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. TORNÉZY, secrétaire.
 - II. — *Le canon dans l'armée d'Édouard III (Crécy 1346) et dans celle du prince de Galles (siège de Romorantin, 1356)*, par M. le colonel BABINET.
 - III. — *Les reliques de Sainte Victoire Marose conservées au trésor de l'église cathédrale de Poitiers*, par M. l'abbé COLLON.
 - IV. — *Note sur l'occupation de Poitiers par Duguesclin le 7 août 1372*, par M. B. LEDAIN.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

Pendant le cours du troisième trimestre de l'année 1896, la Société s'est réunie en séance ordinaire le 19 juillet.

SÉANCE DU 19 JUILLET 1896

La séance est ouverte à deux heures de l'après-midi, sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente, qui est adopté, puis le Président fait connaître la correspondance qui comprend :

1° Une demande d'échange de publications adressée à la Société par l'Académie des sciences de Chicago.

2° Une lettre de Mmo Palustre, offrant un cliché sur cuivre du pupitre de Sainte Radegonde.

3° Une lettre d'invitation à la séance de distribution des récompenses adressée par la Société d'Ethnographie nationale, dont le congrès vient d'être clos à Niort.

Le Président fait ensuite l'énumération des ouvrages qu'il a reçus depuis la dernière séance. Ils sont décrits à la suite du présent procès verbal, puis il indique les dons qui lui sont parvenus :

Dons.

1. Par M. le comte Charles de Beaumont, dix plaquettes, savoir : 1^o un document nouveau sur le 18 Brumaire ; 2^o l'archéologie au musée d'Arcachon ; 3^o une tapisserie Flamande du xiii^e siècle ; 4^o Pierre de Vigny, architecte du roi— 1690-1772 ; — 5^o les n^o 7, 8, 11, 13 et 15 de la correspondance historique et archéologique où sont publiés divers articles de M. Charles de Beaumont. — Dons de l'auteur.

2. Rapport fait par le R. P. de la Croix aux membres du Comité des travaux historiques, section d'archéologie, relativement à l'affaire d'Yzeures.

Dons faits en séance.

M. Gaillard de la Dionnerie, au nom de M. le marquis de Nottancourt, offre à la Société les objets suivants, qui complètent la collection d'ustensiles et d'armes des peuplades du Haut-Congo français, qu'il a bien voulu donner à notre Musée :

4 grandes sagaies,

5 flèches.

1 peigne de femme Bondjos.

Houe à cultiver, pour femme.

Le R. P. de la Croix fait don d'un jeton de la cour des comptes qu'il offre au nom de M. Chérion.

D'après M. le commandant Marais, le médaillier de la Société contient une série presque complète de ces jetons et il a l'intention de publier une note sur cette collection à laquelle manquait le jeton qui est offert aujourd'hui.

Communications

A l'occasion de la lecture faite à la séance précédente par M. l'abbé Collon, sur le monument du miracle de St Hilaire, dans laquelle il est fait mention de la rue de l'Aguillerie, nom dont MM. Richard et Boissonnade ont discuté l'origine, M. le colonel Babinet commu-

nique la note suivante, extraite du *Guide du voyageur à Poitiers et aux environs* par de Chergé, 3^e édition, p. 48.

RUE DE L'AGUILHERIE (DE AGUILHERIA)

La rue de la mairie, en l'an VII rue de la Municipalité, après avoir été auparavant la rue de la Maison-Commune et auparavant encore la rue de l'Intendance, s'appelait dès le xiii^e siècle la rue de l'Aguilherie — de Aguilheria — sans doute du nom d'une maison ainsi nommée, vendue le mercredi après l'octave de la Pentecôte 1267 (6 juin), laquelle avait appartenu à Guillaume l'Aiguillier, d'une famille municipale qui a donné un maire à la ville de Poitiers, en 1609.

Notons, en passant, cet exemple — et il ne sera pas le seul — du nom d'une famille s'imposant à la rue qu'elle habitait.

A propos de cette communication, M. Richard fait remarquer que le passage du *Guide des voyageurs à Poitiers*, dont il a été donné lecture, contient quelques assertions qu'il croit bon de relever.

M. de Chergé avance que la rue de l'Aguillerie a pris « sans doute » son nom d'une maison ainsi nommée vendue le 6 juin 1267 et qui avait appartenu à Guillaume l'Aiguillier. Or le texte du *Dictionnaire des familles de l'ancien Poitou*, le seul qui mentionne cet acte, ne dit pas que la maison en question s'appelait l'Aguillerie, mais seulement qu'elle était sise à Laiguillerie, en la paroisse de Saint-Didier. A cette date existait la rue de l'Aguillerie, ainsi qu'il est constaté par plusieurs titres originaux conservés aux archives de la Vienne ; et communément au lieu de dire qu'une maison était située dans telle ou telle rue, on se contentait de dire qu'elle se trouvait dans tels lieux désignés par exemple, dans la Regraterie, la Boucherie, en Vauvert, etc., surtout lorsque leurs noms rappelaient que cette rue était le siège d'un commerce ou d'une industrie. Tel était le cas pour la rue de l'Aguillerie, qui était le centre de la fabrication et de la vente des aiguilles et des aiguilliers. En 1265, Jean David de Chauvigny vend à l'abbaye de Saint Cyprien, qui fut à Bonnin Nicholien « *sita in aiguilleria* », dans la paroisse de Saint-Didier ; en février 1267, le comte Alphonse confirme l'acquisition faite par les religieux de Saint-Cyprien, d'une maison sise paroisse de Saint-Porchaire, « *in vico qui vulgariter appellatur Laiguilleria* ». On

trouve encore dans le même fonds en 1373 une maison sise à Poitiers devant l'échevinage, « *in vico de Aguilheria* » et la même en 1493 est désignée comme étant « dans la rue de la Guillerie qui va de Saint-Didier à l'église de Saint-Porchaire ».

Dans le même article M. de Chergé avance que le Guillaume Laiguiller de 1267 appartenait à une famille municipale qui a donné un Maire à la ville de Poitiers en 1609. Cette nouvelle assertion n'est rien moins que fondée, bien au contraire.

L'industrie de la fabrication et de la vente des aiguilles n'était pas, comme bien l'on pense, particulière à Poitiers et l'on trouve dans beaucoup de localités des personnages désignés par le nom de l'aiguiller, rappelant l'industrie qu'eux ou leurs ancêtre ont exercée. A la Rochelle en 1224, (*Arch. hist. de Poitiers*, XX, p. 241) existait un Johannes Aculearius, qui, selon toutes probabilités serait plutôt l'ancêtre du maire de Poitiers de 1609 que le Guillaume Laiguiller de 1263. En effet, François Laiguiller qui fut conseiller au présidial de Poitiers et maire de cette ville en 1609, était issu d'une famille de la Rochelle qui avait donné des échevins à cette ville.

Le colonel Babinet communique à la Société deux lettres, que sa secondenote sur un point de l'itinéraire du Prince Noir, entre Romorantin et Maupertuis, lui a valu la bonne fortune de recevoir de M. Chemioux, notre doyen d'âge, retiré dans sa solitude de Puy-mire.

M. Chemioux y rappelle ses études personnelles sur la campagne de 1356, et ses communications antérieures à la Société.

Nous en extrayons les passages suivants :

« En histoire, je n'admets pas l'imagination suppléant au fait qui manque. Autrement nous avons des romans historiques à la Walter Scott. Voilà pourquoi, après avoir pendant plus de dix années étudié la campagne du Prince Noir, et lu, à nos séances, nombre de passages relatifs à ce grand fait historique, je me suis arrêté brusquement au soir de la bataille de Poitiers. C'est que, à ce moment-là, les documents, qui ont abondé depuis, et dont vous avez si bien tiré parti, manquaient absolument.

« Ne voulant pas substituer le roman à l'histoire, j'ai laissé en plan mon travail.

« Grâce aux documents ignorés il ya 30 ans, vous avez pu sui-

vre l'itinéraire du Prince depuis son départ, jour par jour, jusqu'à son arrivée à Bordeaux, avec le roi Jean pour butin opime de la campagne immortelle de 1356.

« Votre travail, mon cher Collègue, restera comme le dernier mot de la question, je suis heureux de le proclamer, et on me permettra d'ajouter, un peu en connaissance de cause. Cela ne veut pas dire que, sur certains points de détail, je sois absolument de votre avis. Ma connaissance des lieux me porte à croire, par exemple, que la surprise dont vous parlez dans votre deuxième réponse à M. de Grand maison n'eut point lieu à la Chaboterie; je crois que le point sur lequel se livra ce combat imprévu, si fatal aux comtes d'Auxerre et de Joigny et au maréchal de Bourgogne, doit être entre les Bordes de Saivres et Saint-Julien, aux environs du BOIS DE LA MORT, assez près de la Chaboterie et de Breuil l'Abbesse. C'est à la suite de cette surprise que le Prince aura pu venir coucher à la Chaboterie, où le roi Jean avait couché certainement la veille... »

M. le colonel Babinet se hâta de répondre à notre éminent confrère pour le remercier de sa bienveillante appréciation sur son travail et lui dire qu'il pensait comme lui que l'escarmouche des grands barons avait dû très vraisemblablement se passer AU BOIS DE LA MORT, le samedi matin, 17 septembre 1356, mais que, le soir de ce jour, le prince anglais avait certainement couché non à la Chaboterie, mais à Maupertuis.

Dans sa seconde lettre M. Chemioux, après avoir fait allusion à des circonstances qui, depuis longtemps, l'ont démuné de sa bibliothèque et des notes sur la bataille de 1356, résume de mémoire ses investigations sur le roi Jean et le Prince Noir.

A la Chaboterie, l'homme d'affaires de M. Constant lui montra la chambre où avait couché le roi Jean. Un M. Macon, épicier retiré, qui s'occupait des batailles de 507 et de 1356, pour retrouver des trésors soi-disant enfouis sur les champs de bataille, lui dit posséder aux environs de Saint-Benoît, sur les bords du Miosson, un FONDIS de château où le roi Jean avait couché le dimanche soir, 18 septembre, veille de la bataille, et M. Chemioux a vu dans des documents que le roi aimait, quand il venait à Poitiers, à se rendre à ce château, dont le nom lui échappe; après avoir longtemps étudié le terrain autour de Maupertuis, notre confrère place le champ de bataille

à quelques pas de la FOSSE AUX ANGLAIS, au bas du pont sur lequel la route de Nouaillé franchit le chemin de fer dans le champ appelé encore LA BATAILLE, où, au temps des labours il a recueilli des fragments d'armes et de bois. Quant au point initial où les maréchaux ont attaqué, ses souvenirs le placent près de la Moudurerie et près de la FOSSE AUX ANGLAIS, et non au lieu où le colonel a cru devoir le fixer.

Depuis que M. Chemioux a appris qu'en quittant Maupertuis le prince se dirigea vers Gençay, il lui fait, avec beaucoup de vraisemblance, suivre la voie romaine, longer la Fougessière, passer près de la Malefosse du Pinier, pour, après avoir passé le Miosson, se diriger, par Vernon et Saint-Maurice, vers Gençay, en passant entre Nieul l'Espoir et le Teil.

Tel est le résumé des lettres et des vues de M. Chemioux au sujet de la campagne de 1356. Il prouve que notre confrère voit s'amasser les années sans qu'elles aient aucune prise sur sa belle intelligence et témoigne de son constant intérêt pour nos travaux. La Société envoie à son doyen d'âge ses meilleurs souhaits et son souvenir confraternel.

Aucune lecture n'étant à l'ordre du jour de la séance, M. le colonel Babinet demande la parole. Le temps lui a manqué pour rédiger sa communication qu'il fera verbalement à l'aide de ses notes. Il s'agit d'abord de la question encore controversée du premier emploi de l'artillerie à feu sur le champ de bataille par Edouard III à la bataille de Crécy, le 26 août 1346. Le colonel pense qu'on doit ajouter foi au récit du chroniqueur italien Jean Villani, corroboré par ceux des Grandes Chroniques de France, du continuateur de Nangis et de Froissart, même si ces quatre sources ne sont pas tout à fait distinctes l'une des autres. On a objecté que ni le héraut Chandos, ni Le Baker de Swynebroke ne font allusion aux 3 canons de Crécy. Mais l'ignorance de certains faits ou leur omission par des chroniqueurs qui ne furent pas témoins oculaires, ne peut pas contrebalancer des assertions positives d'autres chroniqueurs.

De plus, Joseph Hunter *Archeologia*, (XXXII, 1848) a prouvé incontestablement qu'avant la campagne de 1346 Edouard III avait réuni à la Tour de Londres, pour la campagne projetée, un approvisionnement de poudre à canon dont la destination ne semble pas

douteuse, et très récemment un savant belge, M. Armand Behault de Dormon (*Annales du cercle archéologique de Mons*, t. XXIV), a assigné aux canons d'Edouard III une origine belge, non sans de grandes probabilités. Les canons et leur poudre sont trouvés dans des documents du temps.

Il y a donc lieu d'ajouter foi aux 3 canons de Crécy lançant de petites balles de fer, mais il est probable que le chroniqueur précité leur a attribué beaucoup plus d'effet moral ou effectif qu'ils n'en ont eu. Qu'étaient ces canons primitifs ? — Rien comparés à l'arc long anglais (*long bow*) qui a été si funeste à la France pendant la guerre de Cent ans.

Ils tiraient avec tant de lenteur et si peu de justesse et étaient si peu mobiles qu'Edouard III semble avoir renoncé à leur emploi dans la suite, et l'essai de Crécy resta isolé.

Le Colonel pense donc, avec le Général Susane : (*Histoire de l'artillerie française*) « que les Anglais se sont servis à Crécy d'armes à feu », mais ce qui montre que la question est controversée, c'est le passage suivant écrit en 1893 par un historien militaire très autorisé, Hereford B. George (*Battles of English History*, p. 118) : « Il n'y a pas d'impossibilité intrinsèque à ce qu'Edouard III eût du canon à Crécy, selon le témoignage d'un écrivain italien contemporain, quoiqu'en l'absence d'aucune autre preuve on ne le croie généralement pas. Il y en eut au siège de Calais, immédiatement après, quoiqu'ils aient été de peu d'utilité. »

L'assertion que l'essai de Crécy ne fut pas renouvelé par Edouard III ou par le Prince Noir dans leurs campagnes, paraît contredite par le passage suivant de Froissart, relatif au siège de Romorantin pendant la campagne de 1356 : « Si ordonnèrent (les Anglais) que par kanons on gettast et traisist en manière de feu grégeois en la basse court, et que chils feux se poroit bien bouter ens es couvertures des tours qui étoient couvertes d'estrain (de paille). Adent fu li feux aportés et trais par bombardes et kanons ens es basses cours. » (Froissart. t. V p. 386.) D'où on a généralement conclu, sans discuter la question, que le Prince Noir transportait avec lui de l'artillerie de siège. On ne paraît même pas s'être étonné que cette artillerie n'ait été mentionnée qu'à propos de l'attaque du donjon de Romorantin.

L'étude approfondie de tous les documents relatifs à la campagne de 1346, et c'est ce qui donnera, il l'espère, quelque intérêt à sa communication, a prouvé au Colonel que le Prince de Galles ne s'était servi à Romorantin que des anciennes machines de guerre, e non de canons, ni bombardes, quoi qu'en dise Froissart.

La chronique de Le Baker de Swynebroke ne laisse aucun doute à ce sujet.

Le Colonel donne lecture, en le traduisant, du passage de cette chronique relatif à la prise du donjon de Romorantin, d'où il résulte que le Prince fit construire des machines à lancer des pierres (*machinæ petrarix*) et des tortues pour couvrir les mineurs qui sapaient ce donjon. Ces machines écrasèrent de pierres sphériques le toit du donjon et ses défenses, et l'assiégé ne se rendit que lorsque, le mineur ayant mis le feu aux étançons qu'il avait substitués aux fondations de la tour excavées, celle-ci allait s'écrouler. L'estrain du toit de la tour avait aussi pris feu (d'après d'autres chroniqueurs) et on ne pouvait éteindre l'incendie. C'est alors que les assiégés se rendirent.

Cette citation de Le Baker prouve que le Prince n'avait pas d'artillerie à feu devant Romorantin, mais seulement d'anciennes machines de guerre.

Le Colonel termine sa communication par des considérations sur l'emploi simultané dans les armées de ces anciennes machines de guerre et des canons, sur la fortification et sur les procédés usités pour l'attaque et la défense des forteresses aux *xiv^e* et *xv^e* siècles. Il est invité à la rédiger pour être insérée dans nos bulletins.

La séance est levée à trois heures et demie.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications provenant de Paris.

1. Le Correspondant, n° du 25 juin 1896.
2. Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques ; nombreux rapports de MM. Tranchant et Ducrocq. — Mention des mémoires de Thibaut de Thibaut publiés par la Société des Antiquaires de l'Ouest.
3. Compte-rendu de la séance générale du congrès des Sociétés

savantes du 11 avril 1896. — Discours de M. Grandidier sur Madagascar et de M. Guieysse, ministre des Colonies, présidant la séance.

4. Dix exemplaires du programme du congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne en 1897.

5. Bulletin de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, n° de mars-avril 1896.

6. Journal des savants, mai et juin 1896.

7. Bulletin de la Société anthropologique de Paris. — Année 1895, fascicules 5 et 6 et année 1896, fascicule 1.

8. Revue archéologique, n° de mai-juin 1896.

9. Le Monde des plantes, n° 80, 1^{er} juillet 1896.

10. Bulletin historique et scientifique d'Auvergne, n° 5 (1896).

11. L'Alliance scientifique, n° du 10 juillet 1896.

12. Revue des questions historiques, n° du 1^{er} juillet 1896.

13. Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris, tome I, quatrième fascicule, et tome II, 1^{er} fascicule.

14. Mélusine, n° 3, mai-juin 1896.

15. Bulletin de la Société d'histoire de France, année 1895.

Publications provenant des départements

1. Bulletin n° 5 de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord.

2. Bulletin de la Société d'émulation d'Abbeville, n° 1, 2, 3 et 4, année 1894, 3 et 4, 1896.

3. Mémoires de la même Société, tome premier, 2^e et 3 fascicules.

4. Bulletin de la Diana, tome IX, n° 1.

5. Mémoires de la Société Eduenne, tome II.

6. Bulletin de la Société académique du Centre, avril-juin 1896.

7. Bulletin de la Société des sciences et arts de Rochechouart, tome VI, n° 1.

8. Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, n° 1 de l'année 1896.

9. Bulletin de la Société arch. et hist. de l'Orléanais, tome XI, n° 156.

10. Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne, année 1895, 49^e volume.

11. Bulletin de la Société d'étude des Hautes-Alpes, 2^e trimestre 1896.

12. Bulletin de la Société arch. et hist. du Périgord, tome XXIII, 3^e livraison.

13. Travaux de l'Académie Nationale de Reims, tomes I et II des années 1894-1895.

Publications régionales.

1. Revue de Saintonge et d'Aunis, 1^{er} juillet 1896.

2. Numéro du Journal le Droit à la vie, numéro du mardi 20 juin 1896.

Publications étrangères

1. L'Annual report de l'académie des Sciences de Chicago pour 1895.

2. Le bulletin de l'académie des Sciences de Chicago, année 1895.

3. Catalogue 170 d'archéologie du professeur docteur Johannes Overbeck à Leipsig.

LE CANON DANS L'ARMÉE D'ÉDOUARD III

(Crécy 1346)

ET DANS CELLE DU PRINCE DE GALLES

(Siège de Romorantin 1356)

Par M. le Colonel BABINET

Nous pensions que la question du tir de trois canons anglais à la bataille de Crécy était définitivement résolue par l'affirmative, après de nombreuses controverses, lorsque nous avons récemment lu le paragraphe suivant, dans le remarquable livre du savant Hereford B. George : fellow of new college, Oxford, intitulé : *Battles of English History*, et paru en 1895 :

« The invention of gunpowder was slower in making itself felt than most of the other great discoveries which have turned the course of history. There is no intrinsic impossibility in the statement of a contemporary Italian writer, that Edward III. had cannon at Crécy, though in the absence of any other testimony it is not generally believed. He had them at the siege of Calais immediately afterwards, though they were of little use. » (Intermediate note. Gunpowder, p. 113.)

Ce passage peut se traduire ainsi :

« L'invention de la poudre à canon fut plus longue à percer que la plupart des autres grandes découvertes qui ont changé le cours de l'histoire. Il n'y a pas d'impossibilité intrinsèque à ce qu'Édouard III eut du canon à Crécy, selon le témoignage d'un écrivain italien contemporain, quoiqu'en l'absence d'aucune autre preuve on ne le croie généralement pas. Il en eut au siège de Calais immédiatement après, quoiqu'ils aient été de peu d'utilité. »

Ainsi, même en Angleterre, on ne croit généralement pas aux canons anglais de Crécy. Cette affirmation d'un historien spécial de la valeur de M. Hereford B. George nous invite à discuter à notre tour cette question.

I. — DU CANON A LA BATAILLE DE CRÉCY (26 AOÛT 1346).

Que disent les chroniqueurs ? Jean Le Bel ne parle pas des canons de Crécy.

Froissart, né en 1337, n'avait que 9 ans en 1345 ; pour les événements de 1326 à 1356, il a copié plus ou moins textuellement Jean Le Bel, et n'a commencé à écrire l'histoire, avec ses informations personnelles, que vers 1360. M. Siméon Luce, dans sa belle édition de Froissart, qu'on regarde comme définitive, a choisi un manuscrit type, mais a eu soin d'en donner les variantes d'après les autres manuscrits.

Dans ce manuscrit type, qu'il nomme *première rédaction*, il n'est pas question des canons de Crécy, pas plus que dans la *troisième rédaction*. Mais dans la *seconde rédaction* (manuscrit d'Amiens), nous rencontrons ceci :

« Et les Engles (demorèrent) tout koy (ne bougèrent pas de leurs positions) et descliquièrent *aucuns canons* qu'ils avoient en le bataille pour esbahir les Genevois (les arbalétriers génois) ».

Siméon Luce dit en note : « Ce passage du manuscrit d'Amiens, que nous fournit la version anglaise de la bataille de Crécy, n'est que la reproduction presque textuelle, *sauf une addition relative à l'emploi des canons par les Anglais* du texte de Jean Le Bel (Chron., t. II, pp. 57 à 89).

Le chroniqueur liégeois lui-même tenait ce récit de Jean de Hainaut, qui fut toute la journée à la bride du cheval du roi de France. »

Cette addition par Froissart au texte de Jean Le Bel a une importance indéniable dans la question qui nous occupe.

Froissart fait aussi mention des canons de Crécy, dans le manuscrit coté B. 6. par Siméon Luce : « Les Engles avoient entre eulx deulx des *bombardieaulx* et en firent deux ou trois descliquer sur les Genèveis, qui trop mal ordeneement se mirent quant ils les oïeent ruer ».

Jean Villani, italien (1280-1348), est le chroniqueur le plus explicite au sujet des canons de Crécy, qu'il nomme *bombardes* : « Con *bombarde* che saettavano pallottole di ferro con fuoco, per impaurire e disertare i cavalli de Francesi... che tutto il campo n'era

coperto, e de fediti delle bombarde et saëtte... *Bombarde* che faciano si grande tremuto i remore che parece que Iddio tonasse, con grande occisione di gente, et sfondamento de l'cavalli. » L'exagération manifeste de l'effet des canons n'ôte aucune valeur au fait que les Anglais avaient à Crécy *des bombarde*s qui jetaient avec du feu de petites balles de fer pour effrayer et détruire les chevaux ennemis.

Les Grandes Chroniques de France, regardées comme tout-à-fait dignes de foi et qui constituent un document de premier ordre, fixent à *trois* le nombre des canons de Crécy : « Ainsi s'en alla le roy (Philippe de Valois) à (avec) toute sa gent assemblée aux Anglois, lesquels Anglois *gieltèrent 3 canons*, dont il avint que les Genévois arbalestriers, qui estoient au premier front, tournèrent le dos ».

Le continuateur des chroniques de Guillaume de Nangis, source très sûre, mais qui peut n'être pas indépendante de la précédente, s'exprime ainsi : « Si furent les arbalestriers genévois mis devant les gens de cheval de la bataille du Roy; sy commencèrent à traire les Anglois aux nostres et *gettèrent trois canons*, sy que les diz arbalestriers furent espoventez et commencèrent à tourner le dos ».

Ni la chronique de Baker de Swynebroke, ni celle de Chandos-le-Héraut ne font mention des canons de Crécy, mais il nous semble que leur silence ne peut contrebalancer et encore moins infirmer les assertions positives de Froissart, de Villani, des Grandes Chroniques de France et du continuateur de Nangis. Nous croyons donc aux trois canons anglais de Crécy.

Notre étude serait incomplète si nous omettions de tirer parti des travaux des exégètes, qui, tant de fois, sont venus magistralement en aide aux historiens. C'est pourquoi nous analyserons le remarquable mémoire du savant anglais Joseph Hunter, lu à la Société des Antiquaires de Londres le 16 mars 1848 et intitulé : *Proofs of the Early Use of Gunpowder in the English Army* (Preuves de l'ancien usage de la poudre à canon dans l'armée anglaise. — *Archæologia*, XXXII, 379-387.)

Après avoir visé le célèbre passage de Jean Villani précité, J. Hunter fait remarquer qu'on n'a pas découvert que cette assertion (que le roi Edouard III fit usage à la bataille de Crécy d'instruments qui ne peuvent avoir été que des canons dans le sens ordinaire du mot)

ait été appuyée par aucun historien anglais et que la plus grande confirmation que ce fait ait reçue par le témoignage des archives anglaises se réduit à ceci que des individus nommés *gunnarii* (canonniers) se trouvent mentionnés dans un relevé des dépenses du siège de Calais, qui suivit immédiatement la bataille de Crécy. C'est Camben (Romains 4^{to} 1629, p. 104) qui découvrit ce document, et on présume que c'est le même document qui est cité plus complètement par sir Henry Spelman (*Glossarium voce bombardæ*) comme un compte des dépenses civiles et militaires du roi Edouard III depuis le 21 avril de la 18^e année de son règne (1344) jusqu'au 24 novembre de la 21^e année (1347). On y trouve : Mariners LX. — Armourers VII. — Artillers VI. — Gunners (canonniers) VI. Ceci sans aucun doute est une très grande confirmation du fait qu'on fit usage de canons, sinon à la bataille de Crécy, du moins pendant l'expédition d'Edouard III, dont la bataille fut l'incident le plus mémorable. Les *artillers* pouvaient être des hommes employés au service des machines de guerre connues sous le nom général d'artillerie, mais on peut difficilement comprendre le nom de *gunners* (canonniers), spécifié comme il l'est et distinct de celui d'artillers, si ce n'est comme désignant des hommes employés au maniement du canon.

Après avoir constaté que cette preuve n'a pas semblé convaincre les personnes qui ont fait de cette partie des antiquités militaires l'objet de recherches attentives du fait que, dans l'armée anglaise, à une date aussi ancienne que l'année 1346, des canonniers ont constitué une classe particulière d'hommes, Joseph Hunter croit pouvoir rendre un certain service aux chercheurs en leur mettant devant les yeux une nouvelle et plus forte preuve tirée des Archives nationales anglaises, de l'usage de la poudre à canon dans l'armée du roi Edouard l'année de l'expédition de Crécy. Il rappelle d'abord quelques dates essentielles : Le premier juillet 1346, le roi était à Freshwater dans l'île de Wight attendant un vent favorable pour la traversée ; le 12 il prit terre à la Hogue, et après s'être avancé jusqu'à Poissy, près Paris, il retourna vers l'ouest et rencontra l'armée française dans la forêt de Crécy, le samedi 26 août ; victorieux, il se dirigea vers Calais où il arriva le 4 septembre et fut occupé au siège de cette ville pendant les derniers mois de 1346 et jusqu'au 4^{er} août 1347.

« Pendant la période dont nous venons de parler, dit J. Hunter, la tour de Londres était comme elle est encore actuellement (1848), le grand dépôt des armes de guerre du Roi. Celles-ci étaient considérées comme appartenant à une des garde-robes du Roi, et l'officier qui en avait la charge était appelé le *clerc* ou le *gardien* de la garde-robe privée du Roi à la Tour... A l'époque dont nous parlons cet office était entre les mains de Thomas de Rodelston, et c'est ce personnage que nous trouvons avoir été employé à fabriquer de la poudre à canon pour le service du Roi un peu avant et pendant l'expédition.

« Dans un livre de comptes de l'argent payé par la chambre du Roi dans le temps de Robert de Burton, receveur des fonds de la dite chambre, du 25 décembre, 18^e année d'Edouard III (1344) au 18 octobre 1347, déposé aux archives de l'Echiquier, se trouvent de nombreux paiements à Rodelston pour des choses fournies par lui pour le service du Roi, telles que huces (housses) pour des balistes, gaines de cuir pour les arcs, des flèches, une tente pour l'usage personnel du roi et autres objets se rapportant aux fournitures de guerre, et, au milieu, se trouve l'article suivant que nous visons : — *Eidem Thomæ super facturam pulveris pro ingeniis, et emendatione diversarum armaturarum.* — XL sol. » *Pulvis pro ingeniis*, quand il est question d'instruments de guerre, ne peut guère être autre chose que de la poudre à canon, et lorsque nous trouvons parmi les paiements qu'il y eut de l'argent qui lui fut donné pour une tente qui était destinée spécialement à l'usage du Roi, nous ne pouvons douter, quoique ces comptes s'étendent à 3 années de 1344 à 1347 que ces paiements à Rodelston n'aient été faits avant le départ de l'expédition de 1346 et en vue de celle-ci.

« Mais en ceci nous n'en sommes pas réduits aux conjectures et aux inductions : car, outre la mention des expéditions de la chambre du Roi, nous avons le rôle d'un autre compte dans lequel des paiements d'un autre département au même officier, à la même époque et pour le même service, sont notés. Le comptable en cette occasion est John Cook, le *clerc* de la Grande Garde-Robe du Roi, (qui doit être distinguée de la Garde-Robe privée à la Tour), qui rend compte d'argent reçu et dépensé par lui du 22 décembre, 19^e année d'Edouard III, (1345) au 31 janvier (23^e année d'Edouard III,

1349). Dans ce compte, nous trouvons les différents articles relatés avec de grands détails et les dates ordinairement données des ordonnances du Roi (*King's writs*) autorisant et ordonnant le paiement.

Là nous trouvons le paiement fait à Thomas de Roldeston pour de la cire dont il se servit pour confectionner la tente du Roi, qui était faite en drap de Reyns (sans doute Reims) et la date de l'ordonnance royale est le 4 mai de la 20^e année du règne (1346), peu de semaines avant que le roi ait mis à la voile. En regard de cet article et comme le suivant immédiatement dans le compte, nous trouvons le passage décisif que voici : « Et eidem Thomæ de Roldeston per manus Willielmi de Stanes, ad opus ipsius Regis pro gunnis (canons) suis, IX·XII. lib. salpetræ, et DCCC. III··VI lib. sulphur vivi, per breve Regis datum X. die Maii, dicto anno XX^o : per quod Rex mandavit prefato custodi quod computaret cum prefato Willielmo de Stanes de salpetra et sulphur vivo per ipsum provisum et de precepto ipsius Regis prefato Thomæ liberata ad opus ipsius Regis allocando eidem rationabile precium parcellarum quas idem Willielmus per indenturam prefato Thomæ liberavit, per indenturam ipsius Thomæ receptionem ejusdem sal petræ et sulphur vivi testificantem, sicut continetur ibidem. » — « Et au même Thomas de Roldelston par les mains de William de Stanes, pour le service du Roi pour ses canons 982 livres de salpêtre et 886 livres de soufre vif, en exécution de l'ordonnance (writ) du Roi portant la date du 10 mai dans la vingtième année de son règne (1346), par laquelle le Roi a commandé au dit gardien de tenir compte au dit William de Stanes du salpêtre et du soufre fournis par lui, et par l'ordre du Roi délivrés par lui au susdit Thomas pour le service du Roi, allouant un prix raisonnable au dit William pour ce qu'il a livré au dit Thomas par une endenture, ainsi qu'il est notifié dans l'indenture de Thomas certifiant la réception du dit salpêtre et du dit soufre vif. »

« Il ne peut rester aucun doute dans l'esprit de qui que ce soit, ajoute Joseph Hunter, sur ce fait que, dans le mois de mai 1346, peu de semaines avant le départ du Roi pour son expédition en France et trois mois avant la bataille de Crécy, le gardien de l'arsenal du Roi fut chargé par les ordres du Roi de préparer une poudre dont les principaux, si non les seuls ingrédients étaient du salpêtre et du soufre pour l'usage des canons du Roi.

« Le prix total des deux ingrédients mis ensemble (car dans ces comptes il n'est pas fait mention de charbon) est seulement de 1798 livres, et cela paraît avoir été épuisé avant la fin de l'année, car, en novembre suivant, lorsque le roi était devant Calais, il fit un autre writ portant la date du 25 de ce mois, par lequel il ordonna que tout le soufre et le salpêtre, qui pourraient se trouver à vendre n'importe où, soit acheté et délivré au dit Roldeston pour le service du roi pour ses canons. La totalité de ce qu'on obtint à cette époque en exécution de ce writ fut 750 livres de salpêtre et 340 livres de soufre viv. Ceci résulte de l'article suivant dans le même compte de Cook, gardien de la grande Garde-Robe : — « Et eidem Thomæ ad opus Regis pro gunnis suis DCCL. lib. salpetræ, et CCC.X. lib. sulphur vivi, per breve Regis datum XXV die novembris, per quod Rex mandavit prefato custodi quod provideri faceret ad opus Regis totum salte petre et sulphur vivi quod inveniri poterit vendendum, et illud prefato Thomæ liberari faceret per indenturam ipsius Thomæ receptionem ejusdem sal petre et sulphur vivi testificantem, sicut continetur ibidem. » Cet ordre d'acheter tout le salpêtre et le soufre qu'on pourrait se procurer n'est pas moins remarquable à cette époque reculée (1) que la petite quantité de chacun qu'on a pu trouver. Nous pouvons conclure d'un tel ordre que l'expérience de ce nouvel engin avait eu selon l'opinion du Roi un succès complet.

« En septembre de la 21^e année (1347), le Roi étant encore à Calais, il y eut un autre paiement à William de Stanes pour du salpêtre et du soufre fournis par lui à Thomas de Roldeston : « Et Wil. lielmo Stanes pro M. M. XXI. lib. de saltpetra et CCCC. LX. VI. lib. lib. sulphur vivi ab eodem Willielmo ad opus Regis per Thomam de Rodelston Clericum Privata Garderobæ Regis emptis C. LXVII^s. II^s. II^d., precium cujuslibet libræ sal petræ XVIII^d., et sulphur vivi VIII^d. » La date du writ est le 15 septembre. Ici nous avons le prix

(1) Cf. Un acte officiel témoigne dès 1227 en France de la sollicitude du gouvernement pour l'artillerie *de feu* (engins utilisant les compositions incendiaires, distincts des armes *à feu* (utilisant l'emploi des propriétés balistiques de la poudre) c'est une ordonnance de saint Louis accordant à l'Hôtel-Dieu de Paris : « Sauvegarde et exceptions au sujet du logement des gens de guerre des contributions relatives à l'ustancile des vivres et à la recherche du salpêtre. Cette recherche était donc déjà en 1227 un des droits réservés à l'Etat en France.

que le roi paya pour les ingrédients, bien plus fort, croyons-nous, que leur prix ordinaire... » Il n'a jamais été produit rien de tout à fait évident sur l'usage des canons à la guerre par les Anglais avant l'expédition de 1346 : et, dans les comptes, writs, ou inventaires d'une date antérieure qui sont passés sous nos yeux nous n'avons trouvé aucune mention de canons ou de poudre à canon, quoique nous ayons rencontré très fréquemment des instruments de guerre d'espèces variées et quelquefois avec des noms indiquant leur caractère formidable et destructif. On peut, par conséquent affirmer sans crainte que la campagne de juillet et août 1346 fut la première époque où la force explosive de la poudre à canon fut employée dans les opérations militaires de la nation anglaise ».

Cette longue citation du mémoire de J. Hunter nous a fait retrouver l'origine de la poudre qui a servi à charger les canons de Crécy ; des recherches pour connaître d'où provenaient les canons eux-mêmes, sans être infructueuses, n'ont pas le même caractère de certitude. Il est cependant très vraisemblable qu'ils étaient d'origine flamande. Dans un remarquable mémoire inséré au tome XXIV des Annales du cercle archéologique de Mons (1895), un savant belge, M. Armand de Behault de Dornon a conclu à la provenance belge des canons anglais du *xv^e* siècle, après avoir fourni en faveur de cette thèse des arguments qu'il estime décisifs et que nous allons faire connaître.

M. de Behault était son opinion de citations de savants anglais et belges très autorisés. Parmi ces derniers sont M. le chanoine J.-J. de Smet, savant archéologue, et le capitaine du génie Poncin, auteur de « *La science au moyen-âge. Archéologie balistique.* » (Anvers 1885.)

Après avoir rappelé la richesse et l'importance des villes flamandes au *xiv^e* siècle, leur haut degré de civilisation et leurs constantes relations avec l'Angleterre, qu'elles devançaient de beaucoup dans tous les domaines de l'activité humaine, il établit que l'Angleterre fut tributaire des fonderies flamandes jusqu'au milieu du *xvi^e* siècle ; encore en 1512 Malines fournit à Henri VIII 12 pièces de gros calibre (les 12 apôtres). Archibald, antiquaire anglais, dit que les Belges importèrent en Écosse la poudre et les canons qui, d'après Barbour (historien de Robert Bruce, poète et théologien), contri-

buèrent, sous le nom de *Crakys*, à la défaite d'Édouard III à Bannockburn, le 24 juin 1314.

Lorsqu'Isabelle de France, reine d'Angleterre, mère d'Édouard III et sœur de Charles-le-Bel, débarqua en Angleterre le 24 septembre 1326 pour détrôner Édouard II, son époux, des banquiers italiens lui avaient prêté de l'argent et le comte de Hainaut, beau-père d'Édouard III, lui avait fourni des troupes commandées par Jean de Beaumont, son frère; l'histoire rapporte que celui-ci avait emporté avec lui des canons dont il fit présent au roi Édouard III.

« Plusieurs archéologues d'ailleurs sont d'accord pour reconnaître que le roi Édouard III s'est servi de canons flamands dans sa guerre contre l'Ecosse, en 1327, et en 1333 à la bataille d'Halbidowa. » De Smet dit à ce propos : « Les antiquaires anglais, qui ont consciencieusement examiné le fait, regardent comme incontestable que le monarque dut ces puissants auxiliaires de son armée à son alliance avec les flamands; ils pensent que le valeureux Jean de Beaumont, frère du comte de Hainaut, lui amena ces pièces d'artillerie dont l'explosion épouvanta les Ecossais. »

Les archives flamandes fournissent à leur tour les arguments suivants à M. de Behault:

« Les archives de la ville de Gand enseignent que les magistrats donnèrent en 1313 à leurs ambassadeurs se rendant en Angleterre des « *bussen met Kruyt* » ou « *donderbussen* » (Poncin).

« Les comptes communaux de la ville de Tournai relatent qu'en 1346 Pierre de Bruges forgeait des canons en fer. Ce forgeron, d'après un compte d'Egmond de la Bèche fut en 1335, *armurier du roi d'Angleterre Édouard III* (Poncin), à qui il expédiait, par conséquent, des canons de campagne (ajoute M. de Behaut, sans que la conséquence nous semble aussi naturelle qu'à lui).

Le savant belge cite alors le passage de Jean Villani, et déclare que les canons de Crécy étaient des canons belges, mais, avec une grande impartialité, il fait savoir que ni le général belge Renard, ni le chanoine de Smet n'admettent la présence de canons à la bataille de Crécy. Il ajoute, ce qui nous semble excessif, car l'amour-propre national doit être écarté de l'histoire, que « s'ils (le général Renard et le chanoine de Smet) avaient su que les canons avaient été fournis par un Belge, ils auraient été moins sévères dans leurs

jugements sur les faits avancés par Villani, et le chanoine de Smet n'aurait pas invoqué des arguments aussi faibles pour tâcher de prouver, en imprimant ce qui suit, qu'il n'y avait pas lieu d'attacher grande créance au récit de l'auteur italien : « Les engins de destructions bien peu redoutables dont parle Villani, étaient-ils réellement des canons dans le sens actuel du mot ? On serait en droit de le contester sans doute, car les textes (précités) pourraient s'interpréter diversement et l'erreur est facile en cette matière ; mais les expressions de l'auteur fussent-elles plus claires et plus formelles, il n'en demeurerait pas moins vrai que ce n'est que l'assertion unique d'un écrivain isolé, étranger à la France, et bien éloigné alors du théâtre des événements, accablé d'ailleurs à cette époque autant par l'âge que par la perte de sa fortune et de l'emprisonnement qui la suivit ; il mourut en 1348 de la peste. Le silence des relations contemporaines, tant françaises qu'anglaises et flamandes, est d'un tout autre poids que le récit de l'auteur italien. L'apparition de la nouvelle artillerie aurait dû vivement impressionner les combattants et les témoins oculaires de la bataille : comment donc s'est-il fait que Froissart, Jean le Bel, li Muisis et d'autres qui les ont consultés, n'en aient rien appris de semblable ? Si la chose avait eu lieu, comme on le suppose d'après l'historien florentin, peut-on concevoir, demande le chanoine de Smet, que les Français ne se soient pas servis des mêmes canons dans les batailles de Poitiers (1356) et d'Azincourt (1415) ? »

Après avoir insisté sur ce que Villani était parfaitement, par ses relations avec la France et sa connaissance du pays, à même de rapporter très exactement la relation de la bataille de Crécy, M. de Behaut conclut ainsi : « Il est donc bien acquis que ce furent les Belges qui dès le ^{xiv}^e siècle, introduisirent les canons en Angleterre et en Ecosse. »

Le passage suivant de l'histoire de l'artillerie du général Susane, (page 58) en venant magistralement à l'appui de notre opinion, réfute plus complètement que ne l'a fait M. de Behaut l'opinion du chanoine de Smet.

« Un fait domine la question de Crécy. Les armes à feu existaient très imparfaites, très incommodes, mais exerçant sur le moral des troupes et sur les chevaux un effet considérable. Pourquoi les An-

glais n'en auraient-ils pas employé à Crécy ? Le passage de Villani, bien que cet historien fut absolument contemporain, puisqu'il est mort en 1348, contient peut-être des erreurs et surtout des exagérations ; peut-être fait-il les Anglais plus savants et plus riches qu'ils ne l'étaient en réalité, aussi riches que pouvaient l'être en ce moment les Italiens, en leur mettant dans les mains des armes à feu et tirant de petites balles de plomb (de fer) ; il n'en reste pas moins ceci, c'est que les Anglais se sont servis à Crécy d'armes à feu et que les Français, avec leurs idées obstinément héroïques, ont négligé volontairement de le faire. »

Notre opinion sur le mémoire de M. de Behaut est qu'il a, sinon démontré d'une façon irréfutable, du moins rendu très plausible sa thèse que les canons de Crécy étaient d'origine flamande.

La conclusion de notre travail sera celle-ci : Villani, Froissart, les Grandes Chroniques et le Continuateur de Nangis prouvent que les Anglais ont eu du canon à Crécy ; J. Hunter a retrouvé la poudre qui servait à les charger et M. de Behaut a donné de très bonnes raisons pour faire admettre que les canons étaient flamands ; il nous reste à ajouter qu'on a retrouvé sur le champ de bataille de Crécy un canon et un boulet anglais et qu'on a même mesuré et pesé ce dernier. C'est ce que nous apprend Siméon Luce dans deux curieuses notes du sommaire du premier livre de son édition de Froissart (tome III, p. 4. xii) par lesquelles nous terminerons :

« Cette mention de l'emploi des canons par les Anglais à la bataille de Crécy, qui ne se trouve que dans la seconde rédaction de Froissart est confirmée par le Continuateur des chroniques de Saint-Denis et par Villani ; ce dernier donne aux canons des Anglais au nombre de trois selon le chroniqueur de Saint-Denis, le nom de *bombardes*. » « Un des canons très curieux, dit M. Louandre, dont les Anglais faisaient usage à Crécy, et qui était conservé à la Tour de Londres, fut retrouvé presque entier parmi les décombres, après l'incendie de cette tour en 1841. (Voir le *Journal des débats* du 8 novembre 1851 et l'édition de 1845, t. I. p. 236 (en note) de l'histoire d'Abbeville.) D'un autre côté on lit dans le *Courrier de la Somme* du 5 septembre 1850 : « Samedi dernier M. Davergne, cultivateur, a trouvé, en labourant sur le champ de bataille de Crécy,

un boulet *en fonte* — (ou plutôt *en fer*) du poids de 56 grammes, d'une circonférence de 25 centimètres ; il est tout détérioré par la rouille ».

Le diamètre des *pallotole* de fer de Villani aurait donc été approximativement de 8 centimètres.

II. — LE PRINCE NOIR EUT-IL DU CANON AU SIÈGE DE ROMORANTIN ? (3 et 4 septembre 1356).

Si les 3 canons de Crécy eussent eu sur la défaite des Français dans cette funeste journée les effets d'épouvante et de destruction que leur attribue Jean Villani, il est croyable que l'usage de l'artillerie à feu, tout au moins dans les armées anglaises, se fût dès lors généralisé et que dix ans après, dans la mémorable campagne de 1356, le prince de Galles en aurait eu, notamment à la bataille de Poitiers-Maupertuis. Or il n'en est question dans aucun récit de cette bataille et le seul épisode de la campagne où Froissart mentionne des canons et bombardes, c'est au siège de Romorantin. Plus tard, lors de la grande expédition de 1360, qui aboutit au traité de Brétigny, Edouard III ne paraît pas avoir eu d'artillerie à feu, aucun chroniqueur n'en parle et cependant Froissart s'est complu à entrer dans les plus minutieux détails au sujet du chargement des 6000 chariots, attelés chacun de 4 forts *roncins*, que le roi d'Angleterre menait à sa suite : moulins à main, fours à cuire le pain, tentes, pavillons, forges, nacelles, bateaux en cuir bouilli, etc. Nous ne pouvons guère croire à une omission.

Les historiens de nos jours se sont contentés de signaler les canons de Romorantin sans discussion, après avoir tant discuté les canons de Crécy ; nos recherches sur le premier emploi de l'artillerie à feu sur les champs de bataille nous ont porté à nous défier des assertions de Froissart, et à les soumettre à une critique raisonnée.

Exposons d'abord les faits :

Romorantin, défendu par les sires de Craon et de Boucicaut, se composait de la ville, d'une première enceinte assez forte et d'un très fort donjon, composé de plusieurs tours.

Le mercredi 31 août 1356 le Prince Noir, dont les troupes avaient occupé la ville sans coup férir, s'empara facilement de la première

enceinte dont les défenseurs se réfugièrent en partie dans le donjon, auquel le jeudi il fit donner trois assauts simultanés sur trois points différents ; il échoua et les Anglais éprouvèrent des pertes notables. Renonçant alors à l'attaque de vive force, le prince n'employa plus pour amener la reddition du donjon que la mine et le tir de l'*artillerie*. Celui-ci capitula le samedi 3 septembre.

Citons les chroniqueurs :

Jean Le Bel se borne à dire : « Puis ardirent les Engles la ville de Romorantin » (ch. XCLV). Il ne nous apprend donc rien. Froissart, qui n'avait que 49 ans en 1356, et qui copia Jean Le Bel, souvent textuellement jusqu'en 1360, s'est renseigné ailleurs sur la prise de Romorantin et dit :

« Si regardèrent et imaginèrent li soutil homme d'armes (après les assauts repoussés) qu'il se travilloient en vain et faisoient blecier sans raison et occire leurs gens, et que par tel assaut que de traire et de lancier on ne les aroit jamais. Si ordonnèrent à apporter kanons avant et à traire (tirer) quariaus et feu grégois dedens en le basse court : se cilz feus s'i voloit prendre, il poroit bien tant monteplier qu'il se bouteroit ou (au) toit des couvertures des tours dou chastiel, qui pour le temps estoient couvertes d'estrain (de paille). Se par celle manière il ne les avoient, il ne pooient veoir voie comment il peussent le dit chastiel gaegnier et les chevaliers qui le deffendoient.

« Adonc fu li feus aportés avant et trais par bombardes et par kanons en le basse court ; et si (alors) prist et monteplia telement que toutes ardirent, et entra en le couverture d'une grosse tour, qui estoit d'estrain, où li troi chevalier estoient, que ce jour et celi devant moult d'armes fait avoient. Quant il veirent le feu par dessus yaux (eux), et que rendre les couvenoit ou là périr, si ne furent pas bien à leur aise, et vinrent tantost aval, et se rendirent au prince à se (sa) volenté : aultrement il ne les ewist (eut) point receus, pour tant qu'il en avoit juré et parlé si avant. »

Dans le récit de Froissart le rôle du mineur est à peine indiqué dans ce passage : « Et li aucun entroient en l'aigue (eau) jusques au col et venoient as murs, et li aultres nagoient (nageaient) sus (sur) huis et sus cloies (claires), pils et haviaux et ars et saiettes (pics, hoyaux, arcs et flèches) en leurs mains, et venoient au fons (fonda-

tion) don mûr *hawer* (piocher) et *piketer*. » (Siméon Luce, t. V, p. 44.)

Le moine de Malmesbury, auquel est dû l'itinéraire jour par jour de la campagne de 1356, nous fournit les renseignements suivants :

« Die Mercurii sequenti (31 août) princeps præcepit fieri insultum ad villam, et ita factum est valde forte ; unde inclusi viriliter resistebant, quia plures fuerunt homines armati in castro. Fuit enim ibi aliud castrum juxta illud fortissimum valde quantum ad jactus sagittæ quod vocabatur le Doungoun ; illud autem magnum damnum ingessit hominibus principis. Tandem capta villa, le Dongoun viriliter resistebat, fuit enim facta admodum turris... Die Jovis sequenti (1^{er} septembre) fecerunt hurdesia tria ad turrin dirimendum ; unde comes Southfolke fecit unum, Bartholomæus Borouwash' (de Burghersh) unum aliud, et unus magnus de Wasconia (le capital de Buch, croyons-nous) tertium. Die Veneris et die Sabbati (2^{et} 3 septembre) *submiserunt ignem ad turrin*, ita quod inclusi non possent bene ignem extinguere cum vino et aqua, quod in parva quantitate habebant intra se. Tunc coeperunt tractare de pace et de redditu turris per totum illum diem et tandem se submiserunt omnino in gratia principis, et turris reddita est. Dominica sequenti, qui fuit quartus dies septembris, princeps quievit et homines heresia sua (les harnachements) parare jussit. »

Nous voyons que le Moine attribue la reddition du donjon à ce qu'on mit le feu sous la tour, c'est-à-dire aux étançons que le mineur avait substitués aux fondations de la tour excavées par le mineur.

Barthelemi de Burghersh, témoin oculaire, et qui, nous venons de le voir, commanda un des trois assauts donnés au donjon, s'exprime ainsi dans une lettre écrite à sir John Montagu, en septembre 1356, à la fin de la campagne :

« Il (le prince) vient à une chastelle appelliz (appelé) Remerentyne, qest (qui est) en Birun (Berry) et devant ceo qil vient illoques (et avant qu'il vint là), si avoit pris VI^{xx} hommes darmes et deyns (dans) le dit chastelle furent le seignoure de Crone (Craon), un des graunt seignoures de France, et monseigneur Bussigaude, ove (avec) L. hommes darmes ; et monsieur le Prince ad sege (assiège) le dit

chastel pav VIII jours, et li primer jour prit tote la force du dit chastel, forspris une grose tour (sauf une grosse tour), et auxi prist XL hommes darmes, et le dit seignour de Crone et Bussigaude se mystèrent deyns le dit tour (se mirent dans la dite tour), et par force *de feu et demyne et dengyne* (par force de feu, de mine et d'engin) il se rendirent prisoners. »

Ces engins, dont parle Barthelemi de Burghersh, sont-ils des canons ou des bombardes, comme l'a dit Froissart, ou d'anciennes machines de guerre ? C'est ce que nous apprendra la chronique de Baker de Swynebroke, où nous trouvons la solution de la question.

Une embuscade tendue aux Anglais par Grimouton de Chamblai a été mise en déroute. Baker écrit alors ceci :

« Fortunatis iniciis nostri delectati processerunt versus Romerentyn, ubi repertos dominos de Crone et Brisegaudum (Boucicaut), missos ad officium discooperiendi, tam precipitanter occuparunt quod, multis ferro vastante peremptis, duces agminis ad castrum fugere compulerunt; et, captatis hospiciis in villa, princeps jussit preconizari crastinum insultum castellanis applicandum. Die sequenti aggrediuntur armati nostri, fovea transita, muros castris, quos scalis ascendere seu portas comburere per diversa diversi festinarunt; nec frustra; ingressi quippe necuerunt agmina multa Quiritum, dum prefati domini cum militibus non paucis ad arxem principalem convolarunt. Illico princeps jussit proceres convenire consultum, sacius ne declinaret fugatos, an obsidione vallatos cogeret ad dedicionem. Sed quia compertum est coronatum Francorum non amplius X leucis ab ipso loco distinctum, consulcius diiudicans immotus expectare coronati feritatem preliaturam quam querere forsitan non expectaturam potenciam, cum qua summe concupivit conserere manus bellatrices, estimans preterea quod obsidio congesta provocare deberet Gallicos ad eius demolicionem, finaliter sentenciavit se non recessurum de loco subacto quousque conclusi forent capti seu dediti, nisi forte bellico certamine cogeretur. Proinde jussu principali *fabricatis denuo machinis petrariis et testudinibus pro securitate fossariorum, certis officiis suis intenti tectum turris et propugnacula spericis saxis protriverunt et in aggerem, qui prebuit arxi fundamentum, sudore fossariorum concavatum, submiserunt ignem, quo meremio combusto quod pro tempore*

laboris effodiendum molem capitibus eorum imminentem vix sustinebat, falso fundamento moles obnixa fuisset prolapsa. Tantis periculis impotentes obsessi salutem suam contueri, suppliciter obtulerunt sui dedicionem, qua plenariter ad voluntatem principis ordinata, diem sextum prævenerunt » (1).

Il résulte de ce récit si complet et si précis de Baker que les engins employés par les Anglais devant Romorantin n'étaient pas les canons et bombardes (de l'artillerie à feu), comme l'écrivait Froissart, mais d'anciennes machines de jet (*machinæ petrariæ*) que les ingénieurs du prince (*certis officiis suis intenti*) construisirent sur place (*denuo fabricatis*), et dont les organes assez compliqués pour ne pouvoir être fabriqués au moment du besoin étaient transportés par les chariots de l'armée. Les engins visés par Baker sont ceux que les Français appelaient *perrières* et qu'on appelait généralement soit *petrariæ*, soit encore *Mangonum*. Ils lançaient soit de gros blocs de

(1) Donnons la traduction du latin archaïque de Baker :

Joyeux de cet heureux début (la défaite complète de Philippe dit Grismouton de Chamblay), les nôtres marchèrent vers Romorantin, où, ayant trouvé les seigneurs de Craon et de Boucicaut envoyés en reconnaissance, ils les attaquèrent si impétueusement qu'après avoir tué beaucoup de leurs gens par le fer dévastateur, ils forcèrent les chefs à se réfugier dans le château; puis, s'étant logé de vive force dans la ville, le prince ordonna d'assiéger la forteresse. Le jour suivant nos hommes d'armes, franchissant le fossé, donnèrent l'assaut, se hâtant les uns d'écheller les murs, les autres de brûler les portes; ce ne fut pas en vain, car, étant entrés, ils massacrèrent un grand nombre des défenseurs tandis que les seigneurs susdits avec beaucoup de soldats coururent en hâte dans le donjon. Aussitôt, le prince réunit en conseil les chefs de l'armée. Devait-on abandonner ceux qu'on avait mis en fuite, ou bien les assiéger et les forcer à se rendre? Mais comme il était avéré que le Couronné français (le roi Jean) n'était pas éloigné de plus de dix lieues, le prince, jugeant plus à propos d'attendre sans bouger l'attaque du farouche et belliqueux Couronné que d'aller au devant, sans la rencontrer peut-être, de sa puissante armée avec laquelle il brûlait du désir de se mesurer; pensant en outre qu'assiéger le donjon c'était provoquer les Français à l'attaquer, il finit par décider qu'il n'abandonnerait pas la position conquise avant que les assiégés ne fussent pris ou ne se fussent rendus, à moins qu'il ne fut forcé à livrer bataille. En conséquence, par son ordre, on monta (mot-à-mot on construisit de nouveau) les machines à lancer des pierres et les tortues destinées à couvrir le mineur et des maîtres des engins habiles dans leur art écrasèrent le toit de la tour et ses défenses de pierres sphériques et mirent le feu aux étançons qui remplaçaient les fondations du donjon excavées par la mine, afin que par la combustion de cette charpente qui, pendant le travail des mineurs, ne soutenait qu'à peine la masse qui menaçait leur vie, cette masse s'écroulât ne reposant plus que sur ces fausses fondations.

De si grands dangers les rendant impuissants à pourvoir à leur salut, les assiégés implorèrent une capitulation qu'ils obtinrent le sixième jour et qui fut entièrement réglée par la volonté du prince.

pierre soit des matières incendiaires. Ce n'est pas que l'artillerie à feu qui débuta par les petits calibres (*pallottole di ferro*, notamment) tarda longtemps à créer des bombardes de calibre énormes dont les projectiles pouvaient produire des effets d'écrasements semblables à ceux des perrières, mais ces bouches à feu avec le massif chariot spécial qui constituait leurs affuts étaient d'un poids tel qu'il est inadmissible qu'on pût les transporter à la suite d'une armée, tandis que nous pourrions multiplier les citations prouvant le transport de ce que nous appellerons les organes essentiels des anciens engins de l'artillerie de jet; nous nous bornerons à signaler qu'après le passage de la Seine de vive force, à Poissy (en 1345, le 15 août) les Anglais brûlèrent 32 bigas et quadrigas (voitures à 2 et à 4 chevaux) pleines de *balistes*, carreaux et autres agrès (*armamentis*).

Disons que nouvelle et ancienne artillerie figurèrent longtemps côte à côte dans les armées, et que les anciennes machines de guerre ne furent définitivement détrônées par le canon que lorsque celui-ci put faire brèche aux murailles, ce que n'ont jamais réussi à faire les anciens engins.

Comme conclusion de notre étude nous répondons par la négative à cette question : Le Prince Noir eut-il du canon au siège de Romorantin ?

LES RELIQUES DE SAINTE VICTOIRE MAROSE

Conservées au trésor de l'église cathédrale de Poitiers

Par M. l'abbé COLLON

Les reliques de Ste Victoire Marose, conservées jadis au couvent de Ste-Catherine, sont loin de fournir un dossier aussi complet que celles de Ste Antonine, dont nous avons retracé l'histoire (1). En effet, la châsse ouverte le 27 octobre 1894, en présence de Mgr l'Evêque et du chapitre de Poitiers, ne contenait que deux documents, et tel est le fonds presque unique sur lequel nous puissions nous appuyer. De plus, ils sont d'inégale valeur, mais en l'absence de titres originaux, par les témoignages formels qu'ils renferment, ils portent le sceau d'une réelle autorité.

Qu'il suffise de dire que l'un d'eux est le remarquable procès-verbal de vérification, fait en 1812 par M. l'abbé de Beauregard. Or pour quiconque connaît la science et la sûreté de méthode employées par le futur évêque d'Orléans, ce nom est à lui seul une garantie de véracité.

D'une importance secondaire, il est vrai, mais cependant d'une valeur qu'il est impossible de récuser, l'autre est une relation signée Pilatière, des fêtes célébrées en 1682, au couvent de Ste-Catherine, quelque temps après la réception du corps saint.

C'est peu sans doute, et nous avouons sans peine, qu'avec semblable pénurie il semble téméraire de vouloir reconstituer l'histoire de ces reliques. Mais quelques renseignements puisés aux archives départementales de la Vienne et dans la monographie de Ste Catherine, par le P. Fontalirant (2), de l'ordre des Dominicains, permettent de corroborer, et, dans une certaine mesure, de compléter les indications tirées de ces deux pièces.

Loin de nous la prétention de croire que, même après ces différentes recherches, ce travail ne présentera pas de lacunes; tout au

(1) Voir notre monographie, *les Reliques de Ste Antonine*. Oudin, 1896.

(2) Monog. du monastère des dominicaines de Ste-Catherine. *Mém. Antiq. de l'Ouest*, t. XXXVIII, p. 297.

plus nous estimerons-nous heureux si nos conclusions semblent assez plausibles pour être acceptées. Sous cette réserve, nous essayerons donc de faire connaître la provenance de ces reliques, les circonstances qui les amenèrent à l'ancien couvent de dominicaines de notre ville, et enfin leur transfert à la cathédrale qui les possède encore aujourd'hui.

Et d'abord leur provenance. Grâce à l'inconscience révolutionnaire, qui aurait cru se manquer à elle-même, en respectant des actes que la piété chrétienne non moins que les droits de l'histoire conservait dans les châsses de nos saints, les documents positifs, tels qu'authentiques, procès-verbaux de réception, etc... nous manquent totalement. Fort heureusement que, pour suppléer à cette absence de titres originaux, il nous reste une « *Relation comme a été trouvé le corps de Ste Antonine et le lieu dans les catacombes ou cimetière Calixte* (1), rédigée par le frère Victor de Tours, capucin du couvent de Poitiers, et conservée aux Archives Départementales de la Vienne.

Dans cette relation, qui était adressée à « Révérende mère Renée Marie Dubois », abbesse de la Trinité, et où frère Victor se proposait uniquement de rendre compte aux religieuses de la manière dont le corps de Ste Antonine leur avait été procuré, nous relevons un détail d'une importance capitale, puisqu'il nous révèle la provenance des reliques de Ste Victoire Marose. Il y est en effet raconté qu'en 1678 une galerie de la catacombe de St-Calixte, attenante à l'église de St-Sébastien, ayant été fortuitement découverte, l'on y trouva un nombre considérable de corps, parmi lesquels ceux de Ste Antonine et de Ste Victoire Marose avaient seuls échappé aux injures du temps, et n'étaient pas réduits en poussière (2). Leurs noms d'ailleurs se lisaient sur le marbre des leurs *loculis* respectifs.

Un mot sur cette catacombe. Avant les glorieuses découvertes de J.-B. de Rossi, son emplacement n'était point encore exactement délimité, mais on désignait sous le terme générique de *cæmeterium Callisti*, l'ensemble des galeries situées sur la Via Appia. Depuis les

(1) *Arch. dep. H. 2*, liasse 8, fonds Trinité.

(2) Cette « relation » a été publiée dans la « *Semaine Religieuse* » du 3 novembre 1895, et dans notre monographie : *les Reliques de Ste Antonine*.

travaux du célèbre explorateur qui a retrouvé le tombeau même de St Calixte et par conséquent déterminé d'une manière précise la situation et l'étendue de la catacombe à laquelle ce nom doit être exclusivement attribué, l'on voit que la galerie indiquée par frère Victor comme lieu de sépulture des corps saints relève de la catacombe de St-Sébastien, qui, contiguë à celle de St Calixte, était par là même confondue avec cette dernière (1).

Nous voilà donc fixés sur la provenance de ces reliques. Demandons-nous maintenant comment elles viurent en la possession des religieuses de Ste-Catherine.

Le récit de Pilattière affirme qu'elles furent apportées par les mêmes capucins qui avaient enrichi la Trinité de celles de Ste Antoinette. Cette assertion se vérifie par les considérations suivantes. Lors de la découverte de ces corps saints, lisons-nous dans la « Relation » signalée plus haut, c'est-à-dire en 1678, résidait à Rome, en qualité de définitif général de tout l'ordre des capucins, l'ex-provincial de la Touraine, Pierre Cothureau de Poitiers, qui avait pour secrétaire Grégoire d'Orléans, et comme compagnon, frère Victor de Tours, lay, également du couvent de Poitiers, et auteur de notre récit.

D'après les documents qui nous ont été très bienveillamment communiqués par le P. Édouard, archiviste capucin à Rome, ce Pierre Cothureau était fils d'un bourgeois de Poitiers, sieur de la Davie (2) élu au corps de ville vers 1600, et investi de la charge de solliciteur des pauvres. (3) Son histoire est intimement liée à la fondation de Ste Catherine, et nous relevons son nom et ceux de quelques-uns de ses enfants indiqués par Beauchet-Filleau, dans certains documents provenant de ce monastère.

(1) Nos recherches pour avoir des indications sur les corps saints trouvés à cette époque, dans les catacombes, ont été infructueuses. M. le Professeur Marucchi, élève de Rossi, a bien voulu nous faire répondre qu'il n'existe à Rome aucun document sur ce sujet. Mgr Barbier de Montault pense qu'on en pourrait peut-être trouver quelque trace à la Bibliothèque Nationale, où est conservée la partie non rendue des Archives du Vatican, transportées à Paris par ordre de Napoléon I.

(2) Commune de La Chapelle-Montreuil.

(3) *Arch. municip.*, liasse 52, bibl. de la ville. — *Délib. du corps de ville reg.* 72, 76 bis passim, *ibid.* — *Dictionn. des familles du Poitou.*

En effet, un registre de la communauté « commencé à écrire le 7 mai 1678 » nous dit que « M. Cottereau, habitant de la ville de Poitiers, de condition fort honorable, qui ne se glorifioit que de la qualité de protecteur des pauvres... vendit huit mil livres, « sans voir d'aparence de lui estre payée, veu l'extrême pauvreté de celle qui achetoient... » (1) la maison qui devait devenir le premier bâtiment de la future communauté. De ce document il résulte que l'appellation de protecteur des pauvres désigne Pierre Cothereau, leur protecteur officiel. Sa bienveillance pour Ste-Catherine ne se borna point à la concession d'un immeuble. Sur sa volonté expresse, le 6 août de la même année, son fils le jésuite y célébra la première messe (2). Une deses filles, Renée Cothereau y fait profession le 15 août 1639 et y meurt le 20 janvier 1691 (3). Marguerite Cothereau, une autre de ses filles, veuve de M. de Chantegain (4) est appelée « la bienfaitrice des maisons religieuses et particulièrement de Ste-Catherine (5) ». Lui-même il y fut inhumé ainsi que sa femme, qui rivalisait de charité avec son époux. Et, ajoute la chronique « cette illustre famille dont la piété est sy connue « a été le refuge de la nôtre : les enfants ont succédé à l'affection de leurs encestres, et mesme enrichy l'intérieur de nostre monastère, de plusieurs belles figures en relief, tant au cœur qu'au cloître et à l'oratoire du dortoir (6). »

D'où nous pouvons conclure que, continuant à l'égard de Ste-Catherine les traditions de bienfaisance de sa famille le définitiveur général des capucins mit à profit son séjour à Rome et peut-être aussi sa qualité, pour obtenir, en faveur du couvent enrichi par les siens, un trésor plus précieux que les biens dont ceux-ci l'avaient doté. lors de sa fondation. Cela lui était d'autant plus facile qu'il occupait à Rome une situation prépondérante. Les grandes charges qu'il occupait alors l'avaient fait apprécier de la reine de Suède et lui

(1) *Arch. dep. de la Vienne*. H. lias. 8, fonds de Ste-Catherine, registre pp. 33 et suiv.

(2) *Ibid.*, pp. 33, 34.

(3) *Ibid.* p. 33, 53, 54, et reg. des professions 15 août 1639.

(4) *Arch. municip.* 68^e rég. des délibérations, p. III.

(5) *Arch. dep., loc. cit.*, pp. 34 et 64.

(6) *Arch. dép., ibid.*, pp. 34 et 35. Au nombre de ces « belles figures en relief » il faut aussi placer les statues dont les niches vides décoraient le portail de Ste-Catherine, avant la dernière reconstruction. Fontalirant, p. 313.

avaient conquis la faveur des papes Clément X et Innocent XI (1).

En possession des reliques de sainte Victoire, les religieuses, malgré leur pauvreté, s'empressèrent de les placer dans une châsse digne de contenir un dépôt si sacré. Disons donc un mot de ce riche reliquaire, qui, tel que nous le voyons encore aujourd'hui, nous donne cependant une haute idée de son ancienne magnificence.

De proportions monumentales puisqu'elle mesure 95 centimètres de longueur sur 50 de large et 85 de haut, cette châsse, en bois doré, est véritablement artistique. Sur une tablette qui supporte une console formée de têtes d'anges se détachant en vigoureux relief d'un fond de nuées, repose la châsse proprement dite, de forme rectangulaire, ajourée sur ses quatre côtés de glaces octogonales, autour desquelles courent des guirlandes fleuries et des rinceaux admirablement fouillés. Deux anges, sculptés en demi-bosse sur les faces latérales les plus larges, se tiennent debout de chaque côté des glaces et semblent protéger les reliques, fixées à l'intérieur par des rubans de soie primitivement rouge, sur une sorte de pyramide à quatre pans, recouverte de satin de même couleur. Un fronton en arc de cercle termine ces deux faces, et avec la croix plantée sur une boule, que l'on place au-dessus de la châsse, aux jours d'exposition, c'est tout ce que la révolution nous a laissé de la partie supérieure, dont l'ornementation, à en juger par le fini des détails de ces deux objets, devait s'harmoniser en beauté et en richesse avec l'ensemble de ce remarquable reliquaire (2).

Une place d'honneur lui fut réservée dans l'Église de Sainte-Catherine. Dans l'épaisseur du mur qui séparait le sanctuaire, du chœur des religieuses, on avait pratiqué, au-dessus de leur grille, une sorte d'édicule, de style grec, à deux ouvertures, afin de permettre au public et aux dominicaines la vue simultanée des reliques. L'intérieur en était revêtu d'une boiserie, — tendue d'étoffe verte et du côté de la chapelle il était préservé par une balus-

(1) Documents tirés des archives générales de l'ordre, et communiquées par le P. Edouard d'Alençon.

(2) Il serait à souhaiter que la lecture de ces lignes inspirât à quelque ami des arts, opulent et religieux, comme notre Poitou à l'honneur d'en compter plusieurs, le généreux dessein de faire restaurer ce monument, à tout point de vue si digne d'intérêt.

trade en fer forgé (1). C'est là que reposait déjà la châsse, lorsque furent célébrées, en 1682, les fêtes d'inauguration, auxquelles la présence de l'Évêque, M^{sr} de Baglion, l'empressement du clergé, et le concours des fidèles donnèrent un éclat qui prouve en quelle estime était tenue la nouvelle communauté. D'ailleurs le récit dont nous avons parlé et que nous publions in-extenso, tout en fournissant une modeste page à notre histoire religieuse poitevine, renferme à ce sujet des détails qui ne manqueront pas d'intéresser le lecteur.

L'an 1678 en may, fut trouvé le corps de sainte Victoire Marroze dans le cimetière de Calixte, ou est l'Eglise de saint Sébastien, et levé par l'ordre de monseigneur Eusance (2), évêque de Porphire, préfet de la sacraite apostolique. Sur le tombeau de la sainte, qui étoit de marbre, étoit gravé son nom: *Victoriæ Maroza in pace pro Christos* (sic). La phiole de sang et la palme se trouvèrent dans le tombeau. La fiole de sang estoit avec son St. corps dans la chaze, selon les apparences; et le sentiment de ceux qui sont employés à chercher les corps Sts, dans les catacombes, par l'ordre du pape, croyant que la ditte Ste estoit et fut martirisée du temps des apôtres St Pierre et St Paul, à sujet que le St corps fut trouvé proche ou reposoient les corps des deux Sts. Apôtres. Dans les dittes catacombes, fut aussi trouvé les corps de Ste. Cécile, St Valérien, St Tiburce et St Urbain pape. [Le corps] de Victoire Maroze estoit a un ject de pierre des corps de St Pierre et de St Paul et à dix pas du chemin de la Piapia (3), dont on parle dans la vie de Ste. Cécile. Ste Victoire Maroze fut trouvée dans des catacombes découvertes l'an 1678, dans [un] jardin ou l'on avoit tiré des pierres, et le dit jardin joint à l'Eglise de St Sébastien. Ce n'est point une sainte batissée (4), c'est son propre corps (5) que Victoire trouvé dans son tombeau.

Le cinquième avril de Pasque mille six cent quatre-vingt-deux (6), dans l'Eglise des religieuses de St Catherine de Siène, de l'ordre de St Dominique de la ville de Poitiers comença la cérémonie de la translation du corps de Ste Victoire Maroza, martyre.

(1) On verra plus loin ces détails, lorsque nous parlerons de la suppression du couvent de Sainte-Catherine.

(2) Eusanius. Cf. *Semaine religieuse*, 17 novembre 1895, pp. 731.

(3) Via Appia.

(4) Baptisée.

(5) Nom.

(6) On voit par là l'autorité de l'indication fournie par le Ch. Auber. Hist. de la cathéd. t. II. p. 449, qui raconte que ces reliques découvertes en 1678 furent exposées à la vénération publique des Romains en 1682, et envoyées aux religieuses de Sainte Catherine par le P. Joseph-Eufanius-Aquilanus, évêque de Porphire.

(5) Translation.

Monsieur l'illustrissime évêque de Poitiers fit l'ouverture; le dimanche y célébra la Ste messe, donna la bénédiction du sacrement. Les plus califiés de la ville s'y trouvèrent. Monsieur le Théologal y prescha, prit pour texte ses paroles du cantique: *Surge. prospera amica mea, et veni.* Il y fit voir dans le premier point, que Ste Victoire estoit venue en France, pour nous honorer de sa présence et de sa protection, le deuxième point que ce seroit pour recevoir de l'honneur par la piété des fidèles, que Dieu l'avoit pressée de venir à Poitiers. Le soir Monsieur le grand vicaire donna la bénédiction du St Sacrement.

Le lundy, la paroisse de la Celle y vient en procession, officia tout le jour. Le Révérend père Leconte, religieux de l'ordre de St Dominique, et docteur en théologie, prêcha admirablement bien, il prit pour terme (1) ces paroles: *Fecit mihi magna qui potens est.* Il fit voir et paroistre [la] Ste vierge dans son premier point, comme une victime d'amour, sacrifiée à la gloire de Jesu Christ, par le martyre dans la ville de Rome. Le deuxième point, il la montra comme une victime de puissance dans son tombeau, ou Dieu l'avoit conservée et relevée (2) sy glorieusement; et dans le troisième point, il la fit voir dans la seigalion (3) et mesme dans cette Eglise, qui fait nostre paix avec Dieu. Ensuite il fit une morale plaine de sainteté et dit des merveilles sur le nom de Victoire.

Le mardy, la paroisse de St Didier vient en procession, avec le chef de St Didier. Ils officièrent tout le jours. Les Révérends des pères Carmes, y vinrent procelsionnellement, chantèrent la messe et hymnes à l'honneur de la Ste [avec] des voix admirables. Il ne se pouvoit rien avoir de plus magnifiques et de plus dévot. Le Révérend père prædication (4) de St Porchaire, capucin, prescha excellemment bien, sur ces paroles de St Jean: *Hæc est victoria quæ vicit mundum.* Dans son premier point, il fit voir la victoire que cette Ste avoit remportée sur la concupisance de la chaire, sur le théâtre de la ville de Rome de [dans] le deuxième point, il la fit voir victorieuse de la concupisance des yeux, dans le généreux mépris qu'elle fit de toutes les grandeurs du monde, et de toutes ces promesses, refusant d'adorer les idoles, acceptant les tourmens de la mort; dans le troisième point il la montra, les victoires qu'elle remporte dans sa chase sur ce qu'il y a de plus supérieur dans la vie.

Le mercredi, la paroisse de St Sibard vient en proseslon, officia tout le jours. Un Révérend père carme prêcha et prit pour tème: *Hæc victoria:* Victorieuse. Dedans son premier point il [la] fit voir [victorieuse] de tout ce qu'il y a de plus puissant et attrayant dans le monde, par sa piété et ces autres vertus admirables, qui la rende un digne sujet de la plus parfaite vénération des fidèles.

(1) Texte.

(2) Révélée.

(3) Congrégation ?

(4) Prédicateur.

Le jeudy, la paroisse de St Porchaire vient en procession, officia tout le jours, chantèrent la messe. Les Révérends pères cordeliers vinrent en processions, chantèrent la messe. Le Révérend père Dexera, jésuite, prêcha prit pour thème. « Il fit voir que Ste Victoire avoit triomphé par sa foy de toutes les douceurs du monde, ce fut son premier point. Au 2^e il montra qu'elle avoit généreusement remporté la victoire par sa patience de toutes les terreurs et souffrance. Il donna à tout son auditoire des reliques de Ste [Victoire]; sa patience, constance, sa foy vive et son amour ardent pour Jesu Christ, priant un chacun de vouloir prendre ces reliques et les bien pratiquer.

Le vendredy, la paroisse de Notre-Dame-la-Petite vient en procession, officia tout le jour. Les Révérends pères minimes chantèrent la messe. Le Révérend père Rochenaux, lecteur en théologie, de même ordre, prescha, prist pour tesme ces paroles de Job : *Mihi superets* (1) *sepulcrum*. Au premier point il fit paroître Ste. Victoire dans sa chaise, comme un docteur qui instruisit des vérités chrétiennes, et de quelle sorte notre (2) devons imiter Jesu Christ. Dans le deuxième point il la regarda dans sa chaise, comme sur un tronne, pour y recevoir nos respects et nos hommages. Dans le troisième point, il la fit voir dans sa chaise, comme sur un autel ou elle continue son sacrifice. Du séminaire de l'ordre de St Dominique vinrent chantant les Litanies, dirent la messe, et communierent tous leurs novisse. Un père Feuillant prêcha d'une façon fort élevée, il prit pour tesme ces paroles de St Paul : *Est secreto* (3) *dico vobis*. Il montra, dans son premier point, que le nom de Victoire était un mystère caché, qui marquoit la grandeur de sa sainteté. Dans le deuxième point, il fit voir que la vie de Ste Victoire caché en Dieu, étoit un mystère qui nous découvroit l'incompréhensibilité de Dieu et de ses perfections (4). Et dans le troisième point, il découvrit dans la translation de ces reliques, le mystère de la divine Providence sur ce précieux corps, dans le soin qu'il prenoit de luy faire rendre l'honneur qu'il méritoit, le dimanche jour de la doteur (5).

Les Révérends pères Jacobins viennent en procession avec la vray croix, officierent tout le jour. Monsieur le curé de Saint-Sornin (6) y vient dirent la messe avec toutes ces paroissiens. Le Révérend père Brésu, cordelier, prédicateur de la ville prescha, avec l'admiration de tout le monde. Il prit pour tesme c'est paroles de l'Evangille du jour: *Ego sum pastor bonus*, monstrant la douleur de cette brebis innocente, il s'attache à la phiole de sang; remerciant les prédicateurs qui l'avoient présédé, de luy

(1) Superest.

(2) Nous.

(3) Secretum.

(4) Perfections.

(5) Bon Pasteur ?

(6) Saint-Saturnin.

avoir laissé sy préteux sujet et marqua dans son premiere point *que cette phiolle dans la moindre ste Victoire, ous plustot étoit dans la ville de Rome* (1) comme un calice de bénédiction pour porter les âmes à l'amour de Jésu Christ.

Dans le deuxième point, que cette phiole étoit une lampe [ar]dente et luisante, dans le tombeau de noire sainte, qui éclairoit tous les chrétiens, et dans son troisième point, que cette phiolle étoit dans la ville de Poitiers, et dans nostre Eglise étoit une boîte d'un excellent parfum, qui portoit partout la bonne odeur de Jésu Christ. Il fit voir que le divin Pasteur de nos âmes avoit reconnu Ste Victoire pour une de ses plus chères brebis; qu'il l'estoit allé chercher dans le cimetière de Calixte, qu'il l'avoit appelée et placée honorablement proche de son autel. Il remarqua que cette phiolle de sang étoit la plus illustre preuve de la sainteté de Victoire, puisque n'étant pas la coutume de renfermer dans les tombeaux des martyres les phiolles (2), qu'il falloit qu'elle tient un rang très particulier dans l'estime du peuple. Il dit que son espous avoit tant d'estime de ce préteux sang, qu'il n'avoit pu souffrir le voir plus longtemps séparé du sien adorable, que le sang de cette illustre martyre fut toujours offert à son père, au même moment [que] le sien lui seroit offert dans le sacrifice de la messe. Enfin, ce zélé prédicateur excita fortem̄ le peuple à la dévotion et à la confiance envers cette grande Ste, souhaitant de porter à tous les malades cette préteuses phiolle pour les guérir.

La cérémonie fut très sélébre, il y ut exposition de St Sacrement toute l'octave; l'indulgence des quarante Heures, que M. de Poitiers dona, le concours du peuple y fut très grand, sans aucune confusion. Continuellement les trois autels étoient remplis de prestres depuis les 5 heures du matin, jusqu'à midy. La cantité de communions, et le tout avec tant de piété et dévotion, la cantité de vœux qui ont été offerts et qui continue marq̄ la confiance et la haute estime que l'on a au mérite de cette grande Ste, qui nous a esté envoyée par une Providence particulière de Dieu qui a exaucé les prières qu'on luy a fait, prenant St Antoine de Padoue (3) pr avocat, qui a conduit a bon port ce préteux cors, nonbbstant les tempeste et naufrageles qu'il a souffert sur la mer.

Les prédicateurs nous ont exortée et enchargée de regarder n̄e séraphique mère Ste Catherine de Siène et Ste Victoire, pour nos patronnes et nos deux anges, qui nous gardent nous protègent come l'arche d'alliance. Nous n'aurons plus rien à craindre si n̄ imitons les vertus et avons recours

(1) Phrase incompréhensible à laquelle nous substituerions la suivante: *Que cette phiolle dans la tombe de Ste. Victoire, ou plutot étoit dans la ville de Rome.*

(2) Nous savons que c'était précisément la coutume contraire.

(3) La dévotion à saint Antoine existait à Poitiers dès 1441, et la Ville entretenait deux cierges à son autel. 3^e reg. délib. du corps de ville, p. 96.

à ces deux puissantes avocates et protectrices la bénédiction de notre monastère, que nous conserverons come un précieux gage de l'amour q nos seigneur ns porte, dont nous devons à jamais le remercier. *Sancta Victoria Maroza, ora pro nobis.*

PILATIÈRE (1).

Après avoir établi la provenance des reliques de Sainte Victoire Marose et leur dépôt dans l'Eglise de Sainte-Catherine, il ne nous reste plus qu'à constater leur présence et à les suivre dans leur double transfert, à la Trinité d'abord, ensuite à la Cathédrale. Cette translation, nous l'appellerions volontiers la voie douloureuse, car c'est à l'histoire des jours malheureux qu'il faut recourir (2).

Pendant plus d'un siècle, les documents où nous avons puisé jusqu'ici, cessent de mentionner la chässe, accueillie jadis à Sainte-Catherine, avec l'enthousiasme dont Pilatière a imprégné son récit, En 1785, le silence est rompu ; avec quelle triste éloquence, les faits se chargent de le démontrer.

A cette époque, la communauté, à qui une *lettre de cachet* avait en 1734 (3) intimé la défense de se recruter, était éteinte depuis deux ans, par suite de la mort de la dernière religieuse.

L'immeuble était donc vacant. Mais avant de lui donner une affectation si éloignée, il faut bien en convenir, de sa destination primitive, et de la convertir en caserne, le pouvoir d'alors fit vendro au profit de quelques créanciers le mobilier qui le garnissait. Désormais, c'est à des inventaires d'huissiers, et jusque sous le marteau du commissaire-priseur, que nous devons rechercher nos renseignements. Et quelque service qu'en les conservant, ces fonctionnaires de la fiscalité nous aient involontairement rendu, nous ne tirerons pas pour cela leurs noms de l'oubli poudreux où

(1) Ce nom ne figure point dans la liste des Religieuses qui se trouve aux Arch. dép. H. Liasse 8. Registre publié par le P. Fontalirant. Mais comme Ste Catherine recevait en qualité de pensionnaires des personnes qui voulaient mener la vie monastique sans faire de vœux, il se pourrait que Pilatière, ait été de ce nombre. — A titre d'indication, la seigneurie de Pilatière appartient longtemps à la famille Babert de Juillé. Communication due à l'obligeance de M. Alfred Richard, archiviste de la Vienne.

(2) Cf. Fontalirant, *Causes de décadence et de ruine*, *Mém. Antiq. de l'Ouest*, t. XXXVIII, p. 354 jusqu'à la fin.

(3) Règ. de la communauté, *Arch. dep.*, série II, liasse 8.

ils sont ensevelis, et auquel on peut leur reconnaître plus d'un droit.

Le 28 avril 1785 (1), fut dressé l'inventaire dans lequel nous relevons la mention suivante : « Plus, au-dessus de la grille (du « chœur) est une grande châsse en bois doré, dans laquelle il y a des « reliques, appréciée trente livres ». Le signalement est assez incomplet mais aucune autre châsse ne figurant à cet exploit, il s'agit par conséquent des reliques de Sainte Victoire. La suite d'ailleurs nous en fournit une meilleure preuve.

Cette mise à prix d'un objet sacré n'est encore qu'un prologue : Passons rapidement à travers les péripéties de cette vente, qui présente, à certains jours, d'assez peu flatteurs dehors. Si bien que le 1er juillet, au moment « d'entrer dans l'emplacement qui ser- « voit de chœur aux cy-devants religieuses de Sainte-Catherine, « dans la sacristie et dans l'Eglise de la communauté », le crieur public vraisemblablement navré d'une besogne faite à contre-cœur conseille aux parties un accommodement unanimement repoussé, mais qui eut pour résultat de préserver de l'injure d'une vente aux enchères « les châsses où il y a des reliques de saints (2). »

Poursuivons la lecture de ces répugnants détails, arrivons au vendredi 2 septembre. La vacation venait de se terminer, alors « fut renvoyée la continuation de la dite vente à lundy prochain, « cinq de ce mois, auquel jour, à deux heures de relevée aura lieu « la vente de ce qui reste d'effets, qui garnissoient la dite maison, « chœur et sacristie et chapelle de Sainte-Catherine, prélèvement « fait de ceux qui ont été transférés à la maison des Dames de la « Trinité » (3) C'est ainsi que dans cette vente qui n'épargna ni les croix, ni les ornements sacrés, ni même les calices, ne figura point la châsse de notre sainte, car, malgré les réclamations des dominicains qui la revendiquaient pour leur couvent de Poitiers, elle échut avant le 5 septembre 1785, à la Trinité, qui pour l'avoir, s'était dessaisie d'une créance assez considérable, consentie antérieurement au profit de Sainte-Catherine.

Enfin le 5 septembre, tout était consommé : l'article 322 de la

(1) *Arch. dép.*, *ibid.* lias. 7, fol. 440, 441.

(2) Procès-verbal de vente. *Arch. départ.* II, lias. 7, registre p. 329-331.

(3) *Ibid.*, p. 332.

« vente porte : « la boiserie doublée de vieille étoffe verte ou étoit
« placée la chasse de sainte Victoire avec la grille de fer qui ser-
« voit de fermeture du côté de la chapelle, adjugée treize livres
« cinq sols. » (1).

Arrivée à la Trinité, après de si cruelles vicissitudes, les saintes reliques trouveront-elles enfin un refuge définitif. Hélas ! l'accalmie ne sera pas de longue durée : 1792 approchait et cette fois l'orage s'abattit, on sait avec quelle fureur, sur tous les asiles ou les générations chrétiennes avaient amoncelé leurs pieux trésors. Ainsi qu'on le verra par le procès-verbal de Mgr de Beauregard, le sieur Audinet, que ses fonctions de fabricant constitutionnel indiquaient pour ces sortes d'exécutions, continuant à la Trinité l'œuvre commencée le 15 janvier chez les capucins (2), en enlevait les chasses avec mandat ecclésiastique, et les apportait à la cathédrale. La crise d'irreligion qui sévissait alors sur la France ne les y laissa point longtemps en paix. Vers la fin de 1793, les commissaires de la municipalité se rendirent à la sacristie de la « ci-devant cathédrale » et se livrèrent sur les reliques des saints à l'une de ces saturnales profanatrices ou l'on ne sait si le vandalisme ne l'emporta point sur l'impiété. A l'exception — selon nous inexplicable de celle de Ste-Antonine, les chasses de Ste Victoire et de St Irénée furent violées et les chefs des martyrs retirés et foulés aux pieds, tandis que les actes authentiques renfermés avec ces restes vénérés étaient anéantis ! Puis, la *superstition* ainsi détruite, ils se retirèrent et laissèrent, sans que l'on puisse savoir pourquoi, les autres ossements intacts. L'on pourrait à bon droit s'étonner du silence gardé sur ces tristes événements par les documents de l'époque. Mais si l'on se rappelle qu'au rétablissement de l'ordre, les auteurs de tous ces exploits n'eurent rien de plus pressé que d'en faire disparaître jusqu'aux moindres traces, on a l'explication de la pauvreté des dépôts publics, sur ce qui concerne la période révolutionnaire.

Pour Ste Victoire et St Irénée, cette lacune est en partie comblée par les témoignages recueillis par Mgr de Beauregard, et consignés dans les procès-verbaux de la vérification des reliques, qu'il fut

(1) *Ibid.*, p. 396.

(2) Cf. Monog. des reliques de Ste Antonine.

chargé de faire en 1812, par ordre du chapitre, le siège vacant. Voici celui de notre sainte.

Le vingtième jour du mois d'octobre, l'an mil huit cent douze, nous vicaire général, le Siège Episcopal vacant, commissaire nommé par le Conseil de Messieurs les vicaires généraux du diocèse, pour reconnaître et vérifier plusieurs reliques, déposées pendant la Révolution, dans l'Eglise-Cathédrale, avons fait descendre un grand reliquaire, en bois doré, placé dans le sanctuaire du côté de l'Epître, où il a resté environ l'espace de vingt ans. Nous avons reconnu une chasse de forme oblongue, couverte de figures d'anges et autres ornemens, ouverte sur les quatre côtés et munie de glaces, n'étant aucunement scellée, mais seulement fermée sous clef. Cette chasse nous a paru contenir un grand nombre d'ossemens de diverses dimensions, tous attachés par des fils de fer et des rubans, sur une tablette relevée à angle droit, couverte de satin rouge, les rubans de même couleur. Nous avons observé, à l'une des extrémités de ladite tablette, un petit vase de verre, de forme antique, de couleur bleue, un peu fracturé dans un côté de fonds. Au dessus de ladite tablette, nous avons observé une tige de bois, placée sur une petite planche de forme ronde, accompagnée de quelques ornemens de pierres fausses, en forme de colier, sur laquelle planche, on nous a dit qu'il y avait une tige, qui a été enlevée.

Nous n'avons trouvé dans ladite chasse aucun procès-verbal, ni livre authentique, qui donnât à connoître à quel saint lesdites reliques appartenoient, ni de quel lieu elles étoient provenues.

Nous avons demandé au sieur Boissière, sacristain de l'Eglise Cathédrale, lequel depuis plus de vingt ans a rempli les mêmes fonctions, sans discontinuation, de quelle Eglise provenoit ladite chasse, quelles reliques y étoient renfermées, lequel nous a dit, sous la foi du serment, à cause de la gravité de la matière que cette chasse contenoit les reliques de *Sainte Victoire Morose* (1), dont il nous a fait voir le nom, sculpté en relief sur la base de ladite chasse, du temps de sa confection; que M. Audinet, fablicien de l'Eglise, sous le régime de la *constitution* et durant la Révolution, avoit fait porter à l'Eglise en l'année 1792, cette chasse laquelle étoit conservée dans le monastère des Dames Religieuses de la Trinité de cette ville, où elle étoit en grande vénération; que dans le cours de cette année 1792 et dans les agitations de la Révolution, les commissaires du département et de la municipalité avoient ouvert cette chasse ainsi que plusieurs autres, en avoient arraché le chef, placé au-dessus des autres ossemens et l'avoient brisé en morceaux sur le parquet de la salle capitulaire, ainsi que celle de saint Irénée, également arra-

(1) Bien que l'inscription gravée sur la chasse et tous les documents cités portent le nom *Marose* et non pas *Morose*, nous conservons celui-ci dans ce procès-verbal, tel que Mgr de Beauregard l'y a inséré.

chée de sa chasse, laquelle étoit jadis vénérée dans l'Eglise des Capucins, lesquels fragments il avoit en partie recueillis et qu'il nous a représentés, les autres ayant été enlevés par des particuliers, par un sentiment religieux, que toute la ville de Poitiers reconnoit la chasse, le nom et les reliques de *sainte Victoire Morose*, qu'il n'a rien changé ni ajouté aux dites reliques.

Nous nous sommes transportés à la demande du sieur Audinet, ancien Fabricien de l'Eglise Cathédrale sous le régime de la constitution, retenu par ses infirmités, lequel nous a déclaré, sous son affirmation, avoir fait transporter la chasse et les reliques de *sainte Victoire* de l'Eglise de Trinité à celle de la Cathédrale, qu'il ne doutoit pas, lorsque dans l'année 1792, il avoit fait faire ce transport que cette chasse ne fut munie de procès-verbaux, qui en furent enlevés en l'année 1793, autant qu'il peut s'en ressouvenir, dans son grand âge. que le transport fut effectué par le sieur Jean Tabuteau, dit Bontems, beau-frère de Boissière sacristain.

Nous avons entendu Jean Tabuteau, dit Bontems, lequel fut chargé, lorsque l'Evêque et le Clergé, nommés par la constitution, s'emparèrent de l'Eglise Cathédrale, de travailler au transport des objets religieux qui appartenoient aux Eglises des monastères et autres Eglises supprimées, et d'y faire placer plusieurs autels, qui s'y voient maintenant lequel nous a déclaré, sous la foi du serment, que dans l'année 1792, il fut spécialement chargé de la part de l'Evêque de transporter ou faire transporter dans l'Eglise Cathédrale, les chasses de *sainte Victoire Morose* de *sainte Antonine* et celle de *saint Irénée*. Que les deux premières étoient conservées dans l'Eglise des Dames de la Trinité ; la dernière dans celle des Pères Capucins et que dans ce transport voulant, ainsi qu'il pensoit le devoir faire, s'assurer que ces chasses contenoient de véritables reliques, il avoit vérifié que toutes et celle de *sainte Victoire Morose*, spécialement, contenoient des livres et procès-verbaux ; que plusieurs étoient en parchemin et scélés de Sceaux ou de Rome ou des Evêques ; qu'il n'avoit eu alors aucun doute que les reliques de *sainte Victoire* ne fussent authentiques, que l'Evêque constitutionnel et son Clergé avoient eu la même assurance. Qu'il est vrai que ces titres furent enlevés dans l'année 1793 par des commissaires qui brisèrent les têtes de *sainte Victoire* et de *saint Irénée*, qui sous ses yeux les lacérèrent ; qu'il reconnoit ces reliques pour être les mêmes qu'il a fait transporter et qu'elles sont les véritables reliques de *sainte Victoire Morose*.

Nous avons invité madame Blanche Giroux ancienne religieuse professe, de l'abbaye de la Trinité et qui est entrée dans ce monastère à l'âge de neuf ans, de nous déclarer ce qu'elle savoit des Reliques qui portent le nom de *Sainte Victoire* et que nous lui avons donné à considérer, laquelle nous a dit, sous la foi du serment, les biens connoître, les ayant vu pendant un très grand nombre d'années, dans l'Eglise de son monastère ; Que cette chasse contenoit très véritablement les ossemens et Reliques de *Ste*

Victoire Morose Vierge et Martyre de Rome avec un vase qui avoit contenu son sang, mais qu'il lui paroît que la tête en a été enlevée. Que cette chasse n'avoit pas toujours été en la possession des Dames Religieuses de la Trinité, que ces précieuses Reliques n'y avoient été portées que vers l'année 1785, de l'Eglise des anciennes Religieuses de Ste Catherine de Sienna de la ville de Poitiers, lorsque ce monastère avoit été supprimé dans la dite année et les Religieuses éteintes; qu'elle a souvent ouï dire dans son monastère de la Trinité que les Reliques de Ste Victoire étoient venues de Rome en même temps que celles de Ste Antonine et qu'elles avoient été apportées par des Religieux Capucins : Que quand les dites Reliques de Ste Victoire furent remises aux Dames de la Trinité, les anciennes Religieuses avoient dit : voilà deux Saintes, qui ont fait ensemble le voyage de Rome et qui doivent se réunir; qu'à l'époque de la suppression du Monastère de Ste Catherine, les Religieux de St Dominique de Poitiers prétendirent devoir posséder les reliques de Sainte Victoire, les Religieuses de Ste Catherine étant du même ordre et leur étant soumises, mais que par l'autorité de l'Evêque et celle des Magistrats séculiers, ces reliques furent mises en dépôt dans l'abbaye de la Trinité, ou elles étoient en grande vénération; Qu'elles avoient toujours été jusqu'au moment où elle eut la douleur d'être expulsée de son monastère; que rien ne lui paroît avoir été ajouté aux dites reliques, les liens et les rubans lui paroissent n'avoir jamais été détachés.

Nous avons également entendu madame Guillemot, religieuse de l'abbaye de la Trinité, l'une des officières de cette maison, laquelle sur son affirmation nous a déclaré qu'elle reconnoît très bien la chasse que nous lui avons montrée dans la Salle Capitulaire de la Cathédrale pour contenir les Reliques de Ste Victoire Morose, Vierge et Martyre, enfermée de son temps dans l'abbaye de la Trinité lesquelles y étoient en grande vénération; que la chasse et les Reliques de Ste Victoire Morose avoient été déposées par l'ordre de l'autorité ecclésiastique et séculière, vers l'an 1785, dans le monastère de la Trinité, à l'époque de la suppression et extinction des Religieuses de Ste Catherine de Sienna; que même avant que ces Reliques eussent été déposées dans le monastère de la Trinité, toutes les anciennes Religieuses connoissoient très bien que les Reliques de Ste Victoire étoient venues de Rome en même temps que celles de Ste Antonine; qu'elles avoient été remises aux Religieuses de Ste Catherine à la même époque par les mêmes Religieux, dont il est fait mention dans les procès-verbaux des Reliques de la dite Sainte Antonine; Qu'il lui paroît évident que rien n'a été changé, ni ajouté aux dites reliques de Ste Victoire, mais qu'il est certain et évident que la tête a été enlevée, et que les ornemens qui restent sur la petite planche et cette tige de bois le font assez connoître.

« Nous avons invité la dite dame Guillemot à nous dire si elle n'auroit point eu connoissance de procès-verbaux et autres actes authentiques con-

cernant les reliques de sainte Victoire, laquelle nous a exhibé et remis un cayer de papier ordinaire, assez ancien, petit *in folio* de deux feuillets et de cinq pages d'écriture, le quel cayer elle avoit trouvé parmi d'autres anciens objets de la Trinité restés entre ses mains, lequel écrit, encore qu'il nous a paru être rempli de fautes de langue, de ponctuation et d'orthographe et autres défectuosités, a cependant la forme d'un procès-verbal de la découverte du corps de sainte Victoire Morose, de son nom, du lieu dans lequel il a été trouvé, du tems où il l'a été ; des objets trouvés dedans le tombeau et au dessus d'icelui, des titres qui y étoient gravés ; par qui ce saint corps a été envoyé à Poitiers, le tems où il a été reçu, les cérémonies qui eurent lieu à sa réception, les discours qui furent prononcés les textes de ces discours, leurs divisions et les matières qui y furent traitées, le tout avec une diversité de circonstances et une naïveté de narration qui inspire la confiance ; le dit procès-verbal est signé *Pilatère*. Madame Guillemot n'a pas douté que cet écrit n'eût été transporté de la Sacristie du Monastère de sainte Catherine de Sienne, parmi les autres objets qui y étoient conservés, à celle du monastère de la Trinité.

« Nous Vicaire général commissaire, vu les témoignages, rapports et circonstances, contenus et détaillés en notre présent procès-verbal, pensons que les preuves écrites et les lettres authentiques ayant disparu par l'effet de la Révolution, ceux qui étoient conservés dans les chasses en ayant été enlevés, les registres des ordonnances de l'Evêché ayant été brûlés, il est permis d'avoir recours au témoignage des hommes et de s'en aider pour informer la preuve de l'authenticité et de la conservation des reliques, lorsque les témoins vivans les ont anciennement connus et les ont vénéralés avant leur dépouillement ; et comme c'est un fait notoire que la chasse qui contenoit les Reliques de sainte Victoire Morose, Vierge et Martyre, a été déposée anciennement dans l'abbaye de la Trinité, que depuis elle a été transférée dans l'Eglise cathédrale, qu'elle y a été vue et reconnue, non seulement par les témoins dénommés au procès-verbal, mais sans aucune contradiction par tous ceux qui l'ont vue et examinée en très grand nombre ; que rien n'y a été ajouté et changé ; que pendant le cours de la Révolution personne n'a eu intérêt à supposer de fausses reliques ; que l'irréligion et le mépris pour les choses saintes les a fait mettre en oubli ; nous n'avons aucun doute que la chasse, la quelle, par une circonstance singulière, porte sur elle-même le nom de *Sainte Victoire Morose* ne contienne en effet les ossements et les saintes Reliques.

« Nous formons également notre opinion de l'authenticité de ces saintes reliques sur ce que dans le monastère de la Trinité, même avant que la chasse des reliques de sainte Victoire y eussent été transférées, on savoit qu'on croyoit que les reliques de cette sainte y avoient été apportées de Rome, au même tems et par les mêmes moyens que celles de sainte Antonine ; et en effet il y a eu sur les unes et les autres un rapport très remarquable ; puisque celles de sainte Antonine qui étoient vénéralés à la Tri-

nité, qui sont maintenant à la cathédrale et dont les livres authentiques et les procès-verbaux ont été retrouvés dans la chasse, ont été trouvées à Rome en l'année 1679, ont été reçues à la Trinité en l'année 1680, et que suivant le procès-verbal signé *Pilatière* celles de sainte Victoire ont été trouvées à Rome en 1678 et exposées à la vénération publique en l'année 1682 et que selon le même procès-verbal c'est le même Evêque de Porphyre, préfet de la chapelle du Pape nommé Eusanius, qui les a envoyées.

Mais surtout ce qui nous porte à penser que les reliques qui portent le nom de sainte Victoire Morose sont authentiques, c'est ce même procès-verbal, signé *Pilatière*, dans lequel la personne qui l'a rédigée pour conserver, sans doute pour sa propre dévotion, des notes des actes authentiques conservés dans la chasse, rapporte avec détail et même avec une attention minutieuse des faits et des circonstances qu'il est impossible qu'elle eût pu feindre et imaginer ; les fautes qu'elle a faits, ses erreurs même, en traduisant le latin des lettres de Rome, sont la preuve qu'elle les avoit sous les yeux.

En conséquence de tout ce que dessus, nous vicaire général commissaire, pensons que les Reliques qui portent le nom de sainte Victoire Morose Vierge et Martyre et qui sont contenues dans la chasse de ce nom sont véritablement les reliques de cette sainte, et qu'elles ont le degré d'authenticité qui permet de les exposer à la dévotion des fidèles et à la vénération publique, toutefois après que Messieurs les Vicaires généraux, séants en leur conseil, en auront ainsi jugé et en auront rendu leur ordonnance. Fait à Poitiers, les jours et an que dessus sous notre seing, celui des témoins dénommés sous le Sceau dont nous usons dans les actes ecclésiastiques (1).

Ainsi signé :

AUDINET — SOEUR GUILLEMOT RSE
DE LA TRINITÉ. — BOISSIÈRE. — SOEUR
BLANCHE GIROUX. — JEAN TABUTEAU DIT
BONTEMPS. — BRUMAULD DE BEAUREGARD
VIC. GÉNÉ. CURÉ DE LA CATHÉDRALE.

Munie de ce remarquable procès-verbal, dans lequel le lecteur aura reconnu les qualités que nous avons déjà signalées dans celui de sainte Antonine, l'autorité diocésaine représentée par les vicaires capitulaires rendit une ordonnance conforme aux conclusions de Mgr de Beauregard. Bien que cet acte ne mentionne pas la faculté de porter aux processions solennelles les reliques de sainte Victoire, nous n'hésitons pas à croire qu'elles y durent figurer néanmoins au même titre que celles de sainte Antonine. Voici cette ordonnance.

(1) Voir la description de ce sceau : Monog. Les reliques de Ste Antonine.

Nous Vicaires généraux du diocèse de Poitiers, le siège épiscopal, vacant, après avoir entendu dans notre Conseil le rapport fait par M. de Beauregard, Vicaire général commissaire, touchant la conservation et, l'authenticité des Reliques de sainte Victoire-Moroze Vierge et Martyre dont la châsse est restée déposée dans l'Eglise Cathédrale depuis plus de vingt ans; après avoir mûrement pezé les témoignages rapportés dans le procès-verbal rédigé par le dit sieur commissaire en date du vingt octobre dernier, les preuves écrites qu'il a recueillies et autres circonstances, jugeons que les reliques de sainte Victoire Moroze, renfermées dans la châsse qui porte ce nom, ont acquis le degré d'authenticité qui permet de leur rendre les honneurs dûs aux reliques des saints; et de les exposer à la vénération des fidèles dans l'Eglise cathédrale, toutes fois après que la châsse qui les contient aura été dûment scellée, et qu'elle aura été munie du dit procès-verbal de notre présente ordonnance dont une expédition en bonne forme sera remise dans les archives de l'évêché et l'autre dans celles de l'Eglise cathédrale.

Donné à Poitiers, sous notre seing, le contre-seing du secrétaire de l'Evêché et l'ancien Sceau du chapitre (1), le vingt trois octobre mil huit cent douze.

Ainsi signé :

BRUMAUD DE BEAUREGARD, vicaire général,
curé de la Cathédrale. — DARGENCE, vicaire
général. — SOYER, vicaire général.

Par Mandement

PAIN, *Chamoine Secrétaire*

La récente ouverture de la châsse, — 27 octobre 1894 — qui confirma la vérification de 1812, termine l'historique des reliques de sainte Victoire. Ajoutons néanmoins un détail rétrospectif.

Le petit édicule mentionné plus haut subsista dans la chapelle désaffectée de l'ancien couvent, jusqu'à l'incendie qui, en 1885, détruisit Sainte-Catherine. Eliminé des reconstructions subséquentes, il a été érigé par ordre de l'autorité militaire, il y a environ cinq ans, dans la cour de la caserne du Petit Séminaire, où l'on peut le voir et lire sur ses deux faces l'inscription suivante :

RELIQUIÆ CORPO-
RIS SANCTÆ VICTO-
RIÆ MAROZÆ
MARTIRIS.

(1) *Les Reliques de sainte Antonine*, p. 23.

De ce dernier monument, faudra-t-il nous résigner à dire avec le poète : *Etiam perière ruinæ* ? Il y aurait, semble-t-il, quelque chose de mieux à faire ; lui redonner une partie de sa destination primitive, en le réunissant aux reliques de sainte Victoire.

En terminant nous ajouterons que nos recherches à l'effet d'établir l'identité de sainte Victoire Marose ont été infructueuses. Des dix-neuf saintes de ce nom, que nous avons relevées dans la collection des Bollandistes, et dont plusieurs sont mentionnées par les martyrologes Hiéronymiens, qui en comptent vingt-quatre (1), sept seulement souffrirent le martyre à Rome. Surius (2) en indique une huitième qui figure au martyrologe romain, au 23 décembre. Mais aucune n'étant surnommée Marose, nous nous trouvons donc, comme pour sainte Antonine, en présence d'une sainte dont les actes ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Mais le vase de sang placé dans son tombeau, les palmes gravées avec l'inscription du *loculus* prouvent évidemment son martyre, et les interprétations autorisées cotées dans la monographie de sainte Antonine démontrent péremptoirement sa virginité. D'autre part, la double qualification de vierge et martyre, qui revient si souvent dans le récit de Pilatière, suppose l'existence de documents plus positifs, qui ont vraisemblablement disparu pendant la Révolution. C'est certainement appuyé sur cette donnée que Mgr de Beauregard lui maintient ces deux titres, dans son procès-verbal. Comme le savant évêque d'Orléans, et la suite des générations qui, pendant près de deux siècles, l'honorèrent ainsi nous n'hésitons pas à lui attribuer la double palme du martyre et de la virginité.

(1) *Actes SS. novembris*, t. II, *parte priore*.

(2). *Act. SS.* 23 décemb.

Note sur l'occupation de Poitiers par Duguesclin

Le 7 Août 1372

Par M. B. LEDAIN

La date précise de l'occupation de Poitiers par Duguesclin et le duc de Berry, en 1372, était demeurée longtemps ignorée. Froissart dont les récits sont une peinture si vraie des mœurs et des événements de son temps, mais dont la chronologie est si peu sûre, ne donne à ce sujet aucun renseignement. La chronique du bon duc Louis de Bourbon et celle des quatre premiers Valois ne sont pas plus précises. La chronique de Duguesclin, par le trouvère Cuvelier, fixe l'entrée du connétable à Poitiers un samedi, ce qui a été depuis reconnu véritable ; mais elle se trompe quant à l'année. On supposait seulement avec beaucoup de vraisemblance que cet événement mémorable avait eu lieu au mois d'août 1372.

M. Siméon Luce, dans ses savants commentaires de sa belle édition de Froissart, est parvenu à déterminer cette date d'une manière définitive, au moyen d'actes authentiques contemporains. M. Paul Guérin dans les précieuses notes de son édition du trésor des chartes Poitevines (*Arch. hist. du Poitou*, XIX, 170) est arrivé à la même conclusion par les indications d'autres actes de même nature. Il est établi aujourd'hui que Duguesclin et le duc de Berry, comte de Poitou, ont pris possession de la ville de Poitiers le samedi 7 août 1372 et qu'ils ont chassé les Anglais retirés dans le château, le lendemain dimanche. Le duc de Berry, qui était le 6 août à Chauvigny, arriva le 7 devant Poitiers où il rejoignit Duguesclin, qui y était accouru de Sainte-Sevère, à marches forcées. Ils entrèrent dans la ville dans l'après midi après quelques négociations avec les bourgeois. Le lendemain, 8 août, le château fut emporté d'assaut par le duc de Bourbon et un courrier fut expédié au roi pour lui porter cette heureuse nouvelle.

Une découverte que nous avons faite aux archives de la Vienne (1)

(1) *Arch. de la Vienne*, F. 1.

confirme de la manière la plus explicite la date qu'il faut désormais assigner à l'expulsion des Anglais de la ville de Poitiers. Sur une feuille de parchemin in-4° ayant servi de couverture d'un registre, étaient inscrites en écriture contemporaine deux relations courtes, nettes et précises, l'une rappelant la remise de la ville à l'Angleterre en 1361 en vertu du traité de Brétigny, l'autre son retour à la couronne de France en 1372. Voici le texte de ce précieux témoignage d'un contemporain sous les yeux duquel se sont évidemment passés ces importants événements :

XVII mensis sept. anno Domini M° CCC° LXI° fuit villa civit. Pict. livrata Anglicis per compositionem regis Johannis Francie Eduardo regi Anglie.

VII° die mensis augusti anno Domini millesimo CCC° LXXII° fuit gallica et die ottava, qui erat dominica, fuit captum castrum vi, armis et potentia ducis Pict. regnante Karolo rege Francie, in quaquidem capcioneerant domini personaliter J. dux Alvergnie, (1) dux de Borbonio (2), comes Marchie, Bertrandus de Floquin, constabularius Francie, marescalus de Sacrosezare (3), dominus J. de Vyenne (4) et multi alii nobiles.

On connaît par le procès-verbal publié par M. Abel Bardonnet dans les *Mém. de la Soc. de statistique des Deux-Sèvres* les curieux détails de la remise de Poitiers, faite à Jean Chandos, commissaire du roi d'Angleterre, le 23 septembre 1361. La date du 17 septembre, donnée par notre parchemin, se trouve, il est vrai, en opposition avec celle du procès-verbal. Mais il est fort possible qu'elle se réfère à un arrangement, *compositio*, intervenu au préalable entre les deux rois, Jean le bon et Edouard III.

Quant au récit du second paragraphe racontant l'entrée pacifique des princes et du connétable, le samedi 7 août 1372, et la prise du château par la force des armes le lendemain dimanche, il est absolument conforme aux chroniques, et surtout aux indications des actes authentiques produits par les érudits MM. Luce et Guérin.

(1) Jean, comte de Poitou et d'Auvergne, duc de Berri.

(2) Louis II, duc de Bourbon, dit le Bon.

(3) Louis de Sancerre, maréchal de France.

(4) Jean de Vienne, amiral de France, s'était signalé peu de temps auparavant à la prise de Sainte-Sevère.

Un autre document émanant de Duguesclin, antérieur de deux mois seulement à la prise de Poitiers, trouvera ici sa place toute naturelle. Il est, en effet, relatif à la célèbre campagne du connétable en Poitou, en 1372. C'est une donation faite par lui à un certain Perrot Gédoin dit Barbaste, par acte daté de Loches, le 31 mai 1372. Nous l'avons trouvée dans un catalogue d'autographes dont nous regrettons d'avoir perdu le nom de l'auteur. Nous la croyons inédite. Elle se trouve sans doute aujourd'hui dans quelque collection publique ou privée. Voici en quels termes elle est analysée par ce catalogue :

Donation par Duguesclin des biens de Perrochon Couanne autrement Darnac, demorent en Limozin et Guillemette Normande, demorent à Poitiers, rebelles et désobeissans du roy (Charles V), à Perrot Gedoin dit Barbaste, comme en la chevauchée que nous feismes c'est dymenche XXIII du mois de may à la prise du chastel et forterece d'Engle ouquel estoit demorent et de garnison le dit Perrot, lequel très volontiers et gracieusement se vint rendre à nous en la subgécion et obeissance du roy nostre seigneur, lequel Perrot, depuis que il se fut rendu, il ait fait plusieurs grosses pertes de bestes et autres biens par les genz d'armes de nostre compaignie soubz l'ombre de ce qu'il cuidoient que le dit Perrot fust encore rebelle et désobéissant.

La prise d'Angle sur l'Anglin (1), à laquelle il est fait ici allusion, est racontée dans la chronique du duc de Bourbon (p. 35), qui n'en mentionne pas la date. La donation de Duguesclin à Perrot Gédoin offre donc quelque intérêt en ce qu'elle la fixe d'une manière authentique au 23 mai 1372.

Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici les divers récits que les chroniqueurs contemporains nous ont laissés de cette journée du 7 août 1372, si mémorable dans les annales de Poitiers.

Récit de Froissart

Ce terme pendant et ceste chevaucie faisant (2) chil de Polliers escheïrent en grant discention et rebellion l'un contre l'autre. Car li commu-

(1) Angle sur l'Anglin, canton de Saint-Savin (Vienne) était une chatellenie dépendant depuis 1281 du temporel des évêques de Poitiers. (*Dict. topogr. de la Vienne*, par M. Rédet.)

(2) Il s'agit du siège de Sainte-Sevère, fait par Duguesclin à la fin de juillet 1372.

naulté et les églises et aucun riche homme de la ville se voloient tourner françois. Jehans Renaus, qui maires en estoit (1), et tout li officier dou prince (2) et aucun aultre grant riche homme ne s'i voloient nullement accorder : pour quoi il en furent en tel estri que priés sus le combatre. Et mandèrent cil qui le plus grand acord avoient secretement devers le connestable (3) que, se il se voloit avancier et venir si fors que pour prendre le saisine de Poitiers, on li renderoit la ville. Quant li connestable qui se tenoit en Limozin oy ces nouvelles si s'en descouvri au duch de Berri et au duch de Bourbon, et leur dist : « Mi signeur, ensi me mandent cil de Poitiers. A Dieu le veu, je me trairai celle part atout trois cens lances, et veraï quel cose il vorront faire ; et vous demorrés sus ce pays et ferés frontière as Englès. Si je puis esplotier, il n'i reverront jamés à temps. » A ceste ordenance s'accordèrent bien li dessus dit signeur. Lors, se parti secretement li dis connestables et prist trois cens lances de compagnons d'eslitté tous bien montés, et oesi il le convenoit ; car, sus demi jour et sus une nuit, il avoient bien à chevaucier trente lieues car il ne pooient mies aler le droit chemin, qu'il ne fuissent seue et aperceu. Si chevauca li dis connestables et se route à grant esloit, par bois, par bruières et par divers chemins et par pays inhabitable, et se uns chevaux des leurs se recrandesist, il ne l'attendoient point.

Li maires de la cité de Poitiers, qui soupeonnoit bien tout cel affaire, envola secretement un message devers monsigneur Thomas de Persi, son mestre, qui estoit en le compagnie dou captal, et li dist li varlés, quant il vint à lui : « Sire, mon mestre vous segnefie que vous aliés avis, car il bosongne, et vous hastés de retourner en Poitiers, car il sont en grant discention l'un contre l'autre, et se voellent les cinc pars de la ville tourner françois, et ja en a estet li maires vos varlés en grant péril d'estre occis. Encores, ne sçai je se vous y porés venir à temps ; car mon mestre fait doublete que il n'aient mandé le connestable. » Quant li connestables de Poitou entendit che, qui bien congnoissoit le varlet, si fut trop durement esmervilliés, et nom pour quant il le creï bien de toutes ses parolles, car il sentoît assés le corage de chiaus de Poitiers ; si recorda tout au captal. Dont dist li captal : « Messires Thumas, vous ne vos partirés pas de moy ; vous estes li uns des plus grans de nostre route ou cilz où j'ay plus grant fiance d'avoir bon conseil, mès nous y enverrons. » Respondi messires Thumas : « Sire, à votre ordenance en soit. » Là fu ordonnés

(1) Jean Regnault, maire de Poitiers depuis juillet 1371, était à la fin de son année d'exercice, au moment de ces graves événements, lorsqu'il fût prévenir les Anglais de la conspiration qui s'ourdissait dans la ville en faveur du roi de France. Mais il fut presque en même temps remplacé à la mairie par Jean. Bigot qui était maire en exercice lors de l'entrée de Duguesclin le 7 août 1372. Jean Regnault se soumit ensuite au roi de France et au duc de Berri, qui lui pardonnèrent son hostilité.

(2) Le prince de Galles, prince d'Aquitaine.

(3) Duguesclin.

messires Jehans d'Angle et sevrés des aultres, et li fut dit : « Messire Jehan, prendés cent lances des nostres et chevauciés hasteement vers Poitiers, et vous boutés dedens la ville et ne vous en partés jusques à tant que nous vous renanderons sus certaines ensengnes. » Messires Jehans d'Angle obéi tantost ; on li délivra sus les camps cent lances qui se dessevrèrent des autres : si chevaucièrent quitoisement devers Poitiers ; mès onques ne se peurent tant haster que li connestable de France ne venist devant et trouva les portes ouvertes, et le recueillièrent à grant joie et toutes ses gens. Ja estoit li dis messire Jehan d'Angle et se route à une petite lieue de Poitiers, quant ces nouvelles li vinrent, qu'il n'avoit que faire plus avant, se il ne se voloit perdre ; car li connestable et bien trois cens lances estoient dedens Poitiers. De ces parolles fu moult courrouciés li dis messire Jehans, ce fu bien raisons ; comment que il ne les peüst amender, si tourna sus frain et tout chil ossi qui avoec lui estoient. Si retournerent arrière dont il estoient parti, et chevaucièrent tant que il trouvèrent le captal et Monseigneur Thumas et les aultres ; si leur compta li dis messires Jehans l'aventure, comment elle aloit et dou connestable qui s'estoit boutés en Poitiers (1).

Récit de la chronique de Duguesclin par le trouvère Cuvelier (2)

Quand tous nos seigneurs furent devant Poitiers, ils s'arrêtèrent derrière des buissons et dirent l'un à l'autre :

« Avisons-nous bien. Nous voyons les tours et les maisons de Poitiers. Si nous allons trop vilainement vers la ville et que nous fassions du mal à femme ou à enfant, nous trouverons les bourgeois furieux contre nous.

Le duc de Berri répondit :

« Commandons à tous qu'on ne méfasse en rien à personne dans Poitiers ni dehors, nous le voulons ainsi ; nous les devons regarder comme nos amis, et, s'ils vont disputant contre nos raisons, nous donnerons un assaut merveilleux à la cité ; mais auparavant nous saurons le vouloir des bourgeois, car beau langage souvent rafraichit un cœur furieux.

Et Bertrand répondit :

Par les saints d'Orient, si de vilain vous vpulez avoir noble réponse, vous ne devez l'oindre, mais le poindre d'aiguillon. Sire, allons devant Poitiers, bien et hardiment droit devant la porte, en montrant fier visage et parlant haut et en faisant semblant d'assaillir hardiment ; pour un que nous sommes, disons que nous sommes cent et aussi que l'arrière ban

(1) *Chroniques de Froissart* publiées par Siméon Luce, VIII, p. 60-62

(2) *La vie du vaillant Bertrand du Guesclin, d'après la chanson de geste du trouvère Cuvelier et la chronique en prose contemporaine, texte rajeuni par Mlle Dufaux de la Jonchère, avec introduction par Louis Moland, p. 482-490. Paris, 1885.*

viendra en brief terme. Si l'on croit mon avis, nous irons à Poitiers comme si l'on devait tout occire. Si l'on en vient à parler aux bourgeois, je leur saurai bien montrer la dent. S'ils ne rendent les clefs, je leur dira qu'ils seront tot détruits, hommes, femmes et enfants. »

Le duc, les princes et les barons s'accordèrent tous au vouloir de Bertrand. Ils s'en allèrent à Poitiers, bannières déployées et pennons levés, le bassinet au chef et l'épée au côté, la lance et l'épieu acérés dans la main. Les gens du pays arrivèrent à Poitiers en criant :

« Trahison ! nous sommes perdus ! voici tous ceux qui ont conquis Chauvigny et saisi les châteaux et reçu les féautés et hommages !

Quand ils eurent entendu cela, les bourgeois de Poitiers allèrent fermer la porte qui était de ce côté ; il n'y eut d'ouvert que la poterne par où l'on entraît dans un manoir qui était ordonné pour la ville. Les bons bourgeois s'y assemblèrent à côté de la ville.

Ils furent là au conseil pour savoir comment il serait besogné : s'ils résisteraient contre les Français ou s'ils rendraient la noble cité. Il y eut là, croyez-le, maints langages contradictoires. L'un d'eux, qui était sage homme et de grand âge et qu'on nommait Ysoré, leur dit :

« Seigneurs, vous voyez que nous sommes assilégés par les Français et que nous ne pourrions longuement souffrir l'attaque, si nous n'avons secours d'autre part. Vous savez que par la volonté du roi Edouard d'Angleterre et du prince son fils qui nous promirent de nous maintenir en nos franchises sans nous faire de griefs, nous avons été menés par raison, depuis que nous vinmes en leur seigneurie; ils nous ont baillé de leur pays capitaines prévôts, baillis et autres officiers qui nous ont menés si débonnairement que nous n'avons cause d'en faire plainte. Je vois bien aussi que les Français nous recevraient débonnairement en l'obéissance du roi de France, si nous voulions nous accorder à cela. Et toutes fois maintes gens pourraient nous accuser de fausseté si nous renoncions sans raison à l'hommage du prince, et je dis cela pour maintenir toujours la loyauté. Si quelqu'un de vous pouvait trouver une voie raisonnable, par laquelle nous puissions retourner en l'obéissance de France sans blâme ni diffamation de nos personnes, certes, j'y aurais grand plaisir. Pour ce, je requiers que chacun veuille dire son avis. »

Il y avait là un autre bourgeois qui parla après et dit : « Seigneurs, le prud'homme vous a raconté loyalement la besogne. Mais je vais vous montrer que nous avons juste et loyale occasion de quitter l'hommage des Anglais et telle est ma raison : chacun sait bien que le roi de France, qui est notre souverain seigneur de toute ancieenneté, a fait très loyalement son devoir envers le roi anglais et le prince son fils : par leur accord paix fut faite et jurée entre eux, laquelle il a tenue en son endroit sans l'emfreindre.

« Vrai est que, nonobstant la paix jurée, le roi Edouard et le prince son fils songeaient toujours à déshériter le roi de France et sa lignée et ils ont

cherché abus et voies déraisonnables, sans occasions, pour gréver et guerroyer le royaume. Et quoique le roi de France eut délivré au roi Edouard et au prince son fils toutes les terres qu'il avait promises par les traités par lesquels le roi anglais et son fils étaient tenus de rendre les châteaux et villes qu'ils tenaient en France, néanmoins ils n'en ont rien fait, mais ils les ont ouvertement fait tenir par leurs gens et ils ont guerroyé le royaume.

« Et puisque ainsi les Anglais n'ont rien tenu de leurs conventions et par leur trahison ont voulu détruire le royaume de France, le roi Charles a juste titre de recouvrer les villes et châteaux qui furent baillés aux Anglais. Et il me semble que nous n'avons point raison de nous maintenir contre lui, mais que, par vraie droiture nous devons retourner en sa seigneurie.

« Et en sus de tout, vous savez que le roi n'avait pas puissance de nous mettre hors de son parlement, car de tout temps le duc de Guienne est pair de France et ses causes vont au parlement : ce qui est le bien du peuple et de la couronne. Et que tous sachent que nul roi n'a juste pouvoir de se séparer d'aucun bien de la couronne, parce que ces biens sont publics.

« Et vous apercevez de jour en jour par quelle justice le prince pense à vous gouverner : car toute son intention est de nous faire ressortir à Londres, au parlement d'Angleterre, ce qui est et serait destruction du duc et du peuple pour le temps à venir.

« Je dis que pour ces raisons nous avons juste et loyale cause de devenir Français. »

Après, un autre parla ; le noble bourgeois dit : « Par la Vierge Marie ! je ne déconseille pas de rendre la cité ; mais il y a par la cité maints Anglais qui ont vécu avec nous jour et nuit et qui se fient à nous sans nulle tricherie ; ils ne nous ont pas fait tort ; ils n'ont établi sur nous ni impôt ni gabelle ; nous avons usé notre vie paisiblement sous eux. Depuis qu'ils sont dans ce pays ils ont amendé, embelli et renforcé la ville ; nous ne devons penser envers eux à nulle tromperie dont ils soient détruits et occis : qui fait trahison de jour ou de nuit, s'il n'a son paiement en cette vie mortelle, est réprouvé de Dieu. Pour ce je vous dis et vous prie que, si l'on rend cette cité, les Français nous donneront leur foi, que, s'ils tiennent les Anglais en la cité, ils les laisseront aller la vie sauve. Mais pour ceux du chastel, par ma foi ! je ne dis rien. S'ils veulent combattre et tenir le châtel par leur fière puissance, ils seront bons à mettre à mort à l'épée, car par eux la cité serait vexée. »

Il y avait là un bourgeois de vieille origine ; il était de grand lignage et avait la barbe fleurie.

« Seigneurs, dit-il, nous ne savons pas encore si les Français viendront à la porte, ni s'ils demanderont la cité. Je conseille que nous allions sur les portes hautes, nous tous qui sommes ici tout d'une compagnie ; et

si les Français viennent, selon ce qu'ils diront nous leur répondrons amour ou haine : quoi que nous disions maintenant, c'est plaider sans partie. »

Les bourgeois s'accordèrent à ce conseil : ils sortirent du manoir et firent savoir au commun que chacun s'en allât, sous peine de la hart, à sa garde aux créneaux où il serait ordonné.

Les Anglais savaient bien, car ce leur fut conté, que le duc de Berri venait à grande planté de gens avec le duc de Bourbon. Tandis que les bourgeois étaient allés sur la porte, le capitaine était au châtel avec trente Anglais très richement armés ; tous les officiers y furent assemblés, gouverneur, receveur, prévôt, bailli, jurés.

Ils demandèrent les clefs aux bourgeois dont je parle, pour garder la cité tout à leur volonté, contre les Français qui approchaient rapidement ; les bourgeois répondirent :

« Vous parlez pour néant, car vous n'aurez les clefs en jour de votre vie ; nous les conserverons bien, si Jésus l'a en gré. Nous sommes assez puissants pour garder la cité.

— Voire ! dirent les Anglais ; mais on nous a conté qu'avec peu de raison vous seriez disposés à devenir Français et à rendre la place. Si vous la rendez ce sera trahison : vous vous en trouverez deshérités et dévastés. »

Et les Français dirent :

« Menacez tout doucement. Si vous avez peur, mettez vous en sûreté, car nous ne savons encore ce qui sera demandé.

— Dieu ! dirent les Anglais, nous voici attrapés. Vraiment ces vilains Français se sont retournés. Qui les aurait ouverts ainsi qu'un porc paré, aurait trouvé la fleur de lys en leur cœur. »

Ainsi disaient les Anglais et la commune criait à perdre haleine. « Ils ont gouverné Poitiers maints jours, et nous ont gardés fort doucement ! »

Si les Anglais eussent été à foison dans la ville, ils eussent livré bataille, mais ils n'eussent duré plus que la laine dans le feu. Ils se retirèrent vers le châtel dont la muraille était saine, et les bourgeois s'en allèrent vers la porte.

Ils virent sur les champs l'enseigne du duc de Berri et celle du duc de Bourbon qui se démenaient au vent, et maints pennons ; ils ouïrent sonner de riches cors d'airain ; ils virent des chevaux courir par toute la plaine. Les Français étaient si bien ordonnés que les bourgeois qui étaient sur la porte, pour un qu'ils étaient en comptaient dix.

Alors Bertrand vint devant la porte sur une mule, une branche toute pleine de fleurs en sa main, signifiant la paix, ainsi que les Français disaient. Il menait son page avec lui et lui faisait porter son bassinet, pour qu'au besoin il le put poser sur sa tête. Il dit :

« Seigneurs, que je vois là debout, qu'il vous plaise d'ouïr recorder mes raisons, sans tirer, sans lancer, sans jeter de pierres. Je viens de par

le roi qui a la France à garder ; je suis son connétable, je me fais nommer Bertrand. Vous pouvez savoir de clair et de certain que nul ne manque au roi dont vous m'entendez parler sans qu'il ne lui faille aller à la fin à grande perdition. Je le dis pour les Anglais d'ici et d'outre mer, qui ont voulu mal travailler encontre notre roi, qui se sont mis en peine de s'élever au dessus de lui, d'amoindrir son honneur et de le deshériter. Malgré la paix qu'on s'promit et jura et tous les articles qu'on avait réglés, ils ont voulu régner en France. Le bon roi de France ne le peut endurer, ni le duc d'Anjou, ni le duc de Berri, que vous pouvez regarder ici, ni le duc de Bourgogne, ni le duc de Bourbon, que vous voyez là debout.

« Si vous ne vous rendez au roi en bref délai, vous vous verrez tous détruire et désoler. Mais si vous voulez livrer votre cité, nous vous garantissons et matin et soir contre tous ceux qui sont dans deçà et delà la mer. Gentils bourgeois, veuillez aviser et ne vous laissez point opprimer. Regardez ces bannières venteler en ce champ, voyez la fleur de lys qui vous vient visiter et qui vient admonester de la servir : pensez de retourner à votre droite origine ; souvenez vous que les Anglais veulent mener la guerre à tort et sans raison pour nous fouler aux pieds. Comment un royaume viendrait-il au fils dont la mère ne peut ni ne doit posséder ? et nul, s'il n'est hoir mâle, vous le savez au clair, ne doit porter la couronne de France. Veuillez considérer cette raison. Pour deux causes vous devez noter ce fait-ci : premièrement pour le droit que vous devez garder, ensuite pour vos corps et vos biens que vous devez conserver, car si vous n'allez pas tôt défermer la porte, vous verrez détruire et allumer votre cité, et, si l'on vous peut tenir, je vous jure sur Dieu que je vous ferai pendre ou couper la tête. Donnez moi réponse et veuillez y penser. Des deux chemins que je vous ai montrés, prenez le meilleur pour cheminer doucement. »

Quand Bertrand eut parlé aux bons bourgeois et qu'ils ouïrent ses dires, un bourgeois qui avait été élu de tous ceux qui étaient là sur ces créneaux, parla et dit :

S're, il est bien vérité que du temps jadis nous avons tenu nos fiefs du roi de France et nous les tiendrons encore, s'il plaît à Jésus Christ ; car, quoique le roi qui gouverne Paris eut bien consenti à nous livrer au prince, nous n'étions pas pour cela Anglais de cœur ; mais nous leur avons obéi comme leurs vrais sujets, de par leur droit reconnu, comme il l'est aux traités. Ainsi ne croyons-nous pas avoir méfait en rien : mais les Anglais ont méfait, nous en sommes bien instruits ; ils ont violé le traité envers la fleur de lys, et pour ce, nous nous rendrons à votre gré et nous obéirons au roi de France, par telle condition, gentil connétable, que nous serons maintenus en nos coutumes et aux usages de saint Louis, sans que l'on nous empire de rien. Si le roi Charles avait besoin d'amis, vous nous trouverez tout prêts, et de jour et de nuit, pour aller avec lui contre ses ennemis vivre et mourir. Mais nous voulons un don, que nous vous requé-

rons : c'est qu'à aucun des bons Anglais dont nous sommes sujets et que nous avons trouvés surs et bons amis, et qui ont été longtemps nourris avec nous, et qui ne nous ont fait outrage ni de jour ni de nuit, il ne sera fait de mal, d'affront ni de mépris, pourvu qu'ils cèdent à votre vouloir. Qui se défendra en commençant la lutte, s'il est mis à mort, il vous sera pardonné : car celui qui se venge après qu'il est surpris, et par grand orgueil ne veut pas demander merci, je dis qu'il en vaut pire s'il meurt en cet état. »

Quand Bertrand entendit les bourgeois, il eut grande joie en son cœur et il eut bien raison.

« Seigneurs, dit-il, nous vous accordons votre demande. Je vais quérir le duc de Berri, et j'amènerai avec lui le bon duc de Bourbon, qui jureront de tenir cette convention; pour ma part, j'y donne mon assentiment. »

Et les bourgeois dirent :

« Nous ne demandons pas mieux. »

Bertrand s'en retourna et les bourgeois envoyèrent dire au commun, dans les murs, que chacun vint recevoir les princes dans la cité en chantant le te Deum. Ils firent assembler les gens du monastère, pour accueillir les princes en faisant procession.

Et Bertrand appela les princes renommés, qui firent grand honneur aux bourgeois, ainsi qu'il leur plaisait et qu'il leur vint à gré.

Les bourgeois ouvrirent la porte et abaissèrent le pont, nos gens entrèrent dans Poitiers à leur discrétion, bannières déployées, gonfanons déroulés; ils étaient armés de toutes pièces et par dessus avaient des tuniques de soie. Jamais homme ni femme ne vit plus belle noblesse. Le pauvre menu peuple se mit à genoux, en remerciant Dieu et son précieux nom; il disait : « Bien venue est la gent du roi Charles ! Hé ! noble fleur de lys, l'on vous doit honorer, car vous êtes la fleur de consolation que Dieu transmet ici-bas à Clovis le seigneur. Nous n'avons plus que faire de ce léopard furieux; qu'il aille creuser ailleurs sa tanière, nous ne voulons plus de lui. »

Quand les Anglais eurent oui le fait, ils partirent de là et s'en allèrent vers le donjon; ils disaient tout haut :

« Ah ! fols et vilains larrons ! vous êtes traîtres de folle trahison !

— Non, dirent les bourgeois, nous sommes ainsi prud'hommes, mais vous êtes traîtres, violents et félons : celui qui ne tient sa foi n'est pas sans trahison. »

Or, Poitiers fut rendu, ainsi que je vous dis, en l'an mil trois cent et soixante-douze. Les barons furent fort fêtés dans la ville; ils furent hébergés là et très bien rafraîchis.

Puis il ne tarda guère, nous dit le récit, que tous fussent d'accord, nos grands seigneurs et tous les riches bourgeois, d'assaillir le château qui était de haut prix.

Quand Poitiers se rendit, ce fut un samedi; le lendemain le châtel fut attaqué, voire si vivement que c'était plaisir et délice à voir. Les grands s'aventuraient plus que les petits. La commune de Poitiers n'y fut pas fainéante, car par eux les fossés furent bientôt remplis de fagots et de tonneaux vides; ils jetaient par-dessus, planches, fenêtres et portes.

Les bons mineurs vinrent aux murs, ils frappaient de leurs pics pour les percer. Les gens d'armes apportaient des échelles et montaient en amont comme des preux. Le duc de Berri s'y comporta noblement, le duc de Bourbon ne fut pas moins hardi, et Bertrand Du Guesclin s'écriait à haute voix :

« En avant, assaillez fort, mes bons et loyaux amis ! Dieu le veut ! ces gens sont déjà tout déconfits ! Tout l'avoir de la dedans vous est mis à l'abandon. »

L'assaut fut acharné et dura longuement, les Anglais furent bien attaqués et bien se défendirent. Mais la force paît le pré, on le dit bien souvent. Les Français étaient nombreux et pleins de hardiesse. La commune de Poitiers se comporta noblement; archers et arbalétriers tiraient raide et tant dura l'assaut que nos gens entrèrent dans le châtel. Le premier pennon qui fut mis là fut celui du duc de Bourbon. Quand les Anglais l'eurent vu, ils se rendirent aux Français tous ensemble.

Celui qui disait : « J'ai de l'argent ! » était pris à rançon, car le pauvre toujours finit malheureusement.

Ainsi les Français eurent le châtel de Poitiers; ils y trouvèrent maints riches bijoux, maints riches prisonniers, qui n'avaient nulle fête au cœur et maints pauvres qui n'avaient un bâton vaillant.

Récit de la Chronique des quatre premiers Valois

Monseigneur Jehan de France, duc de Berry, à grant compaignie ala chevaucier les banieres desplotées devant la noble cité de Poitiers. Les bons bourgeois et citiens de Poitiers qui estoient bons et vrais François, quand ilz virent les banieres des fleurs de lyz, les armes de leur souverain seigneur le roy de France, eulx remplis de la grâce du saint Esprit et par la vertu divine d'ung mesme courage ilz prindrent à crier : Montjoye ! parmy la ville et cité de Poitiers, cité très noble, siège du saint Père, chambre royal du roy de France. Comme les diz citiens de Poitiers virent monseigneur de Berry, ilz furent meuz par la grâce de Dieu et par la vertu de nature à eulx tourner François. Monseigneur Bertrand de Clacquin, connestable de France, vint auprès de la ville et dit aux citiens qu'ilz se rendissent à Monseigneur de Berry, ou si non ilz seroient assailliz. Les citiens dirent qu'ilz eussent respit d'eulx conseiller, et le dit connestable leur donna à landemain. Et lors se logèrent les François de-

vant a ville. Et les citoiens eurent conseil par entre eulx qu'ilz se rendroient. Et misrent hors les Anglois de la cité, puis rendirent les clefs de la cité à monseigneur le duc de Berry. Et quant la dicte cité fut rendue, le dit monseigneur de Berry fit crier sur peine de la hart que nul ne forfeist à ceulx de la cité. Et comme Poitiers fust rendu, on le fit savoir au roy de France qui en fut merueilleusement joyeux et en mercia Dieu et sa benoïste mère et en fit dire des messes solennelles à Notre-Dame de Paris, de Rouen et de Chartres. Et après la prise ou rendue de la noble cité de Poitiers, se rendirent très grand nombre de villes et de chasteaulx (1).

Récit de la chronique du duc de Bourbon

Sitost que Moncontour fut prins, le duc de Bourbon et le connestable de France, à tous leurs gens, s'en retournèrent devant Poitiers, eulx loucher en la place dont ils estoient partis, pour traicter à ceulx de la ville, lesquels furent plus doux que n'avoient esté par devant, pour la prinse de Montcontour, et aussi de messire Vaultier Spurton, qui estoit leur ombre et lequel laidement s'estoit retraits. Et firent ceulx de Poitiers au duc de Bourbon leur pactis, qu'ils rendroient obéissance à lui au nom du roi, en tant que le duc de Bourbon leur promet et jura que, avant que lui ne ses gens partissent de la ville, ils prendroient le chastel, car autrement les Anglois qui le tenoient les destruiroient. Ainsi leur promet le duc que jamais ne bougeroit de la ville se non seroit le chastel es mains du roi. A donc ouvrirent les portes et y entrèrent les seigneurs ung lundi (2). Et le dimanche après assaillit-on le chastel par grand appareil que on ot fait en la ville, et n'estoient en la forteressese non dix-huit Anglois ; et à la prinse du chastel, entra le premier messire Guichard de Chastelmorand ou il gaigna de belles chambres anglaises et les seaulx de la duché de Guienne qu'il bailla au duc de Bourbon son seigneur. Et lors fut la ville de Poitiers moult joyeuse qui vit ce que le duc de Bourbon lui avoit promis ; et lui requèrèrent plus avant, comment de une place près de là appelée la tour de Citri (3), qui leur faisoit forte guerre, il les vouldist délivrer. Auxquels le duc de Bourbon dit qu'il feroit son devoir de la prendre, et

(1) *Chronique des quatre premiers Valois*, publiée par Siméon Luce, 1862, pp. 237, 238.

(2) La chronique commet ici une erreur manifeste en fixant au lundi le jour de l'entrée à Poitiers. On sait que c'est le samedi 7 août. Mais elle ne se trompe pas en disant que le château de Poitiers fut pris le dimanche. Donc la reddition de la ville avait eu lieu la veille, samedi.

(3) Chitré, commune de Vouneuil-sur-Vienne, ancien château, relevant de la baronnie de Chauvigny. Le seigneur de Chitré était Pierre de Viesbourg qui le possédait en vertu d'une confiscation faite par le duc de Berri en 1340, sur Hugues le Beuf, partisan des Anglais. Il le vendit, en 1378, à Guy Turpin de Crissé (*Paysages et monuments du Poitou*, article de M. Grandmaison).

y envoya tantost les gens de son hostel, qui y demeurèrent sept jours, et puis le prindrent, dont ceulx de Poitiers, ne furent oncques si lies ; et donnèrent au duc de Bourbon deux cens marcs d'argent pour les bons services qu'il leur avait faits (1).

(1) *La chronique du bon duc Loys de Bourbon*, publiée par M. Chazaud, 1876, pp. 89, 90.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 1896

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. TORNÉZY, secrétaire.
 - II. — *Les Papes Honorius IV et Nicolas IV et le diocèse de Poitiers*, par M. l'abbé BLEAU.
 - III. — *Note sur l'expression « un Saintier d'argent »*, par M. le commandant MARAIS.
 - IV. — *Note sur le vieux français « Saintier »*, par M. ERNAULT, professeur à la Faculté des lettres.
 - V. — *Les Teifales, la Teifalie et le pays de Tiffauge*, par M. Alfred RICHARD, archiviste départemental.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

Pendant le quatrième trimestre de l'année 1896, la Société des Antiquaires de l'Ouest s'est réunie en séance ordinaire les 15 octobre, 19 novembre et 17 décembre.

SÉANCE DU 15 OCTOBRE

La séance est ouverte à 8 h. 1/4, sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 9 juillet, qui est adopté, puis le Président lit une lettre que lui a adressée M. le Maire de La Roche-Posay, par laquelle il sollicite l'appui de la Société pour obtenir le classement de l'église de cette commune parmi les monuments historiques. Le Conseil d'administration étudiera la question et verra s'il y a lieu de faire des démarches dans ce but.

Le Président entretient ensuite la Société des travaux de réédification du Portail des Augustins. Il résulte des communications qui lui ont été faites, soit par M. Formigé, soit par l'entrepreneur qui s'est dernièrement rendu adjudicataire de ces travaux, que toutes les difficultés sont maintenant aplanies et que, dans un délai très rapproché, on se mettra enfin à l'œuvre. Il y a tout lieu de croire que la réédification sera complètement achevée avant l'hiver.

Il fait part à la Société des décès de M. le Comte de Poncins, Président de la Société historique et archéologique de la Diana, avec laquelle la Société des Antiquaires de l'Ouest est, depuis de longues années, en relation d'échange de publications, — de M^{me} la comtesse Alexis de Chasteigner, née d'Espinay St Luc, femme de notre excellent et distingué confrère, à qui la Société adresse ses plus sympathiques condoléances — enfin de M. Marcel Boudoin, architecte à Poitiers, inspecteur des monuments historiques et, à l'occasion de cette perte qui est particulièrement sensible, il s'exprime ainsi qu'il suit :

Messieurs,

Les vacances qui viennent de finir ont été marquées par un événement douloureux pour une jeune famille, à l'affliction de laquelle nous ne saurions trop nous associer. M. Boudoin était un aimable confrère, dont le commerce était doux et le dévouement assuré. Que d'occasions n'avons-nous pas eues d'apprécier non seulement ses talents d'architecte, mais encore la sollicitude et le désintéressement avec lesquels il les mettait au service de notre société. En sa qualité d'architecte des monuments historiques, il a dirigé tous les travaux qu'a exigés la conservation de ses immeubles, et ses rapports avec notre révérend questeur, commencés par la collaboration, avaient fini par devenir ceux d'une véritable amitié.

Les regrets que nous a causés la mort de M. Boudoin, regrets déjà suffisamment justifiés par la sympathie qu'inspirait sa personne, étaient encore accrus par les circonstances au milieu desquelles il nous a été enlevé.

M. Boudoin était en effet sur son lit de douleur, au moment même où la question du portail des Augustins venait enfin, après deux années d'attente, d'être résolue par une décision du ministère des

beaux arts, ordonnant la mise en adjudication des travaux. Il est donc mort au moment même où, après avoir incliné ses propres opinions devant le vœu de la majorité, il s'apprêtait à donner tous ses soins à l'exécution de l'œuvre projetée. Il est mort emportant tous nos regrets et toute notre gratitude. Ajoutons qu'à son chevet est demeuré penché, durant de longues heures, le révérend Père de la Croix, notre questeur, qui lui a prodigué tous les secours et toutes les consolations qu'un mourant peut attendre d'un prêtre et d'un ami.

Le Président rappelle ensuite à la Société la distinction si méritée qui a été donnée à notre éminent questeur le R. Père de La Croix. Le ruban de la Légion d'honneur va désormais orner la soutane du savant archéologue, qui, depuis de longues années, a consacré son temps et son labeur aux grands travaux qu'il a entrepris dans notre région et, en sa qualité de questeur de la Société, à l'organisation de nos musées, en particulier du musée des Augustins. La distinction dont le Père de la Croix a été l'objet rejaillit en partie sur la Société elle-même, dont il est un des membres les plus connus et les plus appréciés parmi le monde savant.

Puis, le Président énumère les ouvrages reçus depuis la dernière séance; on en trouvera la liste à la fin du présent procès-verbal. Il indique ensuite les dons qui ont été faits et qui sont les suivants :

1. Par Mgr Barbier de Montault au nom de M^{me} Palustre :

Notes sur Guillaume IX, trouvées dans les papiers de Léon Palustre.

2. De la part de M. Claveau, curé de Verrines :

Armoiries de Mgr de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, peintes dans l'église de Berrie (Vienne), restaurée à ses frais.

3. Paris (Journal), n° du 22 septembre, contenant un article où M. Laumonier combat les idées de M. Clémenceau sur la théorie nationaliste.

4. N°s des 31 juillet et 26 septembre du Combat pour la vie (spécimen). Journal fondé par M. Le Vasnier.

5. La Vendée à l'exposition ethnographique de Niort, par M. René Vallette, hommage de l'auteur.

6. De Chantonay à Saint-Hilaire de Vouhes, notes d'histoire, par M. René Valette. Hommage de l'auteur.

7. Recueil des travaux du conseil central de l'hygiène publique et

de salubrité, et rapport général sur les épidémies de l'année 1891, par M. Jablonski.

8. Compte-rendu des travaux de la 24^e session de l'Association française pour l'avancement des sciences. Don du général Segretain.

9. Petit album Caranda faisant suite au catalogue des objets d'antiquité aux époques préhistorique, gauloise, romaine et franque de la collection Caranda. Don de M. Frédéric Moreau.

10. La tradition en Poitou, par M. André Theurier. Hommage de l'auteur.

11. Documents et dessin relatifs à l'histoire de Guillaume IX, provenant des papiers de M. Palustre et envoyés par Mgr Barbier de Montault, de la part de Mme Palustre.

Dons faits en séance.

M. Perlat fait don d'une photographie du pont de Rochereuil, vue prise en aval. A l'occasion de ce don, M. Gaillard de la Dionnerie demande si le Conseil d'administration s'est préoccupé de la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de protester contre la destruction, presque complète aujourd'hui, de ce pont si intéressant.

Il lui est répondu que la décision relative au remplacement du pont de Rochereuil, par un pont nouveau, a été prise par la municipalité au cours des vacances et à un moment où il était impossible de faire quoi que ce soit pour obtenir une autre solution. M. Gaillard de la Dionnerie émet alors le désir de voir prendre une photographie de ce pont vu en amont.

Plusieurs membres font observer que le côté amont est déjà démoli, mais que M. Tribot, qui a pris une épreuve de ce côté, pourrait, si on le lui demandait, en donner un exemplaire à la Société.

M. le Président fera auprès de M. Tribot une démarche dans ce but.

M. Ducrocq offre à la Société le tome 1^{er} des comptes rendus du Congrès des Américanistes, tenu à Huelva en Espagne, en 1892. M. Ducrocq, qui a assisté à ce congrès, dont le but était de commémorer la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, appelle l'attention de la Société sur la composition de ce volume, dans lequel les travaux qui ont été lus sont publiés dans la langue dans laquelle ils ont été écrits. On en trouve, en effet, qui sont publiés en Anglais, en Espagnol, en Allemand et en Français.

M. l'abbé Coudrault fait don à la Société d'un certain nombre de catalogues de musées et expositions artistiques.

Communications.

M. Ducrocq appelle l'attention de la Société sur le n° de juillet dernier du Journal des savants, arrivé pendant les vacances. Ce n° contient une appréciation par M. Wallon, membre de l'Institut, des Mémoires de Thibaudeau qui ont été publiés, avec une préface par M. Ducrocq, dans le dernier volume des Mémoires de la Société. Le Journal de Thibaudeau y est l'objet d'un jugement des plus favorables et l'article se termine par ces mots : — « On peut compter « cet ouvrage parmi ceux qui ajoutent quelque chose à l'histoire de « la Révolution ». L'honneur de cette appréciation doit revenir pour partie à la Société qui a accepté de faire cette publication.

M. le commandant Marais donne la description d'un jeton LouisXIV, du trésor royal, daté de 1711, qui a été donné par le R. P. dela Croix, au nom de M. Chérion, à la séance du 9 juillet 1896.

LUDOVICUS MAGNUS REX. — Tête de profil à droite, au dessous TB. monogramme de Bernard (Thomas).

R. EA CURA QUIETUM SOLLICITAT, sujet mal déterminé par suite du mauvais état du jeton.

A l'exergue : TRÉSOR ROYAL 1711 (lecture difficile), cuivre rouge — Diamètre 8 mm. — Assez bon. (Ce jeton n'existe pas aux antiquaires).

M. le commandant Marais communique la note suivante sur un ATELIER MONÉTAIRE A FONTENAY-LE-COMTE.

M. le comte de Castellane vient de publier dans le BULLETIN DE NUMISMATIQUE(1) une note pour établir qu'en 1421 il existait à Fontenay-le Comte un atelier monétaire, fonctionnant au profit de Charles VI, le dauphin étant régent. L'existence de cet atelier est constatée dans un document original trouvé par M. Planchenaut, en Angleterre, à Cheltenham, dans la bibliothèque de Sir Thomas Philipps.

L'atelier de Fontenay-le-Comte a vraisemblablement été ouvert à la fin de 1420 ou au commencement de 1421. Il n'existait plus en 1430.

(1) *Bulletin de Numismatique*, t. III, pp. 177 et 178.

M. le comte de Castellane attribue à Fontenay-le-Comte les pièces présentant le style des monnaies de la Rochelle et portant un *£* (cursive gothique) sans aucun point d'atelier.

Le colonel Babinet appelle l'attention de la Société sur un article anonyme paru dans le *COURRIER DE LA VIENNE* du 7 octobre courant, intitulé : « Réfection du pont de Rochereuil ». Lorsque le *COURRIER* en fit connaître l'auteur, deux jours après, nous avions déjà reconnu l'esprit et la verve humoristique de M. Chemioux, notre doyen d'âge.

Quelques erreurs archéologiques ou historiques s'étant glissées dans cet article, il importe de ne pas les laisser s'accréditer.

Après avoir dit paradoxalement que le pont féodal de Rochereuil, bâti au pied d'un rocher à pic, avait été construit pour empêcher d'entrer en ville, et qu'en 1569 les protestants lancèrent vainement contre lui leurs colonnes d'assaut, l'auteur parle des deux vieilles piles du pont, dont on aperçoit encore les ruines dans le Clain à environ 150 m. en aval du pont de Rochereuil, il se demande à quoi se rattachent ces deux piles, dont aucun de ses savants confrères de la Société des Antiquaires de l'Ouest ne paraît s'être préoccupé.

Pour lui, Poitiers (Limonum du temps des Celtes) a commencé par Montbernage à cause de ses grottes et souterrains, pour, plus tard, franchir le Clain au Pont Joubert, et monter la colline. Plus tard encore la ville traversa le marais de la Boivre, à l'aide d'une chaussée, afin de se mettre en communication avec Paris, en montant la Cueille (Collis) et avec Nantes en montant à la Roche. Cette chaussée qui traversait la Boivre faisait partie de la voie de l'empire romain allant du mille sacré de Rome, axe du monde, à Bourges et de Bourges à Nantes, en passant le Clain sous Poitiers, sur ces VIEILLES PILES DU PONT auquel nous revenons, etc.

Ces assertions ingénieuses veulent être réfutées.

Les Antiquaires s'accordent à penser que l'ancien Poitiers, cité gauloise, puis romaine, a toujours occupé le sommet de la presque île formée par le Clain et la Boivre, d'où, au temps de sa splendeur sous la domination romaine, elle est descendue jusqu'aux deux rivières et a même escaladé par des villas les collines environnantes. La preuve en a été faite, si non avec une certitude absolue, il

n'en est pas en pareille matière, du moins avec tant de probabilité que la question ne se discute plus.

Les voies romaines partant de Poitiers vers les principales villes voisines ont été l'objet d'une étude approfondie, leur point de départ est connu, et s'il n'est pas impossible qu'une voie romaine secondaire ait traversé le Clain en aval de Poitiers, tout porte à croire qu'elle le franchissait à l'emplacement actuel du Pont de Rochereuil. Quant à ce pont il est bien d'origine féodale, construit qu'il a été par les moines de Montierneuf, pour se mettre en communication avec leurs vassaux de la rive droite.

Quant aux vieilles piles du pont ruinées, les antiquaires n'ont pas eu longtemps à s'en préoccuper, parce qu'ils savent que ce sont les piles du pont de secours du château de Poitiers, situé au confluent des deux rivières. Nous invitons ceux qui veulent s'en convaincre de visu, à jeter un simple coup d'œil sur la belle photographie de M. Robuchon (paysages et monuments du Poitou) donnant la vue cavalière du château au ^{xiv}^e siècle. Elle reproduit une page du précieux livre d'heures du duc de Berry, frère de Charles V, appartenant à Mgr le duc d'Aumale et que ce prince a autorisé l'habile artiste à reproduire, avec sa libéralité si bien connue de tous.

Disons un mot des assauts de l'armée de Coligny en 1569.

A cette époque le faubourg de Rochereuil se terminait, en aval comme en amont du Clain, par une coupure (fossé avec parapet défensif derrière), dont il subsiste encore des restes, dirigée du bord de la rivière perpendiculairement au rocher, et limitant le faubourg. Chacune de ces coupures était percée d'une porte que défendait un pont levis. Dans le rocher, des corps de gardes percés en galerie perpendiculairement à la coupure, en flanquaient le fossé. La porte d'amont se nommait Porte des Gallois, celle d'aval Porte de l'Hôpital-des-Champs. C'est contre la coupure et la porte d'aval que se donnèrent les assauts des protestants, et non contre le pont de Rochereuil. Il y eut 3 assauts successifs, 3 fois il furent repoussés après avoir subi de grandes pertes. Coligny accouru empêcha un 4^e assaut.

Les latins disaient : « Quos vult perdere, Jupiter dementat. » C'était folie que d'assaillir dans ce rentrant balayé par le feu de

face de la coupure, et par l'artillerie et la mousqueterie du château de Poitiers. Le canon du duc d'Anjou attaquant Châtellerault se fit entendre et le siège de Poitiers fut levé.

M. Poirault informe la Société qu'il a découvert, à Verrières, un dolmen situé sur un coteau, en face du château des Mortemer. Les piliers ont disparu, la table repose sur le sol. C'est probablement à ce fait qu'il faut attribuer l'ignorance où l'on est resté jusqu'à ce jour de l'existence de ce dolmen.

Lectures.

M. Ledain lit une intéressante note sur LA DATE PRÉCISE DE L'OCCUPATION DE LA VILLE DE POITIERS PAR DUGUESCLIN.

M. Alfred Barbier donne lecture d'une partie de son travail sur LES ORIGINES CHATELLERAUDAISES DE LA FAMILLE DESCARTES.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit l'énumération des ouvrages reçus depuis la dernière séance, autres que ceux reçus en don.

Publications provenant de Paris.

1. Le Correspondant n^{os} des 25 juin, 10 et 25 juillet, 10 et 25 août, 10 et 25 septembre et 10 octobre.

2. Revue des questions historiques, 120^e livraison.

3. Revue historique, tome 61 et 62, livraisons de juillet-août et de septembre-octobre 1896.

4. Bibliothèque de l'école des Chartes, 2^e, 3^e et 4^e livraisons du tome LVII.

5. Revue des études grecques, tome IX.

6. Revue archéologique, juillet-août 1896.

7. Bulletin du comité des travaux historiques, section des sciences économiques et sociales, compte-rendu du congrès des Sociétés savantes de 1896.

8. Journal des savants, n^{os} de juillet et août 1896.

9. Bulletin monumental, septième série, tome 1^{er}.

10. Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles lettres en l'année 1896, 4^e série, tome XIV, bulletins de mai et juin.

11. L'alliance scientifique, n^o de septembre 1896.

12. La Revue des provinces de l'Ouest, n^{os} de juin et juillet 1896.

13. La Revue nationaliste, publication mensuelle dirigée par le docteur Jean Laumonier.

Publications provenant des départements.

1. Bulletin de la Société Belfortaine d'émulation, n^o 15, année 1896.

2. Mémoires de la Société des sciences morales de Seine-et-Oise, tome dix-neuvième.

3. Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard, XXI^e, XXIII^e, XXIV^e et XV^e volumes, 1^{er} et 2^e fascicules.

4. Bulletin de la Société historique et d'archéologie de Langres, tome IV.

5. Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, n^{os} 4 de l'année 1895 et 1 de l'année 1896.

6. Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne, année 1895.

7. Bulletin de la Société historique archéologique de l'Orne, tome XV, 2^e et 3^e livraisons.

8. Bulletin de la Société académique du Centre, juillet-septembre 1896.

9. Bulletin de la Société de Borda, 2^e trimestre de l'année 1896.

10. Mémoires de l'académie de Stanislas à Nancy, 5^e série, tome XIII.

11. Revue historique et archéologique du Maine, tome XXXIX.

12. Compte-rendu par la Société historique de Compiègne de l'inauguration d'une plaque commémorative, à la mémoire de l'un des héros de la guerre de cent ans, Grandferret, à Revecourt, le 16 avril 1896. — Cartulaire de l'abbaye de sainte Corneille, par M. l'abbé Morel, publié par la même Société et l'instruction publique à Compiègne en 1789 par M. Dervillé.

13. Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, années 1895 et 1896, troisième fascicule.

14. Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXIII, 4^e livraison.

15. Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze, tome XVIII, 2^e livraison.

16. Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, 3^e série, tome VI, 4^e fascicule.

17. Bulletin, nos 6 et 7, année 1896, et table générale des comptes-rendus, bulletins et mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord.

18. Bulletin de la Société dunoise, n^o de juillet 1896.

19. Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, nos 222 et 223, juillet et août 1896.

20. Le Monde des plantes, n^o d'août et septembre.

21. Bulletin de la Société des amis des sciences et arts de Rochecouart, tome VI, n^o 2.

22. Revue savoisienne, mai-juin-juillet 1896.

23. Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, nos d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre 1896.

24. Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne publié par l'académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, n^o de juin 1896.

25. Mémoire de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers, 4^e série, tome IX.

26. Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen pendant 1894-95.

27. Bulletin de la Société d'émulation et des beaux-arts du Bourbonnais, nos 1, 2, 3, 4, 5, et 6 de l'année 1896.

28. La Diana, n^o d'avril-juin 1896.

29. Bulletin de la Société des sciences, lettres et beaux-arts de Cholet, année 1895.

Publications régionales.

1. Le mois bibliographique, bulletin catholique des livres et revues, nos de juillet, août, septembre et octobre.

2. Bulletin de l'abbaye de Saint-Martin de Ligugé, n^o 1 de juillet et août 1896.

3. Revue Poitevine de la Touraine et de l'Anjou, nos des 15 juillet, 15 août et 15 septembre 1896.

4. Revue de Saintonge et d'Aunis, n^o du 1^{er} septembre 1896.

5. Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, n^o d'avril, mai, juin 1896.

6. Revue du bas Poitou, 2^e livraison de l'année 1896.
7. Recueil de la Commission des arts et des monuments historiques de la Charente-Inférieure, et Société archéologique de Saintes, n^o de juillet 1896.
8. L'Horticulture poitevine, revue de M. Bruant, n^o du 3^e trimestre 1896.

Publications venant de l'étranger.

1. L'Annual report de l'Académie des sciences de Chicago pour l'année 1893 et le bulletin, tome II et n^o 2 de cette Société.
2. La Gazette numismatique de M. Charles Dupriez à Bruxelles.
3. Le bulletin de l'Académie royale de l'histoire de Madrid, n^{os} de juillet et d'octobre.
4. The architectural record, par M. Barrferré, à New-York, volume 6, n^o 1.
5. Numismatic chronicle, 2^e livraison de 1896.
6. Beitrage zur Runde feiersmarfischer geschichtsquellen, revuo publiée à Graz, année 1896.
7. Starohrvastka prosujeta glasilu hrvatskoga Druzstva u Khrinu, année 1886.
8. Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique, tome XXVII, 2^e partie.
9. L'Annual report du bureau d'Ethnologie de la Smithsonian institution 1891-92.
10. Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles, tome X de l'annuaire de cette Société pour 1896.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1896

La séance est ouverte à 8 h. 1/4, sous la présidence de M. Carré, vice-président de la Société, qui fait connaître qu'une indisposition empêche M. de la Marsonnière de se rendre ce soir au milieu de nous et de présider cette séance mensuelle.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 15 octobre, qui est adopté, puis le Président fait connaître la correspondance qui comprend :

1. Une lettre du Président du Cercle historique et archéologique

de Gand, sollicitant l'échange avec les nôtres des publications de cette Société. Le Conseil d'administration sera appelé à examiner cette demande.

2. Une lettre de M. le Recteur de l'Académie de Poitiers avisant le Président de la Société qu'il a autorisé M. Robuchon à faire des conférences avec projections lumineuses dans les Ecoles publiques du ressort académique.

3. Une lettre de M. Robuchon annonçant l'envoi d'un médaillon en bronze de M. de Rochebrune.

Ce médaillon, auquel la Société avait souscrit, est une œuvre remarquable de notre confrère M. Robuchon, présent à la séance, qui recueille les félicitations générales. Il explique qu'il a été amené à faire le buste du grand aqua-fortiste Vendéen en reconnaissance de l'appui qu'il lui a prêté dans ses travaux artistiques. Le buste, après avoir été reçu au Salon à Paris, a été réduit pour être coulé en bronze. Il en a été tiré huit exemplaires seulement.

M. le Président donne ensuite l'analyse des ouvrages qui lui ont été adressés depuis la dernière séance. On en trouvera l'énumération à la suite du présent procès-verbal.

Dons

I. Par le ministère de l'instruction publique :

1. Les lettres de Catherine de Médicis, tomes IV et V.
2. Les lettres du cardinal de Mazarin, tome III.
3. Comptes des bâtiments du roi sous Louis XIV, tome IV.
4. Les remontrances du parlement de Paris au XVIII^e siècle.
5. Les rôles Gascons (supplément au tome I^{er}).
6. Bibliographie des travaux historiques par M. Robert de Lasteyrie, tome III, 1^{re} livraison.

7. Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France, trois volumes, savoir : — Paris, bibliothèque de l' Arsenal, tome VII. — Bibliothèque Sainte-Geneviève, tome II. — Départements : Avignon, tome II.

II. Par l'imprimerie de l'Abbaye de Ligugé, le cartulaire du prieuré de St-Hippolyte de Vivoin, publié par M. l'abbé Denis.

III. Par Mme Palustre, deux liasses de documents provenant du

cabinet de M. Palustre et concernant l'histoire de Guillaume IX d'Aquitaine.

IV. Par M. l'abbé Collon, sa notice sur les reliques de Ste Antoinne, au trésor des reliques de la cathédrale de Poitiers.

Dons faits en séance.

1. M. Robuchon offre à la Société un album intitulé : **LE POITOU PITTORESQUE**, troisième numéro d'une collection qu'il va continuer sur le Poitou et qui est destinée surtout aux touristes.

2. M. l'abbé Bleau offre, de la part de M. l'abbé Delière, prêtre retraité à Airvault, les ouvrages suivants dont il est l'auteur :

1. Tableau d'une église nationale, traduction d'après un pope russe.

2. Seize requêtes à un ministre protestant, ouvrage de polémique et d'apologie religieuse.

3. Article sur la Catacombe de Kertch en Russie, publié dans les *Analecta juris Pontifici*, n° d'août 1895.

4. Articles publiés en feuilleton dans le journal *LA VÉRITÉ*, sur les ruines de Kherson, près Sébastopol.

5. M. Tornézy offre une brochure poitevine intitulée :

Règlement de police, tenue, administration et discipline de la milice nationale de la ville de Poitiers, publié par ordre de messieurs les officiers municipaux.

A Poitiers, de l'Imprimerie de François Barbier, 1789.

Communications.

M. le conseiller Gaillard de la Dionnerie fait connaître qu'il a été fait dernièrement dans la Boivre, près de la gare, une découverte de vases anciens, sans doute romains, dont il montre un spécimen ; presque tous ces vases sont brisés.

Il appelle l'attention de la Société sur la préservation de nos musées contre l'incendie. Cette question, dit-il, le préoccupe depuis longtemps et il invite le Conseil d'administration à examiner la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de faire étudier, à l'hôtel des Grandes-Ecoles et à l'hôtel de Chièvre, l'installation de bouches d'incendie d'un modèle nouveau, qui a été adopté, avec l'autorisation de la municipalité, par la Banque de France et l'hôtel du

Crédit Lyonnais. Le Conseil sera appelé à délibérer sur cette question.

Lectures.

1. M. Alfred Barbier continue la lecture de son travail sur les origines châtelleraudaises de la famille Descartes.

2. M. l'abbé Collon donne lecture d'une notice sur les reliques de St Irénée au trésor de la cathédrale de Poitiers.

3. M. Ledain lit une note sur un document, indiquant d'une manière précise le jour de la prise de Poitiers par Duguesclin en 1372 et continue la lecture de la chronologie des maires de Poitiers.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la nomenclature des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications venant de Paris.

1. Bulletin de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, numéro de juillet-août 1896, à lire : 1. la note de M. de Barthélemy sur l'origine du blason féodal ; 2. le rapport du même au nom de la commission des antiquités de France, sur les ouvrages présentés au concours.

Dans ce rapport, sont honorablement citées DEUX PUBLICATIONS DE M. LEDAIN savoir : 1^o l'essai de la restitution du capitulaire de l'abbaye de l'Absie ; 2^o l'enquête de 1247 ordonnée par St Louis.

2. Le Journal des savants, n^{os} de septembre et octobre 1896.

3. Annales du musée Guimet, tome III de sa bibliothèque d'études. Ce volume est entièrement occupé par une ÉTUDE HÉRALDIQUE ET HISTORIQUE de MM. de Milloué et Kanamoura intitulée : Coffre à trésor attribué au Schôgoun Jyé Toschi.

4. Annales du musée Guimet, bibliothèque de vulgarisation. Les castes de l'Inde par M. Emile Sénart.

5. Histoire des religions, tome XXXIII, n^{os} 1 et 2.

6. Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris, fascicules 2, 3 et 4 de l'année 1896.

A lire, dans le fascicule 2 : les monuments mégalitiques classés de la Charente et de la Charente-Inférieure, travail de M. de Mortillet.

7. Le Bulletin monumental, septième série, tome I^{er}.
8. Le Correspondant, n^{os} de septembre, octobre et novembre 1896.
9. Revue historique, n^{os} de novembre et décembre 1896.

Publications provenant des départements.

1. Mémoires de la Société des Sciences et arts de Bar-le-duc, tome V.

A Lire : la description des fouilles d'un cimetière Mérovingien à Aubermont, commune de Breux (Meuse).

2. Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille, tome quarante-quatre.

3. Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers, 3^e série, tome I, deuxième livraison.

4. Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, tome XXIII, 3^e livraison.

A signaler : 1^o les pyxides limousines à l'exposition d'Angers par Mgr Barbier de Montault ; 2^o la suite du dictionnaire topographique de la Corrèze, par M. Champeval.

5. Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXIII, cinquième livraison.

A lire : le récit fait par M. Feaux de son excursion à la grotte préhistorique de la Mouthe, près les Eysies. Dans cette grotte se trouvent de nombreux dessins que l'auteur attribue à l'homme quaternaire.

6. Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orléanais, 1^{er} trimestre de 1896.

7. Bulletin historique de la Société des Antiquaires de la Morinie, tome IX, année 1896, 2^e fascicule.

8. Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord, n^{os} 8 et 9.

A lire un article intitulé : géographique des Côtes-du-Nord, n^o 8 de l'année 1896.

9. Bulletin de la Société d'Agriculture et du Commerce de Caen, année 1896.

10. Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n^o d'octobre 1896. Procès-verbaux des séances.

11. Mémoires de la Société de Borda, troisième trimestre de l'année 1896.

12. Revue Savoisienne, n° d'août-septembre-octobre.

13. Bulletin et Mémoire de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XXV.

Publications régionales.

1. Bulletins de St Martin, de septembre, octobre et novembre 1896.

2. Revue poitevine et des confins de la Touraine et de l'Anjou, n° du 15 octobre 1896.

3. Bulletin de la Société académique, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers, nos des mois de février, mars, avril et mai 1896.

4. Recueil de la commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure, n° d'octobre 1896.

5. Revue trimestrielle de l'Horticulture poitevine, par M. Bruant, 3^e et 4^e trimestres 1896.

6. Revue de Saintonge et d'Aunis ; bulletins de la Société des archives historiques, n° du 1^{er} novembre 1896.

A lire le compte-rendu de la fête de Broue, en l'honneur de Duguesclin.

7. Le mois bibliographique, bulletin catholique des livres et revues, n° du 1^{er} juillet 1896.

Publications venant de l'étranger.

8. Centrablatt fur anthropologie, ethnologie und völkergeschichte, revue de M. le docteur Brusseau, à Breslau (Silésie).

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1896

La séance est ouverte à huit heures et quart sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la précédente séance, qui est adopté.

Puis le Président communique la correspondance, qui comprend :

1° Une circulaire du ministre de l'instruction publique du 1^{er} dé-

cembre, annonçant l'ouverture du congrès des sociétés savantes à la Sorbonne pour le mardi 20 avril.

2° Une lettre du R. P. de La Croix, du 14 décembre, demandant à être compris au nombre des délégués pour ce congrès.

3° Une circulaire du ministre, du 6 décembre, annonçant pour le 20 avril l'ouverture du congrès des Beaux-Arts.

4° Une lettre du R. P. de La Croix, du 2 décembre, rendant compte de ses travaux à Berthouville.

5° Une lettre de M. Dardenne remerciant le Président des renseignements qu'il lui a envoyés sur la famille Launay, en réponse à sa lettre du 3 décembre.

6° Une lettre de M. Teissier, du 8 décembre 1896, proposant l'achat d'un objet de curiosité.

7° Une lettre de M. Amirault, ancien capitaine de frégate, offrant un vase de sa fabrication.

8° Une lettre du directeur de la Revue des questions historiques proposant le renouvellement de l'abonnement de la Société, qui a pris fin.

Le Président rappelle ensuite le décès de notre honorable confrère M. Gaillard de la Dionnerie, ancien conseiller à la cour d'appel, et se fait, dans les termes suivants, l'interprète des regrets de la société.

Messieurs,

Depuis notre dernière séance, un nouveau deuil, que rien ne nous faisait pressentir, est venu nous affliger. Le jeudi soir 19 novembre, Gaillard s'était rendu à notre réunion pour vous donner un témoignage de l'intérêt qu'il portait à la sécurité de nos collections. Le lendemain soir après 6 heures nous apprenions qu'il n'était plus. Il était mort du mal terrible dont ses amis eux-mêmes ne soupçonnaient pas la gravité et contre lequel il luttait, depuis deux ans, avec une énergie qui témoigne de son courage et de la force de sa volonté.

Henri Gaillard de la Dionnerie est né, en 1820, d'une très honorable famille qui a donné des hommes distingués à l'art médical et à la magistrature. Lui-même, par la solidité de ses principes, par la force de ses études, par la délicatesse de sa conscience, par la droi-

ture de son jugement était naturellement destiné à cette noble carrière de la magistrature où le droit de juger les hommes impose, entre tant d'autres devoirs, celui de leur donner l'exemple.

C'est ce qui fut la règle et l'honneur de toute sa vie et de toute sa carrière judiciaire.

Mais avant de vous signaler les nombreuses étapes de cette carrière, je tiens à vous rappeler qu'avant d'entrer dans la magistrature Henri Gaillard était déjà des nôtres. Son goût pour l'archéologie et sa passion de collectionneur qui datait de son enfance l'avaient fait entrer dans vos rangs dès le 22 mai 1851.

Six mois après, le 30 novembre de la même année, il était nommé substitut à Jonzac et, le 4 novembre 1856, il était appelé au même titre, à Saintes. Il y laissa des amitiés fidèles lorsqu'il partit, le 6 mai 1861, pour aller prendre la direction du parquet de Civray.

Cette direction fut pour lui l'occasion de difficultés, en présence desquelles il fit preuve d'une grande et courageuse énergie. Son caractère était en effet trop ferme pour qu'il reculât devant les responsabilités là où il croyait son devoir. Quoi qu'il en soit, il dut quitter le parquet de Civray pour celui de St-Pons, dans l'Hérault, où il fut nommé par décret du 30 mai 1865. Trois ans après, le 28 septembre 1868, on lui donnait le parquet de Villefranche. Enfin le 12 octobre 1870, il fut nommé procureur de la République à Cholutet où il demeura jusqu'au 29 décembre 1875, époque à laquelle il obtint un siège de conseiller à la cour d'Angers.

Comme vous le voyez, Messieurs, en ces trente-quatre années de parquet, Henri Gaillard, à défaut de la faveur, a toujours su conquérir l'estime.

Enfin, le 3 novembre 1876, Gaillard se rapatriait dans sa chère villo de Poitiers et revenait prendre, à la cour d'appel, la place depuis si longtemps méritée. Hélas ! il devait être une des victimes de la loi qui vint en 1883, porter atteinte à l'inamovibilité du siège. Nous espérions voir respecter, en la personne de notre confrère, une carrière aussi exempte de faveur que longuement et lentement parcourue. Il n'en fut rien. Gaillard dut rentrer dans la vie privée, et la part que nous primes au chagrin de sa disgrâce eut pour compensation la satisfaction de le voir désormais entièrement à nous.

Il fut, en effet, l'un des membres les plus assidus de la Société et

aussi l'un des plus laborieux et des plus utiles. Non qu'il ait beaucoup écrit, je ne connais de lui que quelques notes courtes, mais à vrai dire, substantielles, et pleines de choses et d'érudition. Mais s'il écrivait peu, il parlait souvent et toujours avec autorité, de tout ce qui pouvait intéresser nos séances.

Pour remonter au plus loin, je vous rappellerai les communications qu'il nous fit le 18 mai 1865 sur ses fameuses fouilles du Chaffaud près Civray, où il recueillit les principaux éléments de sa belle collection préhistorique. Que de grottes fouillées ! que de travaux persévérants ! et quelles belles conquêtes en produits de ces temps lointains ! Combien est curieuse, par exemple, cette pierre où le ciseau de silex d'un artiste de ces premiers âges a tracé les linéaments d'un paysage, orné d'arbres et peuplé de bêtes sauvages ! Et ces os sur lesquels sont sculptées des têtes d'animaux ! Et tous ces autres objets propres aux usages guerriers ou domestiques ! C'était assurément l'une des plus belles découvertes, en ce genre, qui eût été faite dans notre contrée.

Descendons maintenant le cours des années et parlons de l'intéressante communication qui vous fut faite le 4 décembre 1884 sur les fouilles du camp de Sineret.

Vous vous rappelez, Messieurs, que M. Chauvet, l'un de nos confrères non résidants, avait découvert au lieu dit Gros-Guignou, dans la commune de Savigné, une sépulture à char, c'est-à-dire une vraie rareté dans nos provinces de l'Ouest. Stimulé par la similitude existant entre les objets découverts par M. Chauvet et certains débris d'origine et de destination inconnue qu'il possédait dans son musée, Gaillard entreprit, sur le lieu dit camp de Sineret, commune de Quinçay, où avaient été trouvés les débris qu'il avait déjà, des fouilles dont le résultat fut décisif. On découvrit non seulement tous les fragments qui rapprochés de ceux déjà possédés par Gaillard reconstituaient exactement le char du guerrier enseveli, mais encore les cendres de ce guerrier et les ossements à demi calcinés de son cheval de bataille. C'était bien une sépulture à char et l'auteur de la découverte n'avait plus rien à envier à la bonne fortune de M. Chauvet.

La communication que nous fit Gaillard du résultat de ces fouilles fut intéressante, non seulement par son objet, mais encore par la

manière attrayante dont il sut nous en rendre compte. Il parlait très bien des choses qui rentraient dans la spécialité de ses études. Nul plus que lui n'avait la netteté et la précision qui conviennent au style descriptif. Sous sa parole on avait la vision nette et claire de ce qu'il décrivait.

Mais ce n'était pas seulement le don de bien décrire que possédait notre confrère. Il avait aussi celui de bien juger, et, à ce titre, on lui reconnaissait, dans notre compagnie, une véritable autorité. Lorsqu'à l'une de nos séances s'élevait une discussion sur l'origine ou la destination d'un objet inconnu offert ou communiqué à la Société, les yeux se tournaient vers Gaillard pour faire appel à son jugement et il donnait toujours à la question une solution vraiment scientifique. La confiance qu'on avait en lui était doublement justifiée par les connaissances qu'il devait à ses études théoriques, et par l'expérience qu'il avait acquise dans sa longue et heureuse pratique de collectionneur émérite.

Gaillard était doué d'une activité qui ne s'est pas démentie jusqu'à sa dernière heure, et dont il a donné une preuve touchante lorsqu'au seuil de la mort, il s'est trainé jusqu'à la salle de nos séances pour nous donner un conseil suprême dans l'intérêt de nos musées. Je dois ajouter que c'est à la Société qu'il a payé le tribut de ses derniers travaux ; car c'est à sa part de collaboration dans le catalogue de notre musée des Augustins qu'il a consacré l'emploi du dernier mois de sa vie.

Gaillard de la Dionnerie était d'un commerce excellent. Son accueil était toujours aimable ; sa main toujours tendue et ouverte à l'étreinte ; sa conversation était instructive, agréable toujours et souvent enjouée.

Nous perdons en lui non seulement une force et une lumière, mais encore un excellent confrère digne de tous nos regrets.

À la suite de ces regrets exprimés, le Président fait l'énumération des ouvrages reçus depuis la dernière séance. On en trouvera la liste à la suite du présent procès-verbal.

Dons

1^o Photographie du pont de Rochereuil par M. Perlat, don de l'auteur.

2° Par M. Amirault, capitaine de frégate, un vase provenant de son atelier de fabrication à Parthenay.

3° Par M. Piette, sa brochure intitulée *Études d'ethnographie préhistorique*.

4° Par Mgr Barbier de Montault — un titre de 1454 constatant l'établissement d'une verrerie à St-Savin.

5° Par le même au nom de Madame Palustre un manuscrit de M. Palustre sur le château de Chambord.

6° id. un manuscrit de M. Palustre sur les monuments de l'Indre.

7° id. Notes de M. Palustre sur Guillaume IX.

8° id. Notes de M. Palustre sur les comtes du Poitou.

9° id. Notes de M. Palustre sur la maison Gaillard.

10° Par M. Brix, coiffeur à Poitiers — pièce imprimée intitulée *d'in Breger, avec son ami sur différents objets de la ville de Poitiers, et surtout sur le catafalque érigé dans l'église Cathédrale le 30 juillet 1774 par Perrot, Francillon Piorry, écoulé de philosophie*.

Cette pièce, œuvre du fameux Piorry, est précédée d'un avertissement écrit et copié de la main de Piorry. Au moment où cette pièce en patois a été écrite, Piorry n'était âgé que de 15 ans. Par le même M. Brix, un n° du PETIT JOURNAL, du 14 mai 1895, mentionnant une offrande faite à la patrie le 14 mai 1792 par un sieur Piorry, prêtre à Poitiers.

Communications.

M. Henri Carré demande la parole pour attirer l'attention de la Société sur un texte tiré d'un registre des délibérations de l'hôtel de ville de Poitiers, qui lui a paru fort singulier. A la date du 19 juin 1793, on y lit que les « PORTES DU PARC NATIONAL » ont été transportées à la porte de Paris. Par suite cette promenade « est garnie « toutes les nuits de personnes mal intentionnées qui commettent « des dégradations et menacent le concierge, lorsqu'il veut faire des « observations. ».

De quelles portes est-il ici question. En 1793, dit M. Henri Carré, on avait accès dans le parc de Blossac, ou parc National, par le rond-point précédant la grande grille, et par deux passages ouverts, l'un au centre, l'autre à l'extrémité sud de la rue de la Tranchée. Ce dernier passage était fermé par une petite barrière de bois, dont il

ne peut être ici question. Le passage central était fermé depuis 1750 par des portes de fer. — Le registre municipal ne peut faire allusion qu'à ces portes ou à la grande grille.

M. Carré dit ignorer les raisons qui auraient déterminé le transport des portes du parc, et ne pas être en état d'affirmer que la grande grille ait, pour un temps quelconque, été déplacée. Différentes observations sont alors échangées, au cours desquelles M. le colonel Babinet dit incliner vers l'opinion que le registre municipal désigne la grande grille. — M. l'abbé Collon pense que la solution de la question peut être fournie par l'examen du compte des dépenses de la municipalité pour l'année 1793.

M. le commandant Marais fait ensuite une communication sur l'étymologie du mot SAINTIER dans l'expression SAINTIER D'ARGENT.

M. Poirault signale à la Société l'existence de deux écussons du duc de Berry sur les deux tours qui font partie du mur de la tranchée à l'extrémité de Blossac. Ces écussons existaient vraisemblablement sur toutes les tours qui flanquaient ce mur, comprises entre la tour à l'Oiseau et la tour de Vouneuil, car c'est surtout pour la réparation ou la restauration de ce mur que le duc de Berry accorda à la ville d'importants subsides. Les tours qui sont à l'extrémité de Blossac étaient autrefois beaucoup plus élevées qu'aujourd'hui ; les écussons étaient dans la partie haute qui a disparu et ont sans doute été employés comme matériaux dans des réparations postérieures.

M. Luguët fait ensuite la communication suivante :

Le 10 du mois d'août, faisant une excursion dans le canton de Pouzauges, je commençai par le bois de la Folie, au sommet du puy qui domine la ville. Ce lieu célèbre dans la région par les souvenirs qui s'y rattachent, par son aspect pittoresque, à une altitude de 278 mètres entre les vallées du Lay et de la Sèvre nantaise, est l'un des points les mieux choisis pour observer la beauté sévère et calme du Bocage vendéen. Peut-être le charme de cette contemplation a-t-il absorbé jusqu'ici l'attention des touristes et des savants en la détournant de l'observation des curiosités voisines.

Ainsi s'expliquerait le silence gardé au sujet d'un monument fort curieux.

Le point culminant a été choisi avec une intention évidente pour recevoir quatre pierres granitiques dont trois sont dessinées sur un

petit croquis joint à cette note, et affectent la disposition suivante :

La table vue de face sur le croquis est soutenue et relevée en pente par une sorte de chevet de granit reposant sur le sol. Elle supporte deux pierres latérales dressées de façon à ce que les parois latérales taillées selon la verticale, ou à peu près, forment un canal très large à l'origine, et se rétrécissant jusqu'à l'extrémité qui s'abaisse vers le sol.

Voici les mesures exactes des différentes parties de cet ensemble.

1° Largeur au niveau du sol.....	1 mètre
2° Largeur vers le haut.....	0 m. 56
3° Hauteur de la pierre du sommet au sol prise sur le milieu de son épaisseur.....	1 m. 72
Largeur au niveau du sol.....	0 m. 75
Largeur supérieure antérieure.....	0 m. 90
Hauteur médiane antérieure.....	1 m. 55
Largeur de la table entre les deux pierres du canal.	1 m. 24
Hauteur médiane antérieure.....	1 m. 55
Largeur supérieure antérieure.....	0 m. 90
Ecartement des deux pierres latérales au milieu....	0 m. 18
Profondeur de l'ouverture à ce niveau.....	0 m. 47

Il semble que le choix du lieu, la méthode selon laquelle les pierres ont été taillées et dressées, et enfin l'orientation de l'ensemble du monument indiquent un autel de l'époque préhistorique. Nous nous proposons de le comparer aux monuments de même nature dont nous avons observé un grand nombre dans la région.

A la suite de ces communications, la Société décide que la séance publique annuelle aura lieu le deuxième dimanche de janvier.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 heures.

Suit l'énumération des ouvrages reçus depuis la dernière séance :

Publications provenant de Paris.

1. Revue archéologique, tome XXIX, n° de septembre-octobre 1896.

2. Revue des provinces de l'Ouest, n° d'octobre 1896. Entièrement

occupé par le compte-rendu des fêtes de l'association bretonne.

3. Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1895, troisième livraison. A signaler : un article de M. Noumeja sur quelques marbres antiques chrétiens et payens du musée de Cahors où l'auteur établit un rapprochement entre un cercueil barbare découvert dans une dépendance de la préfecture de Cahors, et ceux que le R. P. de la Croix a exhumés des sépultures mérovingiennes du Poitou.

— Très belles planches.

4. L'école d'anthropologie de Paris 1895-1896 par M. Philippe Salmon. Extrait de la revue mensuelle de l'école d'anthropologie de Paris 1896.

5. La Société, l'école et le laboratoire d'anthropologie de Paris à l'exposition universelle de 1889, palais des arts libéraux, instruction publique.

6. Revue des provinces de l'Ouest, novembre 1896.

7. Le Correspondant, n° du 10 décembre.

Publication venant des départements

1. Bulletin de l'Académie delphinale, tome IX, année 1893.

2. Bulletin de la Société des amis des sciences et des arts à Rochechouart, tome VI, n° 3.

3. Bulletin de la Société académique de Brest ; 2^e série, tome XXI, 1893-1896.

4. Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, 4^e série, tome V, années 1895-1896.

5. Bulletin de la Société dunoise, n° d'octobre 1896. A citer l'inventaire de l'Hostel de Mereglisse en 1594 par Mgr Barbier de Montault.

6. Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, juillet-août-septembre 1896.

7. Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, 2^e série, tome IV.

8. Mémoires de la Société archéologique de Rambouillet, tome XI.

9. Bulletin n° 10 de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord, décembre 1896.

10. Annales de la Société d'émulation des Vosges, année 1896, tome LXII.

11. Bulletin historique, année 1896, troisième fascicule.

12. Bulletin de la Société académique de Laon, tome XXIX, années 1892-1893-1894.

13. Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France, n^{os} 17 et 18.

14. Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux, tome XX, 3^e et 4^e fascicules. A signaler un article sur le cimetière gallo-romain de St-Martin à Ravenac, où est de nouveau agitée et résolue, dans le sens de l'opinion de l'abbé Baudry, la question des puits funéraires. — A lire aussi un important travail sur les marques de potiers.

15. Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n^o de novembre 1896.

16. Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes, n^o du 3^e trimestre 1896.

Publications régionales.

1. Revue poitevine et des confins de la Touraine et de l'Anjou, n^o du 15 novembre 1896.

2. Revue du bas Poitou, 9^e année, 4^e livraison. A signaler : la suite de M. Trebucq sur la chanson populaire de la Vendée.

3. Le mois bibliographique, bulletin catholique des livres et revues n^o du 1^{er} décembre 1896. — A citer : un article sur l'âme de l'école neutre par le comte de Fontaine de Resbecq.

Publications étrangères.

1. The numismatic Chronicle, 1896, part. III.

2. The architectural Record de New-York ; on y lit trois articles sur la France, l'un de M. Middleton, intitulé : The harly renaissance en France ; l'autre de M. Fernand Mazade, intitulé : Sculpture and applied to the internal decoration of Paris house ; et l'autre de M. Bart Ferrée sur les cathédrales de France. — A signaler aussi les travaux gigantesques de l'architecte Robertson ; nombreuses et curieuses illustrations.

3. Bulletins du cercle historique et archéologique de Gand, n^{os} 1, 2 et 3 de l'année 1893 ; 1, 2, 3, 4, 5, et 6 de l'année 1894 ; 1, 2, 3,

4, 5, 6, 7, et 7 (bis) de l'année 1895; 1, 2, 3, 4, 8 et 9 de l'année 1896.

4. Annales de la même société : le 1^{er} fascicule du tome I^{er} 1895; les 1^{er} et 2^e fascicules du tome II de la même année; le 1^{er} fascicule du tome I^{er} de 1894 et le 3^e fascicule du tome II 1896.

5. Boletín de la real Académia de la historia tomo XXIX Cuaderno V et VI.

6. Stazohrvatska prosvjeta, tome II, n^o 3.

Le Pape Honorius IV et le Diocèse de Poitiers

par M. l'abbé BLEAU.

M. Maurice Prou, ancien membre de l'École Française de Rome et ancien élève de l'École des Chartes, a publié en quatre fascicules in-4, à la librairie Thorin, sous les auspices et aux frais du Ministère de l'Instruction Publique, les Registres du pape Honorius IV, d'après le manuscrit original des Archives du Vatican.

Ce pape occupa le Saint-Siège du 2 avril 1285 au 3 avril 1287. Dans ce court espace de temps, il n'écrivit pas moins de 975 bulles ou lettres, ayant rapport soit aux affaires générales de l'Église, soit aux intérêts divers du clergé séculier ou régulier.

Or, parmi ces lettres, il s'en trouve quelques-unes qui concernent le Diocèse de Poitiers et qu'il paraît utile de porter à la connaissance de la Société des Antiquaires.

La première à signaler dans la publication de M. Maurice Prou est datée de Pérouse, le 5 avril 1285. Elle est adressée au doyen de l'Eglise de Poitiers, et lui donne mandat d'examiner, puis de confirmer ou d'annuler, selon qu'il lui paraîtra juste, l'élection de Pierre de Milangis, prieur de la Maison-Dieu de Montmorillon, élection précédemment contestée par plusieurs religieux qui avaient élu de leur côté, en qualité de prieur, Aymeric de Agia.

La deuxième lettre d'Honorius IV, intéressant l'histoire religieuse de notre Diocèse, est datée de Tivoli, le 31 juillet 1285.

Elle est adressée aux doyen et vice-doyen de l'Église de Poitiers, à qui elle délègue la mission d'enjoindre à l'évêque d'avoir à se présenter, dans le délai de deux mois, soit par lui-même, soit par procuration, devant la Cour Apostolique, afin qu'il soit jugé entre lui et l'abbé du monastère des Augustins d'Airvault.

L'évêque de Poitiers, dont il est ici question, n'est autre que le célèbre Gauthier de Bruges, qui est vénéré dans l'Église sous le titre

de Bienheureux, et qui eut pendant sa vie, et aussi, dit-on, même après sa mort, des démêlés fameux avec le pape Clément V, ancien archevêque de Bordeaux.

Cet évêque, malgré ses vertus, était sans doute de caractère assez difficile.

Toujours est-il que l'abbé d'Airvault en avait appelé contre lui au jugement du Saint-Siège, l'accusant d'avoir promu, sans droit et par intrusion, de sa propre autorité et d'une façon arbitraire (*propria auctoritate intrusit pro suæ libito voluntatis*), d'avoir promu ainsi deux chanoines du susdit monastère, frappés d'une sentence d'excommunication majeure (*dicti monasterii canonicos majoris excommunicationis vinculo innodatos*), à la double cure d'Assais et de Boreq (*ad vacantem ecclesiam de Asaio et de Borno*), dont la présentation appartenait audit abbé d'Airvault.

L'abbé, en outre, accusait l'évêque d'avoir refusé de conférer les ordres sacrés à deux chanoines du même monastère, que ledit abbé avait jugés dignes de recevoir cet honneur.

De là évocation de la cause par le pape Honorius IV devant son tribunal.

Deux autres lettres d'Honorius sont adressées à Gauthier de Bruges lui-même : l'une, datée de Sainte-Sabine, le 5 janvier 1286, concède à l'évêque le pouvoir d'accorder le canonicat à personnes idoines, dans les églises collégiales de la ville de Poitiers, sous réserve des droits antérieurement établis et reconnus ; l'autre, datée encore de Sainte-Sabine, le 30 janvier 1286, lui concède la faculté de disposer par testament des biens mobiliers qu'il a pu acquérir et de ceux qui ont été mis à sa disposition, à moins que ces derniers n'aient été destinés au service des autels, ou qu'ils n'appartiennent à l'Ordre des Frères Mineurs dont l'évêque de Poitiers était membre profès.

Même avec ces restrictions, la liberté de tester, accordée à Gauthier de Bruges, était une dérogation au vœu de pauvreté absolue que prononcent les Frères Mineurs. Voilà pourquoi l'autorisation souveraine du Pape était rigoureusement nécessaire.

Enfin une dernière lettre d'Honorius, qui ne manque pas d'intérêt pour notre histoire poitevine, est celle qui se réfère à notre illustre monastère de Sainte-Croix.

Les couvents du moyen-âge ont été souvent comme de petites

républiques, où les factions opposées introduisaient la rivalité et la discorde. Nous en avons précédemment la preuve dans le conflit survenu entre les Augustins de la Maison-Dieu de Montmorillon, relativement à l'élection d'un prieur. Il en fut de même au monastère de Sainte-Croix de Poitiers.

Plusieurs religieuses de ce monastère, en particulier Marguerite de Rivaud et Alice de Chardonchamp, avaient élu, en qualité d'abbesse, Ysabelle de Mermondie, moniale de Sainte-Croix, tandis que plusieurs autres, à la tête desquelles était la prieure Aynorde, avaient élu à la même fonction Ysabelle de La Puye, moniale de Fontevault. L'évêque de Poitiers, Gauthier de Bruges, avait admis et confirmé l'élection de cette dernière. Mais les religieuses de l'autre parti, estimant que cette élection était illégale, en appelèrent au jugement du Saint-Siège.

Leur appel fut entendu, et c'est pourquoi le pape Honorius, à la date du 9 février 1287, chargea le doyen, le sous-doyen et le scolastique de l'Eglise de Poitiers, d'intimer à Ysabelle de La Puye, à Aynorde, et à leurs adhérentes, l'ordre de comparaître dans le délai de deux mois, soit par elles-mêmes, soit par procuration, devant un cardinal romain, délégué à l'effet d'examiner et de juger la cause.

Telles sont les lettres, plus ou moins intéressantes au point de vue de notre histoire locale, que nous avons rencontrées dans la publication des Registres d'Honorius IV.

A propos des diverses citations ordonnées par lui et que nous venons de rappeler, nous nous sommes demandé pourquoi ce Pape, au lieu de s'adresser à l'Ordinaire, c'est-à-dire à l'évêque de Poitiers, qui était son mandataire naturel, s'adressait plutôt aux doyen et vice-doyen du Chapitre. Serait-ce que l'évêque n'était point *persona grata* en cour de Rome ?

On est en droit, semble-t-il, de poser la question. Mais les documents nous font défaut pour la résoudre.

Le pape Nicolas IV et le Diocèse de Poitiers

par M. l'abbé BLEAU

Il y a peu de temps nous avons fait connaître les rapports du pape Honorius IV avec le Diocèse de Poitiers.

Or ce pape eut pour successeur Nicolas IV, dont le pontificat s'étend de 1288 à 1294.

Les Registres de Nicolas IV, qui comprennent 765 $\frac{1}{2}$ lettres, ont été récemment publiés, d'après le manuscrit original des Archives du Vatican, par M. Ernest Langlois, membre de l'Ecole Française de Rome, en 9 fascicules in-4 chez Thorin, Paris, de 1886 à 1893.

Il nous a paru bon de chercher dans ces Lettres Pontificales celles qui intéressent spécialement l'histoire de notre Diocèse. Ce sont ces lettres dont nous apportons aujourd'hui l'énumération chronologique et l'analyse sommaire.

De Sainte-Marie-Majeure, 20 janvier 1288. — Dispense est accordée à Gauthier, évêque de Poitiers, quant au serment qui l'obligeait à faire tous les deux ans la visite *ad limina Apostolorum*.

Il résulte de cette lettre que la visite des évêques *ad limina* était alors obligatoire tous les deux ans. Ce point de discipline a été modifié ensuite par le pape Sixte-Quint, qui ordonna, par sa constitution du 20 décembre 1585, confirmée par Benoît XIV le 23 novembre 1740, que la visite *ad limina* serait faite tous les quatre ans par les évêques de France. C'est la discipline qui est aujourd'hui encore en vigueur.

De Rieti, 28 septembre 1288. — Lettre qui institue, comme abbé du monastère de Nouaillé, un religieux bénédictin, nommé Hélié. A la mort de Hugues, abbé dudit monastère, les religieux avaient réparti leur voix sur deux personnages. Pour trancher la difficulté, les deux élus en appelèrent au Saint-Siège, et renoncèrent à leurs prétentions respectives. C'est alors que le Saint-Siège nomma l'un d'eux abbé du monastère, enjoignant au prieur, aux moines, et aux vassaux de Nouaillé, de lui rendre obéissance et de lui jurer fidélité, conformément au droit. L'élu du Saint-Siège fut Hélié, précédemment prieur de Lézigny.

De Sainte-Marie-Majeure, 13 février 1289. — Lettre adressée à Jean de Burgos, chanoine de Sainte-Radegonde de Poitiers, à Baudouin de Kevi, chanoine de Notre-Dame de Mirebeau, et à Guillaume Corte, chanoine de Mortemer, pour les charger d'intimer l'ordre à Gérard Roberti, prévôt de l'Eglise de Poitiers, d'avoir à comparaitre, dans un délai de deux mois, devant le Siège Apostolique.

Cette citation avait lieu à la demande de l'évêque de Poitiers. Gérard Roberti était allé jusqu'à faire appréhender deux clercs du diocèse, et à les mettre sous les verrous, malgré les réclamations et protestations de l'évêque. Bien plus : accompagné d'une troupe de clercs et de laïques, il avait envahi la demeure du prélat, enlevé au geôlier les clefs de la prison épiscopale, ouvert les portes de ladite prison, mis en liberté un malfaiteur condamné pour abus de confiance, et porté ainsi un grave préjudice à la juridiction et à l'autorité de l'évêque. Enfin, le même prévôt, agissant contre les droits établis de l'évêque de Poitiers et du Chapitre, à qui appartenait l'élection du doyen de l'église cathédrale, s'était emparé par violence de cette dignité, et s'ingérait illégalement comme doyen dans l'administration des biens du décanat.

Tels sont les faits qui avaient motivé la plainte de l'évêque de Poitiers, et par suite, la citation de Gérard Roberti devant le tribunal du Saint-Siège.

De Sainte-Marie-Majeure, 1^{re} mars 1289. — Une lettre adressée à Philippe, roi de France, nous apprend que Gauthier, évêque de Poitiers, avait été dépossédé frauduleusement du fief et du territoire d'Angles qui lui appartenaient, par Gaufridus de Valeya, clerc du diocèse d'Angers, soutenu dans son usurpation par le sénéchal du roi en Poitou. De plus Gaufridus avait porté son injuste revendication devant les juges royaux. En conséquence, le Pape demande au Roi de ne pas contraindre l'évêque de Poitiers à comparaître devant les officiers de la cour royale, mais de respecter en lui le privilège des personnes ecclésiastiques, de lui faire restituer le territoire d'Angles, et de défendre sa liberté, ses immunités, ses biens, contre les entreprises du sénéchal ou de tout autre usurpateur.

Dans la crainte que cette recommandation ne soit pas suivie d'ef-

fet, le même jour, 1^{er} mars 1289, le Pape écrivait également au doyen et au chancelier de l'Eglise de Paris, leur prescrivant de s'employer de tout leur pouvoir et d'user des censures ecclésiastiques, immédiatement et sans procéder en forme de jugement canonique, pour empêcher les sénéchaux, baillis, ou autres officiers du roi, de juger l'évêque de Poitiers et de rendre sentence contre lui sous prétexte de non-comparution.

Il charge, en outre, les mêmes mandataires de faire arrêter Gaufridus, sous quelque déguisement qu'il se cache, et de le sommer d'avoir à rendre à l'évêque de Poitiers tous les biens meubles et immeubles, ainsi que les revenus, dont il l'a injustement privé.

Ce n'est pas tout : à la même date, il mande au deux évêques d'Evreux et de Senlis de se rendre personnellement et sans retard auprès du roi de France, de s'efforcer d'obtenir son acquiescement aux prières et aux exhortations du Pape, et ensuite, de lui faire un rapport très circonstancié sur la manière dont ils auront accompli leur mission et sur la réponse que le Roi leur aura faite.

Enfin, quelques jours plus tard, le 9 mars 1289, Nicolas IV adresse à l'évêque lui-même une lettre par laquelle il lui donne pouvoir d'user contre les officiers royaux du glaive spirituel, c'est-à-dire de les frapper d'excommunication, s'il est nécessaire, dans le cas où ils violeraient les droits des personnes ou des biens ecclésiastiques. Cependant le Pape déclare que l'évêque ne pourra étendre l'excommunication à la personne du roi ou de la reine, ni jeter l'interdit sur leur chapelle.

On voit, par tous ces documents, combien le Pape avait pris à cœur l'expropriation commise au détriment de l'évêque de Poitiers, moins peut-être pour la cause en elle-même, que parce qu'il voyait engagée dans cette affaire une question de principe, la question des immunités et de l'indépendance de l'Eglise à l'égard de la puissance civile.

De Sainte-Marie-Majeure, 15 mars 1289. — Le pape Nicolas écrit à l'évêque de Poitiers que, voulant honorer sa personne, il lui accorde la faculté d'octroyer des prébendes canoniales à tous ceux qu'il en aura jugés dignes, dans l'église de Saint-Hilaire-le-Grand, qui relève directement du Saint-Siège, dans celles de Notre-Dame-la-Grande, de Sainte-Radegonde de Poitiers, et de Saint-

Georges-de-Faye-la-Vineuse, et d'établir le bénéfice de chaque clerc prébendé sur les revenus desdites églises.

Faye-la-Vineuse, anciennement du diocèse de Poitiers, appartient aujourd'hui au diocèse de Tours.

De Sainte-Marie-Majeure, 27 avril 1289. — Le Pape accorde à Hélié, abbé du monastère de Nouaillé, de l'Ordre de Saint-Benoît, la faculté de percevoir pendant deux ans les fruits et revenus du prieuré de Lézigny, soumis à l'abbaye de Nouaillé, et devenu vacant par le transfert d'Hélié à la susdite abbaye. Cette subvention était destinée à solder les dettes du monastère. Toutefois les moines et autres habitants du prieuré de Lézigny ont droit à la réserve d'une portion congrue.

De Rieti, 28 mai 1289. — Le prieur de Saint-Ange de Celle, de l'Ordre de Saint-Augustin, reçoit la faculté de vendre un immeuble au gardien et aux Frères Mineurs de Niort, par l'intermédiaire de l'évêque de Poitiers.

De Rieti, 1^{er} juin 1289. — Ordre est donné à l'évêque et au scolastique de l'Eglise de Poitiers de vendre, aux Frères Mineurs de la province, le lieu occupé par les Frères de la Pénitence de Jésus-Christ, lequel n'est séparé du couvent des Frères Mineurs que par une rue ordinairement pleine d'immondices : *qui loco Fratrum Minorum adeo est vicinus, quod per quamdam viam duntaxat, plenam sordibus et immunditiis, ab invicem separantur.*

Puis, à la date du 17 juin, ordre est donné aux mêmes mandataires de transmettre aux Frères Mineurs le prix de l'immeuble vendu.

De Sainte-Marie-Majeure, 29 novembre 1289. — Le Pape accorde une indulgence de cent jours à tous ceux qui visiteront l'église Saint-Martin de Curzay, les jours de la fête de S. Martin, des fêtes de la Sainte Vierge, des fêtes de la Sainte Croix, et de la fête de S. Blaise, ou pendant l'octave qui suit ces diverses fêtes.

De Sainte-Marie-Majeure, 5 novembre 1289. — Lettres du Pape à Philippe, roi de France, le priant de faire restituer le prieuré de Saint-Gelais, de l'Ordre de Cluny, à Guidon de Perais, que les moines indisciplinés avaient indûment remplacé par Guillaume de Pierresine.

Puis, le 31 janvier 1290, le Pape nomme ce même Guidon à un

prieuré du diocèse de Meaux, à la condition qu'il se démette du prieuré de Saint-Gelais.

De Rieti, 22 novembre 1289. — Indulgence d'un an et quarante jours est accordée à tous ceux qui visiteront l'église de Saint-Georges *propè Dycavim* (?), le jour de la fête patronale ou pendant l'octave.

De Sainte-Marie-Majeure, 9 décembre 1289. — Indulgence d'un an et quarante jours à l'église Saint-Hilaire de Poitiers, qui relève directement de l'Église Romaine, pour les fêtes de la Sainte Vierge et de S. Hilaire, et pour l'anniversaire de la Dédicace.

De Sainte-Marie-Majeure, 23 mars 1290. — Le Pape, dans une pensée de conciliation, informe le roi de France qu'il lui dépêche deux légats, l'un évêque et l'autre cardinal-diacre, pour apaiser le conflit concernant surtout l'évêque de Poitiers.

En même temps il recommande à ses légats, d'engager l'évêque de Poitiers à lever ses censures et à retirer ses poursuites contre les baillis, officiers, terres et autres biens du roi de France. Mais ensuite, si les légats le jugent expédient, ils pourront ordonner audit évêque de procéder, dans l'affaire dont il s'agit, selon la teneur des lettres qu'il a reçues antérieurement.

De Sainte-Marie-Majeure, 28 avril 1290. — Le Pape accorde à l'évêque de Poitiers, sur sa demande, la faculté d'exercer son droit de visite par procuration, dans toutes les parties de son diocèse, tant que durera le conflit qui s'est élevé entre lui et le roi de France, dont les officiers et baillis avaient dépouillé l'évêque de ses biens et même de ses équipages : ce qui rendait impossible à celui-ci l'exercice de ses tournées pastorales.

De Sainte-Marie-Majeure, 3 mai 1290. — Indulgence d'un an et quarante jours à l'église Saint-Pierre de Poitiers, pour toutes les fêtes du bienheureux Apôtre.

De Sainte-Marie-Majeure, 10 juin 1290. — Dispense est accordée à messire Jean, dit Legrant, afin de pouvoir cumuler le double bénéfice de l'archiprêtré d'Amberre et de l'église de Pressac, bien qu'il n'ait pas reçu le sacerdoce dans les délais fixés.

D'Orviété, 24 juin 1290. — Le Pape accorde à messire Guidon de Noalhas, son chapelain, le premier canonicat qui deviendra vacant dans l'Église de Saintes, et l'autorise à cumuler cette nou-

velle prébende avec celles qu'il possède déjà dans les Églises de Poitiers, de Reims, de Limoges, de Cahors et d'Agen.

D'Orviéto, 13 juillet 1290. — Indulgence d'un an et quarante jours à tous ceux qui visiteront l'église Saint-Martin de Sanzay, aux fêtes de Saint Martin ou pendant l'octave.

D'Orviéto, 30 juillet 1290. — Même indulgence à l'église Notre-Dame de Plaisance, pour les fêtes de la Sainte Vierge ou pendant l'octave.

D'Orviéto, même date. — Même indulgence à l'église Notre-Dame de Javarzay, pour les fêtes de la Sainte Vierge ou pendant l'octave.

D'Orviéto, 1^{er} novembre 1290. — Même indulgence à l'église de Saint-Michel-en-l'Herm pour les fidèles qui la visiteront à des jours déterminés.

Cette paroisse fit partie du diocèse de Poitiers jusqu'en 1317, époque à laquelle le pape Jean XXII, par une bulle datée d'Avignon, créa les nouveaux diocèses de Luçon et de Maillezais, et rattacha Saint-Michel-en-l'Herm au diocèse de Luçon (1).

D'Orviéto, 13 novembre 1290. — Jean Choygner, de Saint-Maixent, clerc minoré, est promu à l'office de tabellion.

D'Orviéto, 15 mars 1291. — Indulgence d'un an et quarante jours à l'église de Sainte-Cécile.

L'église dont il s'agit ici, dédiée à la glorieuse patronne de l'harmonie, appartient depuis 1317 au diocèse de Luçon (2).

D'Orviéto, 23 mars 1291. — Même indulgence que ci-dessus à l'église Saint-Juste de Pressac, pour les fêtes de S. Juste, de S. Jacques apôtre, et de S. Julien, ou pendant l'octave.

D'Orviéto, 15 mai 1291. — Répondant à une pétition du Chapitre de Poitiers, le Pape confirme la décision, prise par le dit Chapitre, de ne pas instituer plus de vingt-quatre chanoines, y compris l'évêque de Poitiers, et d'attribuer une prébende entière à l'évêque et à dix-sept chanoines, une demi-prébende seulement aux six autres.

D'Orviéto, 15 mars 1291. — Indulgence d'un an et quarante jours à l'église Saint-Jean-de-Montierneuf de Poitiers, pour les fêtes de S. Jean-Baptiste, de S. Jean l'Évangéliste, et de l'Ascension, ainsi

(1) V. le *Pouillé du Diocèse de Poitiers*, par Beauchet-Filleau.

(2). V. *idem*.

que pendant l'octave de ces fêtes et pendant les trois jours des Rogations.

D'Orviêto, 17 mai 1291. — Même indulgence pour l'église Notre-Dame de Plaisance, le premier dimanche après Pâques.

D'Orviêto, 13 juin 1291. — Même indulgence à l'église abbatiale d'Airvault, pour les quatre fêtes de la Sainte Vierge (Purification, Annonciation, Assomption et Nativité), pour les fêtes de la Sainte Croix, et pour celles de S. Pierre et de S. Paul, ou pendant l'octave de ces fêtes.

D'Orviêto, 26 juin 1291. — Pierre Gautier de Chambron, clerc minoré, et Jean Guerruti, surnommé de Pyorcin, tous deux du diocèse de Poitiers, sont promus à la charge de tabellion.

D'Orviêto, 11 juillet 1291. — Indulgence d'un an et quarante jours à l'église Saint-Cybard de la Grimaudière, pour la fête du Patron, pour les quatre fêtes de Notre-Dame, et pour l'anniversaire de la Dédicace de ladite église.

A la même date, même indulgence à l'église Saint-Césaire de Messemé, pour la fête du saint Patron, pour les quatre fêtes de Notre-Dame, et pour celle de S. Nicolas.

A la même date, même indulgence à l'église abbatiale d'Airvault, de l'Ordre de S. Augustin, pour les fêtes de S. Michel archevêque, de S. Jean-Baptiste, et de Saint André.

A la même date, même indulgence à l'église Sainte-Marie-Magdeleine, du prieuré de Parthenay, de l'Ordre de Saint-Augustin, pour les quatre fêtes de la Sainte Vierge, et pour celle de Saint Augustin.

D'Orviêto, 5 septembre 1291. — Même indulgence à l'église abbatiale de Fontevault, du diocèse de Poitiers, pour les fêtes de Notre-Dame et de Saint Michel, ou pendant l'octave.

Depuis la Révolution, l'église abbatiale de Fontevault a été transformée en maison pénitentiaire, et la paroisse appartient au diocèse d'Angers.

D'Orviêto, 13 septembre 1291. — Même indulgence à l'église abbatiale de Talmont, de l'Ordre de S. Benoît et du diocèse de Poitiers, pour les fêtes de l'Invention et de l'Exaltation de la Croix, et pour la fête de S. Etienne, ou pendant l'octave.

La paroisse de Talmont appartient depuis 1317 au diocèse de Luçon (1).

De Sainte-Marie-Majeure, 11 février 1292. — Pouvoir est donné à l'évêque de Poitiers d'absoudre tous ceux de son diocèse qui ont encouru l'excommunication et les censures canoniques pour voies de fait contre des clercs.

Toutes ces lettres de Nicolas IV, que nous venons de citer, n'intéressent pas seulement l'histoire particulière de notre Diocèse ; elles intéressent aussi l'histoire générale de l'Église à divers points de vue.

Nous en dégagerons du moins ces deux faits ; le premier, que l'autorité pontificale était fortement constituée, et centralisait l'administration de toutes les églises, abbayes et monastères ; le second, que le cumul des bénéfices ecclésiastiques était alors en usage, pratique qui soulèvera au seizième siècle tant de protestations et que condamnera finalement la sagesse du Concile de Trente.

(1) V. le *Pouillé du Dioc. de Poitiers*, par Beauchet-Filleau.

NOTE

Sur l'expression « un Saintier d'argent »

Par M. le commandant MARRAIS.

M. Lecoy de la Marche a publié (1), il y a quelques années, sous le titre « *Le bagage d'un étudiant en 1347* », le curieux inventaire des effets appartenant à Guillaume de Vernet, étudiant en théologie, mort près de Château-Landon (Seine-et-Marne), en se rendant de Lyon à Paris. Il a fait précéder cet inventaire d'une très intéressante introduction dans laquelle je relève le passage suivant :

« En premier lieu, le jeune théologien fut trouvé possesseur d'un très beau livre d'heures ou bréviaire, en tête duquel était placé, suivant l'usage, un calendrier. Le volume était recouvert d'une reliure en cuir cramoisi, munie de deux fermails d'argent et d'un *saintier* de même métal, qui s'attachait avec des lacets de soie, puis protégée par une chemise de toile blanche. Le tout était renfermé dans un étui de cuir noir « fermant à bouclettes ». Telles étaient les précautions dont on entourait les livres précieux. La chemise et l'étui étaient d'un usage fréquent ; mais quant au *saintier*, qui devait être une espèce de ceinture aidant à maintenir le volume fermé, la chose était plus rare, et le mot ne figure même pas dans les dictionnaires de la langue du moyen âge (2). »

L'explication du mot *saintier* proposée par M. Lecoy de la Marche, avec une certaine réserve il est vrai, ne me paraît pas satisfaisante. Le bréviaire décrit dans l'inventaire étant muni de fermoirs, il est peu probable qu'on ait encore employé une ceinture pour le maintenir fermé (3). L'examen du texte de l'inventaire va d'ailleurs nous

(1) *Mém. de la Société des Antiquaires de France*, année 1889, pp. 162-182.

(2) *Id.*, 1889, p. 165.

(3) L'article suivant de l'inventaire de Charles V pourrait, à priori, justifier l'interprétation de M. Lecoy de la Marche : « Unes autres petites heures de Nostre Dame, très bien escriptes, ... et ont une pippe d'or à deux lys, et deux fermoirs d'or à lys, à une courroye de bizette (galon brodé), et est la couverture, etc. » (*Inv. du mobilier de Charles V*, publié par Jules Labarte, n° 3308.) Mais on trouve dans les inventaires du duc de Berry : « Un livre de *Regnard*, et plusieurs autres livres dedens ; couvert de cuir vermeil empraint, à deux

fournir un nouveau motif de rejeter cette interprétation. L'article qui nous intéresse est ainsi conçu :

« Premièrement, un bréviaire couvert de cuir vermeil camoissie, fermant à deux fermaus d'argent, un saintier d'argent à lacés de soie, une chemise blanche ; et se commence par kalendrier, après le kalendrier par *Ecce virgo concepit*, et se fenit : *Dominus custodiat introitum tuum*, etc. Et estoit le dit bréviaire en un estuit de cuir noir fermant à boucletes (1). »

Rien, dans cet article, n'indique que le saintier servait à fermer le livre, car venant après les mots « fermant à deux fermaus d'argent » il est énuméré avec les objets qui accompagnaient le livre, au même titre que la chemise et l'étui. Je ferai, en outre, remarquer que les mots « à lacés de soie », interprétés par M. Lecoy de la Marche comme signifiant que le saintier « s'attachait avec des lacets de soie », expriment simplement que ledit saintier était muni de lacets (ou de rubans) et ne donnent aucune indication sur leur usage.

Mais si le « saintier d'argent à lacés de soie » n'est pas ce que suppose M. Lecoy de la Marche, que signifie cette expression ? Il s'agit, selon moi, de l'objet que nous appelons maintenant *signet*, le mot *saintier* représentant la tige du signet, autrement dit, étant synonyme du mot ancien *pipe*, dont j'emprunte la définition au précieux glossaire de M. de Laborde : « C'est une tige de métal ou bien une pierre, même un rubis, aussi long que l'épaisseur du parchemin, et auquel s'attachent les sinets ou signaux. On l'orna de ciselures, d'émail et de pierres précieuses, et l'usage s'en est conservé pour les livres d'église jusqu'à nos jours, en prenant quelquefois le nom de registre, de tuyau à tourner les feuillets et de pençoir (2). » M. de Laborde cite ensuite de nombreux exemples de l'emploi du mot *pipe*, parmi lesquels je choisis les suivants :

fermouers de cuivre, et est la corroye desdiz fermouers de cuir vermeil tout plain. » (J. Guiffrey, *Inventaire de Jean, duc de Berry*, t. I, p. 229, n° 875.) La comparaison de ces deux textes montre qu'il s'agit des courroies sur lesquelles les fermoirs étaient fixés, les livres, au moyen âge, étant fermés de deux manières différentes : ou avec des courroies qui, cousues d'un côté de la reliure et se terminant à l'extrémité par un morceau de métal troué, venaient se fixer sur un bouton qui formait saillie sur l'ais opposé, ou avec des fermoirs de métal à charnières. » (de Laborde, *Glossaire français du moyen âge*, au mot *Fermoirs*.)

(1) *Mém. de la Soc. des Ant. de Fr.*, 1889, p. 177.

(2) De Laborde, *Gloss. fr. du Moyen âge*, au mot *Pippe*.

Une belle Bible, escripte en françois, de lettre de tourme, bien historiée ; et au commencement du second feuillet a escript : *des généracions Caym XVI* ; couverte de veluiau vermeil ouvré, à deux fermouers d'argent dorez, esmailliez de Adam et Eve, et V boullons de cuivre dorez sur chascune aiz, et une pipe d'argent dorée à plusieurs seignaulx de soye. (*Inv. de Jean, duc de Berry*, éditlon Guiffrey, t. 1, p. 261, n° 978.)

Une très grans moult belles et riches Heures, très notablement enluminées et historiées de grans histoires de la main Jaquemart de Hodin....; couvertes de velulau violet, et fermans à deux grans fermouers d'or, garniz chascun d'un balay, I saphir et VI grosses perles ; et y a une pipe d'or, où sont atachiez les seignaulx, garnie d'un gros balay et IIII grosses perles.... (*Id.*, *ib.*, p. 254, n° 961.)

La comparaison de ces citations avec l'article, ci-dessus reproduit, de l'inventaire publié par M. Lecoy de la Marche, conduit, je crois, naturellement à attribuer au mot *saintier* la signification que je viens d'indiquer.

Cherchons maintenant l'étymologie de ce mot.

M. Lecoy de la Marche fait remarquer que le mot *saintier* ne figure pas dans les dictionnaires de la langue du moyen âge. Il s'agit évidemment, dans sa pensée, du mot *saintier* désignant un objet accessoire de livre, car on trouve dans Godefroy (1) :

1° *Saintier*, fondeur de cloches.

2° *Saintier*, homme libre qui se faisait serf d'un sanctuaire, d'une église ou d'une abbaye.

Ces acceptions sont assurément étrangères au sens de l'expression que nous étudions. Le mot *saintier* « fondeur de cloches » va toutefois nous permettre, si je ne m'abuse, de trouver l'étymologie de *saintier* « pipe ».

L'étymologie de *saintier* « fondeur de cloches » est connue. Ce mot vient de *sain* « cloche ».

Mais dans l'ancienne langue française ce mot *sain* a aussi été employé avec le sens de *signe* ou *marque* (2). Le mot *sain* « cloche » ayant donné *saintier* « fondeur de cloches », le mot *sain* « signe » a pu

(1) *Dictionnaire de l'ancienne langue française*.

(2) M. Godefroy, dans son *Dictionnaire*, donne au mot *sein* « cloche » les formes *seyn*, *seint*, *sain*, *saing*, *saint*, *sainct*, *sin*, *sing*, *san*, et au mot *sein* « signe » les formes *sain*, *sin*, *seing*, *saing*, *seign*. Il y a lieu de remarquer que les mots *sein* « cloche » et *sein* « signe » viennent tous les deux du mot *signum*, qui, d'après M. Bréal (*Dictionnaire étymologique latin*), se prononçait *singnum*.

donner *saintier* pour désigner un objet qui tient les signes, auquel sont fixés les signes (signaux ou lacets), autrement dit une *pipe* (1).

Cette étymologie me paraît être, comme le demande Littré, « explicative de la forme et du sens » ; si je ne me fais illusion, elle donne du poids à l'interprétation que je propose dans cette note.

En résumé, il est permis d'espérer qu'on trouvera, dans des documents encore inédits, d'autres exemples de l'emploi du mot *saintier* pour désigner un objet accessoire de livre ; ces exemples permettront sans doute de déterminer d'une manière définitive le sens de ce mot.

Jusqu'à plus ample informé, on peut, à mon avis, admettre les propositions suivantes :

1° Dans l'ancienne langue française, le mot *saintier* a été employé comme synonyme de *pipe*.

2° Le mot *saintier* « pipe » vient de *sain* « signe » (ou marque) comme *saintier* « fondeur de cloches » vient de *sain* « cloche », le mot *signum* étant d'ailleurs l'origine commune de ces deux expressions.

(1) M. Ernault, dont la compétence en pareille matière est si justement appréciée, a bien voulu rédiger, à sujet de cette étymologie, une note qu'on trouvera ci-après. Je le prie d'agréer mes meilleurs remerciements.

Note sur le vieux français « Saintier »

Par M. ERNAULT

M. le Commandant Marais, ayant été amené, par l'étude d'un texte ancien, à donner une nouvelle interprétation du v. franç. *saintier*, m'a fait l'honneur de me consulter sur ce côté linguistique de la question : est-il possible de rattacher *saintier* au mot *seing*, proprement « signe », dont le diminutif est *signet* ? Je crois cette étymologie très plausible, pour les raisons suivantes.

Le v. franç. avait un mot *saintier* fondeur de cloches (de *sein*, cloche), qui paraît bien être à *saintier*, au sens proposé de « tige où s'attachent les signets d'un volume », comme par exemple *chiffonnier*, celui qui recueille les chiffons, est à *chiffonnier*, meuble à mettre des chiffons ; ou *aiguillier*, italien *agorajo*, fabricant d'aiguilles, à *aiguillier*, ital. *agorajo*, étui à aiguilles ; ou en latin *aquarius*, porteur d'eau, à *aquarium*, réservoir d'eau, aiguière.

Il est vrai que M. Koerting, *Lateinisch-romanisches Wörterbuch* 7460, préfère tirer *sein* cloche, et le moderne *tocsin*, du lat. *sanctus* ; mais ceci semble très improbable ; j'aimerais mieux admettre une simple influence, peut-être purement graphique, de *saint* « *sanctus* » sur *sein*, *sing*, *saint* « *signum* ».

Le *t* des deux mots *saintier* est, à première vue, un obstacle à ce qu'ils proviennent de *signum*. *Aquarius* étant devenu *évier* (ital. *acquaio*), *signarius*, statuaire, devait devenir **seignier*, **segner* (espagnol *señero*, celui qui fait des signes).

Il en est de même d'un bas latin possible *signarium*, à moins que ce dernier n'ait été supplanté par une forme féminine **signaria*, d'où *seigniere* ; c'est ainsi que nous disons *évier* et *aiguière*, *poivrier* et *poivrière*, et seulement *salad-ier* et *soup-ière*. Le v. franç. possédait, en effet, un mot *seigniere*, *segnere*, « sorte d'étoffe réticulée » selon Foerster, qui doit représenter **signaria*, comme le provençal *senheira*, étendard.

Mais *saintier* n'est pas le descendant d'un thème latin *signariu* ; c'est une forme refaite par le vieux français, avec les éléments de cet ancien thème, qui vivaient alors séparément, ainsi modifiés :

d'un côté le nom *seing*, *sein*, de l'autre le suffixe *ier*, avec variante *tier*. Ainsi, de *café*, on a tiré *caféier*, plante qui donne le café, et *cafetier*, celui qui vend du café; de *cacao*, *cacaoyer* et *cacaotier*, plante qui fournit le cacao; de *sagou*, *sagouier* et *sagoutier*, palmier qui donne le sagou.

Le *t* dont s'est augmenté le suffixe *ier* vient, en partie, des diminutifs. De *grain*, *graine*, on tire *grenier*, lat. *granarium*, lieu pour mettre les grains, et *grainier*, marchand de grains; du diminutif *grenet*, *grenette*, on forme de même *grènetier*, *grainetier*. Ici nous avons deux suffixes, *et* et *ier*. De même *char*, *charrette*, *charretier*; *loup*, *louveteau*, *louveteau*; *mule*, *mulet*, *muletier*, etc. Il peut bien arriver qu'on rattache instinctivement ces mots en *etier* au primitif français, et non à l'intermédiaire en *et* ou *ette*, qui a quelquefois disparu. La distinction de sens, si nette entre *noyer* et *noisetier*, *cigarié* et *cigarette*, n'existe plus entre *grainier* et *grainetier*. *Briquetier* fait aussi penser directement à *brique* et non à *briquet* ou *brique*; *pelletier* à *peau* (v. franç. *pel*), etc.

Du reste, il s'est produit dans certains cas une simplification phonétique qui a séparé *-etier* des formes diminutives, en l'abrégeant en *-tier*. On connaît les noms propres *Peltier*, *Chartier*; La Fontaine a employé *chartier* en deux syllabes (*Fables* vi, 18), cf. l'anglais *cartier*. L'Académie, qui admettait alors *chartier*, ne le tolère plus aujourd'hui, mais il existe réellement dans la langue, et n'est pas moins régulier que *chaudron* pour *chauderon*, dérivé de *chaudière* (1).

C'est ici que se place le mot *cloutier*, de *clou-et-ier*, comme le montre l'ancien dérivé *claueterie* (xiii^e siècle), cité par Littré. M. V. Henry, *Grammaire comparée du grec et du latin*, 5^e éd., 1894, pp. 106, 107, regarde le *t* de *cloutier* comme de même nature que celui de *fruit-ier*; *clou* aurait été anciennement * *clout*. Mais *clou* vient très régulièrement du lat. *clavus*, et a donné *clouer*, *enclouure*; l'italien *chiodo*, variante de *chiodo*, paraît avoir subi l'influence de *claudere* (cf. Meyer-Lübke, *Grammaire des langues romanes*, t. I, p. 245, et II, 439 de la traduction).

(1) *Graineterie* ou *grèneterie*, *louveterie*, de *grainetier*, *louveteau*, etc., seraient de même mieux écrits, conformément à leur prononciation, *grènetrie*, *louvetrie*; voir *Manuel d'orthographe française simplifiée*, par E. Ernault et E. Chevaldin, p. 25.

Le *t* final tombant dans la prononciation française, les mots comme *laitier*, *gantier*, *sabotier*, de *lai(t)*, *gan(t)*, *sabo(t)*, donnaient facilement l'illusion d'un suffixe *tier*, ce qui concordait avec les cas tels que *clou* (*clouet*, **clouetier*, **clouétier*), *cloutier*, cf. *cloutière*, boîte pour les clous. Aussi ne s'est-on pas fait faute d'ajouter *tier*, *tière* après une voyelle finale : *bijou-tier*, *coco-tier*, ou à la place d'une consonne muette : *taba(c)*, *taba-tière* ; *miroir* (prononcé autrefois *miroi*, Meyer-Lübke, I, 504), *miroi-tier* ; *papier*, *pape-tier* ; vieux français *sommier* (bête de somme) (*sommetier*, cf. A. Tobler, *Romania*, II, 244, 245). Ce *t* passe aussi à d'autres suffixes : *miroir-tier*, *caillou-tis*, etc. Les Bretons ont fait *souptieren*, *zoubcheren*, *soupière*, d'après *kastieren*, *cafetière* (*Revue Celtique*, V, 124) ; j'ai entendu *souptière* en français de Bretagne (1).

Il est curieux de voir de combien de façons le français s'y prend pour ajouter la voyelle initiale d'un suffixe à des mots terminés par une voyelle nasale, ce qui est le cas de *seing* (signet, ou cloche). *Sain-tier* au lieu de **segnier* a son pendant dans *érein* de *rein* (d'après *point-er*, etc.), mot qui a remplacé l'ancien *esrener* ; on peut citer aussi *ferblantier* au lieu de **ferblanchier* (2). Malgré l'identité manifeste des terminaisons dans *instru-ment* et *orne-ment*, l'un fait *instrument-iste*, l'autre *orneman-iste* (à côté de *ornemental*, etc.). *Orneman-iste* a en moins le *t* que *sain-tier* a en trop (cf. le mot populaire *géane* pour *géante*). *Printaniers* s'est de même débarrassé de l's graphique de *printemps* (cf. *orléaniste*, d'Orléans). Dans *faisan-dier*, *faisan-der* de *faisan* (lat. *phasianus*), nous avons le *d* qui manque à *plafonner*, tiré de *plafond* (*plat-fond*). *Lavandière*, *flandière*, *marchander*, qui se rattachent à des participes présents (lat. *-ans*, *-antis*), ont imité le rapport de *grand* (écrit autrefois *grant*, et prononcé encore ainsi devant une voyelle) à *grandeur*, etc. *Daim*, de **damus*, fait au féminin *daine*, d'après *nain* (de *nanus*), *naine* ; inversement on dit *venimeux* de *venin*, et on a dit *pèlerinage* de *pèlerin* ; de là l'anglais *pilgrimage* (3). Un autre féminin de *daim*, que

(1) Le verbe de tuyau (v. franç. *tuel*) devrait être *tuyeler* ; cf. *morceleur*, de *morceau* ; il est *tuyauter*, par suite surtout d'une confusion entre les deux suffixes diminutifs ; de *câbleau* et *câblot*, cf. *chevreau* et *chevrotin*, etc ; voir *Manuel d'orthographe*, pp. 13, 98 ; *Revue Celtique*, xvi, 222.

(2) La forme vulgaire *cinzième* pour *cinquième* paraît de même analogique ; cf. *vingt-ième*, *cent-ième*, *sept-ième*, *huit-ième*.

(3) Il y a eu des phénomènes semblables en grec : comparez *χθών*, *χθονός* ;

l'Académie cite comme employé par les chasseurs, est *dine*, qui provient de l'analogie de *fin*, *fine* ; cf. *poulain* (bas lat. *pullanus*), *pouliner*. De *coin* (*cuneus*), on a tiré en Bretagne le verbe *coincer*, attraper, duper (voir *Revue Celtique*, VII, 250), sans doute d'après *foncer* de *fond*, *fonds* ; et de *ruban* (cf. angl. *ribbon*), *rubanier* à côté de *rubancier*, voir mon *Glossaire moyen-breton*, 2^e édition, p. 622, et *rubanté* (*Dictionnaire françois-bret. de l'A****, 1744, p. 464), aujourd'hui *rubané*, *enrubanné* (1).

Des incertitudes du même genre subsistent en dehors de la dérivation : un homme se prononce *un nom'* et *u nom'* ; *mon ami*, *mon nami* et *bon ami* *bo nami* (mais non pas *bon ami*, comme dans *bon à prendre*, *non-être*) ; *enorgueill* s'accorde avec *en (n) orgueil*, mais *énamouré* s'écarte de *en (n) amour*, comme *dorénavant* de *en (n) avant* ; etc.

Saintier, tige où s'attachent les signets, rappelle surtout, pour la formation, le vieux français *hastier* « grand chenêt de cuisine à plusieurs crans, où l'on mettait plusieurs broches à la fois », Godefroy, de *haste*, broche.

Le breton *seyntès* « lacet plat, fait de fil, ou ruban de fil, » « tresse de fil » ; *seintès* « padou, sorte de ruban », que le P. Grégoire de Rostrenen signale comme usité à l'île de Batz et à Roscoff, pourrait être emprunté au v. franc. *saintier*, sous la forme *saintiers*. Ainsi le bret. moyen *vergez*, *bergez*, *bergiez*, *verger*, moderne *bergez*, *bergyez* Grég., vient du v. franc. *vergiers*, *verger* (lat. *viridarium*) : cf. bret. moy. et mod. *mortez*, *mortier*, lat. *mortarium*, etc., voir *Glossaire moyen-breton*, 2^e édit., sous *coufforcher*.

Le v. franc. donnait à *signet* une acception analogue à celle de *seintès* ; M. Godefroy, v. *segnet*, cite ce vers :

Traiches de kevelure de senais assanlees

(tresses de chevelure assemblées avec des rubans). Reste donc simplement, entre *seintès* et *saintier*, la distance de sens qui sépare « un ruban semblable à un signet de livre », comme M. Godefroy définit *segnet*, et « un objet destiné à réunir des rubans ou signets ».

à χαμαί, χαμηλός, χαμαλός; au lat. *humus*, *humilis*; χιών, χιόνις au lat. *hiems*, *hiemis* ; voir Bréal, *Mémoires de la Société de Linguistique*, IX, 24-26.

(1) Littré cite au xvi^e siècle *rubennier* et au xiv^e *rubannier* (*Supplément*) ; mon obligeant collègue, M. Boissonnade, m'apprend qu'au vii^e siècle on disait à Poitiers *rubandier*. M. Godefroy a le dérivé *reubanterie* et le verbe *rubander*.

L'idée intermédiaire est celle d'une « collection de rubans ou signets » ; il n'y a pas grande témérité à supposer que ce sens accessoire s'est développé dans *saintier* ; cf. le *mobilier* pour l'ensemble des meubles, etc. Quant au passage du collectif au singulier, il n'est pas sans exemple en français, où *sentier* a supplanté *sente*, où *fougère* vient de * *filicaria*, *fougeraie*, etc. ; et en breton il ne fait aucune difficulté, la terminaison *es* étant indifférente à l'idée de nombre ; cf. *Revue Celtique*, VI, 389.

LES TAIFALES

LA THEIFALIE ET LE PAYS DE TIFFAUGE ⁽¹⁾

Par M. Alfred RICHARD

L'Empire romain, a dit Fustel de Coulanges dans un des plus intéressants chapitres de sa dernière œuvre (2), cherchait volontiers des soldats au dehors. Pour renforcer ses légions, pour les remplacer même, il employa des Barbares; les uns servaient volontairement dans ses armées, les autres par contrainte. Les premiers recevaient une solde; aux seconds, pour en tenir lieu, on donna des terres à cultiver, terres du fisc sur lesquelles leur famille était installée. Comme il était de la plus élémentaire prudence de ne pas exposer ces colons forcés à secouer par la fuite le joug qui leur était imposé, les plus violents, les moins réductibles furent transplantés loin de leur résidence première. Tel fut le cas pour un peuple, sans doute de race sarmate, les Taifales, *Taifali*, qui, des rives du Danube, fut transporté à l'extrémité occidentale de l'Empire, dans la Bretagne et dans le pays des Pictons. La famille, restée au foyer qui lui avait été imposé, répondait de la fidélité du soldat servant aux armées.

A quelle époque les Taifales furent-ils internés dans la cité de Poitiers? On l'ignore; toujours est-il que leur existence y est constatée à la fin du v^e siècle par un document officiel, la *Notice des dignités de l'Empire*. On y trouve en effet ce passage dans le chapitre des garnisons de la seconde Aquitaine: *Præfectus Sarmatarum et Taifalorum gentilium Pictavis in Gallia*, lequel, dans sa traduction

(1) Le *Bulletin de géographie historique et descriptive du Ministère de l'Instruction publique*, année 1896, vient de publier un mémoire de M. Lièvre, lu au Congrès de la Sorbonne de cette présente année et intitulé: *Les Taifales du Poitou*. Les conclusions de notre savant confrère et ami diffèrent totalement de celles que nous avons exposées dans les conférences d'Histoire du Poitou faites par nous à la Faculté des lettres de Poitiers en 1888 et en 1892, quelques-uns de nos bienveillants auditeurs nous ont demandé, dans l'intérêt de la question, de vouloir bien les mettre au jour. Nous déférons à leur désir, en nous contentant d'ajouter à notre travail primitif quelques références à de nouvelles publications.

(2) *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. L'invasion germanique et la fin de l'Empire*. Paris, Hachette, 1891, p. 381.

littérale, donne : Le préfet des gentils Sarmates et Taifales, à Poitiers, en Gaule (1).

Il résulte de ce texte qu'un chef militaire, un préfet, était en résidence à Poitiers et qu'il avait sous ses ordres des Barbares dont il était le chef désigné lorsqu'ils étaient appelés sur quelque point de l'Empire pour sa défense. Combien de temps dura cette organisation? A ce sujet plusieurs opinions peuvent se faire jour.

La première est que le préfet des gentils Sarmates et Taifales disparut lorsque Honorius céda la seconde Aquitaine aux Wisigoths, c'est-à-dire en 419. Mais d'autre part, on peut table sur le peu de traces que l'occupation Wisigothe a laissées en Poitou mises en regard de celles autrement nombreuses qui nous sont restées des Taifales, et il se pourrait qu'un chef Wisigoth, remplaçant le préfet impérial, eût commandé aux Barbares, devenus les auxiliaires des nouveaux maîtres du pays. Pendant longtemps, on le sait, les Wisigoths ne se considérèrent pas comme les conquérants des territoires que l'Empereur leur avait abandonnés; ils s'y installèrent en qualité d'alliés de l'Empire et par suite apportèrent peu de modifications dans l'organisation administrative qu'ils y trouvèrent établie. C'était bien plus commode. Les provinces éloignées du centre de leur occupation, comme l'était le Poitou, n'avaient guères que le caractère d'un pays tributaire; la principale préoccupation des chefs Wisigoths, quand ils étendaient leur domination, était surtout de tirer des ressources financières des pays occupés, et, par suite, il était essentiel de toucher le moins possible à leur fonctionnement administratif qui permettait à l'impôt de rentrer régulièrement et de venir grossir leur trésor. Les Taifales, soldats inoccupés d'un régime disparu, ont bien pu être employés par celui qui venait le remplacer, soit comme gardiens de l'extrême frontière Wisigothe, du côté du nord, soit comme préposés à la surveillance d'un pays où, comme tous les Barbares, ils avaient vécu isolés sans se mêler à la population. Par suite de leur maintien dans leurs cantonnements, ceux-ci auraient été pendant un plus long espace de temps désignés par le nom de leurs occupants, et cette seconde opinion, que rien

(1) *Notitia dignitatum imperii romani*. Lugduni, 1608, fol. 179. L'édition donnée à Bonn par Böcking, 1839-1853, p. 122, présente cette variante que le mot *gentilium* suit le nom des Sarmates aussi bien que celui des Taifales.

ne vient infirmer, aurait l'avantage de nous donner une explication de la persistance du nom des Taifales appliqué à plusieurs points du territoire poitevin. Il se pourrait que cette situation ait duré jusqu'au milieu du v^e siècle.

L'Empereur Népos ayant en 475 reconnu à Euric la souveraineté absolue sur les pays soumis à sa domination, ce prince, désormais détaché de sa sujétion plutôt fictive que réelle à l'égard de l'Empire, s'appliqua à constituer véritablement en corps de nation ce qui n'avait été jusqu'alors qu'un ensemble de populations mélangées placées sous un même joug. Nous ne citerons dans cet ordre d'idée que deux faits bien significatifs : les tentatives d'Euric pour amener tous ses sujets à pratiquer la religion arienne, celle de son peuple, et la persécution qui s'en suivit, puis la compilation d'un code de lois qui plus tard, complété par les soins de son fils, devint le code d'Alaric, promulgué en 506 (1). La domination Wisigothe semblait alors si solidement établie que les Taifales ne devaient pas entrer dans les combinaisons qui tendaient à unifier les régimes variés sous lesquels ces peuples de races diverses avaient jusqu'alors vécu ; en tout cas on ne voit pas qu'ils aient en rien compté dans l'organisation franque du Poitou à partir de 507.

Toutefois ils ne s'étaient pas fondus dans la masse de la population indigène, comme il advint de la plupart de ces colonies militaires barbares dont la Notice des dignités nous signale la présence sur de nombreux points du territoire de la Gaule ; celles-ci disparurent dans le courant du v^e siècle, et au vi^e on n'en retrouve plus que deux qui aient conservé leur individualité : les Saxons, *Saxones*, de Bayeux, et les Taifales, *Theifali*, du Poitou (2).

L'existence de ces derniers nous est révélée par Grégoire de Tours qui rapporte dans ses Vies des Pères qu'un de ses contemporains, le bienheureux Senoch, de race Theifale, était originaire d'un pays de Poitou que l'on appelait la Theiphalie (3). Il résulte de ce texte, qu'à

(1) Longnon, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*. Paris, Hachette, 1878, pp. 41-48 ; Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, Paris, Colin, 1890, t. I, p. 173.

(2) Longnon, *Géog. de la Gaule*, pp. 174-176.

(3) *Igitur beatus Senoch, gente Theiphalus, Pictavi pagi quem Theiphaliam vocant oriundus fuit.* (Grégoire de Tours, *Vitæ Patrum*, cap. xv, de sancto Senoch abbate, § I, col. 1223.) — Ces références se rapportent à l'édition donnée

la fin du vi^e siècle les Theifales ou Theiphales, constitués en corps de nation, occupaient une portion du territoire poitevin auquel ils avaient imposé leur nom. Ce fait est corroboré par trois autres passages, tirés des écrits du grand historien des Francs. Dans ces mêmes Vies des Pères il raconte que Senoch quitta un jour sa cellule pour aller voir ses parents dans ce pays poitevin dont il a précédemment parlé (1) et enfin dans son Histoire il rappelle encore que Senoch était de race Theifale (2). Mais ce qui a le plus contribué à attirer l'attention sur cette peuplade, c'est la part qu'elle prit à un événement tragique dont nous trouvons aussi le récit dans l'Histoire des Francs. Grégoire rapporte qu'Austrapius, un duc franc, qui avait joué un rôle dans les démêlés advenus entre Clotaire et son fils Chramne, impressionné sans doute par les dangers qu'il avait courus, entra dans le clergé et fut ordonné évêque dans un château que notre historien appelle *Sellense Castrum*, situé dans le diocèse de Poitiers. Le roi lui avait promis la future succession de l'évêque Pient, mais celui-ci étant venu à mourir, Caribert, sans tenir compte des engagements de Clotaire, et malgré les réclamations d'Austrapius, nomma évêque de Poitiers Pascence, abbé de Saint-Hilaire. De Paris, où il s'était rendu en même temps que Pascence pour plaider sa cause, Austrapius retourna dans son château, mais peu après les Theifales qu'il avait souvent opprimés se soulevèrent et dans le cours de cette sédition il fut frappé d'un coup de lance dont il mourut. Après sa mort l'évêché de Poitiers recouvra les paroisses qui composaient son diocèse (3).

par Ruinart, en 1699, à Paris, sous ce titre : *Sancti Gregorii episcopi Taronensis opera omnia nec non Fredegarii Scholastici epitome et chronicum cum suis continuatoribus et aliis antiquis monumentis*, in-folio. Nous signalerons da reste, toutes les fois que l'occasion s'en présentera, les variantes qui pourraient être apportées au texte de Ruinart par des éditions postérieures.

(1) *Nam egressus de cellula, jactantia cothurnosa ad requirendos visilandosque parentes in pago Pictavensi cujus supra meminimus, abiit.* (*Id.*, § II, col. 1224.)

(2) *Fuit autem genere Theifalus et in Turonico clericus factus.* (Grég. de Tours, *Hist. Francorum*, lib. V, § VII, col. 211.)

(3) Bien que ce passage soit très connu, il a une telle importance pour notre sujet, que nous croyons devoir le publier à nouveau. Grégoire de Tours, après avoir raconté certains faits de l'existence d'Austrapius, ajoute : « *Tempore vero ejus (regis Chlothacharii) ad clericatum accedens apud Sellensem castrum, quod in Pectava habetur diocesis, episcopus ordinatur; futurum, ut, decedente Pientio antestite, qui tunc Pectavam regebat ecclesiam, ipse succe-*

Ce récit nous permet de constater qu'au sein du Poitou il existait alors une Theifalie, mais il ne nous indique nullement quelle est la portion de la province dans laquelle ce petit pays était situé. Nous allons procéder à cette recherche, mais auparavant il nous paraît utile de rappeler les notions certaines que l'on possède sur la question. Les textes que nous avons cités plus haut nous apprennent :

1° Qu'à la fin du iv^e siècle des auxiliaires Taifales, *Taifali*, étaient cantonnés à Poitiers;

2° Qu'au v^e siècle il existait dans le diocèse de Poitiers un petit pays appelé la Theifalie, *Theifalia*;

3° Que ce pays tirait son nom de la population qui l'habitait, les Theifales, *Theifali*;

4° Que ces Theifales avaient leur résidence non loin d'un château appelé *Castrum Sellense*.

De cet exposé il résulte que pour arriver à déterminer d'une façon certaine l'emplacement du pays des Theifales, il est indispensable d'être fixé sur celui qu'occupait le *Castrum Sellense* de Grégoire de Tours.

A notre connaissance le premier écrivain qui, dans les temps modernes, ait cherché à interpréter ces deux mots est Jean Bouchet.

Dans sa vie de sainte Radegonde, il a intercalé l'histoire d'Austrapius dont il fait un archidiacre et place sa résidence à Celles-l'Évécault (1).

deret. Sed rex Charibertus in aliud vertit sententiam. Denique cum Pientius episcopus ab hac luce migrasset, apud Parisius civitatem Pascentius, qui tunc abba erat basilicæ Sancti Helari, ei succedit ex iussu regis Chariberthi, clamante Austrapio sibi hunc redebere locum. Sed parum ei iactati profuere sermones. Ipse quoque regressus ad castrum suum, mota super se Theifalorum seditione, quos sæpe gravaverat, lancea sauciatus crudeliter vitam finivit. Dioceses vero suas ecclesia Pectava recepit. (Hist. Franc., lib. IV, § XVIII.) Nous avons emprunté ce passage à l'édition donnée par M. Omont dans la Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire (Paris, Picard, 1886, p. 116) qui, reproduisant un manuscrit du vii^e siècle, offre peut-être de meilleures leçons que celui employé par Ruinart (col. 159); ce dernier entrait autres écrit *Sellense* au lieu de *Sellensem* et omet le mot *episcopus* avant celui d'*ordinatur*, dont le sens peut se trouver par suite modifié.

(1) *L'histoire et cronique de Clotaire premier de ce nom. VII. roi des Fræcoïs, et monarque des Gaules. Et de sa tres illustre espouse : Madame Sainte. Radegode extraicte au vray de plusieurs croniques antiqs et modernes.* Les deux éditions de ce volume imprimées à Poitiers par Enguilbert de Marnef en 1517 et en 1527, contiennent le même texte, f^o 43 v^o et 44 r^o : « Touteffoiz depuis (Austrapius) se feit home deglise p ladmonnestemē dud. evesque saict Pien, et fut archi- prestre en leglise de Poictiers, ou selō led. saint Gregoire ses diocesains luy

Puis dans ses Annales d'Aquitaine il résuma toute cette histoire en quelques mots : « Austrapius, dit-il, se retira en son chasteau « de Celles qui luy avoit esté donné par le roy Clotaire, lorsqu'ilz « fut prestre, o ce qu'après son trespas, son dict lieu et appar- « tenances de Celles demouroit audict évesché de Poictiers; » de plus, en marge de toutes les éditions des Annales, dont la première est de 1525 et la dernière de 1644, on lit cette simple mention : « Celles-l'Evesquau » (1), qui a pour objet de préciser la pensée de l'écrivain. Celle-ci était destinée à faire fortune. En effet les Annales d'Aquitaine, cette vaste compilation où la chronique d'une région finit presque par devenir une histoire générale, ont toujours compté beaucoup de lecteurs. Pendant longtemps c'est à elles seules que l'on est venu demander des renseignements sur l'histoire du Poitou et la notoriété de leur auteur a fait accueillir avec une grande faveur ses récits imagés et les notions historiques qu'ils fournissaient.

Toutefois celle qui plaçait à Celles-l'Evêcault la résidence d'Austrapius rencontra d'assez bonne heure des contradicteurs pour plusieurs motifs et particulièrement pour ce fait que le siège du nouvel évêché aurait été bien rapproché de celui dont il aurait été distrait.

Le premier en date nous paraît être l'auteur anonyme de la vie de sainte Radegonde, parue en 1621, qui à son tour paraphrasa l'histoire d'Austrapius d'après Grégoire de Tours. « Clotaire, dit-il, « le fist consacrer évesque de Selle, démembrant cette pièce de « l'évesché de Poictiers. » Et plus loin il ajoute : « Ceux-là se trom- « pent à mon advis qui pensent que dès ce temps la Selle Evesquau « (place ainsi nommée pour estre du temporel de l'évesché de Poic- « tiers) soit annexée au revenu dudict évesché depuis la mort

« furent assignez au lieu de Colles Levesquau que le roy Clotaire lui dona avec
« le chasteau dud. lieu en actédāt la mort dud. saict Pien évesque dud. Poic-
« tiers duquel le roy luy avoit pmis la despouille. Mais il ne la peut avoir, car
« Clotaire mourut avāt saict Pien, et Aribert lung de ses enfans qui fut roy de
« France ne le voulut pmettre. Mais fut évesque dud. Poictiers a la req̄ste
« dud. Aribert ung nōme Pascence lors abbe de Sainct Hilaire dud. Poictiers,
« quoy voyāt led. Austrapius se retira en son chasteau de Celles, ou quelques
« ges quo lad. cronique nōme Teiffalles lesq̄lz il avoit autrefois grevez ses leve-
« ret cōtre luy en armes, et fut occis dune lance. Au moien de quoy led. chas-
« teau de Celles avec les habitās dud. lieu fut uny aud. évesque de Poictiers. »

(1) Aujourd'hui Celles-l'Evêcault, commune du canton de Lusignan (Vienne), à 20 kil. de Poitiers.

« d'Austrapius... les paroles de Grégoire de Tours ne le signifiant « pas, ains touchent l'ancienne coustume de démembrer quelques « paroisses pour donner le nom d'évesque à celui qu'on vouloit « faire succéder à un autre. » Enfin l'auteur ajoutait : « De sçavoir « maintenant quel lieu on doit entendre par *Castrum Sellense*, je « croy qu'on ne le peut dire asseurement, veu qu'on trouve dans « un ancien manuscrit qu'Austrapius fut faict évesque *Castri* « *Celsi* (1) ».

Dans l'état de ses connaissances le consciencieux auteur de la vie de sainte Radegonde ne voyait aucun lieu à qui il pût appliquer les données que lui fournissaient les textes. Ruinart, le grand érudit, ou plutôt son correspondant en Poitou, hésita moins.

Dans son édition des œuvres de Grégoire de Tours, il identifie le *Sellense castrum* avec une localité où se trouvait alors une abbaye de chanoines réguliers; ce lieu, dit-il, porte encore son nom primitif de Selles ou Celles (2). Les bénédictins, ses confrères, les auteurs du *Gallia Christiana*, se rendirent à sa manière de voir (3), et jusqu'à nos jours les historiens ont flotté entre les deux opinions : les tenants de Celles-sur-Belle, la localité désignée par Ruinart, n'avaient guère pour eux qu'une apparente similitude de nom, ceux de Celles-l'Évécault invoquaient en outre un autre argument qu'ils tiraient du texte même de Grégoire de Tours. On y voit en effet qu'après la mort d'Austrapius les paroisses qui avaient composé son évêché retournèrent à celui de Poitiers. Or Celles-l'Évécault était considéré comme l'un des plus anciens domaines des évêques de Poitiers; de plus il portait ce surnom d'Évécault (qu'il partage d'ailleurs avec Savigny, autre possession de l'évêché) et il n'en fallait pas plus à Bouchet, dont la critique savait se contenter d'à peu près, pour reconnaître dans la *Cella episcopalis* le *Sellense castrum* de Grégoire de Tours.

Plus près de nous M. Alfred Jacobs, dans sa *Géographie de Grégoire de Tours*, se rangea à l'opinion de Ruinart (4) et nous-même

(1) *La Vie de sainte Radegonde iadis royne de France et fondatrice du royal monastère de Sainte-Croix de Poitiers*. A Poitiers, par A. Mesnier, imprimeur du roy, demeurant devant les Cordeliers, 1621, in-12 (pages 84-87).

(2) *Hist. Franc.*, col. 159, note a.

(3) *Gallia christiana*, t. II, col. 1144.

(4) Jacobs, *Géographie de Grégoire de Tours*, 1858, p. 129.

nous fûmes amené à dire notre mot sur la question. M. Gabriel Lévrier, auteur d'un *Historique de l'abbaye de Celles* (Niort, Clouzot, 1865), avait cru devoir, dans ses études sur les origines du bourg de Celles-sur-Belle, lui en reconnaître trois différentes : un château, un couvent, une villa. C'était à la fois le *Sellense castrum* de l'Histoire des Francs, une *Cella* de l'abbaye de l'Esterp d'où serait sortie plus tard l'abbaye de Celles, et enfin la villa *Celesium* ou *Celeis* indiquée de 1011 à 1108 dans les chartes de l'abbaye de Saint-Maixent (1). Nous réfutâmes dans un article envoyé de Guéret au journal *le Mellois* l'opinion par trop conciliatrice de M. Lévrier, mais nous ne nous prononçâmes pas entre celles de Bouchet et de Ruinart qui, ni l'une ni l'autre, ne pouvaient nous satisfaire, nous contentant de faire remarquer que ce qui militait contre l'opinion de ce dernier, reprise par M. Jacobs, c'est que la résidence des Taifales à Tiffauges, sur la Sèvre-Nantaise (que nous ne mettions pas en doute) était trop éloignée de Celles-sur-Belle pour que l'on pût s'arrêter à l'identification qu'il avait adoptée (2).

La question restait donc pour nous toujours obscure quand une solution nouvelle fut proposée. Dans un mémoire court mais substantiel communiqué à la Société des Antiquaires de France, M. Longnon, s'appuyant sur le texte de Grégoire de Tours éclairé par ceux de chroniqueurs postérieurs, fixa à Chantoceaux, chef-lieu de canton du département de Maine-et-Loire, situé sur la rive gauche de la Loire, c'est-à-dire en Poitou, le siège de l'évêché d'Austrapius (3). Nous devons reprendre les arguments de l'érudit académicien pour les compléter s'il y a lieu, car du jour où il nous fit amicalement cadeau de sa brochure nous nous rangeâmes pleinement à sa manière de voir qui venait mettre fin aux doutes, à l'incertitude que nous avions fait connaître.

Bien que M. Longnon ne l'ait pas dit, nous sommes intimement convaincu que ses recherches en dehors des sentiers battus ont été dirigées par un texte de la Chronique de Saint-Maixent, depuis

(1) *Arch. hist. du Poitou*, t. XVI, pp. 105, 252.

(2) *Le Mellois*, n° du 29 octobre 1865, tirage à part sous ce titre : *De l'origine de Celles-sur-Belle*, in 8°.

(3) *Chantoceaux, siège d'un évêché au VI^e siècle et résidence royale sous Pépin le Bref*, par M. A. Longnon. Extrait des *Mém. de la Soc. nat. des Antiq. de France*, t. XXXVII, Paris, 1877.

longtemps connu mais auquel on n'avait jamais prêté l'attention qu'il méritait.

Il avait été mis au jour par l'auteur de la Vie de sainte Rade-gonde, qui le tenait de Besly, lequel le lui avait envoyé le 26 novembre 1619. Il n'en publia que les premières lignes (1), mais le texte entier a été postérieurement inséré dans l'œuvre posthume du savant fontenaisien sur les évêques de Poitiers (2).

Les auteurs du *Gallia* (3) le reproduisirent à leur tour, mais les Bénédictins, sans mettre ouvertement en doute la bonne foi de Besly, faisaient remarquer que le passage en question, donné comme étant tiré de la Chronique de Maillezais autrement dite de Saint-Maixent, ne se trouvait pas dans l'édition de cette Chronique faite par le P. Labbe dans le tome II de sa *Bibliotheca nova manuscriptorum*. Il n'a pas été non plus compris dans une nouvelle édition de la même Chronique, intercalée par MM. Marchegay et Mabille dans leurs *Chroniques des Eglises d'Anjou* (Paris, 1869), si bien que l'on en était arrivé à suspecter quelque peu son authenticité. On avait tort, car le passage littéralement transcrit par Besly se trouve bien dans le manuscrit original de la Chronique de Saint-Maixent; nous l'y avons relevé ainsi que quelques autres qui ont été omis par les précédents éditeurs et qui trouveront place dans une édition nouvelle préparée par nos soins pour la Société des Archives historiques du Poitou.

Voici ce qu'on y lit : « Au temps de l'évêque Pient, l'église de Poitiers perdit l'évêché du château de Cels, *Castri Celsi*, sous cette condition que le duc Austrapius qui y fut ordonné évêque sur l'ordre et la volonté du roi Clotaire, aurait la succession de l'évêque Pient lorsque celui-ci viendrait à décéder. Mais le roi Caribert, fils de Clotaire, prit une autre décision et lorsque Pient fut mort, il fit mettre Pascence à sa place (4). »

(1) *La Vie de sainte Radegonde*, notes, p. 560.

(2) *Evesques de Poitiers avec les preuves par feu M^e Jean Besly*. Paris, Alliot, 1647, in-4°, p. 8.

(3) Tome II, col. 1144.

(4) *Hujus Pientii tempore perdidit ecclesia Pictavensis episcopatum Castri Celsi tali modo : Astrapius dux, inibi ordinalus episcopus, jussu et voluntate Clotarii futurum ut decedente hoc Pientio ipse succederet. Sed rex Caribertus, Clotarii filius, in aliud vertit sententiam. Denique Pientius iste cum ab hac luce migrasset, Pascencius hic jussu Caritberti regis ei successit.* (Bibl. nat., man. fonds latin 4892, fol. 168 r°, col. 1.)

Il résultait de ce document que le siège de l'évêché d'Austrapius portait un vocable que les textes désignaient sous deux formes différentes : *Sellus* ou *Sellum* correspondant au *Sellense* de Grégoire de Tours, *Celsus* ou *Celsum* d'après la Chronique de Saint-Maixent. Or les recherches que faisait alors M. Longnon pour sa géographie de la Gaule lui avaient fait rencontrer une localité dont le nom présentait cette singularité : le dernier des continuateurs de Frédégaire, qui vivait dans la seconde moitié du viii^e siècle, parle quatre fois d'un *Sellus castrum*, situé sur les bords de la Loire, *super fluvium Ligeris*, qui en 768 fut la résidence du roi Pépin le Bref.

Les faits racontés par le continuateur de Frédégaire se retrouvent aussi avec moins de détails dans un groupe d'annales franques et particulièrement dans les annales d'Eginhard qui rapportent qu'en cette année 768 le roi Pépin le bref célébra les fêtes de Pâques dans le château de Sels, *in castro qui dicitur Sels* (1).

Ainsi donc, au viii^e siècle, les vocables *Sellus* et *Sels* s'appliquaient à une même localité, à un château ; si à la fin du vi^e siècle, Grégoire de Tours a employé la forme adjectivale *Sellense*, il est à croire que la forme substantivale *Sellus*, répondant au vocable gaulois *Sel* était alors plus particulièrement en usage ; la lettre *s* ajoutée à ce vocable et qui a donné *Sels* et en latin *Selsus* rappelle une forme de prononciation de ce même mot plus dure et plus récente. Nous ferons encore remarquer que Grégoire de Tours a écrit le mot *Sellense* commençant par la lettre *S*, ce qui est conforme à l'orthographe du mot *Sellus* que nous connaissons par les textes postérieurs de Frédégaire et d'Eginhard, et dont son adjectif *Sellense* dérive tout naturellement ; or, si on regarde cet adjectif comme issu du mot *Cella*, ainsi que le font les tenants de l'opinion de Jean Bouchet, il faudrait admettre que Grégoire a commis une faute orthographique que rien n'autorise à lui attribuer. Ce serait d'autant plus extraordinaire que le nom commun *Cella*, avec le sens de petit monastère, se retrouve fréquemment sous sa plume et qu'il aurait été tout naturel de sa part de l'employer pour la localité dont il parlait si tel eût été son nom ; il n'a donc écrit *Sellense* qu'à bon escient.

On pourrait nous objecter que l'auteur de la Chronique de Saint-

(1) Longnon, *Chantoceaux*, pp. 5-6.

Maixent s'écarte et de Grégoire de Tours et des annalistes du viii^e siècle en écrivant *Celsum* au lieu de *Selsum* que leurs textes lui fournissaient, et, par suite, que l'on pourrait par similitudo admettre une erreur de la part de Grégoire. A cela nous répondrons que le chroniqueur est tombé dans une faute, que n'a pas commis Grégoire, en procédant du particulier au général. Quant il écrivait, au xii^e siècle, des transformations nombreuses s'étaient produites dans l'orthographe des noms de lieux, alors tous français, et les écrivains traduisant en latin les formes communes dont le sens primitif leur échappait leur ont bien souvent donné une signification erronée. *Castrum Selsum* ou *château sels* ne disait rien aux écrivains du xii^e siècle, mais il en était autrement de *Castrum Celsum* qui emportait la signification de château située sur une éminence et cette façon d'écrire a dû se faire jour dès la renaissance du x^e siècle.

A cette époque, dans le seul département de Maine-et-Loire, on comptait deux localités portant ce nom de *Celsum* qui évidemment répondait à la forme primitive *Cels*. Ainsi Sceaux, commune du canton de Châteauneuf-sur-Sarthe, est désigné sous les appellations d'*Ecclesia Celsum* en 996, de *Curtis ecclesiæ Celsæ* en 1061 et enfin de *Locus qui Celsus nominatur* en 1060; puis Chantoceaux, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Chollet, qui est dénommé en 1034 *Castrum Celsum*, avant 1063 *Castellaria de Castro Celso* et en 1124 *Castrum nomine Celsum* (1). Cette dernière localité, ce château situé sur les bords de la Loire, répondait parfaitement à la désignation des annales carlovingiennes et de plus sa proximité du pays de Tiffauge permettait d'y reconnaître en même temps le *Sellense Castrum* ou *Castrum Celsum* des temps mérovingiens.

Pour arriver à cette conclusion M. Longnon se rattachait à l'opinion commune qui n'a cessé de voir dans le pays de Tiffauge la Theifalie de Grégoire de Tours; il a de plus développé sa pensée dans sa géographie de la Gaule au vi^e siècle où il dit à propos des Taifales que cette peuplade se trouvait cent cinquante ans après la confection de la Notice des dignités en possession des terres que lui avait attribuées un rescrit de l'Empereur (2). Ce der-

(1) Port, *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*, 1874-1878, t. I, p. 605, et t. III, p. x.

(2) Longnon, *Géog. de la Gaule*, p. 176.

nier fait est possible, mais n'est pas absolument prouvé, et du reste, M. Longnon ayant négligé de parler de l'établissement certain des Taifales dans d'autres parties du Poitou que celle où il les place, il nous faut revenir sur cette question, car il est aussi urgent de démontrer que le pays de Tiffauge répond à la Theifalie de Grégoire de Tours qu'il l'a été d'établir que son *Sellense Castrum* n'est autre que Chantoceaux. Ces deux questions sont connexes, et il est certain que la solution donnée à l'une emporte nécessairement une solution identique de l'autre part.

Les textes et la nomenclature géographique nous font connaître l'existence de deux principaux groupes Taifales en Poitou; l'un autour de Poitiers, dans un périmètre assez étendu, l'autre au Nord-Ouest de la province, sur les bords de la Sèvre Nantaise.

L'existence du premier groupe est constatée par le texte même de la Notice des dignités; nous rappellerons qu'elle dit que les Taifales étaient établis à Poitiers, *Pictavis in Gallia*. Bien que ces termes soient formels il ne saurait venir à la pensée de personne de croire que c'est dans la ville même de Poitiers qu'ils étaient cantonnés. On sait que ces auxiliaires barbares constituaient des colonies agricoles où leurs familles trouvaient leur subsistance; tout au plus pourrait-on dire qu'ils tenaient garnison dans le chef-lieu de la cité où résidait sûrement leur chef, le préfet. Le chiffre même de cette garnison ne pouvant être très élevé, le service devait se faire à tour de rôle et il paraît expédient que la résidence des hommes qui y étaient astreints ne fût pas trop éloignée de la ville. Aussi rencontre-t-on dans la nomenclature géographique du pays, des localités ou même de simples lieux dits, qui ont été autrefois le centre d'exploitations agricoles occupées, à une époque indéterminée, par les Taifales dont ils ont conservé le nom sous la forme caractéristique de Tiffaille. Nous avons relevé ce vocable dans les communes d'Ingrande (1) (Indre), de Mousterre (2), de la Chapelle-Montreuil (3), de Liniers (4)

(1) Tiffailla, Tiffala, Tiffalec, Tiphale, Tiphalec, de 1214 à 1249 (*Arch. hist. du Poitou*, t. VII, dans le Cartulaire de la Châtelle).

(2) Tiphalle, 1449; Tiffaille, 1775 (Rédet, *Dictionn. topographique du département de la Vienne*, Paris, Imp. nationale, 1881).

(3) La Tuphaille, 1367; la Tuffaille, 1529; la Tiffaille, 1550; la haulte Tiffaille, 1665; la Tiffallièrre, 1716 (Rédet, *Dictionn. de la Vienne*).

(4) La Tuffaillèrre, 1324; les Tiffaillères, 1459; la Tiffaillèrre, 1547 (Rédet, *Dictionn. de la Vienne*).

(Vienne), de Mazières-en Gâtine (1) (Deux-Sèvres). Nous y joindrons comme ayant la même origine, ainsi que nous l'expliquerons plus loin, les Tiffauges, commune de Vivonne (Vienne) (2). Nous ferons en outre remarquer, sans attacher à ce fait plus d'importance qu'il ne comporte, que tous ces lieux dits sont situés sur des voies romaines ou à leur proximité (3).

De nombreux postes Taifales étaient donc disséminés autour de Poitiers, en quantité assurément plus considérable qu'il n'apparaît par la liste que nous venons d'en donner ; le dépouillement des anciens textes, l'étude du cadastre, en feront sans doute découvrir encore quelques-uns. Est-ce là la Theifalie de Grégoire de Tours ? Nous ne saurions l'admettre. On remarquera en effet que Poitiers se trouve à peu près au centre des points Taifales que nous avons relevés, ce qui se comprend parfaitement, du moment que le chef de ces bandes résidait dans cette ville et qu'il lui était utile d'avoir promptement sous sa main à un moment donné les hommes auxquels il commandait, mais de là à admettre que, deux siècles après la date où nous les rencontrons, des postes installés pour répondre à des besoins qui n'existaient plus depuis longtemps aient constitué

(1) Tiphalia, Tifalia, 1091-1098 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVIII, dans les Chartres de l'abbaye de Saint-Maixent).

(2) Teofaugiæ, vers 1120 (*Arch. hist. du Poitou*, t. III, dans le Cartulaire de Saint-Cyprien de Poitiers).

(3) M. Ledain, dans son mémoire intitulé : *De l'origine et de la destination des camps romains dit Châtelliers en Gaule, principalement dans l'Ouest*. Poitiers, Guillois, 1885 (Extrait des Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest, n^o série, t. VII, 1884), étend bien plus que nous ne le faisons la liste des colonies militaires Taifales. Il les reconnaît dans les lieux désignés par les noms de Tuffau, la Taifferie, la Tiffardière, la Tiffonnière et la Tiffannelière. S'il y a lieu de faire une certaine réserve pour le vocable Tuffau, bien qu'il puisse être confondu avec le nom commun désignant la pierre tendre, et pour la Taifferie qui peut s'expliquer par la mutation assez fréquente de la lettre *t* en la lettre *r*, nous rejetons absolument la Tiffardière, la Tiffonnière et la Tiffannelière, qui sont issus des noms d'hommes Tiffard, Tiffon et Tiffanneau. Nous n'entrerons pas dans l'examen de la thèse soutenue par notre excellent confrère à propos de la date qui peut être attribuée aux Châtelliers et de leur affectation ; nous croyons seulement qu'il ne faut établir aucun rapport entre ces retranchements et les résidences des Taifales auxquels leur création est bien antérieure, et qu'il n'est nullement certain que ceux-ci aient en général occupé des postes fortifiés. Il ne nous paraît pas non plus sans intérêt de faire remarquer que si les souvenirs laissés par les Taifales sont relativement nombreux en Poitou, on n'en relève aucun qui se rapporte aux Sarniates ; que ce fait révèle une différence dans la condition des *gentils* placés sous la haute direction d'un chef commun et qui pourrait bien consister dans ce fait que les uns étaient plus particulièrement des soldats et les autres des agriculteurs.

un ensemble homogène, formant un pays, *pagus*, habité uniquement par une race spéciale, *gens*, il y a loin.

Si le territoire occupé au IV^e siècle par les postes Taifales dont nous avons indiqué la situation était devenu au VI^e siècle la Theifalie, le chef-lieu de ce pays aurait été Poitiers, son point central, ce qui ne saurait se soutenir, ou bien encore Poitiers, capitale gallo-romaine du Poitou, aurait été circonscrit de tous côtés par une population étrangère, ce qui est inadmissible ; à ces deux arguments, tirés du simple raisonnement, nous en ajouterons un troisième, plus spécieux, c'est que dans aucun texte, soit ancien soit moderne, il n'est question d'un pays Taifale placé aux environs de Poitiers ; comme de juste, c'est sur le chef-lieu de la cité, sur la capitale de la province, là où se concentraient toutes ses forces vives, que l'on a le plus de renseignements écrits (et l'on peut dire qu'ils ne manquent pas), or aucun d'eux ne fait allusion à la présence d'une population Taifale aux environs de Poitiers, ou rappelle qu'il y a existé une Taifalie aux temps que nous pouvons appeler historiques.

Il ne faut pas oublier en effet que Grégoire de Tours écrivait aux portes du VII^e siècle et qu'il serait bien extraordinaire qu'une région semblable à celle qu'il nous fait connaître, ayant une vitalité spéciale par ce motif qu'elle était habitée par une race étrangère à la population qui l'entourait, ayant des mœurs et des usages particuliers, ait disparu sans laisser aucune trace et sans qu'aucun texte, pendant les 250 années qui séparent l'historien des Francs des invasions normandes, ait rappelé l'existence de ce pays et de cette race. On sait qu'à la suite des ravages prolongés de ces derniers barbares, une partie du Poitou, celle particulièrement qui longeait les côtes de l'Océan, devint presque déserte et qu'avec les localités disparues ont péri en même temps les noms qu'elles portaient, mais ces désastres n'ont pas atteint le Haut-Poitou et ce n'est qu'accidentellement que Poitiers a eu à souffrir de l'invasion. Rien ne serait venu porter obstacle à ce que si le pays Taifale se trouvait à proximité de cette ville, il n'eût vécu jusqu'à nous.

Or ce phénomène s'est produit dans cette partie du Poitou dont la transformation, venons-nous de le dire, a été si grande et là dans ce Bas-Poitou où quelques noms seulement ont survécu au cataclysme qui y avait fait table rase, nous en relevons un qui est bien

caractéristique, c'est celui de Tiffauge, *Theofalgia*, *Theofalgica regio*, *Theofalgicus pagus*. Il s'applique à une région, relativement étendue, dont il est parlé avant les invasions normandes et dont l'existence n'a pas subi la moindre éclipse. Le premier document où il en soit fait mention est un diplôme de l'empereur Charles le Chauve, daté du 6 des ides de juin (8 juin) de l'année 849, donné en faveur de l'abbaye de Saint-Florent de Montglone et où il est dit que les pays de Mauge et de Tiffauge étaient soumis à la juridiction de l'évêque de Poitiers (1). Mais la Chronique de Nantes rappelle ce nom de Tiffauge avant la date précitée. Elle rapporte qu'en 843 le comte Lambert, à qui Charles le Chauve avait promis le comté de Nantes en échange de ses services, furieux de voir que le roi manquait à sa parole en lui préférant Raynaud, comte d'Herbauge, fit appel aux Normands stationnés à l'embouchure de la Loire, et avec leur aide s'empara de Nantes. Puis il leur livra, pour se payer, les territoires de son adversaire et les Barbares, franchissant la Loire, se répandirent dans les pays de Mauge, de Tiffauge et d'Herbauge dont ils détruisirent les bourgs et les châteaux (2). Pendant un siècle, à différents intervalles, l'invasion recommençait quand le malheureux habitant avait relevé ses chaumières et recommencé l'ensemencement de ses terres, mais la Théofalgie vivait toujours et n'était pas destinée à disparaître. Lambert, parvenu au but de ses désirs, partagea avec ses plus fidèles lieutenants les régions qu'il avait conquises; à son neveu Gonfrier il donna le pays d'Herbauge, le plus important des trois, à Rainier celui de Mauge, à Girard celui de Tiffauge. Mais bien que cette concession fût faite à titre héréditaire elle n'eut qu'une durée de quelques années, car ces territoires furent par la suite vivement disputés entre les comtes de Nantes et les ducs de Bretagne d'une part, les ducs d'Aquitaine et les comtes de Poitiers de l'autre. Le duc Begon entreprit en 853 de remettre la main sur eux; il envahit d'abord le pays d'Herbauge, mais n'ayant pas rencontré ses adversaires il s'en retournait, quand, au passage des gués du Blaison, il fut rejoint par eux et périt dans la rencontre. Son corps fut mis en terre à Saint-Georges de Montaigu

(1) Port, *Dictionnaire de Maine-et-Loire*, t. III, p. 364.

(2) *La chronique de Nantes* (570 environ-1049), publiée avec une introduction et des notes par René Merlet. Paris, Picard, 1896, p. 18.

(*Durennum*), bourg du pays de Tiffauge (1). Cent ans après, les trois pays d'Herbauge, de Tiffauge et de Mauge, dont la vie semble avoir été toujours commune, et sur lesquels les comtes de Poitiers avaient réussi à remettre la main, furent cédés, à la suite d'une guerre malheureuse, en 941 ou 942, par le comte Guillaume Tête d'Etoupe à Alain Barbe Torte, duc de Bretagne. Leurs limites communes du côté du Poitou sont ainsi indiquées par le texte qui nous fait connaître le traité intervenu entre les deux parties : la rivière du Layon depuis son embouchure dans la Loire jusqu'à son confluent avec l'Hirôme; le cours de cette dernière rivière jusqu'à sa source, puis une ligne de démarcation passant par *Petra ficta* ou *frieta*, *Ciriacus* ou *Airiacus*, et enfin le cours du Lay, de sa source à la mer (2). Vers 983, ce traité fut confirmé dans un accord advenu entre Guérech, comte de Nantes, et Guillaume Fier-à-Bras, comte de Poitou (3), mais sous les enfants de Guérech, à la suite de nouvelles luttes, les comtes de Poitou recouvrèrent la plus grande partie des pays d'Herbauge et de Tiffauge, et les comtes d'Anjou mirent la main sur le pays de Mauge (4).

Le pays de Tiffauge ne rentra pas dans la domination directe des comtes de Poitou; il fut occupé par les vicomtes de Thouars, et sous leur suzeraineté constitua au moins trois grandes seigneuries : Tiffauge, Montaigu et Mortagne. En outre, probablement à la suite de conventions restées inconnues entre les comtes de Nantes, d'Anjou et de Poitou, la plus grande partie du pays de Tiffauge fut comprise dans ce territoire, resté en quelque sorte indivis entre les trois comtes, qui eut une existence à part pendant toute la durée de l'ancien régime sous le nom de Marches séparantes de Bretagne, d'Anjou et de Poitou (5).

Cet historique du pays de Tiffauge, qu'il nous a paru nécessaire de faire afin de bien établir l'individualité et l'homogénéité de cette

(1) *La chronique de Nantes*, p. 24.

(2) *La chronique de Nantes*, p. 96. Le Baud, auteur d'une ancienne traduction française de cette chronique, a interprété *Ciriacum* par Tiriac. (Voyez plus bas notre note sur la carte du pays des Taifales.)

(3) *La Chronique de Nantes*, p. 120.

(4) Voy. les *Histoires du Poitou, de l'Anjou et de la Bretagne, auxquelles nous renvoyons pour l'historique de ces faits généraux.*

(5) Voy. l'intéressante monographie consacrée à cette région par M. Chénou, professeur à la Faculté de droit de Rennes, sous ce titre : *Les Marches séparantes d'Anjou, Bretagne et Poitou*. Paris, Larose et Forcel, 1892.

région, nous a quelque peu éloigné de Grégoire de Tours ; revenons à lui. Dans ses écrits, il parle en quatre endroits différents des Taifales et de la Taifalie : Histoire des Francs, livre IV, § XVIII : *Theifalorum seditione*, et livre V, § VII : *genere Theifalus* ; Vies des Pères, chap. XV, § I : *gente Theiphalus*, et plus loin, *Pictavi pagi quem Theiphaliam vocant*. Le diplôme de Charles le Chauve, qui le suit dans l'ordre des dates (849), emploie le mot *Theofalgicus pagus*, et enfin la Chronique de Nantes au x^e siècle écrit *Theophalgia* ou *Theolfagia*, et encore *pagus Teofalgicus*. On ne saurait mettre en doute que ces noms, qui au premier abord semblent présenter des différences essentielles, ne s'appliquent à un seul et même territoire, à la *Theiphalia* de Grégoire de Tours, qui, au point de vue linguistique, est identiquement la même chose que la *Theophalgia* de la Chronique de Nantes. Comment ce phénomène s'est-il produit ?

On remarquera que Grégoire de Tours ne nous donne pas la forme adjectivale du nom du pays qu'il appelle la Theiphalie ; or celle-ci nous est révélée par l'appellation du *pagus Teofalgicus* de la Chronique. Cette adjectivité a été formée par l'adjonction au nom de lieu de la désinence *icus* : *Theiphal-ia* a donné *Theiphal-icus pagus*. Or il est établi que l'accent porté avant cette désinence a fait qu'elle s'est réduite en une syllabe muette où le *c* dur a été adouci en *che* ou *ge* ; de plus la présence de la liquide *l* devant *icus*, *ica*, *icum* a amené une contraction d'où *Arbatilicus pagus*, pays d'Herbauge, *Madalicæ*, Mazauges, *Basilicæ*, Bazoge, Bazoges, Bazouges (1). Ce phénomène d'adjectivité en *icus* est particulier à la région qui nous occupe, tandis que, dans le restant du Poitou, les formes adjectives des noms de lieux sont généralement en *ensis*, telles que *pagus Pictavensis*, *Briocensis*, *Thoarcensis*, *Ratensis*, *campus Vogladensis*, *castrum Sellense*, etc. Qui a donc motivé cette exception ? Nous croyons pouvoir l'attribuer à l'existence dans cette portion du Poitou, à une époque reculée, d'un pays dont le nom se terminait par la désinence *icus* ou *ica* et qui, dans Grégoire de Tours, est appelé *Arbatilicus* (2) ; or, par affinité, des pays ou même des localités,

(1) Quicherat, *De la formation française des anciens noms de lieux*. Paris, Franck, 1867, pp. 31 et 32.

(2) *Apud terminum Pictavum vicus est in Arbatilico, nomine Becciacio* (Grégoire de Tours, *De gloria martyrum*, cap. 90, col. 822).

dont on ne constate l'existence qu'à une date postérieure à la siennne, mais qui lui sont voisins, ont été désignés sous la forme adjectivie qui lui était particulière et c'est ainsi que nous avons eu *Metallica regio* (1), *Theiphalicus pagus*, *Basalica villa*, qui ont donné, lorsque la contraction phonétique s'est opérée, Mauge, Tiffauge, Bazoge, et enfin Pouzaugue d'après une forme latine primitive que nous ne connaissons pas, mais qui pourrait bien être *Podilica villa*, dérivée du mot *Podium*. A un moment donné, lequel s'est produit avant le ix^e siècle, cette forme contractive employée dans le langage commun a été transportée dans la langue écrite, le latin, où elle nous a donné le *Theofalgicus pagus*, le *Medalgicus pagus*; ce sont, comme il est convenu de l'appeler, des formes refaites.

Au point de vue grammatical, rien ne s'oppose donc à ce que l'on reconnaisse le pays de Tiffauge, *Theophalgia*, dans la Theiphalie de Grégoire de Tours, *Theiphalia*. Les données géographiques que nous possédons arrivent à la même conclusion. Chantoceaux, le séjour d'Austrapius, est seulement à 8 lieues (32 kil.) de Tiffauge, et certaines localités qui devaient faire partie du territoire des Theifales en étaient encore plus rapprochées. Nous n'irons pas, comme l'a avancé M. Port (2), jusqu'à prétendre que Chantoceaux faisait partie du pays de Tiffauge, nous pensons seulement que ce château appartenait à la région des Mauges, qui lui était contiguë. Il faut bien du reste trouver l'emplacement des paroisses qui composaient le territoire épiscopal concédé à Austrapius, et il n'y a à choisir qu'entre trois régions : le pays de Raiz, le pays de Mauge et celui de Tiffauge. Bien qu'au commencement du vi^e siècle *Ratiatum*, le chef-lieu du pays de Raiz, eût été aussi le siège d'un évêché temporaire, nous ne pensons pas que son territoire ait été concédé à Austrapius (3). Le *Castrum Sellus*, le château de Sel, ne pouvait être que le point principal d'un domaine

(1) *La chronique de Nantes*, p. 48. Voy. Port, *Dictionnaire de Maine-et-Loire*, t. II, p. 618.

(2) Port, *Dictionnaire de Maine-et-Loire*, t. III, p. x.

(3) Adelfius, qui fut évêque de Poitiers, assista au concile d'Orléans en 511 en qualité d'évêque de Ratiatum : *Adelfius de civitate Ratiatica*, et ne pouvant se rendre à celui de 533, il y délégua un prêtre : *Asclepius presbyter pro Adelphio Ratiatensi*. M. Longnon, qui cite ces textes (*Géogr. de la Gaule*, p. 567), nous apprend aussi qu'à l'époque mérovingienne furent créés plusieurs évêchés éphémères (*Id.*, p. 14).

appartenant au roi des Francs et qui s'étendait sur plusieurs paroisses; après la mort d'Austrapius, il retourna dans le domaine royal, et en faisait encore partie au ix^e siècle, ainsi qu'en témoigne le séjour prolongé qu'y fit à cette époque le roi Pépin, tandis que le territoire soumis à la juridiction épiscopale du duc franc devenu évêque, enlevé à l'évêché de Poitiers, y fit retour, ainsi que le raconte Grégoire de Tours. Le texte de l'Histoire des Francs est sur ce point expressément confirmé par celui de la Chronique de Saint-Maixent, qui ne nous rapporte, il est vrai, que la distraction opérée au profit d'Austrapius, mais il n'en résulte pas moins de son témoignage que l'évêché nouveau fut constitué aux dépens de celui de Poitiers. Ce fait est bon à constater, car il est une preuve de plus à ajouter à tant d'autres que jusqu'au ix^e siècle l'évêché de Poitiers avait au nord-ouest la même limite que le pays des Pictons, c'est-à-dire la Loire (1).

Comme on peut le voir, nous n'avons pas émis le moindre doute sur l'établissement d'un évêché en faveur d'Austrapius, opéré par le roi Clotaire au détriment de celui de Poitiers. En thèse générale il n'y a rien à dire contre ce fait dont on connaît plusieurs exemples à cette époque, mais dans le cas particulier qui nous occupe nous pouvons invoquer deux témoignages, d'abord celui de Grégoire de Tours, puis celui du chroniqueur de l'abbaye de Saint-Maixent. En rapprochant les diverses parties du texte de Grégoire que nous avons précédemment cité, on voit qu'Austrapius fut ordonné évêque à Chantocéaux, puis qu'après sa mort ses paroisses (et on ne peut comprendre les mots *dioceses suas* qu'en leur donnant cette interprétation que ce sont les paroisses qui appartenaient à son évêché) furent recouvrées par l'évêché de Poitiers. Le mot recouvrer, *recipere*, indique bien aussi d'une manière formelle que l'évêché de Poitiers reentra en possession de paroisses qu'il avait perdues, c'est-à-dire distraites de sa juridiction.

Il semble donc que le texte de Grégoire de Tours ne saurait être interprété autrement que nous venons de le faire, mais ce qui nous

(1) Voy. les dissertations de l'abbé Belley, sur Limonum et sur Ratiatum, dans les *Mém. de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XIX, pp. 691 et 722, et D'Anville, *Notice sur l'ancienne Gaule*, 1760, v^o Pictones. Ces mémoires ont été réimprimés par M. Dugast-Matifeux, *Nantes ancien et le pays nantais*, Nantes, Morel, 1879, pp. 261 et 282.

paraît devoir enlever tous les doutes ce sont les paroles du chroniqueur de Saint-Maixent. Son texte comporte deux parties bien distinctes ; d'abord la première ligne : *Hujus Pientii tempore perdidit ecclesia Pictavensis episcopatum Castri Celsi*, puis la suite du récit, à laquelle cette première partie se rattache assez mal par les mots *tali modo*. Cette seconde partie est manifestement empruntée à Grégoire de Tours, dont une phrase est même reproduite textuellement, mais il en est autrement de la première ligne qui, dans sa concision, vient affirmer un fait auquel aucune suite ne devait être primitivement donnée. Cette ligne a été sûrement copiée dans un récit annalistique qui est resté jusqu'à ce jour inconnu. L'auteur de ce récit ne devait rien à Grégoire de Tours. Il désigne le duc franc sous le nom d'*Astrapius* et non d'*Austrapius*, et il emploie pour désigner sa résidence ces mots : *Castrum Celsum*, qui ne dérivent nullement du *Sellense Castrum* de l'Histoire des Francs. Or cet annaliste disait formellement ceci : Au temps de Pient l'église de Poitiers perdit l'évêché de Chantoceaux (*Castrum Celsum*). Austrapius était donc à la tête d'un évêché comprenant un certain nombre de paroisses, et l'on peut dire que ce fait résulte des paroles de Grégoire de Tours que viennent corroborer et confirmer celles du chroniqueur de Saint-Maixent.

Nous avons essayé, en exposant notre manière de voir sur la question des Taifales du Poitou, de répondre d'avance à toutes les objections qui pourraient nous être faites. Il en est une toutefois qui pourrait encore nous être adressée et dont nous n'avons pas parlé, c'est celle-ci : Comment expliquez-vous que les Taifales, dont vous constatez la présence à Poitiers au commencement du v^e siècle, se trouvent, au milieu du vi^e, à 30 lieues de là, non loin de Nantes ? A cela nous répondrons que nous n'en savons rien ; nous constatons seulement le fait. Certains auteurs inclineraient à croire que dès le début ils furent installés dans le pays de Tiffauge (1) ; la chose est possible, et alors ils auraient remplacé les Maures qui ont tenu garnison dans le pays assez longtemps pour avoir laissé leur nom à la localité voisine de Mortagne, mais cette installation n'aurait été que restreinte et aurait eu seulement le caractère d'un poste, du genre de ceux dont nous avons reconnu l'exis-

(1) Longnon, *Géogr. de la Gaule*, p. 176.

tence autour de Poitiers. Puis dans le cours du ^v^e siècle, à la suite d'événements que nous ne connaissons pas, mais que les bouleversements qui se sont produits à cette époque peuvent expliquer, les hôtes des postes du Haut Poitou, isolés au milieu d'une population qui leur était étrangère et par suite hostile, n'ayant plus à leur tête le chef qui les maintenait dans le devoir et les protégeait en même temps, ont pu, sous l'empire de la nécessité, se rapprocher les uns des autres, et aller chercher un asile plus assuré, loin du grand chemin des invasions sur lequel ils étaient disséminés; de gré ou de force ils auraient alors occupé un territoire assez étendu où ils continuèrent à vivre en corps de nation dans une demi-indépendance.

La discussion à laquelle nous venons de nous livrer a laissé assez entendre quelles étaient nos conclusions; il nous faut toutefois les exposer et c'est ce que nous ferons brièvement en disant :

1° Celles l'Évêcault, Celles-sur-Belle, dont le nom latin est *Cella*, rappelant un établissement monastique, ne sauraient prétendre à être identifiées avec le *Sellense Castrum* de Grégoire de Tours ou le *Castrum Celsum* de la Chronique de Saint-Maixent;

2° Le *Castrum Sellense*, aliàs *Celsum*, n'est autre que le *Sellus Castrum* ou *Castrum Sels* des chroniqueurs du ^{ix}^e siècle;

3° Le pays des Taifales, appelé *Theifalia* par Grégoire de Tours, est le même que la *Theofalgia* du ^{ix}^e siècle et que notre pays de Tiffauge.

NOTE SUR LA CARTE DES RÉSIDENCES TAIFALES

La carte qui accompagne cette étude a spécialement pour objet de déterminer l'emplacement des territoires occupés en Poitou par les Taifales. Nous avons cru surtout utile de fixer autant que possible les limites du pays de Tiffauge afin de bien établir son importance, répondant à l'idée d'un *pagus* mérovingien, et sa proximité de Chantoceaux, qui expliquera les rapports que nous connaissons entre ses habitants et l'évêque Austrapius.

Pour arriver à ce résultat nous avons un point de repère excellent; c'est la délimitation des frontières entre les pays de Mauge, de Tiffauge et d'Herbauges d'une part et le comté de Poitou de l'autre, établie dans le traité qui, en 941 ou 942, fit passer ces territoires des mains du comte de Poitou dans celles du comte de Nantes. Cette délimitation, que nous avons sommairement indiquée plus haut, avait pour caractère principal, ainsi qu'on le voit par son texte, de suivre les cours d'eaux et les deux points cités, *Petra ficta* ou *frieta*, *Ciria-*

cum ou *Airiacum*, n'ont été donnés que pour indiquer la direction à suivre lorsque les limites naturelles faisaient défaut.

Le point de départ était l'embouchure du Layon dans la Loire; la ligne remontait ensuite le cours de cette rivière jusqu'au confluent de l'Hirôme, qu'elle suivait jusqu'à sa source; puis elle prenait le ruisseau qui de Bonnemort descend à Perchambault, et là rencontrait un groupe important de monuments celtiques dont fait partie un peulvan encore aujourd'hui connu sous le nom de Père-Fiche, et qui est le *Petra ficta* de la Chronique de Nantes; elle gagnait ensuite le ruisseau de la Roussière qui sépare la paroisse du May de celle de Chollet, et celui de la Forêt qui court entre cette même paroisse de Chollet et celle de la Séguinière, et se jette dans la Moine. Elle suivait après le cours de cette rivière jusqu'au ruisseau de Gourée qu'elle remontait aussi et prenait ensuite celui de Loublande, ces deux ruisseaux formant limite de la paroisse de la Tessoualle du côté des Echaubrognes. Le ruisseau de Loublande se jette dans l'Ouin, que suivait la ligne de démarcation jusqu'à son confluent avec la Sèvre Nantaise; un peu au-dessous de Saint-Laurent; elle remontait ensuite le cours de cette rivière jusqu'au ruisseau qui sépare les Epesses des Châtelliers-Châteaumur et joignait aussitôt une des sources du Petit-Lay, sans doute celle du Beugnon. De ce point jusqu'à l'Océan le cours du Lay faisait la démarcation entre le Poitou et le pays conquis par le comte de Nantes.

C'est entre la Tessoualle et les Epesses que doit se trouver *Ciriacus*, qui indiquait, à ce qu'il nous semble, le point où la ligne frontière traversait la Sèvre Nantaise.

Pour établir sur cette grande ligne la partie afférente aux trois pays de Mauge, de Tiffauge et d'Herbauges, nous avons commencé par fixer les limites du pays de Tiffauge placé entre les deux autres. Deux localités de ce pays nous sont connues par le texte de la Chronique de Nantes: Montaigu et Tiffauge; ce furent au moyen-âge les chefs-lieux de deux importantes seigneuries, dont le territoire fut un démembrement du *pagus Theofalgicus* du *x^e* siècle; mais ces territoires ont le tort de ne pas être contigus à la grande frontière dont nous venons de faire le tracé et dont ils étaient séparés par la seigneurie de Mortagne. Or les dépendances de cette dernière seigneurie étaient tellement enchevêtrées avec celles des seigneuries de Tiffauge et de Montaigu qu'il est évident que primitivement elles ne formaient toutes les trois qu'un fief unique qui correspond parfaitement à l'idée que l'on peut se former du pays des Theifales. Pour déterminer l'étendue de celui-ci il ne nous reste donc qu'à faire un seul bloc des trois seigneuries de Tiffauge, de Montaigu et de Mortagne qui forment un ensemble parfait sans qu'il se glisse quelque enclave au milieu d'elles, et dont voici les limites: Au nord le cours de la Moine depuis son embouchure dans la Sèvre Nantaise jusqu'à la Tessoualle, mais elles le dépassaient sur un point pour englober les trois paroisses de Saint-André de la Marche, de Saint-Macaire et de la Séguinière; de la Moine à la Sèvre Nantaise, les ruisseaux de Gourée et de Loublande et l'Ouin formaient limite; la Sèvre était encore dépassée sur un point pour comprendre un tiers de la paroisse de Tréze-Vents, et la ligne la quittait comme nous l'avons dit aux ruisseaux qui séparent les Epesses des Châtelliers et de Saint-Mars de la Reorthie, mais de ce point, c'est-à-dire à partir du Lay, les limites du pays de Tiffauge cessent au sud d'être naturelles, comme elles l'ont été à peu près jusque-là, et ce sont celles des paroisses d'Ardeley, des Herbiers, de la Barotière, de Saint-Fulgent, de la Rabatelière, de Saint-Denis-de-la-Chevasse, de la Copechagnière, de Saint-Sulpice-le-Verdon, de Mormaison, de Vicilleigne et de Saint-Philbert-de-Bouaine en partie, de Remouillé, de Saint-Hilaire-de-Loulay, de la Bruffière et de Cugand, où elles rejoignaient la Sèvre Nantaise en face l'embouchure de la Moine.

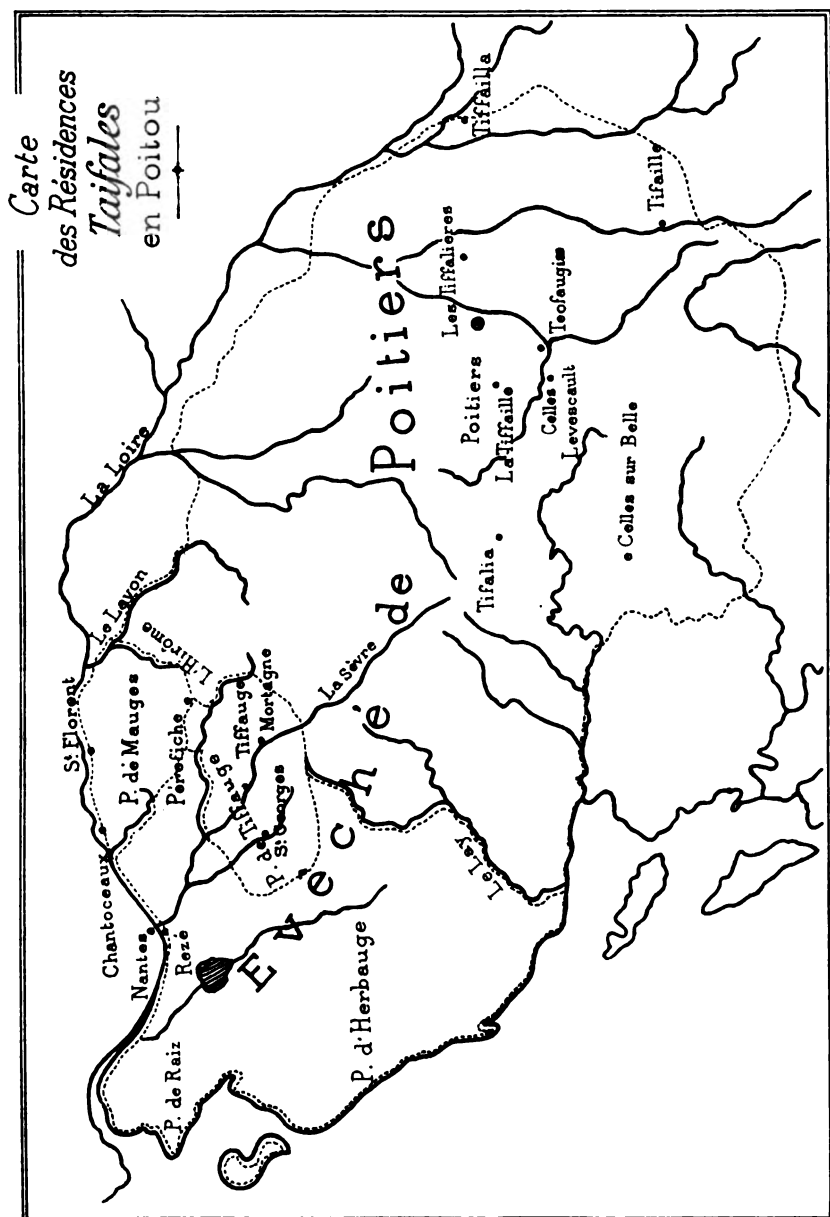
Ce territoire comprenait environ soixante paroisses aux temps modernes, et il est assez étendu pour avoir constitué le lot du chef militaire à qui le comte de Nantes, Lambert, l'avait attribué. Les deux autres lots étaient les pays de Mauge et d'Herbauge. La situation du pays de Tiffauge entre ces deux régions nous permet aussi de les délimiter.

Le pays de Mauge avait pour frontières au nord la Loire, puis le Layon et l'Hirôme, et suivait ensuite la ligne tracée dans les traités précités, en passant par Père-Fiche; il englobait ensuite les paroisses du May et de Bégrolles, longeant le cours de la Vrême, puis celui de la Sanguèze jusqu'à la Chaussaire et suivait enfin jusqu'à la Loire le cours de la Divatte, qui le séparait du pays de Raiz.

Quant au pays d'Herbauge, suivant le Lay depuis la limite du pays de Tiffauge jusqu'à la mer, il n'avait plus d'autres barrières que l'Océan et la Loire jusqu'à la Divatte. Il comprenait au ix^e siècle le pays de Raiz, situé le long de la Loire, dont le chef-lieu est cité par Grégoire de Tours, *vicus Ratiatensis*, et qui apparaît comme la résidence d'un viguier en 839.

Ces trois pays ont fait, jusqu'à ces époques troublées du ix^e et du x^e siècle, partie du diocèse de Poitiers, ce qui est prouvé pour le pays de Mauge, par l'histoire de la fondation de Saint-Florent-de-Montglone et par le diplôme de Charles le Chauve de l'an 849; pour les pays de Tiffauge, d'Herbauge et de Raiz par le texte de l'Histoire des Francs et des autres écrits de Grégoire de Tours. Enfin pour établir la consistance du pays de Tiffauge et par suite en fixer les limites, nous avons recouru, en ce qui regarde Montaigu et Mortagne, au détail des justices de ces seigneuries donné par Beauchet-Filleau dans son *Mémoire sur les justices royales, ecclésiastiques et seigneuriales du Poitou* (*Mémoires de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, 1^{re} série, t. XI, 1844, pp. 447 et 448), et pour Tiffauge à un aveu de cette baronnie, analysé dans l'*Hisoire de Tiffauge*, par L. Prével, Nantes, 1874, pp. 194 et suiv. — Ces documents sont relativement récents, mais nous n'apprendrons à personne que depuis le jour où les grandes seigneuries se sont constituées, c'est-à-dire à l'avènement du système féodal, les siècles n'ont apporté, jusqu'à la fin de l'ancien régime, que bien peu de modifications à leur organisation première.

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST



BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

PREMIER TRIMESTRE DE 1897

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. A. TORNÉZY, secrétaire.
 - II. — *L'Inscription du Peu-Berland*, par M. HILD, doyen de la Faculté des Lettres à l'Université de Poitiers.
 - III. — *Reliures armoriées*, par M^{re} BARBIER DE MONTAULT.
 - IV. — *Le trésor des reliques de la Cathédrale de Poitiers*, par M. l'abbé COLLON.
 - V. — *Notes sur les gages et pensions des officiers de la vicomté de Châtellerault en 1429*, par M. Alfred BARBIER.
 - VI. — *Une amulette hébraïque*, par M. SCHWAB, de la Bibliothèque nationale.
 - VII. — *Les armoiries de l'Université de Poitiers*, par M. Alfred RICHARD.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

Pendant le premier trimestre de l'année 1897, la Société des Antiquaires de l'Ouest a tenu le 11 janvier une séance extraordinaire pour procéder à ses élections annuelles. Elle s'est réunie en séance ordinaire les 21 janvier, 18 février et 18 mars.

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU LUNDI 11 JANVIER 1897.

La séance est ouverte à huit heures et demie du soir sous la présidence de M. de la Marsonnière.

M. le président invite la Société à voter sur la présentation qui lui a été faite de M. Rougé Louis, avocat à la cour d'appel, en qualité de membre résident.

M. Rougé est admis en cette qualité. Puis M. le Président rappelle que la séance a pour objet le renouvellement du Bureau et du Con-

seil d'administration pour l'année 1897, et invite les membres présents à prendre part à ces divers votes qui ont lieu au scrutin secret et donnent les résultats suivants.

Président. — M. Carré, professeur à la faculté des lettres.

Vice-Président. — M. Arnault de la Ménardière, avocat à la Cour d'appel, professeur à la Faculté de droit.

Secrétaire. — M. Tornézy, avocat à la Cour d'appel.

Vice-secrétaire. — M. Clément, licencié en droit.

Questeur. — Le R. P. de La Croix, correspondant du ministère de l'Instruction publique.

Trésorier. — M. Alfred Barbier, ancien vice-président du Conseil de préfecture de la Vienne.

Bibliothécaire-archiviste. — M. Ledain, correspondant du ministère de l'Instruction publique.

Conseil d'administration.

M. de la Marsonnière, ancien procureur général.

M. Alfred Richard, archiviste de la Vienne.

M. Marais, chef d'escadron au 20^e d'artillerie.

M. Babinet, lieutenant colonel d'artillerie en retraite.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1897

La séance est ouverte à 8 heures du soir, sous la présidence de M. de la Marsonnière.

Le secrétaire donne lecture des procès-verbaux de la séance du 17 décembre 1896, de la séance publique du 10 janvier 1897 et de celle du 11 janvier consacrée aux élections. Ces procès-verbaux sont adoptés.

Le Président fait ensuite connaître qu'il a reçu de Mgr l'Evêque de Poitiers, de M. le général Muzeau, de M. le général Savin de Larclause, de MM. les colonels de La Foi et Secondat, des lettres par lesquelles ils s'excusent de n'avoir pu assister à la séance publique du 10 janvier. Puis il fait l'énumération des ouvrages qui lui ont été adressés depuis la dernière séance. On en trouvera la liste à la suite du présent procès-verbal.

Communications

M^{gr} Barbier de Montault a adressé à M. le Président un n^o du journal *le Saint-Maixentais* du samedi 2 janvier 1897, contenant une relation de la découverte qui vient d'être faite dans la cour intérieure de l'ancienne abbaye des Châtelliers. M. Alphonse Garran de Balzan en faisant pratiquer des fouilles a dégagé une construction en briques ayant la forme circulaire d'un grand four, entièrement carrelée, voutée, et accompagnée d'une galerie circulaire d'un mètre de large, dont il serait difficile de déterminer la destination. Le sol de l'abbaye des Châtelliers recèle encore bien d'autres restes, témoins de son importance dans le passé, que les travaux de M. Garran de Balzan mettront certainement au jour.

M. le Président communique une lettre de M. Ch. Tranchant, dans laquelle il « lui signale un éboulement qui s'est produit dans le talus placé le long des remparts du château baronnal de Chauvigny du côté de la route de la Puyo. Le service des monuments historiques a été avisé et des mesures sont préparées, mais l'incident paraît être sans gravité ».

Au moment de quitter le fauteuil de la présidence, M. de la Marsouinière, en quelques paroles, énumère les principaux travaux du Conseil d'administration dont les fonctions cessent aujourd'hui. Il rappelle surtout la réédification du portail des Augustins actuellement presque terminée, puisqu'il ne reste plus qu'à en dégager les abords, et l'achèvement du catalogue du Musée de Chièvres, qui, grâce au zèle et au dévouement de M. Dupré et de M. le commandant Marais, pourra prochainement être imprimé. Puis, il cède le fauteuil à son successeur M. Carré qui donne lecture de l'allocution suivante :

Messieurs et chers Confrères.

« Je ne sais comment vous exprimer ma gratitude pour la marque d'estime, de confiance, j'ose dire de sympathie, que vous m'avez donnée, en m'élevant à la présidence de votre Société.

« Vous avez voulu que vos traditions fussent respectées en moi, et que la nouvelle Université de Poitiers fût unie par un lien plus étroit à ceux qui, dans nos régions de l'Ouest, personnifient depuis soixante ans le culte de l'archéologie et de l'histoire.

« D'autres auraient mis à votre service une expérience, une autorité que je ne saurais avoir; et, à vrai dire, j'envisage les devoirs que m'imposent vos suffrages avec une certaine appréhension; mais je fais appel à votre bienveillance; j'espère que vous me l'accorderez une fois de plus, que vous m'imposerez, à votre égard, une nouvelle dette de reconnaissance. Dans les fonctions délicates où me voici, je vous prie d'ailleurs, Messieurs et chers Confrères, de compter sur mon assiduité, mon respect profond de vos personnes et de vos idées, ma loyauté, mon esprit de justice et de modération.

« Je vois d'ailleurs parmi vous des hommes dont les exemples sont faits pour me guider; et, chez ceux que vous m'avez donnés pour collaborateurs, je trouverai assez de bonnes volontés, de science, de dévouement à la cause commune pour que notre Société, durant l'année qui s'ouvre, ne paraisse pas trop au-dessous de la réputation qu'elle s'est acquise. Il en est, Messieurs, qui par un labeur, dont nous ne saurions trop les remercier, achèvent en ce moment une des tâches les plus longues et les plus compliquées, la confection de votre catalogue du musée des Augustins.

« Vous me permettez, Messieurs, d'offrir au vénéré Président qui vient de nous installer, l'hommage respectueux de notre reconnaissance, pour des services que les Antiquaires de l'Ouest ne sauraient oublier, pour un attachement dont il nous a donné à tous des preuves si claires et si nombreuses. »

Dons faits en séance

M. l'abbé Bleau offre à la Société l'Ordo du Diocèse de Poitiers pour l'année 1896.

A l'occasion d'une réclamation de M^{me} Védel, qui n'a point vu dans les musées de la Société les vases péruviens qu'elles lui a offerts il y a quelques années, M. Alfred Richard fait remarquer que ces vases ont été placés dans une vitrine du Musée de la rue des Grandes-Ecoles. Cette vitrine n'est peut-être pas facilement visible, placée qu'elle est au fond de la salle et il serait possible de la mettre plus en vue.

M. Richard a reçu communication d'une découverte de pièces de Henri II faite dans un jardin de la ville. Le propriétaire en propose

l'acquisition à la Société. Ce sont des dizains dont quelques-uns portent la date de 1551.

M. Richard, de la part de M. Labbé, de Châtellerault, communique à la Société un insigne maçonnique qu'il a trouvé dernièrement chez un marchand d'antiquités à Paris. Cet insigne, qui doit dater du commencement de ce siècle, a la forme d'un compas ouvert, surmonté d'une couronne et d'un anneau destiné à le suspendre au cou ou à la boutonnière ; entre les branches du compas se trouve une croix dont le pied, ainsi que les deux extrémités du compas, repose sur un arc de cercle portant au dos cette légende :

L.^o DES AMIS RÉUNIS, O ^o DE POITIERS.

Cette pièce, bien conservée, est en cuivre doré et mesure 0.09 c. de haut : la face est ornée de perles de différentes grosseurs.

M. Richard donne ensuite lecture de la note suivante de M. Labbé, de Châtellerault, relative à trois inscriptions relevées dans l'église de La Foucaudière le 7 août 1895, et dont nous donnons les fac-simile.

Les deux inscriptions, concernant le seigneur de Dercé et sa femme, se trouvent dans la chapelle de la Vierge placée à droite de la nef et au sud de l'église.

L'une, qui est une table descriptive d'une fondation faite par Charles Martel, seigneur de Dercé, provient de l'ancienne chapelle de ce château et est aujourd'hui encastrée dans le pavé de l'église de la Foucaudière, au pied de l'autel de la Vierge.

L'autre est l'inscription funéraire qui recouvrait les sépultures de Charles Martel et de sa femme. Elle provient de l'ancienne église de Saint-Sauveur, aujourd'hui détruite, et a été placée sur les marches mêmes de l'autel de la Vierge dans l'église de la Foucaudière.

M. Labbé ne pense pas que les corps y aient été transportés.

Ces deux inscriptions sont en marbre et semblables aux fac-simile qui suivent.

I. — CETTE CHAP A ESTE BATIE PAR M. CHARLE MARTEL CHEVA SEIGN DE DERCÉ LEQUEL LE DICT SEIGNEVR DE DERCÉ A FONDÉ POVR LE REPOS DE LAME DE DEFFVNCTE DAME SUZANNE DELANDEPOUSTE DAME DV DICT LIEV SA FEMME ET ESPOVSE ET POVR LA SIENNE APRÈS SONDECEZ DEVX MESSES DE REQUIEM A BASSE VOIX POVR ESTREDICTES ET CÉLÉBRÉES TOVTE LES SEPMAINES A PERPETVITE ET A IAMAIS AVEC VN DE PROFVNDIS A LA

FIN DESDICTES MESSES DANS SA CHAPELLE ET A LAVTEL DE STE ANNE SCAVOIR VNE TOVS LES SAMEDYS DE LANNÉE ET LAVTRE A PAREIL IOVR QUE LEDICT SEIGNEVR DECEDERACOMME IL EST PLVS AMPLEMENT DÉCLARE PAR LA FONDATION DE CE FAICTE PAR DEVANT A DVPLEX NOTAIRE ROYAL A CHASTELLERAVLT ET CENT SOLS PAR AN AVX CYRES DE SAINT SAVVEVR POVR DIRE VN DE PROFVNDIS AVEC VN PIE IESVS DOMINE A LEVRS INTENTIONS TOVS LES DIMANCHES DE LANNÉE AVSSY A PERPETVITE ENSEMBLE FAIRE LA RECOMMANDATION DE LEVRS AMES POVR CONVIER LES PEVPLES A PRIER DIEV POVR LE REPOS DICELLES ET ENCORE SERA CÉLÉBRÉ VNE MESSE DES MORTS EN CETTE CHAPELLE TOVS LES LVNDI DE LANNÉE A PERPÉTUI POVR LE REPOS DES AMES DE FEV DAMOISELLES HELENE ET MARGVERITE NAV

DIEV LEVR FASCE PAIX.

CETTE CHAPELLE A ESTE BATIE AN 1673 DEDIEE A LA STE-VIERGE.

II. — CY GISSENT LES CORPS DE DEFNCTS MESSIRE CHARLES MARTEL VIVANT CHEVALIER SEIGNEVR DE DERCÉ ET DE CELIEV CAPITAINE DVNE COMPAGNIE DE CAVALERIE DANS LE RÉGIMENT DE MONSEIGNEVR LE DVC DORLÉANS ET DE DAME SUSANNE DE LANDEPOVSTE SON ES., LAQUELLE EST DÉCÉDÉE LE SAMEDY 25... 1657 .. ET LEDICT SEIGNEVR DE DERCÉ LE.....

PRIES DIEV POUR LE REPOS
DE LEVRS AMES

III. — L'inscription concernant la cloche de la Foucaudière est sur une plaque de cuivre rouge placée sur le mur de gauche de la nef près du chœur. Le fac-simile ci-joint en est la reproduction exacte.

L'INSCRIPTION SUIVANTE SE LISOIT SUR LA CLOCHE DU MONASTÈRE DE LA FOUCAUDIÈRE : CETTE CLOCHE A ÉTÉ REFONDUE EN 1828 AU MEMETEMS QUE CELLE APPORTÉE DE SAINT-HILAIRE DE MONT. LES CARACTÈRES PLUS PETITS QUI FINISSENT LES MOTS SUPPLÉENT LES ABRÉVIATIONS.

D O M

† A. REGNO PACIFICATO ITERUM FACTO ALTERO TUMULTU
LXVII.

BELLUM CIVILE ME EXUSSIT. EPISCOPUS MONTALBA NENSIS.
ME RESTITUIT.

IOANNE DENT HON UNIVERSOE FAMILIÆ ANTONI ANÆ.

ABBATE GENERALI ME FLANDO, SUB HONORE
DIVI ANTONII. CURAVIT SONORAM. HENRICO LEIEUNE.
HUMILI PRÆCEPTORE MONASTERII RESTITUTI 1707.

† A DIEU BON ET PUISSANT

APRÈS LA PACIFICATION DU ROYAUME DE NOUVEAUX TROUBLES S'ÉTANT
ÉLEVÉS EN 1567, LA GUERRE CIVILE M'A DÉTRUITE PAR LE FEU.

L'ÉVÊQUE DE MONTAUBAN M'A RÉTABLIE SOUS LE GOUVERNEMENT DE
JEAN DANTHON ABBÉ GÉNÉRAL DE LA CONGRÉGATION DES ANTONINS, EN
ME FAISANT FONDRE SOUS L'INVOCATION DE SAINT-ANTOINE.

HENRI LEJEUNE HUMBLE COMMANDEUR DU MONASTÈRE M'A FAIT REMON-
TER AU CLOCHER L'AN 1707.

REBATI.

Enfin Mgr Barbier de Montault a communiqué de la part de
M. Allard, instituteur à Coutières, la copie d'une inscription relevée
dans l'église de Rouillé, chapelle dite de Saint-Hilaire, sur la tombe
d'un seigneur de Venours, village de la commune de Rouillé :

Elle est ainsi conçue.

Cy. gist. le corps de Messire
de la Maison-Neuve
écuyer seigneur
de Venours, âge
de 66 ans, décédé
le 5 mars 1763.
Il fut très doux et
pacifique.
Des malheureux le
ferme appui.
Sa probité rare et
antique.
Hélas chrétiens
prions pour luy.

Lignes inégales : lettres majuscules de l'époque, fort bien conser-
vées ; couronne de comte surmontant un écu, 3 besaces, je crois
dans le champ de l'écu.

Sur la demande de M. le trésorier, il est ensuite procédé au tirage
au sort de quatre obligations qui doivent être remboursées. Ces
obligations portent les n^{os} suivants ;

275, à M. Léon Bodin ;

193, à Madame Mesnard ;

2, à M. Ducrocq ;

51, à M. le comte Arsène Lecoindre.

A la suite de cette opération, M. le trésorier indique en quelques mots quelle est la situation financière de la Société à la fin de l'année 1896.

Lecture.

M. Ledain lit la suite de son étude sur les maires de Poitiers.

La séance est levée à 10 h. 1/4.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications venant des départements.

1° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, tome 50.

2° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, années 1895 et 1896, 4° fascicule.

3° Revue Savoisienne, n° de novembre-décembre 1896.

4° Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XXIII. Sixième livraison.

5° Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, n° juillet-août 1896.

6° Mémoires de l'Académie de Nevers, tome XVIII.

7° Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome XLV, 1^{re} livraison.

8° Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 4^e livraison de 1896.

9° Bulletin de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, tome X, 2^e livraison.

10° Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord, supplémentaire au n° 1 de l'année 1897.

11° Bulletin de la Société académique du centre, n° d'octobre-décembre 1896.

12° Bulletin n° 11 et supplément au bulletin n° 11 (1896) de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord.

13° Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orléanais, 2^e trimestre de 1896, n° 158. — A lire : une note de M. le cha-

noine Cochard sur les imprimeurs et les libraires du département de la Vienne par M. de la Bourlière.

14° Bulletin de la Société Dunoise, janvier 1897.

15° Bulletin de l'Académie d'Hippone, n° 28.

16° Comptes-rendus des réunions de l'Académie d'hygiène, année 1896.

17° Bulletin de la Société des arts, des sciences et arts, tome XIV, n° 4.

Publications régionales.

1° Bulletin de Saint-Martin, janvier 1897.

2° Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des archives historiques de la Charente-Inférieure, n° du 1^{er} janvier 1897.

3° Le mois bibliographique n° du 1^{er} janvier 1897.

Publications venant de Paris.

1° Le Correspondant, numéros des 10 et 25 décembre 1896, du 10 janvier 1897.

2° Revue des questions historiques, n° du 2 janvier 1897.

3° La Revue des provinces de l'Ouest, nos de décembre 1896 et du 15 janvier 1897.

4° Mélusine, novembre-décembre 1896, à lire : la suite des dictons et proverbes Bretons par M. Ernault.

5° Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, nos 1 et 2 de l'année 1896.

6° Bulletins de la société d'anthropologie, fascicule 5 de l'année 1896 (en double exemplaire).

7° Bibliothèque de l'école des Chartes, tome LVII, 5^e livraison. Septembre-octobre 1896, à l'art. bibliographie se trouve un article sur le recueil des documents concernant le Poitou contenu dans les registres de la chancellerie et publié par M. Paul Guerrée.

8° Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires publiées sous les auspices du ministre de l'instruction publique, tome VIII.

9° L'alliance scientifique, n° de novembre 1896.

10° Comptes-rendus de l'académie des inscriptions et belles-lettres, bulletin de septembre-octobre 1896.

11° Revue archéologique, novembre-décembre 1896.

12° Revue historique, janvier-février 1897.

13° Journal des savants, n° de novembre et de décembre 1896.

14° Bulletin monumental, 7^e série, tome 1^{er}.

Publications venant de l'étranger.

1° Bulletin de l'académie royale d'archéologie de Belgique, tome XXVIII, 2^e partie.

2° Bulletin du cercle historique et archéologique de Gand, n° 5 et 6.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1897.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4 sous la présidence de M. Carré.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 21 janvier, qui est adopté.

Le Président dépouille la correspondance qui comprend :

1° Une lettre du R. P. de la Croix expliquant les raisons qui l'empêchent d'assister à la séance de ce jour.

2° Une lettre de M. Bonneton, membre correspondant, indiquant que plusieurs auteurs ont confondu Charroux situé dans l'Allier avec Charroux Vienne ; qu'il a l'intention de faire un travail indiquant ce qui appartient à chacune de ces localités, et qu'il sollicite des renseignements pour l'aider dans ses recherches.

Le Président fait ensuite l'énumération des volumes reçus depuis la dernière séance ; on en trouvera la description à la suite du présent procès-verbal.

Dons

M. le Président fait hommage à la Société, au nom de l'auteur, d'une allocution que M. Charles Tranchant a, comme président de la Société de législation comparée, prononcée à l'ouverture de la session de cette Société : il fait remarquer que M. Tranchant a dans son allocution rendu hommage à la mémoire de deux membres qui ont appartenu à la Société des Antiquaires de l'Ouest, M. Jules Simon et M. le Comte Fernand de Montesquiou.

Notes sur la famille Rasseteau par René Papillault, l'un de ses descendants. Don de l'auteur.

— Jallet, curé de Chérigné — Idées élémentaires sur la constitution. Brochure offerte par M. H. Carré.

— Notes sur Guillaume IX d'Aquitaine (Palustre), offertes par Mgr Barbier de Montault.

M^{me} de Courseulle offre neuf volumes des mémoires et vingt-cinq bulletins publiés par la Société.

Au nom de l'auteur, M. Lièvre, M. le commandant Marais fait don de deux brochures récemment parues.

1. Les Teiffales du Poitou.

2. Pirelongue et la question des Piles.

M. le commandant Marais fait hommage du moulage en plâtre de la médaille de Pierre de Sacierges, évêque de Luçon, par Jean de Candida. En voici la description : PETRVS — ÉPYSCOPVS — LVXIONENSIS.

Buste de profil à droite; bonnet carré sur la tête; costume de magistrat. — Au-dessous du buste : SACIERGES.

R. Dans le champ, la devise de Sacierges :

DO | MAT | OMNIA | VIR | TVS

Ce moulage a été pris sur l'exemplaire en argent du cabinet des Médailles. La médaille de Sacierges est très rare. Elle n'est pas signée. Elle a été étudiée par M. de la Tour dans la Revue Numismatique, année 1895, p. 268.

M. le commandant Marais ajoute que M. Ginot a recueilli des notes intéressantes sur Sacierges au sujet de la fondation par ce personnage du collège Géléaxis à Poitiers.

M. Ginot offre à la Société, au nom de M. Charles Clémot, de Magné, un jeton représentant sur la face un écusson un peu fruste, un chevron accompagné de deux roses en chef et d'un roc en pointe. Ces armes ne figurent pas au dictionnaire héraldique de M. Grandmaison. Le revers représente une couronne royale soutenue en l'air et près d'un demi-soleil par une main placée à droite; cette couronne se reflète dans l'eau située au-dessous, et deux chiens, l'un à droite l'autre à gauche, se précipitent sur cette image. En exergue, la devise : AVIDI FALLUNTUR IN UMBRÆ.

La Société possède dans son médailler un jeton portant cet em-

blème et cette devise ; mais au lieu de l'écu précité se trouvent les armes de France et en exergue : LUDOVICUS XIII UMBRÆDEI GRATIA FRANCIAE ET NAVARAE REX

Communications

M. Alfred Richard, fait part de son intention de réfuter sur certains points le travail de M. Lièvre sur les Teiffales du Poitou dont un exemplaire vient d'être offert à la Société. Il indique quelles sont les divergences qui existent entre M. Lièvre et lui sur les postes occupés en Poitou par la colonie des Teiffales, véritables gendarmes, auxquels César assignait, ainsi qu'aux Sarmates, des camps autour desquels ils étaient chargés de maintenir l'ordre. Une intéressante discussion s'élève sur cette question.

M. Luguët, revenant sur une communication antérieure au sujet de hachettes en fer gravées et travaillées à jour, dont l'une lui appartient et l'autre fait partie de la collection de feu M. Gaillard de la Dionnerie, annonce à ses collègues qu'il a soumis ses conjectures au savant conservateur du Musée de St-Germain-en-Laye. Il donne le résumé de la lettre dans laquelle M. Salomon Reinach lui dit :

« Il n'est pas douteux que les objets qui vous occupent sont des hachettes d'apparat ; leur caractère scandinave est également évident, bien qu'elles puissent avoir été fabriquées ailleurs qu'en Scandinavie. »

Ainsi se trouveraient confirmées les deux hypothèses précédemment émises par M. Luguët. Il exprime l'espoir d'arriver à une conclusion ferme, quand il aura exposé au Congrès des Sociétés savantes le résultat de nouvelles recherches faites dans tous les ouvrages spéciaux contenant des documents sur cette matière, et discuté les opinions qui se produiront au Congrès.

M. Luguët fait connaître à la Société le résultat des fouilles pratiquées par ses collègues de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure dans le FANUM gallo-romain de la gare de Chagnon-Ste-Même. Ces travaux, provoqués par le remarquable Mémoire sur le fanum de Pirelonge lu par M. Lièvre au Congrès archéologique de France à Saintes en 1894, ont été dirigés par MM. le docteur Guillaud, professeur à la Faculté de médecine de Bor-

deaux, Cantaloube, capitaine de frégate, et Musset, bibliothécaire de la Rochelle.

La mise à jour d'un soubassement carré de 10m. 40 de côté bâti en blocages cimentés au pourtour, et en moellons libres au milieu, ayant pour base le roc naturel à 0m. 50 de profondeur, la constatation d'une enceinte de murs cimentés de forme quadrangulaire, au pourtour, de 25 m. 25 sur chaque face, semblent confirmer jusqu'ici l'ingénieuse hypothèse de M. Lièvre.

Enfin, au fond d'un trou creusé dans le roc, était cachée une tête de divinité qualifiée de magnifique, avec quelque exagération, par le Bulletin de la Commission des Arts. M. Alfred Richard fait observer à ce moment que cette tête a pu être enfouie à l'époque où pour éviter la destruction des idoles, on les cachait en terre. Il en connaît d'autres exemples. M. Luguët ne veut pas trop contrarier sur ce point l'assertion enthousiaste de ses collègues. Il est si naturel de trouver beau, magnifique même ce que l'on vient de découvrir. Il faut respecter ce sentiment chez les inventeurs. La vue de la photographie va d'ailleurs réduire tout à ses proportions véritables, et mettre les choses au point. Cette tête en pierre du pays est une œuvre d'art, si l'on veut, mais d'un art un peu grossier. Que représente-t-elle ? Probablement une divinité. Peut-être Isis, peut-être Isis-Mercure, la Déesse Fortune associée au dieu des Marchands, au Mercure Viator, dont les Fana étaient les temples.

Nous le saurons mieux plus tard si l'on découvre ses attributs, soit la corne d'abondance, soit le caducée qu'elle portait à la main.

Il sera intéressant d'étudier les points de comparaison à établir avec un bloc sculpté découvert dans le même endroit et déposé chez M. Ogier de la Jallet, à Saint-Jean-d'Angély.

En attendant nous avons ici la photographie d'une autre pierre sculptée trouvée près de la tête. Cet objet, dont la forme rappelle celle d'une Antéfixe, se présente avec des proportions et une configuration pouvant faire supposer qu'elle surmontait la tête d'Isis, et était scellée sur le sommet du crâne par un tourillon dont le calibre est déterminé par le trou encore très apparent. Ce symbole, d'exécution très imparfaite, représentait peut-être les plumes dont on ornait souvent la tête d'Isis Fortune.

Enfin, le 20 janvier, les ouvriers ont découvert une plaque trian-

gulaire en bronze portant sur une face une feuille de lierre estampée ; plus, deux tablettes en plomb de 0^m10 sur 0^m08 couvertes de caractères cursifs.

En attendant que ces inscriptions aient été déchiffrées et traduites par M. Jullian de l'Université de Bordeaux qui les étudie, M. Luguet établit une comparaison entre ces objets, et ceux qui sont décrits dans l'article de M. Hild, Doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers sur les Elphésia Grammata (Dictionnaire de Daremberg et Saglio).

Il serait intéressant de savoir si ce sont des amulettes du genre des Abraxas, des combinaisons de lettres cabalistiques, de même nature que celles auxquelles les Grecs et les Romains attribuaient le pouvoir de détourner la peste, et de guérir une foule de maladies ; si ce sont des *Sartes* semblables aux plaques fatidiques auxquelles les gens superstitieux demandaient la révélation de l'avenir, puisant à l'envi dans ces recueils de sorcellerie. Peut-être une connaissance empirique vague de la métallographie donnait-elle quelque autorité à ces superstitions par des cures de névropathes que l'application de ces plaques aurait délivrés de douleurs locales.

Il est des cas où des pratiques superstitieuses sont la forme élémentaire de vérités scientifiques appelées à se dégager plus tard. Ainsi lorsque Columelle recommande aux jardiniers de marquer les arbres d'un trait rouge dans la pépinière, afin de leur conserver la même orientation au moment où ils les plantent à demeure, il avance la pratique observée par les horticulteurs modernes. Ceux-ci savent bien, en effet, que l'orientation du midi dans les deux cas n'est pas indifférente par suite de l'action des rayons solaires sur les tissus végétaux.

En tout cas, il reste peu d'espoir de trouver sur les plaques en question des documents nouveaux qui seraient assurément bien précieux, sur la destination du vieux Fanum gallo-romain.

A la suite de cette communication, il est procédé au vote sur la présentation, en qualité de membre titulaire résidant, de M. Brun, architecte à Poitiers. M. Brun est admis en cette qualité.

Lectures

M. Ernault donne lecture d'une notice sur le vieux mot français *Saintier* et son rattachement au mot *Seing*.

M. Boissonnade lit une partie d'un travail sur la meunerie et les moulins à Poitiers et en Poitou au moyen âge.

M. de la Marsonnière donne lecture d'une notice de M. de Mondion sur un Sceau de Pierre de Mondion.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit l'énumération des volumes reçus depuis la dernière séance.

Publications poitevines

Archives historiques du Poitou, t. XXVII, contenant :

Lettres du comte du Lude et autres personnages relatives à l'administration du Poitou de 1559 à 1580, publiées par M. Bélisaire Ledain.

M. Ledain achève dans ce volume la publication de la correspondance de Jean et de Guy de Daillon, comtes de Lude, l'un après l'autre, gouverneurs du Poitou.

Lettres Missives de Jehan de Chourses, seigneur de Malicorne, gouverneur du Poitou de 1585 à 1603, publiées par M. Léo Desavre avec une introduction. Jean de Chourses est le successeur de Guy de Daillon ; sa correspondance embrasse encore une grande partie des troubles.

Lettres adressées à Marie de Bastarnay, comtesse du Bouchage, sa mère, par Anne de Joyeux, en 1787, pendant les campagnes du Poitou publiées par Leo Desavre avec introduction.

Etats de dépenses des garnisons protestantes des provinces de Poitou, Angoumois, Guyenne et Languedoc, de 1598 et 1599, publiées par M. Cesbron.

Le volume se termine par un Index des noms de personnes et de lieux.

Dons.

Notes sur la famille Rasseteau, par René Papillaut, l'un de ses descendants, broch. 1897.

Publications de l'Etranger.

Les Mittheilungen de Zurich I. XXIV fascicules 3 et 4. Zurich 1896, Don de la Société des Antiquaires de Zurich, très nombreuses illustrations.

Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, t. X. Livraisons III et IV, juillet-octobre 1896.

V. Deux études sur les tapisseries, la première de M. Fernand Donnet, la seconde de M. G. Cumon.

V. Un article sur les Inscriptions, sur ardoise, de l'abbaye de Villiez, accompagné de planches.

Annales du cercle archéologique de Mons, t. XXV, in-8. 1896.

V. Les prisons de Mons sous le régime français, par Félix Hachez.

V. Les vues gravées de la ville de Mons et des monuments par Charles Rousselle.

Boletín de la Real Academia de la Historia.

T. XXX. f. I. Madrid, in-8. 1897.

T. XXX, f. II (février).

Publications de la section historique de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg (ci-devant Société archéologique du Grand-Duché) vol. XLV. Luxembourg, 1896.

The architectural record V. VI, n° 3, New-York.

The Numismatic Chronicle. 1896. Part. IV, Londres.

Publications de Paris.

Le Journal : *le Droit à la vie*, n° du 30 janvier 1897. Un entre-filet intitulé : Un Sansay Normand.

La Revue de l'Histoire des Religions. Dix-septième année, t. XXXIII, n° 3, mai et juin, t. XXXIV; n° 4, juillet et août; t. XXXIV. n° 2, septembre et octobre, in-8. 1896, p. dans les derniers numéros deux articles de L. Knappest intitulés : le Christianisme et le paganisme dans l'histoire ecclésiastique de Bède le Vénérable.

Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements. Paris, Plon in-8. 1896.

V. Quelques œuvres d'art inédites à Oiron par l'abbé Bossebœuf, Président de la Société archéologique de Touraine.

V. Un architecte de la cathédrale de Limoges, au commencement du xvi^e siècle, par Louis Bourdery. Cet architecte serait Jacques Barbe, d'après une reconnaissance par devant notaire, du 25 juillet 1527.

V. Notes sur le Musée d'Angoulême, par Emile Biais, conservateur du Musée.

Au point de vue plus général deux publications intéressantes : Des Renseignements intimes sur les Saint-Aubin, d'après les papiers de leur famille publiés par Victor Advielle, et une étude de M. Armand Gasté, professeur à la faculté des Lettres de Caen, sur le portrait original de d'Alembert par de la Tour (Collection de M. Daniel Danjou à Caen).

Nouveau dictionnaire de géographie universelle dit de Vivien de Saint-Martin, continué par Louis Rousselet, 2 fascicules, les suppléments 5 et 6, du mot Berlin au mot Caroline.

Le Correspondant, n° du 25 janvier 1897.

— n° du 10 février.

L'archæologia de Paris. — Revue mensuelle, 1^{er} n°, dirigée par Graville.

Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, pour l'année 1896, 4^e série, t. XXIV. Bulletin de novembre-décembre.

A V : Les voies de commerce dans la géographie de Ptolémée, par M. Vidal de la Blache.

L'activité scientifique de la France en Afrique depuis quinze ans, par M. Cagnat. Circulaire bibliographique trimestrielle d'Armand Colin, éditeur.

Publications des départements

Recueil de la commission des monuments historiques de la Charente-Inférieure, et Société d'Archéologie de Saintes.

4^e série, t. III, janvier 1897.

Compte-rendu de l'excursion de 1896, entre Seudre et Gironde, par M. Georges Musset.

A propos du fanum gallo-romain de la gare de Chagnon Ste-Même — on rappelle qu'en 1894, au Congrès archéologique de France, à Saintes, il fut beaucoup question des piles romaines dont il existe 2 spécimens encore debout, Pirelonge près de Saujon et Ebéon, près de Saint-Jean-d'Angély.

Revue des provinces de l'Ouest, n° du 31 janvier 1897.

Bulletin de la Société Archéologique d'Eure-et-Loir, n° 226, janvier 1897.

Bulletin de la Société Archéologique de Touraine, t. X, 2^e trimestre de 1896.

V. Une étude de M. L. Bossebœuf sur le temple gallo-romain de Minerve à Yzeures, Annales de la société d'Agriculture, Sciences, Arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire, 2 fascicules correspondant au dernier semestre de 1895.

8 fascicules formant l'année 1896.

Bulletin de la Diana, V. l'allocution du vicomte de Meaux, président, sur la mort de M. de Poncins, auteur des cahiers de 1889.

Bulletin de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, n° du 9 février 1897.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, t. XXXV, 1896.

V. Un voyage sur les bords de la Loire en 1729.

Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne. Deuxième série, 1896, nos 9 et 10, novembre et décembre.

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 15^e année, 4^e trimestre de 1896.

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, t. XVIII, in-8, avec planches et figures dans le texte. Le travail important de ce volume est une monographie de Collonges (Corrèze).

Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble, et Viviers, 7 fascicules, formant l'année 1896, entière ; le 7^e fascicule est un supplément, le Bulletin paraissant tous les deux mois.

Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Châlon-sur-Saône, t. VIII, 2^e partie, Châlon-sur-Saône, in 4. Toute cette partie du tome VIII, est occupée par un rapport de M. L. Bidault sur les sépultures mérovingiennes de Noiron-les-Citoux, petit village de la Côte-d'Or.

Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau, 1894-1895, 11^e série, t. XXIV. Pau, in-8, 1895.

V. Une étude sur Jacques de Bela, protestant de marque et érudit du début du xviii^e siècle.

Le Journal *le Brionnais*, compte rendu d'une séance de la Société libre d'agriculture de l'Eure (17 janvier 1897) M. Poréc, Curé de Bournainville, inspecteur de la société française d'Archéologie, résume les fouilles entreprises au Villeret par le R. P. de la Croix.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, t. X V. Quatrième bulletin, 1896. — A voir : Art. sur Saint Evroult aux XI^e et XII^e siècles.

Inventaire sommaire des Registres de la Jurade, 1520 à 1783, publié et annoté par Dast le Vacher de Boisville, secrétaire général de la Société des Archives de la Gironde. Volume premier, Bordeaux in-4 de 908, p. 1896.

On y trouve une préface; une table des rubriques : un texte allant du mot Abbaye au mot Avoine; un index chronologique; un index alphabétique.

Le Journal *l'Echo de l'Oise*, Compiègne, du 23 janvier 1897, contenant le compte-rendu des travaux de la Société historique de Compiègne en 1896.

Mémoires de la section des lettres de l'académie des sciences et lettres de Montpellier.

T. I, n° 5, 1895. Caractères historiques du Languedoc pendant les deux derniers siècles de l'Ancien régime.

T. I, n° 6 et 7.

Bulletin de St-Martin (Abbaye de Ligugé) 5^e année, n° 4, fév. 1897.

SÉANCE DU 18 MARS 1897.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4 sous la présidence de M. Carré.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 18 février qui est approuvé, puis le Président dépouille la correspondance qui comprend :

1° Une lettre du Secrétaire perpétuel de l'Académie royale d'histoire de Madrid, qui annonce l'envoi à titre de don fait à la Société d'un exemplaire de la loi romaine des Wisigoths dont le manuscrit appartient à la Cathédrale de Léon.

2° Une lettre du Comité d'initiative du monument à élever à Montreuil-Bellay à Alphonse Toussenel, à Charles Dovalle, à René

Moreau et à Pierre Duret, originaires de cette ville, sollicitant une subvention de la Société. M. le Président fait savoir que le Conseil d'administration a voté l'envoi d'une somme en rapport avec les ressources de la Société.

3^e Une lettre de M. Revillout, conservateur au Musée du Louvre, indiquant les conditions auxquelles il sera possible de faire partie de la mission officielle qui doit se rendre en Egypte et en Nubie sous sa direction scientifique.

4^e Une lettre de M. l'abbé Largeault de Niort envoyant le texte d'une inscription dont il sera parlé aux communications faites en cette séance.

Le Président énumère ensuite les volumes qui lui ont été adressés depuis la dernière séance, on en trouvera la liste et l'analyse à la fin du présent procès-verbal, puis il fait connaître les dons qu'il a reçus.

Dons.

Du ministère de l'Instruction publique.

L'Essai sur la géographie de l'Auvergne, par M. L. Gobni (ouvrage publié dans les mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand).

Le concile de Clermont en 1095 et la 1^{re} croisade, par M. l'abbé G. Régis Crégut. — Ouvrage publié dans les mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand.

De l'Académie royale de Madrid. — Le code Théodosien.

De M. Gabriel de Mortillet, l'Homme, journal illustré des Sciences Anthropologiques, 1884, n^o 48, 25 septembre.

Revue mensuelle de l'école d'Anthropologie, 7^e année, I, 15 janvier 1897.

Réforme des livres de l'Enseignement.

Catalogue de la collection Gabriel Gavet. (Monnaies antiques et monnaies françaises, dont la vente se fera les lundi 29 et mardi 30 mars 1897).

De M. Anatole de Roumejoux : trois brochures dont il est l'auteur.

— L'ornementation aux époques mérovingienne et carlovingienne. (Extrait du compte-rendu du LXI^e Congrès archéologique de France tenu à Saintes et à La Rochelle).

— Neuvième excursion archéologique.

— Le Château de Claud.

De M. le comte Ch. de Beaumont, Inspecteur de la Société archéologique de Touraine : Un prototype inédit de la tapisserie d'Artémise.

Bulletin mensuel de la Société de secours aux blessés militaires des armées de terre et de mer. — Croix Rouge, n° de janvier et de février 1897.

On y trouve le texte d'une conférence de M. Marcel Monnier, secrétaire général du comité de Poitiers. Elle a pour titre : *L'assistance aux blessés français, avant la convention de Genève et pendant la guerre de 1870.*

Dons faits en séance.

M. le commandant Marais fait don de la photographie d'une statuette en pierre trouvée par le R. P. de la Croix dans les fouilles du Puits de Mercure, déposée au Musée de la rue des Grandes-Écoles. Monsieur Salomon Reinach considère cette statuette (une femme assise sur un animal. — Cheval ou taureau) — comme une représentation d'Epona. C'est la première qui ait été rencontrée dans le Poitou.

M. l'abbé Bleau offre, de la part du jeune Edouard Galletier, élève du lycée, un jeton en plomb, dont les caractères graphiques semblent remonter au seizième siècle. D'un côté, il porte en relief un calice, accosté de deux objets ronds qui paraissent représenter des pains, et pour exergue cette parole : Priez Dieu. De l'autre côté, il porte une croix, avec cet exergue : Église de Lezay.

Plusieurs membres indiquent que c'est là un méreau protestant, petite pièce servant de signe de reconnaissance aux réformés.

M. Alfred Barbier offre à la Société deux monnaies à l'effigie d'un chef Gaulois, trouvées dans les environs de Poitiers.

Elles sont en bronze et ont subi l'action corrodante du feu. L'une pèse 1 gr. 40 cent. l'autre, moins fruste, 1 g. 50 cent. Sur les deux piécettes figure à l'avvers une tête à droite, avec une guirlande autour des reins, au-dessus une couronne, à l'exergue un fleuron. Sur la mieux conservée de ces monnaies on lit facilement : Atectori.

Ce type est décrit dans le Catalogue des monnaies de la bibliothè-

que nationale, publié en 1889 par M. Chabouillet, conservateur au département des médailles et antiques. Il en signale neuf aussi en bronze (n^{os} 4345 à 4352) dont le poids varie entre 1 gr. 18 cent. et 1 gr. 79 c.

Le complément naturel du catalogue précité est l'Atlas des monnaies gauloises de Henri de la Tour. A la planche XII, n^o 4349, on peut voir un dessin correct de notre médaille qu'il fait entrer dans la famille des Petrocores, ce qui serait peu vraisemblable d'après les explications qui vont suivre.

M. Anatole de Barthélemy a publié en 1873, dans le tome XXXVII, p. 493 des Mémoires de notre Société, une étude sur des monnaies gauloises trouvées en Poitou et Saintonge. Ce savant numismate pense qu'Atectorix était un chef poitevin. Depuis, une épitaphe trouvée à Saintes et publiée par M. le capitaine Espérandieu dans l'Epigraphie romaine du Poitou et de la Saintonge, p. 171, pourrait faire croire que ce chef gaulois passé aux Romains comme Duratius était d'origine santonne.

Le trésor du vieux Celtique de Alfred Holder, publié en allemand, contient dans la première livraison, p. 254, une notice très instructive sur le nom d'homme Atectorix, ainsi que le texte de diverses inscriptions antiques qui semblent se rapporter à ce chef dont elles attestent la notoriété.

Quoi qu'il en soit, ces médailles, peu communes, figureront bien dans la collection de numismatique du musée des Grandes-Ecoles.

M. Barbier offre encore de la part de M. l'abbé Courtaud, curé d'Adilly, une monnaie d'argent qu'il faudrait attribuer à Charles Le Chauve (840-877). Cette monnaie, d'une conservation parfaite, a été trouvée à Orbissouze, commune d'Adilly. En voici la description :

Avers : CARLVS REX FR entre deux grénétis, croix cantonnée de quatre globules.

Revers : XRISTIANA RELIGIO. Temple trétrastyle (à quatre colonnes de front) sur deux degrés, le fronton triangulaire surmonté d'une croix ; au centre du temple une croix. Grénétis au pourtour ; poids 2 gr.

« Si l'on admet, dit Maurice Prou (v. son Catalogue des monnaies Carolingiennes) que le type du temple n'a été introduit dans le monnayage qu'après le couronnement de Charlemagne, il faut rapporter

au règne de Charles le Chauve tous les deniers à ce type et à la légende CARLVX REX FR ou CAROLVS REX FR, ou simplement CAROLVS REX. Le style de la plupart de ces monnaies ne contredit pas à cette classification ; si quelques-unes paraissent par la grossièreté du dessin et de la frappe postérieures à Charles le Chauve, ce qui indique une immobilisation du type, aucune ne semble devoir se placer avant les monnaies du même type au nom de Louis le Pieux. »

Communications

Le R. Père de la Croix, après avoir exposé les raisons qui l'empêchent de faire à la séance de ce jour une communication relative aux fouilles qu'il vient d'entreprendre à Berthouville, fait circuler vingt photographies reproduisant les pièces remarquables qui composent le trésor dit de Bernay.

Ces photographies intéressent vivement les membres présents qui admirent ces objets d'une haute valeur artistique.

M. l'abbé Alfred Largeault, de Niort, envoie la communication suivante :

Une inscription vient d'être découverte à Niort dans un bâtiment attenant à l'ancienne église des Cordeliers qui sert actuellement de temple protestant. Elle contient l'épithaphe d'un gardien de ces religieux, Jean Léger, licencié en théologie, mort le 12 septembre 1625. C'est lui qui releva de ses ruines le couvent qui avait beaucoup souffert pendant l'occupation protestante. Les bâtiments avaient été incendiés, trois religieux avaient été mis à mort : le P. Ruellon, gardien et docteur en théologie ; Le P. Citoys et Biguger qui, dit l'obituaire du couvent, furent hachés en morceaux.

Le texte de l'inscription contient des lettres liées et quelques mots abrégés. Le chiffre 2 dans la date de l'année de la mort et dans celle du mois a une forme particulière. La restitution du texte ne présente du reste aucune difficulté.

HIC INFERIVS, IACET REVERENDVS ADMODVM PATER.

AC FRATER IOANNES LIGER LICENTIATVS.

IN THEOLOGIA, QVI INFERIORA CON

CVLANS SUPERNA SVSCEPIT EVADOVA.

DVM VIVERET, SEIPSYM
FRATRESQVE SVOS QVIBVS GVAR.
DIANVS ERAT IMPRIMIS HORTA
TVS, INFIMA NIMIRVM HVIVS.

DOMVS TEMPORALIA PROVEXIT ET AVXIT. OBIIT AVTEM ANNO DOMINI
1625 DIE VERO SEPTEMBRIS 12. QVI CALCATIS PRECES EIVS ATTENDITE.

Une seule chose demanderait une explication, c'est le mot *Evadova* qui termine la 4^e ligne. Quelle signification comporte-t-il ? J'avoue l'ignorer. C'est peut-être une pure invention. Je livre le mot tel qu'il est à la sagace interprétation des membres de la Société des Antiquaires de l'Ouest.

M. Luguët soumet à l'assemblée les réflexions suivantes :

La publication de l'inscription de la cloche de la Foucaudière donnée comme une nouveauté par le procès-verbal de janvier, date de 3 ans, et doit être attribuée à son véritable auteur, Mgr Barbier de Montault. On objecte qu'on pouvait ignorer ce travail donné à une Société éloignée de notre région. La réponse est facile :

Si ce travail a paru dans le bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, c'est que la cloche fut faite sous le pontificat de Jacques des Prez, 23^e évêque de Montauban, qui eut en commandement les Abbayes de l'Etoile, de Nouaillé, de Saint-Benoît, de Quincy et de Montierneuf.

M. Luguët signale à la Société une publication qui intéresse notre histoire régionale. C'est le livre de M. Berthélé qui a pour titre : *Carnet de voyage d'un antiquaire Poitevin*. On y trouve des notices sur des savants et les artistes du Poitou et de la Saintonge. M. Héron de Villefosse l'a offert de la part de l'auteur à l'Académie des Inscriptions.

M. Luguët soumet à l'examen de ses collègues deux objets trouvés à Poitiers. Une patène dorée du xiii^e siècle portant au centre une main qui bénit ; — et, en outre, une tige de calice en cuivre doré du xv^e siècle, artistement travaillée. Les cabochons et les émaux ont disparu, ainsi que la coupe probablement fondue parce qu'elle était d'un métal plus précieux. Le bureau se prononcera sur la question de savoir s'il y aurait lieu d'accepter pour nos annales la publication que Mgr Barbier de Montault en ferait volontiers, à la condition qu'elle soit accompagnée de planches.

A ce propos M. Luguet appelle l'attention de la Société sur les faits regrettables dus à l'ignorance et à l'incurie des possesseurs d'objets anciens. Beaucoup d'objets précieux échappent à notre Musée, et sortent de notre province, parce que ceux qui les possèdent négligent de se renseigner sur leur valeur. Tout récemment encore une grande croix émaillée du ^{xvii}^e siècle d'une valeur de 5.000 fr. au minimum a été cédée pour 25 fr. à un amateur Angevin.

— M. Luguet fait en quelques mots l'historique de la découverte d'un trésor dans la propriété de M. d'Hauteville près de Cognac. En défonçant le terrain pour y planter de la vigne, un ouvrier trouva à 0 m. 50 c. de profondeur toute une série d'émaux champlévés de Limoges, datant du milieu du ^{xiii}^e siècle. La pièce capitale est un Triptyque de très grande dimension reproduisant la vie du Christ. On n'en connaît qu'un autre semblable, c'est le fameux Triptyque de Chartres.

Les autres pièces principales sont : une croix surmontant le Triptyque.

— Une coupe, suspension destinée à recevoir la réserve eucharistique. Cet objet, infiniment curieux, d'un travail artistique admirable, est plus que rarissime, il est unique. En effet, le Canonistrum du même genre qui se trouve à Rome, n'offre avec celui-ci que des analogies lointaines, et il est fort dégradé.

— Quatre croix processionnelles, par fragments détériorés ; les cabochons qui y étaient sertis ont disparu.

— Christ en croix, pièce absolument hors ligne, et qui atteindrait un prix inestimable, le jour où l'on découvrirait les potences de la croix.

— Partie antérieure d'une splendide chasse analogue à celle de Closterneuburg en Autriche.

— Clochette en bronze non émaillé, d'une époque postérieure. La valeur vénale de cette trouvaille est représentée par un très gros prix approximativement fixé à 150 mille francs. Quant à sa valeur artistique elle est inestimable.

Il faut espérer que des fouilles nouvelles pratiquées plus minutieusement ajouteront d'autres pièces à ce trésor si précieux qu'il peut être classé déjà avec les monuments d'Yzeure et de Berthou-

ville, au premier rang des grandes découvertes archéologiques de l'année.

La société des Antiquaires de l'Ouest ne sera point étrangère à l'honneur des grands travaux inspirés par des documents aussi importants, et il en rejaillira surely un certain éclat. Deux de ses membres en effet, les présenteront au monde savant : le *Mémoire d'Yzeure* et *Berthouville* sera l'œuvre du R. P. de la Croix, et la publication du *Trésor de Cherves* est réservée à Monseigneur Barbier de Montault.

La Société archéologique de la Charente, en votant l'impression du texte et la publication de belles planches dignes des objets reproduits, rend en quelque sorte hommage à notre Société par le choix de l'homme le plus compétent sur ces matières, le digne émule, nous pourrions dire : le Maître des Palustre et des Rupin, celui qui a su découvrir à Charroux des émaux datant de Charlemagne, à Poitiers même le plus ancien de tous les émaux connus offert à Ste Radégonde par l'empereur Justin. Avec un esprit critique remarquable et une sagacité infinie, il a reconnu en Italie et en Sicile des merveilleux produits de notre art national, les exemplaires nombreux de ces opus Lemonticum appliqués à l'ornementation des objets sacrés et profanes. Notons, en passant, que, par une singulière et heureuse coïncidence, une artiste de haute lignée originaire du Poitou semble appelée à préparer la renaissance de cet art par la reproduction des tableaux de maîtres.

C'est assurément interpréter le sentiment de tous que d'exprimer à M. d'Hauteville et Mgr Barbier de Montault, avec nos remerciements, l'hommage de notre reconnaissance. En nous permettant de contempler ces quelques spécimens d'un grand art disparu, ce ne sont pas les miettes de la table du riche qu'ils laissent tomber jusqu'à nous, c'est un festin royal auquel ils nous convient.

M. le Trésorier fait connaître à la Société qu'il a remboursé les obligations suivantes sorties au dernier tirage :

51 à M. Arsène Lecointre, à Poitiers.

195 à Mme veuve Menard, à Béruges.

275 à M. Bodin, notaire, à Poitiers.

En conséquence il y a lieu d'incinérer les titres, opération à laquelle il est immédiatement procédé.

La quatrième obligation sortie (n° 2) est encore à rembourser.

Il est ensuite procédé au vote sur la présentation comme membre titulaire résidant de M. Cons, Recteur de l'Université de Poitiers.

M. Cons est élu en cette qualité.

M. le Président fait connaître que la séance du mois d'avril, devant avoir lieu le jeudi saint, est renvoyée au jeudi 29 du même mois.

Lectures

M. Boissonnade lit un travail sur la Meunerie et le commerce du blé en Poitou depuis le xvi^e siècle jusqu'à la Révolution.

M. Ledain continue la lecture de son étude sur la chronologie des maires de Poitiers.

La séance est levée à dix heures et demie.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance, autres que ceux compris parmi les dons.

Publications des départements

Revue des provinces de l'Ouest. N° du 28 février 1897. V. Jeanne d'Arc et la Normandie au xv^e siècle (J. de La Pouxrière).

Revue du Bas-Poitou — 9^e année, 4^e livraison, 1896.

— Un article de M. O. de Rochebrune. Le temple gallo-romain d'Yzeures. Rapprochement entre les blocs découverts par le R. P. de la Croix et les débris de la même époque trouvés au Mont-Dore.

— Un art. de M. A. Melay. Les établissements d'instruction primaire à Montaigu avant et depuis 1789.

— Quelques pages du Journal d'un Fontenaisien sous la Terreur.

— Dans la chronique une page est consacrée au R. P. de la Croix.

Bulletin de la société de géographie de Rochefort, t. XVIII. Année 1896, n° 4. Dernier trimestre.

V. Le régime de la Terreur à Rochefort. Jugement du tribunal révolutionnaire du 8 frimaire an II (28 novembre 1793). Il s'agit du procès et de la condamnation de marins échappés de Toulon, lors de la trahison du contre-amiral de Trogoff. Ils étaient presque tous de la Charente-Inférieure.

Le journal *le Droit à la vie*, n° du 28 février 1897. A voir: Un Sanxay

Normand ; résumé des fouilles du R. P. de la Croix à Berthouville.

Le mois bibliographique, 5^e année, n^o 2, 1^{er} février 1897.

Revue de Saintonge et d'Aunis, XVII^e vol. — 2^e livraison, n^o de mars 1897.

— V. Une protestation contre l'abolition des titres de noblesse (1790) par le marquis de Beauchamps, seigneur de Champfleury et de Grand-Fief.

— V. Cartes de visite Saintongeaises. — Détails intéressants sur les cartes de visite qui se présentent sous forme de petits cartons personnels, à partir de 1750, avec armoiries gravées, etc.

Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis ; table des matières et table des noms propres, pour l'année 1896.

Société de Borda (Dax-Landes), 21^e année, 1896, 4^e trimestre.

V. art. de M. Jacquart : Les miroirs chez les anciens.

Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise, t. XVI, 2^e partie.

V. art. sur Crèvecœur-le-Grand (Oise), par M. A. Seillier ; notamment ce qui a trait au château, car le château fut visité par François I^{er}, Louis XIV, et tout à fait fortuitement, en 1789, par l'acteur Talma,

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXIV. — Janvier-février 1897.

V. Quelques pages sur Jean Texier, second imprimeur de Périgueux.

Bulletin historique de la Société des Antiquaires de la Morinie, t. IX, année 1896, 4^e fasciculo.

Mémoires de la Société archéologique du midi de la France, t. XV, 2^e livraison, in-4, 1896.

V. Eloge de M. le Comte de Monsabert, par M. J. de Rey-Pailhade.

V. Le livre du Prévôt de Toulouse (xiii^e-xviii^e siècles.)

V. Les Chapiteaux de Saint-Cernin, par M. J. de Lahondès. L'église Saint-Cernin contient près de cinq cents chapiteaux ; M. de Lahondès en donnent de curieuses reproductions.

V. art. sur les Signets ou marque des illettrés du pays de Luchon au xvi^e siècle.

Bulletin de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, n° du 6 mars 1897.

Bulletin de St-Martin, mars 1897.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences et arts de Rochecouart, t. VI, n° 5, 1896.

Catalogue mensuel de L. Clouzot, Niort.

Bulletin de la Société académique d'agriculture de Poitiers, n° 327.

V. conférence Nocard.

Publications de Paris

Revue des études Grecques, t. IV, n° 35-36 (juillet-décembre 1896).

Le Correspondant, 69^e année, n° du 25 février et n° du 10 mars 1897.

Bibliothèque de l'école de Chartes, t. LVII, 6^e livraison ; novembre-décembre 1896.

V. trois discours sur M. le comte de Mas-Latrie ; l'un de M. Paul Meyer, directeur de l'école des Chartes, l'autre de M. Gervois, garde général des Archives Nationales, le troisième de M. Babelon, président de la Société de l'école des chartes.

Quatrième table de la Revue historique (1891 à 1896, Paris 1896, in-8° inclusivement).

Revue historique, 22^e année, t. LXIII^e, livraison 2 (mars et avril) de 1897.

V. art. sur le Chatelet de Paris vers 1400, par L. Batiffol.

Mélusine, t. VIII, n° 7, janvier-février 1897.

V. les Origines du Fétichisme, par E. Lefèbvre.

Prospectus du nouveau dictionnaire de Larousse illustré, en 6 volumes.

Journal des Savants, janvier et février 1897.

Revue archéologique, 3^e série, t. XXX, janvier-février 1897 :
— V. les Nouvelles recherches sur la faune et la flore des vases peints de l'époque mycénienne, par Frédéric Houssay.

Publications de Paris

Revue de la Société des études historiques, 62^e année — 1896, in-8°.

V. quelques pages de M. Wiesener sur le Régent, l'abbé Dubois, L. Stair, et M. de Toscq.

V. Occupation du Hanovre par les Français pendant la guerre de sept ans par P. Coquelle.

Publications de l'Etranger

Bulletin du Cercle historique et archéologique de Gand. — 4^e année, n° 7 (1897).

Mattheilungen des historischen vereines für Steiermark, XLIV, Heft Gvaz 1896.

Kongl Witterhets historie ock.

Antiquitets Akademiens.

Manadsblad, 1892.

Stockholm 1893-1897.

Boletin de la Real Academia de la Historia t. XXX. C. III, mars 1897.

L'INSCRIPTION DU PEU-BERLAND

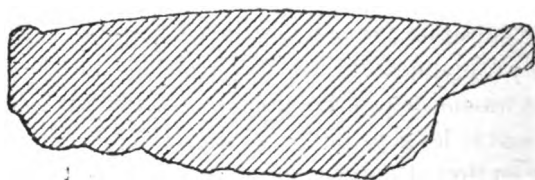
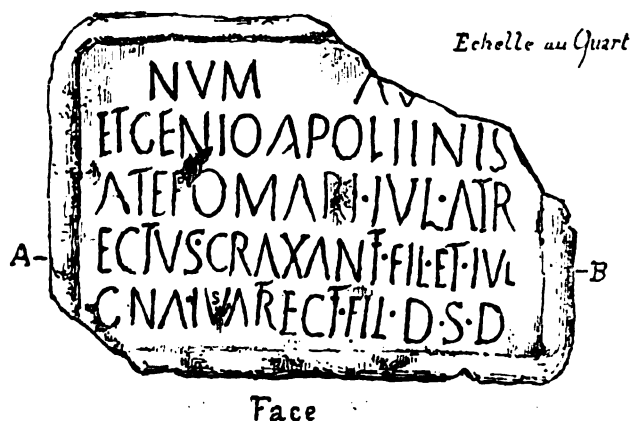
Par M. J. A. HILD

Doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers.

Au mois de mars 1894, un maçon occupé à démolir un mur en pierres sèches, dans une petite propriété qu'il possède à 600 mètres du bourg de Mauvière, arrondissement du Blanc (Indre), dégagea une pierre munie d'une inscription qui mérite, ce me semble, les honneurs d'une interprétation détaillée. La découverte m'en a été signalée le 27 avril 1896, par le R. P. de la Croix qui, avisé, s'était rendu sur les lieux et rendu acquéreur de ce monument lapidaire. Il résulte de la lettre qu'il voulut bien m'adresser à cette occasion que l'inscription avait dû être apportée à l'endroit où elle fut trouvée, d'une colline distante de 500 mètres, nommée le Peu-Berland, colline voisine de la route qui est une ancienne voie romaine et remplie de substructions antiques. « Ces terrains, écrit le P. de la Croix qui y a pratiqué des sondages, sont jonchés de tuiles romaines et de tessons de poteries antiques. On y trouve des débris de constructions et les gens du pays ont l'habitude d'y faire des fouilles pour en tirer des matériaux tout prêts. C'est sans doute, ainsi que l'inscription est entrée dans le mur où elle a été trouvée. La pierre sur laquelle elle est gravée a, de face, 0,20 sur 0,28 et 0,13 d'épaisseur. Un des angles est brisé et elle semble avoir été atteinte par le feu; sa face inscrite est légèrement cintrée. » En développant la courbe, le P. de la Croix est arrivé à reconnaître que la pierre avait fait partie d'un monument circulaire de 0,96 centimètres de diamètre; la lecture de l'inscription nous apprend que ce monument était un cippe servant d'autel votif, analogue à celui qui figure, sous le n° 426, dans l'article *Ara*, du Dictionnaire des Antiquités de Daremberg et Saglio (I, p. 235). Voici d'ailleurs le fac-simile très exact, tel qu'il a été dessiné au quart par le P. de la Croix lui-même.

NUM (ini) AU (gusti) ET GENIO APOLLINIS ATEPOMARI IUL (ius)
 ATRECTUS CRAXANT (i) FIL (ius) ET IUL (ius)
 CNAIUS ATRECTI FIL (ius). D. S. D.

L'interprétation des trois noms, Craxantus, Atrectus et Cnaius ne me paraît offrir aucun intérêt particulier; le troisième est purement



Coupe prise sur AB.

latin et les deux autres sont déjà connus par divers monuments épigraphiques (V. Holder *Alt.-Celtischer Sprachschatz*, p. 271; Robert, *Epigraphie gallo-romaine de la Moselle* et une fibule (n° 23465) du musée Saint-Germain; pour *Craxantus*. V. Holder, *ib.*, p. 4157 et *Corp. Inscr. Lat.* III, 4815.)

La dédicace à la divinité d'Auguste et au génie d'Apollon *Atepomarus* n'apporte pas seulement un curieux document à l'histoire du culte des empereurs dans la Gaule Romaine; elle nous révèle encore

un vocable nouveau d'Apollon qui y paraît identifié avec un dieu celtique inconnu. A ces deux points de vue l'inscription de Peu-Berland sort de l'ordinaire.

La faveur dont jouit le culte d'Apollon sous le règne d'Auguste est connue; l'empereur avait laissé répandre la croyance qu'il était lui-même un fils de ce dieu, en vertu d'une généalogie mystérieuse, dont le culte des héros chez les Grecs et celui des génies chez les Latins offrent plus d'un exemple. Suétone raconte à ce sujet une anecdote caractéristique, qu'il dit avoir recueillie dans un ouvrage d'Asclépiade de Mendès, historien contemporain de l'empereur : « *Atiam, cum ad sollemne Apollinis sacrum media nocte venisset, posita in templo lectica, dum ceterae matronae dormirent, obdormisse; draconem repente irrepsisse ad eam pauloque post egressum, illam expergefactam quasi a concubitu mariti purificasse se; et statim in corpore ejus extitisse maculam velut picti draconis, nec potuisse unquam exigi, adeo ut mox publicis balneis perpetuo abstinuerit; Augustum natum mense decimo et ob hoc Apollinis filium existimatum.* (Suet., *Octav.*, 94). Pour forger cette histoire, dans une intention évidente de flatterie, Asclépiade n'avait guère qu'à puiser dans ses souvenirs; les exemples sont nombreux, dans la légende grecque, de dieux qui ont eu commerce avec des femmes mortelles, parfois sous la forme d'un serpent, et qui ont ainsi engendré des personnages éminents. (V. entre autres la légende du héros Astrabacus, devenant le père de Démarate, roi de Lacédémone (Herod., vi, 69). Répandues dans le public, des légendes de ce genre favorisaient la pratique de l'apothéose, qui entra dans les mœurs romaines pour la première fois, au profit d'un personnage vivant, après la bataille d'Actium. C'est alors que le culte de la personne d'Auguste fut associé par les rois d'Asie à celui de la déesse Roma; c'est alors aussi que ces mêmes rois songèrent à se cotiser pour achever l'Olympieion d'Athènes, afin de le dédier au génie de l'Empereur. (Suet., *Oct.*, 60). A Rome même ce génie prit place entre les Lares publics; le Sénat faisait élever des autels en son honneur et ordonnait que l'on jurât par son nom : *jurandasque tuum per nomen ponimus aras.* L'Espagne et la Gaule se hâtèrent aussitôt de suivre cet exemple; auprès de l'autel de Rome et d'Auguste à Lyon se réunirent les députés de cinquante peuplades, pour reconnaître, dans une sorte de

profession religieuse, le caractère divin du maître de l'empire (1). « C'est ainsi, dit Minutius Félix, qu'ils invoquent le nom d'Auguste, qu'ils prient auprès de son image, qu'ils imploront son génie c.-à-d. son démon. » (*Octav.*, 39); cf. Preller, *Roem. Myth.*, p. 773. L'inscription de Peu-Berland est un témoignage, avec bien d'autres, de ce culte de l'empereur dans les Gaules; ce témoignage est d'autant plus intéressant que la divinité d'Auguste se trouve associée au génie d'Apollon, c'est-à-dire que l'apothéose de l'empereur est motivée par ses prétentions généalogiques.

Le culte du Génie d'un dieu, distinct du dieu lui-même, est un des raffinements du polythéisme gréco-romain, au moment où l'esprit philosophique le pénètre en attendant qu'il le fasse périr. Le premier document qui le concerne en Italie remonte à l'an 58 av. J.-C. et provient du temple de Jupiter Liber à Furfo. (*C. Inscr. Lat.*, I, 603; et Orelli-Henzen, 2488). En pays étrangers les Romains se servirent de cette vague notion du génie d'un dieu pour préparer l'identification des divinités exotiques avec les leurs propres. De là les inscriptions relativement nombreuses qui parlent du génie de *Cocidius*, dieu celtique identifié avec Mars, du génie d'*Alaunus* identifié avec Mercure, de celui de *Dolichenus* identifié avec Jupiter, de celui d'*Auzius* invoqué en Afrique et dont le sens exact m'échappe. Le génie d'Apollon *Atepomarus* invoqué sur l'autel du Peu-Berland est à ajouter à cette série. V. *Corp. Inscr. Lat.*, VII, 644; VIII, 262; 8438; 9014; 2632; V. 326; Orelli-Henzen, 1257; 5716; 5866; Seidl, *Dolichenuscult.*, p. 69, n° 43).

Le nom d'*Atepomarus* n'était connu jusqu'à ce jour que comme un nom d'homme; il a été relevé plus d'une fois parmi les signatures des potiers qui, à l'époque Gallo-Romaine, ont fabriqué dans la région des Pictons (V. Richard, *Marques de potiers*, nos 45, 46, 47, 311; dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1883). Il fut porté dans l'histoire par un roi Gaulois dont Aristide de Milet raconte les aventures (fragm. chez Plut. *Parall. Gr. et Rom.* 30, p. 313 A.); il figure sur diverses inscriptions (V. Holder, *Alt-celtischer Sprachschatz*, pp. 257 et 59).

(1) Suét. *Claud.* 2. Dion Cass. 54, 32. Strab. iv, p. 193 et 8 Liv. *Epit.* 139, cf. Boissieu. *Inscript. de Lyon*, pp 82-59 et p. 413.

Voici la note que mon collègue M. Ernault me remet sur la signification de ce nom : « Le sens du Gaulois *At-epomarus* est littéralement : *Valde equis* ou *equo magnus*, cf. H. d'Arbois de Jubainville, *les Noms gaulois chez César*, I, 120, 121. Ceci permet d'expliquer par une composition équivalente l'épithète du même dieu : *Amarcolitan* (o), au datif, pour laquelle l'*Alt-celtischer Sprachschatz* ne présente pas d'interprétation. *A-marco-litan* (os) doit signifier *valde equis amplius* ; cf. Holder, à ce mot-A ; *Marcón* (accus.) « cheval » est cité par Pausanias, X, 19, 12, et *Litanam*, acc. fém. par Tite-Live, XXIII, 24 ; cf. d'Arbois de Jubainville, *Etudes grammaticales sur les langues celtiques*, 86, 87. »

Apollon est invoqué sur des inscriptions sous les vocables celtiques de *Grannus* (*Corp. Inscr. Lat.* III ; 5388, 5861, 5870, 5871, 5873, 5874, 5876, 5881 ; VII, 1062), de *Maponus* (ib., VII, 218) et de *Belenus* (ib., V, 737, 741, 748, 749, 753). L'une des inscriptions en l'honneur d'Apollon *Grannus* donne en même temps à ce Dieu l'épithète d'*Amarcolitan* ; d'autre part Apollon *Belenus*, vénéré sur les bords du Rhin, le long des Vosges et dans la région Danubienne, semble avoir été un héros solaire qui, à ce titre, pouvait avoir le cheval comme attribut.

C'est là sans doute qu'il faut chercher la raison de l'identification de l'Apollon romain avec un dieu *Atepomarus*. Les Romains, qui n'avaient pas, comme les Grecs, un dieu spécial du soleil, mirent parmi les attributions d'Apollon la conduite du char d'Hélios à travers le ciel, comme ils préposèrent Diana sa sœur, identifiée avec Latoue, à l'astre des nuits. C'est ce que dit Cicéron : *Apollinis nomen est graecum quem solem esse volunt.* (*Nat. Deor.* II, 68). Apollon chez les Grecs mêmes n'était-il pas associé à la légende de héros solaires comme Bellérophon et Persée, qui ne vont pas sans coursier fabuleux ? N'est-il pas en rapport, non seulement avec Helios lui-même et Phaéton, mais avec Poséidon invoqué sous les vocables d'*Hippios* ou d'*Hippogêtès* ? Je me borne à rappeler le début du *Chant Séculaire* où Horace, interprète de la religion officielle qui vient de préposer Apollon à cette fête, salue ainsi le dieu : « *Alme Sol, curru nitido diem qui promis et celas.* cf. Ovid., *Fast.*, III, 109 : *Signaque quæ longo frater percenscat anno, ire per hæc uno mense sororis equos.*

Voilà, ce me semble, le biais par lequel l'Apollon des Romains put être identifié avec les divinités solaires des pays celtiques qui avaient le cheval parmi leurs attributs. (Sur ces divinités, v. *le Cycle mythologique irlandais*, par M. d'Arbois de Jubainville, 96 et sq. : l'équivalent des Fomôré dans la mythologie grecque, etc.). L'Apollon *Atepomarus* de notre inscription comme l'Apollon *Grannus* et l'Apollon *Belenus*, qui est le plus connu, sont redevables de leur existence à une double identification, l'une toute romaine d'Apollon avec le dieu *Helios* des Grecs, l'autre gauloise, d'une divinité indigène avec Apollon ainsi transformé. La flatterie qui unit le génie de cet Apollon à la divinité d'Auguste inspire d'ailleurs plusieurs des inscriptions qui sont en l'honneur de *Belenus* : ce Dieu y est appelé *Augustus*. Il est vrai que celles-ci sont d'une époque beaucoup plus récente. (V. *Corp. Inscr. Lat.* III, 4774 ; V, 734 ; 738, 741 et sq.) et qu'*Augustus* n'y a que la valeur d'un qualificatif.

L'autel votif du Peu-Berland semble bien être du règne d'Auguste lui-même ; la divinité de l'Empereur y est en effet nettement invoquée et distinguée du génie d'Apollon, qui la motive : ce qui ne pouvait guère avoir lieu qu'au temps où la légende d'Auguste, fils d'Apollon, était en pleine faveur.

L'expression même de *Numen Augusti* fait partie alors de la langue officielle et elle est employée couramment par les poètes. V. entre autres Hor., *Od.*, IV, 5, 34 : *Laribus tuum miscet numen* ; cf. Suét., *Claud.*, 14 ; Tac., *Ann.*, I, 73). Sur un monument votif, une dédicace de ce genre ne paraît guère probable, passé le règne de Tibère. Je crois donc devoir placer l'autel du Peu-Berland à l'époque même de celui des Ubiens dont il est question chez Tacite (*Ann.*, I, 37 et 59) qui existait déjà en l'an 10 après J.-C. et à l'époque de l'autel de Lyon qui fut dédié le jour des calendes d'août de l'an 11. Aux épigraphistes de profession de décider si les caractères mêmes de l'inscription s'accroissent de cette date.

RELIURES ARMORIÉES

Par X. BARBIER DE MONTAULT

J'ai rencontré dans le Mirebalais (Vienne) trois reliures armoriées, dont il importe de faire mention. Une reste dans le pays, une autre est allée en Touraine, la troisième est en vente. On ignore comment ces ouvrages se trouvent en Poitou, cependant il y a quelque probabilité qu'Ellies du Pin provient de l'abbaye bénédictine de Saint-Cyprien de Poitiers.

J'insiste à dessein sur ces curiosités bibliographiques, parce qu'elles sont actuellement très recherchées et qu'elles ont leurs amateurs et collectionneurs spéciaux. Après avoir décrit héraldiquement chacun des trois écussons, j'en proposerai l'identification, qui confine à l'histoire.

I

M. Claveau, curé de Varennes, a hérité en 1893, à la succession du curé de Thurageau, d'un ouvrage intitulé: *Continuation des essais de morale*, Paris, Guillaume Desprez, 1687. La marque du libraire est celle d'un janséniste: deux mains se serrant mutuellement (pour la foi), en avant d'une ancre (pour l'espérance) et soutenant un cœur enflammé (pour la charité), que surmonte l'Esprit Saint, avec la devise: HOC FAC ET VIVES. *Luc, 10*. Au titre, figure le nom du propriétaire, écrit à la main: *De Seignelai 1692*. Les quatre volumes, de format in-12, sont dorés sur tranche et reliés en maroquin rouge, gaufré d'or: sur les deux plats, écu en accolade, à la couleuvre tortillée en pal des Colbert, timbré d'une couronne de marquis et entouré des colliers des ordres du roi (S. Michel et le St-Esprit). Au dos, quatre fois répété, un chiffre, surmonté de la couronne de marquis et composé des trois initiales J B C (*Jean Baptiste Colbert*).

J'ai consulté à son sujet la *Société française des collectionneurs d'Ex libris*, qui siège à Paris et qui s'occupe également de ce genre de reliures. Telle est la gracieuse et docte réponse d'un de ses mem-

bres les plus distingués, M. le Docteur Bouland, qui concorde avec ce que j'ai pu recueillir de mon côté dans les dictionnaires historiques (1).

Paris, ce 14 mai 1894.

Monseigneur, Le secrétaire de notre société vient de me remettre votre carte, accompagnée de votre adresse et du frottis. Par un curieux hasard, votre question est justement un cas exceptionnel, en admettant que les dates indiquées par vous soient bien exactes, et les mots de *Segnelai 1692* d'une écriture de l'époque. Voici pourquoi.

Il n'y a eu que deux Colbert, marquis de Segnelai, chevaliers des ordres du roi, ayant pour prénoms Jean-Baptiste *seulement*; l'un était mort en 1683 et l'autre en 1690: c'est le P. Anselme qui nous l'apprend dans les Chevaliers du St-Esprit, et vous n'admettez probablement pas plus que moi, que l'un ou l'autre soit ressuscité pour mettre son nom avec la date 1692 sur l'ouvrage en question? Mais voici où pourrait bien se trouver la vérité, seulement c'est à contrôler: il y avait un autre Colbert, qui était chevalier des ordres, et qui portait aussi les prénoms de *Jean-Baptiste*; c'est le marquis de Torcy, qui a été fait *chancelier* des ordres en 1701. Celui-là aurait donc pu se servir des mêmes fers, armes et monogramme, s'il se fournissait chez le même relieur, ce qui est probable, car, à cette époque, les relieurs n'abondaient pas et c'était chez eux généralement que restaient les fers à dorer. Mais voilà... lui n'aurait pas écrit *de Segnelai 1692*... il aurait probablement mis *de Torcy 1692*...; et puis peut-être aussi n'aurait-il *rien mis du tout*, et c'est une main étrangère qui a pu ajouter l'inscription. Vous avez eu les volumes sous les yeux, tandis que moi je n'ai absolument que le frottis qui, dans l'espèce, est insuffisant, puisque c'est la représentation des Colbert Segnelai cités plus haut. Si donc on veut éclaircir cette question, il faut d'abord bien contrôler les dates, étudier l'écriture; ce n'est qu'après cela qu'on pourra se former une opinion, car vous devez savoir aussi bien, sinon mieux que moi, que dans ces attributions on ne saurait s'entourer de trop de garanties.

Agrérez, je vous prie, Monseigneur, l'expression de mes sentiments respectueux.

L. BOULAND. »

La solution qui s'impose en présence de cette difficulté chronologique me paraît être celle-ci. Deux noms doivent être écartés: le

(1) Il y a trois Colbert, qui ont eu pour prénom Jean-Baptiste et le titre de marquis. Jean-Baptiste Colbert, marquis de Segnelai, fut ministre des finances et surintendant des bâtiments, sous Louis XIV: il mourut en 1683. Son fils aîné, Jean-Baptiste Colbert de Segnelai, fut ministre et secrétaire d'Etat, pendant le même règne: sa mort arriva en 1690. Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy, neveu du précédent, fut nommé secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, en 1689: sa mort survint en 1746.

premier Colbert, mort en 1683, puisque le volume fut imprimé en 1687; le troisième, car il avait pris le nom de Torcy. Reste donc le second. L'autographe ne serait pas de sa main, mais à peu près contemporain, car il aurait été apposé deux ans après sa mort. *De Seignelai* peut donc signifier: provenant de cette maison par héritage ou vente ou encore appartenant à la bibliothèque du château de Seignelai.

M. le curé de Varennes a fait don de l'ouvrage à la Société des Antiquaires de l'Ouest, qui le remercie de sa générosité.

II

M. le curé de Charrais possède un exemplaire de la *Nouvelle bibliothèque des auteurs ecclésiastiques*, par Ellies du Pin; 2^e édit., Paris, Pralard, 1688, in-8°. Les dix-sept volumes sont tous reliés en maroquin rouge, avec filets et écussons dorés.

Sur le dos, le coq est répété quatre fois entre les nerfs, au-dessus d'une bande où une fleur de lis, couronnée et entourée d'une cordelière, alterne trois fois avec un dauphin (?), orné de même et figuré deux fois.

Sur les plats sont empreintes les armes du propriétaire, hautes de six centimètres et larges de cinq et demi.

L'écusson en accolade porte un coq, tourné à dextre, la patte dextre levée. Il est entouré d'un cartouche, timbré d'une couronne ducale, auquel pend, à un cordon de feuilles et de fleurs, la croix de l'ordre du St Esprit et appuyé sur deux masses en sautoir dont l'extrémité est fleurdelisée; le tout, sur un manteau fourré d'hermine et sommé d'un mortier.

Mettant de nouveau à contribution la science du Docteur Bouland, j'ai la satisfaction d'insérer ici sa lettre, qui ne laisse rien à désirer.

Paris, ce 3 juin 1894

Monseigneur, Cette fois, j'aurai le plaisir de vous donner un renseignement précis et certain. Les armoiries appliquées sur cette reliure sont celles du chancelier Lonis Boucherat, Seigneur de Compans, mort le 2 septembre 1699. Sa bibliothèque était considérable: aussi les livres bien reliés et à ses armes ne sont-ils pas très rares, sans pour cela être communs. Dans mes séances aux ventes et chez les bouquinistes, j'en ai déjà rencontré d'assez beaux spécimens. Je n'achète plus de livres armoriés,

quoique j'en aie cependant quelques-uns chez moi ; je me borne à en faire les frottis avec un noir spécial que j'ai inventé à cet effet et dans le but de publier quelques travaux sur ce sujet, ce que j'ai commencé déjà dans les *Archives des Collectionneurs d'Ex-libris*.

Recevez, Monseigneur, l'expression de mes sentiments distingués.

Docteur L. BOULAND.

III

L'Histoire du vicomte de Turenne, par l'abbé Raguenet, Paris, Nyon, 1744, est un volume in-12, de 222 pages, en deux tomes, avec un portrait. On lit, au feuillet de garde :

« Ego infrascriptus, Societatis Jesu sacerdos, in collegio regio Turonensi scholarum præfectus, testor ingeniosum adolescentem Petrum Roussel, ex liberalitate et munificentia Illustrissimi Ecclesiæ principis Domini de Fleuri, Turonensis archiepiscopi, in solemni (1) premium meritum ac consecutum esse. In cujus rei fidem has ipsis (2) litteras manu nostra subscriptas et sigillo collegii munitas (3) dedimus, die 29 augusti anni 1756. — J. A. Legrand S. J. ».

Le volume, relié en basane, porte en or sur ses plats les armes de Henri-Marie-Bernardin Rosset de Fleury, né le 26 août 1718, nommé archevêque de Tours le 27 décembre 1750, et sacré le 21 juin 1751. Il passa en 1774 au siège de Cambrai et mourut en 1781.

L'écusson, de forme ovale, est encadré dans un cartouche feuillagé, sommé d'une couronne ducal, enfilée dans la croix archiepiscopale posée en pal et timbré d'un chapeau à cinq rangs de houppes (4).

Voici la description du blason, telle que me l'a envoyée le regretté Léon Palustre, qui a acquis le volume, de M. le curé de Charrais, pour la Société archéologique de Touraine :

Ecartelé : au 1^{er}, d'argent, à un bouquet de trois roses de gueules, tigées et feuillées de sinople, qui est Rosset (5) ; au 2^e, de gueules, à

(1) Il manque à cet adjectif le substantif *distributione*.

(2) Sic pour *ipsi*.

(3) Le sceau du collège ne figure pas au-dessous de l'attestation.

(4) Il y a un rang de trop, le cinquième rang ne convenant qu'aux cardinaux.

(5) Armes parlantes, comme le 4^e quartier et le tout.

un lion d'or, qui est Lanet; au 3^e, écartelé d'argent et de sable (1), qui est Vissec-Latude; au 4^e, d'azur, à trois rocs d'échiquier d'or, 2 et 1, qui est Rocozel; et sur le tout (2), d'azur, à trois roses d'or, 2 et 1, qui est Fleury.

(1) La reliure offre une variante: d'après le pointillé et les hachures, on dirait *contre écartelé d'or et de gueules*.

(2) Les roses sont peut-être simplement des *fleurs* quelconques, par allusion au nom nobiliaire. L'écusson du tout est aussi de forme ovale.

Le Trésor des Reliques de la Cathédrale de Poitiers

RELIQUES DE SAINT IRÉNÉE

Par l'abbé COLLON

Les reliques de saint Irénéo, dont nous abordons l'historique, n'appartiennent pas, il est à peine besoin de le dire, à l'illustre martyr que l'Eglise de Lyon se glorifie de compter au nombre de ses pontifes. Il s'agit d'un saint de même nom, dont, en l'absence de tout document authentique, et malgré les efforts tentés, l'identification paraît impossible.

La provenance de ces reliques, qui comprennent presque tous les ossements d'un corps humain, leurs diverses vicissitudes, enfin leur conservation jusqu'à nos jours constituent les seules questions que, dans les conditions actuelles, il y ait lieu d'élucider. Par suite des destructions opérées à la fin de 1793 ou au commencement de janvier 1794, des actes officiels renfermés dans la châsse, nos recherches, même réduites à ces modestes proportions, fussent restées infructueuses, sans la découverte d'une enquête faite en 1812 par M^{sr} de Beauregard, et surtout sans le témoignage d'un contemporain de l'arrivée du corps saint à Poitiers. Mais avec ces deux documents, nous pouvons reconstituer une partie du passé, et trouver des renseignements dont il n'a pas dépendu des briseurs de reliques que nous ne fussions entièrement dépourvus.

Ainsi que nous l'avons déjà dit en fixant la date du transfert des reliques de sainte Antonine (1), une attestation du fabricien Audinet nous apprenait qu'en 1792 il avait lui-même transporté celles de saint Irénée, de l'église des Capucins à Saint-Pierre. Mais d'où provenaient les reliques appartenant alors à ces religieux? A quelle époque étaient-elles entrées en leur pouvoir? Qui les en avait mis en possession? Autant de questions auxquelles on ne pouvait opposer qu'une présomption, très plausible sans doute, mais insuf-

(1) LE TRÉSOR DES RELIQUES DE LA CATHÉDRALE DE POITIERS. *Reliques de sainte Antonine*, p. 48, note 5.

fisante au point de vue de la certitude exigée en pareil cas. Car les archives départementales ne possèdent que quatre titres concernant les capucins de Poitiers, et encore ne fournissent-ils que des listes de sépulture, dom Fonteneau n'a recueilli qu'un petit nombre de documents relatifs à leur établissement, et les archives municipales, assez complètes sur ce point, restent muettes sur le reste.

Mais si l'on se rappelle que vers 1680, pendant un séjour à Rome de leur définiteur général, Pierre Cothureau, issu d'une vieille famille de la bourgeoisie poitevine, les pères qui l'accompagnaient envoyaient des corps entiers de martyrs à l'abbaye de la Trinité et au monastère de Sainte-Catherine (1), on est assurément fondé à croire qu'ils n'eurent garde de s'oublier dans la répartition de ces pieuses largesses, et qu'ils durent même choisir avec un soin tout spécial les reliques dont ils se proposaient d'enrichir leur couvent. D'ailleurs la forme des tablettes qui supportent actuellement encore les ossements, la manière identique dont ils y sont fixés, la nature des divers ornements intérieurs, comme rubans, soieries, etc., donnent à la châsse de saint Irénée une telle ressemblance avec celle de sainte Victoire Marose que l'on peut vraisemblablement conclure à une communauté d'origine remontant à la même époque, c'est-à-dire vers 1678 (2). Ces diverses considérations, quelque importantes qu'on leur attribue, ne dépassent point, on le voit, la valeur de conjectures plausibles. Néanmoins, la pénurie des documents sur les Capucins de Poitiers obligerait à s'en contenter, si quelques notes, jetées en passant par un témoin oculaire, ne venaient en partie combler cette lacune.

Dans sa « *Continuation des annales d'Aquitaine* », l'abbé Bobinet, alors curé de Buxerolles, résidant à Poitiers, nous apprend qu'en l'année 1681 « les capucins, qui avoient apporté de Rome des reliques « auxquelles on donnoit le nom d'Irénée, en commencèrent la cérémonie de l'exaltation le 26 may, avec les cérémonies ordinaires « et concours des chapitres, processions et prédications, mais il y « eut quelque différent entre l'évêque (3) et le chapitre de Saint-Hilaire-le-Grand, pour ce qui concernoit la clôture, qui fut faite

(1) LE TRÉSOR DES RELIQUES DE LA CATHÉDRALE. *Reliques de sainte Antonine*, pp. 6 et suiv.

(2) *Ibid.* Relation comme a esté trouvé, etc., p. 7.

(3) Mgr Hardouin Fortin de la Hoguette.

« le 2 juin » (1). C'est peu, sans doute; toutefois, malgré son lachisme, cette note fait autorité, et dans l'espèce elle est décisive. Car, outre qu'elle confirme toutes nos conjectures, elle nous révèle, avec la provenance des reliques de saint Irénée, la date de leur arrivée dans notre ville. C'est donc pendant le séjour des capucins à Rome qu'elles furent découvertes, et ceux-ci les en rapportèrent à leur retour, en même temps que les corps de sainte Antonine et de sainte Victoire.

Certes, il est profondément regrettable qu'aucun acte authentique, qu'aucune relation des solennités célébrées à cette occasion n'ait échappé aux destructions révolutionnaires, mais le renseignement fourni par Bobinet nous en dit assez pour qu'on ne puisse révoquer en doute l'existence de ces documents. Il est vrai que, lorsqu'il s'agit des capucins, le curé de Buxerolles se plaît parfois à les malmenier, cependant l'ironie dont il assaisonne sa chronique ne lui fait point perdre de vue le respect de la vérité. Ainsi quand il parle d'un différend survenu entre l'évêque et le chapitre de Saint-Hilaire, il n'avance rien d'exagéré : le fait se trouvant consigné dans la délibération capitulaire de la célèbre collégiale, à la date du 7 juin (2).

Le grief reproché au prélat par les chanoines ombrageux à l'excès de tout ce qui semblait porter atteinte à leur juridiction se réduit à un événement de mince proportion. En effet, lorsque, le 26 mai, et non le 2 juin, l'évêque allait inaugurer à l'église des Capucins la série des fêtes en l'honneur de saint Irénée, il avait traversé la rue des Trois-Piliers, revêtu de l'étole, et béni la foule sur son passage. Peut-être même au cours de la cérémonie avait-il réitéré ces attentats contre les « privilèges, franchises, immunités et juridiction du chapitre ». Quoi qu'il en soit, il procéda à la bénédiction de la chässe dans laquelle furent alors déposées les reliques. Disons un mot de celle-ci.

D'une ornementation plus sobre que celle de sainte Victoire Marose, elle n'en présente pas moins un cachet fort artistique. D'ailleurs elle possède l'immense avantage d'être intacte. Ses dimensions sont de 85 centimètres de longueur sur 45 de largeur et un

(1) *Continuation des Annales d'Aquitaine*, t. II, année 1681, p. 1378. Bibl. de Poitiers, fonds des mss. n° 437.

(2) Arch. dép. de la Vienne. G. 549, reg. p. 236.

mètre de hauteur totale. Elle est en bois doré et se compose de trois parties : le socle, le coffret des reliques et le couronnement.

Le socle repose sur une tablette, des angles de laquelle de larges feuilles d'acanthé partent en retrait, puis par une courbe gracieuse viennent rejoindre le coffret. Une tête d'ange encadrée de quatre ailes, dont l'effet est très harmonieux, marque le milieu des deux faces principales. Sur le socle s'appuie le coffret de forme ovoïdale à sa partie inférieure, mais qui monte en s'élargissant jusqu'au milieu de sa hauteur, de telle sorte qu'à ce point les arêtes extérieures nettement accusées s'accroissent de plus en plus, et lui donnent la forme carrée qu'il présente à sa partie supérieure, dont chaque coin est déterminé par une tête d'ange aux ailes éployées à angle droit. Les quatre faces sont ajourées chacune d'une glace ovale, sertie d'une guirlande de feuilles d'oliviers, peut-être un peu lourde, mais vraisemblablement choisie à dessein, car on sait que l'olivier est l'emblème de la paix, dont le nom grec *Irénée* est le synonyme. A l'intérieur les reliques offrent la même disposition que celles de sainte Victoire Marose. Le couronnement représente un dôme assez simple. De la saillie d'une guirlande semblable à l'encadrement des glaces, retombent d'autres feuilles d'olivier, dont l'extrémité relevée de deux centimètres environ constitue une légère galerie, qui vient s'appuyer sur les bords du coffret. Enfin sur un support en forme de sphère aplatie dont la décoration répond à celle de la chaise, était fixée la croix (aujourd'hui remplacée par deux vulgaires planchettes dorées) — qui dominait jadis ce monument.

A partir des solennités dont nous avons parlé plus haut, la dévotion aux reliques de saint Irénée devint bientôt populaire à Poitiers. La fête célébrée en l'honneur de ce saint le 26 août (1) attirait à l'église des Capucins un grand concours de fidèles venus de toutes parts pour faire toucher des linges à la chaise, réciter des évangiles, pieux usages qui se maintiennent toujours au tombeau de sainte Radegonde.

Quelques prodiges auraient primitivement motivé cette vénération ? L'absence de documents ne nous permet point de l'affirmer.

(1) Nous ne savons sur quels documents se fonde le chanoine Auber, *Hist. de la cathédrale*, t. II, p. 448, pour fixer au 20 août la fête de saint Irénée, alors qu'un sacristain des Capucins dépose au procès-verbal de M^{re} de Beauregard qu'elle avait lieu le 26.

Toujours est-il que le sacristain Boissière, préposé pendant la Révolution à la garde des reliques rassemblées à la cathédrale, nous apprend que ces pratiques dévotieuses subsistaient toujours, même au plus fort de la Terreur. Or, pour affronter les pénalités que les manifestations d'un culte différent de celui de l'Être suprême, faisaient encourir à leurs auteurs, les fidèles devaient être mus par le puissant motif d'une efficacité surnaturelle, attribuée aux restes sacrés. Mais n'anticipons pas sur la période révolutionnaire à laquelle nous arrivons.

Dès le commencement de 1791, les effets mobiliers des Capucins avaient été placés sous séquestre; le 16 juillet, la municipalité faisait fermer les portes extérieures de leur église; le 4 février 1792, les citoyens Texereau et Motet (1) furent désignés pour vérifier les objets mis sous scellés, et enfin la vente ordonnée par le Directoire du département, « à la réserve des effets de la sacristie remis aux fabricqueurs de la paroisse de Saint-Pierre, » s'accomplit le 24 mars suivant (2). Toutefois dans l'intervalle la châsse de saint Irénée avait été portée à la cathédrale le 12 janvier.

Comment s'opéra cette translation ?

Il est inutile de se demander si les prescriptions canoniques interdisant le transfert des corps saints ou des reliques insignes, d'une église dans une autre, sans l'autorisation du Saint-Siège, furent observées (3). Le second évêque constitutionnel de la Vienne devait fort peu se soucier de recourir à Rome; d'autre part les municipaux poitevins n'avaient cure du droit, et enfin l'urgente nécessité s'imposait de les soustraire à des profanations inévitables. Le chanoine Auber nous parle d'une procession organisée par l'évêque pour recueillir les châsses et les transporter à « son église » après en avoir obtenu la remise du Directoire (4). Nous ne croyons pas que ce transfert dût s'effectuer avec autant de solennité. En voici la preuve :

Un arrêté du district avait désigné la cathédrale pour servir de dépôt aux ornements, meubles, etc., des églises. L'évêque n'eut donc point à solliciter au préalable la remise de ces pieux trésors ;

(1) *Registres des délibérations de la municipalité*, Hôtel de Ville, fol. 37, 38, 113.

(2) Arch. dép. Q. II. Lias. . n° 775.

(3) FERRARIS, *Biblioth.*, t. III, col. 1563, n° 64. Collection Migne.

(4) *Hist. de la cathédrale de Poitiers*, t. II, pp. 447 et 448.

mais uniquement à se préoccuper de s'en assurer la possession. Trouvant autour de lui, parmi ses fabriciens, l'un de ces hommes qui, tout en adhérant aux idées nouvelles, pensaient accomplir quelque bien, s'ils empêchaient quelque mal, le prélat choisit ainsi le sieur Audinet, et lui confia simplement le mandat de se faire délivrer les châsses et d'exécuter l'ordre du district. C'est du moins ce qui résulte, comme on le verra plus loin, d'une note qu'Audinet déposa dans la châsse de saint Irénée, et qu'il n'hésita point à reconnaître en 1812, lorsque M^{sr} de Beauregard recueillit sa déposition. A notre avis, cette note n'a point de raison d'être et ne s'expliquerait pas, si une procession solennelle avait parcouru la ville pour porter les reliques à la cathédrale.

Un an s'était à peine écoulé depuis le transfert des restes de saint Irénée qu'ils eurent à subir d'indignes profanations de la part des commissaires de la municipalité. Ces tristes personnages, qui se gardèrent bien, pour un motif facile à deviner, de laisser leurs noms dans les documents de l'époque, se ruèrent sur les reliques de notre saint avec plus d'acharnement que sur les autres. Non contents de fouler aux pieds le chef de saint Irénée, ils s'attachèrent surtout à faire disparaître tous les actes conservés dans la châsse. On retrouvera d'ailleurs tous ces détails dans le procès-verbal de l'enquête, faite en 1812 par M^{sr} de Beauregard, lorsque, le culte rétabli, l'on songea à reconnaître les reliques apportées à Saint-Pierre. Nous citons *in extenso*.

« Le vingtième jour du mois de septembre, l'an mil huit cent douze, nous, vicaire général, curé de la cathédrale, nommé commissaire par Messieurs les vicaires généraux, le siège épiscopal vacant, pour faire la vérification de quelques reliques, lesquelles sont restées déposées dans l'église cathédrale, durant les troubles de la Révolution, avons examiné une châsse en bois doré, en forme de monument, sur les angles de laquelle sont quatre têtes d'anges, et munie de glaces sur les quatre côtés d'icelle. Cette châsse ne nous a paru être munie d'aucun sceau, mais ayant été anciennement fermée, dans son recouvrement, par une serrure, qui nous a paru avoir été forcée. Dans le dedans de la châsse, nous avons observé des ossements de diverses dimensions, attachés sur une tablette, relevée à angle droit, couverte de satin rouge, lesdits ossements fixés

par des liens en fil de fer et des rubans, également de couleur rouge. Sur le haut de ladite tablette, il paroît une petite planche, couverte de satin rouge, traversée par une tige de fer, dans laquelle étoit fixée une tête qui a été enlevée.

« Nous n'avons trouvé dans ladite châsse aucun procès-verbal, ni acte authentique, mais nous avons remarqué, dans l'un des angles de ladite châsse, trois objets qui nous ont paru mériter une grande considération.

« Le premier est un simple billet de la dimension de sept pouces de long et de trois de large, en papier simple non signé, contenant ce qui suit : *Les reliques de Saint Irénée, venant des Pères Capucins, le quinze janvier mil sept cent quatre vingt douze, l'an quatrième de la Liberté, sous l'épiscopat de M. Montault, second évêque constitutionnel du département de la Vienne, sous la conduite du sieur Audinet, fabriqueur de la paroisse de Saint-Pierre, qui les a fait transporter dans ladite église, par ordre de Messieurs du département de la Vienne, séant à Poitiers.*

« Nous avons pensé que le sieur Audinet, partisan des opinions qui régnaient à cette époque, lesquelles proscrivaient tout ce qui tenoit aux anciens évêques, et détruisoient les actes revêtus de leurs sceaux et de leurs armoiries, auroit placé cet écrit dans la châsse, de laquelle il auroit retiré les procès-verbaux et les premiers titres venus de Rome, notre opinion ayant été que cette relique en étoit provenue. Nous avons présenté le susdit billet au sieur Boissière, présent à notre examen, ainsi qu'au sieur Girault, ancien libraire, également présent : le susdit Boissière, sacristain de l'église, et le sieur Girault ont l'un et l'autre reconnu le billet pour être écrit de la main du sieur Audinet dont ils nous ont dit avoir souventes fois vu l'écriture dans d'anciens comptes.

« Le second objet, trouvé dans la châsse, est un parchemin d'environ cinq pouces de long, de forme demi-circulaire, portant en simple trait l'image d'un tombeau, de forme antique, au-dessus duquel est représentée une colombe portant dans son bec un rameau d'olivier. Au-dessus du tombeau, on lit ces mots : *IRENEUS IN PACE*. Sur la gauche, près du tombeau, on a gravé avec un crayon rouge le monogramme *✠*, lequel signifie *Christo* ou *pro Christo*. Sur la droite, on voit aussi en crayon rouge, une figure carrée, que nous

avons jugé être la figure d'un vase, et sans doute on a voulu indiquer que les reliques de saint Irénée avoient été trouvées dans un tombeau, et que les objets qu'on a ainsi représentés y étoient gravés, c'est-à-dire la colombe, le monogramme et l'inscription *Irenæus in pace*.

« Ce monument, qui a échappé au vandalisme de la Révolution, est d'une grande importance. Il est certain que les tombeaux des martyrs, trouvés à Rome, dans les cimetières des Catacombes, portoient plusieurs de ces symboles : Souvent c'étoit le nom du martyr, avec ces mots : *in pace*. » Cette seule inscription étoit un titre et preuve de martyre. D'autrefois, c'étoit le nom du martyr et des palmes. Deux palmes indiquent le martyre et la virginité, quelquefois encore c'étoit le monogramme *pro Christo*. Les symboles les plus remarquables étoient la colombe portant un rameau. Jamais on n'a envoyé de Rome aucun corps de martyr sans y joindre, outre un acte authentique, sur un papier séparé, le nom propre du martyr si on l'avoit trouvé, les monuments gravés sur le tombeau et autres marques. Nous en avons trouvé quelques exemples, et on en rencontre un grand nombre dans l'ouvrage précieux de : *Roma subterranea*. Dans la châsse de sainte Antonine, conservée à la cathédrale, dont nous avons vérifié les reliques, parmi les titres qui n'ont pas péri, on trouve un papier venu de Rome avec le monogramme, des palmes, et l'inscription : *Antonina in pace*. Nous avons pensé que ce parchemin ainsi conservé étoit lui seul un témoignage authentique en faveur des reliques conservées dans la châsse, d'autant que personne à Poitiers n'eût pu imaginer et réunir tous les caractères dessinés sur ce parchemin.

« Dom Mazet, ancien bénédictin, connu par son goût pour l'antiquité, a reconnu la justesse de ces remarques, et a pensé que la colombe, l'inscription et le monogramme étoient gravés sur le tombeau même, dans lesquelles (*sic*) les reliques ont été trouvées, ce qui rend le nom de St Irénée martyr, glorieux et vénérable.

« Le troisième objet que nous avons trouvé dans la dite châsse est un fragment d'un petit vase de verre très certainement antique, grossièrement enveloppé dans un papier, qui contient cette inscription, en écriture soignée, dont les caractères sont anciens et semblables à plusieurs autres de l'avant-dernier siècle : « *Pars vasis*

in quo sanguis S. Irenæi M. erat. Nous avons bien remarqué que ce papier très chiffonné, pour avoir été souvent développé, étoit l'enveloppe d'une lettre missive adressée à un Prélat de haute qualité, en caractères italiens, sur laquelle on lit facilement ces mots : *Alla Santità di Nro Sign*, mais nous n'avons pu lire le nom propre de celui auquel cette lettre étoit adressée, ni le nom de la ville qui se trouve au bas de cette enveloppe, de laquelle les plis sont faciles à observer. Nous avons pensé que les mots : *Pars vasis*, etc... ont été écrits à Rome par ceux qui ont reçu les reliques, sur une enveloppe, qui est tombée sous leur main, dans l'office où les reliques sont conservées. Sans doute que ce titre n'eût pas été écrit à Poitiers sur un papier qui a dû être trouvé à Rome.

« Nous avons été autorisé à croire, de la réunion de ces divers objets et autres circonstances, que les reliques contenues dans la châsse sont celles de St Irénée, martyr, trouvées à Rome, dans un tombeau portant et le nom de ce saint, et les caractères qui prouvent son martyre. Nous pensons que ces reliques, qui étoient conservées et vénérées dans l'église des Religieux Capucins de Poitiers, y sont venues en l'année 1679 à 1680, qu'elles y ont été apportées par plusieurs religieux capucins, qui furent chargés à la même époque de remettre les reliques de St Antonine aux Dames de la Trinité, cette sainte ayant été trouvée à Rome en l'année 1679. C'est également à la même époque que les reliques de Sainte-Victoire Maroze, vierge et martyr, furent trouvées à Rome, et portées aux Dames religieuses de St-Catherine de Sienne. A quoi nous devons ajouter que la décoration intérieure des châsses de St Victoire Maroze et de St Irénée, la forme des tablettes, le placement des ossements et des têtes, qui ont été enlevées, semblent démontrer que ces châsses ont été disposées et ornées par les mêmes mains et en même tems.

« Nous avons entendu le sieur Boissière, sacristain de l'Eglise Cathédrale, depuis plus de vingt ans, et malgré les divers changements, toujours resté dépositaire des objets qui étoient déposés dans l'église, lequel nous a déclaré, sous son serment, à cause de la gravité de la matière, qu'il avoit toujours été persuadé que cette châsse contenoit des ossements de St Irénée martyr, ce qu'en effet nous lui avons ouï dire plusieurs fois, depuis dix ans; que la châsse de

St Irénée fut portée en l'Eglise Cathédrale en l'année 1792, en même temps que celle de S^{te} Antonine et de Sainte Victoire Maroze, et à l'époque où les autels des Capucins, des Dominicains et de la Trinité y furent transférés; que la Révolution ayant pris un caractère plus actif et plus sévère, vers la fin de l'année 1793, les commissaires de la municipalité s'étant transportés à la Cathédrale, ils ouvrirent les châsses de St Irénée et de S^{te} Victoire, en enlevèrent les têtes, qu'ils brisèrent avec d'autres reliques, sur le parquet de la salle capitulaire, ces mêmes têtes, desquelles il recueillit avec respect les fragmens, qu'en effet il nous a montrés, qu'il croit bien que les mêmes commissaires lacérèrent les procès-verbaux et autres titres; que tous ceux qui avoient vu la châsse présente sous les yeux avoient toujours reconnu qu'elle contenoit les reliques de St Irénée; que plusieurs personnes infirmes de la ville étoient venues le prier de faire toucher à ces saintes reliques, leurs habits et le linge de leurs personnes; enfin il nous a déclaré que depuis que ces reliques sont dans cette Eglise et à sa garde, il n'y avoit rien changé, ni ajouté.

« M. Joussant, prêtre, chanoine honoraire de l'Eglise Cathédrale, chargé spécialement du soin de la dite Eglise, nous a déclaré bien reconnaître la châsse, que nous avons mise sous ses yeux, pour contenir les reliques de St Irénée, martyr, que, pendant plusieurs années, il a vénérées dans l'Eglise des religieux capucins de Poitiers, et que suivant ses connoissances rien n'a été changé, ni altéré dans la dite châsse, sinon que la tête du saint, laquelle étoit placée au-dessus des reliques, a été soustraite et enlevée.

« Le sieur Girault ancien libraire, très instruit des objets religieux qui étoient conservés dans les Eglises de Poitiers, nous a fait la déclaration et affirmé qu'il reconnoissoit la châsse présente à ses yeux, pour contenir les ossemens et reliques de St Irénée, martyr, lesquels étoient conservés et vénérés dans l'Eglise des Révérends Pères Capucins de Poitiers, qu'il y a vu très souvent depuis son enfance, et qu'il ne lui paroît avoir été fait aucun changement aux dites reliques, si ce n'est que le chef de St Irénée en a été enlevé. Il a observé que si les titres authentiques des Evêques ne se trouvent pas dans la châsse, ils en auront été enlevés pendant la Révolution, tems auquel les titres des Eglises, les lettres où se trouvoient les

sceaux et les armoiries, étoient proscrites et livrées aux flammes, en vertu des lois de ce tems, mais qu'il croit bien savoir que, dans les derniers siècles surtout, les Evêques ne permettoient jamais d'exposer des reliques à la vénération des Fidèles, qu'elles n'eussent été par eux vérifiées et munies de titres signés de leur main et scellées de leurs amoiries.

« Nous avons appelé à notre Enquête les sieurs Joseph Philipon et Louis Philipon, maîtres cordiers, deux frères, gens de bien et très chrétiens, lesquels ont toujours tenu leur atelier de corderie dans le voisinage des religieux capucins, et en ont fréquenté l'Eglise dès leur jeunesse, dans laquelle Louis Philipon a exercé l'office de sacristain, près de treize ans, lesquels nous ont déclaré, sous la foi du serment qu'ils reconnoissoient la chässe présente sous leurs yeux, pour être celle de St Irénée martyr, déposée dans l'Eglise des Révérends Pères Capucins de cette ville, qu'ils reconnoissoient également les reliques qui y sont maintenant, pour être les mêmes qui y étoient enfermées, sans aucun changement ni altération, fors que le chef de St Irénée a été enlevé. Louis Philipon nous a dit que les reliques de St Irénée, martyr, étoient en grande vénération dans cette église, tout le quartier et même dans toute la ville, que tous les ans, le 26 du mois d'août, les R. P. Capucins célébroient dans leur Eglise la fête de St Irénée avec une grande solennité, et un grand concours de fidèles de la ville ; et que ce même jour un père Capucin, revêtu d'une aube et d'une étole, se tenoit près des saintes reliques, pour les faire vénérer, les montrer aux fidèles, y faire toucher des linges et réciter des évangiles. L'un et l'autre nous ont déclaré que c'étoit pour eux une grande consolation, de voir que ces saintes reliques étoient conservées dans l'Eglise Cathédrale.

« Sur ce que nous avons appris que M. Audinet, ancien Fabricien de l'Eglise cathédrale, sous le régime de la Constitution, étoit en cette ville, nous nous sommes transportés à son domicile, son grand âge ne lui ayant pas permis de se rendre dans la salle capitulaire de la cathédrale, nous l'avons entretenu de la chässe et des reliques de S. Irénée, et lui ayant montré l'écrit contenu dans la dite chässe, lequel on nous a dit être de sa main, nous lui avons demandé s'il le reconnoissoit pour être de son écriture ; s'il l'avoit lui-même déposé dans la chässe ; s'il avoit reconnu les reliques de S. Irénée

pour être authentiques ; s'il les avoit fait transporter dans l'Église Cathédrale ; si cette translation s'étoit faite avec prudence et précautions ; si lors du transport il avoit eu connoissance que la châsse renfermât des procès verbaux, et autres actes authentiques ; si ces actes qu'on ne trouve plus avoient été par lui retirés, et en quel lieu il les avoit déposés ; lequel nous a répondu, sur la foi du serment, qu'il a été toujours persuadé que la châsse dont nous lui parlons, et dans laquelle nous avons trouvé le billet que nous lui exhibons, est véritablement la châsse de S. Irénée, martyr, qui étoit déposée dans l'église des Pères Capucins, qu'il tient les reliques qui y étoient, il y a encore dix ans et moins, comme authentiques et les véritables reliques de S. Irénée, qu'en effet l'écrit que nous lui présentons est de sa main, et qu'il l'a joint dans la châsse, aux autres titres, pour conserver la mémoire du transport de ces reliques et du tems où il a eu lieu ; que l'âge a changé son écriture, mais qu'on trouvera très facilement des écritures de sa main dans les anciens comptes de l'église et autres actes publics ; qu'il a fait transporter cette châsse et les reliques qu'elle contient par ordre du département, à la demande de l'évêque de ce tems ; qu'avant le transport, il s'est assuré que ces reliques étoient authentiques, et que la châsse contenoit des procès verbaux ; que le transport des reliques a eu lieu en l'année 1792, et qu'en l'année 1793 ou 1794, ne sait laquelle, des commissaires de la municipalité ouvrirent la châsse, brisèrent la tête, qui étoit parmi les reliques, enlevèrent les couronnes et lacérèrent, sous ses yeux, les procès verbaux et autres actes ; que s'il est resté quelque chose d'écrit dans la châsse, ils ne l'auront pas aperçu ou l'auront méprisé : que dans son particulier il a eu de la vénération pour ces saintes reliques, qu'elles ont été transportées avec soin et ménagement par Jean Tabuteau, beau-frère de Boissière, sacristain, et de quelques autres, et qu'il déclare, sous la foi du serment, n'avoir jamais rien changé ni fait changer, ni ajouter à ces reliques, qu'il tient pour être très précieuses et très authentiques et a promis de faire en sorte, malgré son grand âge et ses infirmités de signer (1) notre procès verbal, lors de la réunion des témoins.

(1) La signature d'Audinet figure au bas du procès verbal, de plus il a écrit

« Nous avons entendu Jean Tabuteau, dit Bontems, beau-frère de Boissière, sacristain, lequel, sous le régime de la constitution, en sa qualité de menuisier a travaillé à la décoration de l'Église Cathédrale, et a été chargé d'y transporter les reliques et les châsses des autres églises supprimées; lequel nous a déclaré qu'en l'année 1792, parmi les châsses qu'il transporta, il reçut l'ordre de transférer la châsse des reliques de S. Irénée, de l'église des PP. Capucins, dans l'Église Cathédrale, que cet ordre lui fut intimé par le sieur Audinet, au nom de l'évêque, que, dans ce transport, les reliques de ce saint ne furent aucunement déplacées de la châsse, mais que, pour assurer la commission, il vérifia les reliques et s'assura par la lecture des procès-verbaux contenus dans la châsse que c'étoit les véritables ossements du saint, dont la châsse portoit le nom; que parmi ces actes il en avoit remarqué deux qui portoient des sceaux et qu'il croit être en parchemin; qu'il a connoissance que, vers la fin de l'année 1793, les commissaires de la municipalité entrèrent dans la salle capitulaire, ouvrirent la châsse de St Irénée et plusieurs autres, brisèrent la tête du dit saint, dont il recueillit quelques fragments, jetèrent les couronnes qu'il a recueilli, et enlevèrent les procès-verbaux qu'ils lacérèrent; qu'il reconnoit les reliques qui sont sous ses yeux, pour être celles de S. Irénée et que jamais il n'a été ni ajouté ni changé à ces reliques; qu'il affirme sa déclaration sous la foi du serment, et qu'il offre de nous représenter la couronne du chef de S. Irénée martyr, ainsi que celle de Sainte Victoire Maroze, et qu'il ne les a conservées que par sa vénération pour ces saintes reliques: et il nous a ajouté qu'il avoit couru des risques de sa personne pour avoir témoigné de la peine de la profanation de ces saintes reliques.

« Nous *Vicaire Général*, commissaire, estimons qu'à défaut d'autres titres les monuments que nous avons trouvés dans la châsse sont une preuve de la certitude morale de l'authenticité des reliques qui y sont contenues. La réunion de ces objets, les symboles qu'ils contiennent, leur rapport avec tous ceux que nous avons connus de la même nature, n'ayant pu être feints et imaginés dans le tems de

au dos de la note signalée plus haut la mention suivante, contresignée par Mgr de Beauregard : *Je reconnais mon écriture dans la pièce de l'autre part, à Poitiers le vingt un septembre mil huit cent douze.*

la Révolution ; nous pensons qu'à défaut de preuves écrites on doit avoir recours et accorder confiance à ceux qui ont reconnu ces reliques, comme les sieurs Joussant, Giraud, les frères Philipon, et à Boissière qui les a eues en sa garde, et surtout à Tabuteau dit Bontemps et au S^r Audinet, lesquels ont reconnu les procès verbaux des reliques, les ont confrontés et les ont vu lacérer, et enfin à tous les témoins, qui ont tous déclaré que les reliques n'avoient jamais été changées ni déplacées. Nous estimons enfin, non seulement qu'il est probable, mais même qu'il est certain et assuré que la châsse dite de S. Irénée, conservée dans l'Église Cathédrale, contient les reliques de ce saint martyr ; que ces saintes reliques ont acquis le degré d'authenticité qui permet de les exposer à la vénération des fidèles, toutefois après que Messieurs les Vicaires généraux, séants en leur conseil, l'aurent ainsi jugé, et en aurent rendu leur ordonnance, et que la châsse qui les contient aura été munie de notre présent procès verbal, de l'ordonnance de MM. les Vicaires généraux ; et qu'elle aura été scellée du sceau du chapitre. Fait à Poitiers les jours et an que dessus, sous notre seing, celui des témoins dénommés en notre procès verbal, et scelé du sceau dont nous usons dans nos actes ecclésiastiques (1).

« Augustin Giraud lib., Audinet h., Mazet, ancien Bén. et historiog. du Poitou, Joussant, Ch^e h^{rs}, Philipon l'ainé, Louis Philipon jeune, Jean Tabuteau, dit Bontemps, Boissière, Brumauld de Beauregard, vic. gén., curé de la cathédrale. »

Ce procès-verbal provoquait l'intervention de l'autorité diocésaine pour confirmer l'enquête de Mgr de Beauregard, reconnaître solennellement les reliques et en permettre la vénération. Une ordonnance, rendue en conseil des vicaires capitulaires, fut donc promulguée le 1^{er} octobre 1812. Bien que la faculté de porter la châsse aux processions ne s'y trouve pas mentionnée, il n'est pas douteux qu'elle n'y ait figuré, en vertu du décret de la S. Congrégation des Rites, du 17 septembre 1650, déclarant que cet honneur doit être décerné aux reliques extraites des Catacombes (2). Voici cette ordonnance :

(1) Ce sceau, personnel à Mgr. de Beauregard, qui le tenait sans doute de Saint-Sulpice, porte l'empreinte suivante sur cire rouge : le monogramme des noms de Jésus, Marie, Joseph (M A superposés et les jambages de M pointés) dans une auréole rayonnante et flamboyante, entourée d'une couronne d'épines.

(2) Reiffenst. lib. 3, tit. 43, n^o 11, 17.

« Nous, Vicaires Généraux du diocèse de Poitiers, le siège épiscopal vacant, après avoir entendu en notre conseil le rapport de M. de Beauregard, Vicaire général, commissaire, touchant la conservation et l'authenticité des reliques de St Irénée, martyr, dont la châsse a été déposée depuis plus de vingt ans dans l'Eglise Cathédrale, après avoir mûrement pesé les témoignages recueillis par ledit sieur commissaire, après avoir examiné quelques monuments qui se sont trouvés dans la dite châsse de St Irénée, ensemble toutes les circonstances rapportées dans le procès-verbal, en date du vingt septembre 1812, jugeons que les reliques de Saint Irénée, martyr, conservées dans la châsse qui porte son nom, ont acquis le degré d'authenticité qui permet de leur rendre les honneurs dus aux reliques des saints, et de les exposer à la vénération des fidèles, dans l'Eglise Cathédrale, toutefois après que la châsse qui les contient aura été dûment scellée, et qu'elle aura été munie dudit procès-verbal, de notre présente ordonnance, dont une expédition en bonne forme sera remise dans les archives de l'Evêché, et l'autre dans l'Eglise Cathédrale.

Donné à Poitiers, sous notre seing, le contre-seing du secrétaire de l'Evêché, et l'ancien sceau du Chapitre, le premier d'octobre mil huit cent douze (1).

Dargence, vic. gén., Soyer, vic. gén., Brumauld de Beauregard, vic. gén., curé de la Cathédrale.

Par mandement, etc.

Pain, Ch^{ne} S^{re} (2).

En terminant cette ébauche historique, nous ajouterons que, le 27 octobre 1894, à la suite de la vérification faite, en présence du Chapitre, par Mgr Pelgé, évêque de Poitiers, une ordonnance épiscopale confirmant le jugement des vicaires capitulaires rendu en 1812, et portant à nouveau reconnaissance des reliques, a été jointe

(1) De gueules semé de fleurs de lys d'or, à un Saint-Pierre de même, vêtu pontificalement, la thière en tête, assis dans une chaire aussi d'or et tenant deux clefs d'argent. (D'Hozier, recueil, après l'édit de 1693.)

(2) On remarquera que dans cet acte et dans les similaires ne figure pas le nom de l'abbé de S.-Sauveur, qui bien qu'intronisé sur le siège épiscopal par Napoléon I, sans avoir jamais obtenu de Pie VII l'institution canonique, s'intitulait néanmoins, *Evêque nommé de Poitiers*. D'où l'on pourrait conclure que les vicaires capitulaires légitimement élus n'acceptèrent point ses prétentions à l'administration du diocèse, et le tenaient à l'écart des questions ressortissant à la juridiction ordinaire.

aux documents conservés dans la châsse. De telle sorte qu'aujourd'hui leur authenticité, canoniquement établie, constitue un titre indiscutable à la vénération que les fidèles se feront un pieux devoir de rendre au saint martyr, dont notre Eglise s'honore de posséder depuis plus de deux siècles les restes glorieux.

Pour compléter ce travail, il importerait de reconstituer l'identité de St Irénée. Mais la situation défavorable où nous place le manque presque total de documents positifs rend la tâche très ardue, et, d'autre part, la matière est trop grave pour que nous croyions devoir assumer la responsabilité de conclusions absolues. Les seules affirmations qu'il soit possible d'émettre avec certitude de ces saints ossements, c'est, premièrement, qu'ils ont appartenu à un martyr. Sur ce point, le fragment de vase de sang trouvé avec le corps et les décisions citées ailleurs (1) de la S. Congrégation des Indulgences et des Reliques, ne permettent aucune objection; et secondement que, malgré la signification de son nom, Irénée ne rentrait point dans la catégorie des saints baptisés (2), mais bien dans celle des saints dits de *nom propre*, car ce vocable ne figure point au catalogue officiel des noms imposés par la chancellerie romaine aux corps découverts dans les catacombes, sans aucune indication onomastique (3).

Mais ce saint Irénée, qui était-il? Si du fait que les Capucins célébraient une fête en son honneur le 26 août (4), l'on était en droit de tirer quelque conclusion, l'on pourrait supposer que les Reliques vénérées à Poitiers ne seraient autres que celles du saint de ce nom, inscrit au martyrologe romain à cette date. Mais pour plusieurs raisons, nous ne nous rangeons pas à cette opinion.

La première, c'est que, bien antérieurement à 1680, le corps de St Irénée ne se trouvait plus aux catacombes. En effet, les actes de son martyre rapportent qu'au mois d'août 259, pendant la persécution de Dèce, le préfet Valérien, pour punir Irénée et son compa-

(1) Cfr. Reliques de S^{te} Antonine, pp 24 et 25.

(2) LE TRÉSOR DES RELIQUES DE LA CATHÉDRALE. *Reliques de S^{te} Antonine*, p. 10.

(3) Mgr Barbier de Montault a publié trois fois ce catalogue : 1^o *Analecta juris Pontif.*, t. VII, col. 957; — 2^o *Stations et dimanches de Carême à Rome*, pp. 105-108; — 3^o *Œuvres complètes*, t. VII, pp. 205 et 206.

(4) Chan. Auber. *Hist. de la Cathédrale*, t. II, p. 448, assigne le 20 août, sur nous ne savons quel fondement.

gnon Abondius (1), d'avoir retiré de la « cloaca maxima » le corps de la martyre Concorde, nourrice de S. Hippolyte, soldat qui gardait S. Laurent dans sa prison, et qui, converti par son captif, paya sa conversion de sa vie, trois jours après, les y fit jeter à leur tour (2).

Le prêtre Justin les en retira et les déposa dans la catacombe de Sainte-Cyriaque in *Agro Verano*, auprès des saints Laurent, Hippolyte et Concorde, qu'il y avait ensevelis, peu de jours auparavant, et lui-même, tant il était difficile d'échapper à la persécution, y fut déposé au mois de septembre suivant.

Or, d'après Grégoire de Tours, le pape Pélage II aurait retiré le corps de saint Laurent, vers 590 (3). Les reliques de saint Hippolyte ou du moins une partie, furent données en 753 à Fulrad, abbé de Saint-Denis, par Etienne III (4).

En 1600, le monastère de Sainte-Julie de Brescia faisait la translation des reliques de saint Hippolyte et de sainte Concorde (5). Enfin le corps de saint Justin fut levé au 11^e siècle et donné à l'église de Freisingen, en Bavière (6).

Peut-on admettre une exception en faveur de saint Irénée, surtout dans l'hypothèse qu'un tombeau, et non un *loculus* recouvrait ses restes ? Evidemment non, car les fouilles qui avaient mis à jour les corps de ses compagnons de sépulture durent amener aussi la découverte de son tombeau.

En second lieu Piazza, qui a publié en 1719 un catalogue des saints romains, rapporte l'opinion commune, qu'à cette époque une partie des reliques de saint Irénée reposait encore dans la cata-

(1) Il est encore appelé *Abundantius* par les *Acta ss.* t. VII, August. p. 14, note g. La cathédrale possède une relique dont l'inscription du 17^e siècle porte : *S^c-Abondance*.

(2) *Tenuit Ireneum et Abundium et jussit ut vivi in cloaca necarentur*. *MARTYROLOGE ROMAN*, ad. diem, 26 aug. Et pour les actes de S. Irénée, voir : 1^o *MARTYROLOGE D'ADDON*; 2^o *Acta ss.* t. V, August., p. 791, d'après le mss. *Ultraject.*, S. Salvatoris; 3^o *ARINGHI Roma subterranea*, lib. VI., cap. xvi, n^o 3, d'après un mss. du Vatican et un autre de la Vaticellane.

(3) *De gloria martyrum*, lib. I, cap. 83. — Une autre version attribue l'élévation de saint Laurent à Nicolas V au 15^e siècle. *Acta SS.*, t. II, Aug., p. 496.

(4) FÉLIBIEN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, p. 53.

(5) *Acta SS.*, t. II, aug., p. 8. — D'après Usuard et Surius, la cathédrale de Cologne, et d'après Franciot celle de Lucques, possédaient des reliques de ces saints. *Acta SS.*, t. III, aug., p. 12.

(6) MEICHELBECK, *Historia Frising*, t. I, p. 117, et *Acta SS.*, t. V, septemb., p. 592. — Toutes les références des *Act. SS.* sont tirées de l'édition Palmé.

combe de Sainte-Cyriaque, et que l'autre se voyait à S. Maria in Campitelli (1). Bien que la date de la publication de Piazza fournisse déjà un grave argument contre la prétention des Capucins, d'identifier le saint Irénée rapporté en 1681 avec celui du martyrologe romain honoré le 26 août, nous avons cependant vérifié encore cette assertion.

Sur notre prière de vouloir bien examiner les reliques de S. Maria in Campitelli, le P. Edouard d'Alençon, archiviste capucin, en résidence à Rome, nous écrivait le 8 avril dernier : « Les reliques
« de saint Irénée que possède cette église n'ont rien de commun
« avec celles de Poitiers : elles y sont depuis le XIII^e siècle au moins,
« et tellement mélangées avec celles de sainte Cyriaque qu'il est im-
« possible de les reconnaître (1). »

Donc puisqu'en 1713 on croyait encore une partie des reliques de saint Irénée dans la catacombe de Sainte-Cyriaque, et que l'autre se trouvait à S. Maria in Campitelli depuis le XIII^e siècle, il résulte : 1^o que le corps presque entier rapporté de Rome par les Capucins n'est point celui de saint Irénée, inscrit au martyrologe romain à la date du 26 août ; 2^o mais qu'il appartient à un martyr inconnu, dont seule l'inscription tumulaire avait révélé le nom.

A quel mobile obéirent les Capucins en choisissant ce jour pour honorer les reliques dont ils avaient doté leur couvent ? Nous l'ignorons. Mais serait-il téméraire de supposer que, voulant placer sous le patronage d'un saint Irénée quelconque la fête qu'ils instituaient, et ne pouvant choisir le saint trop connu de Lyon, ils se déterminèrent pour le martyr romain mort en 259, bien que ses reliques n'eussent rien de commun avec celles qu'ils présentaient à la vénération publique.

NOTA. — Nous avons soumis à Mgr Barbier de Montault, et à Rome, le parchemin représentant le tombeau, dont il est parlé au procès-verbal de Mgr de Beauregard. La conclusion identique c'est qu'il n'a aucune valeur historique.

(1) *Emerologio di Roma*, 1753, au mot *Ireneo*.

(2) Lettre adressée à l'auteur.

NOTES SUR LES GAGES & PENSIONS

des officiers de la vicomté de Châtellerauld en 1429

Par M. Alfred BARBIER

Les manuscrits remontant au quinzième siècle, quels qu'ils soient, ont toujours un côté suggestif pour l'esprit dont ils éveillent la curiosité et provoquent les investigations. Une date, un nom, une phrase, l'événement le plus vulgaire égarés dans un texte sans intérêt en apparence nous apprennent bien des fois quelque chose de nouveau quand, par l'intuition et des enchaînements utiles, on les rattache à des faits historiques déjà connus, mais qui gagnent à être complétés. La patiente recherche des vieux documents épars çà et là, leur lecture souvent difficile sont toutefois récompensés par la satisfaction qu'on éprouve à reconstituer en détail sous forme de chronique locale l'état social, politique et religieux du pays auquel on est attaché. En résumé, il convient de dégager de ces textes d'un autre âge, après s'en être pénétré, tout ce qui est bon, de rejeter ce qui est mauvais, et de mettre en lumière ce qui est instructif ou respectable.

Dans cet ordre d'idées et pour le justifier, nous avons écrit quelques pages sur un document inédit conservé aux *Archives départementales* de la Vienne (série E., 170) lequel provient du fonds du duc Descars, dernier engagiste du duché de Châtellerauld à la fin de l'année 1770.

La partie finale de cette pièce, malheureusement incomplète, nous en définit l'objet. Il s'agit d'un « compte oy à Châtelleraud en l'ostel de M. le conte de Harecourt et d'Aubmale, viconte dud. lieu de Chastelleraud, par Pierre Thoreau et Martinet Yves, procureurs de mond. seigneur, depuis le xv^e jour de may l'an mil III^{xxx} jusqu'au xxix^e jour dud. mois et illec clos le xxix^e jour que dessus par les susdits. »

Les détails et les chiffres relatés dans ce parchemin remontent à 1429. « Le 24 mars de cette année, Charles VII parti de

Poitiers se trouvait à Châtellerault, retournant vers Chinon en compagnie de la Pucelle (1). » Le Dauphin connaissait déjà cette petite ville où il avait été reçu du 20 au 26 février 1421 et de là s'était fixé à Poitiers le 27.

Le vicomte de Châtellerault, un des grands vassaux du roi dans le Haut Poitou dont il gardait les frontières au nord, était alors Jean VII de Harcourt, d'une famille noble, riche et puissante de la Normandie; il avait succédé en 1422 à Louis de Harcourt, son frère, archevêque de Rouen, et la même année il s'était empressé de rendre hommage de sa vicomté à Charles VII, alors réfugié à Bourges. Il n'eut pas, comme un de ses ancêtres, la honte de se soumettre aux Anglais. — Précisons : Le 11 septembre 1361, Louis de Harcourt, vicomte de Châtellerault, prêta dans « le moustier des Frères Cordeliers de cette ville » le serment « de foyauté devant Jean Chandos, lieutenant général en Poitou d'Édouard III. L'analyse d'un vieux titre relevée sur un inventaire de 1477, nous apprend en outre que ce vicomte reçut le prix de sa trahison. Cette analyse est ainsi conçue : « Lectres royaux scellées au grand sceau où il y a des hommes à cheval, en lacs de soye verd, signée Fregaud, datées du xx^e jour du jung, l'an mil m^lxl^x, faisant mention de certain don à « Monseigneur messire Loys d'Harcourt, vicomte de Chastellerault par le prince de Galles de certaines terres confisquées et se commence lad, lectre : Edouard ainsné, fils du roy d'Angleterre (2). »

Enfin, en 1372 ce même vicomte et le sire de Parthenay, Guillaume l'Archevêque, furent institués gouverneurs du Poitou pour le duc de Lancastre.

Mais revenons à Jean VII de Harcourt dont le dévouement à son roi et à la France fait oublier les tristesses du patriotisme sacrifiant à la lâcheté.

L'administration de ce vicomte ne laissa pas que d'être féconde. Il encouragea les travaux de la navigation du Clain, cette voie humide et profonde qui relie Poitiers à Châtellerault, mais sans y mettre l'ardeur des Poitevins qui devaient recueillir tous les avan-

(1) Vallet de Viriville, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 62.

(2) *Arch. Vienne*, E² 176.

tages d'un projet dispendieux, mal conçu et qui n'aboutit jamais. Très pieux, il donna à l'église collégiale de Notre-Dame des preuves multipliées de sa générosité par diverses fondations. C'est encore lui qui fit bâtir le troisième et dernier château occupé par les vicomtes (*maison Lerpinière*) (1).

Des malheurs de famille irréparables accablèrent cet homme bien-faisant. Son fils unique fut tué le 17 août 1424 à la bataille de Verneuil et le chagrin qu'il ressentit de la perte de sa femme, Marie d'Alençon, le décida en 1445 à échanger sa vicomté de Châtellerault à Charles d'Anjou, comte du Maine contre la seigneurie de la Ferté-Bernard.

Jean VII mourut le 18 décembre 1452. En lui disparut le dernier vicomte du nom d'Harcourt. Sept membres de cette illustre famille avaient successivement possédé la vicomté de Châtellerault pendant cent soixante ans, de 1285 à 1445.

L'église du couvent des Cordeliers de Châtellerault (de même que celle de Poitiers) était le lieu de sépulture réservé aux grands personnages ; elle reçut les dépouilles mortelles des deux frères Louis et Jean et de la femme de ce dernier, Marie d'Alençon.

Tel avait été le seigneur et maître des officiers et serviteurs auxquels furent payés pour l'année 1429 des gages et des pensions les uns en monnaie forte, les autres en monnaie faible.

Comment doit-on entendre cette distinction nécessitée alors par le désordre qui régnait en maître dans les finances et dans un système monétaire donnant lieu à des sophistications étranges tant sous le rapport moral qu'au point de vue de l'économie politique. On se rappelle que peu de temps après l'époque qui nous occupe Jacques Cœur, le célèbre argentier de Charles VII, fit un lucre considérable sur la fabrication des monnaies et excita de toutes parts des réclamations légitimes.

Si le poids et le titre de la monnaie étaient conformes aux ordonnances en vigueur cette monnaie était qualifiée *droite*, expression suffisamment explicative.

Dans la monnaie *forte* la quantité de métal fin ou le titre de ce métal étaient supérieurs à celui exigé par la loi.

(1) Lalanne, *Hist. de Châtellerault*, t. I, p. 146.

La monnaie *faible*, au contraire, ne contenait pas la quantité de métal fin exigé par les règlements ou si elle la contenait, le titre en était inférieur.

En principe, les monnaies devaient être reçues pour la valeur du métal fin qu'elles contenaient, mais en fait les officiers haut placés dans la hiérarchie vicomtale étaient généralement payés en monnaie forte, alors que ceux d'un rang inférieur ne recevaient le plus souvent leurs gages qu'en monnaie faible.

Dans son *Histoire de Charles VII*, M. de Beaucourt a écrit d'excellentes pages sur les finances et les monnaies au commencement du quinzième siècle (1). La royauté affolée par les besoins impérieux de la guerre, cette ruine des nations, en était venue aux expédients et, pour y remédier, on aggravait encore la situation en altérant la monnaie fabriquée par des trafiquants peu consciencieux. L'autorité royale, malgré ses bonnes intentions, était impuissante à forcer ses monétaires à n'émettre des espèces qu'avec le poids et le titre légal. Ils succombaient facilement à l'appât d'un gain aussi facile qu'illégitime.

La législation ancienne « sur les monnoyes, monnoyers et ouvriers de la monnoye de France » de 1273 à 1602 et émanant de Philippe III, Charles VI, Louis XII, François I^{er}, Henri II, Charles IX, Henri III et Henri IV se trouve chronologiquement imprimée dans « la conférence des ordonnances royaux de Pierre Guénon » (2) (pp. 1081 à 2029). En lisant avec attention les nombreux textes relatifs à cette matière, consultés et commentés par les auteurs modernes, on se rendra compte des difficultés énormes qu'il a fallu surmonter pour arriver au système monétaire actuel qui, tout en étant la synthèse du passé, ne serait pas le dernier terme de la perfection, la marche en avant étant la caractéristique de notre siècle.

Après ces explications nécessaires, et pour les compléter, il nous reste à dire quelques mots de chacun des officiers et serviteurs du vicomte de Châtellerauld en 1429.

En tête de l'état de dépenses, objet de ces notes, figure un certain Jean d'Annebaut, sénéchal, le premier en dignité des officiers

(1) T. I, pp. 389 et s.; t. II, pp. 615 et s.

(2) Conseiller et lieutenant particulier du ressort d'Issoudun, en Berry. Paris, 1610.

du vicomte. Il ne serait autre que le fils de Raoul d'Annebaut, chevalier et capitaine de Châtellerault en 1393. Ce sénéchal a été omis par l'abbé Lalanne.

Il avait pour lieutenant Jean Lucas, dont la descendance persistante conserva une situation prédominante dans les offices de judicature.

Le juge ordinaire était Jean Deshayes, signalé dans les archives municipales de la ville de Poitiers (1) et celles du département de la Vienne. Cet officier de judicature était d'origine normande et il avait suivi les d'Harcourt dans le Châtelleraudais, où il s'établit et fit souche (1).

Les trois officiers qui précèdent formaient le tribunal administratif et judiciaire de la vicomté.

Les gardes et les garenniers des bois du Feuilloux appelés aujourd'hui la forêt de Châtellerault figurent aux comptes de la vicomté pour leurs gages et pour la nourriture des chiens destinés à la chasse des « regnars et chaps sauvages ». — Une telle mesure de prévoyance assurait la conservation du gibier très abondant dans la garenne. La maison de la Berlandière, située aux abords de la forêt, était le lieu de rendez-vous de chasse des vicomtes. Les exercices cynégétiques et les fêtes champêtres y rompaient de temps à autre la monotonie d'une petite ville sans grandes distractions. Anne de France, dame de Beaujeu, fille de Louis XI en fit sa résidence préférée. François I^{er} y vint souvent. Enfin Henri IV qui tout en chassant sur ses terres chassait volontiers sur celles des autres avait défendu à la duchesse de Montpensier, alors engagiste du duché de Châtellerault, de louer le pacage de la garenne par crainte d'en éloigner tout le gibier.

Le geôlier Jean Dulac gardait naturellement les prisons. Il recevait le modeste gage de six livres par an.

Jean Martin, avocat fiscal, défendait la bourse du vicomte, administrait ses domaines et en assurait les revenus; il n'en était pas mieux payé pour cela.

(1) *Inv.* imprimé, p. 116, n° 515, 1427, 4 octobre.

(1) 21 avril 1431. Bail à rente par le Chapitre de Notre-Dame de Châtellerault à honorable homme Jean Deshayes, juge de Châtellerault, natif de Normandie, d'une place ou mesure devant l'église précitée de N. D. (*Arch. Vienne*, G^o, 5).

Mais Jean de Harcourt avait aussi des conseillers à Poitiers pour l'éclairer dans les affaires difficiles et lui ménager des appuis auprès des juridictions supérieures du roi ou du parlement qui y siégeait alors. Avec une intelligence parfaite de la situation, il avait choisi pour soutenir ses droits, à l'occasion, des hommes d'une notoriété incontestable, ainsi que nous allons le voir rapidement.

C'est d'abord son avocat, Herbert de Taunay, qui fut deux fois maire de Poitiers en 1418 et 1422.

Quelques détails sur ce personnage ne seront pas inutiles ici puisqu'ils établiront sa notoriété.

Au mois de décembre 1410, il est chargé par un certain Gillet Bourgeois, garde, gouverneur et administrateur de la Maison-Dieu et aumônerie de l'échevinage, ainsi que Maurice Claveurier, Jean Vignaut et autres personnages d'agir en son nom.

En 1417, un arrêté de compte nous apprend qu'Herbert Taunay, sire Jean Guichard, Maurice Claveurier et Jean Larcher, bourgeois de la ville, s'étaient rendus à Saumur à l'assemblée des Trois États du pays de Poitou et de Touraine convoqués par le Dauphin, duc de Berry et de Touraine et comte de Poitou (1), et lui exposer les grands maux, roberies et pillages exercés journellement par les Bretons, Picards et autres gens en garnison en Parthenay, Vouvent, Mervent et autres places et lui faire obéissance comme à seigneur naturel de nouvel venu en sa terre et seigneurie de Poitou.

En 1420 dans la description de quelques sceaux de l'échevinage celui d'Herbert Taunay est mentionné.

En 1426, le roi Charles VII lui donne commission, ainsi qu'à plusieurs autres, de faire rendre compte de la recette et de l'emploi des deniers communs de la ville.

Le 14 mai 1428 Herbert Taunay et Jean de Faiole reçoivent une indemnité pour être allés à Chinon à l'assemblée des Trois-États solliciter la diminution d'un aide de 44.000 livres imposées sur le Poitou.

L'avocat du vicomte de Châtellerauld était donc un homme fort habile et très apprécié à Poitiers.

Quant au procureur du nom de Véronneau, il resterait complète-

(1) Charles VI.

ment obscur si nous n'avions recueilli sur son compte divers détails lui donnant une certaine notoriété.

En effet, le 9 mars 1432 il se tint une assemblée de l'Université chez les Frères Prêcheurs (les Jacobins) à laquelle assista Maurice Claveurrier, lieutenant-général de la sénéchaussée de Poitiers et en même temps conservateur des privilèges royaux de l'Université. Dans cette assemblée il fut décidé qu'on établirait un avocat et un procureur auprès du conservateur laïque pour les causes réelles et on nomma Nicolas Machon au premier office et Guillaume Véronneau au second. Ce procureur, distingué et élu par les professeurs de la docte université, figure encore dans une sentence de la sénéchaussée de Poitiers du 1^{er} mars 1451 par laquelle les abbé et religieux de Montierneuf sont maintenus dans leurs juridiction et droits de pécho dans la Boivre et le Clain et conservent les bénéfices du péage à la porte de Rochereuil. Véronneau représentait en qualité de procureur les intérêts des religieux du couvent de Montierneuf qu'il sut défendre avec habileté (1).

J'arrive au personnage le plus en vue de ma chronique, car il s'agit bien ici de Jean Rabateau, « avocat de Monseigneur au parlement ». Cet homme « avait espouzé une bonne femme » d'une vertu assez éprouvée pour qu'on lui confiât, dans un hôtel de la rue Notre-Dame-la-Petite, la garde de la Pucelle, objet d'une étroite surveillance. Si l'on veut en savoir davantage sur maître Rabateau, il suffira de lire l'excellente monographie publiée en 1895 dans la *Revue du Bas-Poitou* par un de nos jeunes et distingués confrères, M. Henri Daniel-Lacombe. Bornons-nous à dire qu'en homme avisé l'avocat général du parlement de Poitiers se rapprocha de Charles VII moins par dévouement que par intérêt.

En attendant, j'expliquerai, d'après l'auteur précité qui est tout à fait maître d'un sujet qu'il a traité à fond, la dualité des fonctions de Jean Rabateau qui, tout en occupant une situation officielle auprès d'une cour, était aussi le conseil et le défenseur du vicomte de Châtellerault.

« La charge d'avocat général, dit-il, n'était point de sa nature incompatible avec la défense des causes privées, il y avait seulement

(1) *Dom Fonteneau*, t. XIX, pp. 529 et suiv.

cette restriction que les intérêts du Roi devaient passer avant tous les autres. Si donc dans un procès le prince se trouvait en conflit avec des particuliers, l'avocat général n'avait pas licence d'opter pour ces derniers, quand bien même il eût été pensionné par eux ; nécessairement il devait prendre la parole pour son auguste client... l'ordonnance de 1579 interdit définitivement aux avocats et procureurs généraux de soutenir des intérêts privés (1) ».

De telle sorte que si, dans l'espèce, les causes du vicomte avaient été en opposition d'intérêts avec celles du roi, Jean Rabateau, malgré les gages de six livres de forte monnaie qu'il recevait annuellement, n'aurait eu qu'à se ranger du côté de son souverain. Cet exemple vient tout à fait à l'appui des explications très claires que nous avons empruntées à l'auteur de *l'Hôte de Jeanne d'Arc*.

Jean Rabateau se tint à Poitiers avec le parlement de 1418 à 1436 ; puis la faveur du roi l'éleva aux plus hautes dignités qu'il brigua du reste avec une certaine avidité.

Pendant l'année 1429 et au mois d'octobre, le vicomte de Châtellerault envoya à Loches, « devers le Roy, » et à Mézières-en-Brenne deux hommes de confiance, son secrétaire Pierre Thoreau, garde du scel aux contrats à Châtellerault et son procureur Simon Palluau. Les vieux textes ne nous divulguent pas le but de leur voyage, mais nous induirons de la situation désespérée où se trouvait alors Charles VII qu'ils lui portaient quelques subsides pour soutenir la lutte contre les envahisseurs de la France.

Nous terminerons ces notes en indiquant les dépenses occasionnées en 1429 par la tenue des assises foraines dans la vicomté de Châtellerault.

Le coutumier de Poictou imprimé à Poitiers (2) et correct par maistre Loys Prévost, licencié en loix et par plusieurs autres bons praticiens. L'an de grâce mil quatre cent quatre vingts et six, nous donne une idée assez nette de ce qu'on devait entendre par grandes et petites assises même en rétrogradant au règne de Charles VII, car

(1) Isambert, *Recueil des Anciennes lois françaises*, t. XIV, p. 409, art. 412-413. — Cette ordonnance, quoique datée de Paris, porte le nom d'*ordonnance de Blois*, parce qu'elle fut rendue sur les plaintes des états assemblés en cette ville. — Les articles 89 à 209 sont relatifs à l'administration de la justice et à tout ce qui s'y rattache.

(2) Pour la première fois.

les coutumes du Poitou alors en vigueur n'avaient guère varié dans l'espace d'un demi-siècle. Les droits et prérogatives féodaux s'étaient maintenus dans toute leur intégralité et persévérèrent même jusqu'à la Révolution.

Notre vieille coutume s'exprimait ainsi au premier livre.

« DE JURIDICION ET QUI EN EST FONDÉ :

« Chescun Seigneur Chastellain est fondé d'avoir grant et petite assise, laquelle petite assise en aucuns lieux est appelée prévosté et en aucun lieux est appelée les plaiz, et en aultres lieux est appelée l'assise du Chastellain, et pour l'exercice d'icelles assises peut et doit avoir deux juges. C'est assavoir pour la dite petite assise ung juge et pour ladite grant assise sénéchal par dessus ou baillif. »

C'est donc en vertu de ces coutumes d'une essence féodale bien caractérisée que le vicomte de Châtellerauld faisait tenir par ses officiers de judicature, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, ses assises foraines dont notre manuscrit parle en ces termes :

« Pour les despens de quatre assises des villages, l'une de Puymillereou, l'autre de Bonneil Mathoire, l'autre de Salaines et l'autre de la Plante, tenues on temps de ce compte, comme il appert cydevant on chapitre de la recepte des exploits de justice; et furent à l'assise de Puymillereou en oultre les gens du conseil, Jehotin Adam, cappitaine dud. lieu, et Martinot et à celle de Bonneil, messire Pierre de Jancourt, Bobes et Loys de Monstreul; pour toutes despenses pour lesd. IIII assises, de foible monnaie..... C. s. »

La justice seigneuriale de ces temps là à défaut d'autres mérites, avait au moins celui d'être simple et peu coûteuse.

L'intérêt du document que nous venons de commenter et sur lequel plus de quatre cent cinquante ans ont passé, réside dans les faits caractéristiques qu'il nous livre. En effet, il met au jour un coté typique, particulier et significatif de l'organisation féodale de la vicomté de Châtellerauld sous la suzeraineté de la famille Harcourt à laquelle succéda, au milieu du quinzisième siècle, celle d'Anjou dans la personne de Charles, fils du duc d'Anjou, roi de Jérusalem.

Et il reste beaucoup à dire sur le pays Châtelleraudais qui n'a point été entièrement exploré au double point de vue de l'archéologie et de l'histoire. Les laborieux travaux de compilation de Rof-

foy des Pallus et de l'abbé Lalanne aussi estimables qu'ils puissent être laissent encore une abondante moisson à recueillir. Ces deux auteurs, malgré leurs efforts consciencieux, n'ont point tari les sources auxquelles ils ont puisé, et à côté il en existe de nouvelles que l'étude attentive et persévérante des vieux textes accumulés dans les archives publiques fait jaillir spontanément.

APPENDICE

Extraits d'un compte « oy à Chastelleraud en l'ostel de Monseigneur le conte de Harecourt et d'Aubmalle, viconte dud. lieu de Chastelleraud, par Pierre Thoreau et Martinet Yves, procureurs de mond. seigneur depuis le XV^e jour de may l'an mil IIII^{xxx}, jusques au XXIX jour dud. moys et illec clos led. XXIX jour l'an que dessus par les dessusd ». »

Gaiges et pencions d'officiers.

A messire Jehan Dannebaut, chevalier, sénéchal de Chastelleraud, pour ses gaiges qui souloient estre de XXX £ l'an, à paier esgalement par cartier et de présent ne sont que de XXV £ pour ce que d'icelle somme maistre Jehan Lucas à présent lieutenant dud. sénéchal en prent C. s. comme il appert par le vidimus de la retenue dud. maistre Jehan cy veu de ce pour le carteron de la Saint Michel mil III^{xxxix} de foible monnoye.

VI £ V s.

et de forte monnoye pour le carteron de Noel en suivant on dit an VI £ VI s.

A maistre Jehan Lucas lieutenant dud. sénéchal aud. lieu de Chastelleraud pour ses gaiges qui sont de X £ par an, à payer esgalement par carterons de ce pour le terme de Saint Michel mil III^{xxxix} de foible monnoye.

L. s.

Et pour le terme de Noel en suivant on dit an de forte monnoye L. s.

A Jehan Deshayes, à présent juge ordinaire en la ville et vicomté de Chastelleraud aux gaiges et pencion de XL £ l'an, à paier esgalement par cartier par chacun carteron X £ lui a esté palé pour le terme de Saint Michel mil III^{xxxix} de foible monnoye.

X £.

Et pour le terme de Noel en suivant on d. an de forte monnoye X £.

Au receveur pour moitié de ses gaiges qui sont de XLV £ l'an et se paient par cartier de ce pour lesd. deux termes de Saint Michel et Noel mil III^{xxxix} de foible monnoye.

XI £. V s.

Et de foible monnoye.

XI £. V s.

A Collin Villepin garde et garennier de la garenne de Chastelleraud pour moitié de ses gaiges qui sont de X £ l'an et se paient par carterons

lui a esté palé pour iceulx deux termes comme il appert par quittance dud.
Colin de foible monnoye. L. s.

Et de forte monnoye. L. s.

Aud. Colin, pour six chiens qui sont en sa garde pour la chasse des
regnars etchaptz sauvages, qui prent chacun an pour la nourriture d'iceul
chiens XI septiers IV b. de mosture l'an, lui a esté païé pour de l'an
escheu on temps de ce compte comme il appert par quittance cy rendue
V sis m^e II b de mosture

A Perrot Boissonneau, garde de la d. garenne avec led. Colin pour moi-
tié de ses gaiges qui sont de VIII s. l'an à paier par cartier, a esté païé
pour deux cartiers escheus on temps de ce compte comme il appert par
la quittance cy rendue, de foible monnoye. XL s.
et de forte monnoye. XL s.

A J. han Dulac, geolier et garde des prisons de Chastelleraud, pour moi-
tié de ses gaiges qui sont de VI s l'an et se paient par cartier lui a esté
païé pour lesd. deux termes comme appert par quittance dud. Dulac de
foible monnoye. XXX s.
est de forte monnoye. XXX s.

A maistre Jehan Martin, advocat fiscal et conseiller de mond. seigneur
aux gaiges et pencion qui souloient estre de X s. l'an à estre payez par
carterons et de présent ne sont que de C. s. pour ce que d'icelle somme
de X s, maistre Jehan Lucas, lieutenant de sénéchal à Chastelleraud
prent C. s. comme il appert par le vidimus de la retenue dud. Lucas
rendue cy devant sur l'article de ses gaiges païé aud. maistre Jehan
Martin pour lesd. deux termes comme il appert par quittance, de foible
monnoie. XXV s.

Et de forte monnoie. XXV s.

A Simon Paluau, procureur de mond. seigneur aux gaiges et pencion
de X s l'an à estre payez par carterons lui a esté païé pour lesd. deux
termes comme il appert par quittance de foible monnoie. L. s.

Et de forte monnoie. L. s.

A maistre Herbert de Taunay, conseiller de monseigneur à Poitiers
pour ses gaiges d'un an qui sont de III s l'an lesquelz lui ont esté payez
on temps de ce compte comme appert par quittance, pour ce de forte somme
III s.

A maistre Guillaume Véronneau, procureur de mond. seigneur aud.
lieu de Poitiers pour ses gaiges d'un an à lui payez comme appert par
quittance, de forte somme. III s.

A maistre Jehan Rubateau, advocat de monseigneur en parlement pour
ses gaiges d'un an à lui payez comme appert par quittance, de forte
monnoie. VI s.

A maistre Pierre Bonnet, procureur en parlement pour ses gaiges d'un
an comme appert par quittance cy rendue, de forte monnoie. C. s.

Somme de foible monnoie. XXXIX s XV s.

Et de forte monnoie.

LVIII £ XV s.

Et de mousture V set. mine II b.

Plus loin on trouve la mention suivante sous le titre « Despence faicte par les mandemens de monseigneur »

« à Pierre Thoreau, secrétaire de mond. seigneur, et Simon Paluau, son procureur, a esté baillé par le mandement de monseigneur la somme de XII £ VII s. VI d. et l escu d'or de foible monnoie pour faire certains voyages à Loches devers le Roy que à Mazieres en Brenne, comme il est déclaré ond. mandement donné le XXle jour d'octobre l'aa mil III XXIX cy rendu pour ce et en or XII £ VII s. VI d l escu.

(Arch. Vienne, E², 470.)

UNE AMULETTE HÉBRAÏQUE

Par M. SCHWAB,
De la Bibliothèque Nationale.

Il y a de longues années, à la fin de 1863, la Société des Antiquaires de l'Ouest a publié dans son *Bulletin* (pl. III) le fac-simile de deux inscriptions gravées sur plaques de plomb, d'après des reproductions en plâtre données par le capitaine de Fouchier. La Société, dès lors, a provoqué une explication des textes.

Il m'est agréable de me rendre à cette invitation, je n'ose dire « avec empressement », après trente-trois ans passés, mais dès que j'en ai eu connaissance, à propos d'une autre inscription hébraïque, publiée au même *Bulletin*.

Ces inscriptions contiennent certainement (non *peut-être*, comme disait la courte note de présentation) des formules magiques. Toutes deux se ressemblent littéralement, quoique légèrement différentes d'aspect. Dans les deux textes, l'un en sept lignes et demie, l'autre en huit lignes (un peu moins larges que les premières), on retrouve absolument les mêmes lettres, plus nettes à la 5^e ligne du 2^e texte qu'à cette ligne au premier texte, moins nettes par contre aux deux dernières lignes : elles se complètent réciproquement.

Voici la traduction... de ce qui est traduisible :

« Il n'y aura point parmi vous de stérile, ni de l'un ni de l'autre sexe » (*Deutéronome*, VII, 14). Ce verset est suivi des initiales désignant discrètement les diverses dénominations, qualifications et attributions de Dieu. Après quoi on lit un autre verset de l'Ancien Testament : « O Dieu, guéris-la maintenant. » C'est l'invocation adressée à Dieu par Moïse en faveur de sa sœur Miriam, alors malade (*Nombres*, XII, 13). Puis viennent des séries de traits s'entrecoupant dans tous les sens, ou en angles, ou en parallélogrammes, ou en arcs de cercles, aux extrémités auelées ou simplement arrondies. Au milieu de la 5^e ligne sont les quatre lettres וְדַבְרֵנוּ, quelque acrostiche de bon souhait, dont l'ensemble contient aussi par allusion l'idée d'*espoir*. A la fin, on voit de nouveau des abréviations de prières ou de sentences juives.

Nous sommes donc en présence d'une amulette contre la stérilité, que des époux privés d'enfants portaient sur eux. Elle a dû être

confectionnée au xvi^e siècle, époque la plus florissante de ces monuments de la superstition. En dépit de la défense mosaïque de croire aux sortilèges (*Nombres*, XXIII, 23), les gens crédules ne se contentaient pas de prier Dieu, mais recouraient à des voies détournées pour éloigner d'eux les maléfices et le mauvais sort, pour annuler les effets pernicioeux de l'esprit malfaisant, et le meilleur moyen de se préserver d'eux, c'était de les démasquer par leurs noms.

Comme nous l'avons dit en terminant le *Vocabulaire de l'angélologie et de la démonologie* (1), il n'y a pas de limite au nombre de termes qui se trouvent dans les grimoires du moyen-âge, provenant des transcriptions fautives de mots hébreux mal lus et plus mal compris, aussi peu intelligibles que les arabesques produites par les lignes enchevêtrées des signes astronomiques répondant aux sept planètes (2).

Or, en raison d'un sentiment de respect peut-être excessif, on ne devait pas prononcer le nom ineffable de la Divinité, ou tétragramme sacré, ni les dérivés de ce nom, ni même ceux qui simplement s'y rattachent. On eut alors recours à toutes sortes de moyens mixtes, à des subterfuges, pour tourner cette difficulté qui paraissait insurmontable : prononcer et ne pas prononcer ces noms, et l'on aboutit à ce double résultat : ne pas énoncer littéralement, strictement, pour ainsi dire brutalement, les noms ineffables, et cependant les évoquer par des congénères, identiques par le fond, sinon par la forme.

C'est alors qu'à côté de noms corrects raquirent toutes sortes d'équivalences, parfois bizarres, même baroques, volontairement inintelligibles pour les profanes, constituant des éléments mystiques appropriés à maintes circonstances de la vie. Lorsqu'on eut épuisé toutes les formules de mutation, de substitution et d'abréviation, on combina des traits les plus variés, dépourvus de sens, pour dérouter les plus persévérants investigateurs, pour écarter les indiscrets, et l'on forma des assemblages indéchiffrables même pour ceux qui les avaient fabriqués. Nous en avons un échantillon dans les inscriptions qui recouvrent l'amulette en question ici.

(1) Dans : *Mémoires* présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 2^e partie du tome X (1897), p. 427 [315].

(2) Entre mille exemples, voir l'amulette d'Isis sur agate blanche, publiée par Mariette, *Traité des pierres gravées*, t. I, pl. LXXI; S. Reinach, *Pierres gravées*, pl. XC.

LES ARMOIRIES

DE

L'UNIVERSITÉ DE POITIERS

Par M. Alfred RICHARD

Pendant les premières années du règne de Charles VII, la ville de Poitiers fut, concurremment avec Bourges, une des capitales de la France. Le parlement de Paris y avait été transféré dès 1418 et y séjourna dix-huit ans. Les membres éminents de cette assemblée ne tardèrent pas à s'apercevoir combien les ressources qu'offrait leur résidence étaient insuffisantes au point de vue des études littéraires ou de jurisprudence, et pourtant les éléments n'y faisaient pas défaut. Un nombreux corps judiciaire, rendu nécessaire par l'importance de la sénéchaussée de Poitou, des établissements religieux richement dotés et pourvus d'hommes capables, pouvaient fournir des professeurs pour un haut enseignement; aussi intervinrent-ils auprès du roi de France pour obtenir l'érection d'une Université à Poitiers. Le roi s'adressa au pape, suprême dispensateur de cette grâce; Eugène IV, qui occupait alors le trône pontifical, accueillit favorablement la demande de Charles VII et, le 28 mai 1431, il délivra une bulle qui donnait satisfaction aux désirs qui lui avaient été exprimés. Cet acte aurait dû être immédiatement suivi de la confirmation royale, mais celle-ci, en raison des événements, se faisant trop attendre, les intéressés se décidèrent à passer outre.

Le 1^{er} février 1432, une grande assemblée, comprenant de nombreux membres du clergé, du parlement, de la sénéchaussée, de l'échevinage et de la bourgeoisie de la ville, se tint au monastère de Saint-Hilaire de la Celle et on y arrêta l'organisation définitive de l'Université; le 4 février, les cours commencèrent par une leçon faite par le recteur Jean Lambert, pour la faculté de théologie; lo

londemain, 5 février, ce fut le tour du professeur de décret (droit canon), puis vinrent ensuite les cours des facultés de médecine, des arts et de droit civil, et dès lors ils continuèrent régulièrement.

Des lettres patentes, ratifiant la bulle papale, furent enfin délivrées à Chinon le 16 mars suivant : aux privilèges apostoliques conférés par le souverain pontife elles ajoutaient tous les privilèges, prérogatives, exemptions, immunités et droits octroyés par les rois de France aux autres Universités du royaume et particulièrement à celle de Toulouse, et de plus elles soumettaient tous les membres de celle de Poitiers à une juridiction spéciale ayant à sa tête un magistrat désigné sous le nom de conservateur des privilèges royaux de l'Université de Poitiers (1). A partir de ce jour, cette Université fut un corps régulièrement constitué, ayant sa place dans l'État, et auquel il fallait un sceau pour authentifier les actes qui émanaient de lui. Elle ne manqua pas de s'en pourvoir et se personnifia dans son chef, le recteur, dont l'image fut apposée sur ce premier sceau, en s'inspirant du même sentiment que celui qui porta les communes, à leur début, à prendre la figure de leur maire pour marque sigillaire. On y voit un personnage en robe, assis de face dans une chaire à haut dossier, vers qui se tournent six personnes, placées debout, trois à droite et trois à gauche de son siège; deux d'entre elles, vêtues de longues robes, portent chacune un bâton terminé par une sorte de boule; ce sont évidemment des bedeaux, tenant leurs masses ou verges, et flanquant le siège rectoral dans lequel est assis le chef de l'Université. Le sceau est de forme rondo, on cire rouge, d'une empreinte mal venue, qui ne permet pas d'en bien reconnaître les détails, et la légende, en lettres gothiques, est presque totalement disparue; il est suspendu par deux bandes de parchemin à un acte du 23 février 1456, v. s. (*Archiv. de la Vienne*, sceaux, n° 166) (PLANCHE I, n° 1).

Cet acte est la présentation faite par le recteur et l'Université de Poitiers, *Rector et Universitas studii generalis Pictavensis*, à l'abbesse et aux religieuses de Sainto-Croix, de la personne de Jean de Fougères, bachelier en décret, pour être pourvu du premier bénéfice vacant à

(1) Voy. *De l'Université de la ville de Poitiers, du temps de son érection, du recteur, et officiers et privilèges de ladite Université*. Poitiers, Abraham Moynin, 1613, in-f°.

la nomination de cette abbaye. Dans la formule finale, il est dit que cet acte fut fait dans l'assemblée tenue spécialement pour cet objet et qu'il est scellé du petit sceau rond de l'Université : *Datum Pictavis, in nostra congregacione generali specialiter super hoc celebrata et convocata, sub nostro parvo sigillo rotundo*. Il résulte de cette indication qui précise la forme du sceau, dont on usait en cette occurrence, que l'Université était dès lors en possession d'un autre sceau; ce dernier devait sans doute être désigné sous le nom de grand sceau. Quel pouvait-il bien être?

Il ne nous semble pas impossible, à défaut de textes, de pouvoir répondre à cette question. On remarquera, en effet, à la lecture des lettres patentes de Charles VII, que ce prince, dans la grande énumération de privilèges et de faveurs qu'il concède à l'Université de Poitiers, ne parle pas d'armoiries. Il y avait dans ce fait une dérogation à une habitude générale à cette époque dont le roi a donné lui-même plusieurs témoignages; nous n'en invoquerons qu'un seul, c'est quand, au mois d'avril 1440, il créa la commune de Saint-Maixent et qu'il lui attribua en même temps des armoiries qui sont minutieusement décrites dans les lettres de concession (1).

Or, avant cette année 1456, où nous avons la certitude que l'Université de Poitiers devait posséder deux sceaux, elle était pourvue d'armoiries royales. Ce fait est attesté par la date d'un monument sur lequel elles sont reproduites. Dans le courant de l'année 1451 on refondit la cloche que la ville de Poitiers avait donnée à l'Université et qui avait été installée dans le clocher de Saint-Porchaire. Cette cloche, qui au baptême reçut le nom d'Anne, est encore en place aujourd'hui et porte l'empreinte de quatre sceaux destinés à rappeler la part prise par chacun des deux corps à sa réfection. En effet, deux de ces sceaux sont aux armes de la ville de Poitiers et les deux autres reproduisent celles de l'Université (2). Ces derniers, de forme ronde, sont absolument semblables

(1) Voy. nos *Recherches sur l'organisation communale de la ville de Saint-Maixent*. Poitiers, Dupré, 1870, pages 19 et 196.

(2) La cloche de Saint-Porchaire a été décrite par M. Berthelé dans ses *Recherches pour servir à l'histoire des Arts en Poitou*. Melle, Lacuve, 1889, pag. 241-246. Bien que la notice qui est consacrée à cette cloche soit faite avec tout le soin que notre érudit confrère apporte à ses publications, elle contient des lacunes et même des erreurs qui nous avaient tout d'abord mis

et proviennent de la même matrice ; on y voit un livre formé par deux lanières à queue tréflée, la tranche à gauche, supporté par deux lions et accompagné de six fleurs de lis, trois en chef et trois en pointe, mises de rang. La légende circulaire en lettres gothiques porte ces mots : **S** (fleuron) **rectoris** (fleuron) **Universitatis** (fleuron) **Pictaornsis** (palmette) (PLANCHE II, n° 1). Cette fois nous sommes bien en présence d'un sceau armorial dont le meuble principal est un livre fermé ; les fleurs de lis qui l'accompagnent caractérisent la concession royale et les lions rappellent le blason de la ville de Poitiers (1). Bien que l'acte émané du roi donnant des armoiries à l'Université de Poitiers ne nous soit point parvenu, le fait n'en est pas moins certain et il doit être placé entre les années 1432 et 1451. A dater de ce jour le sceau armorial devint véritablement le sceau

en faute. On y lit (pag. 244) que les sceaux n° 2 et 3 sont frustes ; or, il n'en est rien. Ne pouvant procéder nous-même à la vérification des empreintes que portait la cloche, nous avons dû recourir à l'extrême obligeance du R. P. de la Croix, et notre excellent confrère et ami a bien voulu, avec la grande habileté qui le caractérise, faire le moulage des quatre sceaux dont elle porte l'empreinte. Or nous avons reconnu que deux d'entre eux, déclarés frustes par M. Berthelè, étaient ceux de la commune de Poitiers. Le plus grand (n° 2 de la notice Berthelè) représente les armoiries de cette ville telles qu'elles étaient blasonnées à cette époque, à savoir : *d'argent au lion de gueules à l'orle de sable chargée de 12 besants d'or, au chef d'azur à 3 fleurs de lis d'or* ; dans le champ du sceau, deux palmes entourent l'écuet on en voit deux autres enlacées à son sommet, enfin on y lit cette légende en lettres gothiques : **s : comuiz : et : maioris : pictavis : ad : causas : ..** L'autre sceau (n° 3 de la notice Berthelè), beaucoup plus petit que le précédent, présente les mêmes armoiries et décorations, mais n'a pas de légende, ce qui ne permet de voir en lui qu'un contre-sceau. Cette attribution est confirmée par le sceau en cire verte, suspendu à une sentence de la Cour de l'échevinage de Poitiers, en date du 26 février 1444, v. s., conservé aux Archives de la Vienne, n° 165, et dans lequel les empreintes provenant des mêmes matrices que celles qui ont fourni les reproductions de la cloche de Saint-Porchaire font l'office de sceau et de contre-sceau.

(1) M. Berthelè qui, pour l'interprétation de ces légendes assez mal conservées, n'avait pas cru devoir s'en rapporter à lui-même, a jugé bon de renvoyer à celle donnée par M. Douet d'Arcq dans la *Revue des Sociétés savantes* ; ce dernier lit ainsi la légende des sceaux : *Sigillum causarum Universitatis pictavensis* (page 244). Cette lecture nous avait inspiré des doutes et nous les avons exprimés dans une ébauche de cette étude insérée dans le journal *l'Avenir de la Vienne*, n° du 28 mars 1897, sous ce titre : « Les Armoiries de l'Université de Poitiers. Lettre de M. Richard, archiviste de la Vienne, à M. Deméré, président du tribunal civil de Montmorillon. » Les moulages pris par le R. P. de la Croix ont donné raison à notre méfiance, car nous nous trouvons en présence du sceau proprement dit de l'Université et non de celui de sa Cour judiciaire, ce que le mot *causarum* nous avait fait d'abord supposer.

authentique de l'Université, faisant passer au second rang le sceau personnel, en vertu d'un phénomène qui s'est produit dans tous les corps publics pourvus à un moment donné d'armoiries ; tel a été, entre autres, le cas pour la ville de Poitiers (1).

Quoique nous ayons qualifié de sceau armorial l'empreinte apposée sur la cloche de Saint-Porchaire, il y a une certaine réserve à faire à son sujet. Sa composition est insolite et en particulier on n'y voit pas l'écu qui est l'accessoire obligé des armoiries ; d'autre part, les parties principales de l'écu, le livre et les fleurs de lis, sont mélangées avec les supports représentés par les lions. De plus nous possédons un monument à peu près de la même époque qui donne les mêmes armoiries sous un aspect un peu différent et suivant une disposition qui est arrivée jusqu'à nous ; c'est le sceau de la Faculté de médecine que nous décrirons plus loin et sur lequel on ne voit que le livre surmonté de trois fleurs de lis. Enfin, au point de vue héraldique, les couleurs du blason du sceau rectoral ne pourraient être celles que la tradition nous a conservées, c'est-à-dire *d'argent, au livre de gueules, au chef d'azur à trois fleurs de lis d'or*. Autrement, pour ne pas déroger à la règle interdisant l'apposition d'émail sur émail et de couleur sur couleur, il faudrait, le champ étant d'une seule nuance, les blasonner ainsi : *d'argent, aux fleurs de lis de gueules posées 3 en chef et 3 en pointe et au livre de même placé au centre supporté par deux lions aussi de gueules*, cette couleur étant celle du lion du blason de la ville de Poitiers, qu'on a sûrement voulu rappeler dans celui-ci. Il est possible que les armoiries telles que nous venons de les décrire aient été accordées par le roi à l'Université de Poitiers ou simplement sollicitées par elle, mais il est aussi évident que, vu leur irrégularité, elles n'ont pas tardé, comme l'indique le sceau de la Faculté de médecine, à rentrer dans la règle commune, et que, placées dans un écu, elles ont rempli toutes les conditions exigées par l'art héraldique.

Quoi qu'il en soit, l'Université était, dès 1451, en possession d'un sceau armorial et il est hors de doute que c'est lui qui doit être opposé au petit sceau rond de 1456. Il dut être employé pendant de longues années et peut-être jusqu'au milieu du xvi^e siècle, époque

(1) Voy. Audinet, *Rapports sur la question des armoiries de Poitiers*. (Bulletin de la Soc. des Antiq. de l'Ouest, 1^{re} série, t. XII).

où l'Université sentit le besoin de renouveler les matrices de ses sceaux. A ce moment, le sceau armorial prit une vraie forme héraldique, soit que l'on ait, comme à Saint-Maixent, pour bien indiquer la concession royale, modifié le champ de l'écu qui était d'une seule couleur, pour lui donner un chef d'azur à trois fleurs de lis d'or, ou bien que l'on soit simplement revenu à un blason primitif indiqué par le sceau de la Faculté de médecine. Ce nouveau sceau est, comme le précédent, de forme ronde et porte un écu chargé d'un livre fermé par deux agrafes, la tranche à gauche, le plat du livre est décoré de coins en cuivre et d'un clou à cinq pointes à son centre. Cet écu est entouré de palmes qui viennent se confondre avec deux palmettes surgissant de son sommet et entre lesquelles se trouve une sorte de bâton à grosse tête. La légende en capitales romaines est celle-ci : (fleur de lis) SIGILLVM VNIVERSITATIS PICTAVENSIS 1565. Le nom du recteur a disparu de cette légende qui ne porte d'autre indication que celle de l'Université. Mais comme nous allons le voir, le caractère du sceau n'a pas changé, c'est toujours le sceau rectoral ainsi que l'attestent les formules des actes auquel il est apposé. Ceux que nous connaissons portent les dates du 1^{er} février et du 9 juillet 1580 (Arch. de la Vienne, sceaux plaqués, n^{os} 42a, b), du 12 juillet 1582 (id., n^o 42c), du 23 mai 1631 (id., n^o 11), du 10 novembre 1632 (id., n^o 42d) et du 20 décembre 1647 (id., n^o 42e). Ce sont tous des brevets de nomination d'officiers de l'Université. Or, il résulte du texte de ces actes qu'ils ont été délivrés sous le sceau du rectorat, comme le prouvent ces formules : *Nos Rector et Universitas venerabilis fructiferae studii generalis Pictavensis salutem... Datum Pictavis, sub signo manuali scribe generalis et sigillo rectorie dicte Universitatis*. Comme nous venons de voir que le sceau ainsi désigné porte la mention expresse qu'il est le sceau de l'Université, on doit en induire que dès cette époque, et sans doute antérieurement, la personnalité du recteur se confondait avec celle de l'établissement dont il était appelé à diriger les destinées.

Toutes les empreintes du sceau de 1565 sont pourvues d'un contrescel qui comme lui est rond et ne porte qu'une fleur de lis simple.

Par suite d'un emploi fréquent, les représentations gravées sur les sceaux finissent par se détériorer, et il y avait assez souvent lieu de

procéder au renouvellement des matrices. C'est ce qui arriva pour le sceau de 1565. Il fut remplacé par une autre matrice qui avait la prétention de reproduire la précédente, mais qui pourtant a avec elle certaines dissemblances qu'il convient de noter. L'écu offre la même disposition, mais le livre, au lieu d'avoir la tranche tournée à gauche, la présente à droite. Dans ce fait il ne faut voir qu'une inadvertance de l'ouvrier qui n'a pas pris le soin de graver à contre-sens le modèle qui lui était soumis; mais de plus le livre s'est modernisé, il a perdu ses coins et son clou central qui sont remplacés par des filets. Autour de l'écu il n'y a plus que les deux palmes qui se rejoignent à son sommet et enfin la légende qui ne porte plus de date est ainsi conçue : (fleur de lis) SIGILLVM UNIVERSITATIS PICTAVIENSIS. Il n'y a plus de contrescel.

L'acte auquel ce sceau est attaché, daté du 29 avril 1749, est comme les précédents le brevet de nomination d'un dignitaire de l'Université; ses formules sont absolument les mêmes que celles qu'on trouve dans les actes relatés plus haut, toutefois on y lit *sigillo rectorio* au lieu de *sigillo rectorie* (Arch. de la Vienne, sceaux plaqués, n° 43).

Des constatations que nous venons de faire il ressort que des premiers temps de l'Université à 1749, pour le moins, le symbole caractéristique de ses armoiries a été un livre fermé, le livre de Sapience, que plusieurs universités et particulièrement celle d'Oxford, avaient comme elle adopté pour insigne. Pourtant dans cet intervalle elle avait été gratifiée d'autres armoiries qui apportaient à cet emblème une modification caractéristique. En 1696, par mesure fiscale, le gouvernement ordonna à tous particuliers, corporations ou établissements possédant des armoiries d'avoir à les faire enregistrer moyennant le paiement d'un droit établi par un tarif spécial. On sait avec quelle légèreté les commis du traitant chargé de percevoir la taxe s'acquittèrent de leur mission; à défaut de renseignements certains fournis par les intéressés, ils leur attribuèrent des armoiries de fantaisie et l'on peut assurément classer au rang de celles-ci celles que l'on relève au nom de l'Université dans le registre 2 de l'armorial de d'Hozier, Généralité de Poitiers, art. 222 : « *d'azur à un livre ouvert d'argent surmonté de 3 fleurs de lis d'or, rangées en chef* ». Bien que ce blason ait été authentiqué par l'ar-

rêt rendu le 1^{er} juillet 1701, il ne semble pas que l'Université de Poitiers s'en soit jamais préoccupée, si même elle en a eu connaissance et elle ne cessa, comme nous l'avons dit, de porter son blason primitif.

Cependant, à côté de celui-ci, il s'en était introduit un autre qui dut à des considérations particulières la popularité dont il a joui jusqu'à nous. Voici dans quelles circonstances il a dû naître. L'Université de Poitiers ne se désintéressa pas des luttes religieuses qui marquèrent si fatalement la seconde moitié du xvi^e siècle, et, soit agissant en corps, soit par ses membres, elle se signala par son orthodoxie. Il était réservé à la Faculté de médecine d'en donner un témoignage public. Le 13 novembre 1615, elle fit marché avec le sieur Debonnaire, orfèvre à Paris, pour la confection d'une masse richement décorée ; celle-ci devait porter les armoiries des douze docteurs médecins composant la faculté, celles du roi, de la Ville et de l'Université. Or on apporta à ces dernières la modification suivante : sur le plat du livre fermé, au lieu des attaches des agrafes, on plaça le Christ en croix entre les deux témoins de la crucifixion, la sainte Vierge et saint Jean. Cette représentation nouvelle eut un grand succès, et ce qui en témoigne c'est qu'elle servit de type aux bois que firent graver les imprimeurs de Poitiers pour placer sur le titre des ouvrages édités par l'Université et surtout en tête des thèses de baccalauréat et de licence en droit.

Le premier emploi que nous en connaissons date de 1683 ; seulement, comme la présence des deux témoins de la crucifixion alourdissait le dessin de l'écusson, on les supprima et il ne resta que le crucifix.

Tous les imprimeurs de Poitiers ont imprimé des thèses en placard et pour s'attirer la clientèle des étudiants ils avaient le soin de leur présenter des modèles d'en-têtes variés. On n'y voit plus d'écusson héraldique, comme sur le sceau de l'Université ; il est remplacé par un cartouche de forme ovale qui renferme les pièces du blason universitaire, et ce cartouche est placé dans un gracieux encadrement.

Les graveurs ne se sont pas contentés de varier ces encadrements ; ils se sont aussi parfois livrés à leur fantaisie pour la figuration du blason. Les uns, comme Louis Braud en 1774 et en 1787,

tout en conservant le livre de Sapience, lui ont donné une forme insolite en lui fixant au dos quatre petits carrés imitant des sinots, dont l'accolade en cet endroit ne s'expliquerait guère si on ne s'apercevait que c'est une dégénérescence hardie des nerfs du volume indiqués au nombre de trois dans les anciens dessins; d'autres, supprimant totalement le livre, ont fixé le crucifix sur une planche encadrée de filets dans tout son pourtour, comme on le voit sur des imprimés de Christophe-Robert Courtois en 1722 et de Louis Braud en 1776; enfin Michel-Vincent Chevrier, en 1784, nous présente un livre ouvert sur le milieu duquel le crucifix est posé. Le même imprimeur se permit aussi une grande licence au sujet des couleurs du blason; pour lui le champ est d'or, le livre d'azur, le crucifix d'argent, et sont aussi d'argent les fleurs de lis du chef, mais nous devons ajouter que sur ce point il fait exception avec les productions de ses prédécesseurs qui sont tous restés dans la tradition. (Arch. de la Vienne, série D, imprimés.)

Dans la planche qui accompagne l'Essai de M. Pilotelle sur l'Université de Poitiers, paru en 1862, M. Ménard a reproduit le bois qui décore les thèses imprimées par Louis Braud et dont nous avons trouvé le premier emploi en 1774; il l'accompagna en outre de cette déclaration, que l'Université comme corps avait pour insignes un écusson portant : *d'argent, au livre fermé de gueules, chargé d'un crucifix d'or, au chef d'azur à trois fleurs de lis d'or mises en fasce* (1). Nulle protestation ne s'éleva contre les dires de M. Ménard, personne ne chercha à les contrôler et de ce jour jusqu'à maintenant on n'a pas cessé de regarder les armoiries qu'il avait décrites comme étant véritablement celles de l'Université de Poitiers. Elles ont figuré, peintes sur des cartouches, dans plusieurs cérémonies publiques et l'un de ces cartouches est encore suspendu à l'un des pilastres de la chapelle du lycée de Poitiers.

(1) *Mém. de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1^{re} série, t. XXVII, 1862, p. 292. M. Ménard fut l'éditeur d'un travail de M. Pilotelle, conseiller à la Cour d'appel de Poitiers, resté inachevé par suite de la mort de l'auteur et qu'il publia sous le titre d'*Essai historique sur l'ancienne Université de Poitiers*. (*Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, 1862, pp. 245-424.) Il y ajouta une double planche qui contient la reproduction du bois placé en tête des thèses imprimées par Louis Braud, les sceaux de la faculté de médecine et de la faculté de droit et la masse de la faculté de médecine.

Il résulte de la recherche à laquelle nous venons de nous livrer que ces armoiries ne sont qu'une modification, ayant un caractère privé, apportée au blason primordial de l'Université, blason qu'elle n'a jamais renié et qui a été traditionnellement reproduit sur les sceaux dont elle authentiquait ses actes, à savoir : *d'argent, au livre de gueules, fermé par deux agrafes, la tranche à gauche, et au chef d'azur, à trois fleurs de lis d'or.*

Bien que le sceau armorial de l'Université ait été chez elle d'un service usuel pendant son existence, elle ne mit cependant pas au rebut le sceau personnel qu'elle s'était primitivement donné. Elle s'en est servi à la fin du ^{xvii}^e siècle, c'est-à-dire dans ses derniers jours; toutefois, l'empreinte appendue aux actes où nous l'avons trouvée n'est pas sortie de la même matrice que celle de 1456. Elle appartient à la belle époque de la Renaissance et nous n'hésitons pas à la faire contemporaine du sceau armorial de 1565. Le dessin en est fort gracieux, comme il est d'usage pour toutes les œuvres de ce temps. Il représente le recteur de l'Université, assis dans sa chaise rectorale à haut dossier; il est coiffé d'un bonnet à cornes, tel qu'en portaient les érudits et les professeurs du ^{xvi}^e siècle et que nous le voyons en particulier sur le portrait de notre compatriote André Tiraqueau. Sa robe, qui, selon la tradition rappelée par M. de la Liborlière dans ses *Souvenirs de l'ancienne Université de Poitiers*, était de velours cramoisi à manches de soie noire, paraît être ornée, conformément à la même tradition, d'une bande de fourrure d'hermine au cou, sur les devants, et tout autour en bas(1). Les six personnages placés aux côtés de sa chaise apparaissent tous munis de masses ou de verges; ce sont les bedeaux ou massiers de l'Université qui, vêtus de longues robes et les bras nus, ressemblent fortement aux représentations contemporaines de soldats du prétoire entourant le siège de Pilate rendant sa sentence. La légende, en petites capitales, est ainsi conçue : (fleur de lis) SIGILLUM (fleur de lis) NOMINATIONVM (fleur de lis) VNIVERSITATIS (fleur de lis) PICTAVEN. (PLANCHE I, n° 2). Les termes de cette légende nous indiquent d'une façon explicite à quel usage ce sceau était destiné dans l'esprit de ceux qui l'avaient fait graver à nouveau. Nous n'en connaissons jusqu'ici que deux

(1) *Bullet. de la Société des Antiq. de l'Ouest*, 1^{re} série, t. IV, p. 68.

emplois à une époque extrêmement récente ; ils ont servi à authentifier deux actes de même nature, par lesquels l'Université présente des gradués pour occuper *ad libitum* des bénéfices vacants à la collation de l'évêque de Poitiers, des chapitres de Saint-Pierre, de Saint-Hilaire-le-Grand, de Notre-Dame, de Sainte-Radegonde et de Saint-Hilaire de la Celle et des abbayes de Sainte-Croix et de Montierneuf ; l'un, du 23 juillet 1779, est délivré à Alexandre Guillemot, clerc du diocèse de Poitiers et maître ès arts ; l'autre, du 29 juin 1787, à Louis Bernardeau, professeur de philosophie au collège de Sainte-Marthe et aussi maître ès arts. La netteté relative des empreintes de ce sceau semble indiquer que, bien que la matrice remontât à plus de deux siècles, elle avait peu servi, car il faisait double emploi avec le sceau armorial ; mais ce qui témoigne bien que, quel que fût le motif de sa reprise, le sentiment de la tradition entraînait toujours en compte dans les décisions de l'Université, c'est qu'au bas des actes du XVIII^e siècle on retrouve des formules absolument identiques à celles que nous avons relevées au XV^e siècle : *Datum Pictavii sub signo manuali scribæ nostri generalis sigilloque nostro rotundo* (1).

Notre étude nous paraîtrait incomplète si, après avoir dit tout ce que nous savons sur les sceaux de l'Université de Poitiers, pris individuellement, nous ne faisons aussi connaître ce que nous avons pu recueillir sur ceux des dignitaires de ce corps, qui, à raison de leurs fonctions, étaient appelés à authentifier certains actes, c'est-à-dire du Chancelier de l'Université et des Conservateurs de ses privilèges.

Les trésoriers du chapitre de Saint-Hilaire-le-Grand étaient, de droit, chanceliers de l'Université, mais ces personnages, tous pourvus d'armoiries personnelles, les employèrent sur leur sceau ; il ne semble même pas, si l'on s'en tient aux spécimens que nous connaissons, qu'ils aient pris soin de les entourer d'une légende rappelant leur charge. On trouve de nombreux sceaux de chanceliers, suspendus par des lacs de soie rose à des diplômes de bacheliers et de licenciés en droit, de 1761 à 1792, non retirés par les

(1) Pap. de la famille Guillemot, communiqués par M. Henri de la Martinière, élève de l'École des Chartes ; Arch. de la Vienne, E² 233, fam. Bernardeau, sceaux n^o 261.

récipiendaires, et qui sont conservés dans les Archives municipales de Poitiers. (Fonds de la Faculté de droit, carton n° 90.)

Venait ensuite le conservateur des privilèges ecclésiastiques, lequel fut d'abord l'abbé de Saint-Maixent, puis celui de Montierneuf, qui, comme le chancelier, se servit de son sceau personnel, et enfin le conservateur des privilèges royaux. Ce dernier avait un tout autre caractère que le précédent. Il était le chef d'une cour ou tribunal judiciaire devant lequel étaient portées les causes de toute personne tenant à l'Université, à quelque titre que ce fût; les appels de ses jugements allèrent d'abord directement au parlement de Paris, puis ils furent réservés au présidial de Poitiers après la création de cette juridiction.

La ville de Poitiers échoua dans son projet de faire doter son Université d'une juridiction sur les choses ecclésiastiques, analogue à celle qui touchait aux questions civiles; aussi cette dernière, constituée par les lettres patentes du 16 mars 1432, qui mettaient à sa tête le lieutenant du sénéchal du Poitou, s'empressa-t-elle de se pourvoir d'un sceau. Les Archives départementales ont l'heureuse chance d'en posséder une empreinte en cire rouge, de forme ronde, suspendue à un acte du 14 janvier 1432, v. s., c'est-à-dire postérieur de dix mois seulement à la création du tribunal (PLANCHE I, n° 5). Le dessin en est fort gracieux et représente un lion debout, tourné à gauche, soutenant la bannière royale à trois fleurs de lis tournée à droite, laquelle est accompagnée, dans le champ, de deux couronnes royales, l'une à droite, l'autre à gauche (Sceaux, n° 243).

L'annonce du sceau ne se trouve pas dans la formule finale où on lit seulement: « Donné et fait en la court de nous conservateur des « privilèges royaux donnez à l'Université de Poitiers »; en outre, la légende n'a pas été conservée sur la seule empreinte que nous connaissions, aussi pourrait-on mettre en doute que ce sceau fût particulier au conservateur des privilèges royaux; mais d'autre part on connaît les sceaux de la sénéchaussée de Poitou à cette époque et ils n'ont aucun rapport avec celui-ci. Toutefois, postérieurement, le Conservateur ne se préoccupa pas d'authentifier ses décisions par un sceau spécial; il employa celui de la sénéchaussée de Poitou, dont il était membre, ainsi qu'on le voit par de nombreux actes: le premier que nous ayons noté est une sentence du 9 novem-

bre 1499 (Arch. de la Vienne, E² 236, fam. de Fougères), laquelle est scellée du sceau et du contre-sceau de la sénéchaussée.

Nous arrivons enfin aux Facultés dont l'ensemble formait le corps de l'Université et qui avaient leur existence privée et indépendante.

En 1790 elles étaient au nombre de quatre : Théologie, Droit canon et civil, Médecine et Arts, celles de droit canon et de droit civil, primitivement séparées, ayant été postérieurement réunies pour n'en former qu'une seule. Elles possédaient toutes des sceaux, ornés de figures symboliques, l'Université seule étant en possession d'armoiries.

Nous ne connaissons pas le sceau primitif de la Faculté de théologie et cette lacune est fâcheuse, car elle nous force à émettre des suppositions au sujet de la figure représentée sur ceux, au nombre de deux, dont elle usait dans les derniers temps de son existence ; nous avons trouvé le plus grand, qui est rond, appendu aux diplômes de bachelier et de docteur en théologie délivrés à Alexandre Guillemot, maître ès arts, en date des 3 juillet 1780 et 8 août 1788. On y voit un personnage à mi-corps, nimbé, dans une niche surbaissée soutenue par deux colonnes dans le style de la fin du xvii^e siècle, et dans le champ, de côté et d'autre de la niche, les lettres S et H ; la légende circulaire en lettres capitales porte : SIGILLVM · FACVL-TATIS · THEOLOGIE · VNIVERSITATIS · PICTAVENSIS.

Par suite du système défectueux employé par l'Université depuis le xvi^e siècle, consistant à placer la cire destinée à recevoir l'empreinte du sceau entre deux feuilles de papier, celle-ci est généralement fort mal venue et nous aurions été dans l'embarras pour donner une description plus précise du personnage qui est représenté sur le sceau de la Faculté de théologie si nous n'avions eu à notre disposition un petit sceau ovale dont la matrice nous a été obligeamment communiquée par M. de la Martinière, qui est aussi possesseur des deux pièces que nous venons de citer. Cette matrice, rentrant dans la catégorie des sceaux à douille, est en cuivre, et en état de neuf ; nous n'avons jamais trouvé son empreinte au bas d'un acte et tout fait supposer qu'elle venait à peine d'être gravée lorsque la Faculté a été supprimée (PLANCHE II, n° 3).

(1) Ce sceau a été reproduit avec quelques inexactitudes dans la planche annexée à l'Essai de MM. Pilotelle et Ménard.

Dans la niche supportée par deux colonnes que porte le grand sceau se trouve une religieuse, caractérisée par sa guimpe à trois plis, avec le scapulaire de saint Benoît et un manteau à capuchon d'où sortent ses mains appuyées sur sa poitrine; elle est nimbée et au-dessus de la guimpe, sur le sommet de la tête, est un appendice indéfinissable; les lettres S. et H. se trouvent aussi dans le champ, d'où il résulte que ce cachet est la reproduction fidèle, mais amoindrie de celui que nous avons décrit quelques lignes plus haut; sa légende est aussi la même : SIGILLVM · FACVLTATIS · THEOL · VNIVERS · PICT.

Quelle est la véritable signification des lettres du champ? La première pensée les reporte à saint Hilaire, le docteur de l'Église, mais alors il faudrait admettre qu'au xvi^e siècle on a bien mal rendu le dessin du sceau primitif pour avoir changé un évêque en religieuse et l'avoir privé de sa crosse. Comme on ne voit aucun rapport entre ces lettres et la Faculté de théologie de Poitiers, on en est réduit à supposer que le graveur du xvi^e siècle, à peu près exact quant au costume du personnage, s'est trompé dans la gravure de l'une des lettres, et qu'à la place de la lettre H se trouvait la lettre O. Nous aurions alors devant nous la représentation de sainte Opportune, abbesse à Séz au viii^e siècle. Cette sainte était la patronne d'une église de Poitiers dans laquelle la Faculté de théologie procédait à la soutenance de ses thèses, c'est dans la cure de cette paroisse qu'elle tenait ses réunions et qu'étaient conservées ses archives, et enfin dans ses derniers jours les formules de ses actes sont celles-ci : *Datum Pictavii, in collegio nostro super hoc facto et celebrato in scholis opportunicis theologiæ*. Jus qu'à preuve du contraire nous croyons donc que c'est sainte Opportune qui est représentée sur les sceaux de la Faculté de théologie.

Il est plus facile de donner une description exacte du sceau de la Faculté de droit; malheureusement, ainsi qu'il est arrivé pour la Faculté de théologie, on ne connaît pas le sceau dont elle scellait primitivement ses actes. Toutefois, sa disposition nous est sûrement révélée par celui dont elle usait à la fin du xviii^e siècle et dont la matrice est conservée par notre Faculté actuelle, héritière des archives de celle qui l'a précédée (PLANCHE II, n° 2). Cette matrice, de forme ronde, de 0,03^e de diamètre, qui nous a été gracieusement communiquée par M. Le Courtois, doyen de la Faculté, est en cuivre et porte

au dos un appendice droit tréflé, dont le centre est percé d'un trou pour sa suspension. On y voit, dans le champ, le pape et l'empereur à mi-corps, tenant chacun un livre appuyé contre leur poitrine; au-dessous du pape est le soleil, au-dessous de l'empereur, la lune; enfin entre les deux personnages, au sommet, est la tête du Père Éternel sortant des nuages et en bas le globe terrestre surmonté de la croix. La légende, en capitales romaines, porte : FACVLTVM IVRIV VNIVERSITATIS PICT. Cette légende, incomplète par l'absence de la lettre S, oubliée par le graveur, s'interprète ainsi : *Sigillum facultatum juris Universitatis Pictavensis*, et constate l'union des deux facultés de droit canon et de droit civil symbolisées par le pape et l'empereur. Le pape porte la tiare à trois couronnes et de sa main gauche tient une des clés de saint Pierre; l'empereur a une couronne fermée, fleurdelisée, et de sa main droite il tient un sceptre terminé par une fleur de lis; les deux personnages sont barbus, les livres ont des fermoirs archaïques, tous signes jurant avec les caractères en capitales romaines de la légende et attestant l'antériorité d'un sceau dont celui-ci n'est que la copie, modifiée sur certains points par le graveur du XVIII^e siècle, qui, pas plus que ses confrères, ne se piquait de reproduire exactement le modèle qui lui avait été remis.

La Faculté posséda même un autre sceau que celui que nous venons de décrire et dont les empreintes sont appendues à des diplômes délivrés pendant les vingt dernières années de l'ancien régime et conservés aux archives municipales de Poitiers (carton 90). Rond, comme le précédent, il est plus petit et l'on n'y voit plus que le pape et l'empereur privés de leurs attributs et de leurs livres; le Père Éternel, le soleil et la lune ont aussi disparu, mais la légende s'est complétée par le mot SIGIL (*lum*).

Il reste à retrouver les sceaux individuels des deux Facultés de droit, antérieurs à leur réunion.

Au début de ces recherches, nous avons mentionné le sceau de la Faculté de médecine dont la connaissance nous a été bien précieuse pour arriver à la détermination des véritables armoiries de l'Université. Il ne semble pas que la Faculté, qui n'avait à user que rarement de son sceau, vu qu'elle n'avait pas d'étudiants et qu'elle délivrait seulement des brevets aux docteurs reçus dans d'autres Uni-

versités du royaume et venant exercer à Poitiers, ait, comme les autres Facultés, ses sœurs, été obligée de faire graver de temps en temps de nouvelles matrices. Le sceau qu'elles s'octroya à sa naissance nous est arrivé sans changement et la matrice, en cuivre, fait partie du fonds de la Faculté de médecine aux Archives départementales (série D). Elle est de forme ogivale, de grande taille (0,09) et, comme toutes celles de son époque, elle porte au revers un appendice droit, percé d'un trou permettant de la suspendre à la ceinture. On y voit représentés, sous deux arcades surbaissées, deux saints personnages debout, vêtus de longues robes, ayant l'aumônière à la ceinture et tenant l'un, saint Côme, de la main gauche la fiole dans laquelle il examine l'urine des malades, l'autre, saint Damien, une boîte dans laquelle sont les instruments de sa profession. Dans le champ, de chaque côté des niches, est une palme ; des palmes sont aussi employées dans le pinacle singeant le gothique, qui surmonte les deux niches. Au-dessous des saints se trouve un livre dont le dos est à trois nerfs, la tranche à gauche, fermé par deux fermoirs à attaches de cuir ayant sur leur queue un gros clou rond, et surmonté de trois fleurs de lis ; enfin, en légende, on lit en lettres gothiques , **S. facultatis Medicine Universitatis Pictavensis** (PLANCHE II, n° 4) (1).

Cette matrice est arrivée aux archives de la Vienne en 1806. Elle y entra en vertu de l'arrêté du préfet en date du 25 prairial an XII (14 juin 1804) qui, après la mort de M. Pallu, dernier doyen de la faculté de médecine de Poitiers, fit réintégrer dans le dépôt départemental « les livres, manuscrits, papiers et autres effets appartenant « à la ci-devant faculté de Poitiers » (2).

Nous arrivons enfin à la Faculté des arts. Nous connaissons deux types de son sceau. Le premier représente, dans un quadrilobe, un objet de forme à peu près ronde qui pourrait être une tête ou un masque, mais que, vu le mauvais état de la seule reproduction qui nous soit passée sous les yeux, il est impossible de déterminer. Il est suspendu à un acte du 4 mars 1494 et est ainsi énoncé dans

(1) M. Ménard a donné la gravure de ce sceau, mais faute de connaissances paléographiques il en a rendu dans son dessin la légende presque indéchiffrable

(2) Voy. ma *Notice sur les archives du département de la Vienne*. Poitiers, 1891, p. LXXXV.

la formule finale : *Has presentes litteras sigillo dicte facultatis et signo manuali bidelli ejusdem sigillatas et signatas* (Arch. de la Vienne, sceaux plaqués, n° 44). Ce qui nous autorise à penser que l'objet posé au milieu du quadrilobe est une tête, c'est que le sceau dont la Faculté s'est servi pendant tout le XVIII^e siècle porte une tête, inscrite elle aussi dans un quadrilobe et qui n'est évidemment qu'une dégénérescence ou une transformation du type primitif. On y voit un buste de femme tournée à gauche, coiffée d'un casque orné de lambrequins, et dont la poitrine semble recouverte d'une cuirasse; devant et derrière elle se trouve une étoile. Le sceau est rond et porte cette légende : + SIGILLVM FACVLTATIS ARTIVM PICTAVIENSIS. Les archives de la Vienne possèdent de nombreuses empreintes de ce sceau comprises entre les années 1710 à 1777 et nous en possédons personnellement de l'année 1786 (PLANCHE II, n° 6).

Doit-on, dans ce buste de femme à l'aspect guerrier, reconnaître Minerve ? Nous ne saurions dire si les créateurs du premier sceau de la Faculté des arts ont voulu se placer sous l'égide de la déesse de la Sagesse; il serait en tout cas bien anormal que, lorsque toutes les autres Facultés s'inspiraient pour se symboliser d'un sentiment religieux, seule la Faculté des arts ait recouru à une divinité païenne; nous sommes plutôt porté à croire que la signification de la tête représentée sur le sceau primitif s'étant perdue à la suite des temps, on ait, à l'époque de la Renaissance, vu dans elle la sage Minerve qui, un beau jour, sera apparue avec tous ses attributs sur le sceau renouvelé de la Faculté.

Notre étude sur les sceaux de l'Université de Poitiers se termine ici par la description de celui de la Faculté des arts, mais amené par nos recherches à nous intéresser à cette question des armoiries de notre Université, qui est à l'ordre du jour, nous avons cru ne pas sortir de notre rôle en essayant de lui reconstituer un blason dont nous avons présenté le dessin à nos confrères de la Société des Antiquaires de l'Ouest à la séance du 29 avril 1897. Dans cette composition, nous nous sommes efforcé de grouper ensemble les souvenirs s'attachant à la nouvelle institution créée par la loi du 10 juillet 1896 et d'en rendre, en nous conformant aux principes héraldiques, l'intelligence aussi précise que possible. Il se compose d'un

écu mi-parti : au 1^{er}, d'argent au livre de gueules tourné à gauche, fermé par deux agrafes, au chef d'azur à 3 fleurs de lis d'or, qui sont les armoiries de l'ancienne Université de Poitiers ; au 2^e, de pourpre aux palmes académiques d'or, qui symbolisent l'Université de France dont est issue la nouvelle Université. Cet écu, soutenu par deux lions rappelant le principal emblème des armoiries de la ville de Poitiers, est surmonté d'une toque professorale, et cet ensemble est abrité sous l'oriflamme de Charles VII, fondateur de l'Université en 1432, et sous le drapeau tricolore, emblème de la France. Enfin, au-dessous, se trouve une devise rappelant à l'Université de Poitiers qu'elle devra toujours tendre vers le mieux : *Prorsus, Pictavis, prorsus.*

EXPLICATION DES PLANCHES

Vu le mauvais état de conservation des empreintes des sceaux de l'Université, on avait d'abord eu l'intention de les reconstituer par un dessin en empruntant à chacune d'elles ses parties bien conservées de façon à pouvoir en former un tout à peu près complet; mais le Conseil de la Société des Antiquaires, saisi de la question, jugea qu'il serait moins dispendieux de reproduire simplement un spécimen des sceaux les plus importants à l'aide de procédés photographiques. Cette façon d'agir avait en outre l'avantage de donner une idée exacte des objets dont la description complète se trouve dans le corps de la notice. M. Perlat, photographe de la Société, a bien voulu, avec son obligeance ordinaire, procéder à la reproduction, qui n'était pas sans offrir une certaine difficulté, des empreintes, moulages et dessins qui lui ont été remis.

PLANCHE I

N° 1. — Petit sceau rond de l'Université, en cire rouge, 1456, v. s. Les seules lettres de la légende qui aient été conservées, *par* et *atis*, semblent s'appliquer aux mots *par[vum]* et *[universit]atis*.

N° 2. — Sceau des nominations de l'Université, en cire placée entre deux feuilles de papier. Il est attaché à un acte du 23 juillet 1779 qui est la présentation faite par le recteur et l'Université aux grands corps ecclésiastiques de Poitiers, de la personne d'Alexandre Guillemot, clerc du diocèse, maître ès arts, pour être pourvu d'un bénéfice.

N° 3. — Sceau rectoral de l'Université, en cire placée entre deux feuilles de papier, attaché à l'attestation donnée par François Umeau, docteur en médecine et recteur de l'Université, que Marin Boismoreau est, depuis dix mois, écolier en la faculté des arts, du 23 mai 1631.

N° 4. — Même empreinte où se voit la date de 1565, attachée à la nomination par le recteur et l'Université, de François de Lavœstine, bachelier en droit civil, comme conseiller de l'Université, du 12 juillet 1582. Toutes les formules de cet acte sont imprimées en lettres gothiques.

N° 5. — Sceau en cire rouge du Conservateur des privilèges de l'Université.

N° 6. — Sceau de la Faculté des arts, en cire placée entre deux feuilles de papier, suspendu au diplôme de bachelier ès arts décerné à Vincent-Louis Cochon, du 3 août 1754 (De notre collection).

PLANCHE II

N° 1. — Sceau de l'Université, sur la cloche de Saint-Porchaire.

N° 2. — Sceau de la Faculté de droit, d'après l'original.

N° 3. — Sceau de la Faculté de théologie, d'après l'original.

N° 4. — Sceau de la Faculté de médecine, d'après l'original.

Toutes les reproductions contenues dans cette planche sont faites d'après des empreintes en plâtre prises sur les matrices originales par le R. P. de la Croix.

PLANCHE III

Projet d'armoiries pour la nouvelle Université de Poitiers; miniature de M^{lle} d'Abnour, d'après le croquis de M. Richard.



PL. I.



PL. II.



PL. III.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1897

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. A. TORNÉZY, secrétaire.
 - II. — *La police municipale à Poitiers au XVII^e siècle*, par M. BOISSONNADE, professeur à la Faculté des Lettres.
 - III. — *Austrapius et les Taifales du Poitou*, par M. A. F. LIÈVRE, Bibliothécaire de la ville.
 - IV. — *Quelques ensaisnements de fiefs*, par M. CHAMPKVAL de VIERS.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

Pendant le second trimestre de l'année 1897, la Société des Antiquaires de l'Ouest a tenu, le 1^{er} avril, une séance extraordinaire. Elle s'est réunie en séance ordinaire les 29 avril, 20 mai et 27 juin 1897.

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 1^{er} AVRIL 1897

La séance est ouverte à 9 h. 20 du soir sous la présidence de M. Carré.

Dons

Le R. Père de la Croix offre à la Société, de la part de M. Millory :

1^o Quatre photographies de pièces autographes signées de personnalités intéressant le Poitou.

2^o Une médaille en bronze, frappée en 1870. relative à l'empereur Napoléon III.

3^e Un bouton des Loges maçonniques antérieures à celles actuelles.

La parole est donnée au R. P. de la Croix qui fait en ces termes l'histoire des fouilles importantes qu'il a dirigées à Berthouville (Eure) sur la demande et avec les subventions du ministère et des sociétés savantes du département de l'Eure :

« Le 21 mars 1830 le nommé Prosper Taurin, cultivateur au hameau du Villeret, commune de Berthouville, mettait à découvert, en labourant son champ, un trésor composé de 69 pièces d'argenterie de la plus haute valeur artistique — trésor ayant appartenu à un temple de MERCURIUS CANETUS OU KANETONNENSIS.

« Les pièces d'argent repoussé, et parfois doré et ciselé, sont pour la plupart des vases votifs, des patères, des coupes dont les sujets décoratifs sont empruntés à la mythologie et à l'histoire grecque. L'ensemble du trésor appartient aujourd'hui à l'État, qui s'en rendit acquéreur quelques mois après sa découverte, et il figure à la Bibliothèque nationale dans le département du cabinet des médailles, où il est considéré à juste titre comme de premier ordre, supérieur même aux trésors de Bosco-Réale (Italie) et d'Hildesheim (Hanovre) —

« Des pièces d'orfèvrerie aussi importantes, chargées d'inscriptions indiquant qu'elles étaient offertes au dieu Mercure Auguste de Canetonnum, n'avaient pas été enfouies en plein champ, loin de toute habitation, et puisque c'était un trésor religieux, loin de tout temple. — Au reste les cultivateurs n'ignoraient pas que les champs voisins renfermaient des substructions dont la forme se dessinait nettement alors que les récoltes étaient encore vertes, les plantes étant plus menues et jaunissantes lorsqu'elles ne trouvent pas une profondeur pour le développement de leurs racines.

« Guidé par la pensée de découvrir un autre trésor, un jeune archéologue de Bernay, M. Le Métayer-Masselin, eut l'idée d'entreprendre des fouilles au Villeret. — M. le Métayer était un homme très actif, mais non pas un archéologue érudit. Grâce à ses relations avec MM. de Saulcy, Longperier, Chabouillet et quantité d'autres savants, il parvint à se faire remettre d'importants subsides. Il débaya tout en grand, sans rencontrer le trésor qu'il cherchait. Désappointé, il négligea de remblayer ses fouilles, ce qui lui occa-

sionna des procès avec les propriétaires des terrains et de grands ennuis avec la population de Berthouville. On démolit les substructions qu'il avait mises à jour : chacun s'empara des matériaux, si bien que ce fut à peine si l'infortuné chercheur eut le temps de dresser un plan consignait le résultat de ses travaux. — La façon hâtive dont le plan fut établi ne permit pas à M. Le Métayer-Masselin de le contrôler sérieusement, si bien que ni savants ni architectes ne purent expliquer l'ensemble des constructions découvertes au Villeret.

« L'année dernière, le savant directeur du cabinet des médailles, M. Babelon, eut la pensée de publier une monographie aussi complète que possible du trésor du Villeret. En cette vue, il examina le plan de M. Le Métayer-Masselin, mais ne put, lui non plus, y comprendre quoi que ce fût.

« Il songea dès lors à confier à un archéologue compétent, non seulement la revision, mais la reprise des travaux de M. le Métayer, qu'il savait inachevés. En effet, M. le Métayer-Masselin, en raison de ses difficultés avec les propriétaires, avait abandonné le projet de fouiller une butte voisine du temple et renfermant à coup sûr des substructions gallo-romaines. — M. Join-Lambert, riche propriétaire des environs, archéologue distingué, à la générosité duquel on doit d'avoir pu fouiller complètement le terrain, ainsi que je l'expliquerai tout à l'heure, avait opéré en 1894 une tranchée dans cette butte. De plus, en juin 1896, M. Duval, propriétaire du champ où étaient situés les temples, avait mis à jour de grosses pierres de taille moulurées, ayant évidemment appartenu à la corniche d'un important édifice, et qui servaient de libages sur lesquels reposait un blocage en silex.

« Informé de ces faits par l'honorable M. Join-Lambert, l'éminent conservateur du médailler de France saisit de la question le comité des travaux historiques qui, à l'unanimité, désigna le Père de la Croix pour entreprendre les fouilles du Villeret.

« Tout confus de l'honneur qui m'était fait, j'acceptai la mission.

« Aux subsides de l'État, la société libre d'agriculture de l'Eure, celle de Bernay, et le conseil général du même département joignirent leurs subventions, qui auraient été cependant insuffisantes

sans le dévouement aussi généreux que désintéressé de M. Join-Lambert.

« Le 28 septembre 1896, j'arrivais à Berthouville n'ayant pour tout guide dans mes travaux que le plan incomplet de M. Le Métayer-Masselin.

« Ma première constatation fut qu'il n'existait pas un mur, sauf une portion de celui entaillé par M. Duval ; la seconde fut que le plan de M. Le Métayer-Masselin était en désaccord complet avec la réalité.

« Au bout d'un mois de recherches des plus pénibles, je parvins à comprendre pourquoi M. Le Métayer avait tout embrouillé : je me trouvais en présence de substructions de quatre temples d'époques différentes.

« Le temple le plus ancien se composait d'une grande enceinte enveloppant une aire de 4.600 mètres carrés environ.

« A l'Ouest de cette enceinte s'élevaient deux temples : l'un composé de deux rectangles enchâssés l'un dans l'autre.

« Le rectangle inférieur (CELLA) avait près de 100 mètres carrés. Un mur le séparait en deux parties très inégales.

« La plus petite paraît avoir servi à cacher les prêtres qui rendaient les oracles. Le rectangle extérieur (PRONAOS) couvrait à peu près quatre ares. Il était flanqué, au nord et au sud, de deux petites chambres qu'on suppose avoir été des servitudes et dans lesquelles, peut-être, on déposait les offrandes à Mercure, telles que le beau trésor trouvé en 1830.

« Ce premier sanctuaire était séparé d'un second par un préau de trois ares.

« Ce second temple, en forme de rectangle allongé, avait 24 mètres sur 6. Un mur séparait la CELLA DU PRONAOS.

« Autour de ces édifices régnaient des galeries pavées de dalles de pierres blanches. Dans la partie Est des bâtiments, d'autres galeries, ayant pour limites les murs du péribole, étaient également pavées en pierre.

« Toutes ces constructions furent détruites probablement vers le milieu ou dans la seconde moitié du III^e siècle.

« Plus tard, une reconstruction partielle eut lieu sur l'emplacement du premier temple ; on éleva alors un nouveau temple plus

petit, avec des murs moins épais ; il n'y a plus trace de chambre ou couloir réservé aux oracles.

« L'autre temple fut aussi réédifié, avec une CELLA carrée, à murs extrêmement épais et de fondations très profondes, et entouré d'un PRONAOS.

« Au Nord-Est de ce sanctuaire on rencontre une tourelle de 3 m. 30 de diamètre intérieur ; cette tourelle, dont la destination est inconnue, se trouve à cheval sur le mur d'une galerie de première époque dont les galeries n'existaient plus. Les preuves de leur disparition sont, d'ailleurs, en dehors de celles-là, très nombreuses.

« Au Sud du second temple, et chevauchant sur les constructions de première époque, on trouve deux hémicycles de seconde date.

« A cent cinquante mètres environ des temples, j'ai découvert un puits que j'ai fait déblayer entièrement. A quarante mètres de l'orifice, des galeries pour l'extraction de la marne avaient été creusées au moyen âge à droite et à gauche de l'œil du puits, dont la profondeur totale est de 70 mètres. Dans la couche de fond, j'ai trouvé deux mètres et demi cubes de bois environ, une manivelle de treuil, un crochet, une belière et sa chaîne, une petite houe, et enfin une clef — cette clef, le bois, la manivelle de treuil prouvent que ce puits était clôturé, qu'il n'était pas à colonne et enfin qu'il servait exclusivement aux usages du temple d'où on devait y venir puiser l'eau lustrale. S'il avait été public j'aurais certainement trouvé au fonds des objets comme j'en ai trouvé dans le puits de Mercure situé sur les hauteurs de la Roche à Poitiers.

« Le puits public était situé non loin de là, sur la voie romaine, dans un endroit que j'ai découvert trop tard. J'espère cependant le fouiller, car il donnera, j'en ai la certitude, des objets archéologiques de la plus haute importance. En même temps que le puits je fis attaquer la butte par mes terrassiers. Cette butte recélait les substructions d'un théâtre dont il ne restait, partout où l'on a fait des excavations, que 40 à 30 cent. des fondations de ses murailles. Les murs droits ont été entièrement déblayés sur une longueur de 225 mètres, et ont fait rencontrer 13 points de murs courbes dans 6 grandes fouilles et 7 petites.

« La façade du théâtre, orientée presque à l'ouest, mesure

65 mètres 50 de longueur, y compris celle du POSTSCENIUM qui est de 15 mètres 30. L'ouverture de l'ORCHESTRA (ICI ARENA) est de 29 mètres 30. La superficie des 6 murs courbes, sur lesquels se trouvaient les gradins occupés par les spectateurs, est de 2,544 mètres carrés.

Ce théâtre offre quelques particularités intéressantes. Les murs nord et sud, qui se rattachent à la façade, sont évasés en trapèze, et c'est sur eux que viennent buter et se perdre trois des murs concentriques. La partie centrale, qui se compose habituellement du PODIUM et de l'ORCHESTRA, semble être ici une ARENA destinée à divers usages. Enfin le PROSCENIUM, au lieu d'être terminé par un mur droit, est adossé à deux gros murs faisant face aux spectateurs, et formant un angle obtus, comme aux théâtres de Milet et de Laodécée.

« Les emplacements des temples, du théâtre et du puits ayant été fouillés, il restait à déterminer l'endroit où se trouvait située la petite ville de Canetonnum mentionnée sur les ex-votos découverts par Prosper Taurin.

« Dans cette intention je dirigeai d'abord mes explorations dans le petit hameau du Villeret. Plusieurs sondages et tranchées exécutés dans des cours habitées ne firent apparaître que des travaux du moyen-âge sans aucun vestige romain.

« On alla plus loin dans les propriétés voisines. Là une fouille fit rencontrer des restes d'hypocauste ; c'est à quelques mètres de là qu'existe le beau puits romain de 2 m. de diamètre, dont j'ai parié plus haut.

« On ne pouvait songer à entreprendre des fouilles en règle dans ces terrains plantés et cultivés. Toutefois je remarquai au bas de certaines pièces des débris de tuiles à rebord. Des trous destinés à la plantation des pommiers avaient mis à jour de nombreux débris romains ; un très grand nombre de mottes de taupes avaient ramené à la surface du sol une multitude de petits fragments de terres cuites ou poteries.

« Pour contrôler et appuyer ces observations je m'informai auprès de M. Duval, depuis longtemps propriétaire ou locataire d'une très grande partie de ces terrains, de ce que lui-même avait observé et trouvé. Avec une obligeance parfaite, M. Duval signala chacun des endroits où il avait trouvé des vestiges romains. Tout cet en-

semble d'indications m'a permis de déterminer l'emplacement du CANETONNUM gaulois dont j'ai dressé un plan.

« Cette petite ville, qui occupait une superficie de quelques hectares, se trouvait à côté de la voie romaine et était desservie par trois autres chemins dont un seul est encore en usage.

« Tels sont, très succinctement consignés, les résultats de mes travaux à Berthouville, qui ont duré du 28 septembre 1896 au 6 février 1897. Au point de vue archéologique ils sont d'une importance immense. Dans trois conférences successives que je ferai à Paris, au congrès des Sociétés Savantes, aux Antiquaires de France et à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, j'en entretiendrai le monde savant qui connaît déjà la découverte et s'en est ému. Enfin, aux frais de l'État et en collaboration avec M. Babelon, je publierai mes travaux de Berthouville avec tout le développement archéologique qu'ils comportent. Ce sera la préface des pages savantes que l'érudit conservateur du cabinet des médailles consacrera au beau trésor du Villeret ».

La séance est levée à 9 h. 3/4.

SEANCE DU 29 AVRIL 1897

La séance est ouverte à 8 heures et demie, sous la présidence de M. Carré.

— En l'absence du secrétaire la lecture du procès-verbal de la précédente séance est renvoyée à une date ultérieure.

Le président dépouille la correspondance qui comprend :

1° Une lettre du vice-président du comité d'initiative du monument à élever à Montreuil-Bonnin, remerciant la société de sa souscription.

2° Une lettre de M. Cons, recteur de l'Université de Poitiers, contenant des remerciements à l'occasion de son admission.

3° Une lettre de M. Schwab faisant connaître que les planches reproduisant l'inscription hébraïque ont été distraites du volume des mémoires de la société dans lequel elles étaient insérées. Il sollicite pour la bibliothèque nationale l'envoi d'un autre exemplaire complet. Il ajoute que l'inscription elle-même semble avoir

été altérée et demande s'il ne serait pas possible de la restituer exactement sur place. — Il sera fait droit à cette réclamation.

4° Une lettre de M. le comte de Marsy, contenant une invitation aux séances du congrès archéologique qui auront lieu à Nîmes, du 18 au 25 mai.

5° Une lettre de M. Blay, propriétaire, place St-Didier à Poitiers, relative à la statue découverte dans sa cave et dont il a bien voulu faire don à la Société. M. le commandant Marais fait observer que la chape du personnage représenté est attachée par une agrafe et, qu'à ses pieds, on voit une scène de résurrection. Ces particularités peuvent servir à déterminer la date de la statue et, peut-être aussi le nom du personnage qu'elle représente.

6° Une lettre du Président de la Société Dunoise contenant invitation à une solennité archéologique.

M. le Président fait part ensuite du décès de M. le général Savin de Larclause, de M. Léon Gaillard, membres titulaires, et de M. Brichaud, membre correspondant de la Société. Il ajoute qu'il s'est empressé de transmettre aux familles l'assurance de nos sympathiques condoléances.

Enfin, M. le Président annonce que quelques-uns de nos confrères ont été récemment l'objet de distinctions honorifiques dont il y a lieu de les féliciter.

M. René Valette a été nommé correspondant du Ministère de l'Instruction publique; le R. Père de la Croix a été nommé membre non résidant de la commission des travaux historiques et scientifiques.

M. Berthelé et M. Léo Desaivre, de Niort, ont été nommés officiers de l'Instruction publique. La Société leur adresse ses cordiales félicitations.

M. le Président énumère ensuite les publications qu'il a reçues depuis la dernière séance. La liste complète figurera à la suite du présent procès-verbal.

Dons faits en séance

1° Le R. Père de la Croix dépose sur le bureau une brochure contenant une analyse du travail de M. Charrier Fillon, sur la chapelle de St Philbert de Noirmoutiers, dont il est l'auteur.

2° Le R. P. de la Croix offre en son nom une monnaie romaine ainsi déterminée par M. le commandant Marais :

Monnaie romaine de Trébonien Galle. IMP. C. C. VIB. TREB. GALLUS AVG. (Imperator Cæsar Caius Vibius Trebonianus gallus).
- Buste radié à droite.

R. LIBERTAS PVBLICA. La liberté debout à gauche, tenant un bonnet et un sceptre transversal.

Argent. — Bonne conservation (V. Cohen, DESCRIPTION HISTORIQUE DES MONNAIES FRAPPÉES SOUS L'EMPIRE ROMAIN, t. V, n° 68.)

3° Le R. Père de la Croix offre encore quatre monnaies et un morceau de plaque de fermoir trouvées dans une cave de la rue Ste-Marthe, 4, par Eugène Copin (fumiste), et données par lui à la Société des antiquaires.

4° M. le commandant Marais fait don d'un exemplaire du tirage à part de l'article publié par lui et par M. Ernault sur l'étymologie du mot SAINTIER.

5° Le Commandant Marais offre à la Société de la part de M. Michel, conservateur du Musée d'Angers, l'empreinte (moulage en plâtre) du sceau de René de Daillon, abbé de Charroux de 1559 à 1567. Légende : * S*, RENATI*, DE*, DAILLON* ABBATIS*, CARROFENSIS*.

Ce sceau, dont une empreinte en cire existe au Musée de la Ville, a été étudié par Mgr Barbier de Montault dans une note intitulée « Le Sceau de René de Daillon » et publiée dans *la Province du Maine* en 1896. — La matrice de ce sceau appartient à M. Jolly-Guignard.

Le commandant Marais fait observer qu'il existe du même sceau deux empreintes, l'une au Musée de la ville, l'autre au Musée des Antiquaires, auquel elle a été donnée par M. de Longuemar.

Il ajoute qu'il serait peut-être à propos de comparer ce sceau avec un écusson en pierre, provenant de la démolition de l'ancien château de Poitiers à l'époque de la construction de l'abattoir, et représentant les armes des Daillon du Lude (Musée de la ville de Poitiers, n° 976).

6° M. Alfred Richard offre un exemplaire du tirage à part de son étude sur les TEIFFALES DU POITOU.

7° Enfin M. Poirault fait don d'un disque en bois de cerf, trouvé

à Blossac parmi des débris de sépulture, au sujet duquel il doit envoyer une note descriptive.

Communications

M. le commandant Marais fait connaître que M. Salomon Reinach a publié dans l'ANTHROPOLOGIE (1896, p. 462) un compte-rendu de sa NOTE AU SUJET D'UN CROCHET EN BRONZE APPARTENANT A LA SOCIÉTÉ (Don de M. le docteur Poupelard). Le savant archéologue termine ainsi son compte-rendu : « Je doute cependant qu'il faille le faire descendre jusqu'aux temps gallo-romains, la rencontre simultanée des poteries de cette époque n'étant pas établie avec certitude ; pour ma part, je le crois celtique et pense que la découverte d'objets analogues en Irlande est de nature à confirmer cette manière de voir. »

Le R. Père de la Croix annonce la découverte par un paysan de Vivône d'un trésor contenant 471 pièces de monnaie qui lui ont été confiées ; elles ont été examinées par M. le commandant Marais qui a reconnu que ces monnaies portent toutes le nom METALLO. Lorsqu'on aura pu déterminer exactement l'endroit de la découverte, il sera possible de les dater, grâce à l'étude des événements historiques qui se sont accomplis dans la région. M. le commandant Marais ajoute qu'il a pu constater que ces pièces sont toutes au même type, mais avec des modes de frappe différents.

M. Alfred Richard dit avoir reçu, lui aussi, communication de 600 blancs du xvi^e siècle. Il demande à être inscrit à une prochaine séance pour donner lecture d'une étude relative à cette découverte.

Le R. Père de la Croix entretient la Société du Donjon de La Roche-Posay. Ce n'est pas sans raison, dit-il, que M. de Longuemar avait signalé à La Roche-Posay l'existence de restes romains. avait indiqué, en effet, qu'il y avait eu en cet endroit une VILLA ROCA. Le P. de la Croix a constaté l'exactitude de cette assertion. Personne n'ignore que La Roche-Posay possède des eaux curatives qui sont déjà exploitées pour la santé publique, et dont l'exploitation va être l'objet d'une plus grande extension. Or, ces eaux ont déjà été connues des Romains qui en avaient fait usage. Il serait important, ajoute le R. Père, de demander au Comité des monuments historiques le classement des restes anciens qui subsistent encore à La Roche-Posay, le Donjon, l'Eglise, la porte, etc. Mais au préalable il y aurait

lieu de demander à notre confrère, M. Alexis de Chasteigner, propriétaire du Donjon, s'il consentirait au classement. Alors seulement le Président pourrait adresser à ce sujet un rapport au ministère.

La Société, reconnaissant l'intérêt de la communication faite par le R. Père de la Croix, le charge d'étudier la question, de rédiger un rapport à la suite duquel seront prises, s'il y a lieu, les mesures nécessaires au classement.

Sur la proposition de M. le trésorier il est procédé à l'incinération de l'obligation n° 2 de l'emprunt de 1879, sortie au dernier tirage et remboursée à M. Ducrocq le 13 avril 1897.

Il est ensuite procédé à un vote sur la présentation comme membre titulaire résidant de M. Marche, libraire à Poitiers. — M. Marche est élu en cette qualité.

Lectures

M. Alfred Barbier lit une étude intitulée: NOTES SUR LES GAGES ET PENSIONS DES OFFICIERS DE LA VICOMTÉ DE CHATELLERAULT EN 1429.

M. Alfred Richard donne lecture d'un travail sur LES ARMOIRIES DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS.

La séance est levée à onze heures. Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications poitevines

Le mois bibliographique ; cinquième année.

N° 3 ; 1^{er} mars 1897. N° 4 ; avril 1897.

Bulletin de la Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts de Poitiers.

N° 325. — 3^e trimestre de 1896.

N° 326. — Dernier trimestre de 1896.

N° 327. — Premier trimestre de 1897.

V. Conférence Nocard.

Bulletin de St-Martin. — N° d'avril 1897.

Catalogue mensuel de M. L. Clouzot.

L'Horticulture poitevine. — N° d'avril 1897.

Revue poitevine et des confins de la Touraine et de l'Anjou, 12^e année, n° 12. — 15 décembre 1896.

V. La pierre tombale de Philippe du Teil (13^e s.) par l'abbé Alfred Largeau.

V. La maison de Rabelais à Chinon par M. Henri Grimaud.

Publications des départements

Bulletin de l'Académie du Var. — Nouvelle série, t. XIX, 1896. — Toulon, in-8° 1896.

V. Ruines des gorges d'Ollioules par M. Bottin et art. sur Canneaux (Commune d'Andou, Alpes-Maritimes).

Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse; n. série, t. VIII. Toulouse, in-8° 1896.

V. Les fouilles de Martres-Tolosane (1826, 1840, 1890) par M. L. Joulin.

Comité archéologique de Senlis; comptes-rendus et mémoires. 3^e série, t. X, année 1875.

Revue des provinces de l'Ouest, 13^e année, t. XX, 31 mars 1897
15 avril 1897.

Revue Savoisienne; Société Florimontaine, d'Annecy, n. 1. 1^{er} trimestre. Annecy, 1897.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n. 227
mars 1897.

Bulletin monumental dirigé par M. le Comte de Marsy, 7^e série, t. I, 1896.

V. Découvertes archéologiques du R. P. de La Croix au Villeret (Berthouville) en 1896. par l'abbé Porée.

V. Fouilles à la cité de Périgueux, par M. de Roumejoux.

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, 3^e série, t. VII, XVII^e vol., 1^{er} fascicule 1896.

V. Cahier de doléances en 1789.

V. Inscriptions romaines à Entrains (Nièvre) par H. Sarriau; reproductions photographiques.

Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers, 4^e série, t. X (1896).

Bulletin de la Société archéologique de Touraine, t. X, 2^e, 3^e et 4^e trimestres de 1896. — V. dans le n° du 3^e trimestre un art. de M. Buisard : Une succursale des Gobelins à Tours (1613-1625); et dans le

n° du 4^e trimestre une étude de M. P. Lesourd sur : Histoire des ponts de Tours.

Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze. — 1^{re} livraison de 1897. V. art. de M. René Fage, sur Le Général Souham; — et un autre de M. Bombal, intitulé Recherches sur la villa Gallo-romaine de Longour; nombreuses planches.

Recueil des notices et mémoires de la Société archéologique du département de Constantine, 9^e vol. de la 3^e série, années 1895-1896.

Bulletin (avril 1897) de la Société d'Émulation des Côtes-du-Nord.

Bulletin de la Société Dunoise, n° 111, avril 1897.

Les Chartes de Saint-Bertin, publiées ou analysées par M. l'abbé Bled, t. IV, 1^{er} fascicule; in-4° de 182 p. St-Omer, 1897.

Publications de Paris

Revue des Questions historiques, 31^e année, 122^e livraison; 1^{er} avril 1897;

Nouveau Dictionnaire de Géographie Universelle de Vivien de St-Martin. Supplément, 7^e fascicule. Du mot Caroline au mot Colchester.

Le Correspondant, 69^e année, — 25 mars 1897, 10 avril 1897.

Annuaire de la Société philotechnique, 25 avril, année 1896, t. 55.

Bulletin du Comité des Beaux-Arts des départements du 1^{er} mars 1897.

Catalogue de médailles à vendre au cabinet de numismatique et de timbrologie. Place Louvois, n° 2, Paris.

Catalogue mensuel de livres d'art, anciens et modernes, de Georges Rapilly.

Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, t. VII, 4^e série, 1896, fascicule 6.

Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, année 1897, 4^e série, t. XXV.

Bulletin de janvier et février.

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1896, 1^{re} et 2^e livraisons. A signaler les membres suivants de la Société des Antiquaires de l'Ouest : M. Lièvre a lu un

mémoire sur les transformations du menhir (p. XXXV); M. B. Le-
dain un mémoire de M. Luguët, sur les caractères distinctifs de la
stèle et du cippe; le R. P. de La Croix a raconté les fouilles qu'il a
entreprises dans les fondations de l'église d'Yzeures au mois de fé-
vrier 1896.

Revue de l'Histoire des Religions, 17^e année, novembre et décem-
bre; 18^e année, janvier et février.

Publications de l'Etranger

— Bulletin du cercle historique et Archéologique de Gand, 4^e an-
née, n^o 8, Gand.

— Documents et rapports de la Société paléontologique et archéo-
logique de Charleroy, t. XX, 2^e livraison in-8 1895.

— V. La Sambre archéologique par D. A. Van Bastelaer.

— Boletín de la Real academia de la historia, t. XXX, cuaderno,
IV, abril 1897, Madrid.

— Bulletin des commissions royales d'art et d'archéologie, de
Bruxelles, 33^e année; 1894, 4 fascicules in-8.

— V. le cimetière franc de Fontaine-Valmont, lieu dit Hambois,
description d'objets recueillis et discussion des diverses questions
archéologiques qui s'y rapportent.

— V. le château fort de Bouillon; art. accompagné de dix vues ou
plans, 34^e année, 1895, 4 fascicules, in-8, Bruxelles.

— Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand, 5^e
année, n^o 1, 1897.

— Mémoires et publications de la Société des Sciences, des Arts
et des Lettres du Hainaut. Mons, in-8, année 1893.

V. Une Histoire de l'enseignement primaire en Hainaut, par M. Er-
nest Mathieu; elle occupe environ 430 p. Année 1896, un vol. in-8.

V. p. 121, l'Industrie des canons de fusils au pays de Liège, par
Edmond Dresse, p. 167. La corporation des pharmaciens de la ville
de Mons, par Charles Hodevaere.

Inventaire archéologique de Gand, — fascicule I. C'est un cata-
logue descriptif et illustré des monuments, œuvres d'art, documents
antérieurs à 1830, publié par la Société d'histoire et d'archéologie
de Gand, brochure grandeur in-8. Gand, 1897.

SÉANCE DU 20 MAI 1897.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2 du soir, sous la présidence de M. Carré.

Le secrétaire donne lecture des procès-verbaux des séances ordinaires du 18 mars et du 29 avril et de la séance extraordinaire du 1^{er} avril dernier. Ces procès verbaux sont adoptés après quelques rectifications.

Le Président dépouille la correspondance qui comprend une lettre de M. le maire de Poitiers, relative à l'entretien de la tombe de M. Bonsergent, affaire dont le conseil d'administration a eu à s'occuper et à laquelle il a donné une solution.

Il communique ensuite à la Société des lettres de faire part du décès de M. le général de division Savin de Larclause, l'un de ses membres, et de madame la vicomtesse de Beauchamp, femme de M. le capitaine de Beauchamp, notre confrère, victime de la catastrophe du Bazar de la Charité. Le Président ajoute qu'il s'est, par lettres, fait l'interprète des regrets que cause à la société la perte de M. le général de Larclause et de la vive sympathie qu'elle manifeste à M. le capitaine de Beauchamp à l'occasion du funeste événement dont il vient d'être frappé.

Puis il fait part du décès de notre estimé confrère M. Bélisaire Ledain, enlevé d'une manière si subite à l'affection des siens et à toutes nos sympathies. Il ajoute que, délégué par le conseil d'administration, avec le R. Père de la Croix, pour représenter la Société aux obsèques de M. Ledain, à Parthenay, il y a été rejoint par MM. Bonvalet et Henri Ginot et qu'il a prononcé sur la tombe le discours suivant :

Messieurs,

Je viens adresser à M. Ledain un adieu suprême, au nom de la Société des Antiquaires de l'Ouest. Nous sommes atteints de telle façon par sa mort qu'on ne saurait soupçonner l'étendue de nos regrets. Nous étions sa seconde famille, unis à sa personne par des liens intellectuels, aussi étroits que ceux du sang. Depuis quarante

ans M. Ledain appartenait à notre société, et je puis dire qu'il se donnait à elle tout entier.

Ce n'est pas le moment d'étudier son œuvre de savant; mais personne, je le pense, ne sera surpris de m'entendre affirmer que l'érudition provinciale perd en lui un de ses représentants les plus en vue, et les plus honorés. Sa notoriété était de bon aloi; il ne l'a jamais demandée à des procédés indignes de la science et, travailleur infatigable, il a personnifié chez nous le chercheur simple et franc; il nous a donné la sensation qu'il était une de nos gloires.

M. Ledain a voulu pratiquer, Messieurs, toutes les parties de la Science historique, et, dans chacune, il a apporté ce tempérament d'érudit qui frappait quiconque l'approchait. Il n'allait pas au plus pressé, en vue de multiplier ses écrits; il puisait aux sources, assuré qu'il était de faire ainsi œuvre durable. Je ne saurais énumérer toutes ses publications; mais je rappellerai celles qui sont, à mon sens, les plus considérables; l'Histoire de Parthenay, l'histoire de Bressuire, la Gâtine historique et monumentale, l'Histoire d'Alphonse, frère de Saint-Louis, et cette Chronologie des Maires de Poitiers, dont, il y a quelques semaines à peine, il nous donnait lecture. Nous avons vu M. Ledain collaborer aux Paysages et monuments du Poitou, et j'ose dire que dans la Société des Archives historiques du Poitou, il fut, avec son ami, M. Alfred Richard, celui qui sut le mieux préparer et assurer le succès.

La liste est longue des études particulières données par lui aux Mémoires et aux Bulletins de notre société, mais c'est là surtout qu'éclate la variété de ses préoccupations; c'est là qu'il paraît vraiment un polygraphe, promenant sa curiosité de l'archéologie à l'épigraphie, de l'histoire du moyen âge à celle des temps modernes et à la bibliographie. Il s'attachait volontiers aux antiquités de notre ville de Poitiers, à l'enceinte gallo-romaine, au Temple St-Jean, à la cathédrale, à l'Hypogée martyrium des Dunes; et de même il se complaisait à étudier les épisodes poitevins des vies héroïques d'une Jeanne-d'Arc ou d'un Du Guesclin.

Comment n'aurait-il pas conquis l'estime et l'affection respectueuse de ses confrères? Il a présidé deux fois la Société des Antiquaires, et, à des titres divers, il a siégé pendant plus de vingt ans dans ses conseils. Nous le désignons au public, aux sociétés savan-

tes, au congrès de France ou de l'étranger, à l'État lui-même comme un des meilleurs d'entre nous. Aussi bien s'est-il vu l'objet de distinctions flatteuses : Correspondant du ministère de l'Instruction publique, lauréat de l'académie des Inscriptions, et de la Société française d'archéologie, officier de l'Instruction publique, il aurait sans doute encore trouvé, dans son acharné labeur, quelque récompense plus haute. si la mort ne l'eût prématurément emporté.

Qu'il repose maintenant, lui dont la vie fut si remplie. Il nous laisse des regrets profonds; il en laisse d'inexprimables à cette mère et à cette veuve qui lui survivent pour le pleurer. Puissent-elles s'attacher à cette idée réconfortante que la mort n'était pas faite pour le surprendre, et qu'il pouvait l'affronter, ayant coutume de regarder au delà.

M. le président ajoute les quelques mots qui suivent :

J'ai à vous rappeler, Messieurs, la mort récente du général Savin de Larclause, membre titulaire non résidant de notre Société. C'était un homme considérable par son passé militaire, et c'était un archéologue. Il comptait parmi vous des amis, d'anciens condisciples, dont le deuil est le nôtre.

Vous savez combien sa carrière fut rapide et brillante. Elle se poursuivit en Orient, en Italie, en Afrique; elle fut mêlée à nos désastres de 1870. M. de Larclause était lieutenant-colonel de cuirassiers quand il fut fait prisonnier à Sedan. Il devint colonel en 1871, et général en 1878. Il eut l'honneur de commander l'Ecole de Guerre; il fut membre du Comité consultatif d'État-Major, chef d'état-major du 13^e corps d'armée, et chef d'état-major général du ministre de la guerre en 1886. Il fut atteint par la limite d'âge, quand il commandait, à Périgueux, la 24^e division d'infanterie. Il était officier de l'instruction publique, et Grand Officier de la Légion d'Honneur.

La Société des Antiquaires offre à la famille de Larclause ses sentiments de respectueuse condoléance.

À la suite de cette lecture qui reçoit l'approbation générale, le Président indique que le décès de M. Ledain laisse vacante la place de Bibliothécaire de la Société, qu'il est impossible de laisser cette fonction sans titulaire à raison du grand nombre de volumes qui doivent être catalogués et classés après chaque séance; que le con-

seil d'administration saisi de cette question, a, par application de l'article 4 du règlement de la Société, désigné pour remplir temporairement la fonction de Bibliothécaire M. Boissonnade notre confrère, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Poitiers, qui a accepté de les remplir.

Il demande à la Société de ratifier le choix qui a été fait par le Conseil. La Société accepte la nomination temporaire à la place de bibliothécaire de M. Boissonnade, présent à la séance, qui remercie et promet de s'occuper avec zèle non seulement du classement des volumes, mais aussi de celui des archives, travail très important, destiné à rendre les plus grands services à ceux d'entre nous qui désireraient les consulter.

Dons

1° Un diplôme offert à la Société des antiquaires de l'Ouest en hommage de collaboration par le Comité Niortais de la Société d'anthropologie nationale et d'art populaire, en souvenir du congrès de Niort en 1896.

2° Divers cahiers de notes de M. Léon Palustre, sur Guillaume IX, offerts au nom de Madame Palustre par Mgr Barbier de Montault.

Dons faits en séance

M. le Président offre en son nom personnel une brochure sur la lecture par lui faite à la dernière séance publique intitulée : La Révolution au parc de Blossac, 1790-1798.

Au nom de M. Boissonnade, une brochure contenant les conférences faites par lui aux séances des Congrès d'anthropologie de Niort sur les fêtes de village en Poitou et en Angoumois au XVIII^e siècle et la vie ouvrière en Poitou au XV^e siècle.

M. de la Marsonnière fait don d'un exemplaire du tirage à part du discours qu'il a prononcé comme Président à la dernière séance publique et d'une brochure sur M. Léopold de Mondion.

M. Alfred Barbier offre à la Société de la part de M. Th. Ducrocq, professeur de droit administratif à l'Université de Paris, le tome I^{er} de la septième édition du « Cours de droit administratif et de législation française », du savant correspondant de l'Institut. Ce tome

premier avec une introduction de droit constitutionnel présente le tableau complet de l'organisation administrative française.

Communications

M. le Président fait part à la Société des éloges que contient le dernier volume de la bibliothèque de l'école des Chartes (0. 176) sur le dernier travail de notre confrère M. Ernault intitulé : Glossaire moyen Breton qui a obtenu le prix Volney qui lui avait été déjà attribué une première fois pour un travail similaire.

Lectures

M. Boissonnade continue la lecture de son travail sur le commerce du blé en Poitou avant la révolution.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications de Paris

Annuaire Bulletin de la Société de l'Histoire de France, année 1896.

V. Un recueil inédit de portraits et de caractères (1703) par M. A. de Boislisle, pp. 206 à 252.

Bulletin et Mémoires de la Société Nationale des Antiquaires de France, 6^e série, t. V. 1894. V. Art. du baron de Baye, Sépulture du x^e siècle à Kier. — V. Une façade des thermes romains élevés au commencement du II^e siècle dans la capitale des Senones par M. G. Julliot.

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 1895

Bibliographie de l'Ecole des Chartes. Livraison de janvier à avril 1897. — V. Une étude de M. H. François Delaborde sur les travaux de Dupuy sur le trésor des Chartes et les origines du supplément.

Le Correspondant, n^o du 10 mai 1897.

Nouveau Dictionnaire de Géographie universelle de Vivien de St-Martin. Supplément, 8^e fascicule, du mot : Colchester, au mot Czudyn.

Journal des Savants, numéros de mars et d'avril 1897. V. dans le n^o de mars un article de M. Wallon sur la Correspondance du maréchal Davout.

Bulletin monumental dirigé par le comte de Marsy, 7^e série, t. I.

V. Article de M. L. Brugnier-Roure : Guide-Indicateur du Congrès de Nîmes, en 1897. — V. Art. de M. Buhot de Kersers : A propos des murs de Saintes.

Revue historique. 22^e année, t. 64, n^o de mai-juin 1897.

Publication des départements

Bulletin de la Société archéologique du Périgord. t. XXIV, 2^e livraison.

Mars-avril 1897. — V. A de Romejoux : L'église de Sergeac.

V. Repas pantagruélique servi par M. Courtois, à Périgueux, le 25 janvier 1784. — Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochecouart. XVI, n. 6, 1896.

Recueil de la Commission des arts et monuments historiques, de la Charente-Inférieure, et Société d'archéologie de Saintes, 4^e série, tome III^e, 2^e livraison, avril 1897. — V. Le fanum gallo-romain de Chahnon, canton de Saint-Hilaire (Charente-Inférieure), par le docteur G., — et les ruines gallo-romaines de la Brunette de Chercac par Georges Musset.

— Revue de Saintonge et d'Aunis. XVI^e volume, 3^e livraison — 1^{er} mai 1897.

Bulletin archéologique et historique de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, — t. XXIV.

Année 1896. 4 fascicules trimestriels.

V. Une clochette flamande à l'exposition d'Angers par Monseigneur X. Barbier de Montault (1^{er} fascicule).

V. La dépense journalière d'un château Quercynois au XIV^e siècle par M. Edouard Forestié (2^e et 3^e fascicules).

Bulletin de la Société Archéologique de Touraine, 1^{er} trimestre de 1897. Troisième centenaire de Descartes.

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1896.

Bulletin de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, du 14 mai 1897.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n^o 228, mai 1897.

Bulletin de la Société scientifique de la Corrèze, t. XIX, 1^{re} livraison. — Janvier-mars 1897.

Revue des Provinces de l'Ouest, n^o du 30 avril 1897.

Bulletin historique de la Société des Antiquaires de Morinie, année 1897, 1^{er} fascicule.

Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes, 16^e année, 2^e série, n^o 21, 1^{er} trimestre, 1897.

Annuaire des Bibliothèques et des Archives pour 1897 publié sous les Auspices du Ministère de l'Instruction publique, 12^e année. Paris, Hachette, in-12, 1897.

Brochure relative à une vente d'Antiquités trouvées en Orient ; — vente faite le 12 mai 1897, à l'Hôtel Drouot : Verrerie, bijoux d'or, pierres gravées, cylindres, statuettes égyptiennes, etc.

La Tradition en Poitou et Charente, publié par la Société d'Ethnographie nationale et d'art populaire. Congrès de Niort, Paris, 24, rue Visconti, Niort, 23, rue St-Jean, in-8, 1897.

V. Conférence de M. Gustave Boucher. La restauration de la vie provinciale par l'art et les mœurs, — V. Conférence de M. André Theuriot :

L'Ethnographie et l'art populaire.

V. Conférences de MM. H. Gélén, Baguenier Desormeaux, Boissonnade, Roy, Henri Clouzot, Léo Desavire, etc., etc.

Prospectus sur le t. I de l'ouvrage du Baron de Ruble : Jeanne d'Albret et la guerre civile.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, 3^e série, t. IV. Paris et Lyon, 1896.

§ Brochure : Médailles et jetons ; vente aux enchères publiques faites à Paris, rue Drouot, 9, le 15 mai 1897.

Catalogue de livres et documents imprimés et manuscrits, rares et curieux intéressant particulièrement le Bas-Limousin. (En vente chez Borne, libraire à Brive).

Le Saint-Maixentais, n^o du 15 mai 1897. V. Discours prononcé par M. l'abbé Bleau, dans l'Eglise de Saint-Maixent, pour la fête annuelle du 114^e de Ligne, le 14 mai 1897.

Publications poitevines.

Catalogue mensuel de M. Clouzot, n^o 333.

Bulletin de la Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts de Poitiers, n° 327, 1^{er} trimestre de 1897.

V. les Observations présentées par M. le docteur Autellet à propos du projet de loi sur la tuberculose bovine ; et quelques pages de M. le docteur Delaunay : Doit-on rendre obligatoires les injections de tuberculine ?

Bulletin de St-Martin, 5^e année, n° 7, mai 1897.

Revue du Bas-Poitou, 10^e année 1897, 1^{re} livraison 1897.

V. Le Trésor du Poiré-sur-Velluire par M. Emile Breuillac, conservateur de la Numismatique au musée de Niort.

SÉANCE DU 17 JUIN 1897

La séance est ouverte à 8 h. 1/2 sous la présidence de M. Carré.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté.

Le président dépouille la correspondance qui comprend :

1^o Le prospectus d'un travail sur le palais de justice de Grenoble avec invitation à souscrire à cet ouvrage.

2^o Une lettre de notre confrère M. Rougé Bienvenu, de Cinq-Mars (Indre-et-Loire), qui fait don à la société d'une vue photographique de l'ensemble de la ville de Tours.

3^o Une lettre de M. Léon Lecestre, trésorier de la Société de l'Histoire de France qui offre en don un certain nombre d'ouvrages publiés par cette Société.

4^o Une lettre de M. Lucien Paté, chef du bureau des Monuments historiques, qui accuse réception du tirage à part du travail de Mgr Barbier de Montault sur le vase de St-Savin.

5^o Une lettre de M. Picard, éditeur à Paris, demandant la liste des membres de la Société désireux d'acquérir des collections de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire.

Puis, le Président énumère et analyse les ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Dons

1^o M. de Rochebrune offre une brochure dont il est l'auteur,

extraite de la Revue du Bas-Poitou, intitulée : Le Temple gallo-romain d'Yzeures.

2° M. J. Chavanon, archiviste du département de la Sarthe, offre une brochure intitulée : Adémar de Chabannes, chronique publiée d'après les manuscrits.

3° M. Tornezy offre au nom de M. l'abbé Bougoin, supérieur du grand séminaire de Poitiers :

1° Eloge funèbre liturgique de Mgr Juteau, évêque de Poitiers, composé par M. l'abbé Bougoin et lu avant la mise en bière de l'Evêque défunt. Un exemplaire a été scellé dans un rouleau, et déposé avec le corps dans le cercueil ;

2° Un hymne à St Hilaire dont il est l'auteur ; cet hymne, mis en musique, a été chanté à la cérémonie de la Fête de Saint Hilaire à la cathédrale de Poitiers ;

3° Un exemplaire de la reproduction de l'Inscription latine composée par l'abbé Bougoin, gravée sur une plaque de marbre, placée dans l'Eglise St-Jean-l'Evangéliste de Châtellerault et destinée à rappeler la cérémonie du Baptême de la cloche donnée à cette église par S. M. l'empereur de Russie.

4° M. Tornezy offre de la part de Mgr Barbier de Montault :

1° Un contrat de mariage du 13 février 1716, mentionnant trois orfèvres de Poitiers : Charles Grilland, son fils Jean Grilland et Mathieu Joseph Drouinot. Les deux premiers furent tailleurs fiéffés ou graveurs héréditaires de la monnaie de Poitiers.

2° Empreintes d'une très rare médaille de Ste Lucie, offertes par M. Beaugrand, de Paris, auteur d'une vie de Ste-Lucie.

3° M. Rougé Bienvenu fait don d'une épreuve d'une photographie panoramique de la ville de Tours.

6° Le colonel Babinet offre un exemplaire du tirage à part de son étude intitulée : Le canon dans l'armée d'Edouard III et dans celle du Prince de Galles, et un exemplaire du tirage à part des première et deuxième parties de son ouvrage sur la Troisième guerre civile en Poitou.

Le Président informe la Société qu'il a reçu une notice nécrologique sur notre regretté confrère M. Jules Richard écrite par M. de Loyne, membre de la Société Linéenne de Bordeaux. A cette occasion il croit être l'interprète de la Société tout entière en rappelant le

nom de notre ancien confrère et en manifestant de nouveau les regrets causés par sa perte si imprévue et si prématurée.

M. le Président donne ensuite lecture d'un rapport qui lui a été adressé par M. Boissonnade, bibliothécaire de la Société, sur l'état actuel de la bibliothèque et des archives et sur les moyens pratiques qu'il compte employer pour cataloguer et classer ces deux très importantes parties de nos collections. La Société rend hommage au zèle de M. Boissonnade, approuve les conclusions de son rapport en laissant au conseil d'administration le soin de les ramener à exécution.

Communications

Le R. P. de la Croix appelle l'attention de la Société sur le projet qu'aurait formé la municipalité de Poitiers d'acquérir la maison Renaissance qui appartenait à notre confrère M. Léon Gaillard récemment décédé. La municipalité aurait l'intention d'y installer son musée lapidaire et archéologique qui occupe dans le musée de l'hôtel de Ville une place importante au détriment des collections artistiques qui sont trop à l'étroit. La commission des musées de la Ville s'est réunie dans l'immeuble même et s'est préoccupée de la question de savoir s'il convenait à la destination indiquée; elle a reconnu qu'il répondait à tous les besoins et a délégué deux de ses membres pour étudier la question. Le R. Père propose à la Société d'émettre un vœu tendant à la réalisation du projet dont il vient de parler.

La Société se conformant à la pensée du R. Père de la Croix :

Considérant que les collections artistiques de la ville de Poitiers, manquent de place dans le Musée de l'Hôtel de Ville ; qu'il serait utile de créer un Musée spécial d'archéologie facilement accessible aux travailleurs ;

Considérant que l'Hôtel de feu M. Léon Gaillard paraît remplir toutes les conditions désirables pour l'installation de ce Musée archéologique ;

Que d'ailleurs il y a intérêt à ce que la ville devienne propriétaire de cet immeuble, l'un des types de l'architecture renaissance à Poitiers ;

Emet le vœu que la municipalité de Poitiers achète l'hôtel dont

il s'agit pour y installer les collections lapidaire et archéologique et décide que ce vœu sera transmis par son Président à M. le Maire de Poitiers.

M. l'abbé Bleau fait remarquer que dans le dernier bulletin de la Société de l'Orléanais figure une étude sur les puits funéraires dont les conclusions sont absolument contraires à celles qui ont été admise par M. Lièvresur la même question.

Election

Il est ensuite procédé à un vote sur la présentation de M. le Colonel Gasselien en qualité de membre titulaire résidant.

M. le colonel Gasselien est admis en cette qualité.

Lecture

M. le Président donne ensuite lecture de quelques pages d'un travail sur la correspondance de Thibaudeau père pendant son mandat de constituant, puis la séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance autres que ceux figurant parmi les dons.

Publications des Départements

Revue des provinces de l'Ouest. N° du 15 mai 1897, n° du 30 mai 1897. V. article de M. Emile Travers sur le Caen illustré de M. Eugène de Beaurepaire.

Annales de l'Académie de Macon, Société des Arts, Sciences, Belles-Lettres et d'Agriculture. II^e Série, tome XII. Macon, in-8, 1895.

Bulletin de la Société archéologique de Touraine. Troisième centenaire de Descartes. — N° du 1^{er} trimestre 1897.

Journal de la Société d'Archéologie lorraine, et du musée historique lorrain; 45^e année, 1896.

V. Un voyage en Lorraine en 1741. — Statuettes gallo-romaines du cabinet du roi Stanislas; et Antiquités gallo-romaines du roi Stanislas.

Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du musée historique lorrain, t. XLVI (3^e série, XXIV^e volume), Nancy, 1896.

Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 2^e série, 1897, n^{os} 3 et 4.

Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences, et Arts de la Sarthe. — II^e série, t. XXVIII. Année 1897 et 1898 — 1^{er} fascicule.

Bulletin de la Société de statistique de l'Isère, 4^e série, t. III. Grenoble, in-8, 1897.

Bulletin de la Diana. Janvier-mars 1897, t. IX, n^o 5. V. Communications de M. J. Dechelette ; mémoire sur les vitraux de Saint-André d'Apchon.

Société de Borda, Dax — xxn^e année (1897), 1^{er} trimestre.

Le monde des plantes ; Revue internationale illustrée. — (Le Mans), n^o du 1^{er} juin 1897.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, t. XVI, 1^{er} bulletin (1897). — V. art. du marquis de la Jonquière : un surintendant de finances au xvii^e siècle ; Claude de Bullion.

Bulletin de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, n^o du 14 juin 1897.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, t. XIX, année 1897, n^o du 1^{er} trimestre.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, t. XI, n^o 139, 1897.

Publications de Paris

Revue archéologique, 3^e série, t. XXX, Mars-avril 1897.

V. art. de M. Saussé : Le tumulus de Fontenay-le-Marmiou (plaine de Caen).

Le Correspondant, n^o du 25 mai 1897, n^o du 10 juin 1897. V. art. de M, Edmond Biré : Une statue à un émigré.

Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements. N^o du 1^{er} juin 1897.

Publications poitevines

L'Amateur poitevin. Catalogue de livres et estampes sur les provinces de l'Ouest et les guerres de Vendée. N^o 10, mai 1897.

Bulletin de Saint-Martin, juin 1897.

Le mois bibliographique ; 5^e année, n^o 5, 1^{er} mai 1897.

La Mélusine, 2 n^{os}.

Publications de l'Etranger

Mémoires et documents publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 2^e série, t. IV. Les Suisses dans les guerres d'Italie, de 1506 à 1512, par M. Charles Kohler. Genève, in-8, 1896. Ouvrage écrit d'après des documents suisses, français et italiens.

Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Gand, 5^e année, n^o 3.

LA POLICE MUNICIPALE A POITIERS

AU XVII^e SIÈCLE

Par M. BOISSONNADE

Professeur à la Faculté des lettres

Parmi les droits essentiels qui depuis 400 ans appartenaient au corps de ville de Poitiers figurèrent jusqu'à la fin du XVII^e siècle la juridiction et l'exercice de la police. Les cent registres des délibérations municipales, les pièces assez nombreuses mais d'intérêt fort inégal qui concernent le tribunal de la mairie ou échevinage, permettent de donner une idée précise de l'étendue et de la nature de ces attributions, pendant la dernière période où le maire et les échevins les exercèrent dans leur plénitude. Le tableau que les documents nous autorisent à esquisser révèle dans ses détails qui ne manquent ni de saveur ni de piquant la vie intime d'une ville importante de province à l'époque du grand siècle.

On comprenait alors sous le nom général de police municipale des prérogatives de nature multiple. C'était d'abord le maintien de l'ordre matériel ou la police de la voirie (rues, promenades, alignements, travaux publics, salubrité et hygiène, balayage et nettoyage, pavage et éclairage, service des eaux et des incendies). Venait ensuite la police des subsistances, c'est-à-dire la réglementation des foires et marchés et de la vente de tous les objets de première nécessité. La municipalité avait encore la police industrielle, c'est-à-dire la surveillance des corporations, le soin de maintenir les règlements municipaux et royaux qui les régissaient, le droit d'intervenir dans leur organisation et leurs procès. Enfin, elle était investie de la police de la sûreté et des mœurs, et, à ce titre, elle devait veiller sur la sécurité des habitants et sur l'observation des lois de la religion et de la morale. En principe, c'est le corps de ville entier (le conseil municipal du temps), composé de 100 membres ou pairs, qui possède ces droits si étendus, dont nos municipalités n'ont plus qu'une partie. Mais, en fait, il en délègue l'exercice au maire, aux

officiers municipaux ou échevins et à un certain nombre de bourgeois. Chaque année, après l'élection et l'installation du maire qui a lieu le 14 juillet, se tient une assemblée générale nommée le mois des offices, où se fait la distribution des diverses charges municipales. C'est là que l'on désigne le *procureur de la police* qui doit assister le maire au tribunal de l'échevinage ; il a la direction générale de ce service, et sa fonction est si importante qu'elle est tous les ans continuée au même personnage. Pour les services de voirie, l'on nomme des intendants ou commissaires. A chacune des portes de la ville (portes du Pont-Joubert, de St-Cyprien, de la Tranchée, de St Lazare), sont préposés deux échevins et deux bourgeois. Le maire lui-même commence sa gestion en allant visiter à cheval avec eux, accompagné de ses sergents et de son trompette, les fortifications et les fossés. L'intérieur de la cité est divisé en 20 sections ou cantons, comprenant un nombre variable de rues ; dans chacune d'elles la police de la voirie est dirigée d'ordinaire par quatre intendants, à savoir deux échevins et deux bourgeois. A cette même réunion de juillet, sont élus les intendants des fontaines, « pour les faire conserver et continuer », et l'intendant du gros horloge. Quant à la police des subsistances, la direction en appartient aux visiteurs des viandes de boucherie, du gibier, du pain, du bois de chauffage, d'ouvrage et de cercles, aux intendants du minage et des moulins, de la poissonnerie, de la chaux, des tuiles et des briques. Près de 50 bourgeois, pairs ou échevins se partagent ces fonctions. Des fonctionnaires subalternes et gagés choisis tous les ans aident la municipalité dans l'exercice de ses droits de police. Ce sont le greffier de la cour civile et criminelle de l'échevinage, le huche ou trompette qui publie à son de trompe ou de trompette aux rues et carrefours les ordonnances de la commune, les quatre sergents et archers ordinaires du maire qui sont astreints annuellement à prêter serment au premier magistrat municipal et qui assurent l'exécution de ses ordres, enfin des agents de la sûreté plus ou moins permanents que l'on appelle du nom pittoresque de *chassecoquins*. Tel est le personnel supérieur et inférieur qui est chargé de remplir les obligations nombreuses qu'impose le droit de police municipale.

L'une des plus importantes est le service de la voirie. Ce n'est pas chose facile dans une ville du *xvii^e* siècle, que de s'acquitter des

soins variés qu'il réclame. A ce moment, Poitiers est encore, pour l'étendue, la seconde cité de la France, bien qu'elle n'ait guère plus de 20,000 habitants. Al'intérieur de l'enceinte fortifiée s'étendent, sur de vastes espaces, des jardins enclos de murs, des vignes, des terrains nus en chaumes ou crevassés d'ornières, comme ce plateau des Gilliers que l'intendant Blossac devait transformer plus tard en cette riante promenade qui est le charme de la ville moderne. De grands hôtels seigneuriaux, entourés de parcs, un grand nombre d'abbayes, de monastères, de prieurés enclos de hautes murailles, s'élèvent un peu partout. Les rues dévalent sur les pentes du plateau, avec leur pavé inégal, leurs fondrières boueuses où le passant glisse ou trébuche, avec leurs ruisseaux, torrents l'hiver, mares croupissantes l'été. Sur les bords de ces ruelles sinueuses, tantôt de riches maisons bourgeoises à pignons et à tourelles (c'est l'exception), le plus souvent de misérables habitations, moitié pierre et moitié bois, ou encore constituées de lattes entremêlées de terre, où grouille la population ouvrière. Elles avancent ou reculent suivant le caprice de l'habitant. Leurs toits en saillie, leurs étages qui surplombent, leurs enseignes expressives ou criardes en tôle qui grincent au vent, leurs tableaux ou emblèmes, leurs auvents ou galeries qui abritent la boutique, sont conjurés pour intercepter l'air et la lumière. Leurs escaliers à marches usées par le temps empiètent sur la rue. Leurs trappes et leurs portes de caves s'ouvrent comme des précipices sous les pieds du passant distrait; de grosses bornes, des banes de pierre ou de bois, des étalages rétrécissent encore le passage. Nul souci de la commodité publique; l'intérêt privé triomphe. Bravant les ordonnances municipales, l'habitant usurpe la voie, la dégrade ou l'encombre. Ici, c'est un riverain de Rochereuil qui, pour amener l'eau à son jardin, creuse paisiblement un canal au travers de la chaussée. Là, ce sont les Frères de la Charité, qui, sans s'inquiéter de l'autorisation du maire, bâtissent au delà de l'alignement et établissent un escalier de deux pieds au-dessus du niveau de la rue. Ailleurs, dans la rue du Coq « en pâte », ajoute un scribe facétieux, on a laissé une grosse pierre qui intercepte le passage aux carrosses. D'autres abandonnent sur la chaussée les voitures et les matériaux, tandis que les charretiers et les chevaux pénètrent, au risque d'écraser les passants et de culbuter les étalages, jusque sur

les promenades et dans les marchés, si l'on oublie d'y mettre les chaînes qui en protègent l'entrée. Que dire du pavé ? Tout est inutile pour le maintenir en bon état. Les efforts des quatre paveurs municipaux n'y peuvent suffire. La ville est trop pauvre pour en avoir un plus grand nombre et les bourgeois mettent peu de zèle à leur payer l'indemnité variable de 40 s. à 10 s. qui leur est due pour chaque toise de pavage. Aussi, presque à tous les conseils, quel concert de récriminations ! Les intendants ou inspecteurs des rues éclatent en plaintes. L'un signale le mauvais état de la rue du Pigeon-Blanc où les charretiers qui débouchent du Pont-Joubert viennent s'embourber avec leurs véhicules ; l'autre déclare que la rue des Jésuites, depuis le carrefour de la Baleine jusqu'à la chapelle du collège, n'est plus qu'une fondrière, « où il est presque impossible de marcher même en plein jour ». Celui-ci expose que le chemin haut de Tison s'éboule et « qu'il n'est pas de jour où il n'y arrive quelque accident ». Celui-là réclame à grands cris la réparation de la rue St Porchaire, de la rue des Halles, « les plus passantes de la ville », dit-il, et qu'on laisse depuis longtemps sans entretien. Peu de jours, peu de mois où ne revienne cet éternel refrain. Les portes et les ponts eux-mêmes ne sont pas mieux entretenus. Le pont St-Cyprien, dont la voûte est formée de madriers, de terres et de pierres pourries, menace sans cesse ruine. Les ponts de la Tranchée et le Pont Achard branlent si fort qu'on n'ose plus y passer à cheval. La porte St-Lazare tombe de vétusté et n'est conservée qu'à force de dépenses. Les bâtiments municipaux, échevinage, hôpitaux, gros horloge, poids public, présentent le même état pitoyable de délabrement.

Les ordonnances de police toujours renouvelées sur l'hygiène publique restent aussi toujours inexécutées. On ne se lasse pas de les édicter, et le public ne se lasse pas de les braver. Les étrangers qui traversent Poitiers, tels que le landgrave de Hesse, Maurice le Savant, en 1602, s'étonnent de la laideur des maisons et de la saleté des rues. C'est qu'en effet la plus grande partie des voies de circulation sont encombrées de terres, de terreaux, de délivres ou vidanges, de pierres, de fumiers ou fientes, et autres immondices que chacun laisse accumulés au devant de sa porte. Aussi à la moindre pluie, « il se fait, dit le procureur de la police, une si grande quantité « de boue, qu'on a bien de la peine à marcher, d'autant, ajoute-t-il,

« que le mauvais pavé contribue de lui-même à l'amas de toutes « sortes d'ordures ».

Pendant les six mois de la mauvaise saison, la glace, la neige s'amoncellent au-dessus de ces monticules nauséabonds. Pendant l'été et au printemps deux ou trois fois la semaine, trois tombereaux attelés de chevaux rétribués au moyen d'une taxe spéciale imposée sur chaque habitant suivant sa fortune, viennent recueillir « les bourières et balléages des maisons et boutiques ». Il y a mieux encore : les ordonnances ont beau prescrire aux propriétaires « d'avoir et faire en leurs habitations des privés, fosses ou cloaques ». Un grand nombre, dépourvus de ces lieux d'aisances ou préférant le grand air, s'en vont le long des remparts et à l'abri des ruelles satisfaire aux nécessités de la nature. Ceux-là même qui ont des privés ou cloaques ne se font nul scrupule, comme par exemple les maîtres du collège St-Pierre, de les laisser déboucher sur la place ou la rue voisine, transformant ainsi la voie publique en dépotoir. Au milieu de ces ordures, des bandes de pourceaux, le groin au vent, recherchent leur provende ou fouillent avec délices dans les immondices accumulés. On n'ose les proscrire que pendant l'été : il est alors permis de saisir les porcs trouvés en flagrant délit de vagabondage et de les confisquer au profit de l'hospice Notre-Dame. Du haut des fenêtres, les ménagères et les servantes lancent sur la chaussée, sans souci du passant, les eaux de cuisine, ou secouent la poussière des tapis et des balais. On imagine aisément les odeurs qui flottent dans l'atmosphère empestée de ces rues sombres et étroites. Au moindre orage les eaux charrient des torrents de boues ; les immondices y crouissent à la pluie et y fermentent au soleil ; de centaines d'étables s'élèvent les exhalaisons des animaux immondes. Rien d'étonnant si des épidémies formidables, peste, typhus, etc., viennent périodiquement décimer la population et venger la police municipale des dédains dont ses règlements ont été l'objet. On a moins de souci encore de la qualité des eaux que de la propreté des rues. Certaines maisons ont leurs puits. La plupart des habitants s'alimentent avec l'eau des fontaines publiques qui coulent au bas du coteau et dont plusieurs échevins assurent l'entretien. Des abreuvoirs tels que celui de St-Cyprien sont réservés aux bêtes de somme. Mais que les eaux soient pures ou non, nul n'en a cure. Ce que nous ap-

pelons le service de l'éclairage n'existe pas. La nuit venue, la ville est plongée dans les ténèbres. Aussitôt que le crépuscule est fini, le sacristain de Notre-Dame sonne la retraite avec la cloche de l'église. On tend les chaînes de fer qui barrent l'entrée de chaque place, de chaque rue. Nul ne doit plus sortir qu'accompagné ou précédé de torches ou de flambeaux. C'est uniquement aux moments de trouble ou d'alarme qu'on ordonne de tenir aux fenêtres des lumières pour prévenir tout désordre. Un incendie se déclare-t-il; rien n'est organisé pour l'arrêter. On essaie de l'éteindre avec les seaux de cuir ou de bois des particuliers. Quelques villes ont même des seringues à incendie ou pompes minuscules. Les couvreurs et les charpentiers cherchent à préserver les maisons voisines. Les ordres religieux, Capucins ou Jésuites, organisent des secours. Mais, malgré les dévouements individuels, il faut en général laisser accomplir au feu son œuvre destructrice.

Si la police de la voirie et de l'hygiène, qui s'y rattache, est loin d'être heureusement organisée ou strictement obéie, du moins la police des subsistances est-elle l'objet de soins incessants et minutieux et obtient-elle un succès relatif. Le socialisme municipal n'a rien qui effraie au XVII^e siècle. Le corps de ville sacrifie volontiers l'intérêt particulier à l'intérêt général quand il s'agit d'assurer la bonne qualité des produits, la loyauté des transactions, la facilité des achats pour le consommateur, quand il faut protéger le commerce local contre la concurrence du commerce forain, c'est-à-dire étranger. Chaque jour ou bien plusieurs fois la semaine, les échevins visiteurs du pain vont donc visiter les étalages des boulangers sur la place Notre-Dame-la-Grande ainsi que les boutiques de ces industriels.

Aux quatre Boucheries de la Regratterie, du Marché Vieux (aujourd'hui place d'Armes), des Trois-Piliers et de St-Michel, aux étalages mobiles des petits bouchers, voici encore les intendants ou inspecteurs municipaux. Ils interdisent d'étaler hors des halles, saisissent les viandes avariées, punissent la concurrence déloyale, etc. A d'autres échevins incombe le soin de régir la troupe indocile et tumultueuse des poissonniers et des harengères.

La police municipale doit surveiller encore les pâtisseries et leurs garçons qui, la corbeille sur la tête, vont dans les rues offrir les gaufres, les tartelettes, les craquelins, les casse-museaux.

Boulangers, meuniers, bouchers, poissonniers, regrattiers, débitants de sel ne peuvent se mettre en grève, cesser la vente, enfreindre les règlements sans encourir l'amende ou la prison.

On croit d'ordinaire que la Convention a innové lorsqu'elle décréta en 1793 la fameuse loi du maximum. Depuis longtemps, et en particulier à Poitiers, les municipalités faisaient du socialisme sans le savoir, lorsqu'elles tarifaient le prix du pain, de la viande, du beurre, du blé, du vin, du sel, et même du bois à brûler, du bois de charpente, du bois de cerces, des huiles, des briques, de la chaux et des autres matériaux de construction, lorsqu'elles forçaient les industriels et les marchands à approvisionner les marchés, lorsqu'elles prétendaient empêcher la hausse et les excès de la concurrence en persécutant les intermédiaires et en poursuivant les accapareurs. La confiscation, des peines pécuniaires, des peines infamantes, comme la prison et le pilori, servaient de sanction aux règlements municipaux. Outre la surveillance quotidienne ou hebdomadaire des marchés, le maire et les échevins possédaient la police des grandes foires, dont la principale était celle de la Mi-Carême. Alors les marchands étrangers affluaient, dressant leurs étalages aux Halles ou sur la place du Vieux Marché. La milice urbaine, composée des bourgeois de Poitiers, était mise en réquisition, et les six compagnies qui la composaient, sous la conduite de leurs capitaines et lieutenants, devaient à tour de rôle le service de garde, postées soit à la Boucherie, soit au carrefour des Augustins.

La police des corporations industrielles et marchandes appartient aussi de longue date et dès le ^{xiii}^e siècle au corps de ville. Il approuve les règlements corporatifs et en surveille l'application. Son chef, le maire, reçoit le serment des ouvriers admis au patronat. C'est à lui qu'ont recours les maîtres, les compagnons et apprentis, dans leurs différends. C'est lui qu'ils harcèlent de leurs réclamations, de leurs plaintes, toujours prêts dans leur humeur hargneuse et processive à voir dans les moindres faits des atteintes à leurs privilèges. Un jour, ce sont les marchands de nouveautés qui prétendent vendre des jupes et des robes de chambre, et les tailleurs qui revendiquent ce droit pour leur métier. Un autre jour, ce sont encore les tailleurs, jusque-là seuls en possession du lucratif et esthétique privilège d'habiller les dames, qui veulent interdire aux

couturières, dont la profession commence à apparaître, d'exercer leurs prérogatives. Voici toujours les tailleurs en lutte contre les marchands chapeliers enjoliveurs, les chaussetiers contre les merciers, les bonnetiers contre les fabricants de bas au métier, les tireurs d'estaim ou de laine filée contre les cardeurs de laine. Puis ce sont les cordiers en querelle avec les chandeliers, les serruriers avec les maréchaux, les maréchaux avec les taillandiers. Dans l'intérieur même de chaque corporation, que de discordes dont les échos viennent troubler la quiétude du corps de ville et exiger son intervention ! Discordes entre les anciens et les jeunes maîtres sur la nomination de leurs gardes-jurés, de leurs trésoriers ou clercs de boîte, discordes entre patrons et jurés sur l'exercice du droit de visite et l'exécution des règlements, discordes entre patrons et ouvriers au sujet du mode de placement, du contrat d'ouvrage et des salaires, sans parler des disputes de préséance soulevées entre chaque corporation pour l'assistance aux cérémonies publiques, processions, exécutions capitales.

Plus importante encore est la tâche d'assurer la sécurité des habitants. Aussi la police municipale se préoccupe-t-elle d'écarter de la ville les éléments suspects. Le nouveau venu qui veut « s'habituer, c'est-à-dire s'établir à Poitiers, doit commencer par déclarer au maire sa résolution, les motifs qui le guident, donner connaissance de sa naissance, de sa vie, de ses mœurs, de ses qualités ». Le conseil prononce l'admission, si le requérant « lui semble bien conditionné » suivant l'expression du règlement. Le voyageur à son arrivée dans la ville est tenu de remettre ses armes à l'hôte pour ne les reprendre qu'à son départ. Les ordonnances les plus rigoureuses sont édictées contre les vagabonds, soldats déserteurs, filoux, va-nu-pieds et autres gens sans aveu des deux sexes, auxquels on applique le nom expressif de caïmans, et qui, l'été, dorment sur la place Notre-Dame ou aux porches des églises, ou bien se réfugient dans les maisons louches du quartier Saint-Simplicien, la Cour des Miracles poitevine. Les surprend-on une première fois errants et mendiants dans la rue, on leur rase la tête et on les met au carcan pendant deux heures. A la seconde fois, on les fouette vigoureusement, et s'il s'en trouve que la police ait déjà marqués ou flétris du fer rouge à l'épaule ou au front, on les expédie aux galères sans

forme de procès. De fortes amendes punissent les hôteliers et logeurs qui leur donnent asile. Des descentes de police et des rafles ont lieu à intervalles irréguliers pour l'exemple. Dans l'une d'elles, une femme Milard et un sieur Barboteau, hôtes de la rue des Carolus et de Saint-Simplicien, chez lesquels on a surpris 15 caïmans des deux sexes, se voient dresser procès-verbal, puis imposer une condamnation pécuniaire. Il est interdit sous les mêmes peines de faire l'aumône aux vagabonds. Le jour, des agents de police, les chasse-coquins, avec un zèle intermittent comme leur salaire, font la chasse, armés de gourdins, aux besaciers et béquillards de toute sorte. Il en est cependant parmi ces malheureux qui sont dignes d'intérêt. Pour eux, la charité publique et privée fonde en 1657 l'Hôpital des pauvres renfermés, où les vieillards, les enfants, les femmes, les hommes valides même, au nombre de 200, sont admis à condition de travailler s'ils le peuvent à quelque ouvrage. La sollicitude du corps municipal s'étend encore aux enfants exposés que l'on trouve vagissant le matin aux portes des églises ou des couvents, sous les auvents ou sur les étaux des boutiques. Elle ne néglige pas le soin de ramener au bien les filles et femmes de mauvaise vie, que l'on enferme par charité pour les exhorter à la pénitence, et qui s'échappent parfois en escaladant les murs et en volant, pour témoigner de leur repentir, les âmes charitables qui leur ont donné asile. La police a l'œil ouvert sur les larrons de toute espèce, coupeurs de bourses (ancêtres de nos pick-pockets) qui dans les foires et marchés coupent prestement la bourse de cuir pendante à la ceinture des gens affairés ou distraits, sur les malandrins qui, embusqués aux coins des ruelles, attendent le passant pour le dépouiller de son argent et de ses habits, sur les riverains rapaces et peu scrupuleux qui enlèvent jusqu'aux pavés destinés au pavage des rues. Les surprend-on en flagrant délit, on les fustige dans la cour de l'échevinage, et souvent on les remet en liberté en les bannissant de la ville, ce qui leur permet de recommencer ailleurs leurs exploits.

Les voleuses subissent la même peine, comme on le voit en 1605 pour l'une d'elles qui avait dérobé un calice dans l'église Ste Opportune. La répression des crimes contre les personnes est également du ressort de la juridiction de l'échevinage. Il n'y a d'exception que

pour les cas royaux, tels que le rapt, la séduction, le brigandage sur les routes, etc., et les cas privilégiés, c'est-à-dire relatifs à des ecclésiastiques et à des nobles ou officiers royaux, qui relèvent des tribunaux d'État.

Dans les autres cas, la cour criminelle de la mairie présidée par le maire peut prononcer jusqu'à la peine de mort, sauf pour le condamné à se pourvoir en appel devant le Parlement de Paris. Cette cour statue donc sur les assassinats, sur les infanticides, les recèlements de grossesse, les viols et les attentats graves contre les mœurs.

On la voit en 1601 condamner une fille mère qui a coupé la gorge à son enfant, en 1609 un sergent qui a assassiné sa femme, en 1637 un maréchal ferrant coupable « d'actions fort étranges », en 1640 un valet d'écurie des Trois-Piliers, et un autre garçon pour actes graves d'immoralité, en 1641 une femme qui, feignant d'être occupée au lit de sa mère, a fait tuer son mari à coups de marteau et jeter à la rivière le cadavre, en 1657 une bande de voleurs dont le chef Julien le Gauché, âgé de 26 ans, reconnaît avoir commis 30 assassinats avec la complicité de sa belle-sœur la femme Millediable, enfin en 1660 un aubergiste appelé Dutertro qui dans son auberge à l'enseigne du Soleil Levant ou Monnoye fait tout (paroisse St-Germain), a égorgé neuf voyageurs dont on retrouve les cadavres sous les pavés d'une chambre basse. Lorsque le Parlement a confirmé l'arrêt de mort, les condamnés sont conduits au supplice sur la place du Vieux Marché, escortés de la milice bourgeoise, des corporations, des moines et du clergé. Les uns sont étranglés par le bourreau puis attachés à la potence. D'autres plus coupables sont traînés sur une claie à la place Notre-Dame. Là, devant la porte de l'église, en chemise, tête nue, une corde au cou, une torche de cire à la main, ils sont contraints de faire amende honorable, c'est-à-dire de demander pardon à Dieu, au roi et à la justice, puis ils sont étranglés ou rompus vifs. En vertu de cette dernière sentence le criminel est étendu sur une roue ou sur une croix de St-André exposée sur un échafaud, et le bourreau lui rompt les membres à coup de barre de fer. Parfois, le cadavre est brûlé avec les pièces du procès et les cendres sont jetées au vent. Les complices s'en tirent à meilleur compte : les femmes reçoivent le fouet en public ou sont marquées sur l'épaule,

la cuisse ou le front d'une fleur de lys au fer rouge, les enfants sont fouettés et bannis. Le corps municipal ne cherche pas seulement à réprimer les crimes. Ils s'efforce encore de prévenir tous les désordres, en interdisant à tous habitants, « escoliers, laquais et suivants et principalement à tous ceux de condition roturière », sous peine de punition corporelle, d'amende et de confiscation « le port d'armes à feu, épées, pogniards, bastons a feu et mousquets ». Il ne permet après la retraite sonnée à personne de sortir armé ou sans lumière, et il autorise les capitaines de quartiers à se saisir des délinquants. Les hôtes et logeurs sont responsables de leurs écoliers et locataires, et ne doivent pas tolérer « qu'ils sortent de nuit hors de leur logis pour courir le pavé ». Précautions souvent inutiles, du moins dans la première année du siècle. Aux jours de trouble comme en 1639, lors de l'établissement d'un droit sur le vin, les artisans eux-mêmes trouvent des mousquets et des épées pour parcourir la ville, casser les enseignes, insulter le maire et ses sergents.

Les écoliers surtout, grands bretteurs comme les étudiants actuels des Universités allemandes, ne vont jamais sans une large rapière au flanc, et quand ils ne s'attaquent pas aux étrangers ou aux bourgeois, se coupent galamment la gorge dans de fréquentes rencontres. Sur les remparts et dans les tours, parfois même dans les rues, les jeunes « enfants et garçons de boutique et même de grands faïnéans et gens mariez », dit une ordonnance, s'assemblent pour se battre à coups de pierre, de fronde, de bâtons, amusements dangereux où l'on relève des tués et des blessés. Parfois, les distractions sont moins tragiques. Des étudiants profitent des ombres de la nuit pour rouler des charrettes et voitures au haut des rues en pente et pour les précipiter à grand bruit contre les murailles de la ville ou dans les douves des fossés. Des mélomanes facétieux battent du tambour, sonnent du fifre ou de la trompette pour réveiller le bourgeois endormi. Les habitudes de désordre sont partout, parmi les artisans qui rossent les sergents du maire ou les portiers des ponts, parmi les laquais des nobles qui renversent ou blessent les commis des bureaux d'entrée. Longtemps les prescriptions légales restent impuissantes devant la brutalité des mœurs.

Le corps de ville prétend même réglementer jusqu'aux distractions de ses administrés. Il autorise seul les bateleurs, joueurs de farces

et autres semblables personnes « à jouer leurs farces, bastelages et autres jeux publics ». Seul, il leur permet de « faire tirer des blancques », c'est-à-dire d'organiser des tourniquets comme dans nos foires. Nul d'entre eux ne peut, sans permission du maire, assembler la foule au bruit du tambour, de la trompette ou du fifre, et en temps de carême toute autorisation leur est déniée. Il appartient encore au maire d'autoriser les danseurs de cordes à leurs périlleux exercices, et de donner aux opérateurs munis des certificats des curés et des malades la liberté d'afficher leurs placards, de débiter leurs boniments prestigieux au plein air des carrefours et des places, et de soulager au bruit de leur aigre musique tous les maux de l'humanité souffrante. Bien mieux, la police municipale, qui pousse un peu loin l'austérité, prétend interdire, sous de grosses amendes, tous bals ou assemblées publiques de jour et de nuit. Elle défend aux joueurs de violon et de hautbois de seconder de leurs accords les entrechats de la jeunesse. Elle prohibe absolument une passion moins innocente que la danse, le jeu ; elle fait la guerre aux académies (ce sont les cercles du temps), aux brelans, aux auberges et hôtels où l'on joue aux cartes, aux dés, aux clefs, aux courtes boules et même au billard. Cent livres d'amende la première fois, une punition corporelle, en cas de récidive, voilà de quoi refroidir les joueurs obstinés. Gardienne de la morale, la police ne l'est pas moins des prescriptions de la loi religieuse. Elle force les cabaretiens et hôteliers à fermer leurs établissements, les paumiers à suspendre les jeux de paume pendant le service divin. Les dimanches et jours de fête, elle oblige les patrons, ouvriers, marchands, et même les bouchers et revendeurs à cesser tout travail et à clore leurs boutiques et leurs étaux.

La circulation des charrettes elle-même est prohibée. Toute infraction est punie de la confiscation et de l'amende. Pendant le carême la vente de la viande de boucherie, du gibier et de la volaille est rigoureusement interdite. Les malades, pourvus d'un certificat de leur curé et de leur médecin, et les infirmes de l'Hôtel-Dieu sont seuls autorisés à se procurer au prix fixé par le corps des échevins, le mouton, le veau, le bœuf, le gibier et les volailles qu'un boucher et un marchand autorisés par le maire sont seuls en droit de tenir. C'est ce que l'on nomme la boucherie de carême, qui est annuelle.

ment adjugée aux enchères moyennant une certaine somme. Chacun des échevins à tour de rôle visite les boucheries pour assurer l'exécution stricte du règlement. Des pénalités pécuniaires ou infamantes atteignent ceux ou celles « qui jurent et blasphèment le nom de Dieu ». Les revendeurs et revendeuses, les harengères qui ont cette habitude invétérée sont élevés au milieu des risées de la foule dans une cage de fer que l'on hisse au moyen d'un poteau et d'une grue appelée la cigogne et qui se dresse devant le marché, sur la place Notre-Dame.

C'était le dernier vestige d'un vieil usage du Moyen-âge, qui condamnait les femmes médisantes et acariâtres à être plongées trois fois, une corde sous les aisselles, dans l'eau de la rivière voisine.

Vie publique et vie privée, voirie, salubrité, subsistances, industries et corporations, bon ordre matériel et moral, la police municipale s'étend donc à tout et embrasse tout. Le tribunal de l'échevinage en assure le respect. Le maire y préside avec le titre de conseiller du roi, assisté et suppléé au besoin par une partie des échevins suivant l'ordre du tableau. Le procureur de la police fait les enquêtes, l'instruction, le rapport et le réquisitoire, le greffier enregistre les pièces et la sentence. La procédure est plus simple, moins compliquée, et moins coûteuse que celle des tribunaux royaux. Mais la juridiction municipale suscitait depuis longtemps les jalousies et la rivalité des juridictions voisines. Maintes fois depuis le x^v^e siècle, le corps de ville avait eu à combattre les prétentions du chapitre Saint-Hilaire, qui aspirait à exercer la plus grande partie des droits de police dans l'étendue du bourg entre Pont-Achard, la rue des Hautes-Treilles et les Capucins. La querelle s'était toujours terminée par des transactions. Il n'en fut pas de même avec les juridictions royales. Après une longue procédure commencée dès 1663, le Bureau des Trésoriers de France obtint par arrêt du Parlement en 1704 la police contentieuse de la grande et de la petite voirie. Dès le xvi^e siècle, le présidial (tribunal civil et criminel de 1^{re} instance du temps) avait prétendu enlever à la commune sa juridiction civile et criminelle. La lutte âpre et tenace, longtemps marquée par les défaites successives des magistrats du roi, se termina enfin en 1699 de la manière la plus imprévue par le triomphe de ces derniers. La charge de lieutenant criminel et de police est alors instituée et unie

au présidial et la ville se trouve dépouillée au profit de ce nouveau magistrat de ses attributions relatives à la police des subsistances, des corporations et métiers, ainsi que de la surveillance de l'ordre matériel et moral. C'était la victoire de la centralisation sur la vieille autonomie communale, la dernière défaite des libertés locales au profit de l'absolutisme. Les justiciables, condamnés à la procédure compliquée, coûteuse, lente et paperassière des tribunaux royaux, n'y gagnèrent rien, et l'adoucissement des mœurs, les changements de la vie matérielle firent plus que les ordonnances des magistrats pour améliorer au xviii^e siècle la police de Poitiers.

AUSTRAPIUS

ET

LES TAIFALES DU POITOU

EXAMEN DE L'OPINION DE M. RICHARD

sur la *Theiphallia* et le *Sellense castrum*

par M. A.-F. LIÈVRE

Mon collègue et ami M. Alfred Richard, archiviste de la Vienne, a pris occasion de ma récente publication sur les Taifales du Poitou (1) pour éditer dans le Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest (2) une conférence qu'il a faite, il y a quelques années, à la Faculté des Lettres de Poitiers, sur le même sujet et dont les conclusions diffèrent, dit-il, totalement des miennes. Écrit avant mais publié après le mien, son mémoire ne se présente pas moins comme en étant une réfutation anticipée. Il n'y a, assure-t-il, rien changé, et sans cet avertissement, relégué dans une note, on ne se douterait guère en effet qu'il a lu ma modeste production. Évidemment il a tenu à témoigner par là que son opinion est et demeure bien arrêtée; mais en se refusant à toute discussion il n'a sans doute pas voulu faire entendre que cette opinion, définitive pour lui, doit de même être considérée par les autres comme indiscutable depuis qu'il l'a consacrée de l'autorité de sa parole.

Le procédé adopté par mon honorable contradicteur l'a naturellement dispensé, non seulement de discuter mes arguments, mais aussi de les faire connaître, et de mes conclusions elles-mêmes le lecteur ne sait qu'une chose, c'est que M. Richard ne les accepte pas.

Mon savant confrère, puisqu'il tenait à opposer sa manière de voir

(1) *Les Taifales du Poitou*, dans *Bulletin de géographie historique et descriptive*. Paris, 1896. Tiré à part: Paris, impr. nat. 1897., In-8, 16 p.

(2) *Les Taifales, la Theifalie et le pays de Tiffauge*, dans *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, II^e série, t. VIII. Poitiers, 1896. Tiré à part: (Poitiers, 1897). In-8, 24 p., carte.

à la mienne, eût peut-être mieux fait de s'en tenir aux moyens ordinaires : directe et franche, la discussion entre nous n'aurait pas pour cela cessé d'être courtoise et amicale.

La Société des Antiquaires voudra bien me permettre de discuter à mon tour dans son Bulletin ce problème des Taifales du Poitou.

Voici d'abord les textes :

Præfectus Sarmatarum et Taifalorum gentilium Pictavis in Gallia. Notitia dignitatum.

Beatus Senoch, gente Theiphalus, Pictavi pagi quem Theiphallam vocant, oriundus fuit. *Gregorii Turon. Vitæ Patrum*, xv.

Ad clericatum accedens, apud Sellense (*alias Sellensem*) castrum, quod in Pictava diœcesi, episcopus ordinatur ; futurum ut, decedente Pientio antistete, qui tunc Pictavam regebat ecclesiam, ipse succederet. Sed rex Charibertus in aliud vertit sententiam. Denique cum Pientius episcopus ab hac luce migrasset, apud Parisius civitatem, Pascentius, qui tunc abbas erat basilicæ Sancti Hilarii, ei succedit ex jussu regis Chariberti, clamante Austrapio sibi hunc redhiberi locum ; sed parum ei jactati profuere sermones. Ipse quoque regressus ad castrum suum, mota super se Theifalorum seditione, quos sæpe gravaverat, lancea sauciatus crudeliter vitam finivit. Diœceses vero suas ecclesia Pictava recepit. *Gregorii Turon. Hist. Franc.*, l. IV, xviii.

A ces textes, dont l'un est un document officiel et les deux autres émanent d'un auteur contemporain des événements qu'il raconte, M. Richard en ajoute un quatrième, emprunté à la Chronique de Maillezais ou de Saint-Maixent, postérieure de six cents ans et auquel il est seul à attribuer quelque valeur (1).

Maintenant voici, en substance, l'opinion de M. Richard :

Au commencement du v^e siècle les Taifales étaient disséminés par groupes aux environs de Poitiers ; puis au milieu du vi^e on les trouve, à trente lieues de là, réunis à Tiffauges, en Bas-Poitou. Quant à Austrapius, dont les démêlés avec eux font supposer qu'ils étaient voisins, il résidait, à huit lieues de Tiffauges, sur la rive gauche de la Loire, à Chantoceaux, érigé pour lui en évêché.

Examinons un à un les divers points de cette thèse.

(1) V. Appendice, note A.

Les Taifales aux environs de Poitiers. L'opinion courante, à peu près unanime jusqu'au jour où nous avons, il y a un an, fait entendre une voix discordante, était que dès l'origine les Taifales avaient été cantonnés à Tiffauges, sur les bords de la Sèvre Nantaise. La Notice en main, nous avons déclaré cette thèse insoutenable. M. Richard, de son côté, admet que la colonie fut d'abord établie dans les environs de Poitiers. Voilà un point sur lequel nous sommes d'accord l'un avec l'autre et tous deux ensemble avec la Notice. *Pictavis*, dans ce document, ne peut, en effet, désigner que Poitiers.

Mais à ce témoignage de la Notice mon érudit confrère a voulu ajouter une autre preuve, à savoir un certain nombre de noms de lieu qui étymologiquement rappelleraient le séjour des Barbare en Haut-Poitou : *Tiphalia*, *Teofaugiæ*, *Tiffailla*, la Tuffaillère, la Tuphaille, Tiphalle. D'après lui, ces villages, hameaux ou lieux dits auraient « été autrefois le centre d'exploitations agricoles occupées par les Taifales ».

Ce serait là un phénomène rare et d'autant plus étonnant que, si l'on en croit M. Richard, les Taifales quittèrent le pays vers la fin du v^e siècle. Les dénominations laissées par chacun de leurs petits groupes soit à un hameau, soit à l'emplacement de leurs huttes ou à leurs champs, auraient ainsi survécu pendant des siècles et même jusqu'à nous, tandis que, à la même époque, des bourgades en grand nombre, des villes même ont disparu sans que l'endroit où elles furent ait conservé leur nom. Qui sait aujourd'hui comment s'appelait la ville dont le P. de La Croix a déblayé les ruines près de Sanxay ? Un ténement de deux ou trois champs sur les confins du Berry aurait, comme lieu dit, gardé le souvenir de l'occupation taifale pendant au moins huit cents ans, alors que dès la fin des temps mérovingiens le Vieux-Poitiers, dans les mesures duquel les princes Francs signaient encore des traités ou délivraient des chartes, avait oublié que son vrai nom était Briva. Dans la Charente, au milieu d'un bois se trouvent, avec les vestiges d'autres monuments, les restes d'un théâtre construit par Germanicus, ou en son honneur, et qui est le plus vaste de la Gaule ; là non plus la tradition n'avait rien conservé, et j'ai le droit d'ajouter que si on a pu rendre son ancienne dénomination à cet endroit, jadis important, le procédé homophonique n'a été pour rien dans ce travail d'identification.

Aussi bien faudrait-il admettre que ce phénomène de conservation serait particulier aux noms taifales. Il y a eu en Gaule de nombreuses colonies de Barbares, surtout de Sarmates; ni en Poitou ni ailleurs ces Sarmates n'ont laissé, que nous sachions, leur nom ni à un village ni à un champ, et seuls les Taifales auraient imposé le leur, non pas à un endroit, mais à une demi-douzaine de lieux différents! Chez nous ont existé aussi, non de petites colonies, arrivées tard et vite absorbées, comme les Sarmates ou les Taifales, mais des peuplades indigènes, dont le nom depuis le temps des Romains s'est effacé, au point qu'on ne sait plus aujourd'hui où les chercher. Où étaient les Ambiliatri, nos anciens voisins? Et si on a retrouvé les Agésinates, ce n'est certes pas en rapprochant ce vocable d'une appellation moderne.

Que M. Richard nous comprenne bien : l'origine qu'il attribue à certains noms est peut-être philologiquement possible. J'ajoute même volontiers qu'à ce point de vue il faut lui savoir gré d'avoir réduit sa nomenclature aux seuls vocables qui puissent être plus ou moins défendus et d'en avoir écarté le Tuffau, la Taifferie, la Tiffardièrre, la Tiffonnière, la Tiffanelière, etc., acceptés ou proposés par d'autres comme venant également des Taifales. Mais il y a dans le problème à résoudre autre chose qu'une question de philologie, à supposer qu'il y en ait une de ce genre, et, même en se restreignant à ce point de vue, on ne saurait asseoir toute une thèse sur une simple possibilité. Cela dit, me permettra-t-on d'ajouter que j'ai, en pareille matière, peu de foi dans le concours de ce que j'appellerai l'étymologisme ou les quasi-homophonies. Pour expliquer ou justifier mon scepticisme à cet égard, je vais prendre l'un des six noms de lieu réservés par mon érudit adversaire comme venant authentiquement des Taifales. Les Tiffolières sont, d'après lui, un hameau de la commune de Liniers, qui en 1324 est nommé la Tuffaillèrre, en 1459 les Tiffaillères, en 1547 la Tiffaillèrre. Aucune de ces formes n'est par elle-même bien convaincante; mais voici ce que n'a pas dit M. Richard et qui ébranle tout à fait ma conviction : c'est que ce village des Tiffolières, qui a bien une ou deux maisons dans Liniers, est pour la majeure partie dans Bonnes et à dix-huit cents mètres du château de Touffou, dont il a dépendu. Or, il est nommé les Tourfoulères en 1439, les Toufoulières en 1455, les Touffou-

lières en 1456. Je trouve ces indications dans le Dictionnaire topographique de Rédet, où mon honorable contradicteur a pris aussi les siennes : aurait-il craint, en nous les donnant lui-même, de nous mettre sur la voie d'une étymologie moins douteuse que celle qu'il préconise ?

Les Taifales en Haut-Poitou étaient-ils disséminés ? M. Richard l'affirme en se fondant sur les noms de lieu que nous avons énumérés d'après lui ; sans compter, ajoute-t-il, ceux que pourront faire découvrir encore le dépouillement des anciens textes et « l'étude du cadastre ». Il parle, en conséquence, de postes et de garnisons taifales comme de choses bien démontrées et nombreuses. Sa conviction à cet égard est même telle que sous sa plume la partie de la Notice où il est fait mention de nos Taifales devient « le chapitre des garnisons de la seconde Aquitaine ». Il faut qu'au moment où il a écrit cela mon ami ait eu une bien grosse distraction ; le chapitre dont il s'agit — c'est le XL^e — a pour rubrique : *Præposituræ magistrî militum præsentium a parte peditum*. Il comprend l'énumération d'une cinquantaine de préfets et de tribuns, qui ont des commandements en Italie, en Gaule ou en Espagne, et dont six sont chargés d'administrer les Gentils cantonnés en Gaule. De garnisons et d'Aquitaine, il n'est nullement question. En fait, un de ces préfets, un seul, avait sa résidence et ses hommes dans cette province, et tout ce que nous en dit la Notice se réduit à cette mention : *Præfectus Sarmatarum et Taifalarum gentilium Pictavis in Gallia*.

Quoique dans ce document il ne soit parlé ni de garnisons ni d'Aquitaine, nous n'en conseillons pas moins à ceux qui voudront se rendre compte de la situation des Taifales de lire en entier ce chapitre XL. Ils y trouveront la preuve que la colonie poitevine était de celles qui vivaient réunies sur une seule et même concession de terres et n'était pas dispersée, comme le croit M. Richard. La Notice, en effet, dans le cas où les colons sont disséminés, ne manque pas de nous en avertir. Ainsi il y a en Italie un préfet qui administre deux groupes de Sarmates, l'un à *Quadratis*, l'autre à *Eporisio* ; la Notice le dit. Dans notre précédent mémoire nous avons cité le cas d'une colonie sarmate dispersée depuis Chora jusque chez les Parisii, à *Chora Parisios usque*, et celui d'un préfet des Sar-

mates qui avait ses administrés répandus au milieu des Rèmes et des Ambiens, *inter Remos et Ambianos*. Nous estimions ces exemples suffisants ; en voici d'autres : *Præfectus Lætorum Lingonensium per diversa dispersorum Belgiæ primæ* ; — *Præfectus Sarmatarum gentilium Apuliæ et Calabriæ* ; — *Præfectus Sarmatarum gentilium per Brutios et Lucaniam*.

Si les Gentils établis en Haut-Poitou y avaient été disséminés depuis la Gâtine jusqu'aux confins du Berry et du Limousin, c'est-à-dire sur un territoire de vingt-cinq lieues de long, la Notice l'eût constaté en se servant de l'une des formules ci-dessus, et nous y lirions : « les Taifales du Poitou, les Taifales de la région poitevine, les Taifales qui sont au milieu des Poitevins » ou bien, plus explicitement encore, « les Taifales dispersés en divers lieux du Poitou ».

Au lieu de cela, elle nous dit : Le Préfet des Gentils qui sont à Poitiers, de même qu'elle dit ailleurs : les Gentils qui sont à Autun. Et comme, d'un autre côté, on ne saurait admettre qu'une colonie agricole est dans une ville, il faut entendre qu'elle est dans le voisinage immédiat.

Il faut donc ou en donner le démenti à la Notice ou convenir que les Taifales vivaient alors réunis sur une même concession.

Nous verrons qu'il en était de même un siècle plus tard et que, par suite de ce groupement, la contrée occupée par eux avait pris le nom de Taifalie ; car, disons-le tout de suite, s'il n'y avait pas une demi-douzaine de Taifalies en Haut-Poitou, il y en avait bien certainement une, dont nous aurons bientôt à déterminer la situation. Mais avant de procéder à cette recherche il nous reste encore à examiner quelques points de la thèse de notre contradicteur.

Les Taifales ont-ils quitté les environs de Poitiers pour aller se fixer en Bas-Poitou ? Sans abandonner absolument la vieille opinion qui plaçait les Barbares à Tiffauges dès leur arrivée, M. Richard en émet une seconde, qui, sous l'apparence d'une transaction, soulève les mêmes objections, augmentées de quelques autres. Il admet, comme nous l'avons vu, que les Taifales ont primitivement reçu des terres autour de Poitiers, mais il soutient qu'ils les ont quittées pour aller s'établir en Bas-Poitou. De cet exode, il n'est question nulle part, M. Richard en convient ; ses causes, il les ignore ; sa

date, il ne la sait pas davantage. Mais voilà : Tiffauges, pour l'oreille, ressemble à Taifalie, et comme, d'autre part, il y a en Haut-Poitou des lieux dénommés Tiffaille, Tuphaille, Tuffaillères et même *Teofaugia*, l'auteur a cru pouvoir tout concilier par un déplacement de la colonie, qui, après avoir semé son nom autour de la capitale, serait allée le porter à l'autre bout de la province.

Tiffauges s'est appelé *Teophalgia* et dans deux circonstances, l'une au milieu du ix^e siècle (1), l'autre au x^e (2), il est fait mention d'un *pagus* de Tiffauges. Ce doit être là, nous dit-on, la *Theiphalia* dont parle Grégoire de Tours. Laissons de côté, encore une fois, la question de consonance, sur laquelle il serait, de part et d'autre, plus aisé de discuter que de conclure et ne parlons que du *pagus*.

La Taifalie poitevine du vi^e siècle était un *pagus* à la fois ethnique et administratif, c'est-à-dire une contrée habitée par une race à part et soumise à une administration particulière qui avait à sa tête un préfet.

Du *pagus* administratif il ne saurait évidemment plus être question au ix^e siècle, alors que la féodalité, après une longue période d'anarchie, est en travail d'une organisation nouvelle, déjà fort avancée (3).

Est-ce du *pagus* ethnique qu'on trouverait quelque trace certaine ? Qu'on en juge. En 849, Charles le Chauve, du consentement des évêques de Poitiers et de Nantes, accorde une exemption de redevance à toutes les églises des contrées de Mauges et Tiffauges, *pagus Medalgicus, simulque Theophalgicus* qui sont présumées, *que videntur*, appartenir à l'abbaye de Saint-Florent (4). On ne les connaît évidemment pas au juste ; on sait seulement qu'elles relèvent de l'un ou de l'autre des évêques consentants (5) et se trouvent dans les régions ci-dessus. *Pagus* a ici le sens large et vague de contrée, que nous-mêmes attachons habituellement au mot pays, son dérivé (6). Un siècle après, vers 942, le duc Alain, qui vient de se

(1) *Recueil des historiens de France*, t. VIII, 504.

(2) *Chronique de Nantes*, publiée par R. Merlet ; Paris, 1896, p. 96.

(3) V. Appendice, note B.

(4) *Recueil des histor. de France*, t. VIII, 504.

(5) V. Appendice, note C.

(6) V. Appendice, note D.

débarrasser des pirates du Nord, se trouve en possession des pays de Rennes, de Nantes, et aussi de ceux de Mauges, de Tiffauges et d'Herbauges, *Redonicum pagum et Namneticum et etiam, trans Ligerim, Medalgicum, Theofulgicum et Herbadillicum* (1). Ici non plus il ne s'agit pas de *pagus* ethnique. A ce point de vue Nantes et Rennes ne seraient pas des unités. Appliqué, d'une part, à deux ou trois comtés et, de l'autre, à Tiffauges et aux Mauges, qui n'ont pas ce rang dans la hiérarchie féodale, le mot *pagus* ne peut avoir d'autre sens que celui de contrée. Alain, après en avoir chassé les Normands, s'attribue tous ces « pays », et passe avec le comte de Poitiers un traité qui en fixe les limites depuis l'embouchure du Layon jusqu'au Lay. Ce sont ces frontières féodales qu'on nous donne, en ce qui concerne Tiffauges, comme ayant été, du côté du sud-est, celles de la *Theiphalia* du *vi*^e siècle.

Chantoceaux a-t-il été le siège d'un diocèse? Pendant longtemps on n'a demandé à Tiffauges d'autre justification que son nom. La critique aujourd'hui a plus d'exigences. M. Longnon a, le premier, fait remarquer que la fréquence et la nature des rapports de l'évêque Austrapius et des Taifales autorisent à croire qu'ils étaient voisins. Dès lors, ne mettant pas en doute la présence de ceux-ci à Tiffauges, il a cherché dans les environs l'évêché d'Austrapius. Il a cru l'avoir trouvé à Chantoceaux, sur la rive gauche de la Loire : Chantoceaux, pour lui, serait le *Sellense castrum* de Grégoire de Tours. M. Richard a adopté cette thèse et a même essayé de la consolider. « Nous devons, dit-il, reprendre les arguments de l'érudit académicien pour les compléter, car du jour où il nous fit amicalement cadeau de sa brochure (2) nous nous rangeâmes pleinement à sa manière de voir. » Notre honorable confrère songeait-il dès lors que les Taifales avaient leurs terres en Haut-Poitou, il faut le croire, puisqu'il assure n'avoir rien changé au texte de sa conférence ; mais pour se rallier à l'opinion du savant professeur, il lui fallut déplacer la colonie, afin de la mettre à proximité d'Austrapius. De là l'exode dont nous avons parlé et qui est ce qu'il y a de plus nouveau dans

(1) *Chronique de Nantes*, p. 96.

(2) *Chantoceaux, siège d'un évêché au VI^e siècle*, par A. Longnon ; extrait des *Mémoires de la Soc. des Antiq. de France*, 1877.

sa propre thèse. Jusque-là Tiffauges était le point central et fixe de la discussion ; c'est maintenant autour de Chantoceaux qu'elle va graviter.

Chantoceaux est une paroisse dont la cure était anciennement à la présentation de l'abbé de Marmoutiers.

Il est d'après M. Richard à 32 kilomètres de Tiffauges. Mettons 38 à 39, à vol d'oiseau, et n'insistons pas, puisque aussi bien je ne contesterai point que si on est voisin à huit lieues on ne le soit encore à neuf ou dix.

Pour identifier Chantoceaux avec le *Sellense castrum* de Grégoire, M. Longnon s'est surtout appuyé sur le nom même de cette bourgade. Chantoceaux serait le *castrum* qui dicitur *Sels* dont il est question dans la Chronique d'Eginhard ; et Sels, dont on aurait fait Ceaux, serait un vocable gaulois « dont le sens n'est pas défini ». Ainsi a dit le maître et l'hypothèse qu'il a émise avec une certaine réserve devient pour le disciple une certitude. Celui-ci disserte et insiste sur « le vocable gaulois Sel » sans s'être assuré si depuis la publication de la Géographie de la Gaule ce mot « Sel », qui était alors pour celui qui l'a imaginé un simple futur contingent, serait devenu une réalité. Un peu défiant, nous avons voulu nous éclairer à cet égard — c'est chose facile à Poitiers — et nous avons appris que ce vocable sur lequel on fait reposer une thèse n'a pas encore pris place dans le glossaire celtique.

A cette étymologie de Chantoceaux, basée sur le sens présumé d'un vocable celtique possible, nous avons préféré celle de *Castrum celsum*, qui résulte des chartes citées par M. Célestin Port. Elle laisse peut-être encore place à la critique ; mais elle a du moins pour elle la situation de cette vieille forteresse d'où l'œil embrasse un vaste horizon (1).

M. Richard a cru pouvoir écrire indifféremment *Castrum Sellense* et *Sellense castrum*. C'est un tort. *Castrum Sellense*, il est vrai, faciliterait une fusion des deux mots pour en faire Chantoceaux ; mais il y a dans Grégoire *Sellense castrum*, ce qui veut dire le château de Selle, de même qu'ailleurs, dans cet auteur, *Cainonense castrum*, *Migludinense castrum*, *Turnodorense castrum*, etc., désignent Chignon, Melun, Tonnerre, etc., sans fusion possible.

(1) Cel. Port. *Dictionn. de Maine-et-Loire*, art. Chantoceaux.

Voyons enfin si Chantoceaux répondra mieux à une exigence d'une autre nature. Pour qu'il eût été distrait du diocèse de Poitiers et érigé lui-même en évêché, il faudrait qu'il en eût fait partie. Or, il n'en a pas fait partie. Pour soutenir le contraire M. Richard se fonde sur le diplôme de 849, qui nous apprend que les Mauges relevaient de l'évêque de Poitiers. C'est ce que personne ne conteste. Mais Chantoceaux n'était pas dans les Mauges. On peut consulter sur ce point le Dictionnaire de M. Célestin Port, qui non seulement ne comprend pas cette paroisse dans la liste de celles qui formaient les Mauges, mais l'en exclut nommément. Chantoceaux et les paroisses qui en composent aujourd'hui le canton dépendaient du diocèse de Nantes. C'est également du comté de Nantes, et non de celui de Poitiers, qu'il relevait (1).

D'autre part les *dioceses* d'Austrapius furent après sa mort incorporées au diocèse de Poitiers. S'il s'agissait de Chantoceaux il serait tout aussi impossible d'établir ce retour que de prouver son érection en évêché. Après comme avant il a dépendu de Nantes.

Le diocèse de Poitiers a-t-il été dédoublé ? Cette hypothèse du dédoublement touche à une question plus générale ou de principe que l'on ne paraît pas avoir soupçonnée ou que l'on a trop légèrement écartée si on l'a aperçue.

De tout temps la création d'un diocèse, tenue pour chose grave, soit par l'Eglise soit par l'Etat, a été soumise à certaines règles.

A l'origine, le diocèse fut identique à la cité et il n'y eut pas même d'expression spéciale pour désigner le ressort épiscopal. L'évêque était le chef spirituel de la cité, c'est-à-dire que son action s'étendait sur la province civile appelée *civitas* et avait les mêmes limites (2). Les conciles ne prévoient le cas d'érection d'un évêché que comme conséquence de la création d'une cité ; les capitulaires des rois Francs visent sur ce point les canons des conciles et comme eux interdisent expressément d'établir des évêques dans des contrées sans importance, *in villulis vel in agris* (3).

Ne serait-il pas extraordinaire que notre voisin Grégoire, tou-

(1) V. Appendice, note E.

(2) V. Appendice, note F.

(3) Baluze, *Capitularia*, I, 220.

jours bien renseigné sur le Poitou et qui donne, par exemple, les détails les plus circonstanciés sur des personnages comme Senoch et Austrapius, eût, alors que l'occasion s'en présentait, négligé de mentionner expressément un fait ecclésiastique d'une bien autre importance que la soif d'Austrapius, privé d'eau dans son asile de la basilique de Tours, ou les excès de boisson de Senoch avant son entrée dans les ordres ?

Examinons de près son récit.

Grégoire rapporte que, vers 560, le duc d'Aquitaine Austrapius se fit clerc et fut ordonné évêque au château de Selle, *Sellense castrum*, dans le diocèse de Poitiers. Il reçut en même temps la promesse qu'à la mort de Pientius, qui occupait alors le siège épiscopal, il lui succéderait ; mais lorsque celui-ci passa de vie à trépas, le roi nomma à sa place l'abbé de Saint-Hilaire, Pascentius. Austrapius se retira alors définitivement dans ses terres, où nous le retrouverons tout à l'heure.

Voilà donc deux évêques à la fois dans le diocèse : d'un côté Pientius et Pascentius, qui successivement occupent le siège de Poitiers ; et, de l'autre, Austrapius, qui vit dans son château de Selle. De là on a conclu à un démembrement du diocèse et à l'érection du *Sellense castrum* en évêché.

Le récit de Grégoire autorise-t-il cette opinion ?

Et d'abord à quel moment aurait eu lieu le démembrement ? Est-ce le jour où l'ancien duc Austrapius fut consacré dans le château de Selle ? Evidemment non : tout ce qu'on lui accorde alors ou, pour mieux dire, tout ce qu'on lui promet, c'est la survivance de Pientius, *futurum ut, decedente Pientio, ipse succederet*. Comment n'a-t-on pas compris que cette promesse est par elle-même exclusive de la jouissance immédiate d'un diocèse quelconque ? On ne donne même pas à l'ex-duc la résidence de Selle, qui apparemment lui appartenait déjà lorsque l'épiscopat lui fut conféré à domicile.

Aussi longtemps que la succession n'est pas ouverte, Austrapius n'a rien à réclamer et il ne réclame pas : il attend. Il est évêque pourtant, et durant toute cette période d'attente, c'est-à-dire depuis sa consécration jusqu'à la mort de Pientius, il y a eu, bien incontestablement, deux évêques dans le diocèse, l'un siégeant, l'autre expectant.

Enfin Pientius meurt ; Clotaire l'a devancé dans la tombe ; Austrapius va réclamer auprès de Charibert, son successeur, le siège promis et maintenant vacant. Au lieu de le lui accorder, le roi nomme Pascentius. Austrapius, irrité, proteste que la place doit lui revenir, *Clamante Austrapio hunc redhiberi locum*. Serait-ce à ce moment là que, pour le faire taire, on lui aurait taillé un petit diocèse dans le grand ? Pas davantage. Voyant, enfin, que cris et discours ne servent de rien, *parum ei jactati profuere sermones*, il se résout à retourner chez lui, non dans un évêché, mais dans son château, *castrum suum*, ce château où il résidait déjà quand il y fut consacré. Voit-on en tout cela qu'une satisfaction quelconque lui ait été accordée et qu'on ait dérogé en sa faveur aux lois canoniques en créant un diocèse qui aurait été supprimé après ? Nous n'y voyons, nous, qu'une chose, c'est qu'Austrapius a été le lendemain ce qu'il était la veille : évêque sans diocèse.

Ce cas n'a, du reste, rien de bien extraordinaire à cette époque, et Grégoire lui-même nous en fait connaître deux autres exemples, dont un identique à celui qui nous occupe (1).

Retiré à Selle, l'ancien duc commet envers les Taifales des exactions fréquentes, qui les poussent à bout, et l'un d'eux le tue.

Austrapius était clerc, et de ce chef apparemment l'église de Poitiers hérite de ses domaines ou paroisses, *diœceses suas ecclesia Pictava recepit* (2), paroisses dont il avait eu peut-être la gestion à titre d'archiprêtre (3), mais qui en tout cas n'avaient point constitué un diocèse.

Il nous reste maintenant à trouver le *Sellense castrum*. On a estimé qu'il ne fallait pas le chercher dans le voisinage de Poitiers, parce qu'on jugeait impossible la création d'un second évêché aux portes du premier. Cette considération ne saurait plus nous arrêter.

Si Austrapius opprimait les Taifales — et il l'avait fait plus d'une fois, *quos sæpe gravaverat* — c'est qu'apparemment ils

(1) V. Appendice, note G.

(2) V. Appendice, note H.

(3) V. Appendice, note I.

étaient dans son voisinage, soit dans ses *diocèses*, soit, comme à l'origine, sur des terres du fisc. Le problème de la situation géographique de la Taifalie se trouve ainsi lié à celui de l'identification du *Sellense castrum*, où résidait Austrapius. Si donc nous réussissons à déterminer sûrement la position de ce *castrum*, nous aurons ensuite bien vite fait de retrouver la Taifalie, que nous savons déjà être dans les environs de Poitiers.

Le nom du *castrum* dont il s'agit nous est donné sous la forme adjectivale *Sellense* et serait par conséquent *Sella*. Nous ne croyons pas faire grand tort à Grégoire de Tours en supposant qu'il a pu écrire *Sellense* pour *Cellense*, prenant l'une pour l'autre deux consonnes de même son, parfois identiques de forme.

Une *Cella* était un petit établissement religieux. Plusieurs endroits ont conservé comme nom propre cette appellation générique. Deux paroisses du diocèse de Poitiers sont dans ce cas : l'une sur les bords de la Vonne, l'autre sur la Belle, dans les environs de Melle. La question est de savoir de laquelle il s'agit.

Quelques archéologues se sont prononcés pour Celle-sur-Belle, qui est à environ 60 kilomètres de Poitiers et autour duquel, par ce motif, il leur paraissait plus facile d'arrondir le second diocèse dont ils croyaient avoir besoin.

Pour nous, au contraire, il s'agit de Celle sur la Vonne, qui n'est qu'à une vingtaine de kilomètres de l'ancienne capitale du Poitou ; car, par sa proximité, cette localité remplit déjà une condition absolument nécessaire : on se souvient, en effet, que la Notice place les Taifales à Poitiers et, d'autre part, Grégoire vient de nous apprendre incidemment qu'Austrapius, dans sa retraite de Celle, les avait pour voisins.

La résidence de l'ex-duc était fortifiée, *castrum*, c'est-à-dire entourée d'un fossé et d'un rempart en terre, comme toutes les habitations mérovingiennes de quelque importance. L'événement prouva qu'Austrapius avait grandement raison de ne pas compter seulement sur le caractère sacré de sa personne pour protéger sa demeure.

Ce *Sellense castrum*, cette *Cella* fortifiée, qui, à la mort d'Austrapius, passa dans le domaine des évêques de Poitiers, n'a pas cessé d'en faire partie jusqu'à la Révolution, et a conservé sous diverses formes son double caractère, féodal et ecclésiastique.

Le bourg de Celle, dont le *castrum* a été momentanément une résidence épiscopale dans des conditions tout à fait particulières, a possédé, en outre, un chapitre, dont le prieur était archiprêtre de Lusignan. Si l'on admet que l'évêque Austrapius a régi ses *dioceses* en qualité d'archiprêtre, on peut voir là, l'origine de cet archiprêtre. Nous n'avons aucune objection à y faire; nous ajouterons même que le fait nous paraît probable. Mais il est inutile de faire remarquer que l'admission de cette hypothèse est elle-même la négation du second diocèse.

A son nom Celle ajouta de bonne heure un qualificatif qui est, lui aussi, une explication de son origine. Des chartes citées par Rédet, et dont la plus ancienne est de 1218, l'appellent *Episcopalis Cellula*, *Cella Episcopalis*, Celle-l'Evesqual, Celle-l'Evescau, etc. Aujourd'hui, c'est Celle-l'Evêcault. Il y a tradition continue depuis près de sept siècles, et si nous ne pouvons pas remonter plus haut, c'est qu'au delà les documents font défaut.

Il n'est pas inutile de faire remarquer ici que le mot Evêquau a longtemps conservé l'un des sens qu'eut à l'origine le substantif *episcopium*, celui de maison de l'évêque. Au xv^e siècle, à Angoulême, le palais épiscopal s'appelait encore l'Evêquau.

Le *Sellense Castrum* est CELLE-L'EVÊCAULT. Les Taifales sont à Poitiers, ou, pour mieux dire, aux portes de Poitiers. Voilà deux repères suffisants pour situer exactement la Taifalie.

Nous allons préciser et conclure dans les mêmes termes que nous l'avons fait dans notre premier mémoire, estimant n'avoir rien à y changer.

Les Barbares avaient été établis sur les terres du fisc. Nous ne voyons pas du moins comment on aurait pu autrement leur abandonner toute une contrée, un *pagus*. Le fisc impérial était depuis longtemps l'héritier naturel des fortunes qui croulaient, et à mesure que, de son fait, la misère s'étendait et que la population dans les campagnes se raréfiait, les bras, devenus insuffisants, ne s'attaquaient plus qu'aux terres les plus fertiles, laissant en friche les moins productives. Le fisc et la lande prenaient en même temps

possession des domaines abandonnés. On fut trop heureux de les livrer aux Barbares pour en tirer quelque profit.

Or, aux portes de Poitiers, vers l'Ouest, commence une de ces zones pauvres que la charrue abandonne ou reprend suivant que la population augmente ou diminue. Elle s'étend, de chaque côté de la Boivre, jusqu'aux confins de la Gâtine, c'est-à-dire sur une longueur d'environ cinq lieues; elle en a à peu près trois de large. Naguère la brande, çà et là interrompue par de maigres champs de seigle et quelques bouquets de bois, y régnait encore en souverain. De nos jours la culture, à force d'engrais et d'amendements, a fait considérablement reculer la lande, mais ne l'a pas complètement dépossédée. Elle est toujours là, cantonnée sur certains points et prête à reprendre possession de son ancien domaine si l'agriculture à son tour est obligée de rétrograder, impuissante à continuer la lutte, c'est-à-dire à faire les avances nécessaires à un sol exigeant, qui demande beaucoup pour rendre peu. Le pays retombe alors à l'état de pacage. Tel il devait être au déclin de l'Empire.

Voilà où fut la Taifalie.

C'est sur ces 40 à 50,000 hectares de vaine pâture, que, sans avoir à déloger personne, un des derniers gouverneurs de la cité des Pictons put établir quelques milliers de Barbares qui, de leur côté, y trouvèrent les conditions d'existence les plus conformes au genre de vie qu'ils avaient mené en Orient.

La lande attribuée aux Barbares venait pour ainsi dire jusque sous les murs de Poitiers, et leur préfet pouvait sans inconvénient résider dans la ville même; au sud, la Taifalie s'étendait jusqu'à Celle-l'Évécault, le *castrum* d'où Austrapius exerçait ses déprédations, sans que les Taifales pussent se réclamer de leur préfet; car de préfet des Gentils il n'y en avait sans doute plus au milieu du VI^e siècle.

Les deux conditions essentielles de notre problème, exigées, l'une par la Notice, l'autre par Grégoire de Tours, se trouvent ainsi rigoureusement remplies et, de plus, les diverses circonstances du récit de notre premier et si précieux chroniqueur s'expliquent sans difficulté.

On demandera peut-être si, dans la contrée que nous venons de

décrire comme ayant été la Taifalie, il y a quelque vocable qui en rappelle le souvenir. C'est une question dont nous ne nous sommes pas préoccupé d'abord, n'ayant dans ce genre de preuves qu'une confiance limitée, que n'encourageait nullement l'exemple des partisans de Tiffauges. Nous savions, du reste, que les petits cantonnements de Barbares énumérés dans la Notice n'ont point, en général, laissé leur nom au territoire où ils furent établis. Une exception cependant est possible pour les Taifales qui, bien certainement, avaient au vi^e siècle donné le leur à la colonie fondée par eux. A-t-il persisté jusqu'à nous ? Dans ce cas, la *Theifalia* a dû, comme les autres noms de peuples dont la désinence est en *ia*, produire en français un nom féminin.

Or dans la commune de la Chapelle-Montreuil, à 12 kilomètres de Celle-l'Évécault et à 15 de Poitiers, sur l'ancienne voie de Sanxay, au milieu d'un groupe de hameaux portant des noms modernes empruntés aux familles qui les ont possédés, il y a un gros village qui s'appelle la Tiffaille. Nous manquons de renseignements sur cette localité, que nous trouvons mentionnée pour la première fois dans un document de 1397, où elle est appelée la Tuphaille. Cette désignation est reproduite dans une pièce de 1529 ; partout ailleurs c'est la Tiffaille. Est-ce un souvenir de la Taifalie ? Ou bien est-ce un fallacieux hasard qui a mis ainsi un village de la Tiffaille juste au centre de l'ancienne *Theifalia* ?

⊙ POITIERS

La Tiffaille .

Theifalia

o Celle-l'Évécault

APPENDICE

(A) Cette chronique est une compilation faite au xii^e siècle. Le texte invoqué par M. Richard se compose d'un court extrait de Grégoire de Tours, précédé d'une ou deux lignes dans lesquelles le compilateur émet son opinion, que voici : *Hujus Pientii tempore perdidit ecclesia Pictaviensis episcopatum Castri Celsi.*

Est-il besoin de répéter ici que du temps de Pientius le diocèse de Poitiers ne perdit rien, puisque, du vivant de cet évêque, Austrapius n'avait que la survivance.

Dans notre premier mémoire nous avons cité ce texte d'après Besly, ne voulant pas paraître l'ignorer, mais n'y attachant aucune importance. Il a si peu de valeur que ni le P. Labbe, ni MM. Marchegay et Mabille ne l'ont reproduit dans leurs éditions de la Chronique de Saint-Maixent. M. Longnon ne l'a point invoqué à l'appui de sa thèse en faveur de Chantoceaux et il y a peut-être de la part de M. Richard quelque hardiesse à s'exprimer comme il l'a fait à ce sujet, lorsqu'il a écrit : « Bien que M. Longnon ne l'ait pas dit, nous sommes intimement convaincu que ses recherches en dehors des sentiers battus ont été dirigées par un texte de la Chronique de Saint-Maixent, depuis longtemps connu mais auquel on n'avait jamais prêté l'attention qu'il méritait. »

(B) M. Richard cite, comme ayant fait partie de la Taifalie, *Durenium*, qui, d'après la Chronique de Nantes, p. 24, dépendait de Tiffauges, *Durenium Theofalgiae vicum*. Il s'agit ici d'une subordination féodale. *Durenium* ou *Durinum* est une très ancienne bourgade, qui, après être devenue catholique, a pris le nom de son patron, Saint-Georges. On ne voit pas comment on pourrait introduire dans son existence une période taifale.

(C) Il est à remarquer que parmi les évêques qui adhèrent deux seulement figurent comme parties directement intéressées, celui de Poitiers, dans le ressort duquel se trouve Saint-Florent, et celui de Nantes, dont le diocèse vient, pour ainsi dire, jusque sous les murs du monastère.

(D) Dans la Chronique de Nantes, par exemple, *pagus* et *regio* sont synonymes : *Regio Metallica*, pp. 18 et 23 ; *pagus Medalgicus*, pp. 96 et 122.

(E) C. Port, *Dictionn.*, articles *Chantoceaux*, *St-Florent-le-Vieil*, *Jallais*, *Mauges*. Il nous suffit que Chantoceaux n'ait jamais fait partie du diocèse de Poitiers. Ajoutons qu'il est douteux que le *castrum* remonte au delà du ^x siècle. Voici à ce sujet un passage de la Chronique de Nantes, p. 123, qui donne à réfléchir : *Petivit (Rainaldus, cognomine Turringum) ut apud Castrum celsum domum sibi, propter commoditatem Ligerim, ad hospitandum facere concederet. Qui vero, ei minime credens, omnino illa denegavit; ac tamen post mortem Fulconis filii, Gosfridi Grisonnellæ, concessionem eam firmam et omni præsidio munilam perfecit.*

C'est vers 987, époque à laquelle les hauteurs qui bordent la Loire se couvrent de forteresses. Un Seigneur du pays des Mauges, nommé Renaud Torench, que Guérech, comte de Nantes, avait fait prisonnier, pour l'avoir surpris durant la chasse aux ours, aux sangliers et aux cerfs de la contrée, comprit, en guetteur avisé, les avantages d'une situation comme celle de Chantoceaux, qui évenle de loin le cours de la Loire et la commande. Après s'être arrangé avec le comte au sujet de la chasse, il lui demanda l'autorisation de se bâtir une maison sur ce point. Guérech, qui avait apparemment des raisons de se défier, refusa d'abord ; puis après la mort de son ennemi Geoffroy Grisegonelle, comte d'Angers, il consentit, et Torench se construisit alors une habitation pourvue de tous moyens de défense. Telle paraît être l'origine de Chantoceaux même.

L'auteur de la Chronique de Nantes écrit, d'après M. Merlet, au milieu du ^x siècle, c'est-à-dire une soixantaine d'années après la construction dont s'agit : il donne à l'endroit le nom qu'il portait de son temps et qui ne peut être antérieur à la construction même du *castrum*. Or, ce que demande Torench, ce n'est pas seulement la permission de se bâtir un logement ordinaire, c'est celle d'élever là un château, une maison fortifiée, dominant la Loire, avec les avantages que comporte cette situation, c'est-à-dire avec des droits seigneuriaux. Il s'adresse, pour cela, au comte de Nantes, nouvelle preuve que, contrairement à l'affirmation de M. Richard, Chantoceaux ne dépendait pas plus du Poitou que du diocèse de Poitiers.

(F) C'est en nous fondant sur ce principe que dans notre précédent mé-

moire nous avons, au moyen d'un croquis, montré qu'au iv^e siècle Chantocéaux n'avait pas dû faire partie de la cité de Poitiers, non plus que du diocèse au commencement du xiv^e, ce qui rendait tout au moins improbable qu'il en eût dépendu au vi^e.

(G) Tours vers le commencement du vi^e siècle eut simultanément deux évêques. Théodore et Procule. — A Langres, sous l'épiscopat de Tétricus, un certain Médéric fut tonsuré et ordonné évêque, avec la promesse qu'il lui succéderait. En attendant la mort de Tétricus, Médéric devait gouverner le *castrum* de Tonnerre, comme archiprêtre, et y résider : *a rege indultus ac tonsuratus, episcopus ordinatur, sub ea quidem specie ut, dum beatus Tetricus viveret, hic Ternodorensis castrum ut archipresbiter regeret, atque in eo commoraretur; migrante vero decessore, iste succederet*. Lui aussi, tandis qu'il est dans son *castrum*, encourt la disgrâce du roi et, comme Austrapius, voit lui échapper le siège promis.

(H) De intestato episcopo : *Si quicumque ex gradu ecclesiastico sine testamento et sine cognitione discesserit, hereditas ejus ad ecclesiam ubi servivit devolvatur*. Batuze, *Capit.*, I, 1162.

(I) Voir ci-dessus, note G, l'exemple de l'évêque Médéric, qui régit comme archiprêtre le *castrum* de Tonnerre en attendant la vacance du siège de Langres. Jean Bouchet, l'auteur des Annales d'Aquitaine, paraît avoir entrevu que c'est au même titre qu'Austrapius administra le *Sellense castrum*.

QUELQUES ENSAISINEMENTS DE FIEFS

par M. CHAMPEVAL DE VYERS

Au moyen des trop courts extraits ci-après, par nous retirés des registres de la série C. n° 632, qui dorment, hélas ! inexplorés (1) aux archives du département d'Indre-et-Loire, nous avons voulu simplement éveiller l'attention de tout bon Poitevin, sur le puissant intérêt historique qui s'attache à ce genre de recherches.

Outre le défilé des roturiers payant les francs fiefs, au xvii^e siècle (1673 et 1677) et qui se font ainsi « ensaisiner », investir définitivement par le pouvoir central, nous voyons, grâce à ces pièces, surgir à nos yeux étonnés une foule de noms de lieux nobles, qui semblaient à jamais ensevelis sous les décombres révolutionnaires. De ces logis devenus « fondis » dans l'ouest, passés à l'état de « coux » en Limousin, dont la plupart ne survivaient même plus que de nom, par l'appellation disparue à son tour dans la tourmente sociale de 1789, l'assiette, toujours heureuse au point de vue du site ou de la défense, est précieuse à connaître. N'y voulût-on retrouver, en effet, qu'une carrière à moellons et à pierres de taille, il y aurait encore grande utilité à reconnaître ces emplacements, jadis nobles, c'est-à-dire, *notoires*, dénoncés officiellement au public comme points de refuge, affranchis de tout impôt à titre de sauve-qui-peut, de lieux d'intérêt public, comme nous ne cesserons de le répéter. Que sera-ce, si nous ajoutons qu'ils représentent la plupart du temps les plus anciens groupes celtiques d'habitations ou furent presque tous le siège de villas gallo-romaines ?

Sans étendre plus avant ces considérations (2) qui déjà nous ou-

(1) Feu Rédet n'a point puisé, comme tout l'indique, dans ce fonds, d'ailleurs forain et inventorié assez récemment par M. Loiseau de Grandmaison, père, l'ancien et distingué archiviste de Tours.

(2) Développées principalement dans mes redressements, des erreurs de principe et d'identifications en matière de topographie carlovingienne de M. Deloche, de l'institut, cartulaire de Beaulieu, apud *Bulletin archéol.* de Brive ; et dans ma *Géog. histor. abrégée de la Corrèze, ou bas-limousin seigneurial et religieux*, t. I et II, arrondissements Tulle et Ussel, 1 vol. 14 fr.

vrent un vaste horizon, venons à notre analyse, de laquelle il résulte en substance que :

le 25 février 1673

POUR L'ÉLECTION DE LOUDUN (1)

Ensaînement est fait : 1° pour un *pré* énervé (démembre) de la maison de *La Roche-Plaineau* (Lodun), le dit *pré* à d^{lle} J^{ne} Aubineau, v^{re} de M^e N. Daniel, marchand.

2° La maison noble de *Morteau* (S^t P^{re} du Marché de Lodun, à m^e Ant^{re} Ollivier, avocat à Loudun.

3° *Rentes* à la mesure de Lodun, sur les paroisses de (La Chaussée, St-Aubin et Martaisé), à F^{ois} Roy, marchand, demeurant à Richelieu.

4° Dîme dite *St-Fleurant*, se recueillant au faubourg de la porte St-Nicolas de la ville de Lodun, au profit de m^e Benjamin Dufour.

5° Le fief d'*Amberre* (S^t Clair), à Charles Lasne, m^d à Amberre.

6° X (= Dîme) sur le village de Grand Sesté (3 Moutiers), à Daniel Maheu.

7° Maison renfermée de murailles (mode de fortification, le plus simple et le plus usité en Poitou, où l'eau eût manqué fréquemment pour les douves), fief et seigneurie de *La Motte-Guenet* (S^t Citroine), à Charles Gouson.

8° *La Mothe-en-Trion* (Angliers), à Benjamin Dufour, gendre de d^{lle} J^{ne} Guérin.

9° *L'Imbodière* (Angliers), à Jacq. Dumontier, m^d à Lodun.

10° X^{me} du *Bois-le-Roy* (Venié) au même Jacques.

11° La maison noble de *Girouette* (*sic*) en demy part (Epiée), à Et^{re} Tabard, s^r (= sieur, et s^{sr}. = seigneur) de La Brosse.

12° *La Pinaillère* (Assay), à F^{ois} Mestayers, s^r de La Pinaillère.

13° La m^e n. (= m^{on} noble) de Verbric (Veniez), à Louis Aubi-

franco, chez l'auteur, au ch^{teau} de Vyers, par Corrèze (Corrèze), ou 10 fr. par tome.

(1) Le nom entre parenthèses, pour abrégé, sera celui de la paroisse en laquelle se trouvait le fief. Nous dirons de même, *fief à tel ou tel* pour signifier que l'individu en question en est propriétaire avec fondalité, etc. (sauf l'hommage à rendre) plus souvent ici comme acquéreur récent, qu'à titre successif ou de donation.

neau, s^r de Verbrix, assesseur antien en la mareschaussée de Loudounois.

14^e Une petite maison dite *La tour Tonnerie* (Dissay), située au lieu de La Goislardrie, à René Hôgué, Jacques Dupuy et Pierre Desrue.

15^e 1/3 du x^me de *La Suze*, aliàs *Les Chaffeaux*, se recueillant au faubourg de la porte de Mirbeau de Loudun, à Louis Thibault.

16^e Rentes sur héritages qui dépendaient de la maison de *Lauray* (Assay), à Abraham Bougrier, m^d à Chinon.

17^e m^{on} n. de *S^t-Laon* (S^t-Laon), à Gab^{lle} Roy, v^{ve} m^e P^{re} Dupin, avocat à Lodun.

18^e Fief du *Petit Turzay* (Messay), à Mathurin Fournier, s^r de Nouzelière. Maison presque toute fondue et ruinée.

19^e M^{on} n. du *Chillon* (Ternay), à m^e Auguste Dumoustier, président en l'élection de Loudun.

20^e M^{on} n. du *Petit Savoye* (Nueil-sur-Dives), à d^{lle} Marie Regnier, v^{ve} P^{re} de Laurière.

Etc., etc...

30 janv. 1677, série C. n^o 632

Ensaînement de fiefs pour les roturiers (1) ci-après de L'ÉLECTION DE CHINON.

1^o M^{on} noble de *La bellonière* (Cravant), à la v^{ve} de m^e Guill^{me} Febvrier.

2^o *Rilly, Rochedais, Monteval, Lachaire* (Rilly).

3^o *Commaire, L'Artail, La Salle, Pruniers*, etc. (S^{ie} cath^{ne}-de-Fierbois.)

4^o *Chantepie* (Balesme).

5^o *La Fromentière* (St-Louant).

— 24 Juillet 1674. — 6^o *Le Haut-Midy* (La Roche-Clermault).

7^o *La Mouselière* (Villaine).

8^o *La Proustière et Dorelière*. 9^o *La prévosté de Montigny* (Le tout Saché).

(1) Ces roturiers, ou, selon nous, passe-bourgeois, c'est-à-dire bourgeois se titrant, étaient de la graine de noblesse, qui facilement pouvait venir à bien, la noblesse n'étant point du tout un corps fermé. L'expression de roturiers n'avait alors non plus rien de désobligeant.

10^e *Vaubreton* (Parillé).

11^e des prés nobles (comme ayant, selon nous, servi d'emplacement à d'anciens logis) en la par^{sse} (d'Avoyne). Ce détail mérite attention.

12^e Les fiefs de la Vallée, la Fenouillère, Champroust (St-Patrice).

etc., etc..

— le 30 Janvier 1677 ; ON L'ÉLECTION DE RICHELIEU :

1^e Le pt billy (Saune), à la v^{re} du S^r Baron.

2^e *Clairét*.

3^e *La Tousche* (Turageau), à René Moreau.

4^e *La Cheurie-Breté* (id.), à la v^{re} de Varennes.

5^e *Le Bois Rond* (id.), au s^r de Chastillon.

6^e *Le Coudray* (id.), au s^r Vergnault.

7^e *Chamaillard* (Varenne), à m^e Gabi Barré.

8^e La métairie noble du *Puy-sallé* (id.), au s^r des Granges.

9^e La métairie n. de la *Mauvinière* (id.), au s^r de la Mauv.

10^e La mét. n. d'*Agenay* (Vouzailles), à Marie Moreau, v^{re} Lambert.

11^e *La Fretonnière* (Grissé), à m^e Fols de La Coux.

12^e *Chauffour* (Bournezeaux), à René Bottreau.

13^e *Vieille-Vigne, Bellebaste et l'Jeune* (Chouppes), au s^r Mauduit, procureur du roy en l'élection de Richelieu.

14^e *La Voulte* (Chouppes), à La v^{re} de n. Chevalier, s^r du Pré.

15^e *La Grange* (Boussagean), au s^r Leclerc.

16^e *La Chaume* (Braslay), aux h^{rs} du s^r Bourseau.

17^e *Le Coust-Martineau* (Blaslay), à n. Carlonet.

18^e *La Tourraine* (Cuon), aux hoirs du s^r Jarry.

19^e *Beaumont*. (id.), au s^r de la Rouille.

20^e *Parigny* (Champigny-le-sec), à P^{re} Guillon.

21^e 1/16^e de x^{me} ; et la mét^{ie} de *Cron*, à Geliz (Champ.-le-sec), au s^r Dupuy Poirier.

22^e Les m^{ns} n. de *Chausse*, le fief d'*Incey, Marsay*. La m^{en} n. du P^t *Puy de Saire*, le tout sis ès par. de (Doussay, Savigny et Saint-Vincent de Mons), à Vincent de Vaux, acquéreur de la demoiselle de Compnicourt (sic).

23^e *Plombe, Puzay* (Luesque), au s^r Matorch.

24^e Le P^t *Dezé*, P^t *Mazeuil*, et champ *Fleury* (*Mazeuil*), à m^e Jh de Lugré.

La *Barge* (*Turageau*), au dit Lugré.

26^e Les *Prez-blancs* (*Massongne*), à la v^e *Morinet*.

27^e La *Touche-batreau* (id.), au s^r de La *Tousche-Bertrandière*.

28^e La *Martinière* (N. D. d'Aoust) ; au s^r de la *Grimaudière*, possesseur aussi du 29^e.

29^e St. *Chartre* (St. *Chartre*).

— Et le 24 août 1673 : 30^e. La *Touche* (*Courcoué*).

31^e fief de *Vauchenis* (*Champig. le sec*).

32^e La *Tousche-La-Vallière* (*Avon*.) [Détenteurs y indiqués].

33^e La *Jacquelinière*, et les *Roches* (*Doussay*).

34^e Les *Pailles* (*Claunay*), à Jn *Motet*.

35^e La *Thibaudière* (*Braslou*), à P^{re} *Moriceau*.

36^e La *Chapelle-Gerfault* (id), à Mathieu de La *Mothe*.

37^e Les *Blonnières* (*Bertegon*), à F^{ois} *Robin*, s^r du *Parquet*.

— Et le 10 février 1674. — 38^e. La *Boudouinière* (*Luzay*).

39^e La *Roche-Rigault* (*Le Bouschet*).

40^e La *Carte* (sise dans), à La *Senaudière* (*Avon*).

41^e La *Poquetière*, *Durandière*, *Mondon*. La cour *Rolland*, Gd Cour. (*Doussay* et *Boussageau*).

42^e La *Tousche* (*Courcoué*).

43^e La *Sigongne* — [nom probabt. tiré de *Segovinus*]-à-*Foulle* (*Claunay*).

44^e La *Martinaye* (*Le Bouchet*).

45^e La *Fuye*, 2 mét^{res} nobles, 'énervées de la seign^{ie} de *Bauday* (*Savigny*.) à *Nicolas Richard*. 21 juillet 1674.

46^e le fief *Bertin*, à La *Roche-Chizay* (*Sauve*).

47^e La *Chapelle* (*Braslou*).

48^e La *Tousche d'Orioust* (*Luzay*).

49^e *MontJean* (*Montcontour*), à *Mathurin Fournier*, s^r de la *Mauzelière*.

— Et le 12 août 1673, — 50^e Les *Dorées* (*Parsay*).

51^e Le P^t *Vienay* (*Seuilly*).

52^e La *Mon Nv^e* (*Saire*).

53^e Partie du fief de *Billy-Clairet* (*Sauve*), à *Fleurance Bottreau*, v^e M^e Jⁿ *Ragueneau*, avocat à *Mirebeau*.

54° La *Mothe-Mauléon*, aliàs *Sauvagère* (Vouzaille).

55° La *Mothe-Bureau* (Vouzaille).

ÉLECTION DE MONTREUIL-BELLAY :

30 janvier 1677.

1° Fief du *Jarry* (Cleré), à M^e Fois Marsolle.

2° rente noble sur *La Faverie* (Montilliers), au même.

3° La *Guilbaudière* et la mét^e de La *Malnoyère* et le bordage y annexé (Tourmentine), à Charles Moreau.

4° Les mét^{es} des *Frégellières* (id.), au même dem^t. à Coron.

5° La *Vanerie*, *Noudiot* (id.).

6° La mét^e du Ga village (id.).

7° et des rentes sur Tourmentine.

8° La M^{on} n. de la *Giraudière* et la *Hte Sauvagère* (La Tour-Landry), à M^e René Guinoiseau.

— Et le 25 février 1673. — 9° La *Roche-Bonneau* (St-Pierre des Chaubrongues) au s^r Tounois pour 1/2 etc... 10° un bordage noble sis à la *Veillardière* (Nueil-sous-Passavant), à Jⁿ Pottiers, 24 août 1675.

ÉLECTION DE LOUDUN.

30 janv. 1677. 1° le fief de *Perouthes* (Marsay) à Louis Aubineau, s^r de Verbeize et à sa femme.

2° 1/3 de la bon^e de *Baussay* (Chasseigne) au s^r Gautier de Vilvért.

3° fief de *Pimpare* (Venié) au même.

4° d'*Anglere* (Anglere) (id.).

5° La *Crouaillerie* (id.). — probabl^t id.

— Et le 24 août 1675, 6° la m^{on} n. du *Puy Besnier* (3 Moutiers).

7° Celle de X... située à Preuilly (Mouterre), à P^{er} Pelisson.

8° Une terre noble (Saint Laon), à P^{er} Malherbe.

— Et le 12 août 1673, 9° La *G^{de} M^{on}* (Saint-Hilaire des 3 Moutiers), à la v^{re} Sommain, relicte du s^r de Clairville.

10° *L'aulnay* (Beuxe), à la v^{re} René de la Haye, S^r du Chillon.

11° La *tour du Ry* (Coussay), à Ant^{re} Charton, s^r de la Fontaine.

— Et le 25 fév. 1673, 12°. La *Barinière* (Anglers) à d^{lle} Marie Baillot, v^{ve} René de la Haye, susdite.

13° *Tricot*, au village de Meriau (Chalais), à la v^{ve} de Daniel Allotte.

14° Le fief de *Braux*, dans Meriau, à la même.

15° Les *Chambres*, au village de Savoye (Nueil-s.-Dive), aux enfants de feu M^e P^{re} Peleuse.

16° La *Tortillière* (Marsay), à M^e Abraham Mangot, av^t au bailliage de Chinon.

17° *Tesnay* (Bournan), à d^{lle} Marie Philbert, v^{ve} de M^e Charles Chausset, c^{ll}^{er} du Roy, assesseur au bailliage de Lodonnois.

17° *Seugné* (Chalais), à P^{re} du Moutier, s^r de la Fosselière.

18° *Bouillon* (S^t Clair), à Louis Curieux, m^d d^t à Lodun.

19° La *Tapotière*, m^{an} n. (Roiffé), à M^e Paul Aubry.

20° des héritages nobles dépendant du fief de *Beaurepaire* (Martaizé), à P^{re} Le Suire, s^r de La touche.

21° La m^{an} n. de la *Roche-Plameau* (Lodun) à François du Montier, m^d à Lodun.

22° Celle du P^t *Brezé* aliàs (autrement dite) la *G^{de} Maison* (en Limousin aussi (4), mais moins fréquemment qu'en Angoumois, maison ainsi désignée « dem^t en sa maison » signifiait maison forte), par^{ss} de (Ranton), à d^{lle} Jeanne Adam, v^{ve} de P^{re} Le Mercier.

23° *Candé* (Venuz), à Jⁿ de Cereziers, s^r de Bonnandroit.

24° *Gernier* (Chasseigne), au même, ainsi que

25° La *Fontaine* (Glenouze).

26° *Vauvernay* (S^t Hil. 3 Moutiers, à Gab^t. Le Suire, sergent royal, et Marg^{te} Benoist, v^{ve} défunt m^e François Besnard.

27° fiefs de Jⁿ *Guérin*, aliàs *Luzay* (Roiffé), à Marie Robert, v^{ve} m^e René Cherbonier, et ses coh^{rs}.

27° des héritages sortis du fief de Beaurepaire en Martaizé, à Louise Alotte, v^{ve} de F^{ols} Le Suire.

etc., etc.

(4). Voy. ma *Notice historique de la Maison de SAINT-MARTIN DE Bagnac*, avec la généal. des *Barbarin*; *Papon de Virat*; *Sornin*, et *Bagnac 1^{re} race*, en Basse-Marche, 8^e illustré; avec *carte* (1750) *féodale et religieuse* des frontières du *Porrou* — *Bas-Berry* — *Marche* — *Limousin* — *Angoumois*. Limoges, Ducourtieux. 1897.— La carte isolée 1 fr. chez l'auteur.

La série C. n° 576 contient l'hommage de Preaux, par Lesesne, en 1752, relevant de Loudun.

Qu'on nous permette pour terminer, — tout en rendant hommage au remarquable, savant et scrupuleux travail de M. Rédet, archiviste, qui, en somme, à lui seul, n'a pu ramasser que le gros, en matière topographique, dans une région aussi foulée et ravagée que le Poitou, — qu'on nous permette de remettre en mémoire aux chercheurs la nécessité qui s'impose, avant toute autre œuvre, de compléter ce dictionnaire des noms de lieux de la Vienne. Pour cela, il y aura lieu de recourir principalement aux archives privées, source abondante précisément demeurée close à M. Rédet. Pour notre compte, ayant commencé d'inscrire en marge de ce dictionnaire les omissions, nous signalerons ici parmi ces additions les suivantes, et plutôt à titre de spécimen, car elles fourmilleraient en dépit du plan restreint du Ministère, un vrai lit de Procuste à couper bras et jambes ! dont ne sauraient se contenter ceux qui veulent voir leur Poitou connu à fond.

Curia Dei, prioratus, in paroch. de Antineco prope Mont Maurilionem), membre de l'abbaye de Beuil. Haute-Vienne, en 1474. [h. 124, arch. H. V.]

Cussacum (Linea) vers Antigniec et Montmorillon, seigneurie à noble Adedu Ravenel. [h. 124, arch. H. V.]

Crouzilles, prieuré, dépend^t de l'abbaye de Saint Augustin Lez Limoges. Il est près de Château-Larcher, dont le curé le dessert en 1751. [h. 3599 arch. H. V.]

Puychevrier, hameau (C^{no} Bonneuil-Matour) [dict. des Postes.]

Puycherrier, prieuré, dioc. de Poitiers (mais pouvant appartenir au bas Poitou et hors des limites de la Vienne) vers 1600. [Archiv. de Maine-et-Loire, série E, n°... aux alentours de 1472.]

La *Normandie*, métairie dans Villars (Persac) en 1742. [Chérin, m. 133. Bib. nat.]

Bretollière (la), en la châtellenie de Montmorillon, comme le dit Rédet, mais prob^t vers Pairoux, selon les indications de la général. *Courivaud* du dict. de m. m. Beauchet-Filleau, 2^e édit., etc., etc.

N. B. — Depuis que le présent article est écrit, j'ai consigné dans mes exemplaires de Rédet, et surtout de M. de Gourgues (voy. pour

ce dernier, mes notes au bullet. archéol. du Périgord (1897) force noms de lieux; et avec *confrontations*, pour ceux disparus, indication indispensable quoique absente des publications officielles, le territoire paroissial offrant encore trop de marge et matière à perplexité.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

TROISIÈME TRIMESTRE DE 1897

SOMMAIRE

- I. — *Comptes rendus et chronique*, par M. A. TORNÉZY, secrétaire.
 - II. — *La Révolution au parc de Blossac*, par M. H. CARRÉ, professeur à la Faculté des Lettres.
 - III. — *Documents sur quelques familles châtelleraudaises au XVI^e siècle*, par M. A. BARBIER.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

Pendant le troisième trimestre de l'année 1897, la Société des Antiquaires de l'Ouest s'est réunie en séance ordinaire le 15 juillet.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1897.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4 du soir sous la présidence de M. Carré.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 17 juin dernier qui est adopté.

Puis le Président dépouille la correspondance qui comprend :

1^o Une lettre de M. le Recteur de l'Université de Poitiers qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

2. Une lettre de M. Dutheuil, directeur de la Revue des Inscriptions et Belles-Lettres qui sollicite l'abonnement de la Société à la dite revue.

Le Président énumère ensuite les ouvrages qui lui ont été adressés

depuis la dernière séance ; on en trouvera la liste et l'analyse à la fin du présent procès-verbal.

Dons

Divers parchemins offerts par Mgr Barbier de Montault (actes de vente du xviii^e siècle.)

Dons faits en séance

M. Alfred Richard, de la part des héritiers de M^{lle} Vincens-Molignée, offre :

1^o Un débris d'arme en fer.

2^o Deux morceaux de vase, à décoration faite avec le ponce autour du col, en terre blanche assez poreuse (allant de l'époque romaine au xiv^e siècle).

Ces objets ont été trouvés près du Motheron de Mairé, mothe féodale, entourée de douves dans lesquelles, vers 1830, on trouva des lampes et autres objets qui furent donnés par M. le président Chauvin au musée de Niort.

Au nom de M. Raymond Serrure un ouvrage intitulé : Contribution à la numismatique Tournaisienne, dans lequel est reproduite une médaille de Ch. du Hautbois, évêque de Tournai qui était originaire des environs de Châtellerault.

De la part de M^{me} Ledain, veuve de notre regretté confrère, un exemplaire de la seconde édition de la *Gâtine historique et monumentale*, que M. Ledain venait de faire imprimer à l'époque où est survenu son décès.

Le R. Père de la Croix offre à la Société les objets suivants :

1^o De la part de MM. de Montmartin et Savatier, héritiers de M. Léon Gaillard :

Un fusil à pierre, portant sur une plaque en argent la mention : Don du Roi : — 4 sceaux et un 5^e qui a été blanchi.

2^o De la part de M. et M^{me} de Flacourt, héritiers de MM. Ojam.

Un petit panneau en chêne, xv^e siècle, dont la partie supérieure a été modifiée dans ces derniers temps.

Une console en plâtre, décorée par un chapiteau fantaisiste portant le millésime 1865, et supportée par une cariatide ; — Un heurtoir en fer du xviii^e siècle ; — Le surmoulage en cuivre d'un médaillon représentant la tête de O. Cromwell. 1599 à 1658.

3° De la part de M. Fernand Chartier, propriétaire à Thénézay, Deux-Sèvres :

Deux éperons en fer, dont l'époque n'est pas déterminée.

4° De la part de M. Merlet, de Raslay, Vienne :

Une clef en fer forgé qui paraîtrait avoir été faite sous Louis XIII.

5° De la part de M. Bozzo, plombier à Poitiers :

Un gilet en soie brodé, du XVIII^e siècle.

6° De la part des pères Jésuites du Jésus, 2 petites coupes en terre blanche, trouvées en juillet 1895, parmi les terres d'époque romaine qui entouraient les racines d'un gros marronnier, dans le jardin de leur établissement.

Le R. Père de la Croix offre en son propre nom.

1° La partie supérieure d'une petite statuette en terre cuite, recouverte d'un vernis vert, les mains et avant-bras manquent, trois trous existent sur la poitrine.

Cet objet, trouvé dans un sarcophage à Saulgé, près Montmorillon, semble provenir de la fabrique de La Chapelle des Pots près Saintes ;

2° Une superbe médaille de chapelet, frappée à Rome, représentant à la face Notre Seigneur et la très Sainte Vierge, et au revers quatre personnages nimbés surmontés du Saint-Esprit ;

3° Un petit pot romain trouvé dans le déblaiement du jardin du café de Castille en juin 1895 ;

4° Une petite gourde en terre cuite blanche, recouverte au tiers de son extérieur par un vernis vert ; quelques dessins faits avec une grosse pointe avant la cuisson, porteraient à croire qu'elle remonte au VII^e ou VIII^e siècle. Elle a été trouvée dans un sarcophage du cimetière de Javarzay, près Chef-Boutonne, Deux-Sèvres. On sait que Javarzay était une des propriétés de Clotaire I^{er}, et que c'est de là que ce roi malfaisant, indigne époux de sainte Radegonde est parti, avec des troupes pour l'Armorique, afin d'y brûler son fils Chramme et sa famille.

5° Superbes creusets en terre cuite (de monnayeurs) trouvés à côté du château de Montreuil-Bonnin.

6° Une clef en fer très altérée, fort intéressante. Elle semble exiger de sérieuses recherches afin d'arriver à lui donner son âge (achetée à la Villedieu).

7° Un très beau bracelet en bronze, gaulois, en deux morceaux,

trouvé lors des déblais du tramway dans les terrains situés en face du portail de l'Église de la Villedieu-du-Clain.

M. Ducrocq rappelle aux membres de la Société que le dernier intendant du Poitou, Boula de Nanteuil, dont l'administration si douce et si charitable a laissé des souvenirs nombreux, avait reçu de ses administrés, comme témoignage de leur gratitude, une médaille. Ceux d'entre nous qui collectionnent les médailles et les objets poitevins pourraient avoir le désir de posséder cette pièce devenue rare. Il est heureux de faire savoir que le coin de cette médaille existe dans les collections de la Monnaie à Paris et qu'en s'adressant à M. de Foville, directeur de cet établissement, rien n'est plus facile que d'en obtenir un exemplaire moyennant un prix très modéré. M. Ducrocq se propose du reste de fournir des renseignements plus précis qui permettront de demander la médaille sans qu'il y ait d'erreur possible.

M. le Président annonce à la Société la mort de M. le Marquis d'Argenson, décédé en son château des Ormes-St-Martin. En quelques mots il exprime les regrets que cause à tous la disparition de cet excellent collègue, qui suivait avec intérêt les travaux de la Société à laquelle il appartenait depuis de longues années.

M. Alfred Barbier communique le texte annoté de diverses pièces tirées d'archives particulières lesquelles sont imprimées dans le bulletin sous le titre : *Documents sur quelques familles Châtelleraudaises au XVI^e siècle.*

Lecture

M. le Président, au nom de M. Lièvre, empêché d'assister à la séance, donne lecture d'importants passages d'un travail de l'érudite bibliothécaire intitulé : *Austrapius et les Taifales du Poitou*, examen de l'opinion de M. Richard sur la Theiphalia et le Sellense Castrum.

Sur la demande de M. Richard, il est entendu que sa réponse à ce travail de M. Lièvre sera publiée aussitôt après qu'il aura paru.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications des départements

Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, 2^e livraison de 1897.

Mémoires de la Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise, t. XX^e.

V. P. de Nolhac : le château de Versailles sous Louis XV; — André Pératé : Les portraits de Louis XIV au musée de Versailles; — Maussoir : Le club des amis de la constitution à Versailles. Fondation.

Le Monde des Plantes, Revue internationale de Botanique, 6^e année, n. 92; 1^{er} juillet 1897.

Mémoires de la Société éduenne; nouvelle série; t. XXIV. Autun 1896.

V. Fouilles de Beuvray, par M. J.-G. Bulliot;

V. A. de Charmasse : Jean Louis-Gouttes, évêque constitutionnel du département de Saône-et-Loire, et le culte catholique à Autun, pendant la Révolution (*suite*).

V. Alphonse de Monard : François de la Chaise et les origines du Creuzot.

Bulletin de la Société historique du Périgord, t. XXIV; 3^e livraison, mai et juin 1897.

V. R. de Boysson : Bertrand de Born et la troisième croisade.

Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons, t. III et IV. Soissons, in-8, 1897.

Dans le tome III, voir les fouilles de M. Fréd. Moreau en 1892. V. art. sur les Monnaies de Soissons et un autre sur les monnaies gauloises de Pommiers et d'Ambleny.

Dans le tome IV. V. Habitations mérovingiennes non construites, etc.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, t. XLV. Deuxième livraison 1897. V. le temple de Jupiter à Ausiac, par M. l'abbé Arbellot.

V. Inventaires des châteaux appartenant aux de Peyrusse des Cars publiés par Monseigneur Barbier de Montault.

Revue Savoisienne, n^o 2; 2^e trimestre 1897.

Bulletin historique de la Société des Antiquaires de la Morinie, 2^e fascicule de 1897.

Bulletin de la Société des amis des Sciences et Arts de Rochecouart, t. VII, n° 1, 1897.

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, 1896, 1^{er} semestre.

Publications Poitevines

Catalogue mensuel de la librairie Clouzot n° 325.

Le mois bibliographique, 1^{er} juin 1897.

Bulletin de Saint-Martin, juillet 1897.

Publications de Paris

Bulletin trimestriel des Publications de la Maison Lecène et Oudin — n° de juillet 1897.

Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, tome VIII^e (IV^e série), 1897, fascicule 1^{er}.

Bibliothèque d'Archéologie africaine; 2 fascicules. Etude sur les ruines romaines de Tizirt par Pierre Gavault. Don du ministère de l'instr. publique. Paris, in-8, 1897.

Tombes en mosaïque de Thabraca; douze stèles votives du musée du Bardo, par R. du Coudray La Blanchère. Paris, in-8°, 1897.

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Bulletin de mars-avril 1897.

V. Monuments Gallo-Romains explorés à Berthouville(Eure), par le R. P. de la Croix.

Revue des questions historiques, 1^{er} juillet 1897.

Journal des savants, mai 1897 et juin 1897.

Catalogue des Livres d'art en vente chez M. Georges Rapilly.

Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires, t. VII. Paris, in-8, 1897.

Publications de l'Etranger

Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles, t. XI, livraison I, janvier 1897.

V. Recherches préhistoriques dans la vallée de la Vesdre par le directeur Tihons, et le cimetière belgo-romain de Presle, par D. A. Van Bastelaer.

Société d'archéologie de Bruxelles. Annuaire 1897, t. VIII.

Boletin de la Real Academia de la Historia, t. XXX, c. VI, juin 1897.

The Canadian Antiquarian, and Numismatic, Journal, Montréal, janvier 1897.

Annales de la Société archéologique de Namur, t. XXII ; 2^e et 3^e livraisons, 1897.

Rapport sur la situation de la Société archéologique de Namur en 1895. Br. in-8.

The Numismatic chronicle, 1897, part. II Londres.

La Révolution au parc de Blossac à Poitiers

(1790-1798)

Par M. Henri CARRÉ

Il y a cent ans le parc de Blossac avait la même étendue que de nos jours ; il s'était formé successivement du champ de Gilliers, ancienne propriété de la famille Irland, et de parcelles de terrain qu'avaient cédées à l'Intendant le chapitre de Saint-Hilaire, MM. Dugué, Latouche et de Valabon (1). On y accédait indifféremment par le rond-point précédant la grande grille, et par deux passages ouverts, l'un au centre, l'autre à l'extrémité sud de la rue de la Tranchée.

La grande grille était celle que nous voyons aujourd'hui. En dépit d'une décision prise en 1790 par le corps municipal, elle portait encore, deux ans plus tard, à son sommet, l'écusson de M. de Blossac, « de gueules à trois bourdons de pèlerin d'argent » ; et un membre de la municipalité s'indignait de voir subsister (je cite ses propres paroles) « ces emblèmes de l'insolence et de la fatuité ». Les emblèmes de la République figurèrent à leur tour sur la grille du parc devenu « National », pour être remplacés eux-mêmes, en 1803, par un médaillon encadrant la tête de l'empereur (2).

La distribution de notre promenade publique ne diffère essentiellement de l'état ancien que par le jardin anglais, qui est de création récente, et par le Grand Pré, où se plaisent à jouer nos fils. A la place du jardin anglais, imaginons des lignes d'ormeaux, dont la direction nous est donnée par les allées qui se profilent plus loin, au sud-ouest du parc ; et, dans la partie nord du Grand-Pré, suppo-

(1) *Mémoire de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, t. XXII (1855). Notice de M. Pilotelle, pp. 323 et suiv.

(2) Archives de Poitiers. Délibérations de l'Hôtel-de-Ville, 2 décembre 1790, et 16 août 1792. *Mém. de la Société des Antiquaires*, t. XXII (Pilotelle, p. 351).

sons une plantation de mûriers rabougris; formons-en un labyrinthe à la mode du temps; et que le terrain se relève en éminence au centre du labyrinthe. Tout le long des allées du Parc, relions entre eux les arbres avec des palissades en charmille; et que les arbres soient des ormeaux, ou des tilleuls, mais non les tilleuls d'aujourd'hui, qui datent de 1837; quant aux palissades en charmille elles ont disparu au début du second empire. Le grand Salon de Blossac, cet espace circulaire voisin du kiosque de la musique, était, il y a cent ans, ce qu'il est encore; et le carré central n'a perdu sa physionomie première que du jour où l'on a cru devoir y faire jaillir un jet d'eau (1).

Ce n'est pas qu'au temps de la Révolution les novateurs aient manqué pour projeter la transformation du Parc National, et il en est un qui fit des plans à cet effet, le citoyen Denesle, professeur de Botanique et d'histoire Naturelle à l'École Centrale de la Vienne. Il trouvait déplorable que le Parc fût exclusivement couvert d'ormeaux, de mûriers et de charmille. Combien ne gagnerait-on pas, disait-il, à varier les essences des arbres? Et, tout d'abord, à remplir les espaces laissés vides entre les allées? Pourquoi ne pas y multiplier les acacias, les citises, les sorbiers et les érables? Pourquoi ne pas créer des tapis de verdure, là où le sol est en friche et couvert de cailloux? Pourquoi ne pas remplacer les monotones palissades de charmille par des fourrés d'épine blanche ou rouge, de troènes ou de lilas, par des broussailles de chèvrefeuilles ou de rosiers, jetant leurs guirlandes d'arbre en arbre? Dans les terrains exposés au nord, Denesle, au lieu d'ormeaux et de tilleuls, voudrait des sapins, des mélèzes, des cyprès, des cèdres; et, du côté de la vallée, au sud-est du jardin, là où rien encore n'était planté, un double rang de platanes; des platanes aussi en face du cimetière Saint-Grégoire, où les promeneurs voyaient sans cesse le « tableau déchirant » de la mort. Ce cimetière se trouvait, je crois, dans l'angle formé par les rues actuelles de Blossac et des Capucins. Denesle voulait enfin faire couler dans le parc des eaux vives, celles de la Cassette, et celles du Clain, qu'une machine hydraulique aurait projetées au-delà des es-carpements et des murailles de la vieille cité. N'y a-t-il pas, chez le

(1) *Mém. de la Société des Antiquaires*, t. XXII, p. 363.

professeur poitevin, quelques aspirations de cette école anglaise qui, pour les parcs et les jardins, fit fortune au siècle dernier ?

Des merveilles rêvées par Denesle, je ne vois pas que rien ait été, de son temps, réalisé. Et cependant il obtint gain de cause sur un point ; il réclama dix ans, il vit enfin s'effectuer la destruction du labyrinthe, et de cette plantation de mûriers qu'il nous montre « tronqués et difformes » ; « dont l'éducation, dit-il, a été négligée dès le principe », dont « le dépouillement s'est fait sans jugement », si bien qu'ils sont tombés « dans un état de décrépitude prématuré. » En 1798, les mûriers furent abattus ; le terrain du labyrinthe fut nivelé, et l'on en forma un cirque où les soldats purent s'exercer au maniement des armes, où furent célébrées avec éclat les fêtes décadaires (1).

Nous voyons donc, en esprit, le Parc National, tel qu'il fut, avant et après 1798, alors qu'en France toutes les grandes villes se demandaient sur quel terrain célébrer dignement ces cérémonies publiques, où l'on avait coutume de marier les symboles et les reminiscences antiques à de grandes conceptions décoratives. Poitiers fut une de celles à qui la nature et l'art fournirent le cadre le plus harmonieux pour unir dans un vaste ensemble corps administratifs, société populaire, troupes citoyennes, foule houleuse, venues afin d'acclamer les idées, les lois, les victoires de la Révolution.

Ce n'est pas que toutes les fêtes révolutionnaires se soient célébrées au Parc National. La prairie du Moulin-à-Parent, sur la rive du Clain, a vu défiler, en 1790, les Gardes Nationales de Poitiers et des départements voisins, rassemblées pour jurer le « pacte fédératif » (2). La Cathédrale a vu, en 1793, « la pompe funèbre » de Le Pelletier de Saint-Fargeau (3). La place d'Armes elle-même, au cœur de la ville, s'est trouvée le théâtre de certaines cérémonies, mais

(1) Arch. de Poitiers, Liasses sur les promenades publiques, an VI et an VII, *Observations ou vues sur les changements, améliorations et autres objets d'agrément, dont le parc National peut être susceptible*, 5 prairial an VI. Cf. Notice sur J. A. N. Denesle, par Léon Faye, Poitiers, in-8° de 18 p. 1844. — Nous devons la communication de cette intéressante brochure à M. Poirault, à qui nous adressons tous nos remerciements.

(2) Bibliothèque de Poitiers, Papiers Piorry, 26 mars 1790.

(3) Arch. de Poitiers. Délibérations de l'Hôtel-de-Ville, 10 mars 1793. Cf. 24 fév.

presque toujours elle n'a été que le point de départ des cortèges officiels marchant vers le Parc National (1).

Au début de la Révolution, je ne sache pas qu'à Poitiers aucune fête publique puisse faire prévoir l'éclosion prochaine des discordes civiles ; je trouve partout au contraire cette joie surprenante, ce besoin d'union que ressentirent nos pères, en se croyant enfin régénérés. Qu'on en juge par l'aspect du Parc National, dans la soirée du 28 juillet 1790, jour où le département de la Vienne reçut la bannière fédérative envoyée par la commune de Paris.

Un banquet monstre est servi sur la grande allée, et sur les allées latérales, un banquet de trois à quatre mille couverts. Les représentants du département et du district, les officiers municipaux y prennent place et, avec eux, les dames de la halle, portant le drapeau tricolore, vêtues de blanc, et « décorées de la livrée de la Nation » ; avec eux aussi la compagnie des « jeunes Amazones », ayant en main des lances garnies de rubans, des boucliers tout couverts d'emblèmes. Puis les musiciens, les gardes nationales, le Royal-Roussillon-Infanterie, la Maréchaussée, le Régiment du Roi-Cavalerie, les citoyens de Poitiers et les citoyens étrangers invités par la garde nationale, tous « confusément » placés, et dans l'abandon d'une « heureuse intimité ». De temps à autre on tire le canon, pendant le repas ; et, chaque fois qu'il retentit, ces cris éclatent : *Vive la Nation ! Vive le Roi !* — Les convives ne firent pas tous bonne chère ; car le peuple d'alors, aussi vorace qu'aux temps antiques, se jeta parfois sur les mets dès qu'ils furent servis ; et il semble bien qu'une foule de gens se livrèrent à des libations exagérées. La fête se termina dans un grand tumulte ; les danses furent interrompues par des hommes ivres ; les dames se retirèrent sur la terrasse du labyrinthe ; et le major de la garde nationale, M. de Castanié, craignant des troubles, mit ses troupes en mouvement (2).

Quel que soit ce désordre, il ne témoigne en rien de la rivalité ou de la haine des classes ; et je pourrais même dire qu'à Poitiers ces ferments révolutionnaires doivent attendre plus de deux ans encore

(1) *Ibid.* Délibérations, *passim*.

(2) Archives de Poitiers. Délibérations de l'Hôtel de Ville ; procès-verbal de la réception de la bannière envoyée au département de la Vienne par la commune de Paris, 28 juillet 1790.

pour se manifester au grand jour; car, en 1792, une sorte d'élan militaire et la haine de l'étranger paraissent y absorber toute l'énergie de la population. Je rappellerai cependant que cette même année, au mois de mars, le Parc National fut le théâtre d'attroupements où l'on déclama contre les assignats et le haut prix du pain; un sieur de Moizeau, homme de loi, et ci-devant noble, y harangua cinq ou six cents ouvriers, les poussant à marcher sur la municipalité, pour se saisir de canons et d'armes, et mettre la ville au pillage. Mais ce n'est là qu'un épisode discordant, et les préoccupations de Poitiers sont bien vite très différentes.

En juin 1792, au milieu d'une des places du Parc National, appelée « Grand-Salon », des ouvriers creusent dans le rocher une fosse énorme, où doit être planté l'arbre de la Liberté. Au nombre de six, ils travaillent vingt et un jours; et l'arbre lui-même, arraché dans la forêt de Moulière, posé sur deux charrettes, et trainé par sept chevaux, arrive enfin, et se dresse aux acclamations du peuple. Il porte sur le tronc un immense bonnet de liberté, une cocarde tricolore, un panache et une pique. Les cloches des paroisses sonnent à toute volée; le canon tonne; deux mille livres de pain sont distribuées aux pauvres. Et devant cet arbre, emblème de la régénération des Français, se rassemblent bientôt les corps constitués, les officiers municipaux, la garde nationale, précédée de la compagnie des Vétérans. Le maire d'alors, et le substitut du procureur de la commune prononcent des discours; le peuple enthousiaste jure avec eux de mourir, plutôt que de laisser porter atteinte à la Constitution (1).

C'est encore au pied de l'arbre de la Liberté, en présence de six bataillons de la garde nationale, que, le 5 août 1792, le conseil général de la commune procède aux enrôlements volontaires; et, s'il ne célèbre pas alors une fête civique, il provoque du moins une des manifestations les plus originales qu'ait vues le Parc National. A lire le procès-verbal des enrôlements, on a la sensation de l'ardeur patriotique du temps. Au milieu d'une foule énorme, le président de la Société des Amis de la Constitution dénonce le manifeste du

(1) Arch. de Poitiers, Délibérations de l'Hôtel de Ville, 19 mai, 29 mai et 9 juin 1792. Cf. le *Journal du département de la Vienne*.

duc de Brunswick, et le livre aux flammes; des commissaires de la commune de Paris, Audouin et Loyseau-Grandmaison, dépeignent les trahisons dont la France est entourée; et les assistants jurent une haine éternelle à tous les tyrans de la terre. Alors le procureur de la commune annonce que les gardes nationales sont constituées en permanence, et il invite les citoyens à former de nouveaux bataillons, à les armer, à les équiper. Des patriotes, dit-il, se sont déjà présentés pour s'inscrire; mais le péril est imminent; la patrie « appelle à son secours tous les hommes en état de la défendre »; le registre d'enrôlement est ouvert; que tous ceux qui veulent partir s'inscrivent sur-le-champ.

Des cris répétés de : *Vive la Nation!* éclatent de toutes parts, et l'on voit commencer le défilé des volontaires. Un grenadier du deuxième bataillon de la garde nationale, le citoyen Petit, s'avance et s'écrie : « Frères, j'ai une femme; je la laisse sous votre sauvegarde, et je pars; que les Amis de la Constitution m'accompagnent! »

Les citoyens se pressent autour de l'arbre de la Liberté: les uns s'enrôlent; les autres prennent l'engagement de nourrir les femmes et les enfants de ceux qui partent, ou viennent offrir à la Nation des dons patriotiques. Un chef de légion, un adjudant général, un lieutenant de grenadiers, arrachent leurs épaulettes, s'honorant du titre de simples volontaires. Et le journal du département de la Vienne fait tenir aux volontaires ce langage, qui est bien du temps: « Nous renonçons à la fortune, à nos habitudes les plus chères, aux jouissances les plus délicieuses. L'amour de la Patrie, voilà la seule jouissance des hommes libres. Nous reviendrons triomphants, ou nous nous ensevelirons sous les ruines de la Liberté. » Aux vieillards et aux enfants, qui voulaient s'enrôler, pour avoir leur part de cette journée glorieuse, les volontaires auraient dit encore: « Restez, camarades, vous qui avez blanchi au service de l'État, et vous, qui en êtes l'espérance; nous sommes forts et robustes, c'est à nous de partir (1). »

(1) Recueil Letang, t. II, 2^e partie, pp. 63 et suiv. (13 août 1792), *Journal du département de la Vienne*, numéro du 13 août 1792, p. 100; procès-verbal du conseil général de la commune de Poitiers, convoqué extraordinairement sur la place des Gilliers, 5 août 1792.

Quand la nuit tomba, les enrôlements cessèrent, et les commissaires de la commune de Paris, quittant le Parc National, se rendirent à la séance des Amis de la Constitution; ils s'adressèrent aux citoyennes qui remplissaient les galeries, et leur firent jurer de ne jamais prendre pour « époux » les lâches qui ne voleraient pas à la défense des frontières.

Parmi les offrandes patriotiques faites au Parc National ou transmises par lettre à la municipalité de Poitiers, il en est de naïves, d'attendrissantes; il en est aussi quelquefois de bizarres. Un sieur Moreau, adjudant, père de huit enfants, s'engage à donner douze livres par an, payables à l'avance, tant que la patrie sera en danger; un vicaire de la cathédrale, du nom de Cuirblanc, promet solennellement de subvenir à toutes les dépenses du volontaire Nicolas Cantin; un autre vicaire vient offrir pour ses frères d'armes quatre paires de souliers (1). D'autres donnent des bons de pain, ou de très petites sommes. M. Mitaud, membre du directoire du département, donne au contraire deux cents livres; M. Bourgeois, ancien major au service de la Russie, mais citoyen de Poitiers, envoie cinq cents livres; le curé de Sainte-Radegonde offre un louis d'or, et promet douze livres par mois. Ceux-ci donnent leurs tabatières; ceux-là leurs boucles d'argent (2). Les femmes, dit le jeune Thibaudeau, procureur de la commune, se dépouillent des « ornements futiles inventés par le luxe (3) »; et le libraire Giraud, qui fut peut-être un plaisant, offre ses boucles, avec la déclaration suivante: « Elles ont servi à contenir les tirants de mes souliers sur mes pieds; elles serviront à réduire sous eux, avec l'empreinte et les caractères de la vérité, les tyrans ligués contre la Constitution (4). »

L'année 1792 eut ses fêtes civiques, et tout d'abord la Fédération du 14 juillet, qu'il faut cependant écarter ici, car elle ne prit pas pour cadre le Parc National; la distribution des allées n'y offrait qu'un terrain insuffisant pour déployer des bataillons sur quatre faces; et ce fut dans le pré de la Tranchée, hors de la ville et au

(1) Bibliothèque de Poitiers, mss., carton 111, 1792.

(2) *Ibid.*, papiers Piorry, t. I, f° 57.

(3) Archives de Poitiers, délibérations de l'Hôtel de Ville, reg. de 1792, f° 8. r° et v°. Il s'agit ici du futur conventionnel.

(4) Bibl. de Poitiers, papiers Piorry, t. I, f° 56.

pied des murs du parc, que volontaires et gardes nationales se rangèrent devant les autorités constituées ; mais on ne saurait douter que la terrasse du parc et ses tours aient été alors, de ce côté, singulièrement encombrées de curieux.

Pour célébrer nos victoires sur les ennemis de la « liberté française », une fête fut donnée au Parc National, le 21 octobre suivant. Au milieu du « Grand-Salon », s'élevaient une estrade en forme de temple, dont les quatre faces étaient ornées de guirlandes de laurier, et un amphithéâtre construit avec les décors de la salle de spectacle. A trois heures de l'après-midi, la municipalité, les corps administratifs et les tribunaux arrivèrent, marchant au son d'une musique guerrière, précédés de la garde nationale et entourés d'une députation des marchands de la foire de Saint-Luc. Ces derniers, armés de piques et portant une bannière, que surmontait un bonnet rouge, se disaient constitués en compagnie de « sans-culottes ».

Quand le cortège fut parvenu au pied de l'arbre de la Liberté, des commissaires municipaux invitèrent les autorités à prendre place sur l'estrade, et de nombreux musiciens occupèrent l'amphithéâtre. Le citoyen Fradin, officier municipal, entonna le premier « l'hymne des Marseillais », qui fut solennellement chanté par tous les assistants. Puis le maire, Motet, et le juge de paix, Grillaud, prononcèrent des harangues ; des salves d'artillerie se firent entendre, et mille fois retentit un cri encore nouveau pour la France : *Vive la République !* (1).

Huit jours plus tard, le 28 octobre, la fête recommençait avec un certain caractère de violence. On promenait dans le Parc National un mannequin de roi, figurant le régime déchu ; il était orné, dit le journal du département de la Vienne, de tous les « colifichets qui en ont imposé si longtemps au vulgaire ». On le porta bientôt sur la places d'Armes, et on l'enfouit à l'endroit précis où la statue de Louis XIV, dit le même journal, choquait naguère « les regards des patriotes (2) ».

On trouvera peut-être que les fêtes civiques, à Poitiers, offrent une certaine monotonie. Ce sont, presque toujours, des défilés où

(1) Archives de Poitiers, délibérations de l'Hôtel de Ville, 11, 15 et 21 octobre 1792.

(2) *Journal du département de la Vienne*, numéro du 1^{er} novembre 1792.

les soldats accompagnent les magistrats, les élus du département ou de la cité, la société jacobine, quelques groupes importants de la population ; c'est le déploiement régulier de tout ce personnel officiel et de ces corps politiques autour de l'arbre de la Liberté ; et c'est aussi l'exhibition d'une multitude de symboles, qui nous paraîtraient aujourd'hui ridicules, mais dont s'est épris tout le XVIII^e siècle. Qu'on y joigne les harangues des hommes politiques, les morceaux de circonstance exécutés par de nombreux musiciens et le chant des chœurs. Il faut attendre le temps du Directoire pour que la loi fixe l'organisation de spectacles plus variés : fêtes champêtres, courses, danses, luttes et exercices gymniques exécutés au son des instruments ; et pour que, grâce à eux, la musique prenne, à Poitiers, un développement inusité (1).

Je ne vois rien qui puisse attirer l'attention dans la fête donnée en mai 1793, pour célébrer la défaite des « brigands » à Fontenay-le-Peuple (2) ; et les procès-verbaux de la fête du 10 juillet suivant sont trop secs pour intéresser. Le citoyen procureur-syndic y fait lire l'acte constitutionnel du 24 juin ; les citoyens Vaugelade et Fradin l'exaltent ; ils enseignent au peuple à se prémunir contre les « perfides insinuations » de ses ennemis ; et la cérémonie se termine par des feux de joie et une illumination générale (3).

Quelques jours plus tard, le 21 juillet, on fête l'acceptation de la Constitution. Les curés font carillonner la veille au soir et sonner le matin à toute volée pour avertir les habitants. Des salves d'artillerie retentissent aussi, la veille et le matin ; mais la fête ne commence, à vrai dire, qu'à six heures du soir, quand les corps administratifs et la société populaire entrent au Parc National. Les musiques jouent alors des hymnes, et le citoyen-évêque Montaut, président du département de la Vienne, l'orateur du jour, vante, à son tour, les bienfaits de la Constitution égalitaire (4).

Vient enfin le 10 août 1793, une fête qui frappa particulièrement les Poitevins, la fête de la Liberté. Il faut prendre ce mot de « Liberté » dans le sens romain. Il s'agissait de fêter le gouvernement du

(1) Arch. de Poitiers, liasses : Fêtes publiques ; traité passé avec les artistes en musique, le 6 brumaire an VII.

(2) Archives de Poitiers, délibérations, 20 mai 1793.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, délibérations, 21 juillet 1793.

peuple par le peuple. Et la proclamation rédigée par le conseil général de la commune de Poitiers montre bien, ce me semble, qu'il n'était plus question de l'union des classes mais d'une guerre sans merci contre les représentants de l'ancien régime. « Ce fut le 10 août, dit cette proclamation, que le despotisme fut terrassé, les traîtres démasqués et punis. Ce fut le 10 août que se leva toute la France, pour expulser une horde de brigands. La Convention a voulu que tous les habitants de ce vaste empire, réunis dans chaque commune, et à la même heure, prononçassent le serment de maintenir la liberté, l'égalité et l'indivisibilité de la République. »

Rien de surprenant que le cortège du 10 août 1793 soit, à Poitiers, d'aspect menaçant et presque terrible, avec la garde nationale tout entière, des détachements de troupes de la Haute-Vienne et de la Creuse, des volontaires du contingent, des cavaliers et des fantasins, escortant et encadrant les corps administratifs et judiciaires. Et voici ce que j'y vois de caractéristique pour dépeindre l'esprit et le goût du temps : Au sommet d'une pique est porté en triomphe le bonnet phrygien ; la pique est l'arme de l'homme libre, et le bonnet est le symbole des esclaves affranchis. Aux places d'honneur marchent de vieux soldats, décorés du nom romain de « vétérans », et une sorte de « bataillon scolaire » appelé « bataillon de l'Espérance ». Derrière eux, on traîne dans la poussière des drapeaux portant des armoiries ; car la Révolution a aboli les armoiries ; on traîne et on souille, de même façon, la bannière fédérative de 1790, devenue le symbole d'un fédéralisme criminel ; et aussi le drapeau martial, garni de titres féodaux, de parchemins de la « ci-devant noblesse » ; enfin le drapeau anglais, jadis admiré comme celui d'un peuple libre, aujourd'hui méprisé et haï comme drapeau ennemi de la liberté. On voit comme se mêlent ici, de façon étrange, le goût des symboles, un certain sentimentalisme, une haine implacable pour l'ancien régime vaincu.

Le cortège s'arrête au pied d'une estrade où montent les autorités constituées, pour se ranger autour de la statue de la Liberté. Le président de la municipalité prend la parole et prête le serment d'union à la République une et indivisible ; tous les autres présidents l'imitent, et aussi le commandant général. Le canon retentit ; on entonne la *Marseillaise*, et, après la dernière strophe, tous les présidents

marchent vers un bûcher qui vient d'être dressé. Ils y attachent les drapeaux flétris, et laissent des gardes à côté. C'est le soir seulement qu'au chant de la *Marseillaise* ils allument le bûcher, pour brûler, aux yeux du peuple, tous ces signes symboliques de la féodalité, de l'ancien régime et du fédéralisme (1).

Il faut rappeler que, ce même jour et dans ce même bûcher, disparaît une masse de titres relatifs aux droits féodaux supprimés. Dans la matinée du 10 août, le conseil général du département, pour appliquer la loi du 17 juillet, fait transporter au Parc National « plusieurs charretées » de papiers et de parchemins triés, sans doute fort précipitamment; et, à lire le texte de son arrêté, il est facile de voir qu'il obéit à un sentiment violent de rancune et de vengeance. Par les « brûlements » de titres, les révolutionnaires ont fait à la science un tort irréparable; mais, à vrai dire, ils ne soupçonnaient pas la valeur des documents qu'ils détruisaient. La Convention, comme on l'a fort bien remarqué, ne reconnut que « l'intérêt terrien » et non l'intérêt historique des titres de propriété, des baux anciens et des déclarations fournies par les fermiers du domaine. Or, les droits féodaux étant supprimés, les titres sur lesquels s'étaient jadis fondés leurs possesseurs ne devenaient-ils pas chose inutile aux yeux de la Convention? Mais, en même temps, ils devinrent, pour elle et pour ses partisans, le symbole d'un régime abhorré, et, comme tels, ils furent brûlés publiquement (1).

Pour parler des fêtes civiques de 1794, je prendrai comme type la fête du deuxième sans-culottide, ou 18 septembre. Son programme a été rédigé par la municipalité de Poitiers, de concert avec la Société populaire régénérée; il débute par une étrange profession de foi, où se retrouvent tout le sombre mysticisme, les rêveries vagues, et les chimères du parti jacobin: — « Notre autel est l'autel de la patrie; nos victimes sont les contre-révolutionnaires; nos prières sont les vœux que nous formons pour la prospérité de la République.

« L'amour de la patrie doit nous réunir tous, puisque nous som-

(1) Archives de Poitiers, délibérations; procès-verbal de la fête du 10 août 1793.

(1) Alfred Richard, *Notices sur les Archives du département de la Vienne*. (1790-1890), Poitiers, 1891, gr. in-4, p. xii.

mes tous frères et républicains. Nous avons intérêt de voir régner dans cette fête l'ordre et l'harmonie, puisqu'elle est célébrée pour le bonheur commun.

« Servons la patrie par nos veilles, comme par nos loisirs. Forçons, dans nos jours de travail, des foudres pour la perte des despotes; et, dans nos jours de fête, formons encore, pour leur perte, les douces chaînes de l'Union et de la Fraternité. »

Le cortège qui parcourut le Parc National, le 18 septembre 1794, est assez différent de ceux que j'ai déjà décrits. La marche est ouverte par une moitié de la garnison et de la gendarmerie, tambours et musique en tête; trois sections suivent les soldats; après elles, les instituteurs, les institutrices, les autorités constituées, les musiciens, la société populaire; enfin les autres sections, et le reste de l'armée. Devant les autorités est porté un faisceau de piques surmonté d'un bonnet de liberté. Le faisceau est le symbole de la force qui naît de l'union. Devant les Jacobins, je vois les bustes de ceux qu'ils considèrent comme les martyrs de la Liberté, les bustes de Le Peletier de Saint-Fargeau, de Marat et de Brutus, trois hommes dont les noms sont alors répétés par toutes les voix de la Renommée. On ne saurait oublier que Marat fut comme le symbole de la Terreur, et que ses bustes, couronnés de lauriers, furent prodigués à Paris et dans les provinces, non seulement dans les salles de séances des Sociétés populaires, mais dans les monuments publics, dans les théâtres et les cafés, aux étalages des marchands, jusque dans les salons des particuliers. La Société populaire de Poitiers avait son buste de Marat, dont elle faisait l'accessoire indispensable des fêtes civiques (1).

Mais voici nos terroristes poitevins, et sectateurs de Marat, parvenus au pied de l'arbre de la Liberté. Les orateurs prononcent des harangues; des chœurs de citoyens et de citoyennes chantent des hymnes; et, chose originale, en quittant le Parc National, la foule se dirige vers la salle de spectacle où doit s'ouvrir un grand bal.

Par un aperçu des fêtes civiques célébrées au temps du Directoire, on pourra constater que l'administration municipale de Poitiers fit

(1) Archives de Poitiers, délibérations, 1794. Programme de la fête du deuxième sans-culottide; au bas, sont les signatures de Fradin, président de la Société populaire, et de Félix Grimaud, président du conseil général de la commune. Cf. délibérations de l'Hôtel de Ville.

de réels efforts pour imaginer une mise en scène un peu nouvelle, et, si je prends le langage des administrateurs, pour « répandre dans le peuple le goût de la saine morale, l'union et la joie (1) ».

Le Parc National vit tour à tour, en l'an VI, la fête de la Reconnaissance, la fête de la fondation de la République, la fête de la Liberté, la fête de l'Agriculture. Les noms mêmes des fêtes indiquent parfois quels en sont les principaux caractères. Fêter par exemple l'Agriculture, ne sera-ce pas conduire, au milieu d'un cortège militaire, des « laboureurs accompagnés de leurs épouses », et de leurs enfants, tenant en main des épis de blé, ou des instruments de travail, suivis de leurs bœufs, qui traînent la charrue, suivis d'un char antique, où se dresse la statue de la Liberté ? Et voilà justement le spectacle offert aux habitants de Poitiers, le 3 messidor an VI. Ce jour-là le président de la municipalité ouvre un concours entre les laboureurs ; au Parc National, il creuse lui-même un sillon ; et ceux qui briguent les prix labourent le sol après lui. Puis on proclame les noms des plus habiles. Un discours « approprié à la fête » est prononcé par le professeur d'histoire naturelle, Denesle ; des chœurs chantent, des musiques jouent des hymnes en l'honneur de l'Agriculture ; et, la foule se retirant, les soldats se mêlent aux laboureurs pour échanger, en signe de fraternité, leurs fusils contre des outils de travail.

Tout autres sont les fêtes de la Liberté, célébrées, la même année, le 9 et le 10 thermidor, conformément à la loi du 3 brumaire an III, et à l'arrêté du Directoire exécutif, du 17 messidor an IV.

L'intention du législateur, dit le corps municipal, est de rappeler « la destruction de toute espèce de tyrannie », celle de la tyrannie monarchique, et celle de la tyrannie « triumvirale », de consacrer enfin les grandes journées du 14 juillet 1789, et du 10 août 1792.

On élève donc, sur un des côtés du « Grand Salon », un autel de la Patrie ; en face, et sur l'autre côté, un trône, avec les emblèmes de la royauté, et cette inscription : *Constitution de 1791*. C'est l'ancienne monarchie constitutionnelle qu'il s'agit de flétrir, dans la première journée des fêtes de la Liberté.

Aussi bien arrive au Parc National un cortège formé de la garni-

(1) Archives de Poitiers, liasse : Fêtes publiques ; 29 floréal an VII.

son, des autorités constituées et des administrateurs municipaux ; il est accompagné des artistes de la ville, et suivi de la masse des citoyens, rangés en six groupes : les pères, les mères, les jeunes hommes au-dessus de dix-huit ans, les jeunes filles du même âge, les enfants mâles, les petites filles. Les femmes tiennent à la main, chacune une branche de chêne ; les hommes portent des drapeaux ornés de rubans tricolores. Alternativement les trompettes sonnent et les tambours battent.

Tout le monde se range autour de l'autel de la Patrie ; les musiques jouent ; les chœurs chantent. Le président prend la parole, pour annoncer l'objet de la fête ; et, au signal qu'il donne, au bruit des trompettes et des tambours, la foule se précipite sur le trône qui fait face, et le met en pièces. Le président plante un drapeau sur les débris du trône.

Le second jour, le 10 thermidor, c'est au despotisme de Robespierre, Couthon et Saint-Just que nous avons affaire. Le trône monarchique est remplacé par un autre, cette fois recouvert d'un manteau tricolore. Il porte les emblèmes de la tyrannie triumvirale, c'est-à-dire un masque, un bandeau, des poignards, des torches, et cette inscription : *Constitution de 1793*.

Le cortège de la veille réapparaît. Il s'arrête encore au pied de l'autel de la Patrie ; il y dépose des guirlandes de fleurs ; et les musiques se mettent à jouer. Le président fait sa harangue, puis saisit une torche, marche au trône, en arrache le drapeau tricolore, et y met le feu. Les musiques reprennent, et le canon tonne ; de toutes parts on crie : Vive la Liberté ! Vive la République ! Haine à la tyrannie !

Et, quand ce tumulte est apaisé, le président place solennellement sur l'autel de la Patrie la constitution de l'an III. Il en lit le dernier article, à haute et intelligible voix. Enfin, il fait porter la statue de la Liberté sur les débris du trône ; et alors seulement la foule se disperse.

Ainsi le gouvernement du Directoire, issu de la réaction thermidorienne, flétrissait ceux qui l'avaient précédé ; et il est piquant de voir, au bas du procès-verbal dont on a fait ressortir ici les traits principaux, les noms de certains hommes que l'on peut aussi trouver au bas des procès-verbaux des fêtes jacobines. Après avoir servi le système politique de Robespierre, ils lui jetaient l'anathème ; et

cela est bien dans la nature des choses politiques; cela peint vraiment les hommes tels qu'ils sont.

Nous osons espérer que ces pages, résumant l'histoire d'une promenade publique au temps de la Révolution, fourniront quelques traits à l'écrivain qui entreprendra d'étudier la vie provinciale de ce temps, et qu'elles donneront aux Poitevins eux-mêmes l'idée d'aborder hardiment leurs documents révolutionnaires, sans autre pensée que de faire revivre une génération dont l'esprit et les entreprises nous étonneront longtemps encore.

DOCUMENTS

sur quelques anciennes familles châtelleraudaises

(1576-1619)

Par M. Alfred BARBIER

Beaucoup de textes anciens sur le Châtelleraudais, dont l'histoire locale est fort intéressante, ont une importance qui ne saurait permettre de les négliger. En effet, ils servent d'indicateurs fidèles et sûrs pour apprécier les faits, les hommes et les choses d'un pays qui, très habité dès le quinzième siècle, l'est encore bien davantage et est actuellement un des plus riches du Haut-Poitou.

Jérôme Roffay, sieur des Pallus, auteur d'un *Mémoire général sur la Ville, le Duché et l'Election de Châtellerault*, fini en octobre 1738, composé hâtivement en moins d'une année, et resté à l'état de manuscrit ; l'abbé Lalanne qui a mûri avec plus de soin une *Histoire sur Châtelleraud et le Châtelleraudais* imprimée en 1859, nous ont appris à connaître dans leur ensemble, à grands traits, mais sans trop de méthode, les vicissitudes politiques et administratives d'une antique vicomté érigée en duché en 1515, par François I^{er}. A dater de ce moment, les princes qui reçoivent ce beau pays en apanage lui donnent un lustre qu'il n'avait jamais eu et son histoire s'enrichit au seizième siècle des faits les plus intéressants pendant les guerres de religion, la Ligue et même la Fronde. Toutefois, nos deux écrivains purs de race châtelleraudaise — éloignés de plus d'un siècle, — soit que le temps leur ait fait défaut, soit qu'ils n'aient pas connu ou étudié suffisamment les textes, ont négligé une foule de détails qui apportent aujourd'hui à leurs travaux estimables un concours nécessaire. Et, ainsi, il sera permis de combler les lacunes ou de redresser les erreurs qui se rencontrent çà et là dans l'histoire particulière de la vaste contrée que traverse la Vienne et s'étend de la Creuse au Clain pour former ce qu'on appelle aujourd'hui l'Arrondissement de Châtellerault.

Les textes qui figurent dans ce *Bulletin* commencent la série des documents que nous espérons publier sur le Châtelleraudais : ils sont relatifs aux familles Bois, D'Aviau de Piolant, de Vaucelles, Rasse-teau et autres à propos desquelles apparaissent des personnages dont les noms ont été souvent mêlés à l'histoire du Poitou et que nous avons fait suivre de notes explicatives.

I

8 août 1576. — François De La Vau, sieur de la Sibillière (paroisse d'Ingrande-sur-Vienne), reconnaît, par acte établi aux contrats à Châtellerault, devoir à Louise Bois, femme de chambre de la reine, une somme de trente livres tournois à titre de prêt.

Le huictiesme jour d'aoust mil cinq cens soixante seize, en droit en la court du scel estably aux contractz à Chastelleraud pour le roy et madame la duchesse (1) personnellement estably et soubzmis François Delavau, sieur de la Sibillière et y demourant, parroisse d'Ingrande, le quel a confessé debvoir et promis paier et rendre en cette ville, en l'hôtel d'honorable Jehan Lorient, sieur des Berthinières (2), à damoiselle Loyse Bois, femme de chambre de la royne (3), dame de Piollant, absente, ce stipullant pour elle ledict Lorient, la somme de trente livres ts. pour cause de prest fait en présence de nous notaires soubz signez en escuz sol, pistolletz, testons, royalles et douzains du poid et pris de l'ordonnance, par ledict Lorient audict Delavau et des deniers de ladite Bois comme a dict, la quelle somme ledict Delavau a prinse, contée et receue s'en est contenté et en a quicté ladicte Bois et la quelle somme il rendra dans le premier jour de may prochain, promectant led. Delavau par sa foy et soubz l'obligation et hypothèque de tous et chascuns ses biens, meubles et immeubles présents et futurs quelzconques paier dans ledict temps à lad. damoiselle Bois, ladicte somme de trente livres ts. comme dict est, à peine de tous dommages et intheretz, renonssans sur ce à toutes choses à ce contraires, dont à sa requeste et consentement a esté jugé et condamné par lad. court, le scel d'icelle y apposé en signe de vérité. Faict audict Chastelleraud, les jour et an susdits et a led. Delavau signé la minute des presentes.

MASSONNEAU, avec M^e Jehan ROULLIAU.

(1) Diane d'Angoulême, légitimée de France.

(2) Commune de Senillé.

(3) Louise de Lorraine, femme de Henri III.

Ce document tire son principal intérêt des circonstances suivantes.

Louise Bois ou Du Bois était fille de Pierre, seigneur de la Bé-raudière, valet de chambre de la reine, vers 1505. Elle épousa au château de Piolant (par. de Dangé), le 25 janvier 1559, François d'Aviau, seigneur de celieu. Henri IV l'avait choisie pour remplir les fonctions de sous-gouvernante des Enfants de France. Le roi, la reine Marie de Médicis et les princesses Élisabeth et Christine l'honorèrent de leur confiance et de leur amitié attestées par des lettres reproduites dans le *Dictionnaire des familles du Poitou* (édition de 1840), lesquelles avaient été empruntées à l'*Histoire généalogique de la noblesse de Touraine*, par l'Hermite Souliers.

Faisons quelques pas en arrière.

Miron, premier médecin du roi Henri III, a donné une *Relation de la mort de Messieurs le duc et le cardinal de Guise* (1). Elle est d'un intérêt saisissant. Dans le prologue de ce crime d'une politique sauvage figure à titre passif et secondaire, bien entendu, le nom de Louise Dubois, dame de Piolant. Le roi avait tout prévu dans l'accomplissement du drame qui allait se passer au château de Blois au matin du 23 décembre 1588. Après avoir apposté la nuit les gentilshommes chargés d'exécuter sa terrible résolution, il recommande qu'on le réveille à temps pour qu'il puisse s'assurer que tout le monde est à son poste.

Quatre heures sonnent, *du Halde* (2) s'éveille, se lève et heurte à la chambre de la Reine. Damoiselle *Louise Dubois*, dame de *Piolans*, sa première femme de chambre, vient au bruit, demande qui c'était; c'est *du Halde*, dit-il : dites au Roy qu'il est quatre heures. Il dort, et la Reine aussi, dit-elle : éveillez-le, dit *du Halde*, il me la commandé, ou je heurterai si fort que je les éveillerai tous deux. Le Roy qui ne dormait pas, ayant passé la nuit en telles inquiétudes d'esprit que vous pouvez imaginer, entendant parler, demande à la *Demoiselle de Piolans* qui c'étoit : Sire, dit-elle, c'est Monsieur *du Halde*, qui dit qu'il est quatre heures; *Piolans*, dit le Roy : ça, mes bottines, ma robe et mon bougeoir : se lève, et laissant la Reine dans une grande perplexité, va en son cabinet, où étoient déjà le Sieur de *Termes* et *du Halde*.

(1) *Preuves du journal de Henri III*, t. III, pp. 461 et s., éd. de la Haye, 1744.

(2) Premier valet de chambre du roi.

Quelques heures après, le duc de Guise était poignardé et par un effort suprême, se trainant au pied du li de la chambre du roi, il y expirait victime de son orgueil, de son ambition et de la haine implacable de Henri III.

Nous retrouvons encore Louise Du Bois dans un acte passé à la Haye, en Touraine, le 6 juin 1603, lequel a pour objet un partage entre Louis et François D'Aviau, héritiers de François D'Aviau, écuier, seigneur de Piolant d'une part, et Louise Du Bois, de l'autre. Il ressort de cet acte que Louis D'Aviau était gentilhomme servant « de la défunte reine douairière de France » et nous rappellerons ici que sa mère avait rempli auprès de cette princesse les fonctions intimes de femme de chambre. Louis s'était marié à Jeanne Martel, fille d'un gouverneur de Châtellerault. Quant à son frère François il eut deux filles ; celle appelée Louise épousa en 1628 Jean II d'Armagnac, gouverneur de Loudun, ami dévoué du malheureux curé Grandier. Nous avons publié la correspondance de ce gentilhomme, qui finit aussi lui d'une manière tragique, dans le tome VIII, année 1885, des *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*.

Pour faciliter l'intelligence des notes qui précèdent, nous ne saurions omettre de constater ici que plusieurs membres des familles nobles du Châtelleraudais remplirent, à l'époque qui nous occupe, des fonctions et des offices qui les rapprochaient de la cour, où leur place était marquée.

Un certain François De La Vau, sieur du Petit-Beauvoir, mari de Claude de Julien, avait été valet de chambre de Louise de Savoie, mère de François I^{er}, laquelle jouit comme usufruitière du duché de Châtellerault de 1527 à 1531.

Avant 1582 Jacques Bonenfant, seigneur de la Sibilière (par. d'Ingrande), époux de Marie Georges, était valet de chambre ordinaire du roi et de la reine de Navarre, puis de Louis XIII. Son fils Pierre, sieur de Minerval, fut procureur du roi et maire à Châtellerault.

Jean d'Armagnac, gouverneur de Loudun, dont nous avons parlé tout à l'heure, fut aussi valet de chambre de Henri IV et de Louis XIII.

En ce qui concerne Louise Bois, d'abord femme de chambre de la reine, Louise de Lorraine, femme de Henri III, puis « soubz gouver-

nante de Monseigneur le Daulphin » Louis XIII, il y a lieu de faire remarquer que « Thobie Bois, écuyer, sieur de la Béraudière » (par. de Dangé), frère de Louise, avait acquis de Jean Gaby et de Louise Guérin, sa femme, le 3 juin 1599, une partie des fiefs de Saint-Ustre et de Marsugeau, lesquels rendaient hommage aux de La Touche, alors seigneurs de Marigny, localité fort ancienne relevant du duché de Châtellerault.

Et pour insister encore sur le caractère tout local des lignes qui précèdent, nous ajouterons que Piolant, château des d'Aviau, la Sibilière, résidence plus modeste des De La Vau et des Bonenfant, la Béraudière, aujourd'hui une simple ferme, sont des localités voisines les unes des autres et dont les habitants avaient de fréquents rapports créés par l'amitié ou les alliances.

Non loin de la Sibilière, d'après une tradition conservée dans le pays, serait né l'illustre philosophe René Descartes. — Nous reviendrons sur ce sujet.

Quoi qu'il en soit, aux temps déjà bien reculés de François I^{er} à Henri IV, les riches bourgeois et les gentilshommes Châtelleraudais, venaient de la ville « demourer et s'esbattre » l'été dans des habitations pittoresquement groupée à mi-côte sur la rive droite de la Vienne. De là on embrassait la vue charmante d'une plaine gaie et fertile bornée à l'horizon par le ruban argenté de la rivière. — A notre fin de siècle il en est encore de même, et si les hommes disparaissent, la nature, éternellement jeune, reste pour charmer les générations qui se succèdent.

II

2 mars 1589. — Claude, seigneur de la Trémoille, duc de Thouars, prince de Talmond, gouverneur et lieutenant général pour Henri III, sous l'autorité du roi de Navarre dans le Haut et Bas-Poitou et colonel de sa cavalerie légère, accorde à Jean de Vaucelles, sieur du Pouet, un sauf-conduit l'autorisant à se rendre en Poitou pour ses affaires particulières. Cette pièce est ainsi conçue :

A tous chefs et conducteurs de gens de guerre tant de cheval que de

pied, leurs lieutenans, gouverneurs, maires, eschevins des villes, garde des portz, pontz, passages et tous qu'il appartiendra, salut. Nous vous prions, ceulx qui sont à prier, et ceulx sur qui nostre pouvoir et autorité s'estend, mandons et enjoignons laisser librement et seurement passer le sieur de Pouet, allant et venant pour ses affaires particulières par ced. pais de Poictou, avecq ses armes et chevaulx jusques au nombre de quatres sans luy donner ne souffrir estre donné aucun arrest, destourbler ny empeschement quelconques, ains toute aide et faveur de la nostre. Donné à Thouars, le second jour de mars mil cinq cens quatre vingtz neuf.

— Accordé pendant le temps de trois mois.

La TREMOILLE.

Passeport pour le Sr de Pouhet
du seigneur de la Tremoille

Par mondiet Seigneur
MILLIERE.

Claude de la Tremoille, né en 1566, fit ses premières armes sous François de Bourbon, duc de Montpensier et aussi de Châtellerault (1583-1592). Du parti des réformés, il s'attacha au roi de Navarre, puis à Henri IV qu'il suivit aux sièges de Rouen (1591), de Poitiers (1593), au combat de Fontaine-Française (1595). Il mourut à Thouars le 25 octobre 1595.

Un manuscrit de Dom. Fonteneau, t. 79, p. 331, trace ainsi le portrait du duc :

« Tient le premier rang et est en grande considération dans le parti des réformés à cause de l'honneur qu'on porte à la mémoire de son père ; toutefois, en ces derniers mouvements, il laissa échapper une occasion de se signaler de sorte qu'il a besoin de faire quelque action d'éclat pour faire voir que le malheur ne lui arrivera pas faute de bons conseils car la cause ne demande pas des capitaines sages de l'âge de seize ans, mais vaillans et hasardeux en cas qu'ils ayent les cheveux gris. »

Quant à Jean de Vaucelles, écuyer, sieur du Pouet, il avait épousé le 27 juillet 1588 Anne de Laspois, ainsi qu'il résulte d'un contrat de mariage qui nous a été communiqué. Ils eurent pour héritier François, époux de damoiselle de La Font. Le fils de ces derniers, Jacques, seigneur de Villemort, fut le mari de Jeanne Desmons, dont vint Claude, sieur du Pouet et des Potineaux, lequel prit pour femme, le 27 novembre 1618, Renée Rasseteau, fille de Maurice marié en 1598 avec Françoise de Maubuë. Le père de ce

Maurice, écuyer, sieur des Potineaux, était le conjoint de Bertrande de la Barre en 1576.

Ces alliances que nous ne poursuivrons pas davantage établissent suffisamment la situation marquante des de Vaucelles, et des Rasse-teau, hommes d'épée et d'action, bons et loyaux serviteurs du roi Henri IV. Là comme ailleurs, les gentilshommes s'alliaient volontiers aux riches bourgeois pour redorer leur blason. — Ils ne pouvaient mieux faire.

III

3 mars 1589. — Le roi de Navarre accorde un passeport à Jean de Vaucelles, sieur du Pouet, à la condition que ce dernier ne commette aucun acte hostile à son parti. Cet acte est signé de la main du roi, à Châtellerault le 3 mars 1589.

De par le Roy de Navarre, premier prince du sang et premier pair de France.

A tous gouverneurs, chefs et conducteurs de gens de guerre tant de cheval que de pied, maires, eschevins, juratz et officiers des villes, capitaines des places, châteaux forts et citadelles, maîtres et gardes des portes, pontz, portz, passeiges, soldats et aultres qu'il appartiendra, salut. Nous vous mandons et commandons que vous laissiez seurement et librement passer, repasser et séjourner par chacun de vos pouvoirs le s^r de Pouet avecq trois chevaux et ses armes s'en allant en Poitou et ailleurs où ses affaires le requerront sans qu'il luy puisse estre faict, mis ou donné pendant trois mois aucun trouble, arrests, destourbier n'y empêchement, ains toute ayde et faveur à la charge qu'il ne commette rien qui soit préjudiciable à notre party. Donné à Chastellerault le troisième mars 1589.

HENRY.

Pour le Roy de Navarre
de LOMÉNIE.

C'est de cette ville et le lendemain que Henri IV écrivit cette magnifique lettre aux trois États du Royaume réunis à Blois (1), dont l'historiographe de France, Pierre Mathieu, a dit (1) « je n'ay rien

(1) *Lettres missives* de Henri IV, t. II, pp. 443-448.

vu imprimé en ce siècle et rien ne s'est fait aude là, à mon avis, d'un jugement plus clair, de paroles belles, d'un ordre plus parfait. »

IV

12 novembre 1590. — Le vicomte de la Guerche, Georges de Villéquier, gouverneur et lieutenant-général pour l'État royal, et gouverneur du Poitou et de la Basse-Marche, accorde un passeport à Jean de Vaucelles sur l'assurance que lui a donnée M. Duboys Gillet que le susdit de Vaucelles était bon catholique et n'avait pas « porté les armes contre le parti de la Sainte Union ».

J'ai fait connaître suffisamment ce fervent et brave ligueur dans le tome XVIII, année 1893, des *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest* (2).

A tous capitaines, chefz et conducteurs de gens de guerre tant de cheval que de pied et à tous ceulx qu'il appartiendra salut. Mandons et enjoignons à ceulx de nostre charge et pouvoirs et hors icelle, prions et requérons tous qui sont à prier et requérir, laisser seurement passer, repasser, aller et venir Jehan de Vaucelles, s^r de la Levinière et du Pouet, allant et venant avec trois chevaux pour ses affaires particullières en ses maisons, sans luy faire ne souffrir luy estre fait aucun trouble ou empeschement, ains au contraire toute ayde et secours si besoing a de une faveur en la à la charge de ne rien entreprendre contre le party de la sainte unyon et de ne s'assister que de ses domestiques. Donné à Poictiers, le douzième jour de novembre 1590. Le présent passeport a été accordé pour deux moys.

G. VILLÉQUIER.

Par mondict seigneur

LAMY.

En faveur de M. Duboys Gillet, sur l'assurance qu'il nous a faicte que led. Vaucelles est bon catholique et n'a porté les armes contre le party de la Sainte Union.

V

26 juillet 1591. — A cette date le prince de Conti, François de Bourbon, rend hommage au zèle de Jean de Vaucelles, qui, bien « esquipé d'armes et chevaux », s'est rendu au siège de Mirebeau.

(1) *Histoire de France*, livre VIII.

(2) *Le combat d'Isle*, 6 février 1892.

Nous, François de Bourbon, prince de Conty, lieutenant général pour le Roy monseigneur ès armées de Poictou, Anjou, Tourayne, le Mayne, Berry, Blaisois, Vendosmoys, Dunois, Hault et Bas Lymosin, le Grand et Petit Perche, certifiions à tous qu'il appartiendra que Jehan de Vaucelles, escuyer, Sgr. du Pouet, du pays de Châtellerault, nous est venu trouver en ce siège de Mirebeau bien esquipé d'armes et chevaux et c'est monstré très affectionné serviteur de Sa Majesté en tous les effectz ou il a esté commandé pendant le siège de lad. ville et chasteau et continue encores à présent, dont luy avons octroyé le présent certificat pour luy servir et valloir en temps et lieux ainsy que de raison. — Faict au camp de Mirebeau, le XXVI^e jour de juillet mil cinq cents quatrevingtz unze.

FRANÇOYS DE BOURBON.

VI

18 septembre 1597. — Le roi Henri IV signe de sa main une exemption conditionnelle du ban et arrière-ban accordée à Amaury Raseteau, sieur des Potineaux, le quel servait au camp d'Amiens sous les ordres du comte de Crissé, un Turpin, des seigneurs de Monthoiron.

Nous avons été quelque peu surpris d'avoir rencontré Amauri Raseteau sur les registres des Grands-Jours tenus à Poitiers en 1579 avec cette mention aussi suggestive qu'elle est accusatrice :

« 16 septembre. — Ordre de se rendre prisonniers signifié à François d'Alloigny, sieur de la Groye, et à Amaulry Raseteau, sieur des Potinaux, inculpés du meurtre de Cosme Bertheau. »

Douze ans auparavant la Cour des Grands-Jours siégeant aussi à Poitiers (1567) avait « ordonné l'arrestation d'Antoine d'Alloigny, fils aîné du sieur de la Chaize, François et Louis d'Alloigny, ses frères, leurs serviteurs et le seigneur Dubois Duport ».

La turbulence des châtelains de la Groye était donc bien grande pour attirer sur leurs nobles têtes les foudres des hauts justiciers du roi !!

Quoi qu'il en fût, un des deux inculpés, Amaury Raseteau, l'ami, le voisin et le complice de François d'Alloigny, voulut sans doute plus tard racheter ses incartades en allant servir Henri IV dont l'armée faisait le siège d'Amiens. En retour de sa bonne volonté le roi l'exempta du ban et arrière-ban à la condition qu'il resterait trois mois à l'armée. — Le Béarnais avait tant besoin de soldats !

Nous, Henry, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, certifions que Amory Rasteau, sieur des Postineaux, nous sert actuellement en nostre armée près la personne du sieur comte de Crissay. A ces causes, nous mandons à tous bailliz, sénéchaux, prévostz, juges ou lieutenans aux ressortz des quelz sont assises et scituées les maisons, terres et seigneuries dud. Rasteau, que si pour raison du ban et arrière ban naguères par nous convocqué elles avoient esté saisies et arrestées ou aultrement empeschées, ils aient à luy en faire et bailler comme nous luy en faisons et baillons par manière de provision plaine et entière main levée, sauf à procéder par lesdits bailliz et sénéchaux à nouvelle saisie s'il ne leur faict apparoir par aultre certification signée de nous qu'il nous ayt faict service durant trois mois, quoy faisant nous entendons qu'il demeure entièrement exempt de celluy qu'il nous doit pour les ban et arrière ban et que cependant il jouisse de l'effect de ladite main levée. En tesmoing de quoy nous avons signé la présente au camp, devant Amyens, le XVIII^e jour de septembre 1597.

Henry
de Neufville.

VII

27 septembre 1597 et février 1598. — Les documents qui suivent sont deux lettres de sauvegarde du sieur de Villebois, commandant le Mirebalais au nom du duc de Mercœur, accordées à Jean de Vaucelles, sieur du Pouet et de Sazay, que nous connaissons déjà, « à la charge de ne rien entreprendre contre le saint party de l'Union Catholique ». Au dos on lit : « passeport du gouverneur de Mirebeau pour six mois. »

La ligue, découragée par ses insuccès et le vide qui se faisait autour d'elle, allait bientôt succomber. Quant à Villebois, après avoir rendu Mirebeau, ainsi qu'on le verra plus loin, il obtint sa grâce de Silly, comte de la Rochepot.

+

Le sieur de Villebois, commandant en la ville et chasteau de Mirebeau et pais de Myrebalais soubz l'octorité de Monseigneur de Mercœur.

Nous prions hors nostre pouvoir et en icelluy mandons laisser sûrement et librement passer, aller, venir, séjourner et retourner le sieur de Pouet, partant de sa maison de Pouet, en la paroisse de Saint Genest, pour aller au pais d'Anjou, Touraine et Poictou pour ses affaires particullières luy troisieme à cheval sans luy donner aucun empeschement, à la charge qu'il ne commettra chose contraire au saint party de l'Union des Catho-

licques. — Faict à Myrebeau, le vingtz septiesme septembre mil V^e IIII^e dix sept.

de Villebois. — P. Broys, maire
Par mond. sieur.
POURBUS

Le sieur de Villebois, commandant en la ville et châtellenie de Mirebeau et païs de Mirebalais soubz l'ocortité de monseigneur le duc de Mercœur.

Nous prions hors nostre pouvoir et en icelluy mandons ne loger, prendre fourrages ny emporter choses que ce soit, soit pour hommes ou chevaux és maisons du Pouet, paroisse de Saint Genest d'Ambrière et de Sazay, paroisse de Saint Estienne de Brye, près Moncontour, n'y en leurs appartenances et deppendances appartenant au seigneur dud. Pouet, lequel avons prins et mis, prenons et mettons avec sa famille, serviteurs, mestaiers desdites maisons et tout ce qui luy appartient tant bœufs de traict que autres espèces de bestiaux en la protection et sauvegarde de mond. seigneur et de la nostre, desfandons très expressement aux nostres de non enfrendre ces présentes sur les peines qui y appartiennent et oultre, luy avons permis et permettons aller, venir, séjourner et retourner luy troisième avec ses armes et chevaux és païs d'Anjou, Poictou, Touraine et Châtelleraudais pour ses affaires particulières sans luy donner aucun empeschement que ce soit, ains tout confort, faveur et aide s'y besoing est à la charge de n'en rien entreprendre aucune chose contre le saint party de l'Union des catholiques, et d'autant qu'on a affaire des présentes en plusieurs et divers lieux, voullons que au viddimus des présentes foy soit adjoustée comme au présent original. Faict à Mirebeau le lesme jour de febvrier mil cinq cens quatre vingtz dix huit.

« Dans le commencement du mois de mars, de l'année 1598, dit Pierre de l'Étoile (*Journal du règne de Henri IV*), plusieurs gouverneurs des places de la province de Bretagne, qui avoient suivi le parti du duc de Mayenne et du duc de Mercœur, ayant appris que le Roy s'avançoit avec des troupes ont été au devant de Sa Majesté, et ont remis entre ses mains les places qu'ils tenoient pour la ligue, et l'ont priée très humblement de les recevoir et reconnoitre pour ses très humbles serviteurs et sujets, et de leur octroyer l'abolition de la prise des armes, et de toutes autres choses qui s'en étoient ensuivies. De ce nombre sont les sieurs du Plessis de Cosne, qui lui a remis la ville et château de Craon, de Saint Offanges, celui de Rochefort, Villebois, celui de Mirebeau, de Burgcagny, celui d'Ance-nis, de Fontenelles, celui de Douarnenez et d'autres, auxquels Sa Majesté a accordé une amnistie du passé. »

La résistance étant devenue impossible, les gouverneurs rebelles n'avaient plus qu'à recourir à la bonté inépuisable du roi.

VIII

13 octobre 1598. — Le duc de Montbazon, pair de France et lieutenant général pour le Roy au comté, ville, château et évêché de Nantes.

Nous certifions à tous qu'il appartiendra que Claude de Vaucelles, sieur de la Lévinrière et du Pcuët, homme d'armes de nostre compagnie, a fort bien servy le Roy en icelle pendant l'année MV^e quatre vingtz quatorze et qu'il a toujours continué du depuis en toutes les occasions qui se sont présentées et où nous l'avons employé pour le service de Sa Majesté, en tesmoing de quoy nous avons signé ces présantes et à icelles fait mettre le cachet de nos armes pour luy servir et valloir ainssy que besoing sera. — Fait à Couslères le XIII^{me} jour d'octobre mil cinq cens quatre vingtz et dix huit.

H. de ROHAN.

Par monseigneur le duc,

ARCHAMBAULT.

« Le duc de Rohan, ambitieux, bon esprit, courageux et opiniâtre en sa religion mais peu obligeant, nécessaire et pour cela inconstant; il perdit tout crédit dès Nantes, le Roy n'aura pas grand peine à le conserver. »

Telle est l'esquisse d'un portrait du gendre de Sully que nous avons extrait de *Dom Fonteneau* (t. 79, p. 307).

IX

4 mai 1619. — Nous terminons ces textes inédits par une lettre de Louis XIII à D'Armagnac, « capitaine et gouverneur des ville et château de Loudun », mari de Louise D'Aviau de Piolant dont il a été parlé à la p. 630. Cette lettre fut écrite au moment où le jeune roi s'apprêtait à venir à Tours pour s'y réconcilier avec la Reine Mère, Marie de Médicis. — Toutefois ce rapprochement n'eut lieu dans la susdite ville qu'au mois de septembre suivant. Les circonstances de l'entrevue du Roi et de la Reine Mère ont été rapportées dans les *Mémoires de la Régence de Marie de Médicis* (t. II, p. 377, éd. de 1720).

« Monsr Darmagnac, je vous sçay bon gré du désir que vous avez de me venir trouver puisque vous jugez que vostre présence n'est plus nécessaire en ma ville de Loudun, et le vous permetz d'autant plus volontiers que j'espère d'en estre dans peu de temps bien proche, faisant estat de partir mardy prochain pour m'acheminer à Tours de sorte que vous ne pouvez plus me rencontrer que là ou en chemin; venez donc quand vous voudrez et vous assurant que je vous verrai de bon œil, priant Dieu, Monsr Darmagnac, qu'il vous aye en sa sainte garde. Escrit à Saint Germain en Laye, le III^e j^r de may 1619. »

Louis »

Potier.

(Arch. Vienne. E^r, 810),

Ces pièces ont un double intérêt; d'un côté elles mettent en relief des noms poitevins déjà connus, d'un autre elles ont trait pour la plupart à la fin de la lutte que Henri IV avait courageusement soutenue contre les partisans de la Ligue dont il triompha sans abuser de sa victoire. — Généreux et brave en vrai français qu'il était.

C'est pourquoi nous avons estimé bon de conserver le texte des documents ci dessus annotés; leur caractère historique est évident (1).

(1) Presque tous les originaux appartiennent à M. Jules de Milan d'Astis, propriétaire du château de la Sibilière, près Ingrande, qui nous les a communiqués avec une parfaite obligeance dont nous le remercions ici.

BULLETINS

DE

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 1897

SOMMAIRE

- I. — *Comptes-rendus et Chronique*, par M. A. TORNÉZY, secrétaire.
 - II. — *Chantoceaux et les Tiffailles*, par M. A. RICHARD.
 - III. — *Table triennale des Bulletins*, par M. de la MARSONNIÈRE.
-

COMPTES RENDUS ET CHRONIQUE

Séances. — Lectures. — Travaux divers

Pendant le quatrième trimestre de l'année 1897, la Société des Antiquaires de l'Ouest s'est réunie en séance ordinaire les 21 octobre, 18 novembre et 16 décembre.

SÉANCE DU 21 OCTOBRE 1897

La séance est ouverte à 8 h. 1/4 sous la présidence de M. Carré.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 15 juillet dernier, qui est adopté, puis le Président dépouille la correspondance. Il fait ensuite connaître le décès de l'un des membres de la Société, M. le baron de Lassus et indique l'état des travaux accomplis par M. Boissonnade, bibliothécaire, pour la confection du catalogue de la Bibliothèque et le classement des archives. Pour la bibliothèque, le catalogue sur fiches est fort avancé : 5000 fiches sont déjà faites ; M. Boissonnade en a rédigé une partie, Madame Guilbault a fait le reste. Il est permis d'espérer que la totalité des fiches, soit 14.000 environ, sera complètement terminée dans les premiers mois de l'année prochaine. Quant aux archives, quarante

cartons sont déjà classés et à la disposition des travailleurs. Il reste encore environ 60 cartons à classer pour que le travail soit complètement achevé. Le R. P. de la Croix a fait aménager dans l'hôtel de Chièvres une salle spéciale dans laquelle ceux qui voudront consulter ces riches archives trouveront les cartons placés suivant des séries dans un casier commode, une large table, une échelle roulante, en un mot toutes les facilités possibles pour travailler à leur aise et étudier ces nombreux documents.

Le Président énumère ensuite les ouvrages très nombreux reçus depuis la dernière séance ; on en trouvera la liste complète à la fin du présent procès-verbal.

Publications offertes à la Société

— Discours prononcés à la Séance Générale du Congrès des Sociétés savantes, le samedi 24 avril 1897, par M. Ernest Babelon et M. Alfred Rambaud, ministre de l'Instruction publique.

Art. de M. Schwab intitulé *Les Inscriptions hébraïques de la France*. (Extrait de la Revue des Études juives, avril-juin 1897).

— Inventaire archéologique de Gand ; catalogue descriptif et illustré des monuments, œuvres d'art et documents antérieurs à 1830. Fascicule II. 1897).

— De M. R. Vallotte : le Président de la République en Vendée (avril 1897).

— Prospectus d'une fabrique de décoration. Diets, rue Vivienne, 26.

— Deux fac-simile offerts par le ministère.

— Le droit à la vie, n° du 29 août 1897.

— A. L. Delattre : Un mois de fouilles dans la nécropole punique de Douïmes à Carthage (février 1895) — Tunis 1897.

— Catalogue de la Librairie Renouard, H. Laurens, éditeur, Paris 1897.

Léon de Rosny. — La Virginité et les Vierges mères de l'Orient. Br. in-8. — Extrait des Mémoires de la Société d'Ethnographie (section orientale et américaine) ; Paris 1895.

Dons

1. Titres anciens de la rente due sur le village et tènement de Montlasge, paroisse de Champagné St Hilaire, offerts par Mgr Barbier de Montault.

2. Papiers concernant Blaslais, Cheneché et Villemalnommée offerts par Mme Thibault La Chaussée, commune de Thurageau.

3. 6 vol. in-4 contenant les adhésions des communes et des particuliers au coup d'état du 2 décembre.

4. Envoi d'un anonyme.

1. Journal « LE COURRIER FRANÇAIS, années 1827-28-29, — 6 volumes.

2. Journal « LE TEMPS » du 15 octobre 1829 au 15 décembre 1830 — 3 volumes.

2. Revue Poitevine et Saintongeaise, années 1884 à 1891 — 1894 — 1895.

On va tâcher de compléter les années 1892 et 1893 et on les adressera ultérieurement s'il est possible.

Dons faits en séance

M. le colonel de Bourgues, offre à la Société un exemplaire des Observations sur la coutume du Poitou, édition de 1683. Il fait observer que la bibliothèque contient une édition antérieure du même ouvrage et que celui qu'il offre permettra de se rendre compte des modifications qui ont été apportées dans le texte de la seconde édition.

Le R. Père de la Croix offre de la part de M. Bernardeau, propriétaire aux Forges, commune de Vaux près Couhé, un double blanc de Henri II roi de Navarre (plus tard Henri IV).

De la part de M. Bourdin, notaire à Saint-Loup (Deux-Sèvres), deux pièces sur parchemin. L'une de ces pièces porte la signature de Gabriaut de Riparfonds, originaire de Poitiers, avocat au Parlement de Paris, qui par son testament, institua au Barreau les conférences des avocats stagiaires et légua à son ordre sa bibliothèque qui devint le noyau de la riche collection d'ouvrages que possédait autrefois l'ordre des avocats au Parlement de Paris, appartenant aujourd'hui à la Cour de Cassation.

De la part de M. Rabit, horloger à Airvault (Deux-Sèvres), un panneau de coffret en bois sculpté du xv^e siècle.

Le R. P. de la Croix offre en son nom personnel :

1. Deux fragments de colonnettes du xv^e siècle et un aigle sculpté sur pierre, provenant du nouvel annexe des Galeries Parisiennes.

2. La partie supérieure d'une stèle romaine, représentant deux personnages, trouvée rue de l'Ancienne Comédie.

M. de la Ménardière fait don à la Société d'une inscription du ix^e siècle en deux fragments, relative à une des moniales de l'abbaye de Sainte-Croix. Cette inscription l'une des plus belles de cette époque provient des collections de M. l'abbé Auber qui l'avait, du reste, publiée.

La Société adresse ses remerciements à ces généreux donateurs.

Il est ensuite procédé au vote sur la présentation en qualité de membres titulaires non résidants de MM. Edmond Beaurepaire, bibliothécaire au Musée Carnavalet à Paris, et Leher, professeur au lycée de Châteauroux.

MM. Beaurepaire et Leher sont admis en la dite qualité.

Communications.

M. Ch. Tranchant fait connaître à la Société que l'administration des Domaines, sur la demande du ministère des Beaux-Arts, vient de compléter par un accord avec M. Berthonneau, propriétaire à Chauvigny (12 octobre 1897) la délimitation des terrains du château baronial de cette ville, délimitation commencée, il y a quelques années, par les soins de M. de Lagrange, sous-inspecteur de l'Enregistrement et des Domaines (accords avec M^{me} Davoux et M. Fradin en date du 30 novembre 1886).

M. Tranchant ajoute que le ministère des Beaux-Arts vient de faire consolider avec soin, la surface supérieure des murs d'un autre des châteaux de Chauvigny, le château de Gouzon.

M. le général Segrétain lit ensuite la communication suivante :

J'ai l'honneur de présenter à la Société une rondelle crénelée en plomb qui vient d'être trouvée dans le sable des allées de mon jardin, rue de l'Hôtel-Dieu, n° 23. En cherchant ce que pouvait bien être cet objet, j'ai vu au tome V, année 1839, des mémoires de la Société qu'il existait dans nos collections et au musée de la ville divers objets

analogues et qu'on leur attribuait une origine soit celtique, soit gallo-romaine. Quant à leur destination on hésitait à y voir soit une monnaie gauloise, soit une pièce ayant pour but d'alourdir les javelots, soit une armature devant rendre plus meurtrières les courroies avec lesquelles on flagellait les esclaves. J'avoue qu'aucune de ces hypothèses ne m'a satisfait et je crois qu'elles n'ont pas non plus obtenu l'assentiment des archéologues qui se sont occupés du classement des musées de la ville et de la Société.

Au musée de la ville deux séries d'objets de même nature: l'une de 5 objets sous le n° 7017 (ancien 1199), le catalogue dit qu'on n'est pas fixé sur leur usage, mais que quelques personnes les considèrent comme des pesons de fuseaux. Un de ces 5 objets a été trouvé sur le plateau de Château-Larcher, l'autre au Porteau. La seconde série est inscrite sous le n° 7068 (ancien 1198) et sous la désignation d'anneaux en plomb à facettes trouvés dans la Loire, à Orléans, près de l'ancien pont. Les deux séries se trouvent classées parmi les objets divers depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à nos jours.

Au musée de Chièvres il existe trois objets identiques classés sous les n° 1158-59 et 60 réunis dans la même vitrine avec des objets de l'âge de pierre auxquels ils sont juxtaposés. Les fiches correspondantes ne sont pas remplies.

Pour m'éclairer plus complètement, je me suis adressé à notre collègue M. Marcou qui a bien voulu faire à ce sujet des recherches dont je vais vous entretenir.

Il a constaté d'abord que le musée de Cluny renferme un assez grand nombre d'objets plus ou moins analogues désignés au catalogue sous le nom de rouelles sans indication d'affectation, mais trouvés en général dans les dragages de la Seine lors de la reconstruction des ponts Notre-Dame et Saint-Michel, pêle-mêle avec plusieurs milliers d'anciens objets en plomb des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles (enseignes de chapeaux, médailles, enseignes de pèlerinages, méreaux, plombs de corporations, fibules etc.). C'est donc à cette époque qu'il faudrait faire remonter les rouelles en question et non pas aux temps antérieurs au moyen-âge. L'opinion de mon correspondant était que les rouelles étaient des fusaïoles ou plombs de fuseaux dont nos grand'mères faisaient usage alors que toutes les femmes filaient.

Cette appréciation vient de lui être confirmée par M. G. de Mortillet qui a publié l'année dernière, précisément sur ce sujet, un article dans la revue de l'école d'anthropologie de Paris (15 septembre 1896). M. de Mortillet a trouvé dans les collections de la Société d'anthropologie un échantillon tout à fait semblable provenant du Jura, daté de 1604 et signé du nom du fondeur. Rapprochant cet échantillon des fusaïoles en plomb naguère encore en usage en Bretagne, où l'on en a retrouvé au bout des fuseaux des fileuses et où l'on a découvert des moules servant à leur fabrication (comme celui de Faléric dont un moulage existe au musée de la ville n° 7018). M. de Mortillet en conclut que la destination de ces objets n'est pas douteuse. Quant à leur date, la forme de leur crênelage ne permet guère de supposer que cette forme se soit maintenue identique depuis les temps antiques jusqu'au commencement du xvii^e siècle et peut-être plus tard. Il paraît bien plus vraisemblable que cette forme si particulière ne remonte pas plus haut que les dernières années du moyen âge, si tant est même qu'il faille aller jusque-là.

La trouvaille d'un de ces objets sur le plateau de Château-Larcher ne prouve pas qu'il soit contemporain des monuments celtiques de ce plateau, il a pu y être perdu par une fileuse très moderne qui y gardait ses moutons.

La conclusion de ces quelques lignes est que l'objet que je vous présente comme ceux analogues des musées de la ville et de la Société sont des plombs ou pesons de fuseaux, des fusaïoles, datant au plus tôt du xiv^e siècle mais pouvant descendre presque jusqu'à nos jours.

A l'occasion de cette communication une intéressante discussion s'engage à laquelle prennent part M. Alfred Richard et le R. Père de la Croix ; il en résulte que des fusaïoles exactement semblables à celle présentée par M. le général Segrétain ont été vues par eux, dans des fouilles, au milieu d'objets incontestablement romains ou gallo-romains, et que la forme et le crênelage se sont conservés sans modification depuis les temps anciens jusqu'au xvii^e siècle.

Lectures.

M. Ducrocq lit un travail intitulé : Rectification de quelques inexactitudes relatives à la famille Thibaudeau.

La séance est levée à 10 heures.

Suit la nomenclature des ouvrages reçus depuis la dernière séance, autres que ceux compris parmi les dons.

Publications de l'Etranger.

Mémoires et documents publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève — 2^e série t. VI et VII. 1897 — Bibliographie historique de Genève au XVIII^e s.

Matériaux pour servir à l'Archéologie de la Russie, publiés par la commission impériale archéologique de St-Petersbourg — n^o 13.
— Antiquités de la Russie méridionale, gr. in-4^o 1894.

N^o 14: Antiquités de la Russie du Nord-Ouest, 1894.

N^o 15: Antiquités sibériennes, 1894.

N^o 16: Antiquités de la Russie Transcaspienne, 1893.

N^o 17: Antiquités de la Russie méridionale; 1895.

N^o 18: Tumuli de la région située au sud du lac Ladoga, explorés et décrits par M. Brandebourg, 1895.

N^o 19: Antiquités de la Russie Méridionale, 1895.

N^o 20: Tumuli du gouvernement de St-Petersbourg explorés par M. Ivanowsky, 1896.

Compte-rendu de la Commission Archéologique pour l'année 1891; St-Petersbourg 1894, gr. in-4^o; — pour l'année 1892, St-Petersbourg 1894; — pour l'année 1893, St-Petersbourg 1895; — pour l'année 1894, St-Petersbourg 1896.

Antiquités académiques de Stockholm 1896-1897.

Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Gand; 5^e année, n^o 4, Gand, 1897.

Bulletin de l'Académie des Sciences de Chicago — 1896, n^o 1, (2 brochures).

Episcopologio Ampuritano precedido de una rescena historicay arqueologica de Ampurias par Ranion Font Gerona.

Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, t. I. Livraison 5, 1897.

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique. — 4^e série des Annales, 2^e partie, XXX.

Boletin de la Real Academia de la Historia — t. XXXI. Juillet-septembre 1897 — Madrid 1897.

The numismatic chronicle, 1897, part. III.

The architectural Record, juin 1897.

Fourteenth annual Report of the bureau of Ethnology (1892-1893), Washington, 2 vol. in-4, 1896.

Fifteenth annual Report of the bureau of Ethnology (1893-1894), Washington, 1 vol. in 4, 1897.

La Gazette de Numismatique, 2^e année, n^o I, Bruxelles, 1^{er} octobre 1897.

Publications de Paris

Revue de l'Histoire des Religions. 18^e année, t. XXX, n^o 2 (Mars et avril 1897), n^o 3, mai et juin).

Bulletin monumental publié par la Société française d'Archéologie, et dirigé par le comte de Marsy, 7^e série, t. 1^{er}, Paris 1896.

Revue archéologique, 3^e série, t. XXX. — Mai-juin 1897.

Revue des Etudes Grecques, t. X. n^o 37, janvier-mars 1897.

Revue historique, t. 64. Juillet-août 1897, t. 65, septembre-octobre.

Bulletin historique et philologique du comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1896, n^o 3 et 4. (2 exemplaires).

Revue des Questions historiques, 32^e année, 1^{er} octobre 1897.

Revue des Etudes Grecques, t. X. n^o 38, avril-juin 1897.

Journal des Savants. Juillet et août 1897.

Melusine, t. VIII, n^o X, Juillet-août 1897.

Bulletin monumental publié par le comte de Marsy, 7^e série, t. II. 1897.

Revue archéologique — 3^e série, t. XXXI. Juillet-août 1897.

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques. Section des Sciences économiques et sociales, année 1896.

Le Droit à la vie, numéros du 29 août et du 30 septembre 1897.

Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, t. VIII. (4^e série) 1897, fascicule 2.

L'Étoile de la Vendée, n^o du 25 juillet 1897.

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ; comptes rendus des séances de l'année 1897, 4^e série, t. XXV. Bulletin de mai-juin, 1897 (2 fascicules).

Bibliothèque de l'École des Chartes. LVIII, 3^e livraison ; mai-juin 1897.

V. Art. s. le livre de M. Auguste Molinier : CORRESPONDANCE ADMINISTRATIVE D'ALPHONSE DE POITIERS, t. I (Documents inédits).

V. Art. sur le livre de M. Joseph Berthelé : CARNET DE VOYAGE D'UN ANTIQUAIRE POITEVIN. Montpellier 1896.

Publications des départements

Procès-verbaux, rapports et communications diverses de la Société historique de Compiègne — 1896, in-8.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie. Année 1896 — n^o 2, 3, 4.

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, t. XIX, 2^e livraison, avril-juin 1897. V. art. de M^{re} X. Barbier de Montault.

Bulletin de la Société d'Émulation des Côtes-du-Nord, du 15 juillet 1897.

Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, pendant l'année 1895, 1896 — Rouen, in-8. 1897. V. une ÉTUDE SUR LES PROCÈS DE SORCELLERIE EN NORMANDIE, par le Dr Giraud.

Bulletin de la Société archéologique de Touraine, t. XI. 2^e trimestre de 1897. V. art. de l'abbé Brung : L'OUTIL EN SILEX, LE PLUS USUEL À L'ÉPOQUE PRÉHISTORIQUE.

Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 2^e série, 1897 — n^o de mai et juin.

Pièces rares relatives à l'Histoire de Compiègne publiées par la Société historique de Compiègne : LE CAMP DE COMPIÈGNE DE 1739 suivi d'un menu royal extrait des mémoires de Scellier, avec introduction et notes, par le baron de Bonnault d'Houët.

Compiègne in-8 de 70 p. 1897.

L'alimentation à Compiègne. Les Pâtissiers ; les Bouchers, par A. Bazin et E. Mauprivez, publié par la Société historique de Compiègne, in-8 121 p. 1897.

Notice historique sur le canton de Berneville (Somme) par l'abbé Lefèvre. Amiens, in-8 de 239 p. 1897.

Album archéologique, publié par la Société des Antiquaires de Picardie, 12e fascicule 1897.

La Picardie historique et monumentale (Arrondissement d'Amiens) Paris et Amiens 1896, n° 4.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochechouart t. VII. n° 11. 1897.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord ; t. XXIV, 4e livraison. Périgueux 1897. V. UNE ÉGLISE FORTERESSE A SAINT-MARTIAL DE VIVEYROL, EN RIBERAÇOIS par M. J. Mandin.

V. Un art. nécrologique sur le général Savin de Larclause, extrait de la Revue de Saintonge et d'Aunis. Mai 1897.

Revue historique et Archéologique du Maine, t. XL, année 1896, second semestre — t. XLI, année 1897, 1er semestre.

Revue Savoisonne, 3e trimestre de 1897, Société archéologique de Bordeaux, t. XXI, 1er et 2e fascicules (1er et 2e trimestres) 1896.

Recueil des publications de la Société havraise d'Etudes diverses, 62e année, 1893, 3e et 4e trimestres — 1896 : 1er et 2e trimestres.

Bulletin de la Diana, t. IX. n° 6. Avril-juin 1897.

Bulletin de la Société archéologique du midi de la France, gd in-8, n. 19, Toulouse, 1896.

Mémoires de l'Académie de Nîmes ; 7e série ; t. XIX. Année 1896.

Bulletin de la commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, t. X, 3e livraison, Rouen 1897.

Revue des provinces de l'Ouest, n° des 15 juin, 30 juin, 15 juillet, 31 juillet, 15 août, 31 août 1897.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, t. XIX, année 1897, n° 2 (Avril-mai-juin).

Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse ; — 2e série, t. M. 1897.

Annales de l'Académie de Mâcon ; 3e série, t. I 1896.

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres sciences et arts ; 3e série, t. VII, 2e fascicule 1897.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n° 229, août 1897 Mémoires.

Société de Borda ; 22e année (1897), 2e trimestre ; Dax 1897.

Le monde des Plantes, Revue internationale de Botanique n° 93-94-95 Août septembre-octobre 1897. Le Mans.

Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure, et Société d'Archéologie de Saintes, 4 série, t. III, juillet 1897.

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 16^e année, 2^e série, n^o 22 : 2^e trimestre 1897. V. art. de M. D. Martin : POTERIES ET TOITURES DANS LES HAUTES-ALPES.

Bulletin de la Société Dunoise, n^o 112, juillet 1897, Châteaudun.

Mémoires de l'Académie de Stanislas. CXLVII^e année ; 5^e série ; XIV, Nancy 1897.

Publications poitevines et saintongeaises

Revue de Saintonge et d'Aunis. — Bulletin de la Société des Archives historiques. XVII^e volume, 4^e livraison. 1^{er} juillet 1897. V. DÉCOUVERTES DE TOMBEAUX A SAINTES ET ÉPITAPHE DE L'AN 374 par Louis Audiat ; V. LA TRADITION EN POITOU ET EN CHARENTE par Louis Audiat ; article où se trouve exposée l'entreprise de M. Gustave Deschamps, et où sont analysées deux études de M. Boissonnado : LES FÊTES DE VILLAGE EN POITOU ET EN ANGOUMOIS AU XVIII^e SIÈCLE et LA VIE OUVRIÈRE EN POITOU AU XV^e SIÈCLE.

Le mois bibliographique. — 5^e année, n^o 7 1^{er} juillet 1897, n. 9 1^{er} septembre.

L'Horticulture poitvine, n^o 235. Année 1897 ; 3^e trimestre,

Revue Poitvine et du Saumurois. — 1^{re} année, n^o 1. 1^{er} août 1897 ; n^o 2, 1^{er} septembre 1897.

Bulletin de Saint-Martin. 5^e année, n^o 8 et 10 août 1897 ; n^o 11 septembre 1897 ; n^o 12 octobre 1897.

Revue de Saintonge et d'Aunis, XVII^e vol. 5^e livraison, 1^{er} septembre 1897.

V. p. 339. quelques mots sur M. Alfred Barbier et les monnaies offertes par lui à la Société des Antiquaires, avec l'effigie d'un chef gaulois et l'inscription Atectori.

Publications Poitevines

— Revue du Bas-Poitou. 10^e année. 2^e livraison, 1897. V. art. de M. H. Luguët : UN AUTEL DRUIDIQUE AU BOIS DE LA FOLIE POUZAUGES. (Vendée) ; — et de M. Gabriel de Fontaines : POURQUOI L'EMPLOI EXCLUSIF DU CALCAIRE COQUILLIER DANS LES SÉPULTURES MÉROVINGIENNES.

Bulletin de la Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts de Poitiers. N. 329. Juillet-août 1897.

SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 1897

La séance est ouverte à huit heures du soir sous la présidence de M. de la Ménardière, vice président, en l'absence de M. Carré, président, qui s'est excusé par lettre de ne pouvoir y assister.

MM. de la Marsonnière, membre du conseil d'administration, Tornezy, secrétaire et Clément, vice-secrétaire se sont également excusés par lettres.

Lecture est donnée du procès-verbal de la dernière séance.

A l'occasion de ce procès-verbal M. de la Bouralière demande quel est le mode de classement adopté pour le catalogue de la bibliothèque de la Société actuellement en préparation. Tout en reconnaissant les avantages d'un classement méthodique, M. de la Bouralière lui préférerait le classement alphabétique, ce dernier étant bien plus commode et plus pratique pour les recherches de la grande majorité des travailleurs.

En l'absence de M. Boissonnade, bibliothécaire intérimaire depuis le décès de M. Ledain et qui a bien voulu se charger de faire faire cet immense travail, M. le Président répond que toutes les fiches de ce catalogue étant copiées en double exemplaire, les deux classements, méthodique et alphabétique, seront adoptés et que la priorité du travail sera donnée à ce dernier.

Encore à l'occasion du procès-verbal, M. A. Richard fait appel à la compétence de M. le Cte A. de Chasteignier, présent à cette séance, au sujet des fusaïoles qui ont fait l'objet de la récente communication de M. le général Segrétain.

M. de Chasteignier appuie les conclusions de l'intéressante discussion mentionnée au procès-verbal et ajoute que non seulement les fusaïoles ont été employées avec un type presque uniforme depuis les temps les plus anciens jusqu'à une époque voisine de la nôtre, mais qu'aujourd'hui encore on vend de ces sortes d'objets aux pardons de Bretagne.

Le procès-verbal est ensuite adopté :

M. le Président annonce que notre confrère, M. Boissonnade, a été couronné récemment par l'Académie des Sciences morales et politiques; il vient d'obtenir le prix Rossi pour son travail intitulé : *Le rôle de l'Administration royale dans ses rapports avec la grande industrie en France, au xvii^e et au xviii^e siècle* et que M. Ernault, également notre confrère, vient lui aussi d'obtenir de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres une somme de 1.500 fr. sur le prix Volney pour son travail de linguistique intitulé : *Glossaire moyen breton*.

La Société est heureuse d'adresser à MM. Boissonnade et Ernault ses sincères félicitations.

Correspondance

Dépouillant la correspondance M. le Président communique :

1^o Une lettre circulaire de M. Rodolfo Ratto proposant des échanges de monnaies anciennes.

2^o Lettre de M. le président de la Société d'ethnographie nationale et d'art populaire, à Niort, relative à l'organisation à Ligugé d'un musée poitevin d'art religieux et d'ethnographie. Invitation est également adressée à la société des Antiquaires de se faire représenter par une délégation à l'inauguration de ce musée, le 11 novembre courant.

3^o Lettre de M. Brothier de Rollière relative à une demande de renseignements généalogiques.

Puis il fait une rapide analyse des divers ouvrages reçus depuis la dernière séance et dont on trouvera ci-après la liste détaillée.

Dons

M. le Président offre au nom de M. Advielle, membre correspondant de la société, la copie d'un acte de partage en date du 13 décembre 1647 entre les nommés L. Carron, demeurant à Poitiers et M. Pierre Barbéry. Cet acte, ainsi que plusieurs autres, a été récemment acheté en Normandie par le donateur qui en conserve l'original.

M. le comte de Chasteignier devant prochainement cesser d'habiter le Poitou annonce son intention de faire parvenir à la Société,

à titre de don, un certain nombre d'objets préhistoriques ou autres intéressant notre région ; il cite entre autres objets : 1° Une inscription trouvée au cimetière de Cenon et publiée dans le travail épigraphique de M. le lieutenant Espérandieu paru dans le bulletin de la Revue Saintongeaise, n° 44, page 230 ; 2° divers chapiteaux sculptés, recueillis par la famille Brung et provenant de la Petite Guerche ; M. de Chasteignier signale également une cloche en fonte du xvii^e siècle, trouvée non loin de Preuilly, mais venant d'Obterre et portant une inscription dont il communique un estampage.

M. Alfred Richard veut bien se charger de décrire ces divers objets.

M. A. Barbier offre trois monnaies de bronze du bas-Empire, à revers différents, remontant au iii^e siècle, trouvées entre Ingrandes et Dangé, dans la vallée de la Vienne, aux abords de la voie romaine. Elles paraissent avoir la même provenance que celles dont il sera parlé ci-après.

Le R. P. de la Croix offre une photographie de l'échafaudage élevé lors de la dernière restauration du clocher de l'église Sainte-Radegonde, à Poitiers, en 1894.

Il offre également un bréviaire édité par Hyacinthe Marietti, à Turin, en 1854.

Mgr Barbier de Montault offre : 1° un lot de divers parchemins ; 2° Divers papiers signés : Pradel ; 3° Les carnets de voyage de M. Léon Palustre.

M. L. Dupré offre au nom de M. Jean Lhuillier :

1° Une paire de ciseaux mouchettes montée sur trois pieds à boule ; branches à ressort, contournées et ciselées avec pointe à mèche, venant du commencement du siècle.

2° Une clef de bahut Louis XIII à tige forée et panneton dentelé.

La Société exprime ses vifs remerciements aux donateurs.

Scrutin d'admission

M. Joseph de la Salle, propriétaire, est élu membre titulaire résident.

Communications

M. le Comte de Chasteignier signale la découverte faite au mois

de février dernier entre Ingrandes et Dangé, non loin de l'avenue du château de Piolan, de quinze kilogrammes de monnaies anciennes en bronze, trouvées dans un vase en terre et non loin d'un endroit où sont signalés des restes de constructions romaines ainsi que des débris de poteries de la même époque. Ces monnaies remontent toutes au III^e siècle et sont dans un état de conservation assez rare; plusieurs, semblables au droit, ont un revers différent. Après avoir fait passer plusieurs de ces pièces sous les yeux de la Société et les avoir comparées avec celles que vient d'offrir M. A. Barbier, M. de Chasteignier annonce son intention de publier prochainement un travail d'ensemble et comparatif sur cette découverte intéressante.

M. Bonvallet fait ensuite connaître qu'en démolissant, dans le courant de cette année, l'ancien hôtel de la Sayette, situé au n° 53 de la rue Théophraste-Renaudot, les ouvriers ont mis à découvert une inscription sur pierre qui indique, selon toute apparence, la date de la construction de cet immeuble ainsi que le nom du propriétaire. Cette inscription qui mesure 30 centimètres de largeur sur 20 centimètres de hauteur est ainsi conçue.

IEAN CA RLOVET. S IEVR DE CL OVE. 1663

Jean Carlouet, sieur de Cloué, était présumablement l'un des enfants de Jacques Carlouet, écuyer, sieur de la Millière, receveur général des décimes en Poitou, greffier en chef du bureau des finances, et maire de Poitiers, en 1641, dont un autre fils Hubert, sieur de la Millière et de Cloué, receveur des décimes, laissa entre autres enfants : Marie Jeanne Carlouet, mariée le 17 août 1692, à Charles François de la Sayette, chevalier.

Remerciant M. Bonvallet de sa communication, plusieurs membres expriment le désir de voir faire des démarches auprès de qui de droit pour obtenir que cette pierre rappelant un souvenir de notre histoire locale soit déposée dans l'un des musées de la Société.

M. Alfred Barbier fait la communication suivante qui restitue à

un événement arrivé en 1753, sur la place du Pilori, sa véritable physionomie.

Une simple analyse des sentences rendues les 18 et 20 décembre 1753 à la requête du procureur du roi de Poitiers par le lieutenant général de police en exercice, Jacques Texier, sieur de la Barodière, à l'occasion de l'incendie arrivé sur la place du Pilori, le 23 juillet de la même année, suffira pour nous fixer sur les circonstances particulières de cet événement rapporté dans les guides Poitevins d'après les *SOUVENIRS DE LA LIBORLIÈRE* (p. 120).

Préalablement, nous donnons un extrait du registre des séances du Conseil de la Ville de Poitiers daté du jour même de l'événement, Sire Orré étant maire; — on ne saurait trouver ailleurs un récit plus véridique.

« Ce jour, 23 juillet 1753, sur les 8 heures du matin, deux voituriers s'étant chargés de conduire à Niort 200 livres de poudre à canon, pour le compte du sieur Sirotteau, Salpêtrier l'ayant mise dans des sacs sur la place du Pilori de cette ville et chargée sur six mulets, sur lesquels il avaient amené du sel, un des mulets tourmenté des mouches battit le pavé de son pied, fit feu, qui prenant à cette poudre fit un éclat horrible. Les deux voituriers et deux des mulets furent mis en pièces. Un de ces mulets fut porté dans la maison du sieur Vaugelade, entra dans son étude par sa fenêtre, après avoir enfoncé six grillons de fer. Toutes les vitres et les châssis à verre des maisons autour du Pilori furent brisées, les maisons en partie découvertes et fracassées. On ne saurait s'imaginer rien de plus épouvantable que le spectacle que présenta cet accident dont on ignore la cause plus d'une heure ».

Cette formidable explosion retentit jusqu'à Châtellerault ainsi que l'atteste le texte de ses archives (p. 34). On y lit, en effet, ce qui suit à la date du 4 août 1753 : « Affaire de l'entrepôt des poudres très dangereusement installé au cœur de la ville dans l'une des tours de la porte Saint-Jacques et dont les habitants réclament le transfert hors de la ville — curieux détails où l'on rappelle l'explosion des poudres de Poitiers en juillet 1753 DONT LE BRUIT A RÉVEILLÉ LES HABITANTS DE CHATELLERAULT DE LEUR INSOUCIANCE.

Glissons sur cette dernière phrase qui n'est peut-être qu'une innocente malice ajoutée au procès-verbal qui ne la contient pas cer-

tainement, et arrivons aux détails des poursuites dont le sieur de Montaigu, commissaire des poudres et salpêtres fut l'objet.

Contrairement aux édits, arrêts et règlements sur la matière, le sieur Adrien de Beauvisage de Montaigu, commissaire pour cette partie dans la généralité de Poitiers et Catherine Renard Vve de Jacques Sirotteu et autres salpêtriers et commissionnaires du sieur de Montaigu, avaient établi leur magasin à poudre aux environs du quartier du Pilon, dans l'intérieur de la ville « au lieu de le placer en un lieu seul et isolé à cinq cents pas au dessus et au dessous des autres maisons ». Le 23 juillet 1753 et faute d'avoir observé les précautions nécessaires, le feu prit dans deux cents livres de poudre de guerre que les salpêtriers avaient fait conduire dans des sacs de toile sur la place du Pilon et causa un dommage considérable aux sièges en pierres qui entouraient la place et aux prisons de la Prévoté de la ville.

Poursuivis pour le double fait de la contravention aux règlements qui prescrivaient l'éloignement de la poudrière des habitations et des dommages causés à la ville, le Sr de Montaigu et la veuve Sirotteu furent condamnés à réparer les sus-dits dommages dans le délai d'un mois et, en outre, solidairement et par corps à deux cents livres d'amende et aux frais d'impression et de publication de la sentence. — La punition n'était pas volée.

C'est donc à cet événement, qui fit alors grand bruit, que se rapporte le récit emprunté aux VIEUX SOUVENIRS DE POITIERS de la Liborlière par de Chergé. Notre spirituel et regretté confrère en conduisant à la Place du Pilon les curieux qui veulent tout voir et quelquefois ne voient rien les invite à se placer dans la rue Cloche-Perse, à lui faire face et regarder à droite un fer de mulet encastré près d'une fenêtre carrée dans la maçonnerie d'un petit pavillon construit en retrait de la rue. — La sentence dans ses allures magistrales et guindées ne parle ni du mulet trop impatient ni de l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Toutefois la délibération municipale citée plus haut affirme qu'il y en avait six, pas plus.

La morale qu'on pourrait tirer de cet accident, est que les mulets conviennent bien mieux à porter le blé et la farine que des sacs de poudre.

La pièce que je crois devoir signaler à la Société établit encore

que la Prévôté ne pouvait être là, où on a enfin découvert le bel hôtel Fumée qui est vis-à-vis. — *ERRARE HUMANUM EST*, et les archéologues eux-mêmes ne peuvent se soustraire à cette vérité primordiale.

Lectures

M. Lièvre lit un travail sur les fouilles de Villepouge.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à dix h. 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications de Paris

Revue populaire des Beaux-Arts. N° 1. 22 octobre 1897.

Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements. 1^{er} septembre 1897.

Le Droit à la vie, n° du 31 octobre 1897.

Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. 4^e série, t. XXV. Juillet-août 1897.

Publications des départements

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 3^e trimestre de 1897.

Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres, 15 mars et 1^{er} octobre 1897.

Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher ; XIII^e vol. des Mémoires : LES MÉTIERS DE BLOIS ; Documents recueillis et publiés par Alfred Bourgeois, t. I et II. Blois 1897.

Bulletin de la Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher. Juin 1894 ; février et novembre 1895. (Ce dernier n° contient une étude sur Augustin-Thierry) ; mars et décembre 1896.

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, t. XXVI. Rennes 1897.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXIV, — 5^e livraison, septembre et octobre 1897.

Publications de l'Etranger

Catalogue d'Ethnographie de Leipzig, 1895.

Le Belge — du 29 octobre 1897, 1898.

Boletín de la Real Academia de la Historia t. XXXI. C. IV octobre 1897. Madrid.

Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand ; 6^e année. n. 5, Gand 1897.

Académie d'Hippone ; fascicule trimestriel.

Annual Report of the Board of Regents of the Smithsonian Institution. — July 1895. Washington 1896.

Publications Poitevines et de l'Ouest

Le 336^e catalogue mensuel de la librairie Clouzot.

La Revue poitevine et saumuroise, du 1^{er} octobre 1897 (n^o 3.)

V. art. de M. C. Ballu : DU LIEU DE NAISSANCE DE SAINT-HILAIRE, ÉVÊQUE DE POITIERS.

Bulletin de Saint-Martin, novembre 1897.

Revue du Bas-Poitou ; 10^e année, 3^e livraison. Fontenay-le-Comte 1897.

V. un 2^e article M. de Rochebrune sur le Temple d'Yzeures ; — Art. de M. Edgar Bourlouton : A PROPOS DE L'ORIGINE DE L'IMPRIMERIE A POITIERS ; art. de M. Henri Clouzot : LA POÉSIE DRAMATIQUE EN POITOU AU XVII^e SIÈCLE ; quelques pages consacrées à M. B. Ledain par M. de la Bouralière.

Recueil de la commission des Arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure, et Société d'Archéologie de Saintes, 4^e série, t. III, octobre 1897.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1897

La séance est ouverte à 8 heures du soir sous la présidence de M. Carré.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance du 18 novembre.

A l'occasion de cette lecture et de l'observation relative au catalogue de la bibliothèque faite par M. de la Bouralière qui est contenue dans ledit procès-verbal, M. Boissonnade, absent à la dernière séance, indique qu'il y aura deux catalogues, l'un alphabétique dont

6000 fiches sont déjà faites et classées et 2000 environ restent à faire. Ce travail sera terminé vers le mois de mars prochain.

Ce catalogue alphabétique achevé, M. Boissonnade s'occupera immédiatement du catalogue méthodique.

Les membres présents adressent à M. Boissonnade leurs remerciements et à la suite de cette observation, le procès-verbal est adopté.

Le Président dépouille ensuite la correspondance. Elle contient une lettre de M. Charles Tranchant, notre éminent confrère, et une lettre de M. l'abbé Alfred Largeault de Niort, qui figureront intégralement toutes deux au chapitre des communications.

Le Président énumère ensuite les ouvrages reçus depuis la dernière séance, on en trouvera la liste à la fin du présent procès-verbal.

Dons

Dom-Besse, Histoire d'un dépôt littéraire. L'abbaye de Silos. Br. in-8 de 29 p.

Histoire de la ville de Nice par M. Armand Parrot. Broch. in-8° de 36 p. Paris, 1860.

Le Mellois, n° du 5 sept. 1897; Art. de M. l'abbé Largeault : *Si Saint Pient évêque de Poitiers a été inhumé à Melle ?*

Bibliothek Cari von Lützow. Leipzig.

Catalogue de livres d'art de Georges Rapilly, 10 déc. 1897.

Etude sur le conseiller du Val d'Epremesnil (1787-1788) par Henri Carré (Extrait de la *Révolution française* du 14 octobre et du 14 novembre 1897).

Mgr Barbier de Montault offre à la Société :

1° De la part de Mme Thibault, un lot de pièces manuscrites anciennes;

2° De la part de Mme Palustre, 6 carnets de voyage de M. Palustre.

J. B. A. de St-Martin, marquis de Bagnac (1826-1892). Limoges.

Notice historique de la maison de St-Martin de Bagnac par J. B. Champval de Vyers. Limoges, in-8° 1897.

Madame de Courseulles fait don à la société de neuf volumes de

ses Mémoires, et 20 de ses bulletins destinés à compléter ses collections.

Dons faits en séance

De la part de M. Théophile Ducrocq, professeur à l'université de Paris, M. Barbier offre le tome deuxième du Cours de droit administratif (Tribunaux administratifs) qui vient de paraître.

M. l'abbé Bleau fait don d'un exemplaire du discours qu'il a prononcé au théâtre pour réfuter la conférence de M. Sébastien Faure. Les membres présents profitent de cette circonstance pour adresser leurs félicitations à M. l'abbé Bleau qui vient d'être nommé chanoine honoraire.

M. l'abbé Collon offre une brochure précédée d'une préface du R. P. de la Croix écrite pour réfuter un ouvrage de l'abbé Fossin relatif à la prétendue découverte de la chappe historique de St-Martin.

M. le colonel Babinet fait don d'un denier tournois de 1674 d'un Montpensier, prince de Dombes.

M. Ginot offre de la part de M. Lièvre, le tirage à part de son étude sur les *Taifales du Poitou*.

M. E. Ginot, offre encore au nom de M. Charles Clémot décédé le mois dernier à Magné :

Un fragment de fibule mérovingienne {
Un cordonnet métallique { trouvés à Magné

et diverses pièces et jetons parmi lesquels :

Un gros d'argent de Charles II, duc de Lorraine (1390-1434) ; en exergue on lit : Karolus dux Lothor. Au centre un écu penché sous un heaume cimé d'un alérion. Revers Bedictu., etc. et moneta in sierk. Epée en pal accostée de deux feuilles de houx et coupant les deux légendes.

Cf. Serrure. numismat. franc. II^e part. p. 115. n° 939.

Un quart d'écu d'argent de Henri III.

HENRICUS IIII D. G. FRAN. ET NAVA. REX. 1600. Croix feuillue. R. Sit nomen domini benedictum. Ecu de France accosté de II. II.

Hoffman. Les monnaies roy. de Fr. p. 144 et pl. t. XXIX donne des types différents quant à la date (1607) et quant à la forme de la croix.

— Un double liard au buste de Charles II de Gonzague (1601-1637). CAROLUS GONZ. DUX NIVERNENSIS et RETHELENSIS. R. Supremus princeps Archensis. Cuiyre. (Pouët d'Avant pl. 143 n° 8 et Serrure numismat. franc. II^e part. p. 159 n° 1371).

En 1606 Charles II de Gonz. duc de Nevers et de Rethel, prince d'Arches, fit ceindre des murs le bourg d'Arches et en fit la ville de Charleville. Il y établit un atelier monétaire.

— Un douzième de l'écu blanc d'argent. Louis XIII, 1614. Buste de Louis XIV enfant, LUD. XIII. D. G. FR. ET NAV. REX. R. L'écu de France. SIT NOMEN DOMINI BENEDICTUM. Fr. à Paris en 1644.

— Un dixième d'écu aux lauriers, de Louis XV. fr. à Rouen (?) en 1729. Hoffman, mon. roy. pl. CX, 53 et p. 195.

Communication

M. l'abbé Largeault fait la communication écrite suivante :

Dans l'intérêt de l'archéologie poitevine, je crois devoir vous signaler la découverte de trois fragments de tombes inscrites, faite auprès de Niort, au château historique de Mursay. Les épitaphes sont relatives à des descendants de Théodore-Agrippa d'Aubigné.

Ces pierres proviennent vraisemblablement du cimetière privé de cette famille protestante, lequel était placé non loin de là ; elles ont été recueillies, ces jours derniers, dans le Musée de Niort.

Par la même occasion, j'ai l'honneur de vous adresser un n° du journal *Le Mellois*. Voici pourquoi : La question des *Taifalles en Poitou* vient d'être remise sur le tapis. Or, j'ai remarqué que le texte de Grégoire de Tours qu'on a coutume d'invoquer est toujours donné avec une ponctuation qui me semble fautive.

Il s'agit d'une virgule, laquelle a été imaginée dans le principe pour empêcher de faire mourir à Paris l'évêque saint Pient, afin de le faire décéder à Melle.

Cette erreur que je combats dans *Le Mellois* est passée jusque dans nos bréviaires poitevins.

TROIS FRAGMENTS D'ÉPITAPHES

RELATIVES À LA FAMILLE D'AUBIGNÉ.

Les capitales romaines donnent le texte apparent, tel que j'ai pu le lire sur la pierre ; ce qui a été mis entre parenthèse est la restitution proposée.

1. CY GIST LE COR DE LOVISE DAVBIGNE

(dame).

DE MVR SAY FEMME DE BENIAMIN D(e)

Valois, morte au Seig).

NEVR LE 24 DIAN. 1663 AAGEE D (e)

Pierre taillée en dos d'âne, mesurant 1 m. Je me suis servi de l'épithaphe n° 3 pour restituer la fin de la seconde ligne : MORTE AU SEIG.

Louise (dite aussi Artemise) d'Aubigné, dame de Mursay, fille de Théodore-Agrippa d'Aubigné, épousa Benjamin de Valois sgr de Villette, par contrat passé par devant Mathion, notaire à Maillezais, le 22 octobre 1610. (JOURNAL de Michel Leriche. p. 489).

2. MARIE BERENICE DE VAL (ois)

(II) SEMBLE QVE LE CI (e) LA (v)

(a) IT FAI BERENICE PO (ur) DON

(n) ER A LA TERRE VN NO (u)

(v) EL ORNEMENT E QVE D (u)

(s) OR IALOUX VN INIVSTE C (a)

PRICIE AV LIEV DE SON BERCEAV LAIT MIS

AV MON

VMENT MAIS SA VIE ET SA

MORT NE SON PAS FORT

ESTRANGES CA (r)

Pierre hémicylindrique taillée sur un diamètre d'environ 0 m. 33 c., longueur 0 m. 57 c. Les bords, tout autour, ont été abattus, et l'inscription a été légèrement atteinte ; la fin manque. Ce texte contient plusieurs fautes d'orthographe. Entre la 5e et la 6e ligne, quatre mots ont été mis en surcharge. Cette inscription forme cinq vers alexandrins qu'il est bon de rétablir.

Il semble que le ciel avait fait Bérénice,
Pour donner à la terre un nouvel ornement,
Et que du sort jaloux un injuste caprice,
Au lieu de son berceau, l'ait mis au monument.
Mais sa vie et sa mort ne sont pas fort estranges, car.

Marie-Bérénice de Valois, qui, d'après l'inscription, semble être morte en naissant était fille de Philippe de Valois, sgr de Villette, et

de dame Marie-Hippolyte de Châteauneuf; elle fut présentée au baptême, le dimanche 15 juin 1664, par Marc de Caumont, chevalier, sgr. de Caumont, et dame Madeleine de Valois, femme de Hélié de Sainte-Hermine, sgr de la Laigue. (*Régistre de l'état civil protestant de Niort.*)

Inutile de rappeler que Philippe de Valois était fils de Louise d'Aubigné dont il a été question plus haut. Il eut plusieurs autres enfants parmi lesquels Marthe-Marguerite qui devint Madame de Caylus.

3° (Cy gist Mar) IE DE VIL (le) TTE
(de Va) LLOIS MORTE AV SEIG(neur)
(aagée de) O ANS

Pierre taillée en dos d'âne, mesurant 0 m. 60 c.

Cette Marie de Villette est peut-être Marie-Françoise, autre fille de Philippe de Valois, baptisée le 4 août 1669; parrain, Me Laurent Drelincourt, ministre à Niort, et marraine, Dlle Marie de Nesmond. (*Régistre de l'état civil protestant de Niort.*)

Si saint Pient, évêque de Poitiers à été inhumé à Melle ?

Presque tous les historiens qui ont parlé de la ville de Melle ou de l'évêque Pient ont répété à l'envi que ce saint personnage était mort à Melle et avait été enterré dans l'église Saint-Pierre.

Le premier et le plus ancien de ces auteurs est Jehan Bouchet qui écrivait en 1517.

Or, saint Pient est mort en 564, c'est-à-dire plus de 1300 ans auparavant.

Un témoignage si éloigné des faits n'a pas grande valeur; il ne peut constituer une preuve historique : tout au plus pourrait-il représenter une tradition, si toutefois rien ne s'y oppose.

Mais c'est précisément le cas : deux raisons empêchent d'accepter le récit de Bouchet, même au point de vue traditionnel.

1° Saint Pient n'a pu être enterré à Saint Pierre de Melle, vu que cette église, au *xe* siècle, n'était qu'un oratoire, *oratorium*, lequel venait d'être construit hors de Melle, dans la campagne au milieu des vignes.

Quand même cet oratoire aurait existé au *vie* siècle, il n'est pas croyable qu'il eût reçu la sépulture de saint Pient. Les évêques, à

cette époque, étaient généralement ensevelis avec honneur dans les grandes basiliques monastiques construites auprès des villes épiscopales, et non dans des chapelles champêtres comme aurait été celle de Saint-Pierre de Melle.

2. On a confondu au moyen âge le nom de Melle avec celui de *Maillé*, commune du canton de Maillezais (Vendée), à cause d'une certaine ressemblance qui existe entre eux.

Le souvenir de saint Pient a passé d'une localité à l'autre, comme nous allons voir, et il est resté attaché à Melle qui est un lieu plus connu et plus important.

Au XI^e siècle, en effet, il existait à Maillé une église dédiée à saint Pient, laquelle, à demi-ruinée, avait dû être construite longtemps auparavant.

Maillé aurait donc plus de raison que Melle de revendiquer la sépulture de saint Pient. Et c'est ce que n'ont pas manqué de faire les Vendéens.

Mais Maillé pas plus que Melle ne peut prétendre à l'honneur d'avoir reçu dans son sein les restes de l'évêque de Poitiers.

Car le chroniqueur Pierre de Maillezais qui écrivait en 1070, et qui parle au long de saint Pient, de son origine familiale, de son épiscopat, de sa sainteté, de l'église bâtie en son honneur, Pierre de Maillezais, dis-je, ne parle pas de sa sépulture, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire si ce saint personnage eût été réellement inhumé à Maillé.

Où donc saint Pient a-t-il été enterré?

Il faut recourir au père de notre histoire nationale, à Grégoire de Tours, qui vivait du temps de l'évêque de Poitiers. Voici ce qu'il dit au livre IV chapitre XVIII de son *Histoire des Francs* : « *Denique cum Pientius episcopus ab hac luce migrasset apud Parisios civitatem, Pascentius qui tunc abbas erat basilicae sancti Hilarii, ei successit, ex jussu regis Chariberti...* »

Le sens naturel et obvie donne : « Enfin l'évêque Pient étant mort à Paris, Pascentius, abbé de Saint Hilaire lui succéda par ordre de Caribert. . »

Donc saint Pient est mort à Paris.

Mais admirez l'ingéniosité des savants : l'un d'eux pour échapper à cette conclusion a fait appel à un petit subterfuge grammatical ; il

a imaginé de placer une virgule avant *apud Parisios civitatem*, ce qui change complètement le sens de la phrase et lui fait dire : « Enfin l'évêque Pient étant mort Pascentius abbé de Saint-Hilaire, lui succéda à Paris, par ordre du roi Caribert... »

Le rôle de cette virgule est tout ce qu'il y a de plus arbitraire et de plus fantaisiste pour ne rien dire de plus.

Comme si Grégoire de Tours s'occupait de virgule !

Remercions tout de même ce bon savant du xvii^e s. — Jean Besly, — qui voulait au moyen de sa fameuse virgule, nous doter de la sépulture de saint Pient.

Ce n'est pas tout : il y en a d'autres, plus avisés, qui admettent que saint Pient est mort à Paris, et qui disent ensuite qu'il a été inhumé à Melle.

Nous répétons toujours que cette seconde chose n'est pas possible puisque l'église Saint Pierre n'existait pas à cette époque.

Où donc encore une fois, me demanderez-vous, l'évêque Saint-Pient a-t-il été inhumé ?

Je répondrai que la véritable critique historique ne consiste pas à vouloir tout expliquer ; l'histoire a ses secrets qu'elle tient souvent si cachés qu'il n'est pas possible de les dévoiler.

L'évêque saint Pient est mort à Paris : voilà ce qui est certain. Il n'est pas moins certain qu'il n'a pas été inhumé à Melle, et les Bréviaires de Poitiers et de Luçon qui ont accepté cette erreur demandent à être corrigés de ce chef.

M. Charles Tranchant envoie la communication suivante :

Dans le cas où la Société des Antiquaires de l'Ouest n'en aurait pas encore été informée, je crois devoir lui annoncer que le château de Touffou depuis longtemps en vente et presque abandonné durant cette période, vient de passer, par suite d'un achat récent, aux mains d'un nouveau propriétaire qui paraît très jaloux de conserver ce beau monument et d'y continuer largement les réparations commencées par le dernier possesseur, M. de Cérès.

Le château avec quelques-unes de ses dépendances a été vendu à M. Georges de Vergie aux termes d'un acte reçu le 19 octobre 1897 par MM. Charles Chauveau, notaire à Poitiers et Chéry Roy, notaire à Bonnes.

Situé sur le territoire de la commune de Bonnes, arrondissement

de Poitiers et au bord de la Vienne, le château de Touffou a appartenu successivement, pendant une période plusieurs fois séculaire, à deux familles considérables, depuis le ^{xiii}^e siècle au moins à la famille de Montléon, originaire de Touraine et l'une des familles châtelaines de Chauvigny — depuis le ^{xvi}^e siècle par suite du mariage de Claude de Montléon avec Jean III Chasteigner de la Roche-Posay, à la famille Chasteigner bien connue en Poitou et qui a donné à Poitiers l'un de ses évêques les plus en renom Mgr Henri Louis de la Roche Posay (1611-1651).

Vendu en 1821, par le marquis A. de Chasteigner, le château de Touffou a été aux mains de divers propriétaires dont le dernier a été, je viens de le dire, M. de Cérès, membre d'une honorable et ancienne famille de la région.

Le château se compose de deux parties bien distinctes ; la partie la plus ancienne, le donjon, est un édifice double. Au Donjon primitif de la forme carrée ordinaire on a ajouté évidemment sans très grand intervalle de temps un Donjon semblable formant prolongement.

Ancienne forteresse à l'origine analogue à beaucoup de Donjons de refuge que nous a légués le moyen âge, le Donjon de Touffou a été plus tard percé de grandes fenêtres comme le Donjon de Morthemmer pour servir à l'habitation dans les données modernes.

A côté du Donjon on a élevé à l'époque de la Renaissance de nouveaux bâtiments mieux appropriés aux besoins des nouvelles générations et une belle enceinte avec tours enlaçant tout l'ensemble des constructions. L'une des tours renferme d'intéressantes peintures.

J'aurais été heureux de pouvoir porter cette communication, en personne, devant la Société, afin d'y ajouter plus facilement certains détails mais je me trouve retenu à Paris.

Lectures

M. A. Richard donne lecture d'un travail de réfutation de la notice de M. Lièvre sur les Taifales du Poitou.

M. Faure lit une notice intitulée : *Histoire d'une famille Nior-taise sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV.*

Le R. Dom Besse, des Bénédictins de Ligugé donne ensuite lec-

ture d'un travail intitulé : *Un tentative de réforme monastique à l'abbaye de Fontevrault.*

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Suit la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Publications de Paris

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. LVIII, 4^e livraison. Juillet-août, 1807, Paris, 1897.

Revue historique, t. LXV. Novembre-décembre 1897.

Bulletin monumental, 7^e série, t. II. Paris 1897.

Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques, congrès des sociétés savantes de 1897, in-8.

Revue archéologique, 3^e série, t. XXXI. Septembre-octobre 1897, Paris 1897, V. art. de Salomon Reinhaç: *Statuettes de bronze au musée de Sofia* (Bulgarie).

Revue des études grecques, t. X, n^o 39. Juillet et septembre 1897.

Dictionnaire de géographie universelle de Vivien de St-Martin, supplément, n^o 9.

Le Droit à la vie, n^o du 30 novembre 1897.

Bulletin de la société d'anthropologie de Paris, 1897, 3^e fascicule.

Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, année 1897, septembre et octobre.

Publications des départements

Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, 4^e série, tome VI. Chambéry, 1897, in-8^o.

Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 2^e série, 1897, n^o 7, juillet.

Mémoires de la Société des Antiquaires de la Morinie, t. XXIV, 1897-1898.

Le monde des Plantes, n^o 97, 1^{er} décembre 1897.

Mémoires de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers, t. III, 1894-1895.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochecouart, t. VII, n^o 4.

Publications poitevines et de l'Ouest

Catalogue mensuel de M. Clouzot nos 337 et 338.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, t. XIX. Année 1897, n° 3, juillet-août-septembre.

Revue Poitevine et Saumuroise. N° 4, novembre 1897. V. Art. : De l'origine des poètes et historiens poitevins, J. Bouchet, de Sainte-Marthe.

Bulletin de St-Martin — Décembre 1897.

Publications de l'Etranger

Boletin de la Real Academia de la Historia t. XXXI. Guaderno, V. novembre 1897.

Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles. t. XI, livraisons 2 et 3, de 1897.

Le Belge, n° du 15 décembre 1897.

Bulletin de la Société d'Archéologie de Gand. 5^e année, n° 6.

CHANTOCEAUX ET LES TIFFAILLES

M. Lièvre, bibliothécaire de la ville de Poitiers, vient de me prendre à partie dans un article sur Austrapius et les Taifales du Poitou, inséré dans le Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest du 2^e trimestre de 1897, auquel il a donné ce sous-titre : « Examen de l'opinion de M. Richard sur la *Theiphalia* et le « *Sellense Castrum*. » Cette opinion avait été exposée par moi tout au long dans un Mémoire paru dans le Bulletin de la même Société du 1^{er} trimestre de 1897 sous ce titre : « Les Taifales, la « Theifalie et le pays de Tiffauge. » Ce mémoire n'était au surplus que la mise au point d'un travail sur ce sujet, préparé depuis plusieurs années en vue d'une publication, qui ne s'est pas faite, dans le Bulletin de la faculté des lettres de Poitiers et qui sommeillait dans mes cartons à côté de bien d'autres. Il en fut tiré à la suite de la publication dans le Bulletin de géographie du Ministère de l'Instruction publique, année 1896, d'un article de M. Lièvre, intitulé simplement : « Les Taifales du Poitou », et qui avait fait précédemment l'objet d'une lecture aux réunions de la Sorbonne. Nous étions d'un avis absolument contraire, et j'eus soin d'en informer mes lecteurs, en plaçant cette note en tête de mon Mémoire : « Les conclusions de notre savant confrère et ami différant totalement de « celles que nous avons exposées dans les conférences d'Histoire du « Poitou faites par nous à la Faculté des lettres de Poitiers en 1888 « et en 1892, quelques-uns de nos bienveillants auditeurs nous ont « demandé, dans l'intérêt de la question, de vouloir bien les mettre « au jour. Nous déférons à leur désir, en nous contentant d'ajouter « à notre travail primitif quelques références à de nouvelles publications. »

Cette façon d'agir n'a pas eu le don de plaire à mon confrère; il aurait voulu que j'eusse engagé avec lui une polémique, lui donnant des coups, en recevant d'autre part, employant en un mot ce qu'il appelle les moyens ordinaires pour faire prévaloir une manière de voir. « Directe et franche, dit-il, la discussion entre nous n'aurait pas pour cela cessé d'être courtoise et amicale. » En est-il bien sûr et peut-il affirmer que dans l'ardeur de la lutte le coup qu'il aura porté aura été lancé avec toute la délicatesse possible? Et si sa main s'est égarée, si ce coup est donné en dehors de ceux que les règles du tournoi autorisent, il pourra peut-être regretter la blessure qu'il aura faite, mais celle-ci n'en existera pas moins.

A cette lutte, si courtoise qu'elle fût, j'ai toujours préféré l'emploi d'un autre procédé: celui qui consiste à prendre le public pour juge du différend, à exposer franchement son sentiment sur un sujet donné, à mettre en lumière les arguments favorables que l'on possède, à prévoir les objections qui peuvent nous être faites et à les réfuter d'avance. L'homme disparaît, les idées seules sont en présence, et si parfois j'ai dû m'écarter de cette règle de conduite je puis dire que c'est parce qu'il m'était impossible de faire autrement. Procédé pour procédé, je trouve le mien préférable et je continuerai à en user, mais je dois le mettre de côté aujourd'hui. Me voici, en effet, à mon corps défendant, forcé de prendre un fleuret en main et de m'escrimer contre mon vieil ami, à qui je dois prouver que quand je suis provoqué je ne me refuse pas à toute discussion; en me mettant en garde, j'ai l'intime espoir qu'il s'est parfois decouvert, et si je le boutonne, il ne s'en prendra qu'à lui.

Pour ne pas, suivant le système adopté par certains polémistes, embrouiller les questions afin de se ménager beau jeu, je vais suivre pas à pas mon adversaire, en sorte que les témoins de la lutte n'aient qu'à prendre chaque page de son texte divisé en forme de questionnaire, et avant de passer à une nouvelle interrogation ils trouveront mes réponses à la première. Je ne m'étendrai pas plus longuement sur ce qui constitue l'avant-propos de son Examen, soit une page entière consacrée à la critique de la formule adoptée par moi pour ma publication, à laquelle il me semble avoir suffisamment répondu, et j'entre comme lui dans le vif de la question.

Après avoir annoncé qu'il va discuter à son tour dans le Bulletin

de la Société des Antiquaires de l'Ouest le problème des Taifales du Poitou, il continue en ces termes : « Voici d'abord les textes », et il publie *in extenso* trois documents, empruntés, l'un à la Notice des dignités de l'Empire Romain, les deux autres à Grégoire de Tours; puis il continue : « A ces textes, ... M. Richard en ajoute « un quatrième... auquel il est seul à attribuer quelque valeur. » Et il ne le reproduit pas.

Voici un procédé de discussion bon à noter. Pourquoi ne pas mettre complètement sous les yeux du lecteur tous les termes du litige ? Il n'en aurait pas coûté beaucoup à M. Lièvre de donner ce texte, emprunté à la chronique de Julius Florus et qui ne contient qu'une ligne. Mais voilà, comme ce passage sert de complément au récit de Grégoire de Tours sur l'évêque Austrapius et vient en préciser les termes, il n'aurait pas manqué d'exercer une certaine impression sur l'esprit du lecteur et aurait pu le mettre en garde contre les affirmations successives qu'il contredisait d'avance, ce que l'on ne voulait pas. Aussi le traite-t-on dédaigneusement, et comme il n'était pas possible de le passer sous silence, le renvoie-t-on à une note placée à la fin du Mémoire, car à le supprimer totalement il n'y fallait pas songer. Or ce texte méprisé, ce n'est pas « quelque valeur que nous lui attribuons », mais bien la plus grande importance, comme on le verra quand le moment sera venu de s'occuper spécialement de lui.

Après ce premier exposé, M. Lièvre continue ainsi : « Maintenant « voici, en substance, l'opinion de M. Richard. Au commencement « du v^e siècle les Taifales étaient disséminés par groupes aux environs de Poitiers; puis au milieu du vi^e on les trouve, à trente « lieues de là, réunis à Tiffauges, en Bas-Poitou. Quant à Austrapius, dont les démêlés avec eux font supposer qu'ils étaient voisins, il résidait à huit lieues de Tiffauges, sur la rive gauche de la « Loire, à Chantoceaux, érigé pour lui en évêché. »

Il est regrettable qu'à la suite de l'exposé de mon opinion M. Lièvre n'ait pas cru devoir nous faire connaître aussi brièvement la sienne; nous en sommes réduit à l'extraire des deux pages assez peu précises qu'il consacre à sa conclusion. La voici :

Au iv^e siècle les Taifales furent établis en troupe compacte sur une lande d'environ cinq lieues de long sur trois lieues de large,

s'étendant entre Poitiers et la Gâtine. Ils s'y trouvaient encore au ^{vi}^e siècle. A cette époque ils eurent maille à partir avec un ancien duc franc, Austrapius, devenu évêque, lequel, en attendant l'évêché de Poitiers qui lui avait été promis, s'était installé sur son domaine de Celle-l'Évêcault, contigu au territoire des Taifales, et fut tué par eux dans une sédition.

Nous ne nous appesantirons pas sur les profondes divergences qui existent entre la manière de voir de mon contradicteur et la mienne. Pour lui les Taifales, venus en Poitou au ^{iv}^e siècle, n'ont pas quitté les environs de Poitiers, moi je les retrouve au ^{vi}^e siècle, à Tiffauge; il fait d'Austrapius « un évêque sans diocèse », je le considère comme ayant joui de toutes les prérogatives épiscopales; il lui donne comme résidence Celle-l'Évêcault à 5 lieues et demie de Poitiers, je le place à Chantoceaux à environ 34 lieues de cette ville.

Ces préliminaires bien établis nous allons procéder à l'examen minutieux, à la critique si l'on veut, de chacun des paragraphes du mémoire de mon confrère, suivant l'ordre des rubriques qu'il leur a données, au nombre de cinq.

1^o *Les Taifales aux environs de Poitiers.* — Selon M. Lièvre, jusqu'à l'année dernière, l'opinion courante était que dès l'origine les Taifales avaient été cantonnés à Tiffauge. Il aurait fait alors « entendre une voix discordante » et « Notice en main, déclaré cette « thèse insoutenable ».

Dans cette assertion, si nettement exprimée, il n'y a qu'un fait exact, c'est que son auteur attaqua à son tour une opinion soutenue surtout par des écrivains étrangers au Poitou, mais contre laquelle les travailleurs de la province s'étaient depuis longtemps élevés. Nous ne les citerons peut-être pas tous, mais nous allons en donner une liste par ordre de date qui montrera l'inanité de la légende que l'on voudrait faire naître. Il y a près de quarante ans, un numismate bien connu, M. Rondier, publia dans le journal *le Mellois*, n^o du 30 janvier 1859, un long article intitulé: *Postes militaires romains dans l'arrondissement de Melle*. Or cet article est uniquement consacré à fournir la preuve de l'existence de postes taifales dans la partie sud-est du département des Deux-Sèvres. « Presque jusqu'à présent, dit M. Rondier (car il cite une opinion « antérieure à la sienne), on n'avait trouvé de preuve de leur éta-

« blissement ou de leur colonisation en Poitou qu'à Tiffauges, département de la Vendée, dont le nom rappelle celui de ces Barbares, « mais on n'a pas assez remarqué que cette Notice de l'Empire indique que seulement à Poitiers la résidence du préfet des Taifales et des « Sarmates,... que ces soldats devaient être établis en vigie sur divers points de notre pays,... que ces lieux pourront être reconnus « lorsqu'ils offriront en même temps une position stratégique et un « nom qui rappelle ces étrangers. » Nous arrêterons là cette citation qui est absolument suggestive et nous arriverons à l'année 1864. A cette date, notre ami Gouget, archiviste des Deux-Sèvres, publia dans le *Bulletin de la Société de Statistique* de ce département, 1^{er} trimestre de 1864 (p. 26), un article des plus intéressants sous ce titre : *Des fortifications passagères dans l'ancien Bas-Poitou à l'époque romaine*. Nous n'en citerons que cette phrase : « On rencontre « quelquefois dans les Deux-Sèvres, au point où selon mon système « on devrait trouver un châtelier, une fortification pareille qui porte « le nom de sa garnison, taifale, maure, africaine ou sarmate. » Ce mémoire frappa vivement les jeunes travailleurs et j'étais du nombre, mais avant que mon opinion se soit produite, apparut celle de mon regretté ami, B. Ledain, qui, dans sa *Géographie historique et monumentale*, parue en 1876, appliqua à ce pays (pp. 18 à 21) la théorie de Gouget et ajouta quelques noms à ceux cités par ce dernier. Il reprit ensuite cette thèse qu'il amplifia considérablement et en fit l'objet d'un mémoire qu'il lut au Congrès de la Sorbonne, le 15 avril 1884, sous ce titre : *De l'origine et de la destination des camps romains dits Châteliers en Gaule et principalement dans l'Ouest*. Or dans ce mémoire, publié en 1885, après avoir emprunté à la Notice des dignités ce qui se rapporte à la répartition des troupes barbares dans les provinces de la Gaule, il dit (p. 39) : « Si nous examinons « quelque peu les campements des Taifales en Poitou, nous en trouvons sur tous les points de la province, au Nord, à l'Ouest, à l'Est, « aussi bien qu'au Sud et au Centre. » Suit une énumération sommaire de ces campements taifales, donnée avec plus de détails pour chacun des départements du Poitou aux pages 57, 66 et 68 du Mémoire. Notre tour arriva enfin et en 1888, dans une de nos conférences d'histoire du Poitou, nous avons dit que des postes taifales étaient établis aux environs de Poitiers et nous en avons donné

l'indication, soit trois fournis par le Dictionnaire topographique de la Vienne de Rédet, un par le cartulaire de Saint-Cyprien, édité par le même, et deux par les cartulaires de la Châtille et de Saint-Maixent, édités par nous. En y ajoutant Tiffauge, nous nous sommes trouvé réduire à sept le nombre des résidences taifales qui nous paraissaient absolument prouvées.

Il nous a paru utile de faire ce relevé pour établir que les historiens poitevins n'ont pas attendu le mémoire de M. Lièvre, paru en 1896, pour affirmer que les Taifales avaient eu dans notre province d'autre résidence que Tiffauge en Bas-Poitou.

Ce que mon contradicteur dit et soutient, c'est que les noms de lieux que j'ai retenus dans les énumérations de mes prédécesseurs et dont le type latin est *Tiphalia* et le français Tiffaille, ne s'appliquaient pas aux Taifales. Il se refuse à admettre que les « dénomi-
« nations laissées par chacun de leurs petits groupes soit à un ha-
« meau, soit à l'emplacement de leurs huttes ou à leurs champs, au-
« raient ainsi survécu pendant des siècles et même jusqu'à nous, tan-
« dis que, à la même époque, des bourgades en grand nombre, des
« villes même ont disparu sans que l'endroit où elles furent ait con-
« servé leur nom ? Qui sait aujourd'hui comment s'appelait la ville
« dont le P. de la Croix a déblayé les ruines près de Sanxay ? Un
« tènement de deux ou trois champs sur les confins du Berry aurait,
« comme lieu dit, gardé le souvenir de l'occupation taifale pendant
« au moins huit cents ans, alors que dès la fin des temps mérovin-
« giens le Vieux-Poitiers, dans les mesures duquel les princes Francs
« signaient encore des traités ou délivraient des chartes, avait ou-
« blié que son vrai nom était Briva ». Cette citation est longue, mais
l'objection est si spécieuse qu'il nous a fallu la produire tout en-
tière afin que l'on saisisse bien notre réponse ; nous ne sommes
même pas au bout, car on lit encore plus loin : « Aussi bien, fau-
« drait-il admettre que ce phénomène de conservation (qualifié plus
« haut de rare et d'étonnant) serait particulier aux noms Taifales.
« Il y a eu en Gaule de nombreuses colonies de Barbares, surtout
« de Sarmates ; ni en Poitou, ni ailleurs ces Sarmates n'ont laissé,
« que nous sachions, leur nom ni à un village, ni à un champ, et seuls
« les Taifales auraient imposé le leur non pas à un endroit, mais à
« une demi-douzaine de lieux différents ! Chez nous ont existé aussi,

« non de petites colonies, arrivées tard et vite absorbées, comme les « Sarmates ou les Taifales, mais des peuplades indigènes, dont le « nom depuis le temps des Romains s'est effacé au point qu'on ne « sait plus aujourd'hui où les chercher. » Il y a bien des choses à relever dans cette longue citation, certaines même mériteraient une discussion spéciale, mais il faut nous borner et touchant légèrement les arguments externes qui viennent d'être invoqués, nous appesantir surtout sur les Taifales, dont nous nous éloignons singulièrement.

M. Lièvre trouve que c'est « un phénomène rare et étonnant » de voir le nom des Taifales survivre pendant des siècles et arriver même jusqu'à nous tandis que « des villes ont disparu sans que l'endroit « où elles furent ait conservé leur nom ». Mais, lui répondrons-nous, ce phénomène a tort de vous surprendre; jetez les yeux autour de vous, étudiez la nomenclature géographique d'une région et, partant de l'époque actuelle, vous y rencontrerez des noms qui remontent à des temps sur lesquels règne une obscurité complète. Combien existe-t-il de cours d'eau, de montagnes, de curiosités naturelles qui portent des appellations dues à des peuples dont on ignore le nom et à qui la science actuelle attribue vaguement ceux de Ligures, d'Ibères, etc. De plus, un grand nombre de localités ne sont-elles pas désignées par des dénominations absolument celtiques, c'est-à-dire, antérieures aux Romains ou données à une époque où le langage des Gaulois était encore usuel. Enfin d'autre part, ne voit-on pas, même aux temps modernes, s'effacer le souvenir d'endroits qui ont dans l'histoire une grande notoriété. Pendant combien d'années a-t-on ignoré l'emplacement du domaine de Maupertuis, qui a donné son nom à la funeste bataille de 1356, et n'a-t-il pas fallu que mon prédécesseur, M. Rédet, pour arrêter toute discussion à ce sujet, tirât des archives du Grand-Prieuré d'Aquitaine des chartes établissant qu'à la fin du x^v siècle ce nom avait été changé en celui de La Cardinerie. Pourquoi, dans un naufrage, des objets sont-ils engloutis, tandis que d'autres qui devraient plutôt disparaître viennent à surnager? c'est un secret de la nature qu'il est difficile d'approfondir et que l'on doit se borner à constater.

Pour ce qui est des Taifales, nous affirmerons d'abord que les lieux qui ont conservé leurs noms n'étaient pas de simples champs

ou l'emplacement de huttes, édifiées en enfonçant quelques piliers de bois dans la terre, leurs demeures étaient plus durables, soit qu'elles se composassent d'habitations en pierre, soit qu'elles fussent circonscrites dans un camp. Ces Gentils, devenus les soldats des armées romaines, n'avaient pas la condition misérable des colons qui cultivaient péniblement la terre autour d'eux et à laquelle n'auraient su s'astreindre les vétérans qui, au déclin de leur carrière, venaient reprendre leur place sur le sol qui leur avait été primitivement concédé. Une étude attentive des territoires dont le nom rappelle le séjour des Taifales confirmera assurément nos dires : nous pouvons déjà l'affirmer pour les Tiffalières de Liniers, et pour la Tiffaille d'Ingrande, qui n'était déjà plus qu'un tènement en 1244. Ce tènement a depuis totalement perdu son nom, et il est aujourd'hui désigné sous l'appellation significative de Chirons ; il y a quelques années, ces chirons, qui existaient encore à la surface du sol, ont été défrichés, on en a enlevé les gros matériaux, pierres, briques, etc., pour paver les chemins environnants, mais il reste encore assez de débris sur leur emplacement pour témoigner de l'importance de l'établissement. Nous ajouterons même qu'après un examen attentif de ces débris, des tessons de poterie semés sous nos pas, nous avons reconnu qu'ils appartenaient tous à cette basse époque où la poterie commune est seule en usage et que l'on n'y trouve pas de la poterie rouge dite samienne, ni de cette belle poterie noire vernissée dont la présence est le témoignage de l'existence d'une localité dans nos régions pendant les trois premiers siècles de notre ère ; or les Taifales n'y ont été établis qu'au quatrième.

Dans le même paragraphe, M. Lièvre lance une affirmation qu'il me paraît urgent de démentir. « Il y a eu en Gaule, a-t-il dit, de nombreuses colonies de Barbares, surtout de Sarmates, ni en Poitou « ni ailleurs ces Sarmates n'ont laissé que nous sachions leur nom « ni à un village ni à un champ. » Si les Sarmates, à ce qu'il nous semble du moins, n'ont pas laissé de trace en Poitou, il est à croire que leur personnalité se sera effacée devant celle des Taifales, sans doute plus nombreux qu'eux, mais il en a été autrement dans une région où seuls ils étaient cantonnés, l'Autunois, où un savant historien a relevé un grand nombre de localités qui ont perpétué leur souvenir. Sur ce point nous renvoyons M. Lièvre à la remarquable

étude de M. Bulliot, *Essai sur le système défensif des Romains dans le pays Eduen*, 1856.

Passons maintenant deux lignes; cette fois notre contradicteur va se donner un démenti à lui-même. « Chez nous, dit-il, ont existé « aussi, non de petites colonies, arrivées tard et vite absorbées, comme les Sarmates ou les Taifales. » Arrêtons-nous sur le mot absorbées, qu'il emploie. Il admet qu'au iv^e siècle Rome introduisit elle-même les Barbares par petits groupes dans l'Empire et qu'un de ces groupes étaient les Taifales. Or, plus de deux siècles après, aux abords du vii^e, ceux-ci formaient encore en Poitou une nationalité distincte. Ce fait est attesté par Grégoire de Tours, qui écrivant vers 580 la vie d'un de ses contemporains, saint Senoch, dit qu'il était de race Taifale, *gente Theiphalus*, originaire du pays que l'on nommait la Taifalie, *Pictavi pagi quem Theiphaliam vocant oriundus fuit*. Il nous suffit de renvoyer à ce texte, publié par M. Lièvre lui-même en tête de son écrit, pour rejeter dans le néant cette rapide absorption des Taifales, amenée en ce lieu pour les besoins de la cause.

Il semblerait que tout devrait être dit sur la première division du Mémoire de mon contradicteur. Il n'en est rien. Emporté par l'ardeur de la discussion et par son désir de me trouver en défaut il en arrive, après avoir lancé les affirmations dont je viens de démontrer le peu de fondement, à m'attribuer une lourde faute, je dirai plus une faute volontaire, ce qui est grave. Il se trouve imputer à Rédet une erreur, et à moi il me reproche une omission dont j'aurais tiré parti dans ma discussion, faits l'un et l'autre erronés, car la faute imputée à Rédet c'est lui qui la commet, et au lieu de l'omission qu'il incrimine chez moi il se rend coupable d'une confusion de textes. Irai-je lui dire, à son exemple, qu'il a volontairement mis en cause Rédet et moi pour s'assurer un triomphe écrasant aux yeux de ses lecteurs, non, je serai plus prudent que lui, je lui dirai simplement qu'il s'est trompé.

Rédet, dans son précieux Dictionnaire topographique du département de la Vienne, indique, page 409, les deux localités suivantes: TIFFALIÈRES (LES), hameau, commune de Liniers; TIFFOLIÈRES (LES), hameau, communes de Liniers et de Bonnes, dont les articles sont séparés l'un de l'autre par celui consacré à la Tiffannelière. A la

suite de chacun des noms actuels de ces localités, il relève, comme d'ordinaire, leurs formes anciennes; celles-ci, pour l'un et l'autre nom, sont totalement distinctes, le premier ayant pour plus ancienne forme la Tuffaillière en 1324, le second les Touffoulères en 1439. Dans la liste des six points du Haut-Poitou que nous considérons comme ayant authentiquement conservé le nom des Taifales nous avons admis les TIFFALIÈRES, dont le nom au singulier ne peut être autre que la Tiffaille, comme le prouve l'article consacré par le Dictionnaire à la Haute et à la Basse Tiffaille (commune de la Chapelle-Montreuil) qui, en 1716, s'appelaient la Tiffaillière, mais par contre nous avons écarté la Tiffannelière que nous avons dit par ailleurs être issue du nom d'homme Tiffanneau, aliàs Épiphané, et les Tiffolières qui, d'après les textes, dérivait par trop manifestement de Touffou. Qu'a fait M. Lièvre ? Emporté, comme nous l'avons dit, par son ardeur de polémiste, il n'a vu qu'une chose, c'est que dans la commune de Liniers Rédet mentionnait deux localités qui ont à peu près le même nom. Il en a conclu que Rédet leur avait consacré à tort deux articles distincts, et les mélangeant en un seul il s'écrie triomphalement : « Mais voici ce que n'a pas dit « M. Richard, ... c'est que ce village des Tiffalières, qui a bien une « ou deux maisons dans Liniers, est pour la majeure partie dans « Bonnes et à dix-huit cents mètres du château de Touffou, dont « il a dépendu. Or il est nommé les TOUFFOULÈRES en 1439, les « Touffolières en 1455, les Touffoulières en 1456. Je trouve ces indications dans le Dictionnaire topographique de Rédet, où mon « honorable contradicteur a pris aussi les siennes : aurait-il craint, « en nous les donnant lui-même, de nous mettre sur la voie d'une « étymologie moins douteuse que celle qu'il préconise ? »

La conclusion est raide et aurait lieu d'étonner tous ceux qui sont au courant de mes procédés de travail, si, comme je l'ai dit plus haut, elle n'était le résultat d'une méprise profonde, d'une confusion commise par mon contradicteur, je pourrais dire mon adversaire, étant donné l'insinuation dont il l'accompagne. En effet il confond les Tiffalières, hameau campé sur les reims de la forêt de Moulière, qui sont à 12.500 mètres de Poitiers, à 4 400 mètres des Tiffolières et à 6.500 mètres de Touffou, avec ces mêmes Tiffolières qui se trouvent à 17.700 mètres de Poitiers et à 2.000 mètres

seulement de Touffou ! Or de cette erreur de sa part il tire la conclusion que l'on vient de lire. Inutile de rien ajouter.

2° *Les Taifales en Haut-Poitou étaient-ils disséminés ?* — Avant d'aborder le fond de cette question, M. Lièvre croit devoir me prandre encore à partie. Il faut qu'il ait attaché à mon Mémoire une bien grande importance pour l'avoir épluché comme il l'a fait, pour aller jusqu'à relever des négligences de rédaction : le procédé n'est pas fait pour me déplaire, car il me permet de compléter des démonstrations que j'avais souvent trop brièvement exposées. Après avoir dit que l'existence des Taifales en Poitou était constatée à la fin du iv^e siècle par un document officiel, la Notice des dignités de l'Empire, j'ajoutais : « On y trouve en effet ce passage dans le chapitre des garnisons de la Seconde Aquitaine : *Prefectus Sarmatarum et Taifalarum gentilium Pictavis in Gallia.* » Est-ce que cette citation latine serait inexacte ? Non point. Ce qui m'est vertement reproché c'est la phrase précédente : « Il faut qu'au moment où il a écrit cela, mon ami ait eu une bien grosse distraction. Le chapitre dont il s'agit... comprend l'énumération d'une cinquantaine de préfets et de tribuns, qui ont des commandements en Italie, en Gaule ou en Espagne, et dont six sont chargés d'administrer les Gentils cantonnés en Gaule. De garnisons et d'Aquitaine il n'est nullement question. » Je reconnais que le mot garnison ne se trouve pas dans le texte de la Notice, mais si mon ami Lièvre préfère que, pour désigner les lieux où étaient placés les Gentils commandés par les préfets et les tribuns, j'emploie le mot de cantonnements, je ne demande pas mieux, bien que d'autres écrivains, et de plus notables que moi, particulièrement E. Desjardins, dans sa *Géographie de la Gaule* (t. III, p. 500), aient employé ce mot pour désigner la chose.

Seulement je demanderai à mon contradicteur où il a vu que dans le chapitre XL de la Notice des dignités, dont il est ici question, il n'est pas parlé de l'Aquitaine ? Qu'il le lise avec soin, comme il y invite lui-même, car il insiste plus loin en disant encore « quoi-que dans ce document il ne soit parlé ni de garnisons ni d'Aquitaine » et il verra qu'un autre corps de barbares était placé à Clermont, dans la première Aquitaine. Sur ce point le texte de la Notice est bien précis : *Præfectus lætorum gentilium Suevorum Arvernos Aquitanicæ primæ* (Notitia, éd. Böcking, t. II, p. 120). Je pourrais

donc plaider les circonstances atténuantes, en faisant remarquer que celui qui m'attaque lance de son côté une affirmation tout à fait inexacte, mais je préfère lui dire comment il se fait qu'il a pu trouver sous ma plume la phrase qui le choque, cela m'amènera à répondre à une imputation vaguement déguisée qu'on peut lire à la première page de son écrit. J'avais dit que mon Mémoire sur les Taifales n'était que la mise au jour des conférences que j'avais faites à la Faculté des lettres de Poitiers; or il a de la peine à dissimuler son doute à ce sujet : « Écrit avant, mais publié après le « mien, son mémoire ne se présente pas moins comme en étant une « réfutation anticipée. Il n'y a, assure-t-il, rien changé, et sans cet « avertissement, rélégué dans une note, on ne se douterait guère en « effet qu'il a lu ma modeste production. » Il en est pourtant ainsi que je l'ai dit. Lorsqu'au mois de février 1888 je parlai pour la première fois des Taifales dans une de mes conférences, j'empruntai le texte sur lequel je m'appuyais à Dufour, *De l'ancien Poitou et de sa capitale*, page 109, qui le donnait en note avec un renvoi minutieux à l'édition de Panciroli. Ce texte avait été reproduit par de la Fontenelle de Vaudoré et de nombreux auteurs poitevins et je n'avais nul motif de douter de son exactitude absolue et de croire que Dufour avait remplacé les deux mots : *in Gallia*, par ceux-ci : *in provincia Aquitania II*; cela était du reste suffisant pour une conférence, mais quand il s'est agi de publier mon Mémoire j'ai vérifié la citation sur une bonne édition de la *Notitia*, celle donnée par Böcking à Bonn (1839-1853, t. II, p. 122), et j'en ai reproduit scrupuleusement le texte en faisant même remarquer qu'il présente une variante avec celui de Panciroli par l'adjonction du mot *gentilium* après celui de *Sarmatarum*. Seulement, en faisant la citation, j'oubliai de corriger le texte de ma première rédaction qui se trouvait par suite en désaccord avec la citation latine qui la suivait immédiatement, grâce à l'adjonction de ces mots « d'Aquitaine seconde », lesquels, bien que ne se trouvant pas dans le corps de la Notice, n'en étaient pas moins rigoureusement exacts. Voilà la vérité.

A ce propos nous nous sommes demandé pourquoi l'auteur de la Notice a employé cette désignation générale de *Pictavis in Gallia*, lorsqu'il parle de Poitiers, tandis que pour Clermont il avait précisé la situation de cette cité en disant : *Arvernus Aquitanicæ primæ?*

Il est fort probable qu'il avait en vue une autre cité, dont le nom avait beaucoup de rapport avec celui de Poitiers, celle de Padoue, *Patavi*, dont la préfecture est ainsi relatée dans la Notice: *Præfectus Sarmatarum gentilium Patavi* (Id., p. 121), et qu'il voulait éviter une confusion possible entre elles deux. Enfin j'ajouterai que pour la rédaction de mes cours sur le Poitou Gallo-Romain, j'empruntais beaucoup à la *Gaule Romaine* d'E. Desjardins, et que dans le cas présent il me fit totalement défaut, car le savant géographe ayant sauté dans son énumération des commandements militaires de la Gaule un paragraphe entier de la Notice, dans lequel se trouvent les passages relatifs aux six préfets des Sarmates de la Gaule et en particulier à celui de Poitiers (Ed. Böcking, p. 122), la même lacune se trouve dans sa belle carte militaire, sur laquelle Poitiers n'est pas marqué et où la Seconde Aquitaine est restée vierge de tout nom.

On trouvera peut-être un peu longue cette rectification, mais aussi pourquoi mon contradicteur a-t-il été relever une chose si secondaire et qui, au point de vue de l'histoire, n'implique aucune erreur de ma part; cela m'a amené à en signaler chez lui et chez d'autres. Il y avait consacré toute la première partie de ce paragraphe; la seconde, à laquelle nous passons, a pour objet de fournir « la preuve que la colonie poitevine (des Taifales) était de celles « qui vivaient réunies sur une seule et même concession de terres « et n'était pas dispersée, comme le croit M. Richard, » a-t-il soin de dire en terminant. Assurément je le crois, malgré la preuve qu'il prétend apporter et qu'il tire du texte du chapitre XL de la Notice des dignités. « Dans le cas où les colons sont disséminés, ajoute-t-il, la Notice ne manque pas de nous en avertir. » Et il cite les gentils Lètes Lingons dispersés dans la Belgique première, les Sarmates de la Pouille et de la Calabre, les Sarmates dispersés depuis Chora jusqu'à Paris, etc., enfin il met en opposition avec ces noms le texte de la Notice se rapportant aux Taifales du Poitou, qui ne comprend que ces trois mots, *Pictavis in Gallia*. « Si les Gentils établis en « Haut-Poitou, dit-il, y avaient été disséminés sur un territoire de « 25 lieues de long, la Notice l'eût constaté en se servant de l'une « des formules ci-dessus, et nous y lirions les Taifales du Poitou, « les Taifales de la région poitevine, les Taifales qui sont au milieu « des Poitevins, ou plus explicitement encore les Taifales dispersés

« en divers lieux du Poitou. Au lieu de cela elle nous dit : Le préfet des Gentils qui sont à Poitiers, de même qu'elle dit ailleurs : les Gentils qui sont à Autun. »

Nous ne nous amuserons pas à insister plus qu'il ne faut sur la contradiction dans laquelle M. Lièvre tombe plus loin. D'un côté, il veut en effet donner au mot *Pictavis* un sens absolu, la ville de Poitiers, et non pas le territoire poitevin, tandis que, d'autre part, il se prononce en sens contraire en disant « comme on ne saurait admettre qu'une colonie agricole est dans une ville, il faut entendre qu'elle est dans le voisinage immédiat ». Et à cette phrase il ajoute cette conclusion inattendue : « Il faut donc en donner le démenti à la Notice ou convenir que les Taifales vivaient alors réunis sur une même concession. » Ceci est de trop ; la Notice ne parle jamais des concessions faites aux Lètes et aux Gentils, elle se contente de désigner sommairement leur résidence, tantôt par un seul mot, qui est généralement le nom d'une cité : *Atrebatibus*, *Arvernorum*, *Pictavis*, *Lingonas*, et quelquefois celui d'une localité de moindre importance : *Fano Martis*, *Epuso* ; d'autres fois elle indique que les Barbares sont répartis dans deux cités : *Apuliae et Calabriae, per Brutios et Lucaniam* ; il lui arrive aussi de préciser un peu plus : *per diversa dispersorum Belgicae primae* ; à *Chora Parisius usque* ; *inter Remos et Ambianos* ; enfin une fois, une seule, on rencontre une indication formelle : *Præfectorum latorum Lagensium prope Tungros Germaniæ secundæ*.

Arrêtons-nous sur ce passage. Parmi les exemples cités par mon contradicteur pour faire échec à mon système de cantonnement des Taifales, il a omis de mentionner celui-ci ; il est pourtant bien topique et il aurait dû le signaler en première ligne, mais il avait l'inconvénient de ruiner son système aussi bien que le mien et alors qu'a-t-il fait ? il l'a passé sous silence ! Pourquoi le mot *prope* n'aurait-il pas été employé par la Notice aussi bien pour Poitiers que pour Tongres ? Que signifie *prope* dans le texte qui vient d'être reproduit, sinon le « voisinage immédiat » d'une ville ; or du moment que ce mot *prope* n'est pas attaché à celui de *Pictavis*, dans le texte de la Notice, que ce texte n'ajoute au nom de cette ville aucune indication complétive, si comme le dit M. Lièvre il ne faut pas en donner le démenti à la Notice, on ne peut tirer de ce passage :

Præfectus Sarmatarum Gentilium et Taifalorum Gentilium Pictavis in Gallia, autre chose que ceci : Le préfet des Gentils Sarmates et des Gentils Taifales, à Poitiers en Gaule (Böcking, t. II, p. 122). Il ne saurait plus en effet être question du cantonnement des Taifales, soit qu'ils aient vagué, comme il le dit plus loin, sur un territoire de 5 lieues de longueur et dont le centre serait à 4 lieues de Poitiers, soit qu'ils aient été établis, comme je l'ai indiqué, sur des points divers distants de 3 lieues $\frac{1}{2}$ à 15 lieues de cette ville.

Ce que nous devons dire l'un et l'autre, c'est que nous ne savons pas dans quelles conditions ces Gentils avaient été installés sur les terres de l'Empire; celles-ci pouvaient varier suivant la nature des corps, leur nombre, le genre du service qui leur incombait; étaient-ce des garnisons ou des colonies militaires, ou bien ces corps avaient-ils un caractère mixte? Nous n'en savons rien au juste, mais selon ma manière de voir les Sarmates de l'Autunois, les Taifales du Poitou, transplantés en assez grand nombre dans ces régions, devaient avoir le caractère de colonies militaires. C'est aussi ce que pense M. Lièvre, qui se trouve être d'accord avec moi pour ne pas, quoiqu'il en dise, donner au texte de la Notice un sens absolu. Il est inutile d'ajouter qu'il est encore bien moins question de la supposition toute gratuite et sans fondement qu'il lance en avant « que les Taifales vivaient, réunis sur une seule et même concession! En se refusant hautement à admettre l'identification du nom des Taifales avec les Tiffailles, qui est pour moi l'indice que le texte de la Notice ne doit pas être pris à la lettre et qu'il faut étendre le sens du mot unique *Pictavis* qu'il contient, M. Lièvre, sans s'en apercevoir, se ferme le seul argument à opposer à ceux qui voudraient donner à *Pictavis* un sens absolu et placer les Taifales en garnison dans cette ville.

3° *Les Taifales ont-ils quitté les environs de Poitiers pour aller se fixer en Bas-Poitou?* — Mon contradicteur n'est pas content que j'aie abandonné « la vieille opinion qui plaçait les Barbares à Tiffauges dès leur arrivée, » il y aurait assurément trouvé matière à critique, mais il trouve que mon opinion nouvelle « soulève les mêmes objections, augmentées de quelques autres ». J'ai dit en effet qu'il est possible que les Taifales aient été installés dès leur transplantation en Poitou dans le pays de Tiffauge, mais que cette ins-

tallation n'aurait eu primitivement que le caractère d'un poste du genre de ceux que j'ai signalés autour de Poitiers, et que, postérieurement au ^v^e siècle, ils se seraient, sous l'empire de la nécessité, groupés en corps de nation dans le Bas-Poitou. « De cet exode, dit M. Lièvre, il n'est question nulle part, M. Richard en convient; ses causes, il les ignore; sa date, il ne la sait pas davantage. » Ceci est bref, tranchant et vrai, puisque j'ai pris soin de le dire, mais de ce que je ne connais pas les causes d'un fait que je constate, s'ensuit-il que ce fait n'existe pas? Assurément non. Mon contradicteur peut-il nier que les *Teofaugiæ* de Vivonne et la *Theophalgia* du Bas-Poitou n'aient la même signification; discute-t-il la démonstration que je crois avoir victorieusement faite qu'au point de vue philologique et grammatical le *Theiphalicus pagus* de Grégoire de Tours a produit en entrant de bonne heure dans la terminologie française *Teiphauge*, sur lequel a été refait le mot *Teiphalgicus* qui en est la traduction latine littérale, et que par suite j'aie prouvé que la *Theiphalia* de Grégoire de Tours est identique à la *Theophalgia* de la Chronique de Nantes? Cette démonstration gêne M. Lièvre et sans chercher à lui opposer une démonstration contraire, il se tire d'affaire en disant « que Tiffauges, pour l'oreille ressemble à Taifalie » (?) et que dans tout ceci, il n'y a qu'une « question de consonnance sur laquelle il « serait, de part et d'autre, plus aisé de discuter que de conclure ».

A ce moment je lui demanderai d'ouvrir ici une parenthèse pour lui soumettre un texte qui pourrait répondre à certaines des questions qu'il a posées. Voici en effet ce qu'on lit dans le traité de Procope, *De bello gothico*, I, 12, dont nous traduisons le texte d'après l'éd. Dindorf, vol. II, 1833, pp. 63-64 : « Les soldats « romains qui occupaient des postes à l'extrémité de la Gaule, ne « pouvant revenir à Rome et d'autre part ne voulant pas se soumettre à leurs ennemis Ariens, livrèrent eux-mêmes et les pays à la « garde desquels ils étaient préposés par l'empire Romain, aux « Armoricaïns et aux Germains; toutefois ils conservèrent leurs coutumes que leurs descendants gardent encore fidèlement aujourd'hui. Ils se reconnaissent dépendre des corps dans lesquels ils « étaient autrefois appelés à servir et marchent au combat derrière « leurs propres enseignes. De plus, ils font constamment usage des « lois qui ont régi leurs ancêtres et en outre des autres exigences de

« la société romaine, ils paient encore aujourd'hui l'impôt de la « capitation. »

Ce passage, détaché d'un texte qui a toujours vivement attiré l'attention des historiens, ne semble-t-il pas, à point nommé, nous dépeindre la situation des Taifales, vivant à l'époque dont parle Procope en corps de nation, à demi-indépendants et qu'un duc franc devenu évêque veut opprimer. Et si l'on veut serrer de plus près le texte de l'historien grec et que l'on se pose cette question de savoir quels pouvaient bien être ces soldats Romains, placés à l'extrémité de l'Empire, qui n'ont pas voulu subir le joug des Ariens, c'est-à-dire des Wisigoths, on ne trouve d'après le *Notitia* que les Taifales et les Sarmates de Poitiers. Nous rencontrons les Taifales aux portes des Armoricaïns à qui il leur était facile de tendre la main, et c'est ainsi que peut s'expliquer leur exode vers le nord-ouest et leur installation à la limite extrême du royaume Wisigoth.

Cette question si importante ainsi mise de côté, mon contradicteur se rabat sur le sens que l'on doit attribuer au mot *pagus*, employé par Grégoire de Tours. « La Taifalie poitevine du vi^e siècle « était, dit-il, un *pagus* à la fois ethnique et administratif, c'est-à-dire une contrée habitée par une race à part, et soumise à une « administration particulière qui avait à sa tête un préfet. » La seconde portion de ce paragraphe est de trop. Où M. Lièvre a-t-il vu que la Taifalie de Grégoire de Tours fut administrée par un préfet? J'ai beau lire et relire le texte de l'Histoire des Francs, je n'y trouve rien de tout cela. Je croyais que les *prefecti pagorum* avaient disparu avec l'empire romain et grand est mon étonnement d'en retrouver un, deux siècles après, à la tête du *pagus* appelé *Theiphalia*. Alfred Jacobs a dit justement qu'aux temps mérovingiens le *pagus* « était « un terme incertain et vague que traduisait parfaitement notre mot « pays » : c'est ce qu'était alors la Teiphalie et ce qu'elle fut longtemps encore après. Comment était administrée la Teiphalie du vi^e siècle, je l'ignore totalement, et il en est pareillement de mon contradicteur. Nous ne nous trouvons donc dès lors qu'en présence d'un *pagus* ethnique.

Nous ne reviendrons pas sur la démonstration faite dans notre précédent Mémoire, démonstration qui va être corroborée par ce que nous avons encore à dire au sujet de la détermination du *Sel-*

lense castrum, que le *pagus Theiphalia* de Grégoire de Tours doit être identifié avec le *Theofalgius pagus*, le pays de Tiffauge, cité dans un diplôme de Charles le Chauve de l'année 849, et avec la *Theophalgia* de la Chronique de Nantes du x^e siècle, que ce *pagus* fut démembré par le régime féodal et tronçonné par lui en trois grandes seigneuries pour le moins et que ses limites sont celles qui ressortent de l'acte de cession fait par le comte de Poitou au duc de Bretagne en 942.

M. Lièvre ne veut pas que les actes de 849 et de 942 désignent un *pagus* ethnique ; il n'y voit qu'une circonscription féodale, disant qu'« au ix^e siècle la féodalité, après une longue période d'anarchie, est en travail d'une organisation nouvelle, déjà fort avancée ». C'est le seul argument qu'il produise contre l'identification de la Taifalie de Grégoire de Tours avec le pays de Tiffauge. On nous permettra de n'en tenir aucun compte, et de lui répondre que cette région de la Taifalie était assurément en train aux ix^e et x^e siècles de devenir comme tant d'autres pays ethniques une circonscription féodale, mais que ce mouvement général, accompli au x^e siècle, ne touche en rien à la situation antérieure des pays où il s'est produit.

4^o *Chantoceaux a-t-il été le siège d'un diocèse ?* — L'intitulé de ce paragraphe serait plus exactement celui-ci : Chantoceaux répond-il au *Sellense castrum* de Grégoire de Tours ? La conclusion de M. Lièvre, on le sait, est négative. Il s'en prend d'abord à M. Longnon qui « le premier » aurait cherché à mettre d'accord ces deux termes du problème : *Sellense castrum* et *Theifali*. Deux solutions peuvent en effet se présenter suivant le point de départ où l'on se place : l'une consistant à priori à admettre que Celle-l'Évécault correspond à *Sellense castrum* et alors chercher les Taifales aux environs, c'est ce que fait présentement M. Lièvre ; l'autre reconnaissant comme prouvée la résidence des Taifales à Tiffauge et alors déterminer la localité du voisinage qui peut répondre au *Sellense castrum* : c'est l'opération à laquelle s'est livré M. Longnon et qui l'a amené à Chantoceaux.

Avant d'aller plus loin, faisons une petite rectification afin de pousser jusqu'à ses extrêmes limites la besogne que nous avons assumée. M. Lièvre prétend que M. Longnon est « le premier » qui

ait cru avoir trouvé à Chantoceaux le *Sellense castrum* de Grégoire de Tours; en cela il se trompe. Qu'il ouvre le tome I (seul paru) de l'Histoire générale du Poitou de Dufour, Poitiers, 1828, p. 128, il y lira ceci: « Besly a commis une erreur grossière en traduisant *Sellense castrum* par Chantoceau. » Dufour était partisan de Celle-l'Évêcault et dans son précédent ouvrage, *De l'ancien Poitou et de sa capitale*, Poitiers, 1826, p. 337, note 1, il avait déjà adressé le même reproche à Besly, avec renvoi à ses *Evesques de Poictiers*, p. 8. Or dans ce dernier ouvrage, à la page précitée, notre vieil historien n'a nullement fait l'identification qu'incrimine Dufour, et l'on n'y trouve que la reproduction du texte de la Chronique dite par lui de Maillezais, dont nous parlerons plus loin. Ce n'est donc pas dans les *Evesques de Poictiers* de Besly que Dufour a relevé le nom de Chantoceaux appliqué au *Sellense castrum*, mais plutôt dans quelque annotation manuscrite de l'historien du Poitou qu'il aura eue à sa disposition.

M. Lièvre insiste ensuite sur ce fait que j'ai adopté la thèse de M. Longnon et que j'ai « même essayé de la consolider »; il insiste de plus que pour ce faire j'aurais été amené à changer le texte de ma conférence au sujet de la résidence successive des Taifales en Haut et en Bas-Poitou; mon contradicteur a oublié, quand il a écrit ces lignes, que le Mémoire de M. Longnon datait déjà de dix ans lorsque j'ai fait ma conférence, et que les travaux cités plus haut, admettant l'existence des Taifales autre part qu'en Bas-Poitou, avaient depuis longtemps paru. Quant à la thèse présentée par l'érudit géographe, elle n'avait nul besoin de mon appui; elle se recommande assez d'elle-même, mais il est naturel que la reprenant plusieurs années après son apparition j'aie cru devoir y ajouter tous les arguments qu'une étude attentive de la question m'avait fait rencontrer, et dont plusieurs avaient sans doute été négligés par lui, comme du superflu. Mais pour faire admettre une idée nouvelle, bien que juste, il est indispensable de ne rien omettre de ce qui peut la mettre en valeur, et c'est ce que j'ai fait. Le seul point sur lequel il pourrait y avoir quelque divergence entre nous, c'est que M. Longnon, sans approfondir la question, semble admettre que, dès leur arrivée dans notre pays, les Taifales furent installés en Bas-Poitou, tandis que nous croyons qu'à tout le moins

la venue du gros de la nation Taifale en ce lieu est bien postérieure.

Pour ne pas laisser croire que nous ayons l'arrière-pensée de rien dissimuler dans cette discussion, nous reconnaissons que nous avons fait erreur en appliquant le chiffre de 32 kil. (8 lieues) à la distance qui sépare Chantoceaux de Tiffauge ; elle est réellement de 38 kil. (9 lieues $1/2$), le chiffre de 32 devant s'appliquer à la distance de Chantoceaux à la Moine qui formait au moyen-âge la limite nord du pays de Tiffauge.

M. Longnon ayant établi que le *Sellense castrum* de Grégoire de Tours était le même que le *castrum qui dicitur Sels* d'Éginhard, nous avons dit que ce mot devait répondre à un vocable gaulois *Sel* ; M. Lièvre veut bien nous déclarer qu'il est mis en défiance par le fait que ce vocable n'a pas pris place depuis la publication de M. Longnon dans le glossaire celtique. A cela nous ne trouvons rien d'étonnant ; ce glossaire se forme patiemment tous les jours et ses auteurs se sont peut-être un peu écartés de la voie que leur avait autrefois ouverte M. Pictet. Ce qu'il y a de certain c'est que les vocables *Sel* et *Sels* ne sont pas latins. Appartiennent-ils à la langue celtique, nous l'ignorons ; pour nous il est plus probable qu'ils nous ont été légués par ces races primitives dont nous avons parlé plus haut et qui n'ont laissé de traces sur notre sol que par quelques noms conservés çà et là dans le parler usuel ou dans la nomenclature topographique, noms en général monosyllabiques, remontant, comme nous l'enseignait notre savant maître M. Quicherat, à la plus haute antiquité, sans que l'on puisse établir leur point de départ. Nous prions donc le savant celtiste que M. Lièvre a consulté à Poitiers et à la science de qui nous rendons pleinement hommage, de porter quelque jour ses investigations sur ce vocable *Sel* dont il retrouvera des dérivés non seulement en Gaule, mais encore dans d'autres dépendances de l'Empire Romain.

Après cette observation de mon contradicteur, il m'adresse un nouveau reproche. « M. Richard, dit-il, a cru pouvoir écrire indifféremment *Castrum Sellense* et *Sellense Castrum*. C'est un tort. » Ainsi prononce-t-il ! Je lui ferai d'abord observer qu'il aurait dû, puisqu'il a déjà mis M. Longnon en cause, s'en prendre plus spécialement à lui qui, dans sa Géographie de la Gaule au v^e siècle, écrit tou-

jours *Castrum Sellense*. Celui-ci lui aurait répondu que cette façon de parler est plus familière au lecteur et qu'il l'a généralisée dans tout son ouvrage, tant pour le mot *castrum* que pour les mots *pagus*, *civitas*, *urbs*, *territorium*. Or M. Lièvre y voit autre chose; il suppose que l'on a écrit *Castrum Sellense* afin de faciliter une fusion de ces deux mots pour faire plus facilement accepter Chantoceaux, et alors, d'après Grégoire, il cite *Cainonense castrum*, *Migludinese castrum*, *Turnodoreuse castrum*, etc... qui désignent Chinon, Melun, Tonnerre, etc., sans fusion possible. Cela est bien, mais nous lui répondrons que quand on se lance dans des citations il faut les faire complètes et toujours dans Grégoire de Tours nous trouverons *Meriolacense castrum* qui a donné Châtel-Meilhac, *Mediolanense castrum*, Château-Meillan, *Dunense castrum*, Châteaudun, tout comme *Sellense castrum* a fait Chateauceaux, corrompu en Chantoceaux. L'observation de mon contradicteur ne pouvait du reste toucher que les personnes peu familières avec la façon d'écrire de Grégoire de Tours, qui, se piquant d'élégance, a très souvent donné aux noms de lieux une forme adjectivale lorsqu'il les accompagnait d'un nom commun déterminatif de leur nature, et ce nom commun est la plupart du temps placé après l'adjectif.

Nous arrivons ensuite à une nouvelle incrimination qui va mettre en jeu une troisième personne, M. Port, l'éminent archiviste de Maine-et-Loire. Voici comment : M'appuyant sur le texte du diplôme de Charles le Chauve du 8 juin 849 précédemment cité, qui nous apprend que les pays de Mauge et de Tiffauge faisaient partie de l'évêché de Poitiers, je me trouvai, en attribuant Chantoceaux au pays de Mauge, déclarer par voie de conséquence que cette localité faisait partie de ce même diocèse de Poitiers. Or M. Lièvre s'écrie triomphalement : « Mais Chantoceaux n'était pas dans les « Mauges. On peut consulter sur ce point le Dictionnaire de M. Célestin Port, qui non seulement ne comprend pas cette paroisse « dans la liste de celles qui formaient les Mauges, mais l'en exclut « nommément. » En effet, mon savant confrère, lorsqu'il inséra dans son précieux *Dictionnaire historique de Maine-et-Loire* (t. I, p. 605) son article sur Chantoceaux, faisait de cette localité une dépendance du diocèse de Nantes. Telle était en effet sa situation en 1034, date du plus ancien document qu'il possédât alors sur elle. C'était en

1874 qu'il publiait cet article, mais en 1877 paraissait le *Mémoire* de M. Longnon qui faisait remonter de plusieurs siècles les données positives sur l'existence de Chantoceaux. M. Port, heureux de la révélation qui venait de lui être ainsi faite, n'hésita pas et quand en 1878 il mit au jour le troisième volume de son *Dictionnaire*, il s'empessa de donner à l'opinion de M. Longnon toute l'autorité de sa parole. Il alla même plus loin que ce dernier, il fit de la région de Chantoceaux, qu'il appelle un évêché éphémère, « un écart avancé de l'antique Tiphallie jusqu'à la Loire, » c'est-à-dire bel et bien une dépendance de l'évêché de Poitiers. Notre contradicteur pourrait nous objecter pour motiver son erreur qu'il n'a pas lu l'Introduction de l'ouvrage de M. Port, où se trouve la rectification que nous venons de faire connaître, et qui, au lieu de se trouver en tête du premier volume du *Dictionnaire*, n'a paru qu'avec le dernier. A cela nous répondrons en lui rappelant notre *Mémoire* (p. 18, n. 2 du tirage à part), où citant l'opinion rectifiée de M. Port nous renvoyons spécialement à la page X du tome III de son ouvrage. On le voit, M. Lièvre a fait sans succès appel à la parole du savant archiviste de Maine-et-Loire qui se trouve par suite nous dispenser de répondre à l'affirmation catégorique ainsi exprimée : « Pour que Chantoceaux eût été distrait du diocèse de Poitiers et érigé lui-même en évêché, il faudrait qu'il en eût fait partie. Or, il n'en a pas fait partie. » On vient d'avoir la preuve du contraire.

Voyons maintenant si M. Lièvre sera plus heureux au sujet d'un autre texte invoqué par lui pour justifier cette nouvelle assertion : « C'est également du comté de Nantes, et non de celui de Poitiers, qu'il (c'est-à-dire Chantoceaux) relevait. » Ce texte est celui de la *Chronique de Nantes*, œuvre, dit-il, du milieu du XI^e siècle, qui raconte les circonstances de la construction d'une forteresse féodale à Chantoceaux ; nous ne nous arrêterons pas à la traduction qu'il donne de ce texte, faite avec plus ou moins d'exactitude, nous avons mieux. Rainaud Torench, constructeur de cette demeure, avait besoin pour cet objet d'une autorisation de son suzerain et alors (je copie textuellement M. Lièvre), « il s'adresse pour cela au comte de Nantes, nouvelle preuve que, contrairement à l'affirmation de M. Richard, Chantoceaux ne dépendait pas plus du Poitou que du diocèse de Nantes. » En écrivant ces lignes mon contra-

dictateur a totalement oublié que nous discutons sur la personnalité de Chantocéaux à la fin du ^{vi}^e siècle, et non à la fin du ^x^e siècle; or, à cette dernière époque, en 987, Torench ne pouvait s'adresser pour obtenir l'autorisation dont il avait besoin à d'autre qu'à son suzerain, qui était depuis quarante ans le comte de Nantes, comme tout le monde sait, et ainsi que nous l'avons imprimé dans notre Mémoire où, d'après la même Chronique de Nantes, nous avons dit qu'en 941 ou 942 le comte Guillaume Tête d'Étoupe céda à Alain Barbe-Torte, duc de Bretagne, les pays d'Herbauge, de Tiffauge et de Mauge, dans l'un desquels se trouvait forcément Chantocéaux.

Cet appel à la Chronique de Nantes s'effondre aussi bien que l'invocation adressée à M. Port dont, pour conclusion, nous citerons cet aperçu général tracé à la page précitée de son Introduction, sur la région où se trouve l'objet du litige: « Du Layon aux confins « du pays de Rézé, de la Loire à la Moine, s'étendait un vaste « territoire, les Mauges, inscrit par l'Empire dans l'Aquitaine et « dépendant du Poitou et de l'évêché de Poitiers, mais par sa position écartée du centre de la cité, entre les efforts de peuples rivaux, destiné à être disputé sans cesse et dépecé par les gens de guerre. » Nous n'avons jamais dit autre chose.

5° *Le diocèse de Poitiers a-t-il été dédoublé?* — C'est la dernière des interrogations lancées par M. Lièvre et il semble qu'à cette occasion le débat va prendre plus d'ampleur. Il met en effet sur le tapis la question de la création des diocèses, où on le suivra sans peine, mais pourquoi vient-il dire au début de ce paragraphe qu'« cette hypothèse du dédoublement touche à une question de principe que l'on ne paraît pas avoir soupçonnée ou que l'on a trop légèrement écartée si on l'a aperçue. » Eh quoi, MM. Longnon, Port, Tardif et bien d'autres sans me compter, nous nous sommes aventurés à la légère, sans savoir que « de tout temps la création d'un diocèse a été tenue pour chose grave », et que particulièrement « les capitulaires des rois Francs visent sur ce point les canons des conciles et comme eux interdisent expressément d'établir des évêques dans des contrées sans importance, *in villulis vel in agris* ». Je n'irai pas jusqu'à prendre la défense des savants qui sont englobés dans la même réprobation que moi, cela est bien

inutile, mais pour ce qui est de moi-même, je répondrai que je n'ignorais pas les textes invoqués par mon contradicteur, seulement j'ai fait autrement que lui, qui ne cite que la moitié de celui publié par Baluze dans ses *Capitularia*, t. I, col. 220. J'ai lu en entier le paragraphe intitulé : *De Episcopis, ubi non oporteat eos constitui*, et j'y ai vu qu'après le texte du capitulaire d'Aix-la-Chapelle de 789 ainsi conçu : XIX. *Item in eodem concilio* (Laodicensi), *necnon et in Sardicensi, quod non oporteat in villulis vel in agris episcopos constituere*, Baluze donne le texte du canon 6 du concile de Sardique qui intime les mêmes défenses, mais qui de plus indique les règles à suivre dans le cas où cette prohibition aurait été violée. Ces évêques, dit-il, ne devront rien faire sans l'assentiment de l'évêque de la cité sur le territoire de laquelle ils se trouveront, et sous ce rapport seront avec lui dans la situation d'un prêtre avec son évêque. Le canon prévoit encore le cas où le prêtre d'un bourg ou d'une cité de peu d'importance voudrait se faire élire évêque, ce qui avilirait le nom et l'autorité de l'épiscopat; les évêques d'une autre province invités à le sacrer ne devront pas le faire à moins qu'il ne s'agisse d'une localité où il y aurait déjà eu un évêque ou bien qu'elle eût une telle importance ou qu'elle fût assez peuplée pour qu'elle puisse prétendre à devenir un siège épiscopal.

Ces décisions des conciles, renouvelées implicitement par le capitulaire de Charlemagne qui y renvoie, nous semblent être éloignées de la règle formelle et précise posée par M. Lièvre, comme il en a l'habitude. De plus entre le concile de Sardique de 347 et celui de Laodicée de 366 d'une part et le capitulaire de 789 d'autre part, s'est passée dans nos pays toute la période des rois francs et aux diverses raisons admises par les conciles pour la création de nouveaux évêchés, il faut en adjoindre une autre, celle de la volonté de ces rois. Les évêques lésés se sont bien insurgés contre la violation des règles canoniques, mais ils ont dû courber la tête jusqu'au jour où ils pouvaient opposer à un acte l'autorité d'un autre acte. C'est ce qui se passa à l'occasion de la création des évêchés établis par les rois des Francs à Melun, à Châteaudun, à Alais; Grégoire de Tours, qui nous apprend ces faits, fournit même ce détail, que ce dernier diocèse, *Arisi-tensis vicus*, comprenait quinze paroisses, *quindecim diœceses* (*Hist.*,

V, 5). M. Lièvre connaît ces faits, mais il n'en tient nul compte, il insiste même en disant qu'il serait « extraordinaire que notre roi — « sin Grégoire, toujours bien renseigné sur le Poitou, eût négligé de « mentionner un fait ecclésiastique de cette importance » que le « dédoublement » d'un diocèse. A cela nous répondrons que Grégoire se serait peut-être étendu plus longuement sur l'histoire d'Austrapius si l'on eût « dédoublé » pour ce personnage le diocèse de Poitiers, mais de dédoubler cet immense diocèse à en distraire quelques paroisses de façon à constituer avec elles pour un évêque un domaine ecclésiastique il y a fort loin. Le récit de l'historien des Francs nous semble à nous fort explicite : Austrapius se fait clerc et est ordonné évêque, *apud Sellense castrum episcopus ordinatur*. Cette phrase, selon nous, ne peut se comprendre que de deux façons suivant le sens que l'on veut donner au mot *apud*, soit qu'il faille entendre que les évêques consécrateurs se soient rendus au lieu dit *Sellense castrum*, soit que Grégoire ait voulu dire qu'Austrapius fut ordonné évêque de ce *Sellense castrum*. Clotaire garantit à l'ex-duc la future succession de Pient, évêque de Poitiers; mais à la mort de celui-ci Caribert donna l'évêché de Poitiers à Pascentius. (Nous ferons encore remarquer qu'en cette circonstance le roi viole une fois de plus les canons des conciles, et l'on n'a qu'à ouvrir Grégoire de Tours pour voir comme il lui arrive souvent de s'élever contre cet abus dont il cite de nombreux exemples.) Austrapius est ensuite tué par les Taifales et après sa mort l'évêché de Poitiers recouvre les paroisses qui lui avaient été attribuées : *Diœceses vero suas ecclesia Pictava recepit*. Grégoire de Tours nous apprend donc l'érection d'un évêché en faveur d'Austrapius, le nom de cet évêché, et le sort des paroisses qui le composèrent. Que peut-on lui demander de plus ?

Nous ne nous arrêterons pas à discuter les suppositions faites par M. Lièvre au sujet de la nature de l'épiscopat conféré à Austrapius. Elles tendent à amener cette conclusion « qu'Austrapius a été le « lendemain de la mort de Pient ce qu'il était la veille : évêque sans « diocèse ». Il n'est pas embarrassé par le texte de Grégoire de Tours qui dit formellement qu'après la mort d'Austrapius l'évêché de Poitiers recouvra, *recepit*, ses paroisses, et il n'hésite pas à avancer cette proposition « qu'Austrapius était clerc, et de ce chef apparemment

« l'église de Poitiers hérita de ses *domaines* ou paroisses ? » Nous soulignerons les mots apparemment et domaines de cette phrase qui en disent long, car ils ont pour objet, en faisant une habile confusion, de semer des doutes dans les esprits. M. Lièvre aime ce mot « apparemment » ; il l'a employé à la page précédente en supposant gratuitement que le *Sellense castrum* était la propriété d'Austrapius « la « résidence de Selle qui apparemment lui appartenait déjà ». Nous reviendrons plus loin sur cette supposition qui nous éloignerait de notre discussion présente, de celle qui a pour objectif, par l'emploi du mot apparemment, de faire croire que l'église de Poitiers aurait hérité des domaines d'Austrapius parce qu'il était clerc. Où M. Lièvre a-t-il rencontré un texte qui pût l'autoriser à lancer cette allégation ? Ce n'est assurément pas dans les Capitulaires, dans cette législation minutieuse des choses de l'Église, si bien codifiée par Baluze. Nulle part il n'y est question de la succession des clercs et par suite on doit admettre qu'ils étaient soumis au droit commun ; on y trouve seulement un capitulaire, celui de Francfort de 794 (Baluze, *Capitul.*, col. 269), qui au chapitre 39 s'occupe de la succession des évêques et où il est dit : quant aux biens qu'ils possédaient avant d'être évêques, leurs héritiers et leurs proches y succèdent, à moins qu'ils ne les aient légués à l'Église. Mais dans le cas d'Austrapius il ne s'agit pas de domaines particuliers, *res propriæ*, mais bien de circonscriptions ecclésiastiques secondaires, *diœceses*, qui viennent rentrer dans la circonscription principale, *episcopatus* ou *civitas*, dont elles ont été détachées. Nous ne pensons pas que M. Lièvre puisse nous opposer un seul texte qui l'autoriserait à attribuer à ce mot *diœcesis* le sens de domaine privé. Comme du reste il n'est pas bien assuré que l'on admette cette interprétation, il se rabat sur un fait emprunté à Grégoire de Tours où l'on voit que l'évêque Munderic régit comme archiprêtre le *Castrum* de Tonnerre en attendant l'évêché de Langres qui lui échappa, et il cherche à établir une assimilation entre son cas et celui d'Austrapius. La preuve est contraire ressort du texte de l'Histoire des Francs qui, à l'occasion de ces évêchés éphémères, spécifie les circonstances dans lesquelles ils ont été établis et n'aurait pas manqué de nous apprendre qu'Austrapius n'avait comme Mundéric que la simple qualité d'un archiprêtre, si tel avait été son cas. Enfin, sans avoir rien prouvé,

M. Lièvre conclut par ces termes formels : « En tout cas (ces paroisses) n'avaient point constitué un diocèse. »

Voici le moment de faire intervenir un texte, ce texte tellement dédaigné par mon contradicteur qu'il n'a pas cru devoir le reproduire à la suite de ceux dont il fait les éléments du débat et « auquel « je serais le seul à attribuer quelque valeur ». Je conçois que ce document le gêne, car, dans son contexte, il est aussi formel que M. Lièvre l'est lui-même, car il dit : Au temps de l'évêque Pient l'église de Poitiers perdit l'évêché de Chantoceaux, *Hujus Pientii tempore perdidit ecclesia Pictavensis episcopatum Castri Celsi*. En rapprochant cette phrase de celle qui termine le texte de Grégoire de Tours, après le récit de la mort d'Austrapius : « l'église de Poitiers « recouvra ses paroisses (c'est-à-dire celles qu'il avait administrées), « *Dioceses vero suas ecclesia Pictava recepit* », on a toute l'histoire de cet évêché éphémère. L'auteur du texte que j'invoque s'exprime d'une façon précise, sans ambage, tel que M. Lièvre le réclamait de Grégoire de Tours, mais cette parole est trop claire, cette précision le gêne et pour lui enlever toute autorité, il dit : « Dans notre premier mémoire nous avons cité ce texte d'après Besly, ne voulant « pas paraître l'ignorer, mais n'y attachant aucune importance. Il a « si peu de valeur que ni le P. Labbe, ni MM. Marchegay et Mabille « ne l'ont reproduit dans leurs éditions de la chronique de Saint-Maixent ; » M. Longnon lui-même ne l'aurait point invoqué à l'appui de sa thèse sur Chantoceaux ! Ainsi donc, Besly et moi, nous serions les seuls qui ayons attaché quelque importance au document en question, et c'est pour ce motif que M. Lièvre le dédaigne, car il ne donne aucune autre raison de son ostracisme. Qu'est-ce donc ! A-t-on affaire à une de ces conceptions justement décriées, qui ont été imaginées pour appuyer une cause quelconque, comme les Mémoires et Recherches de France et de la Gaule Aquitannique de Jean de la Haye ? Nullement, la phrase dont nous invoquons le témoignage est empruntée à une importante compilation, connue sous le nom d'Histoire universelle de Julius Florus, et dont le manuscrit original est conservé à la Bibliothèque Nationale, sous le n° 4892 du fonds latin. Cette histoire qui débute ainsi : *Incipit prologus Julii Floris de historiis sive de etatibus seculi*, comprend d'abord la chronique de Fréculfe, évêque de Lisieux, s'étendant de la création du monde à la

naissance de Jésus-Christ, puis une seconde partie dédiée à l'impératrice Judith, qui part de la naissance du Christ pour s'arrêter à l'année 607 et dont l'auteur serait Julius Florus, personnage sur lequel on n'a aucune notion, et enfin une troisième partie due à un religieux de Saint-Maixent, sans doute le rédacteur du cartulaire de cette abbaye, qui arrêta son travail suivi à l'année 1126, et auquel une adjonction postérieure donna une suite jusqu'à l'année 1140. Le religieux de Saint-Maixent, agissant comme tant d'autres écrivains de son genre et en particulier comme l'auteur d'une Histoire de France en langage vulgaire, récemment publiée par M. Bourdillon (London, David Nutt, 1897) sous ce titre : *Totale histoire de France* et où nous avons à relever de précieuses indications sur notre région, finit par tomber presque uniquement dans l'histoire locale. C'est cette dernière partie de son œuvre qui, détachée de l'ensemble par ses divers éditeurs, a reçu de Besly le nom de Chronique de Maillezais, mais est aujourd'hui connue sous celui de Chronique de Saint-Maixent qui lui appartient réellement.

Le manuscrit de la Bibliothèque nationale contient d'autres textes que la chronique de Julius Florus, mais celle-ci se trouve en tête du volume et s'étend jusqu'au feuillet 207. Elle ne commence à être vraiment originale qu'au feuillet 189 et c'est de cet endroit que MM. Marchegay et Mabille ont fait partir leur publication ; quant au P. Labbe, il a fait dans les feuillets précédents un certain nombre d'extraits, mais sans que le choix de ceux-ci témoigne d'un plan arrêté. La Société des Archives historiques du Poitou nous ayant confié le soin d'éditer à nouveau cette portion de la chronique de J. Florus, nous y joindrons les extraits, faits dans les feuillets précédents, de tout ce qui peut intéresser le Poitou, et parmi ces relevés, en petit nombre du reste, se trouve celui qui fait l'objet de cette discussion.

MM. Marchegay et Mabille ne se sont pas livrés au même travail que nous ; ils ont commencé leur publication à un point précis du manuscrit, mais s'ensuit-il de là qu'ils aient dédaigné ce qui était antérieur ? Nullement : la publication *in extenso* de cette première partie n'entraîne pas dans leur cadre pas plus qu'elle n'entrera dans le nôtre, puisqu'elle est étrangère au Poitou, et n'est au fond qu'un abrégé d'histoire générale dont on trouve de nombreux similaires

même à cette époque reculée où il fut composé. Bien que nous ayons publié dans notre premier mémoire le texte entier du passage de la Chronique consacré à l'histoire d'Austrapius, il nous paraît néanmoins utile de le reproduire ici pour l'utilité de notre démonstration. Il est ainsi conçu (fol. 168 r°, col. 1.) : *Pientius episcopus claruit. Hujus Pientii tempore perdidit ecclesia Pictavensis episcopatum Castri Celsi, tali modo : Astrapius dux, inibi ordinatus episcopus, jussu et voluntate Clotarii futurum ut decedente hoc Pientio ipse succederet. Sed rex Carilbertus, Clotarii filius, in aliud vertit sententiam; denique Pientius iste cum ab hac luce migrasset, Pascentius hic jussu Carilberti regis ei successit.*

Rapprochons ce texte de celui de Grégoire de Tours. Qu'y voyons-nous ? Que toute la seconde partie de ce récit, rattachée à la première par les deux mots *tali modo*, est manifestement empruntée à l'Histoire des Francs, dont le chroniqueur transcrit littéralement certaines phrases : *futurum ut decedente Pientio ipse succederet... in aliud vertit sententiam... ab hac luce migrasset... jussu regis Carilberti successit* (au lieu de *succedit*). Ceci bien établi, peut-on avancer la même affirmation pour le premier membre de phrase ? Nullement, M. Lièvre ne se donne pas la peine de discuter sa valeur, il dit simplement : « Le texte invoqué par M. Richard se compose d'un court « extrait de Grégoire de Tours précédé d'une ou deux lignes dans « lesquelles le compilateur émet son opinion. » Il n'est pas possible d'admettre cette manière de voir ; si même pour M. Lièvre il est évident que la phrase qu'il dédaigne n'a pas été empruntée à Grégoire de Tours, elle ne saurait non plus émaner du compilateur qui l'a forcément tirée d'une autre source. Elle est fort brève et a absolument le caractère analytique de l'œuvre de Marius d'Avenche ou d'autres historiens aussi concis de la même époque. Quel est celui-ci ? Nous ne le connaissons pas encore, mais on peut espérer que les recherches patientes auxquelles se livrent aujourd'hui les érudits sur des textes pendant longtemps absolument négligés le feront quelque jour découvrir. Cette phrase : *Hujus Pientii tempore perdidit ecclesia Pictavensis episcopatum Castri Celsi* a été tirée d'un auteur qui ne doit rien à Grégoire de Tours. Tout d'abord il emploie le mot *episcopatum* pour désigner le territoire que détenait Austrapius et indiquer en même temps à quel titre, de plus il a

donné à cet évêché un nom que le texte de Grégoire de Tours n'a pu en aucune façon lui fournir. Nous espérons que M. Lièvre en conviendra et qu'il n'ira pas jusqu'à soutenir qu'un écrivain du ^{xiii} siècle ait pu se douter que la forme substantive de *Sellense Castrum* fût *Castrum Celsum*. S'il n'avait fait autre chose que de reproduire le plus exactement qu'il lui aurait semblé les documents qu'il avait sous les yeux, tout au plus aurait-il pu écrire *Sellum Castrum* au lieu de *Sellense*, mais nous ne l'en croyons même pas capable. Il demeure donc bien évident que ce texte dédaigné provient d'une autre source que de l'Histoire des Francs, et, par suite, il acquiert une très grande valeur dans cette discussion, car il dit sans ambages : *au temps de l'évêque Pient, l'église de Poitiers perdit l'évêché de Chantoceaux.*

Si l'un des éléments du problème qui se discute entre M. Lièvre et moi n'avait pas été que les Taifales devaient se trouver à proximité de la résidence d'Austrapius, on aurait pu placer le *Castrum* occupé par ce dernier dans quelque une des différentes localités du Poitou qui portent le nom de Ceaux ou Sceaux ; mais le champ est limité, et c'est à la détermination de celui-ci que mon contradicteur a consacré la suite de son Examen ; je vais le suivre sur ce terrain.

Dans le précédent paragraphe, il s'était efforcé de démontrer, sans succès nous l'espérons, que le *Sellense castrum* n'avait pas été érigé en évêché ; cette tentative avait pour but de répondre d'avance à une objection qui n'aurait pas manqué de lui être adressée et que Rédet a ainsi énoncée dans son Dictionnaire : « Que Celle-l'Évécault est « bien peu distant de Poitiers pour avoir été le centre d'un nouveau « diocèse. » Mais du moment que mon contradicteur croit qu'Austrapius était un évêque sans diocèse, cette considération, comme il le dit, ne saurait plus l'arrêter, et alors il conclut ainsi : « le nom du « *castrum* dont il s'agit nous est donné sous la forme adjectivique « *Sellense* et serait par conséquent *Sella*. »

Le « par conséquent » de cette phrase est l'équivalent de l'« évidemment » que nous avons relevé plus haut. Pourquoi *Sella* plutôt que *Sellus*, *Sellum* ou même *Sellis* ? M. Lièvre ne le dit pas, « par conséquent » lui suffit ; de quatre formes possibles il choisit sans en dire le motif celle qui lui paraît le mieux convenir pour le soutien de sa thèse. Il aurait dû, pour la circonstance, recourir à la voie

de la discussion qu'il préconise et réfuter les deux pages que nous avons consacrées à l'étude du nom que portait la résidence d'Austrapius. Ce vocable se présente dans les textes sous deux formes différentes : *Sellense* dans Grégoire de Tours, *Celsus* ou *Celsum* d'après la Chronique de Saint-Maixent ; les noms de *Sellense* et de *Celsus* ou *Celsum* s'appliquent donc à une seule et même localité. Au premier abord il semble qu'il existe entre eux des différences essentielles qui ne permettraient pas de les rapporter à un vocable unique, mais ces difficultés disparaissent si l'on veut bien procéder à un examen quelque peu approfondi. Pour ce faire, cherchons quels sont dans notre région les noms de lieux qui répondent aux deux formes précitées : nous trouvons en Maine-et-Loire : *Ecclesia Celsum*, 996-1010, qui est aujourd'hui Sceaux, et *Castrum Celsum*, 1034-1050, Chantoceaux ; dans la Vienne : *Villa que vocatur Celsis*, 1013, Ceaux en Loudunais, et *Sancta Maria de Celsis*, 1093, Ceaux en Couhé, qui sont les similaires ou les équivalents du *Castrum Celsum* de la Chronique de Saint-Maixent. D'autre part, nous trouvons dans la Vienne : *Prædium quod dicitur Psellis*, du ix^e siècle, le gué de Ceaux sur la Gartempe, qui est l'équivalent du *Sellense Castrum* de Grégoire, car il nous paraît superflu de démontrer que la présence de la lettre P en tête du mot *Sellis* provient d'une prothèse qui est motivée par la dureté de la lettre S initiale, transformée vers la même époque par ailleurs en groupe Sc, ce qui est constaté par la forme française Sceaux, que nous avons précédemment notée.

Antérieurement aux dates que nous venons de relever et qui flottent aux environs de l'an mil, on rencontre dans des textes du viii^e siècle (voy. Longnon, *Chantoceaux*, pp. 5 et 6) *Sellus Castrum* et *Castro qui dicitur Sels*, noms appliqués à la localité qui fut le séjour de Pépin en 768. Ces textes précieux donnent l'intelligence de ce qui semblait contradictoire, c'est-à-dire les points de départ de *Sellense* et de *Celsum*, qui sortent évidemment du même mot. Il nous apparaît en effet qu'au temps de Grégoire de Tours la forme latine du nom du lieu recherché était *Sellus*, dérivé d'un vocable primitif *Sel* ou *Sellos* sur lequel nous appelons à nouveau toute l'attention des savants qui s'occupent de ces difficiles questions de linguistique. Ce mot *Sellus*, le seul qui ait pu produire *Sellense*, est devenu dans notre français primitif *Sels*, ainsi qu'il est prouvé

par le texte des Annales d'Éginhard, et sur lequel, comme il est fréquemment arrivé au x^e siècle, a été reformé le mot latin *Celsum* ou *Celsis*, dont dérivent les formes Ceaux de notre langage moderne.

Aucun texte ancien n'autorisait donc M. Lièvre à donner au *Castrum* d'Austrapius le nom de *Sella*, mais il lui fallait arriver à justifier l'attribution de Celle-l'Évêcault lancée par Bouchet dans ses Annales d'Aquitaine et adoptée par Dufour, bien qu'avec quelque hésitation, et c'est le mot *Cella* qui est le pivot de son argumentation. Entre ces deux mots *Sella* et *Cella* il y a une différence orthographique essentielle, laquelle aurait pu disparaître dans la suite des siècles, mais qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, de faire accorder quand il s'agit du texte de Grégoire de Tours. Pourtant M. Lièvre n'hésite pas et il lance cette insinuation qui, si elle était admise, viendrait grandement nuire à l'autorité que tous s'accordent à attribuer au texte de notre vieil historien. « Nous ne croyons pas faire grand tort à Grégoire de Tours, dit-il, en supposant qu'il a pu écrire *Sellense* pour *Cellense*, prenant l'une pour l'autre deux consonnes de même son, parfois identiques de forme ». Tout ceci est spécieux, et pour l'avancer avec quelque apparence de raison il faudrait établir que parfois Grégoire a écrit le nom commun *cella*, qui se rencontre si fréquemment sous sa plume, en remplaçant la lettre *c* par la lettre *s* ; mais on peut fouiller ses œuvres, on n'en trouvera aucun exemple, et par suite il faut admettre que c'est à bon escient que, dans le cas présent, il a écrit *Sellense* et non *Cellense* parce que ce mot était un vocable géographique n'ayant aucune affinité avec le substantif *cella*.

Nous pourrions arrêter notre démonstration en cet endroit, mais il ne nous déplaît pas de pousser plus loin cette réfutation, en prenant l'une après l'autre toutes les assertions de notre contradicteur. Il continue ainsi : « Une *cella* est un petit établissement religieux. Plusieurs endroits ont conservé comme nom propre cette appellation générique », et il cite en Poitou les deux localités de Celle sur la Vonne et de Celle sur Belle ; mais il oublie de nous dire que précisément parce que ce nom commun de *cella* est une appellation générique, il a été primitivement accompagné d'un qualificatif qui permettait de distinguer les uns des autres les établis-

séments à qui il avait été donné; il y en a trois dans le diocèse de Poitiers: *Cella Sancti Hilarii*, Saint-Hilaire de la Celle, nom d'une paroisse de la ville de Poitiers, *Beata Maria de Cella*, qui est Celle sur Belle, *Episcopalis Cellula*, qui est Celle-l'Évêcault. C'est sur ce dernier nom que s'est arrêté M. Lièvre et il l'applique à la résidence d'Austrapius en ces termes: « Ce *Sellense Castrum*, cette « *Cella* fortifiée, qui à la mort d'Austrapius passa dans le domaine « des évêques de Poitiers, n'a pas cessé d'en faire partie jusqu'à la « Révolution et a conservé sous diverses formes son double caractère, féodal et ecclésiastique. »

Que d'allégations sans aucune preuve et comme il est facile de retourner à leur auteur avec plus de certitude ce qu'il me disait à propos des Taifales « qu'on ne saurait asseoir toute une thèse « sur une simple possibilité ». Prenons chaque membre de sa phrase l'un après l'autre et étudions-les : 1° Du *Sellense castrum* il fait une *cella* fortifiée; nous venons de démontrer qu'il ne peut y avoir aucun rapport entre les mots *Sellense* et *cella*; 2° il fait passer ce *Sellense castrum* après la mort d'Austrapius dans le domaine des évêques de Poitiers; aucun texte ne nous parle de ceci: ils nous apprennent seulement que les paroisses gouvernées par Austrapius revinrent à l'évêché de Poitiers dont elles avaient été détachées, mais nulle part il n'est dit que le domaine privé des évêques ait reçu de ce chef aucune augmentation; 3° il avance que ce domaine, plus qu'hypothétique comme on le voit, n'a pas cessé de leur appartenir jusqu'à la Révolution; ce dernier passage mérite d'attirer plus particulièrement notre attention. D'après M. Lièvre, le *Sellense castrum* aurait fait partie sans discontinuer du domaine des évêques de Poitiers depuis 573, date de la mort probable d'Austrapius, jusqu'à la Révolution. Quel texte produit-il pour appuyer cette affirmation? Aucun. Il semblerait, à l'en croire, qu'on suit cette possession ininterrompue à travers les siècles. Or nous lui demanderons la date du plus ancien document dans lequel il aurait rencontré le nom de Celle-l'Évêcault? Pour nous, la première mention de cette localité ne remonte qu'à l'année 1218. A cette date, Hugues le Brun, sire de Lusignan, partant pour la croisade, déclara dans un acte authentique qu'il ne lui était dû aucune redevance dans le prieuré de Comblé, dépendance de l'abbaye de Noaillé, sis près de

Celle-l'Évécault, *in prioratu de Conde sito juxta Episcopalem cellulam* (Arch. de la Vienne, Noaillé, l. 54, charte orig.). Ainsi c'est au XIII^e siècle, c'est-à-dire aux temps modernes, qu'il est pour la première fois parlé d'une localité qui, selon M. Lièvre, aurait sous son nom traversé les siècles, et ceci dans une contrée sur laquelle les textes abondent, particulièrement à partir du X^e siècle. Que nous apprennent-ils ? C'est que, dans cette région, on ne connaît avant le XIII^e siècle que quatre paroisses, dont le territoire englobe celui qui fut postérieurement attribué à la paroisse de Celle-l'Évécault : Pranzay, *Prantiuco villa* vers 696 ; Cloué, *Clodoacus* vers 1030 ; Marigny, *Marni* en 968, et Saint-Sauvant, *Sanctus Silvanus* vers 1032 ; de plus Pranzay dépendait de la viguerie de Lusignan et Marigny de celle de Vivonne ; dans cette dernière viguerie se trouvait aussi Ecuré, *Scuriacus* en 967, qui depuis appartient à la paroisse de Celle-l'Évécault. Ainsi donc, au X^e siècle, il n'y a pas de place pour la *Cella episcopalis* entre Pranzay et Marigny et pour le *Sellense castrum* entre les vigueries des châteaux de Vivonne et de Lusignan, citées l'une en 857 et l'autre en 929.

Qu'est-ce donc que cette localité de Celle-l'Évécault qui, sous la domination des évêques de Poitiers, a occupé un rang assez important dans la hiérarchie religieuse et féodale de la région ? Il nous paraît utile de le dire en employant pour ce faire les éléments qui nous sont plus particulièrement fournis par les cartulaires de Noaillé, de Saint-Cyprien et de l'Évêché.

Vers 1025 le comte de Poitou, Guillaume le Grand, partagea les possessions de Josselin, seigneur du château de Vivonne, entre Isembert, évêque de Poitiers, et Hugues le Chiliarque, seigneur de Lusignan, neveu de Josselin. Sur le territoire attribué à l'évêque se trouvait un vignoble, *Vineta*, au sujet duquel ses successeurs firent plusieurs arrangements avec les seigneurs de Lusignan. Un évêque construisit en ce lieu une *Cella*, soit une *Cella vinearia*, où étaient emmagasinés les produits du vignoble et les autres redevances dues à l'évêché, soit une maison religieuse, *Cella*, où il plaça non des moines, mais cinq ou six prêtres séculiers qui, sous le nom de chanoines, avaient pour charge de desservir l'église dont la construction était le corollaire de cette fondation. Le chef de ces prêtres portait le nom de prieur. Afin de donner des revenus à ses cha-

noines, l'évêque annexa à la charge de prieur l'archiprêtré de Lusignan; il fit d'un des chanoines le curé de la paroisse constituée autour de la nouvelle église et dont les éléments paraissent avoir été empruntés à la paroisse de Marigny, et les autres prêtres devinrent les chapelains de l'église paroissiale. En outre, à proximité de cette église, un évêque contruisit un château, *Castrum*, auquel fut soumis tout le territoire de l'ancienne seigneurie de Vivonne, dont le *Castrum* perdit le rang qu'il avait occupé jusque-là. Telle paraît être la situation de cette région au commencement du XIV^e siècle, et elle ne s'est guère modifiée depuis lors; le défaut de documents ne nous a pas permis de préciser plus que nous l'avons fait l'histoire de Celle-l'Évescault antérieurement à cette date, mais ce que nous pouvons affirmer c'est que cette bourgade n'existait pas, du moins sous ce nom, avant le XI^e siècle et que tenter de la rattacher au *Sellense Castrum* de Grégoire de Tours, en s'appuyant uniquement sur son nom, c'est lancer une hypothèse sans fondement, contredite par tous les textes.

Ayant trouvé un *Sellense Castrum*, M. Lièvre se mit ensuite en quête d'une Taifalie. Celle-ci ne lui fut pas difficile à rencontrer, et il fixa son choix sur un vaste territoire, coupé de landes et de forêts, qui s'étend de Poitiers à la Gâtine, région dont il a du reste lui-même en partie gardé le nom. « C'est, dit-il, sur ces 40 à 50.000 hectares « de vaine pâture, que, sans avoir à déloger personne, un des derniers gouverneurs de la cité des Pictons put établir quelques milliers de Barbares, qui, de leur côté, y trouvèrent les conditions « d'existence les plus conformes au genre de vie qu'ils avaient mené « en Orient. » Ce mot d'Orient placé à la fin de cette phrase éveille l'idée d'un peuple pasteur, idée destinée à faire admettre, sans conteste, l'existence de terrains incultes, sur lesquels de misérables barbares auraient erré en compagnie de maigres troupeaux. De ce tableau il faut en rabattre, le mot d'Orient est de trop. A sa place, M. Lièvre aurait dû nous parler de l'Est, car les historiens s'accordent à dire que lorsque les Taifales entrèrent en lutte avec l'Empire romain ils étaient fixés entre le Danube et la Theiss, dans ces pays de grasse terre, habités, non par des peuples pasteurs, mais bien par des agriculteurs.

- Leurs colonies furent agricoles et militaires, et c'est précisément

le caractère de cette occupation qui nous donne la clé de la persistance de leur nom ; de pauvres nomades, parcourant sans cesse une contrée incapable de les nourrir, n'auraient pas laissé leur souvenir attaché au territoire sur lequel ils auraient été établis, il serait promptement tombé dans l'oubli ; il en devait être autrement de la colonie Taifale. Le légionnaire, qui après avoir servi aux armées rentrait au foyer de sa famille, n'y revenait pas en misérable ; lui, les siens, vivaient à leur aise sur les terres que le fisc leur avait attribuées en échange de l'impôt du sang qu'ils payaient et que l'on ne réclamait pas du pauvre colon qui jalousait leur sort ; ils se plaçaient à un degré au-dessus des populations rurales qui les enviaient et les redoutaient, et l'habitation du Taifale prit pour l'habitant des champs le caractère qu'eurent plus tard les Plessis, les Hayes, les Mottes, les Donjons, dont les possesseurs étaient à la fois les oppresseurs et les défenseurs de leur entourage. Du moment que M. Lièvre plaçait aux environs de Poitiers le séjour de la nation Taifale, une ou deux colonies pouvaient se trouver sur ce territoire, mais faire de celui qu'il désigne la résidence d'un peuple pasteur pendant deux siècles nous paraît impossible : il n'aurait pu y vivre ; d'autre part, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, ces forêts, séparées par des brandes, n'ont cessé d'être un merveilleux pays de chasse qui, depuis le jour où il a dépendu du fisc des empereurs romains, est resté sans interruption jusqu'à nous dans le domaine de l'État ; le livrer à la vaine pâture aurait été sa ruine en même temps que la destruction du gros gibier qui en était le principal habitant et qui fut, pendant si longtemps, une précieuse ressource pour l'alimentation de ses possesseurs.

M. Lièvre prend la précaution de nous dire qu'il ne s'est d'abord pas préoccupé de savoir si « dans la contrée qu'il venait de décrire « comme ayant été la Taifalie, il y a quelque vocable qui en rappelle le souvenir, n'ayant dans ce genre de preuve qu'une confiance limitée ». Il veut bien toutefois admettre, le texte formel de Grégoire de Tours lui en faisant une obligation, que « bien certainement, au VI^e siècle, ils (les Taifales) avaient donné leur nom à la « colonie fondée par eux ». Il conclut donc par ces mots que « la « *Theifalia* a dû, comme les autres noms de peuples dont la désinence « est en *ia*, produire en français un nom féminin. » Or, comme au

milieu du territoire où il a placé sa Taifalie, se trouve un village, appelé la Tiffaille, situé à 12 kil. de Celle-l'Évécault et à 15 kil. de Poitiers, sur l'ancienne voie de Sanxay, il se pose cette question : « Est-ce un souvenir de la Taifalie ? ou bien est-ce un fallacieux « hasard qui a mis un village de la Tiffaille juste au centre de l'ancienne *Theifalia* ? »

En posant ces points d'interrogation, M. Lièvre a esquivé une situation ardue. Il avait dû reconnaître qu'au ^{vi}^e siècle il existait sûrement une *Taifalia* et que ce vocable devait être représenté en français par un nom féminin ; or, celui de Tiffaille, la Tiffaille, répondant absolument aux conditions qu'il a exigées, nul ne pourrait se douter, en lisant les lignes que nous avons reproduites, qu'il ne va pas prononcer ce nom qui vient immédiatement aux lèvres. Il n'en a pourtant rien fait et pourquoi ? Parce qu'il a senti qu'en le disant il lui fallait renoncer à la thèse d'une Taifalie unique et reconnaître que ces Tiffailles, dont une est venue malicieusement se placer sous sa plume, sont autant de résidences Taifales. De sa part, ce qu'il a dit est un demi-aveu ; il nous suffit, et par suite nous dispense de relever dans ses phrases interrogatives ce qui semble devoir le contredire.

Me voici arrivé au terme de ma tâche ; elle a été longue, elle a été pénible, mais, je l'ai dit en commençant, mis en cause par mon contradicteur, j'ai tenu à lui prouver que je ne me refusais pas à « toute discussion » et je n'ai laissé passer aucune de ses assertions sans lui donner la réplique. Tous les éléments du débat sont donc sous les yeux du public ; à lui de voir de quel côté est la vérité et d'adopter ou d'infirmer les conclusions que voici :

1° Le *Sellense Castrum* de Grégoire de Tours et le *Castrum Celsum* de la Chronique de Saint-Maixent ne sont qu'une seule et même localité qui est Chantoceaux ;

2° Chantoceaux fut le siège d'un évêché temporaire, formé pour le duc Austrapius avec quelques paroisses distraites de l'évêché de Poitiers ;

3° Les Taifales, meurtriers d'Austrapius, occupaient la région qui de leur nom s'est appelée le pays de Tiffauge ;

4° Les lieux-dits du Poitou portant le nom de Tiffaille le doivent à leur occupation primitive par des Taifales.

TABLE DES MATIÈRES

LES LETTRES PLACÉES APRÈS UN NOM SIGNIFIENT :

R. *membre titulaire résidant.*
N. R., *membre titulaire non résidant.*
C., *membre correspondant.*
H., *membre d'honneur.*

A

ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES LETTRES : — Don de 57 volumes de ses mémoires, pp. 286 et 287. — Don de 51 autres volumes de ses mémoires et de trois atlas, p. 295.

ADVIELLE, don. 633.

ALLARD, ancien notaire, N. R. — Sa mort, p. 10.

ALLARD, instituteur à Coutières. — Don de la copie d'une inscription, p. 451.

AMIRAUT, capitaine de frégate en retraite, N. R. — Dons : 389 et 393.

ANTIGNY. — Compte rendu par le R. P. de la Croix de découvertes archéologiques faites par lui dans cette commune, p. 221.

ARGENSON (Mis d'). N. R., sa mort, p. 608.

ARMOIRIES (Les), de l'université. Notice par M. Alfred Richard, p. 518.

Assemblées générales relatives à l'affaire du portail des Augustins : 8 juillet 1895, pp. 117, 122 et 133. — 13 août 1895, pages 163, 165. — 16 décembre 1895, page 177.

AUGUSTINS (Couvent des). Notice de M. Ledain, p. 179.

AUTELET, docteur médecin, R. — Observation sur un objet antique mis sous les yeux de la Société par M. Luguët, p. 20 ; — Prend part à la discussion relative à l'emplacement à choisir pour le portail des Augustins, p. 64.

AYMER DE LA CHEVALLERIE (le Comte), sa mort, p. 17.

B

BABELON. Collaborateur du R. P. de la Croix, pour les fouilles et les travaux graphiques et descriptifs de Berthouville, 539 et 543. — Don, 642.

BABINET (Charles), Conseiller à la Cour de cassation ; — *Lecture* : Les échevins de Poitiers, p. 153 ; — *Publication* : Le conseil supérieur de Poitiers, pp. 157 et 199.

BABINET (Le colonel Léon) ; R. — *Fonctions* : Son élection comme président, p. 2 ; — Comme membre du Conseil d'administration, pp. 210, 446. — Allocution lors de son installation comme président, p. 2 ; —

préside les séances des 17 janvier 1895, p. 2; — 21 février, p. 40; — 7 mars, p. 17; — 24 mars, p. 22; — 25 avril, p. 57; — 16 mai, p. 64; — 20 juin, p. 68; — 18 juillet, p. 89; — 13 août, p. 117; — 16 octobre, p. 141; — 24 novembre, p. 148; — 5 décembre, p. 156; — 16 décembre, p. 176; — 13 janvier 1896, p. 209; — 16 janvier p. 210; — Dons : pp. 14, 559, 661; — *Communications* : Avis favorable sur la demande de prêts d'objets du musée pour l'exposition d'Angers, pp. 22; — Annonce le don du portail des Augustins, par MM. Parant, Goury, Cornet et Levy, p. 60; — Annonce l'acquisition du buste de M. Léon Palustre, œuvre de M. Robuchon, p. 58; — Communique une lettre du Ministre de l'instruction publique annonçant une subvention de mille francs pour l'installation du portail des Augustins, p. 64; — Prend part aux discussions relatives au choix du lieu d'installation de ce portail pp. 68, 70, 71, 141, 163, 176, 177; — Rend compte des séances, fêtes et excursions auxquelles a donné lieu le congrès du cinquantième de la Société archéologique du Limousin, p. 91; — Fait connaître les origines de M. Francis Feschter Vane descendant d'un officier anglais ayant pris part à la capture du roi Jean, p. 93; — Communique l'offre faite par M. Renaud demeurant commune d'Apremont, de notes sur la commanderie des Habites, pp. 4 48; — Rend compte du refus fait par lui à M. Bonnault, de Niort, d'autoriser l'estampage de la tombe de l'abbé du Chilleau appartenant au musée de la Société, p. 149; — Signale divers articles de journaux à l'éloge des travaux historiques de M. Carré, p. 158; — Communication relative à la chanson populaire : *In Jor en Aubant de Nuville*, p. 159; — Allocution en quittant le fauteuil et en installant le nouveau bureau, p. 211; — Dissertation sur les origines du nom de la rue de l'Aguilherie, p. 315; — Communication d'une lettre que lui a écrite M. Chemioux sur son mémoire relatif à la campagne du prince noir en Poitou, p. 316; — Explications sur l'emploi des canons par Edouard II à la bataille de Crécy, p. 318; — Observations sur le pont de Rochersuil dont la réfection est projetée, p. 378, — *Lecture* : réponse à la seconde note de M. de Grandmaison sur un point de l'itinéraire du prince Noir, p. 216; — *Publications* : Sa réponse à M. de Grandmaison, p. 263; — Sa notice sur l'emploi de l'artillerie à feu à la bataille de Crécy, p. 323.

BADOU MAUBERT. — Sa mort, p. 64.

BARBIER DE MONTAULT (Mgr), R. — Dons, pp. 18, 23, 58, 69, 231, 232, 274, 375, 393, 643, 654; — *Communications* : — Se charge de faire un travail sur le vase dit de St-Savin donné à la Société, par le ministre de l'Instruction publique, p. 12; — Son opinion sur une cornière en pierre, provenant d'un ancien autel de St-Savin, p. 12; — Annonce une découverte faite par M. Garran de Balzan dans l'ancienne abbaye des Chatelliers, page 447; — *Lecture* : Travail sur une statuette de St François de Paule, donnée par le Père de la Croix, p. 228; — *Publication* : Note sur des reliures armoriées, p. 481.

BARBIER (Alfred), ancien conseiller de préfecture, R. — *Fonctions* : Elu trésorier, pp. 2, 209 et 446; — Ses comptes-rendus comme trésorier, pp. 4, 133, 216, 277, 452; — *Dons* : pp. 58, 59, 143, 275, 465, 466, 654; —

Communications : Son opinion sur une chartre de 1372, offerte par M. Hild, au nom de M. Poncin, professeur au lycée, p. 69; — Rend compte d'un livre de raison d'une famille Châtelleraudaise publié par M. Godard, publication dont un exemplaire est offert par M. Labbé, p. 142; — Offre au nom du Père de la Croix et décrit la pierre tombale de Catherine de Brilhac, mariée à Paul Bonaventure, marquis de la Messellière, p. 143; — Donne lecture d'un travail de M. Champeval intitulé : *Quelques ensaisinements de fiefs en Poitou*, p. 144; — Communication relative aux causes et aux circonstances de l'explosion des poudres de Poitiers en juillet 1753, racontée par M. de la Liborlière dans ses vieux souvenirs, pp. 656-657; — *Lectures* : Ses deux rapports, en assemblée générale, sur la question financière, en ce qui touche les frais d'installation du portail des Augustins, à l'hôtel de Chièvres pp. 117, 133; — Son travail et ses notes sur les origines Châtelleraudaises de la famille Descartes, pp. 228, 380 et 386; — Notes sur les gages et les pensions des officiers de la vicomté de Châtellerault, p. 547; — *Publications* : Notice sur la Charte de 1372 donnée par M. Poncin (lettres patentes de Sauvegarde accordées par Charles V aux maire, échevins et habitants de Poitiers), p. 75; — Notice sur trois ordonnances de François I^{er}, relatives aux privilèges de la ville de Poitiers, p. 303; — Notice sur les gages et pensions des officiers de la vicomté de Châtellerault, p. 504; — Documents sur quelques anciennes familles châtelleraudaises, p. 627; — Ses rapports sur la question du portail des Augustins, pp. 117, 133.

BARR-FERRÉ, de New-York. — Don, p. 220.

BEAUGRAND. — Dons, p. 159.

BEAUMONT (Comte Charles de), N. R. — Sa lettre exprimant le désir d'être admis en qualité de titulaire non résidant, p. 219; — Son admission, p. 233; — Lettre de remerciements, p. 274; — Dons, p. 314, 465.

BEAUREPAIRE, N. R. — Son admission, p. 644.

BERNARDEAU. — Don, p. 643.

BERNARDIE (de la), R. — Son admission, pp. 62 et 63.

BERTHELÉ, nommé officier de l'instruction publique, p. 544.

BERTHOUVILLE — Fouilles de Berthouville, par le P. de la Croix, p. 538.

BLAY. — Don d'une statue découverte dans sa cave, plan St-Didier, p. 544.

BLEAU (abbé), R. — *Fonctions* : — Préside la séance du 2 janvier 1895; — Elu membre du conseil d'Administration, p. 2; — *Dons* : p. 48, 152, 215, 276, 277, 299, 385, 448, 463, 661; — *Communications* : Observations sur le crochet en bronze donné par le docteur Poupelard, p. 298; — Signale une thèse contraire à celle de M. Lièvre sur les puits dits funéraires, p. 54; — *Lectures* : Le pape Honorius IV et le diocèse de Poitiers, p. 159; — *Publications* : les papes Honorius IV et Nicolas IV et le diocèse de Poitiers, pages 397 et 402.

BLOSSAC (le parc de), pp. 393 et 612.

BOISSONNADE, R., professeur suppléant à la faculté des lettres; — Son admission, p. 66; — *Fonctions* : Chargé des fonctions de bibliothécaire après le décès de M. Ledain, p. 553; — Etat d'avancement des travaux

accomplis par lui le 21 octobre 1897 pour la confection du catalogue et le classement des archives, p. 641 ; — Le 18 novembre, en son absence, le président fait connaître que toutes les fiches du catalogue étant copiées en double exemplaire, les deux classements méthodique et alphabétique seront adoptés, p. 632 ; — A la séance du 16 décembre confirmation de cette communication du président par M. Boissonnade qui annonce que six mille fiches sont déjà faites et classées ; qu'il n'en reste plus que 2,000 à faire et que tout sera terminé au mois de mars 1898, p. 659 ; — Remerciments de la Société, p. 659 ; — *Distinctions académiques* : Il obtient le prix de Rossi pour son travail intitulé : *Le rôle de l'administration royale dans ses rapports avec la grande industrie aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 653 ; — Il est délégué par la Société pour la représenter comme conférencier au congrès ethnologique qui doit se tenir à Niort, p. 232 ; — *Lectures* : Sa notice sur la menuiserie à Poitiers et en Poitou au moyen-âge, pp. 471 et 559 ; — Sa notice sur la police municipale à Poitiers ; — Son rapport sur les archives de la société, p. 560 ; — *Publication* : La police municipale au XVII^e siècle à Poitiers, p. 562.

RESSE (dom), bénédictin, N. R. — Dons 660 ; *Lecture* : son travail intitulé : *Une tentative de réforme monastique à l'abbaye de Fontevrauld*, p. 667.

BONNEAULT. — Refus, par le président, de laisser faire l'estampage du tombeau de l'abbé du Chilleau, appartenant au musée de la Société, p. 449.

BONNET (avoué). — Lettre relative au procès intenté à la Société, par le sieur Laurent, p. 441.

BONNETON N. R. — Lettre signalant une confusion entre deux localités du nom de Charroux, p. 454.

BONSERGENT. — Réparations à faire à sa tombe, dont l'entretien est à la charge de la Société, p. 531.

BONVALLET, agent supérieur de la Compagnie d'Orléans, R. — Dons, p. 24 ; *Distinctions académiques* : obtient le prix décerné au meilleur travail historique, par la Société des Archives de Langres, p. 220 ; *Communications* : fait connaître la découverte, dans la démolition de l'hôtel de la Sayette, d'une inscription sur pierre, indiquant la date de la construction et le nom du propriétaire, p. 655.

BOUDOIN, architecte des monuments historiques, R. — Sa mort et son éloge, p. 374.

BOUGLON (Baron de). — Dons, p. 58.

BOUGOIN (abbé). — Don, p. 559.

BOURALIÈRE (de la), R. — Dons, p. 287 ; — *Communications* : Emet l'avis de placer le portail des Augustins en façade, sur la rue Victor-Hugo, p. 60 ; — Offre, au nom de M. le comte Helion de Villeneuve Esclapon, un procès-verbal de la maîtrise des eaux et forêts du 28 octobre 1715 et fournit des explications sur cette pièce, p. 276 ; — Donne lecture d'une lettre de M. Adolphe Laporte, architecte à Clermont-Ferrand, qui signale des rapports entre l'église Saint Hilaire le Grand de Poitiers et les églises romanes de l'Auvergne et ajoute à cette lecture ses observations personnelles, pp. 239 et 291 ; — De

mande quel est le mode de classement adopté par M. Boissonnade pour le catalogue de la bibliothèque et celui des archives de la Société, p. 632; — *Lecture* : Son travail sur l'imprimerie en Poitou, p. 66.

BOURDIN, notaire à Saint-Loup. — Don, p. 643.

BOURGUES (Colonel de), R. — Don, p. 643.

BRIANT (l'abbé). — Dons, p. 151.

BRICHAUT (C). — Sa mort, p. 544.

BRIX, coiffeur à Poitiers. — Don d'une pièce en patois imprimée, œuvre du républicain Piorry, et intitulée : *d'in breger à sen ami sur différents objets de la ville de Poitiers*, p. 393.

BROTHIER DE ROLLIÈRES. — Demande de renseignements généalogiques, p. 653.

BRUANT, horticulteur. — Dons, pp. 150, 274, 286, 651.

C

CANON (le) dans l'armée d'Edouard III à Poitiers, communication et notice du colonel Babinet, pp. 319 et 323.

CARRÉ, professeur à la Faculté des Lettres, R. — *Fonctions* : élu secrétaire, p. 2; — Vice-président, p. 209; — Président, p. 446; — Comptes rendus, comme Secrétaire des Séances du 7 mars 1895, p. 17; — 21 mars, p. 22, — 25 avril, p. 57; — 16 mai, p. 64; — 20 juin, p. 68; — 18 juillet, p. 89; — 17 octobre, p. 141; — 21 novembre, p. 148; — 5 décembre, p. 156; — 13 août, p. 163; — 16 décembre, p. 176; — Préside les séances du 19 novembre 1896, p. 383; — 21 janvier 1897, p. 417; — 15 février, p. 454; — 18 mars, p. 463; — 1^{er} avril, p. 537; — 29 avril, p. 543; — 20 mai, p. 551; — 17 juin, p. 558; — 5 juillet, p. 605; — 24 octobre, p. 641; — 16 décembre, p. 659; — Dons, pp. 554, 660; — *Communications* : hommage rendu à la mémoire de M. de la Sicotière, décédé, p. 17; — Critique le projet d'établir le portail des Augustins en façade sur la rue Victor-Hugo, pp. 61 et 177; — Présente M. Boissonnade, p. 66; — Communication au sujet des portes du parc de Blossac, p. 393; — Fait part d'un article de la bibliothèque de l'école des chartes élogieux pour le glossaire breton de M. Ernault, p. 555; — Annonce qu'il vient d'adresser une lettre de condoléance à M. de Beauchamp, membre de la Société, à l'occasion de la mort de M^{me} la vicomtesse de Beauchamp, sa femme, victime de la catastrophe du bazar de la Charité, p. 551; — *Lectures* : Son allocution en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 447; — Eloge de M. Ledain, décédé, p. 551; — Eloge de M. le général Savin de Larclause, décédé, p. 553; — Son travail sur la correspondance du Constituant Thibaudeau, p. 561; — *Publications* : Histoire d'une lettre de cachet et d'un aventurier poitevin, p. 97; — La révolution au parc de Blossac, p. 612.

CASTELLANE (Comte de), note sur un atelier monétaire à Fontenay-le-Comte, p. 377.

CATINEAU (l'abbé). — Don, p. 151.

CHAMPEVAL DE VYERS C. — Don, p. 660; — *Lecture* : de quelques ensa-

- sinements de fiefs en Poitou, p. 144; — Publication : Même notice, p. 596.
- CHAMPCHÉVRIERS (de) N. R. — Don, p. 227.
- CHAPELLE. — Don, p. 8.
- CHARTIER (Fernand). — Don, p. 607.
- CHARTIER (Madame). — Don, pp. 276-277.
- CHASTEIGNER (Comte de), N. R. — Condoléances de la Société adressées par le président à l'occasion de la mort de la Comtesse de Chasteigner, sa femme, p. 374; Dons : — annonce qu'il se propose d'envoyer à la Société, pour son musée, un certain nombre d'objets préhistoriques provenant de ses collections, pp. 653 et 654; — *Communications* : signale la découverte d'un trésor de monnaies anciennes entre Ingrandes et Dangé, p. 655; — Donne son adhésion à la détermination faite par MM. le général Segretain, Marcou, le P. de la Croix et Richard d'une fusaiole découverte dans un jardin de la rue de l'hospice, p. 652; — Publication : le cadran solaire du musée des Augustins, page 53.
- CHAVANON. — Don, p. 559.
- CHEMIOUX, R. — Sa lettre au colonel Babinet concernant la bataille de Poitiers, p. 316; — Son article publié dans le *Courrier de la Vienne* intitulé : *Refection du pont de Rochereuil*, p. 378.
- CHICHÉ (curé de). — Don, p. 275.
- CLAVEAU, curé de Verrines. — Don, p. 275.
- CLÉMENT-SIMON, C. — Don, p. 150.
- CLÉMOT (Charles). — Don, p. 455.
- COLLON (abbé), R. — Dons, 385 et 661; — *Lectures* : Les reliques de Sainte Victoire Maroze, p. 233; — Note sur la pyramide de Saint-Hilaire, page 291; — Reliques de Saint-Irénée au trésor de la Cathédrale de Poitiers, p. 386; — *Publications* : trois documents sur la pyramide de Saint-Hilaire, p. 291; — Les reliques de Sainte Victoire Maroze, p. 340; — Le trésor de la Cathédrale de Poitiers, les reliques de Saint Irénée, p. 486.
- COMPAING DE LA TOUR GIRARD, R. — Offre communication de pièces qu'il possède concernant la famille Brochard, p. 22.
- CONS, recteur, R. — Son admission, p. 471; — Sa lettre de remerciements, p. 543; — Autorise M. Robuchon à faire des conférences avec projections lumineuses dans toutes les écoles publiques de son ressort universitaire, p. 384.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE POITIERS (notice sur le), par M. Ch. Babinet, p. 199.
- CORNET. — L'un des donateurs du portail des Augustins, p. 60.
- COUDREAU (abbé); — Don, page 159.
- COURSEULLES (madame de); — Dons, pp. 455 et 661.
- COURTEAUD (l'abbé). N. R.; — Dons, pp. 91, 143, 275.
- COUVET DES AUGUSTINS DE POITIERS (le); — Notice par M. Ledain, p. 179.
- CROCHET en bronze donné à la Société par le docteur Poupelard, p. 216; — Notice sur ce crochet par le commandant Marais, p. 267; — Observations sur cet objet par M. Salomon Reinach, pp. 297, 298, et 546; et celles de M. l'abbé Bleau, page 298.
- CROIX (R. P. de la); R. — *Fonctions* : Questeur, pp. 2, 209, 416; —

Correspondant de la commission des travaux historiques, p. 544 ; — distinctions honorifiques : Chevalier de la Légion d'honneur, p. 375 ; — *Dons* : pp. 4, 5, 90, 91, 150, 227, 537, 544, 664 ; — *Communications* : Rend compte de ses découvertes au cimetière de Plaisance, pp. 5 et 4 ; — Son opinion sur la cornière en pierre provenant d'un ancien autel de l'église de Saint-Savin, p. 12 ; — Se prononce en faveur de M. Richard dans la discussion engagée entre ce dernier et M. de Lasteyrie sur certains signes symboliques propres à un grand nombre de couvercles de tombes dans les provinces de l'Ouest, p. 19 ; — Explications fournies sur une petite tête de cheval en bronze trouvée au vieux Poitiers et qu'il présente à la Société au nom de M. Luguët, p. 20 ; — Rend compte des fouilles pratiquées à Nantes dans le cimetière de Saint-Similien, p. 20 ; — Annonce qu'il fournira un fac-simile de l'inscription qui se trouve au chevet de la Cathédrale et dont M. Ledain a donné la lecture, p. 21 ; — Rend compte de l'état d'avancement du catalogue du Musée de Chièvres, p. 216 ; — Fait connaître le résultat de ses explorations archéologiques à Antigny et à Vouzailles, p. 221 ; — Rend compte de l'importante découverte archéologique qu'il a fait à Izeures, p. 233 ; — Entretient la Société de la part qu'il a prise au Congrès de la Sorbonne et de la discussion dont a été l'objet la récente découverte d'Yzeures, p. 278 ; — Demande qu'il soit fait un inventaire détaillé des volumes et mémoires de l'académie des Inscriptions et Belles Lettres, p. 295 ; — Annonce les fouilles qu'il vient d'entreprendre à Berthouville et présente des photographies représentant les pièces les plus remarquables du trésor de Bernay, p. 467 ; — Rend compte des résultats des fouilles de Berthouville, p. 538 ; — Annonce la découverte d'un trésor à Vivonne, p. 546 ; — Entretient la Société du Doujon de la Rocheposay qu'il propose de recommander à la Commission des monuments historiques, p. 546 ; — Demande à la Société d'émettre un vœu en faveur du projet qu'a la municipalité de Poitiers d'acheter la maison de M. Léon Gaillard, décédé, pour y installer un musée, p. 560 ; — Adhère à l'opinion exprimée par MM. Segretain et Marcou sur un objet trouvé dans un jardin de la rue de l'hospice et qu'on croit être une fusaiole, p. 640 ; — *Publications* : sur ses explorations archéologiques d'Antigny et de Vouzailles, p. 224 ; — Note accompagnant le don de l'inscription de Peu Berland, p. 227 ; — Note sur les monuments gallo-romains d'Yzeures, p. 278 ; — Note sur les fouilles de Berthouville, p. 538.

CURZON (Alfred de) peintre. — Sa mort ; — Rappel, à cette occasion, du don de son tableau de l'acropole d'Athènes, p. 89.

D

DANIEL-LACOMBE, R. — Don, p. 231.

DARDENNE. — Demande des renseignements sur la famille Launay et remercie pour la réponse faite à sa demande, p. 389.

DELAÏTRE. — Don, p. 286.

DELAÏTRE (R. P.). C. — Don, p. 295, 642.

- DESAIVRE. N. R. — Dons, pp. 90 et 211.
- DOVALLE (Charles). — Souscription à un monument projeté à Montreuil-Bellay, pour honorer sa mémoire et celles d'Alphonse Toussenet, de René Moreau et de Pierre Duret, p. 463.
- DOMAGE — Correspondance pour traiter d'une parcelle de terrain à acheter de lui en vue d'agrandir l'emplacement destiné à recevoir le portail des Augustins, pp. 117, 118, 131, 132.
- DROUAULT. — Don, 24.
- DUCCROQ, R. — Dons, pp. 210, 219, 274, 275, 661; — *Communications* : Fait connaître le jugement favorable porté par M. Vallon, sur la publication des Mémoires de Thibaudeau, p. 377; — Propose l'acquisition de la médaille décernée par la population de Poitiers à Boula de Nanteuil, p. 608; — *Lecture* : Rectification de quelques inexactitudes relatives à la famille Thibaudeau, p. 646.
- DUFFERIN (Lord), ambassadeur d'Angleterre. — Réponse à une demande de renseignements faite par lui à la Société sur le monument de Chandos à Mazerolles, p. 274.
- DUPRÉ (Louis), R. — Dons, p. 59; — Signalé par le président comme s'étant particulièrement dévoué à l'élaboration du catalogue du Musée des Augustins, p. 447.
- DURET, N. R. — Sa mort et son éloge, p. 296.
- DURÉ (Pierre). — Voir au mot Doval, p. 463.
- DUTHEIL. — Lettre par laquelle il invite la Société à s'abonner à une revue dite *Revue des Inscriptions et Belles Lettres*, p. 605.
- DUVAL (Louis). — Don, p. 143.
- DUGUESCLIN. — Note de M. Ledain sur l'occupation de Poitiers par Duguesclin; — p. 357.

E

- ERNAULT, professeur à la faculté des lettres, R. — Dons, p. 227; — Obtient le prix Volney pour son glossaire moyen breton, p. 555. — *Lecture* : Note sur le vieux mot Saintier, p. 458; — *Publication* : Note sur le vieux mot Saintier, p. 414.

F

- FARCINET. — Dons, pp. 13, 72.
- FAURE (Stanislas), R. — Son opinion sur une question de règlement, p. 71; — *Lecture* : Notice intitulée : *Histoire d'une famille Niortaise sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV*, p. 667.
- FERAND, R. — Don, p. 13.
- FLACOURT (M. et M^{me} de). — Don, p. 606.
- FORMIGÉ, architecte des monuments historiques, N. R. — Sa correspondance et ses plans pour l'affaire du portail des Augustins, pp. 64, 172, 177, 274, 374.
- FORT (Cte du), N. R. — Son admission, p. 233; — Sa lettre de remerciements, p. 273.

G

GAILLARD DE LA DIONNERIE (le conseiller), R. — *Dons*, pp. 13, 24, 59, 91, 227, 276, 314; — *Communications* : S'oppose à l'envoi d'objets du musée de la Société à l'exposition d'Angers, p. 23; — *Observations* au sujet d'un petit sphynx en bronze présenté par M. Luguët, p. 20; — Emet l'avis de placer le portail des Augustins à l'entrée du jardin de l'hôtel de Chièvres, en façade sur la rue Victor-Hugo, pp. 60, 61, 64, 70, 117, 118, 169, 173, 177; — *Discussion* sur une question de règlement, p. 68; — Nommé membre de la Commission du portail des Augustins, p. 121; — Soutient que les reproductions et estampages des objets du Musée ne peuvent être opérées par des tiers qu'avec l'autorisation du président et du conseil d'administration, pp. 149 et 150; — Soutient que les droits d'exploration de la Société doivent être maintenus sur tous les points du territoire que lui attribuent ses statuts, p. 233; — Invite la Société à étudier l'installation de bouches à incendie auprès de ses musées, p. 385; — Sa mort et son éloge, par M. de la Marsonnière, président, p. 389.

GAILLARD DE LA DIONNERIE (Henri), R. — *Fonctions* : Vice-Secrétaire, p. 2; — *Communications* : Soutient la même thèse que le conseiller Gaillard sur l'emplacement à choisir pour le portail des Augustins, pp. 65 et 119.

GAILLARD (Léon). — Sa mort, p. 544; — Motion du R. P. de la Croix tendant à ce que l'hôtel de M. Léon Gaillard soit acquis par la ville pour en faire un musée, p. 560.

GASSELIN (Le colonel), R. — Son admission, p. 561.

GAUDEAU, adjoint au maire de Poitiers, lettre par laquelle il transmet l'avis donné par le préfet du don du vase de Saint-Savin fait à la Société par le ministre des beaux-arts, p. 11.

GAY (l'abbé). — Don, p. 8.

GERMAIN (Léon), C. — Don, pp. 232, 274.

GINOT (Emile), R. — *Dons*, pp. 455, 661; — *Communication* : Donne lecture du contrat de mariage de François Brochard avec Marie Angeard, p. 21.

GODET DE LA RIBOULIERE (Baron), N. R. — Sa mort et son éloge, p. 2.

GODET DE LA RIBOULIERE (Baron), N. R. — Son admission, p. 233.

GOURY, l'un des donateurs du portail des Augustins, p. 60.

GRANDMAISON (de), N. R. — Sa notice sur un point de l'itinéraire du prince Noir, p. 259.

GUIBERT, secrétaire général de la Société des Antiquaires de Limoges; — invitation adressée aux Antiquaires de l'Ouest pour le congrès du cinquantenaire de la Société de Limoges, pp. 23 et 58.

GUILLAUME IX D'AQUITAINE. — Un cahier de ses poésies offert par Madame Palustre, p. 231.

GUILLEBAUD (Frédéric). — Don, p. 151.

H

HILD, doyen de la Faculté des Lettres, R. — *Distinctions honorifiques* : Chevalier de Légion d'honneur en janvier 1896, p. 57. — *Dons*, p.

58, 59; — *Communications* : exprime un avis contraire au projet d'édification du portail des Augustins sur la rue, pp. 61 et 120. — Son opinion sur l'inscription de Vouzailles, p. 224; — Lecture qu'il donne à l'inscription d'Yzeures, pp. 233, 279, 280, 281; — *Publication* : l'inscription de Peu Berland, p. 475.

HILAIRE (Eglise de St-), p. 299.

HISTOIRE d'une lettre de cachet et d'un aventurier poitevin, notice par M. Carré, p. 97.

HONORIUS IV (Le pape). — Notice par M. l'abbé Bleau, pp. 157 et 399.

I

INSCRIPTIONS : Sur un anneau présenté à la Société par M. Luguet, p. 7; — Graphites sur la cornière en pierre d'un ancien autel de l'église de Saint-Savin, p. 12; — Pierre tombale de Marie-Catherine de Brilhac, marquise de la Messellière, p. 143; — Inscription au chevet de la cathédrale, signalée par M. Ledain comme donnant le nom de l'architecte Adam, p. 80; — Deux inscriptions lapidaires trouvées dans les travaux d'aménagement de la caserne de passage, boulevard du Grand-Cerf, p. 150; — Le blason des bas-côtés de l'église de Lizant (Vienne), p. 151; — Clé de voûte du xiv^e siècle avec blason, provenant de l'abbaye des Alleuds, p. 151; — L'inscription de deux cloches l'une baptisée en 1731 et l'autre fondée en 1509, p. 152; — L'inscription de Biton, chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers, p. 152; — L'inscription du Peu Berland, Apollon Atepomarus, pp. 231 et 475; — L'inscription de Vouzailles, p. 225; — L'inscription d'Yzeures, pp. 233 et 278; — Trois inscriptions relevées dans l'église de la Foucaudière, p. 449; — Inscription relevée dans l'église de Rouillé, p. 451; — Inscription découverte aux fouilles de Chagnon Sainte-Même, p. 457; — Epitaphe de Jean Legier, découverte à Niort dans un bâtiment attenant à l'ancienne église des Cordeliers, p. 467; — Inscription relative à l'une des moniales de l'abbaye de Sainte-Croix provenant de la collection de l'abbé Auber et donnée par M. de la Ménardière, p. 644; — Inscription trouvée dans les démolitions de l'hôtel de la Sayette à Poitiers, p. 655; — Trois fragments d'épitaphes trouvés près de Niort relatifs à trois membres de la famille d'Aubigné, pp. 662.

J

JABLONSKI (docteur), R. — Dons, pp. 24 et 376.

JALLET (l'abbé), curé de Chérigné, don, p. 445.

JUILLET SAINT-LAGER, préfet de la Vienne, H. Avis donné du don du vase de Saint-Savin fait à la Société par le Ministre des beaux-arts, p. 10.

JOIN LAMBERT, inventeur du trésor de Villeret et promoteur des fouilles de Berthouville, propose le Père de la Croix pour l'entreprise de ces fouilles, au Comité des travaux historiques, p. 539.

L

- LABBÉ, N. R. — Dons, pp. 59, 142, 158, 210, 219 ; — *Communications* : Note relative à trois inscriptions relevées dans l'église de la Foucaudière, p. 449 ; — Publication de cette note, pp. 449, 450.
- LAPORTE, architecte à Clermont-Ferrand. — Sa lettre communiquée par M. de la Bouralière et où sont signalées certaines similitudes entre l'église Saint-Hilaire de Poitiers et le roman d'Auvergne, p. 289.
- LARCLAUDE (le général Savin de), N. R. — Sa mort, p. 544, et son éloge par M. Carré, président, p. 553.
- LARGEAULT (l'abbé) communique le texte d'une inscription, pp. 464 et 467 ; — Communique trois fragments d'épithaphe découverts au château historique de Mursay et relatifs à trois membres de la famille d'Aubigné, p. 662 ; — *Publication* intitulée : *Si Saint-Pient, évêque de Poitiers, a été inhumé à Melle ?* pp. 660 et 664.
- LASSUS (Baron de), N. R. — Sa mort, p. 641.
- LASTIC (Comte Henri de), N. R. — Dons, p. 220.
- LAURENT. — Adversaire de la Société dans un procès de voisinage, p. 64.
- LEBRUN (l'abbé) ; — Rend compte des circonstances dans lesquelles a été trouvé à Saint-Savin le vase dont le ministre a fait don à la Société p. 12 ; — Fournit également des renseignements sur la Cornière en pierre provenant d'un ancien autel de Saint-Savin et qu'il offre à la Société, p. 12.
- LECESTRE (Léon) ; — Don, p. 558.
- LECOINTRE (le Comte Louis), R ; — *Fonctions* : membre du conseil d'administration, pp. 2 et 210.
- LECOINTRE (Léon), R. — Son admission, p. 1.
- LEDAIN, R. — *Fonctions* : bibliothécaire, pp. 2, 210, 446 ; — dons : pp. 69, 143 ; — *Communications* : Rend hommage à la mémoire de M. de la Sicotière décédé, p. 17 ; — Rend compte de la part qu'il a prise au congrès, du cinquantenaire de la Société archéologique de Limoges, p. 92, — Prend part à la discussion relative à la question du portail des Augustins, p. 177 ; — *Lectures* : — Note sur la date de la construction et sur le nom de l'architecte de la Cathédrale de Poitiers, p. 20. — Sa notice sur l'ancien couvent des Augustins, page 179 ; — Sa chronologie des maires de Poitiers, pp. 160, 452, 471 ; — Sa note sur l'occupation de Poitiers par Duguesclin, p. 380 ; — *Publications* : Note sur la date de la construction et sur le nom de l'architecte de la Cathédrale de Poitiers, p. 80 ; — Sa notice sur le couvent des Augustins, p. 179 ; — Sa note sur l'occupation de Poitiers par Duguesclin, p. 359 ; — Sa mort et son éloge par M. Carré, Président, p. 551.
- LEFÈVRE ; — Don, p. 649.
- LEVY, l'un des donateurs du portail des Augustins, pp. 60, 120, 123 ; — Dons provenant de l'ancienne église des Augustins, p. 91.
- LEHER N. R. — Son admission, p. 644.
- LEHILLIER, Jean. — Dons, p. 654.
- LIEVRE, R ; — Don du catalogue de la bibliothèque de la ville, p. 142 ;

- *Lectures* : Austrapius et les Taifales du Poitou, p. 160 ; — Travail sur les fouilles de Villepouge, p. 638 ; — *Publication* : Austrapius et les Taifales du Poitou, p. 578.
- LIQUÉ** (Abbaye de) ; — Dons, p. 384 ; — Création à l'Abbaye de Ligugé, par la Société d'éthnographie de Niort, d'un musée Poitevin d'art religieux et d'éthnographie, p. 633.
- LISCH**, inspecteur des monuments historiques ; — Ses plan et correspondance au sujet du portail des Augustins, pp. 177, 274.
- LUGUET**, professeur à la faculté des lettres, R ; — dons, p. 24 ; *Communication* : présente un anneau d'or ancien portant sur sa zone centrale les signes du zodiaque, p. 7 ; — Présente à la Société une petite tête de cheval en bronze trouvée au vieux Poitiers, p. 19 ; — Présente à la société un petit sphinx en bronze trouvé à Saint-Savin, p. 25 ; — Discussion sur les deux expressions *cippe* et *stèle*, p. 234 ; — Note sur l'église Saint-Hilaire de Poitiers, p. 299 ; — Note sur une hachette de métal, pp. 300 et 406 ; — Signale un monument mégalithique près de Pouzauges, p. 394 ; — Fait connaître le résultat des fouilles pratiquées dans le fanum gallo-romain de la gare de Chagnon Sainte-Même, p. 456 ; — Observations sur l'inscription de la cloche de la Foucaudière, p. 459 ; — Fait connaître l'importance du trésor trouvé dans la propriété de M. d'Hauteville près Cognac, p. 468 ; *Publications* : Sa note sur l'église Saint-Hilaire de Poitiers, p. 299 ; — Sa note sur une hachette de métal, p. 300. — Sa note sur un monument mégalithique près Pouzauges, p. 394 ; — Note sur le trésor trouvé dans la propriété de M. d'Hauteville, p. 468.

■

- MAGNAN**, notaire ; — Lettre relative à l'état actuel du dolmen de la pierre pèse appartenant à la Société, p. 231.
- MARAIS** (le commandant), R. — *Fonctions* : membre du conseil d'administration, p. 446 ; — Dons : pp. 457, 297, 465 ; — *Communications* : fait connaître qu'à la bibliothèque de la ville, se trouve un manuscrit latin des commentaires de César ayant appartenu à un chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers nommé Biton, p. 152 ; — Dissertation sur l'origine et la destination d'un crochet en bronze donné par M. le docteur Poupelard, p. 216 ; — Donne lecture d'une lettre de M. Salomon Reinach en réponse à sa consultation sur la destination de cet objet, p. 287 ; — Note sur l'expression un *saintier d'argent*, p. 394 ; — Fait connaître le compte rendu de cette note publié par M. Reinach dans l'*Anthropologie* ; p. 546 ; — Donne lecture d'une lettre que lui a adressée M. Salomon Reinach et dans laquelle il décrit et détermine les statuettes appartenant à la Société qui lui ont été communiquées, p. 297 ; — *Publications* : Sa note sur le crochet donné par M. le docteur Poupelard, p. 267 ; — Note sur l'expression un *saintier d'argent*, p. 410.
- MARCOU**, N. R. — Lettre par laquelle il avise le président d'une subvention de mille francs pour le portail des Augustins, et du don fait par le ministre du vase de Saint-Savin, p. 64 ; — Son admission, p. 66 ; — Lettre de remerciements, p. 69.

MARSONNIÈRE (de la), R. — *Fonctions* : vice-président, p. 2; — Président, p. 209; — Membre du Conseil d'Administration, p. 446; — Préside les séances des 16 janvier 1896, p. 211; — 28 février, p. 219; — 19 mars, p. 231; — 16 avril, p. 273; — 21 mai, p. 284; — 17 juin, p. 295; — 19 juillet, p. 313; — 15 octobre, p. 373; — 17 décembre, p. 388; — 24 janvier, p. 416; — Son allocution comme président, p. 221; — Dons, pp. 18, 65, 231, 554; — *Communications* : Hommage rendu à la mémoire de M. de la Sicotière, décédé, p. 17; — Prend part à la discussion sur la question du portail des Augustins, à l'assemblée générale du 16 décembre 1895, p. 177; — Fait part des décès de M. Petiteau et de M. Fernand de Montesquiou, p. 285; — Sa correspondance avec Lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre, au sujet du tombeau de Chandos à Mazerolles, p. 274; — Fait part de la visite de M. André Theuriot, président du congrès ethnologique de Niort, en vue de l'exposition organisée dans cette ville, p. 232; — Sa correspondance avec M. Domage voisin de l'hôtel de Chièvres, p. 131; — *Lectures* : Ses rapports comme président de la commission du portail des Augustins, pp. 122, 165; — Sa notice intitulée : Etablissement de paix entre les Chausseraye et les Montaigu, p. 34; — La navigation du Clain, p. 157; — Eloge de M. Jules Richard, décédé, p. 214; — Eloge de MM. Duret et Jules Simon, décédés, p. 296; — Eloge de M. Boudoin, décédé, p. 374; — Félicitation au R. P. de la Croix pour sa décoration comme chevalier de la Légion d'honneur, p. 375; — Eloge de M. Gaillard de la Dionnerie, p. 389; — *Publications* : Ses rapports aux assemblées générales des 8 juillet et 15 août 1895, comme président de la commission du portail, pp. 122, 165; — Etablissement de paix entre les Chausseraye et les Montaigu, p. 31; — La navigation du Clain, p. 237; — Eloges de MM. Jules Richard, Duret, Jules Simon, Boudoin et Gaillard, pp. 214, 296, 374 et 389.

MARTINEAU, architecte, R. — Membre de la commission du portail, pp. 121, 165.

MARTINIÈRE (Machet de la), R. — Son admission, p. 299.

MÉNARDIÈRE (de la), professeur de droit, R. — *Fonctions* : vice-président, p. 446; — Préside la séance du 18 novembre 1897, p. 652; — Don : d'une inscription du 1^{er} siècle ayant fait partie de la collection de l'abbé Auber, p. 644.

MERCIER (le R. P.). — Dons, p. 232.

MERLET. — Don, p. 607.

MILLORY, N. R. — Don, pp. 537, 538.

MINISTRE de l'instruction publique et des beaux arts; — *Correspondance* : Avis d'une subvention de mille francs pour la réédification du portail des Augustins, pp. 60 et 64; — Avis d'une subvention allouée, par l'entremise de la société, à M. Robuchon pour les paysages et monuments du Poitou, p. 18; — Lettre faisant connaître les conditions dans lesquelles devra être opérée la réédification du portail des Augustins classé comme monument historique, pp. 141 et 176; — Circulaires annonçant la date et le programme des sessions du Congrès des beaux-arts et de celui des sociétés savantes, pp. 69, 71, 157, 158,

- 295, 321 et 389; — Don du vase de Saint-Savin, p. 41; — Dons de nombreux ouvrages publiés sous les auspices du ministère, pp. 15, 28, 63, 71, 147, 155, 161, 218, 234, 283, 287, 293, 320, 380, 384, 396; 453, 464, 473, 549, 610, 648, 658, 668.
- MONDION (Comte de), N. R. — Son admission, p. 66; — *Lecture* : notice sur un sceau de Pierre de Mondion, p. 459.
- MONNIER (Marcel). — Don, p. 465.
- MONTESQUIOU (Comte Fernand de), N. R. — Sa mort, son éloge par M. Ch. Tranchant, p. 284.
- MONTGRUEL, N. R. — Son admission et ses remerciements, pp. 292 et 295.
- MONTMARTIN (de). — Dons, p. 606.
- MOREAU, R. — Son admission, p. 2; — Dons, pp. 65 et 287.
- MOREAU (Frédéric), C. album caranda, p. 376.
- MORIN (Léon). — Dons, p. 151.

N

- NETTANCOURT (Marquis de), R. — Dons, pp. 91 et 314.

O

- OBLIGATIONS (Tirages des). — pp. 4, 216 et 451.
- ODIN, R. — Dons : dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou, p. 62.

P

- PALUSTRE (Léon) N. R. — Acquisition par la Société de son buste, œuvre de M. Robuchon, p. 58.
- PALUSTRE (M^{me}). — Don de notes, papiers et manuscrits de feu son mari, se rapportant à divers sujets historiques ou archéologiques et notamment à la vie et aux œuvres de Guillaume IX d'Aquitaine, pp. 231, 232, 274, 376, 384, 393, 554 et 654; — *Don* d'un cliché sur cuivre du pupitre de Ste-Radegonde, p. 213.
- PAPES (Les). — Honorius IV, notice de l'abbé Bleau, p. 399, et Nicolas IV, notice de M. l'abbé Bleau, p. 402.
- PAPILLAULT (René). — Don, p. 459.
- PARANT, l'un des donateurs de portail des Augustins, p. 123.
- PARROT (Armand). — Don, p. 660.
- PATÉ (Léon). — Lettre relative au vase de St-Savin, p. 558.
- PERLAT R. — Dons de photographies, pp. 59, 143, 392.
- PETITEAU (Docteur), N. R. — Sa mort et regrets exprimés, p. 284.
- PIERRE DU MIRACLE de St-Hilaire, propriété du P. de la Croix qui en fait don au musée de la Société, p. 291.
- PIETTE. — Don, p. 219.
- PHOTOGRAPHIES, pp. 59, 143, 376, 392, 397, 457, 465, 467, 559.
- POIRAUT R. — *Fonctions* : membre du conseil d'administration, pp. 2 et 240; — *Distinctions honorifiques* : Officier de l'instruction publique, p.

- 58 ; — *Dons*, pp. 143, 276, 287, 545 ; — *Communications* : Sa découverte de deux écussons du duc de Berry sur deux tours à l'extrémité sud des murs de Blossac, p. 394.
- PONCIN. — *Dons*, pp. 59 et 69.
- PONCINS (Comte de) C. — Sa mort et regrets exprimés, p. 374.
- PORTAIL des Augustins : pp. 59, 60, 61, 64, 65, 69, 117, 121, 123, 163, 164, 177, 374.
- POUPELARD (Docteur) R. — Elu membre de la commission du portail, pp. 121, 165, prend part à la discussion relative à l'emplacement du portail, p. 164. ; — *Don* ; fait don à la Société du crochet en bronze qui a été l'objet d'une étude de la part du commandant Marais et de M. Salomon Reinach, pp. 216, 288.

R

- RABIT, horloger à Airvault. — *Don*, p. 644.
- RENAUD, lettre par laquelle il offre à la Société un travail à publier sur la commanderie des Habites, p. 148.
- RESEMBECQ (Comte de Fontaine de) N. R. — *Don* d'une brochure intitulée l'âme des écoles Neutres, précédée d'une lettre de M. Jules Simon, p. 159.
- REVILLON, conservateur du Musée du Louvre. Circulaire indiquant les conditions dans lesquelles on peut faire partie de la commission qui ira en Egypte et en Nubie sous sa direction, p. 464.
- RICHARD, Alfred R. — *Fonctions* : membre du conseil d'administration, pp. 210 et 446. — Elu membre de la commission du portail des Augustins, pp. 121 et 165 ; — *Dons* : 24, 66, 345 ; — *Communications* : Sur les origines d'un manuscrit donné à la Société par M. Hild, au nom de M. Poncin, p. 70. — Sur un fait historique concernant le couvent des Augustins, p. 160 ; — Sur une question de règlement, p. 71 ; — Donne lecture d'une lettre de M. de Grandmaison relative au différent existant entre lui et le colonel Babinet, sur certains points de l'itinéraire du prince de Galles, p. 160 ; — Annonce qu'il se propose de réfuter le travail de M. Lièvre sur les Teiphales, p. 456 ; — Se charge de décrire les objets préhistoriques dont le Comte de Chateigner annonce l'intention de faire don, à la Société, p. 654 ; — Partage l'avis du général Ségretain sur la nature de l'objet antique trouvé par ce dernier dans son jardin (fusaiïole), p. 646 ; — *Lectures* les Taïfales, la Theiphalie et le pays de Tiffauges, p. 419 ; — Chantocéaux et les Tiffailles, p. 670 ; — Les armoiries de Poitiers, p. 547 ; — *Publication* de ces trois lectures, pp. 449, 670 et 518.
- RICHARD (Jules) N. R. — Sa mort et son éloge, pp. 214, 559.
- ROBERT. — *Don*, p. 150.
- ROBUCHON, N. R. — Subvention à lui accordée par le Ministre de l'instruction publique pour ses paysages et monuments du Poitou, p. 18 ; — Auteur du buste de M. Palustre, acheté par la société, p. 58 ; — Auteur du médaillon en bronze de M. de Rochebrune, également acquis par la Société, p. 384 ; — *Don*, p. 325 ; — Autorisé par le recteur à faire des conférences, avec projections lumineuses, dans les diverses écoles du ressort académique, p. 384.

- ROCHEBRUNE (De). N. R. — Dons, p. 558.
ROCHEREUIL (pont de), p. 376.
ROUGÉ-BIENVENU, N. R. — Dons, p. 559.
ROUGÉ (Louis), R. — Son admission, p. 445.
ROUMEJOU (De). — Dons, pp. 65 et 464.

S

- SALLE (Joseph de), R. — Son admission, p. 654.
SAUZÉ, N. R. — Don, p. 211.
SAVIN DE LARCLAUZE (Le général), N. R. — Sa mort et son éloge, p. 553.
SCHWAB. — *Publication* : une amulette hébraïque, pp. 516 et 543.
SEGRÉTAIN (Le général). R. — Dons, p. 143; — *Communication* : découverte dans son jardin d'une rondelle crénelée en plomb sur la destination de laquelle, après avoir consulté M. Marcou, il est arrivé à conclure que cet objet est un fusaiole en plomb de fuseaux dont les femmes faisaient usage dans l'ancien temps, pp. 644 et 645.
SICOTIÈRE (De la). C. — Sa mort et son éloge, p. 17.
SIMON (Jules), H. — Sa mort et son éloge, p. 297.
SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST. — Exprime au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, toute sa gratitude pour le don du vase de Saint-Savin, p. 11; — Don par MM. Parant, Goury, Cornet et Lévy du portail des Augustins, p. 60; — Acceptation de ce don par le conseil et instances auprès du ministre pour le classement du monument et pour une subvention en vue de son transport et de sa réédification sur le terrain de l'hôtel de Chièvres, p. 60; — Décision prise en séance ordinaire du 25 avril par laquelle la Société choisit pour cette réédification une place à l'intérieur du jardin de l'hôtel de Chièvres, p. 61; protestation à la séance du 20 juin 1893, contre cette décision et renvoi de la question devant une assemblée générale, p. 69; — Assemblée générale du 8 juillet 1893, où il est décidé que la Société accepte le don fait par MM. Parant, Goury, Cornet et Lévy et que le portail ne sera pas placé à l'intérieur du jardin et nomme une commission pour étudier les moyens d'édifier le monument en façade sur la rue Victor-Hugo, p. 117; — Assemblée générale du 3 août où, sur le rapport de M. de la Marsonnière, président de la commission et sur celui de M. A Barbier, trésorier, il est décidé que le portail sera placé en retrait sur la rue, p. 163; — Assemblée générale du 16 décembre 1895, où il est décidé, que la reconstruction en retrait sera exécutée suivant un nouveau projet proposé par M. Lisch, p. 176; — La Société, à l'occasion d'un incident, décide qu'aucun estampage ou dessin d'objets appartenant au Musée ne pourra être fait sans l'autorisation du président et du conseil, pp. 149 et 150; — Communications diverses du président de la Société au sujet de l'état d'avancement des travaux de reconstruction du portail des Augustins, pp. 217, 274, 374; — Le président annonce l'achèvement du catalogue du Musée des Augustins, p. 447; — Souscription en réponse à la lettre du comité d'initiative du monument à élever à Montreuil-Bellay à Alphonse Tousse-
nel, Charles Dovalle, René Moreau et Pierre Durel, p. 463; — Expri-

me un avis favorable au classement du donjon de la Rocheposay, p. 546; — Avis également favorable à l'acquisition par la ville de Poitiers de la maison Léon Gaillard pour y créer un Musée spécial d'archéologie; p. 560. — Rapport fait à la Société par M. Boissonnade de l'état d'avancement de son travail concernant le catalogue de la bibliothèque et le classement des archives, p. 641; — Aménagement à l'hôtel de Chièvres d'une salle spéciale pour l'installation des archives et pour en faciliter l'étude, p. 642; — La Société est avisée par M. Tranchant de la délimitation des terrains du château baronial de Chauvigny, p. 644; — Le catalogue de la bibliothèque sera dressé selon les deux classements méthodique et alphabétique, pp. 652 et 660.

Séances tenues par elle :

14 janvier 1891.....	4	16 avril.....	273
21 février.....	10	21 mai.....	284
7 mars.....	17	17 juin.....	295
21 —.....	22	19 juillet.....	313
25 avril.....	57	15 octobre.....	378
16 mai.....	64	18 novembre.....	383
20 juin.....	68	17 décembre.....	388
8 juillet (Assemblée générale).....	117	11 janvier 1897.....	445
18 juillet.....	89	21 janvier.....	445
13 août (Assemblée générale).....	463	18 février.....	454
17 octobre.....	441	43 mars.....	463
21 novembre.....	148	1 avril.....	537
5 décembre.....	156	29 avril.....	543
16 décembre (Assemblée générale).....	176	29 mai.....	554
13 janvier 1896.....	209	17 juin.....	558
20 février.....	219	15 juillet.....	605
19 mars.....	231	21 octobre.....	641
		18 novembre.....	652
		16 décembre.....	659

Publications contenues dans ce volume :

1. Note sur les découvertes faites à Plaisance par le Père de la Croix, p. 5.
2. — Note sur un anneau d'or qui porte, à sa zone centrale, la ligue du zodiaque, par M. Luguët, p. 7.
3. Note sur le contrat de mariage de François Brochard avec Jeanne Angelard par M. Emile Ginot, p. 21.
4. Note sur un sphinx en bronze trouvé à St-Savin, par M. Luguët, p. 25.
5. Etablissement de paix entre les Chausseraye et les Montaigu, document inédit, notice par M. de la Marsonnière, p. 31.
6. La bataille de Poitiers-Maupertuis, par M. Babinet, p. 41.

7. Cadran solaire du Musée des Augustins par le Comte de Chastaigner, p. 53.
8. Note sur une charte de 1372, par M. A. Barbier, p. 75.
9. Note sur l'architecte et la date de la Cathédrale de Poitiers, par M. Ledain, p. 80.
10. Histoire d'une lettre de cachet et d'un aventurier poitevin, par M. Carré, p. 97.
11. Rapport lu à l'assemblée générale du 8 juillet par M. de la Marsonnière, délégué par le conseil d'administration comme son rapporteur sur la question du portail des Augustins, p. 122.
12. Rapport lu en la même assemblée générale par M. A. Barbier, trésorier, p. 133.
13. Note du commandant Marais sur un manuscrit latin des commentaires de César, ayant appartenu à un chanoine de St-Hilaire de Poitiers, nommé Biton p. 152.
14. Rapport lu à l'assemblée générale du 13 août 1895, par M. de la Marsonnière comme président de la commission du portail, p. 165.
15. Notice sur l'ancien couvent des Augustins de Poitiers, par M. Ledain, p. 179.
16. Notice sur le conseil supérieur de Poitiers (1771-1776) par M. Ch. Babinet, conseiller à la Cour de cassation, p. 199.
17. Note sur les fouilles d'Antigny, par le Père de la Croix, p. 221.
18. Note sur les découvertes de Vouzailles par le Père de la Croix p. 224.
19. La navigation du Clain, notice par M. de la Marsonnière, p. 237.
20. Seconde note sur un point de l'itinéraire du prince de Galles avant la bataille de Poitiers, par M. de Grandmaison, p. 259.
21. Note sur le crochet en bronze, don du docteur Poupelard, par M. le commandant Marais, p. 267.
22. Note sur les monuments gallo-romains d'Yzeures, par le Père de la Croix, p. 278.
23. Note sur le crochet en bronze, don du docteur Poupelard, par M. Solomon Reinach, p. 288.
24. Lettre de M. Laporte, architecte à Clermont-Ferrand, signalant des rapports existants entre St-Hilaire de Poitiers, et les églises de l'école auvergnate, p. 289.
25. Note sur St-Hilaire de Poitiers, par M. Luguet, p. 299.
26. Trois ordonnances inédites de François 1^{er}, notice par M. A. Barbier, p. 303.
27. Trois documents sur la pyramide dite de St-Hilaire, par M. l'abbé Collon, p. 310.
28. Note de M. Chemioux sur la campagne du Prince Noir, p. 316.
29. Le canon dans l'armée du prince Noir et dans celle d'Edouard III, par le colonel Babinet, p. 322.
30. — Les reliques de Ste-Victoire Marause, par M. l'abbé Collon, p. 340.
31. Note sur l'occupation de Poitiers par Duguesclin, par M. Ledain, p. 359.

32. Note sur un atelier monétaire à Fontenay-le-Comte, par le commandant Marais, p. 377.
33. Note sur le pont de Rochereuil par le colonel Babinet, p. 378.
34. Le pape Honorius IV et le diocèse de Poitiers, par l'abbé Bleau, p. 399.
35. Le pape Nicolas IV et le diocèse de Poitiers, par l'abbé Bleau, p. 402.
36. Note sur l'expression *un saintier d'argent*, par le commandant Marais, p. 410.
37. Note sur le vieux mot français saintier, par M. Ernault, p. 414.
38. Les Taifales, la Theiphalie et le pays de Tiffauges, notice par M. A. Richard, p. 419.
39. Note sur trois inscriptions relevées dans l'église de la Foucaudière, par M. Labbé, p. 449.
40. Note sur les fouilles opérées dans le *fanum* gallo-romain de la gare de Chagnon Ste-Même, par M. Luguët, p. 456.
41. Note sur une inscription découverte à Niort dans l'ancienne église des cordeliers, par M. l'abbé Largeault, p. 467.
42. Note de M. Luguët, sur le trésor découvert dans la propriété de M. d'Hauteville près de Cognac, 469.
43. L'inscription du Peu Berland, notice par M. Hild, 475.
44. Note de M^{re} Barbier de Montault sur des reliures armoriées, 481.
45. Le trésor des reliques de la Cathédrale de Poitiers, reliques de St-Irénée ; notice par l'abbé Collon, 486.
46. Note, par M. Alfred Barbier, sur les gages et pensions des officiers de la vicomté de Châtelleraut, 504.
47. Une amulette hébraïque, par M. Schwab, 516.
48. Note sur les fouilles de Berthouville et sur le trésor de Villeret, par le Père de la Croix, 538.
49. La police municipale à Poitiers au xvii^e siècle, notice par M. Boissonnade, 564.
50. Austrapius et les Taifales du Poitou, notice par M. Lièvre, 578.
51. Les armoiries de l'université de Poitiers, par M. A. Richard, 518.
52. Quelques ensaisinements de fiefs, notice par M. Champeval de Vyers, 596.
53. La révolution au parc de Blossac, par M. Carré, 612.
54. Document sur quelques anciennes familles Châtelleraudaises, par M. A. Barbier, 627.
55. Note sur les causes et les circonstances de l'explosion des poudres de Poitiers, en juillet 1753, 637.
56. Chantoceaux et les Tiffailles, par M. A. Richard, 670.
57. Note sur trois inscriptions concernant la famille d'Aubigné, par M. l'abbé Largeault, 662.
58. Note sur le lieu de sépulture de St Pient, évêque de Poitiers, par M. l'abbé Largeault, 664.

Admissions

Lecointre Léon, R.	1	Vane (P. Flecher), de Hutton.	278
Bernardie (de la), R.	62	Viau, ancien percepteur R.	291
Marcou, inspecteur en chef des monuments histori- ques, N. R.	66	Montgruel, N. R.	292
Mondion (Comte de), N. R.	66	Martinière Jules Machet (de la)	299
Boissonnade, professeur R.	66	Rougé (Louis), R.	445
Fort (le Comte du), N. R.	233	Cons, recteur, R.	471
Beaumont (Comte Charles de), N. R.	233	Marche, R.	547
Godet de la Riboulerie (baron).	233	Gasselín (le colonel), R.	561
		Beaurepaire (Edmond).	644
		Leher.	644
		Salle (Joseph de la), R.	654

Décédés :

Godet de la Riboulerie (baron).	2	Simon (Jules).	299
Allard, ancien notaire.	10	Boudoin, architecte.	374
Aymer de la Chevalerie (mar- quis), De la Sicotière.	47	Gaillard de la Dionnerie, an- cien conseiller.	389
Richard (Jules).	214	Savin de Larclause (le gé- néral).	544
Montesquiou (Comte de).	284	Gaillard Léon, avocat.	544
Petiteau, médecin.	284	Ledain.	551
Duret, ancien conseiller.	290	Lassus (baron de).	641

Sociétés savantes en relations avec la Société des Antiquaires de l'Ouest.

Aisne. — Société des sciences, arts et belles lettres à St-Quentin.

— Société archéologique, historique et scientifique de Soissons.

— Société académique de Laon.

Algérie. — Société d'archéologie à Constantine, 94, 549.

— Académie d'Hippone, 16, 146, 230, 292, 453, 659.

Allier. — Société d'émulation et des beaux-arts du Bourbonnais, 72, 236, 382.

Aveyron. — Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron, 29.

Basses-Pyrénées. — Société de Pau, 9, 155.

Bouches-du-Rhône. — Société de statistique de Marseille, 146.

Calvados. — Société d'agriculture et de commerce de Caen, 146, 302.

Charente. — Société historique et archéologique de la Charente, 114, 292, 556.

Charente-Inférieure. — Société des archives historiques de la Saintonge revue de Saintonge et d'Aunis, 9, 29, 145, 146, 154, 217, 234, 294, 322, 382, 472, 556, 650; — Commission des arts et monument historiques de la Charente-Inférieure, 14, 68, 95, 154, 229, 294, 383, 461, 556, 651, 659; — Société de géographie de Rochefort, 29, 72, 162, 229, 284, 321, 562, 650, 669.

- Cher.* — Société des Antiquaires du Centre, 63, 95, 144, 154, 218, 284, 321, 381, 452; — Société historique, littéraire et scientifique du Cher, 145.
- Corrèze.* — Société historique et archéologique de la Corrèze, 15, 63, 94, 146, 228, 284, 293, 381, 452, 462, 549, 609; — Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 16, 72, 94, 146, 229, 382.
- Côte-d'Or.* — Commission du département de la Côte-d'Or, 292.
- Côtes-du-Nord.* — Société d'émulation des Côtes-du-Nord, 9, 16, 29, 43, 68, 73, 94, 146, 155, 162, 218, 229, 235, 284, 321, 382, 387, 396, 452, 462, 473, 549, 556, 562, 649.
- Creuse.* — Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, 72, 396, 650.
- Deux-Sèvres.* — Revue poitevine et saintongeaise, 9, 20, 60, 73, 96, 148, 156, 162.
- Dordogne.* — Société historique et archéologique du Périgord, 15, 29, 68, 94, 145, 154, 217, 236, 322, 381, 387, 452, 472, 556, 609, 650, 658.
- Doubs.* — Société d'émulation de Montbéliars, 236, 381.
- Drôme.* — Histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers, 15, 229, 462; — Académie Delphinale, 94, 396.
- Eure-et-Loir.* — Société archéologique d'Eure-et-Loir, 15, 16, 30, 94, 140, 154, 229, 235, 283, 301, 382, 387, 397, 462, 548, 556, 560; — Société dunoise, 15, 63, 144, 154, 382, 396, 453, 549, 651.
- Finistère.* — Société académique de Brest, 217.
- Gard.* — Académie de Nîmes, 162, 650.
- Gironde.* — Société archéologique de Bordeaux, 9, 162, 301, 397; — Société des archives de la Gironde, 463.
- Hautes-Alpes.* — Société d'études des Hautes-Alpes, 9, 63, 94, 154, 218, 284, 322, 397, 462, 557, 658; — Revue Savoisienne, 9, 29, 63, 73, 161, 229, 283, 301, 382, 388, 548, 609, 651.
- Haute-Garonne.* — Société archéologique du Midi de la France, 29, 144, 397, 472, 650; — Académie des sciences et belles lettres de Toulouse, 29, 283, 548.
- Haute-Loire.* — Société d'agriculture, sciences et arts au Puy.
- Haute-Marne.* — Société historique et archéologique de Langres, 283, 381, 658.
- Haut-Rhin.* — Société Belfortaine d'émulation, 145, 381.
- Haute-Vienne.* — Société historique et archéologique du Limousin, 146, 235, 452, 609; — Société des amis des sciences et arts de Rochecouart, 29, 68, 94, 145, 154, 217, 292, 326, 382, 396, 473, 610, 650, 668.
- Hérault.* — Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers, 217, 387.
- Ille-et-Vilaine.* — Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, 147, 388, 658.
- Indre-et-Loire.* — Société archéologique de Touraine, 94, 145, 228, 462, 548, 556, 561, 649; — Société d'agriculture, sciences et arts, 145.
- Landes.* — Société de Borda, 29, 68, 144, 155, 229, 301, 381, 472, 562, 650.

- Loir-et-Cher.* — Commission archéologique de Vendôme, 15, 236, 658.
Loire. — Société de la Diana, 9, 29, 72, 161, 217, 218, 235, 292, 321, 382, 462, 650; — L'ancien Forests, 15, 29, 63, 68.
Loire-Inférieure. — Société archéologique de Nantes, 29, 72, 302, 610; — Commission des antiquités de la Loire-Inférieure, 550.
Loiret. — Société historique et archéologique de l'Orléanais, 16, 72, 154, 235, 321, 387, 452, 562.
Maine. — Revue historique et archéologique, 154, 381, 650.
Maine-et-Loire. — Académie d'Angers, 9, 154; — Société d'agriculture sciences et arts d'Angers, 68, 382, 548, 668; — Société des sciences, lettres et beaux-arts de Chollet, 145, 382.
Marne. — Académie nationale de Reims, 154, 292, 322; — Société d'agriculture de la Marne, 162, 381.
Meurthe-et-Moselle. — Société d'archéologue Lorraine, 16, 235, 561; — Société académique de Stanislas, 145, 381, 651.
Meuse. — Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc, 154, 387.
Morbihan.
Nièvre. — Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, 29, 236, 382, 452, 548, 650.
Nord. — Société d'agriculture, sciences et arts du Nord, 146.
Oise. — Société historique de Compiègne, 15, 154, 229, 235, 381, 463, 649; — Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise, 472; — Comité archéologique de Senlis, 15, 230, 283, 548.
Orne. — Société historique de l'Orne, 29, 72, 145, 236, 304, 381, 463, 562.
Pas-de-Calais. — Société des Antiquaires de la Morinie, 9, 16, 68, 94, 95, 217, 229, 283, 292, 301, 387, 472, 557, 609, 668.
Puy-de-Dôme. — Société historique et scientifique de l'Auvergne, 15, 63, 68, 72, 145, 154, 229, 236, 293, 326, 382, 462, 562, 649, 668.
Rhône. — Académie des belles lettres, sciences et arts à Lyon, 293, 556; — Société littéraire, historique et archéologique à Lyon, 293.
Saône-et-Loire. — Académie de Mâcon, 29, 283, 561, 650; — Société Eduenne à Autun, 73, 321, 609; — Société d'histoire et d'archéologie à Châlons-Sur-Saône, 162, 462.
Sarthe. — Société d'agriculture sciences, et arts de la Sarthe au Mans, 16, 144, 217, 381, 562; — Société historique et archéologique du Mans, 29, 154, 230, 381; — Le monde des plantes, 9, 15, 28, 62, 95, 145, 155, 161, 218, 229, 236, 284, 293, 301, 321, 382, 562, 609, 650, 668.
Savoie. — Académie nationale de Savoie à Chambéry, 30, 668.
Seine. — Académie des inscriptions et belles-lettres à Paris, 28, 62, 73, 147, 159, 161, 228, 282, 293, 321, 380, 461, 549, 610, 648, 658; — Comité National des travaux historiques et scientifiques, 9, 28, 67, 147, 155, 161, 220, 234, 283, 293, 320, 380, 396, 453, 549, 648, 668; — Société de l'Histoire de France, 67, 321, 555; — Archives des missions scientifiques et littéraires, 218, 453, 610; — Société des Antiquaires de France, 302, 555; — Bibliothèque de l'école des Chartes, 28, 73, 147, 161, 228, 293, 380, 453, 473, 648, 668; — Société bibliographique de Paris; — Société de l'histoire de l'art français; — Revue histori-

- que à Paris, 9, 28, 67, 147, 155, 218, 293, 380, 454, 473, 556, 648, 668 ; — Société française de numismatique ; — Le Musée Guimet à Paris, 14, 15, 155, 282, 386 ; — Revue de l'histoire des religions, 62, 95, 386, 460, 648 ; — Bulletin catholique des livres et revues ; — Revue des questions historiques, 9, 62, 73, 147, 248, 283, 321, 380, 453, 549, 610, 648 ; — Revue de la société des études historiques, 67, 293, 474 ; — Société philotechnique, 28, 235, 549 ; — Société d'anthropologie, 9, 28, 154, 218, 28, 67, 95, 147, 155, 161, 218, 293, 380, 386, 396, 549, 610, 648, 668 ; — Société dite des Parlers de France ; — Revue des études grecques, 234, 297, 302, 380, 473, 648, 668 ; — Revue des traditions populaires ; — Journal des Savants, 9, 28, 68, 147, 155, 234, 293, 321, 380, 386, 454, 473, 555, 610, 648 ; — Revue des provinces de l'Ouest, 15, 28, 62, 68, 73, 147, 161, 218, 234, 293, 380, 395, 396, 463 ; — Bulletin monumental (Société française d'archéologie), 9, 62, 73, 147, 161, 293, 302, 380, 387, 454, 648 ; — Revue archéologique, 62, 73, 147, 155, 218, 293, 321, 380, 395, 454, 473, 562, 648, 668 ; — Nouveau dictionnaire de géographie universelle, 28, 228, 282, 302, 461, 549, 555, 562 ; — Le correspondant, 228, 234, 282, 293, 302, 320, 380, 387, 396, 453, 461, 473, 549, 554, 562 ; — L'alliance scientifique, 228, 282, 293, 302, 321, 380, 453 ; — Société d'ethnographie nationale, 232, 313 ; — Revue nationaliste, 381 ; — Paysages et monuments de la Bretagne, 282 ; — Mélusine, 648 ; — Revue populaire des beaux arts, 658 ; — Société des beaux arts des départements, 658.
- Seine-et-Oise.* — Société archéologique de Rambouillet, 145, 396 ; — Société des sciences morales, des lettres et arts de Seine-et-Oise, 145, 381, 609.
- Seine-Inférieure.* — Société havraise, 15, 161, 162, 650 ; — Académie de Rouen, 145, 382, 649 ; — Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, 452.
- Somme.* — Société des Antiquaires de Picardie, 16, 94, 147, 230, 283, 381, 649, 650.
- Tarn-et-Garonne.* — Société archéologique et historique de Tarn-et-Garonne, 16, 146, 293, 356.
- Var.* — Académie du Var, 484.
- Vendée.* — Revue du bas Poitou, 14, 63, 148, 155, 230, 294, 382, 397, 558, 651.
- Vienne.* — Société académique d'agriculture, belles lettres, sciences et arts de Poitiers, 14, 219, 284, 388, 473, 547, 558, 652 ; — Société des Archives historiques du Poitou, 73, 234, 459 ; — Bulletin de saint Martin de Ligugé, 9, 14, 62, 67, 162, 219, 230, 234, 294, 301, 382, 388, 453, 463, 473, 547, 558, 562, 610, 651, 659, 669 ; — Le mois bibliographique, 62, 65, 95, 147, 155, 161, 230, 234, 284, 293, 301, 382, 388, 397, 463, 547, 562, 610 ; — Revue Poitevine et des confins de la Touraine, 95, 148, 230, 234, 293, 302, 382, 397, 547, 651, 659, 669 ; — L'horticulteur poitevin, 230, 283, 547, 651.
- Vosges.* — Société d'émulation, 154, 397.
- Yonne.* — Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 162, 321, 452 ; — Société archéologique de Sens, 230.

Sociétés étrangères

- Angleterre.* — Société de numismatique de Londres, 17, 156, 236, 302, 383, 397, 460, 611, 648.
- Autriche.* — Société historique de Styrie à Gratz, 218, 383; — Revue publiée à Gratz sous le titre *Beitrag zur runde feiermännlicher geschichtsquellen*, 383.
- Belgique.* — Commission royale d'art et d'archéologie à Bruxelles, 95, 148, 294, 383, 460, 550, 610, 669; — Académie d'archéologie de Belgique à Anvers, 9, 16, 63, 74, 95, 147, 219, 230, 294, 383, 454; — Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège, 67, 148, 284; — Société d'archéologie à Namur, 63, 162, 284, 611; — Revue bénédictine à Maredsou; — Société paléontologique et archéologique de Charleroy, 550; — Société des belles lettres, sciences et arts du Hainaut à Monts, 9, 63, 460, 550; — Cercle historique et archéologique de Gand, 397, 398, 454, 474, 550, 647, 659, 669; — Cercle archéologique à Monts, 148; — Cercle archéologique d'Enghien, 394.
- Bulgarie.* — Starhorvoska prosujeta glasilu Ksivatskogo Druzstva u Krinu, 383, 397, 460.
- Canada.* — The Canadian antiquarian and numismatic journal, 611.
- Espagne.* — Académie royale de l'histoire à Madrid, 9, 17, 30, 63, 67, 95, 148, 155, 162, 230, 284, 294, 302, 383, 398, 460, 463, 474, 611, 647, 659, 669.
- Etats-Unis.* — Smithsonian institution, 67, 73, 74, 175, 383, 659; — Académie des sciences de Chicago, 313, 322, 383, 647; — The architectural record de M. Barr-Ferré, 383, 397, 460, 648.
- Luxembourg.* — Société pour la recherche et la conservation des monuments historiques à Luxembourg, institut grand-ducal, 156, 460.
- Russie.* — Commission impériale archéologique de Russie, 647. (Envoi de 17 volumes).
- Silésie.* — Centrblatt für antropologie und urgeschichte revue, 388.
- Suède.* — Académie royale de Stockholm, 647.
- Suisse.* — Société des Antiquaires de Zurich, 230, 459; — Société d'histoire et d'archéologie à Genève, 15, 563, 647; — Société neuchâtoise.
- SOUTERRAINS REFUGES.** — 210 et 224.
- STATUETTES** appartenant à la Société, décrites et déterminées par M. Salomon Reinach, 297.
- SUREAU**, architecte à Poitiers, R. — Elu membre de la commission du portail des Augustins, 121.

T

- THEURIET (André).** — Sa visite au musée des Augustins et réception par le conseil d'Administration auprès duquel il demande le concours de la Société pour l'exposition du congrès ethnologique qu'il doit présider à Niort, 232. — Don, 376; — Envoi à la Société d'un diplôme délivré, après le congrès par la Société ethnologique nationale, 554.

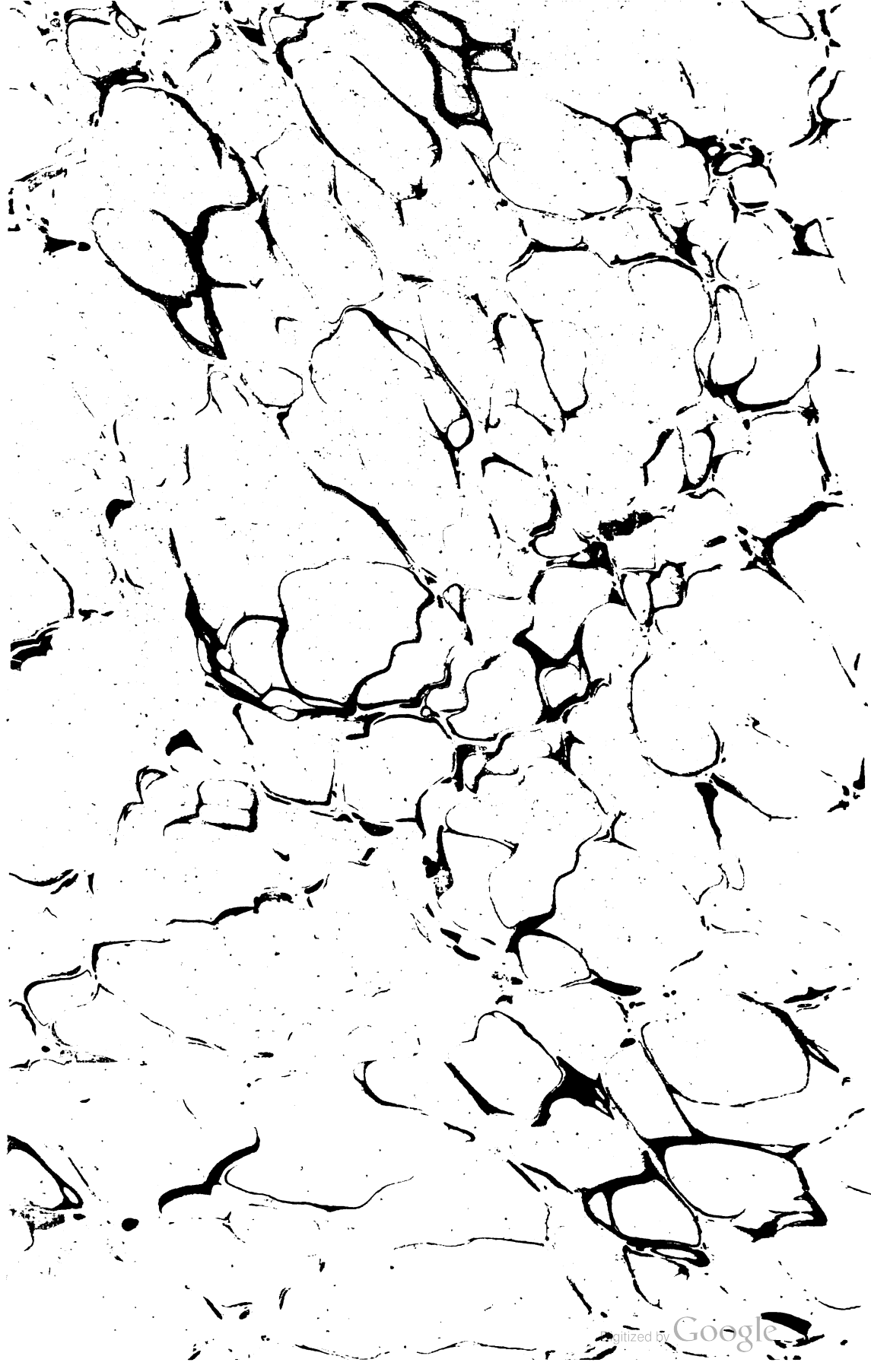
- THIBAudeau, ancien constituant. — Ses lettres, publiées par M. Carré, 561.
- THIBAUT (Mme). — Don, 660.
- THOMÉ DE GAMOND (Mlle). — Lettre de remerciements pour les 25 exemplaires des mémoires de Thibaudeau, son aïeul, qui lui ont été offerts par la Société, 273.
- TOMBES. — 5, 19, 20, 59, 143, 149, 449, 451.
- TORNEZY (Albert), P. — *Fonctions* : Membre du conseil d'Administration, 2 ; — Secrétaire, 219, 446 ; — Ses comptes rendus comme secrétaire, 210, 219, 236, 273, 284, 295, 313, 373, 383, 388, 445, 454, 463, 537, 554, 558, 605, 641, 652, 659 ; — Dons, 18, 385, 559.
- TOUSSENEL. — Souscription ouverte à Montreuil-Bellay, 454. (Voir au mot Dovalle).
- TRANCHANT (Charles), N. R. — Dons, 154, 222 ; — Délégué au Congrès des Sociétés savantes, 18, 149, 273 ; — *Communications* : Rend compte de la part prise au Congrès des Sociétés Savantes par des membres de la Société, 149, 273 ; — Communication relative à un coffre du *xv^e* siècle et à une serrure trouvée à Chauvigny, 454 ; — Fait connaître que des éboulements se sont produits le long des remparts du château baronial de Chauvigny, 151 ; — Annonce que la délimitation de ce château vient d'être complétée par un accord avec le propriétaire voisin, 644 ; — Annonce également qu'un autre des châteaux de Chauvigny, celui de Gouzon, vient d'être consolidé par les soins du ministère des beaux-arts, 667 ; — Fait connaître la vente du château de Touffou, 667 ; — *Publications* : Eloge de M. de Montesquiou, membre de la Société, décédé, 288.
- TRELAT. — Lettre d'invitation adressée à la Société pour le Congrès de Bordeaux, 90.
- TRÉSORS. — Trésor de Cherves, 470 ; — Trésor trouvé à Vivône, 546.
- TRIBERT (Abbé). — Dons, 59.

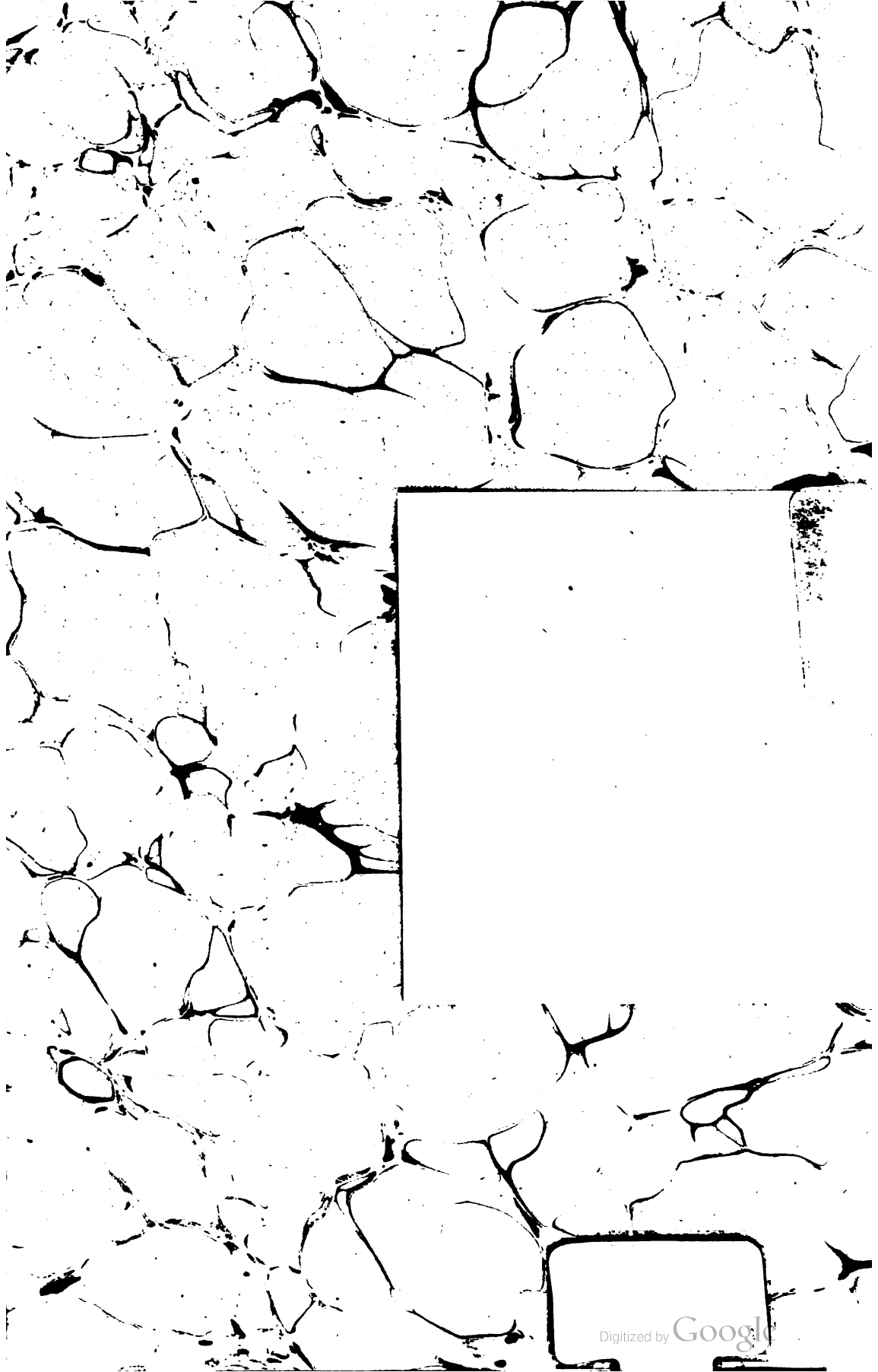
V

- VALLETTE (René), N. R. — Dons, 58, 295, 375, 641 ; — Nommé correspondant du ministère de l'instruction publique, 544.
- VANE (Francis Fechter), N. R. — Note sur sa famille par le colonel Babinet, 93 ; — Son admission, 273 ; — Sa lettre de remerciements, 286.
- VASE DE SAINT-SAVIN. — Don du Ministre, 12.
- VILLENEUVE-ESCLAPON (Comte Helion de). — Don offert en son nom, par M. de la Bouralière, 276.
- VIAU, ancien officier, ancien percepteur à Poitiers, R. — Son admission, 291.
- VOÛZAILLES. — Fouilles et découvertes par le révérend Père de la Croix, 221 à 224.

Y

- YZEURES. — Ses monuments gallo-romains découverts par le R. P. de la Croix, 278 et ss.







3 2044 100 871 896

